

Séance du 17 novembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Le gentilhomme huissier à la verge noire apporte le message suivant:

M. l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

L'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif. Et étant de retour:

Démissions de députés

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes des vacances survenues dans la représentation des districts électoraux de Jacques-Cartier, Hochelaga, Montréal, division no 4, Chambly, Montmorency et du comté de Québec, et qu'il a adressé son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour lesdits districts électoraux, respectivement.

L'Honorable Pierre-Evariste LeBlanc,

Orateur de l'Assemblée législative,
de la province de Québec.

Monsieur l'Orateur,

Ayant décidé de me porter candidat à l'élection qui doit avoir lieu d'un député pour représenter le district électoral de Jacques-Cartier, dans la Chambre des communes du Canada, je me trouve dans l'obligation de résigner mon siège de député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le même district électoral.

Je vous déclare donc que je résigne, par le présent, mon siège à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour ledit district.

Signé à Lachine, ce vingtième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-quinze.

Jos.-A. Descarries.

Témoins:

J.-B.-O. Martin
A. LePailleur

Québec, 28 février, 1896.

A l'honorable Pierre-Evariste LeBlanc,

Orateur de l'Assemblée législative,
de la province de Québec.

Honorable Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, deux avis relatifs aux vacances occasionnées dans

la représentation à l'Assemblée législative pour les divisions électORALES de Jacques-Cartier et d'Hochelaga et veuillez vous gouverner en conséquence.

J'ai l'honneur de me souscrire, Monsieur l'Orateur,

Votre bien humble et tout dévoué.

F.-X. Lemieux.
M.P.P.

Province de Québec,
savoir:

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

A l'honorable Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec, dans la Puissance du Canada.

Nous, les soussignés vous donnons avis, par les présentes, qu'une vacance est occasionnée dans la représentation à l'Assemblée législative, pour la division électorale de Jacques-Cartier, par le fait que Joseph-Adélard Descarries, écuyer, député de cette division électorale, s'est porté candidat à l'élection d'un député à la Chambre des communes du Canada, pour la division électorale de Jacques-Cartier, tenue en décembre dernier, et aussi, par le fait de la résignation comme député, à l'Assemblée législative, dudit Joseph-Adélard Descarries.

Donné sous nos seings et sceaux à Québec, ce 28e jour de février 1896.

F.-G. Marchand
Député de la division électorale de Saint-Jean,
à l'Assemblée législative de Québec.

F.-X. Lemieux,
Député de la division électorale de Bonaventure
à l'Assemblée législative de Québec.

Province de Québec,
savoir:

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

A l'honorable Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec, dans la Puissance du Canada.

Nous, les soussignés, vous donnons avis, par la présente, qu'une vacance est occasionnée dans la représentation à l'Assemblée législative pour la division électorale d'Hochelaga, pour la nomination de Joseph-Octave Villeneuve, écuyer, député de cette division électorale, comme membre du Sénat du Canada.

Donné sous nos seings et sceaux, à Québec, ce 28ème jour de février 1896.

(L.S.) F.-G. Marchand
Député de la division électorale de Saint-Jean,
à l'Assemblée législative de Québec.

(L.S.) F.-X. Lemieux.
Député de la division électorale de Bonaventure
à l'Assemblée législative de Québec.

Montréal, 12 mai 1896

L'honorable Pierre-Evariste LeBlanc,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Je, soussigné, Alexandre W. Morris, déclare par les présentes que je résigne mon siège dans l'Assemblée législative, comme membre représentant la division électorale de Montréal, division no 4.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Montréal, ce douzième jour du mois de mai, l'an mil huit cent quatre-vingt-seize.

A.W. Morris

Signé en présence de
M. F. Hackett
E.J. Flynn,
Témoins.

Montréal, 13 juin 1896.

A l'honorable Pierre-Evariste LeBlanc
Orateur, Assemblée législative,
de Québec.

Monsieur,

Je vous donne avis que j'ai accepté la charge de maître général des Postes dans le gouvernement du Canada, et que je me porte candidat à une élection pour la Chambre des communes du Canada. De plus, je vous déclare en tant que besoin peut être, que je résigne mon siège dans l'Assemblée législative de Québec.

J'ai l'honneur d'être,

Votre humble serviteur,

L-O. Taillon.

Témoins:
G.-G.-V. Ardouin
A. Audet

Province de Québec,
savoir:

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

A l'honorable Pierre-Evariste LeBlanc,
Orateur de l'Assemblée législative,
de la province de Québec,
Québec.

Nous, les soussignés, vous donnons avis par les présentes qu'une vacance s'est produite dans la représentation à l'Assemblée législative de cette province, pour le district électoral de Chambly, par l'acceptation de la part de l'honorable M. L-O.

Taillon, le député de cette division électorale à ladite Assemblée législative, de la position de ministre des Postes dans le gouvernement du Canada, et de membre du Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada.

Donné sous notre seing et sceau à Montréal, ce neuvième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-seize (1896).

(L.S.) F.-G. Marchand

Député de la division électorale de Saint-Jean

(L.S.) J.P. Cooke,

Député pour le district électoral de Drummond.

Témoin: R. Dandurand.

Québec, 23 mai 1896

A l'honorable.

Orateur de l'Assemblée législative,
de Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous annoncer que, par les présentes, je donne ma démission et je résigne comme député du comté de Montmorency à l'Assemblée législative de la province de Québec.

(L.S.)

En foi de quoi j'ai signé,
Th. Chase Casgrain.

Signé en présence de
Louis-P. Pelletier
Député de Dorchester.

E.J. Flynn,
Député de Gaspé.

A l'honorable Pierre-Evariste LeBlanc
Orateur de l'Assemblée législative,
de la province de Québec.

Monsieur,

Prenez avis que je déclare, par les présentes, résigner comme député de la circonscription électorale du comté de Québec, à la Législature de la province de Québec, aux termes de la section cent deux des statuts refondus de la province de Québec.

Donné sous mon seing, à Québec, ce onzième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-seize, et en présence des témoins soussignés.

J'ai l'honneur d'être,

Votre humble serviteur,
C. Fitzpatrick.

Témoins:
A.-J. Langlois,
Wm. T. Nolan.

Province de Québec
savoir:

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

A l'honorable Pierre-Evariste LeBlanc
Orateur de l'Assemblée législative,
de la province de Québec.
Québec.

Nous, les soussignés, vous donnons avis, par les présentes, qu'une vacance s'est produite dans la représentation à l'Assemblée législative de cette province pour le district électoral de Québec, par l'acceptation de la part de l'honorable Charles Fitzpatrick, le député de cette division électorale à ladite Assemblée législative, de la position de solliciteur général dans le gouvernement du Canada.

Donné sous notre seing et sceau à Montréal, ce neuvième jour d'octobre 1896.

(L.S.) F.-G. Marchand,

Député de la division électorale de Saint-Jean.

(L.S.) J.P. Cooke,

Membre pour le district électoral de Drummond.

Témoin: R. Dandurand.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande à M. l'Orateur s'il a lancé ses brefs pour les élections que ces résignations ont rendu nécessaires.

M. L'ORATEUR: Répond que c'est là une affaire qui relève du département de la couronne en chancellerie. Néanmoins il croit pouvoir dire que les brefs ont été lancés aussitôt que les vacances eurent été créées.

Nouveaux députés: MM. Atwater et Bouffard

M. L'ORATEUR: Informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie, les certificats suivants:

Bureau du greffier de la
couronne en chancellerie.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-neuf mai mil huit cent quatre-vingt-seize, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à Joseph Hamilton Walker, officier rapporteur pour le district électoral de Montréal, division no 4, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de l'honorable Alexander Webb Morris, député démissionnaire, Albert William Atwater, avocat, de la cité de Montréal, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Eug. Rouillard,

Député-greffier de la couronne en chancellerie.

A l'honorable
Orateur de l'Assemblée législative,
de la province de Québec.

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-septième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-seize, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et adressé à F.-X. Lachance, officier rapporteur pour le district électoral de Montmorency, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province du Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de l'honorable Thomas Chase Casgrain, député démissionnaire, M. Edouard Bouffard, avocat, de la cité de Québec, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Eug. Rouillard,

Député-greffier de la couronne en chancellerie.

Nouveau député: M. A.W. Atwater

Albert William Atwater, écuyer, membre pour le district électoral de Montréal, division no 4, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi, et signé le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Présente, appuyé par le représentant de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett), le nouveau député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater).

M. L'ORATEUR: Que l'honorable député prenne son siège en Chambre.

Nouveau député: M. E. Bouffard

Edouard Bouffard, écuyer, membre pour le district électoral de Montmorency, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi, et signé le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Présente, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), le nouveau député de Montmorency, M. E. Bouffard.

UNE VOIX DE L'OPPOSITION: Et puis les autres quatre?

UNE AUTRE VOIX DE L'OPPOSITION: Et ceux d'Hochelaga, de Chambly, de Jacques-Cartier et de Québec-Comté?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Amenez-les et présentez-les vous-mêmes.

Introduction de bills:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 1) concernant la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Discours du trône

M. L'ORATEUR: Fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative.

Je suis heureux de vous souhaiter ici la bienvenue et de vous retrouver dans ce palais législatif qui a été témoin de votre zèle pour le bien de la province pendant toute la durée de cette période parlementaire qui va bientôt finir.

Mon gouvernement vous soumettra, au cours de la session que je viens ouvrir aujourd'hui, un projet de loi relatif à la création d'un fonds spécial destiné à aider davantage la cause de l'éducation dans les municipalités pauvres et parmi la classe ouvrière, à améliorer la condition des instituteurs et des institutrices, et, en général, à donner une nouvelle et forte impulsion à l'enseignement primaire.

Vous serez aussi appelés à légiférer sur une réorganisation des départements publics qui permettra, entre autres choses, de donner une attention plus soutenue à l'exploitation des forêts et des autres ressources de la province, et sera de nature à en accroître le rendement.

L'agriculture et la colonisation, qui ont fait de si remarquables progrès depuis quelques années, devront en faire de plus rapides encore par suite de cette réorganisation départementale, et mon gouvernement, persuadé que de la prospérité de la population rurale dépend, dans une grande mesure, le bien-être de tout le pays, vous demandera de vous montrer généreux dans les dispositions budgétaires qui se rapportent à la classe si nombreuse et si méritante des colons et des agriculteurs.

En vertu de différents actes de la Législature, des subventions en terres, converties subséquemment en subventions en argent, ont été accordées à certaines compagnies de chemins de fer, et représentent une somme totale de plus de trois millions de piastres, payables lorsque ces terres auront été "assignées, vendues et payées," c'est-à-dire lorsque des frais très considérables d'arpentages et d'administration auront été encourus. Sollicité de donner suite à cette législation, mon gouvernement a proposé aux compagnies intéressées, qui voudraient y consentir, de commuer leurs droits en des sommes d'argent moindres que les sommes indiquées aux statuts, mais payables immédiatement ou à mesure qu'elles deviendront régulièrement dues.

Les compagnies ont opté pour cet arrangement, qui a été accepté en principe, et un projet de loi vous sera soumis pour permettre d'effectuer cette commutation.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Toutes les facilités vous seront données pour vous éclairer sur la partie financière de l'administration. Les comptes publics seront livrés sans retard à votre examen, et le budget de l'exercice régulier de 1897-98, ainsi qu'un budget supplémentaire pour l'exercice actuellement en cours, vous seront soumis.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Des agents d'émigration font des efforts actifs pour induire notre robuste et industrieuse population à quitter la province et aller s'établir jusque dans le Brésil. Afin d'enrayer ce déplorable mouvement et de favoriser davantage la colonisation de nos terres incultes, mon gouvernement présentera un projet de loi qui créera un "homestead" de tout lot que la couronne concèdera suivant certaines conditions, et il a l'intention de rendre ces conditions plus faciles que par le passé.

Le dernier rapport de la commission chargée de refondre et codifier les lois relatives à la procédure civile vous sera soumis en vue de l'adoption finale du travail de cette commission par la Législature. Les efforts de mon gouvernement pour rétablir l'équilibre entre les revenus et les dépenses ont été couronnés de succès, et un surplus a même été réalisé. Comme conséquence, j'ai la vive satisfaction de vous annoncer qu'un projet de loi vous sera soumis pour supprimer la taxe sur les mutations de propriété qui a dû être imposée en 1892.

Mon gouvernement espère aussi pouvoir remplacer les obligations de la province actuellement en circulation par des valeurs payables à une date plus éloignée et portant intérêt à un taux moins élevé, ce qui aura pour effet de réduire considérablement le chiffre des charges annuelles pour intérêts sur la dette publique, et il proposera la législation nécessaire pour faciliter cette conversion.

Cependant, il est de mon devoir de déclarer que l'accroissement toujours grandissant de la population, et partant, l'augmentation des dépenses strictement obligatoires pour l'administration de la justice, le soin à donner aux aliénés, la construction de voies de communication, le développement de l'instruction publique et de l'agriculture, rendent de plus en plus nécessaires le rajustement des subventions fédérales payables sous l'autorité de la clause 118 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Conformément à un arrêté de mon Conseil exécutif en date du 2 octobre dernier, je me suis mis en communication avec le gouvernement du Canada à ce sujet. Des copies de la dépêche que j'ai adressée à l'honorable secrétaire d'Etat sur cette importante question vous seront distribuées.

Je me suis également mis en communication avec les autorités fédérales relativement à la délimitation de la frontière nord de la province de Québec, et je suis heureux de vous dire que, par

ordre de Son Excellence le gouverneur général en conseil, portant la date du 8 juillet dernier, le bien-fondé de nos revendications a été admis et le territoire réclamé par mon gouvernement, ou son équivalent, a été reconnu comme faisant partie de la province de Québec. C'est aux hommes de la génération présente qu'il appartient de préparer les destinées des générations de l'avenir: quelque éloignés que puissent paraître les avantages qui découleront de la décision que je viens de mentionner, ce fait doit être considéré comme étant d'une importance peu ordinaire.

Je vous laisse maintenant à vos travaux. Je prie le Dieu Tout-Puissant qu'il daigne les bénir, et je fais des vœux pour que cette dernière session du huitième Parlement de la Législature de Québec soit inscrite aux meilleures pages des annales parlementaires de la province, et qu'elle y soit signalée comme ayant été féconde en preuves de votre dévouement, de votre sagesse et de votre loyauté.

Prise en considération du discours du trône

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération demain.

Adopté.

Changements ministériels

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer que certains changements ont eu lieu dans les ministères et il demande quand seront données les explications du premier ministre à ce sujet.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Répond qu'il pourra donner ces explications dès demain ou à toute autre date que la Chambre préférera. Il pense qu'une occasion propice se présentera, soit pendant ou après le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que n'importe quel moment pourrait convenir. Les explications pourraient avoir lieu avant le débat sur l'adresse en réponse. Le plus tôt serait le mieux.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Ne pense pas que le gouvernement doive satisfaire avec autant d'empressement la curiosité de certains députés. Les explications seront données en temps et lieu.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il voulait tout simplement savoir à quel moment l'on donnerait ces explications.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): N'a pas d'autre réponse à donner.

Formation des comités permanents

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir:

1. Privilèges et élections; 2. Ordres permanents; 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières; 4. Bills privés; 5. Législation et Lois expirantes; 6. Comptes publics; 7. Agriculture, immigration et colonisation; 8. Différentes branches d'industries en cette province; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre à leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et "records".

Adopté.

Documents:

Rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Met devant la Chambre, par ordre de son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation de la province de Québec pour 1896. (Document de la session no 3)

Code de procédure civile du Bas-Canada

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Met devant la Chambre le quatrième rapport de la commission chargée de reviser et de modifier le code de procédure civile du Bas-Canada. (Document de la session no 8)

Comptes publics

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, l'état des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1896. (Document de la session no 2)

Rapport général du commissaire des Travaux publics

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport général du commissaire des Travaux publics de la province de Québec, 1896. (Document de la session no 7)

Dépôts de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Parizeau, la pétition du conseil de ville de la ville de Maisonneuve et la pétition de J.-O. Villeneuve et autres de la cité de Montréal.

La séance est levée.

Séance du 18 novembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeSanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Cartier, la pétition de Joseph-Ena Girouard de Drummondville.

Par M. Simpson, la pétition de dame Harriette Newell Jenkins, épouse de feu William Frederick Kay, de la cité de Montréal et autres, la pétition de Charles J.W. Davies et autres du village de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest et la pétition de John William Marling et autres de la cité de Montréal.

Par M. Bisson, la pétition du révérend évêque catholique romain de Valleyfield.

Par M. King, la pétition du conseil de ville de la ville de Westmount.

Par M. Carbray, la pétition de "The Equitable Savings, Loan and Building Association".

Par M. Tessier (Portneuf), la pétition de la corporation de la cité de Québec.

Par M. Rioux, la pétition de Sir William Dawson et autres du Petit-Métis.

Par M. Martineau, la pétition de la corporation de la cité de Saint-Henri.

Par M. Tétreau, la pétition de l'honorable George Bryson et autres, en leur qualité et capacité d'exécuteurs testamentaires aux testament et codicile de feu John Bryson.

Par M. Beauchamp, la pétition des syndics de la paroisse de Saint-Jérôme.

Par M. Marion, la pétition des commissaires d'école de la municipalité de Sainte-Cunégonde, de Montréal.

Par M. Panneton, la pétition de l'Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke.

Changements ministériels

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): J'ai obtenu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur la permission de donner les explications demandées hier par l'honorable chef de l'Opposition au sujet des changements ministériels survenus durant l'été dernier, et de soumettre à la Chambre la lettre suivante de l'honorable M. Taillon:

Montréal, 4 mai 1896.

L'honorable J.-A. Chapleau,
Lieutenant-gouverneur,
Québec.

Cher monsieur,

Le premier ministre du Canada ma fait l'honneur de m'inviter à faire partie de son cabinet. Je n'ai eu que quelques heures pour délibérer, et ce qui ajoutait encore à ma perplexité, votre absence me privait de l'avantage d'en conférer avec vous. Il

m'a semblé que, en égard à la gravité des circonstances, il était de mon devoir d'accepter. J'ai prêté serment vendredi, 1er mai, comme membre du Conseil privé et maître-général des postes. Les choses étant ainsi, il ne convient guère que je vous offre mon avis sur le choix de mon successeur. D'ailleurs la précipitation avec laquelle ce changement s'est fait ne m'a pas permis d'en causer avec les personnes des conseils desquelles j'aurais aimé à m'inspirer. Je n'ai pas besoin de vous dire que je n'ai qu'à me féliciter de mes rapports avec vous depuis le jour où vous m'avez honoré de votre confiance en me faisant votre premier ministre. Votre expérience, votre habileté et votre dévouement à la chose publique m'ont été d'un précieux secours dans l'accomplissement de mes importantes fonctions. C'est pour moi un devoir comme un plaisir de vous en exprimer ma reconnaissance.

Agréez l'assurance de la parfaite considération avec laquelle je suis.

Votre très obéissant serviteur,
(Signé) L.-O. Taillon

Le 8 mai suivant, Son Honneur le lieutenant-gouverneur invita l'honorable commissaire des Terres de la couronne (l'honorable G.-A. Nantel) à former un cabinet. L'honorable commissaire ne crut pas devoir accepter la tâche et recommanda à Son Honneur que je fusse chargé de ce soin. Le même jour, je reçus un message du représentant de Sa Majesté et j'ai accepté. J'ai alors invité les honorables députés de Nicolet, Terrebonne, Dorchester, Stanstead, Montréal no 4 (les honorables L. Beaubien, G.-A. Nantel, L.-P. Pelletier, M. F. Hackett, A.W. Atwater) M. Chapais à être mes collègues et ces messieurs ont accepté. Le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) en qualité de ministre de l'Agriculture, le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel) comme commissaire des Terres de la couronne, le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) procureur-général, le député de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett) secrétaire provincial, l'honorable M. Chapais, président du Conseil exécutif, et moi-même en qualité de commissaire des Travaux publics.

Ils ont tous prêté serment le 8 mai, à l'exception du député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater) qui prêta serment le 18 mai. J'espère que le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) sera satisfait.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ce n'est pas l'habitude de critiquer les explications ministérielles. La tradition veut, lorsqu'un premier ministre quitte son poste à la tête de la province, qu'il consulte d'abord ses collègues. Il semble que l'honorable Taillon ait laissé la direction des affaires de la province sans consulter ni le lieutenant-gouverneur ni aucun de ses collègues et sans donner au lieutenant-gouverneur son avis sur le choix de son successeur. Ces circonstances sont particulières et vous me permettrez de suggérer à

la Chambre qu'elle devrait être informée de ces mêmes circonstances qui ont entouré la démission de M. Taillon.

L'honorable premier ministre aurait dû nous dire aussi pour quelles raisons le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel) a refusé de former un cabinet. Dans quelles circonstances M. Casgrain est sorti du cabinet dont il était un membre important? M. Casgrain a-t-il refusé de faire partie de l'administration nouvelle ou n'a-t-il pas été demandé?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de défendre l'honorable M. Taillon; ses explications telles qu'énoncées dans la lettre dont lecture vient d'être faite étaient très satisfaisantes. En réponse à l'honorable chef de l'Opposition, je dois dire cependant que j'ai cru devoir choisir les ministres actuels pour m'aider à gouverner la province. J'ai beaucoup regretté le fait que les circonstances nous aient privés des éminents services que l'honorable M. Casgrain aurait pu rendre à la province. Le lieutenant-gouverneur étant absent aux Etats-Unis, il n'a pu le consulter à cet effet. L'honorable M. Casgrain avait déjà exprimé son désir de donner sa démission comme membre de cette Chambre pour se présenter, sur une scène plus considérable, pour le Parlement fédéral. Avec la démission du premier ministre, le cabinet s'est dissous. M. Casgrain avait donc toute liberté pour agir à sa guise.

Je proteste contre toute insinuation que la traite de l'ex-procureur général a eu pour cause une divergence d'opinion entre nous. Il répète qu'il regrette de ne pas le compter au nombre de ses collègues.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai simplement exprimé mon étonnement que l'honorable premier ministre n'ait pas, dans ses explications, inclus le cas de l'honorable M. Gasgrain et ne nous ait pas dit pourquoi il était sorti du gouvernement. Voilà tout. Je n'ai rien à reprocher aux honorables MM. Casgrain et Taillon.

Adresse en réponse au discours du trône

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, comme suit:

A Son Honneur
l'honorable Sir Joseph-Adolphe Chapleau,
K. C. M. G.,
Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Je remercie mes honorables collègues dans cette Assemblée législative de l'accueil sympathique qu'ils me font. Il y en a parmi eux qui ne sont pas d'accord avec moi sur les questions politiques; la loyale Opposition de Sa Majesté ne partage pas mes vues; je le comprends, mais je sais d'un autre côté que je puis compter sur sa bienveillance.

Elu député du beau comté de Montmorency le 23 juin dernier, je ne puis m'empêcher de témoigner ma gratitude pour la confiance que mes amis de Montmorency ont bien voulu mettre en moi. J'ai été élu avec l'appui des ministres actuels et en particulier de l'honorable premier ministre dont la parole éloquente et convaincue n'a pas été l'un des moindres facteurs de mon succès.

Il assure la Chambre que son désir le plus cher est de traiter toute question politique avec courtoisie, sincérité et honnêteté. Proposer l'adoption de l'adresse est une tâche honorable mais aussi excessivement difficile, dit-il. Cependant, il sera sans doute encouragé dans son travail par la splendide politique de sagesse et de patriotisme dévoilée dans le discours du trône. Il croit fermement que les mesures énoncées combleront tous les besoins existants dans la province de Québec.

Le discours du trône renferme tout ce que j'ai défendu dans mon élection et tout ce que j'ai promis à mes électeurs. Je suis particulièrement satisfait de voir que le gouvernement veut bien apporter toute sa sollicitude à la cause de l'éducation dans la province de Québec. Il n'y a rien à changer à notre système dans sa nature, ni dans son essence. Chaque race, chaque croyance religieuse y trouve ses garanties.

Le gouvernement n'entend pas toucher à aucun droit ni à aucun privilège, mais il entend développer l'instruction primaire et lui donner un nouvel essor en augmentant les octrois. L'instituteur dans nos campagnes ne jouit pas de la considération à laquelle il a droit, et n'est pas rétribué suivant ses mérites.

La création des écoles normales dans la province de Québec a coûté une somme considérable aux contribuables de la province. Les élèves les plus dignes et les plus distingués que ces écoles ont formés ne se sont pas livrés à l'enseignement, désappointés et découragés du peu de considération qu'on leur apporte surtout dans nos campagnes. Ils ont dû changer leur projet voyant que l'instituteur a le salaire d'un commis très ordinaire dans le dernier établissement dans la province. Je félicite le gouvernement d'avoir songé à ce triste état de choses et de se proposer d'y porter remède; celui qui "a" charge de former le cœur et l'intelligence des enfants, d'accord avec le plus haut dignitaire de nos paroisses le curé, ne saurait être négligé.

Le gouvernement ne se contente pas seulement du soin des intelligences. Il veut en même temps apporter tous ses soins au développement et au perfectionnement de l'agriculture. La colonisation n'est pas aussi le moindre objet de ses soucis.

Nul n'ignore que dans les temps de crise commerciale et industrielle, le surplus de population dans nos grandes cités est réduit à la gêne et à la misère. Il n'en est pas ainsi du cultivateur. Il trouve encore la confiance des électeurs du comté qui m'a confié un mandat très défini: supporter sincèrement mais avec une indépendance réelle le gouvernement présidé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn).

C'est pour cette raison que dans les temps anciens comme dans les temps modernes l'on a chanté avec grâce et avec éclat la douceur et en même temps la grandeur de la vie des champs. Qui ne se rappelle ces vers mémorables du poète latin que nous avons appris dès les premières années de nos études classiques: "Onimeum fortunatos agricolas, etc.".

L'agriculteur et le colon de la province de Québec, en faisant la fortune et la richesse de la province, peuvent prétendre à ces grandes destinées, individuellement.

Le gouvernement démontre qu'il entend diriger tous ses efforts de ce côté en exprimant ses regrets au sujet de cet exode malheureux de nos frères au Brésil qui vient de se produire dans notre province. Comment se fait-il qu'une province riche de tous les dons de la nature et bénie du Ciel, comme la province de Québec, puisse voir s'éloigner ses enfants vers des rives étrangères. Ceux qui s'en vont ainsi déprécient leur patrie et lui causent un grand mal. Il faut pour conserver l'honneur de notre province conserver les nôtres et les retenir au sol. Cela sera le résultat pratique de la politique agricole et colonisatrice du gouvernement patriotique et éclairé que nous avons dans la province.

Ce qui me permet de tenir ce langage, c'est que je constate avec plaisir que les ministères qui se sont succédés depuis 1872, sont parvenus à rétablir l'équilibre dans nos finances et à restaurer notre crédit sur les marchés étrangers.

Sans vouloir troubler le silence du tombeau, je suis forcé de déclarer que trois administrations conservatrices ont réussi à combler, à force de prévoyance et d'économies, le déficit énorme causé par l'administration néfaste qui les a précédés de 1886 à 1892. Les faits accomplis appartiennent à l'histoire. Ce serait trop tôt de les juger, mais la postérité ne pourra ratifier le jugement qu'une certaine presse officieuse se permet de porter.

Dieu merci; il y a plus d'équilibre entre les revenus et les dépenses de la province de Québec. Il y a un surplus de recettes, résultat d'une sage administration, qui permet au gouvernement d'abolir maintenant la taxe sur les mutations de propriétés.

On a dit que je m'étais fait élire comme candidat des taxeurs, non. Mais j'ai réussi à faire comprendre au peuple que le jour où il avait sanctionné l'extravagance en maintenant au pouvoir des hommes qui n'avaient pas le moindre principe d'économie politique, il avait par là même rendu les taxes nécessaires.

C'était la promesse formelle faite par l'honorable premier ministre dans l'élection du comté de Montmorency. Je le remercie de l'avoir tenue. Il a fait dans cette circonstance comme doit faire tout

homme public qui prétend se faire respecter par sa probité, sa sincérité et sa franchise dans ses déclarations publiques. Cette dignité d'attitude de la part d'un homme en la possession du travail et lui vaut encore la confiance des électeurs du comté qui m'a confié un mandat très défini: supporter sincèrement mais avec une indépendance réelle le gouvernement présidé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn).

La politique du gouvernement, telle que définie par le discours du trône, est une politique de progrès. Si vous me le permettez, je vais vous rendre par une image l'idée que je me fais du progrès.

Dans les temps anciens, le Nil, fleuve géant de l'Egypte, débordait chaque année de son lit, et séjournait sur les plaines immenses de ce pays. En se retirant, il laissait sur le sol un limon bienfaisant et fécond. Voilà l'image du progrès que je rêve pour la province de Québec et que le gouvernement entend accomplir. A l'instar du Nil, que le progrès sorte de ces rives du Saint-Laurent, qu'il couvre le sol de notre province et laisse partout sur son passage la fécondité, la richesse et le bonheur.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): En me levant pour seconder l'adresse en réponse au discours du trône et remercier Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour les paroles de bienvenue qu'il nous a adressées, je me permettrai de référer en quelques mots aux changements qui ont eu lieu parmi les membres de la Chambre depuis la dernière fois que nous nous sommes réunis dans ce palais législatif. Les vacances qui ont été créées depuis la dernière session ont eu lieu par suite de retraites volontaires et nous devons remercier la Providence de nous avoir préservé des regrets que cause toujours la mort d'un de nos collègues. Les deux honorables députés qui ont été présentés hier à cette Chambre et qui ont reçu une si cordiale réception, sont des acquisitions précieuses pour notre Assemblée. L'éloquent discours que vient de prononcer l'honorable député du comté de Montmorency fait plus que justifier la splendide réputation d'orateur qui l'avait précédé ici en même temps que son élection doit être regardée comme un hommage rendu non seulement à ses talents personnels, mais encore à l'administration du chef qui lui a donné son appui devant ses électeurs. L'élection par acclamation de l'honorable député de la division no 4 de Montréal (l'honorable A.W. Atwater) est une preuve de la confiance dont jouit le gouvernement dont il est membre dans l'important district de Montréal. Le choix de cet honorable député comme trésorier est un hommage rendu à un élément particulièrement intéressé dans la finance et le commerce et d'un district qui, par sa richesse et son influence, est appelé à contribuer dans une grande mesure au revenu de la province.

C'est un plaisir de constater qu'à peine le discours du lieutenant-gouverneur était-il terminé dans la Chambre haute que les promesses alors suggérées par le Conseil exécutif revenaient déjà

accomplies dans cette Chambre. On nous a dit que l'on prendrait tous les moyens nécessaires pour que nous puissions être renseignés sur l'état des finances du gouvernement, et que les comptes publics nous seraient remis sans retard. Nous étions tout juste de retour à notre Chambre, que les comptes publics nous étaient remis. Nous croyons que ceci témoigne de l'intention du gouvernement de respecter avec empressement ses promesses ainsi que le splendide programme qu'il nous a présenté.

En examinant la législation promise dans le discours du trône, on est frappé du nombre et de l'importance des mesures qu'elle contient. On est heureux de constater que le gouvernement attache tant d'importance à la grande cause de l'éducation et qu'il a l'intention de prendre les mesures nécessaires pour encourager et améliorer la condition de nos instituteurs dont un grand nombre sont rémunérés d'une manière vraiment honteuse, il n'est pas de sujet plus important qui puisse s'imposer à l'attention de la Chambre.

La réorganisation proposée des départements publics est devenue nécessaire par suite de la grande accumulation de travail dans certains d'entre eux depuis quelques années. C'est évidemment avec plaisir que l'on constate qu'il en résultera une surveillance plus soutenue de l'exploitation des forêts et des autres ressources de la province et sera de nature à en accroître le rendement. L'agriculture et la colonisation qui ont fait des progrès si remarquables depuis quelques années bénéficieront de ces changements. Le colon et le cultivateur sont la base de toute prospérité réelle et c'est sur leur travail et leurs revenus que repose la richesse nationale. Les défricheurs dans leur oeuvre de colonisation sont les véritables héros de notre époque et méritent toute l'aide et l'encouragement qu'il est possible de leur donner. Je suis certain que je ne ferai pas en vain appel en leur faveur à mes collègues pour aider le gouvernement à leur tendre une main secourable.

La conversion proposée des subventions en terres accordées aux chemins de fer, en subventions en argent, a provoqué une polémique extraordinaire en dehors de cette Chambre et la suppression dans la discussion de certains faits importants a eu une tendance à tromper, et, par conséquent à mal disposer un certain nombre de personnes ignorant les conditions et les circonstances spéciales qui seront exposées devant cette Chambre. Quand le bill relatif à ce sujet sera présenté, je suis convaincu que la commutation des droits des compagnies de chemin de fer en sommes d'argent moins élevées que celles mentionnées dans nos statuts, sera reconnue comme étant aussi avantageuse pour le gouvernement et les compagnies de chemin de fer que nous serions disposés à le croire, d'après le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

Les "homesteads" promis de tous les lots qui seront concédés aux colons par la couronne est un pas fait dans la bonne direction et tendra, il faut l'espérer, à rendre nos compatriotes plus satisfaits de leurs conditions dans cette chère

province de Québec et moins exposés à s'en laisser imposer par les agents d'émigration du Brésil et d'ailleurs.

Ce sera une bonne nouvelle pour ceux qui sont hors de cette Chambre, comme elle l'est pour nous qui siégeons ici, d'apprendre que l'équilibre a été rétabli entre les recettes et les dépenses; ça n'exhumera pas les douloureux détails des extravagances et même pire que des extravagances qui avaient détruit notre crédit et qui ont contribué à tourner notre province en dérision dans l'esprit de tous les honnêtes hommes, partout au pays. Le travail accompli par le gouvernement après cette époque désastreuse fut gigantesque. Il a risqué sa popularité, et en réalité son existence politique, en imposant des taxes lourdes sur le peuple devenues nécessaires afin de sauver la province; à cause de l'extravagance de ses prédécesseurs.

C'est en pratiquant la plus stricte économie dans l'administration des affaires publiques que le gouvernement a réussi à réaliser un exploit, et cette Chambre se joindra certainement à lui avec plaisir pour adopter un bill ayant pour effet de faire disparaître la taxe sur les mutations de propriétés qui n'est plus nécessaire maintenant.

La conversion de la dette provinciale qui doit aussi vous être soumise sera une mesure bien accueillie, et le gouvernement méritera certainement vos plus sincères félicitations s'il réalise l'espérance qu'il nourrit de pouvoir, par cette mesure, diminuer les charges annuelles d'intérêts de la dette publique.

La demande faite par Son Honneur au gouvernement du Canada d'une augmentation du subside fédéral est justifiée pour les raisons données et, j'espère qu'on sera aussi heureux en ce cas qu'on l'a été il y a quelques mois quand on a demandé l'admission des réclamations de la province de Québec sur une grande étendue de territoire situé au nord et, qui a été accordée par les autorités du Dominion quelques jours seulement avant le dernier changement d'administration à Ottawa.

Je remercie la Chambre, monsieur l'Orateur, de la patience et de la courtoisie qu'elle a mise à m'écouter et ainsi que Son Honneur le lieutenant-gouverneur. J'espère que cette dernière session du huitième Parlement de notre Législature sera inscrite aux meilleures pages de nos annales parlementaires.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Commença par les compliments d'usage à ces messieurs. Il félicite les proposeur et second de l'adresse avec d'autant plus de plaisir que tous les deux ont été très courtois. Il plaisante le député de Montmorency (M. E. Bouffard) sur sa solide confiance dans le gouvernement qui, sans dénoter une profonde connaissance du coeur humain, indique une honnêteté ingénue qui malheureusement sera bientôt scandalisée par le spectacle des abus dont l'honorable député ne manquera pas d'être témoin.

J'ai été heureux d'entendre les éloquentes paroles du député de Montmorency au sujet de l'instruction publique. C'est là une question qui

heureusement est au-dessus des conflits de parti et au sujet de laquelle nous ne devons, libéraux et conservateurs, avoir qu'une seule rivalité, celle du plus grand bien à opérer.

Je regrette que le gouvernement ait négligé de saisir cette occasion pour offrir à Notre Souveraine les félicitations de cette Chambre sur le fait que son règne a maintenant atteint une plus longue durée que le règne de tous ses prédécesseurs et que dans quelques mois elle pourra célébrer la soixantième anniversaire de ce règne. Je n'ai jamais fait parade de ma loyauté mais je n'ai pas oublié, et nous ne devons pas oublier, que c'est à Sa Gracieuse Majesté que nous devons les bienfaits du gouvernement responsable.

Si le gouvernement n'a pas jugé à propos de satisfaire les vœux unanimes de la Législature à cet égard c'est probablement à cause du peu de respect qu'il a pour la constitution. Des hommes qui ont usurpé le pouvoir au moyen d'une violation flagrante des usages constitutionnels peuvent facilement avoir cette distraction. En effet le gouvernement actuel doit sa naissance à une violation de la constitution, à une infraction au principe du gouvernement responsable; par la suite, il n'a fait que manquer à son devoir et à ses promesses.

Ce qui surprend surtout, dans le discours du trône, c'est le zèle subit manifesté par le gouvernement pour la réalisation de toutes les réformes qu'il a promises à son début et qu'il a négligées depuis. Après avoir dormi pendant cinq années sur ses lauriers fanés du 8 mars 1892, il se réveille enfin au bruit des murmures menaçants de l'électorat et fait mine de vouloir réparer le temps perdu. Evidemment il sent sa mort prochaine.

Sa politique depuis sa naissance n'a été qu'une politique d'expédients et d'opportunisme du plus mauvais aloi. Il avait promis d'équilibrer nos finances au moyen d'une stricte économie; il a failli à cette tâche. Il s'était engagé à ne pas imposer de nouveaux fardeaux au peuple et il l'a chargé de taxes lourdes et onéreuses. Il ne devait pas emprunter et il a fait des emprunts désastreux. Sa politique a varié au jour le jour, démontrant évidemment qu'il procédait à l'aventure sans aucun plan défini.

Ayant failli à sa première promesse de rétablir notre position financière sans l'imposition de nouvelles taxes, il manque de nouveau à ses engagements en donnant au produit des nouvelles taxes un emploi différent de celui auquel il était destiné.

L'honorable trésorier de l'époque avait dit que ce surcroît de revenu serait employé à reconstituer le fonds des dépôts de garantie et de fidéicommiss

qui s'élevait à quelques \$2,000,000. Cette promesse n'a pas été remplie et ces dépôts ne sont pas encore complètement reconstitués, malgré que le gouvernement ait perçu depuis 1892, tant par ces taxes nouvelles que par l'augmentation accidentelle du revenu provenant de différentes autres sources, un surcroît annuel d'au-delà de \$800,000.

Le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) avait pris ses collègues au sérieux; il avait cru qu'ils étaient bien déterminés à entrer dans la voie de l'économie. Malheureusement, il s'est bien vite aperçu que ses collègues n'étaient que des farceurs. Il a voulu insister sur l'accomplissement des promesses faites à l'électorat. Qu'est-il arrivé? On l'a forcé à sortir du cabinet. Cependant il avait réussi à réduire le déficit à \$24,000. Ah! on a trouvé qu'il ne dépensait pas assez, qu'il ne voulait pas augmenter les salaires, qu'il ne voulait pas payer tous les nouveaux employés que l'on nommait toujours bien entendu au nom de l'économie! C'est lui-même le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) qui l'a déclaré dans cette Chambre.

Notre équilibre financier n'est pas non plus rétabli et je serai en mesure de prouver, lorsque dans le cours de cette session, l'occasion s'en présentera, que le passif de cette province est plus élevé aujourd'hui qu'il n'était en 1892. Il est donc évident que si le gouvernement, dans de pareilles circonstances, se sent en position d'abolir ces taxes, il n'aurait jamais dû les imposer.

Quoiqu'il en soit, je me réjouis de leur disparition que j'attribue, non au patriotisme de nos gouvernements, mais à la crainte salutaire que leur impose la perspective des élections prochaines. Mais il se présente ici une question sérieuse. Tout en abolissant la taxe, le gouvernement nous déclare que l'équilibre financier est rétabli et que nos comptes publics présenteront désormais des surplus annuels. Le problème qui se pose en face de cette déclaration est assez difficile à résoudre en vue surtout des antécédents de ces messieurs. Jusqu'ici, ils n'ont réussi à diminuer les dépenses contrôlables que d'une manière insignifiante sur quelques chefs du service civil, mais sur d'autres chefs ils les ont augmentées considérablement. Le résultat a été que le budget annuel a toujours présenté et présente encore, malgré les dires ministériels, un déficit annuel.

En tenant compte de cette situation et en la mettant en regard des promesses d'augmentation des dépenses émises dans le discours du trône, on se demande comment ses auteurs espèrent arriver à l'équilibre financier tant désiré.

Le revenu annuel sera à l'avenir diminué dans les proportions suivantes:

Par l'abolition des taxes.....	\$281	000.00
Par la diminution du taux d'intérêt sur les \$7,000,000 prêtés au Pacifique. ....		.66 500.00
Par la réduction du revenu ordinaire des terres de la couronne à leur taux normal. ....		.145 000.00

\$492 500.00

Voilà donc la perspective d'une diminution dans nos revenus annuels d'un demi million en chiffres ronds. D'autre part, la nouvelle politique du gouvernement laisse entrevoir une augmentation dans les dépenses annuelles de quelques centaines de mille piastres.

Diminution énorme du revenu d'un côté, augmentation considérable des dépenses de l'autre. Voilà comment nos gouvernants vont s'y prendre pour maintenir l'équilibre financier dont ils font parade et qui n'existe que dans leur imagination.

L'on croira difficilement à une pareille ineptie et chacun se demande, en relisant avec soin le discours du trône, s'il ne se fait pas illusion et si, en le scrutant de bien près, il ne réussira pas à découvrir l'indication des voies et moyens pour compenser cette diminution de revenu et cette augmentation de dépense. Peine inutile; ces voies et moyens n'y sont pas indiqués et nous restons, pour revenir en face d'un déficit annuel menaçant et certain de plus d'un demi million.

DES VOIX: Ecoutez!

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il est vrai qu'on y parle de réorganisation départementale, mais cette réforme qui aurait dû être commencée il y a cinq ans, aura moins pour objet, d'après les déclarations ministérielles, l'économie financière que l'économie du travail.

Le gouvernement opère cette réforme en augmentant les salaires et en augmentant les fonds de pension. Nous avons en effet dépensé de ces deux chefs l'année dernière \$15,000 de plus qu'en 1891. On promet de réorganiser le service civil. Comment? On ne le dit pas et on ne semble pas devoir diminuer la dépense.

L'honorable premier ministre a trouvé, paraît-il, que plusieurs de ses collègues manquaient d'occupation et que dans leur oisiveté journalière, ils se livraient trop facilement, comme passe-temps, à des querelles de famille qui nuisent considérablement au repos de leur chef. On nous donne donc à espérer que par cette réorganisation promise que si le Trésor public n'est pas soulagé, au moins nos ministres seront utilement employés.

On a bien parlé aussi d'une conversion de la dette. Je sais que plusieurs des honorables ministres s'y entendent en fait de conversion!

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'honorable chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) n'est pas susceptible de conversion.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable... Ma foi, il a changé si souvent que je ne sais plus maintenant ce qu'il est.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Vous n'avez pas changé vous et vous ne vous êtes pas amélioré.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il paraît que l'honorable ministre a grand besoin d'amélioration car il change souvent.

Lorsque l'honorable procureur général (l'honorable L.-P. Pelletier) m'a fait l'honneur de m'interrompre, j'en étais à dire que le discours du trône nous annonce un projet très important, celui de la conversion de notre dette publique, et il nous informe que cette opération, déjà commencée, aura des résultats très avantageux pour la province. Je me défie de ces belles promesses de nos ministres, car je me rappelle de leurs antécédents. Je me rappelle surtout de l'emprunt désastreux de 1895 où nos obligations ont été sacrifiées à 77 pour cent lorsqu'à la même époque, une autre province, moins importante que la nôtre, réussissait à négocier des obligations similaires à 95 pour cent et qu'elle n'accordait pas aux négociateurs de cette transaction le bonus énorme représenté par cette différence de dix-huit points, s'élevant à près d'un demi-million; juste le montant du produit de nos taxes nouvelles pour une année.

Nous voyons aussi dans ce discours que le gouvernement a entrepris certaines démarches auprès du gouvernement d'Ottawa pour obtenir une augmentation du subside fédéral, sur les bases établies par la convention interprovinciale de 1887. Je m'étonne que le gouvernement, s'il est sérieux dans cette démarche, ne l'ait pas entreprise plus tôt lorsque ses propres amis étaient au pouvoir. C'est la condamnation de vos amis politiques, vous n'avez jamais osé leur demander ce que vous sollicitez maintenant de ce M. Laurier dont vous avez dit tant de mal. C'est de l'hypocrisie à la veille du jour où vous allez être appelés à comparaître devant l'électorat.

Mais tous ces projets de conversion et de réorganisation et d'augmentation de subsides dans un avenir plus ou moins rapproché, n'offrent aucune garantie certaine d'un revenu suffisant pour faire face au découvert qui sera le résultat inévitable de la nouvelle politique du gouvernement.

C'est la première fois que l'on voit un ministre des Finances escompter l'avenir et compter sur ses éventualités pour équilibrer son budget, et si le nouveau trésorier de cette province débute ainsi dans sa carrière, il ne réussira pas à rassurer l'opinion publique, si justement alarmée de bévues de son prédécesseur.

Il est une autre question dont il est traité dans ce discours et qui a produit dans le public une sensation profonde. Je veux parler de la négociation entre le gouvernement et les compagnies de chemin de fer à l'égard des 35 cents par acre qui forment le reliquat de leurs subsides en terres convertis en argent. Cette transaction, telle qu'annoncée dans la presse ministérielle, sera désastreuse pour la province. Je ne suis pas l'ennemi des compagnies de chemin de fer; bien au contraire, je tiens à ce que le gouvernement remplisse à leur égard toutes les obligations auxquelles il est légalement tenu; je tiens à ce que toutes les promesses faites à des compagnies sérieuses qui, en vertu de ces promesses, ont employé leurs fonds et engagé leur crédit dans l'exécution de travaux utiles au progrès de la province, soient fidèlement remplies. Mais je me rappelle aussi du mandat

impératif signifié à la députation par le vote populaire de 1892. Ce mandat comportait l'injonction formelle de renoncer à toutes dépenses exceptionnelles et à tous subsides nouveaux et de contenir nos opérations financières dans les strictes limites des engagements contractés. Pour obéir à cette injonction nous sommes tenus, et le gouvernement est tenu, de n'apporter dans la nature du subside en question aucun changement, comportant un accroissement des obligations existantes. Or, la négociation proposée, augmente sensiblement les obligations actuelles du gouvernement vis-à-vis de ces compagnies.

Le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) entre ici dans la discussion de cette question à tous ces points de vue et démontre que le projet ministériel sera désastreux pour la province.

Je crois avoir démontré, monsieur l'Orateur, que le gouvernement actuel a manqué à tous ses engagements, à toutes ses promesses et qu'au lieu de sauver notre position financière, il la compromet tous les jours de plus en plus. J'ajoute qu'il entreprend aujourd'hui une politique nouvelle en contravention complète à celle qu'il s'était formellement engagé à suivre. Bien plus, ce nouveau programme, qui promet une nouvelle ère de dépenses et de prodigalités, est soumis à une législature incomplète et moribonde par un gouvernement qui, comme le démontrent ses propres actes, est tellement certain de son impopularité qu'il n'ose plus consulter le suffrage populaire.

Afin d'éviter le châtement dont il était fatalement menacé, il ose dans un mépris criminel des plus élémentaires notions du gouvernement responsable, priver quatre des plus grandes et des plus importantes circonscriptions de cette province, où l'on compte au-delà de 50,000 électeurs du droit de représentation dans cette Législature, et il a l'audace, pour s'excuser, de prétexter des motifs d'utilité publique!

DES VOIX: Oh! Oh!

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Et quels sont ces motifs? L'économie dit-il; la mesquine économie d'une somme de \$6,000 que coûteraient ces élections. C'est se montrer tout à coup bien parcimonieux lorsque l'on a été si extravagamment prodigue. Il eut suffi de l'épargne d'une bien minime partie des sommes injudicieusement gaspillées pour suffire à cette dépense indispensable. Une seule année de la subvention improductive accordée à ce Haras national, si cher au coeur du commissaire d'Agriculture, eut compensé cette dépense. Une bien faible proportion du demi-million dont les financiers européens ont reçu le cadeau; une petite part des salaires extravagants accordés à Messieurs Raza, O'Sullivan et autres, eussent simplement suffi, et les usages constitutionnels eussent été respectés.

Mais le prétexte même invoqué par le gouvernement pour se faire pardonner cette grave injustice est perdu de vue lorsqu'il est question d'une élection où le candidat ministériel paraît avoir des chances de succès. C'est ainsi que, pendant qu'on

refuse aux comtés d'Hochelaga, de Jacques-Cartier, de Chambly et de Québec, le privilège de se choisir un député, on accorde ce même privilège au comté de Montmorency.

Et pendant que l'on laisse vacants ces quatre sièges dans l'Assemblée législative, qui ne peuvent être remplis qu'en vertu du vote populaire, on s'empresse de combler les vides dans le Conseil législatif par des nominations qui ne dépendent que de la volonté des ministres. C'est plus sûr, mais c'est moins brave. Vous avez dans cette dernière Chambre une majorité certaine, pourquoi n'avez-vous pas épargné \$1,600.00 à la province?

Non, les motifs invoqués à cette occasion par nos ministres ne sont pas sincères. Ce n'est pas l'intérêt public, ce n'est pas le désir d'accomplir leur devoir qui les inspire, c'est purement et uniquement un sentiment humiliant et inavouable.

Ils ont peur de l'électorat.

Un autre procédé exceptionnel, qui dénote que ce gouvernement de l'illégalité veut terminer en carrière par une violation des vrais principes du gouvernement responsable, c'est la convocation de cette sixième session de la Législature.

La durée normale d'une Législature est de cinq ans, pendant lesquels elle est censée tenir une session par année. L'objet principal de ces sessions annuelles, d'après les usages constitutionnels, est de fournir au Parlement l'occasion de voter et de contrôler, année par année, la dépense publique. Une sixième session est donc un hors-d'oeuvre, inconnu jusqu'ici dans les annales de nos Législatures provinciales.

Il faudrait une raison bien exceptionnelle pour en justifier la convocation. Dans le cas actuel, le motif est une irrégularité flagrante, contraire à la pratique parlementaire et à l'esprit de notre constitution. C'est l'adoption d'un budget de dépense pour l'année financière 1897-98, qui commencera après l'expiration du mandat de la députation actuelle; c'est par conséquent un abus dangereux qui prive la prochaine députation de son privilège indéniable de contrôler la dépense publique pendant la durée de son mandat.

Pourquoi cette irrégularité? Pourquoi! Parce que le gouvernement actuel ne possède plus la confiance du public; parce qu'il le sait, et qu'il prévoit sa défaite.

C'est pourquoi il prend ses mesures d'avance, pourvoyant par des crédits abondants à tous les moyens d'influence qu'un budget bien nourri peut procurer à des politiciens peu scrupuleux.

Et bien, monsieur l'Orateur, tout cela va bientôt finir; ce gouvernement que le peuple déjà a qualifié de gouvernement des "peureux" sera prochainement forcé, bon gré, mal gré, de subir l'épreuve du scrutin. Il tremble devant cette perspective parce qu'il connaît l'énormité de ses méfaits politiques. Quant à nous, nous l'attendons de pied ferme, et quand l'épreuve aura été subie, un immense cri de délivrance s'élèvera partout dans la province. Les prévaricateurs auront subi leur châtement et une ère de prospérité sera inaugurée.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

Adresse en réponse au discours du trône

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé):

Monsieur l'Orateur,

J'accomplis une tâche bien agréable en offrant mes félicitations aux proposeur et seconneur de l'adresse. Je suis tout particulièrement heureux de saluer le député de Montmorency (M. E. Boufard). Sa réputation d'orateur et d'homme distingué lui faisait depuis longtemps place dans cette enceinte, et le comté de Montmorency ne pouvait faire un meilleur choix. Au début de sa carrière, je suis heureux de lui offrir mes félicitations et d'exprimer le vœu que sa carrière soit belle, grande et prospère.

Le député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson) a bien voulu malgré une indisposition, accepter de seconder l'adresse. Je l'en remercie et je l'en félicite.

Ce devoir accompli, je dois vous dire immédiatement que rien dans le discours de l'honorable chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) ne m'a pris par surprise. Il a parlé pendant près de deux heures et il n'a rien dit qu'il n'ait déjà dit sur les hustings de la province.

L'honorable chef de l'Opposition a parcouru, bouleversé la province depuis quelque temps par ses discours nombreux et éloquents. Nous l'avons vu se promenant de villes en villes, de campagnes en campagnes, jetant la bonne semence des principes libéraux au milieu de notre population ébahie. Qui mieux est il a démontré, dans une suite de brillantes communications épistolaires adressées à la presse publique, l'horrible perfidie du gouvernement actuel. Ainsi n'ai-je pas été surpris d'entendre tout à l'heure le discours qu'il a prononcé. De tout ce qu'il a dit dans cette enceinte, je ne vois rien que je n'aie lu quelque part ou que les électeurs de cette province n'aient entendu.

Bien que cela paraisse être un aveu à l'effet que je sais ce que mon honorable ami a voulu dire, je confesse qu'il n'en est rien et que la tâche que j'entreprends en répondant à son discours est beaucoup plus ardue et plus difficile qu'elle ne le semble à prime abord. En effet qu'a-t-il dit de nouveau qui puisse provoquer une longue discussion? Dans toute discussion, j'aime à connaître la question en litige, j'aime à connaître la proposition qui fait l'objet du litige.

Qu'on me pose une question et je suis prêt à y répondre. Qu'on me soumette une proposition et je suis prêt à la discuter.

Le discours du chef de l'Opposition, j'aime à le dire franchement à cette Chambre, est vague et incertain et comme le fait tout avocat lorsqu'il lui faut plaider une cause, je serais très heureux d'avoir des particularités qui me permettent de discuter plus facilement la question.

Je veux que l'on me dise à quel item du discours du trône on s'objecte. Malheureusement, dans la critique que l'honorable chef de l'Opposition a faite du discours du trône, il ne nous a

rien dit de précis. Je cherche en vain ce que l'on a pu trouver de mauvais dans le discours du trône et cependant l'honorable chef de l'Opposition, tout en oubliant d'apporter les preuves nécessaires à l'appui de ses dires, a jugé bien sévèrement le discours du trône. Il ne peut rien trouver de mauvais dans les détails et il condamne le tout en bloc. Cela n'est pas juste, on l'admettra.

Je constate cependant qu'un item du discours du trône a trouvé grâce devant le chef de l'Opposition, c'est la partie qui concerne le "homestead". Cette partie seule a échappé à la critique de mon honorable ami.

L'honorable chef de l'Opposition a parlé des réformes dans l'éducation comme s'il avait été le seul à penser aux réformes à faire dans l'enseignement. Ceux qui l'ont entendu et qui ont étudié le programme de l'Opposition ont dû rester convaincus que mon ami a voulu nous copier dans ses déclarations sur l'enseignement.

Dans mon discours programme à Saint-Jean-Port-Joly, le 6 septembre, j'ai dit précisément ce qu'il a répété à Sherbrooke un mois et plus après: c'est-à-dire qu'il a trouvé excellent notre programme au sujet de l'éducation et qu'il s'est empressé de le copier.

Je lui rends la justice qu'il veut comme nous encourager l'éducation, mais je constate avec regret qu'il ne semble pas vouloir prendre les mêmes moyens que nous pour arriver à cette fin.

La seule différence entre lui et nous consiste donc simplement dans la manière d'arriver au même but. Il veut changer complètement le système scolaire; mais j'espère qu'il n'a pas l'intention d'adopter les idées que certains journaux de son parti préconisent sur cette question. Le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) et les journaux inspirés par lui ont mené grand bruit à cet égard mais sans pouvoir donner aucune suggestion valable ni proposer un meilleur système que celui existant.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je ne veux pas interrompre l'honorable premier ministre, mais il me permettra, j'espère, de répéter ici la déclaration que j'ai faite à Montréal à savoir que je veux aucunement porter atteinte à l'éducation morale dans la province; ce que je veux, ce sont des réformes dans l'enseignement. Quant à ce qui est de l'inspiration des journaux, il déclare n'en avoir donné à personne.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Ce qui veut dire qu'il existe une différence même entre le chef de l'Opposition et ses organes qui veulent diriger l'opinion au profit du Parti libéral. Au dire de certains des journaux auxquels je fais allusion, l'honorable député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) serait en faveur de l'uniformité dans les livres et voudrait des livres gratuits dans les écoles communes. Si j'en crois ces organes, ce serait là sa manière de voir.

En ce qui concerne l'éducation, notre position est indiquée dans le discours du trône; mais elle le sera davantage dans une loi qui sera sous peu

soumise à cet effet. Nous voulons encourager l'éducation; nous voulons que la classe ouvrière puisse s'instruire; mais nous ne voulons en aucune façon créer de révolution. Nous voulons donner à l'éducation l'aide bienfaisante du gouvernement. Le gouvernement actuel est un sincère ami de l'éducation et désire faire tout en son pouvoir pour la favoriser et la développer.

Je passe à un autre point qui a fait pendant une demi-heure l'objet de remarques de la part de l'honorable préopinant. Ce monsieur a critiqué d'une façon acerbe le fait que le discours du trône ne mentionne pas le soixantième anniversaire de l'élévation de Sa Majesté la reine Victoria au trône d'Angleterre, et il saisit l'occasion de mettre en regard sa loyauté avec la déloyauté du gouvernement envers la couronne d'Angleterre.

L'honorable chef de l'Opposition est évidemment le plus loyal des hommes; il est plus loyal que tous les autres citoyens de ce pays et même dois-je le dire, il est plus loyal que son chef à Ottawa, l'honorable M. Laurier, car, monsieur l'Orateur, je ne sache pas que l'important événement auquel il fait allusion ait été mentionné dans le discours du trône prononcé lors de l'ouverture de la session fédérale en août dernier.

Imaginez l'honorable chef de l'Opposition dans cette province qui devient soudain plus loyal que son chef à lui, le premier ministre du Dominion? A Ottawa, cet important événement a passé inaperçu et il appartenait au chef d'une des parties dans cette Législature de mettre lui seul en relief la loyauté des Canadiens et de démontrer que ce pays est le plus loyal de tout l'Empire britannique.

Eh bien! l'honorable chef de l'Opposition me permettra de lui rappeler qu'il n'est pas dans les usages parlementaires pour un gouvernement de rappeler cet événement comme gouvernement à moins que l'indication ait été faite par le représentant direct de la reine, Son Excellence le gouverneur général du Canada, que cette mention serait agréable à Sa Majesté. Je ne sache pas que cette mention ait été faite cette année.

Mais ce que cette Chambre ne manquera pas de trouver surtout amusant c'est le fait que ce 60ième anniversaire ne tombera que le 20 juin prochain. Si la reine lit les journaux, il lui sera permis de se réjouir du fait que dans une de ses colonies, il y a un chef de sa loyale Opposition qui est rempli de sollicitude pour elle. Nul doute que cet honorable chef de l'Opposition s'attend à recevoir d'un instant à l'autre un "cablegramme" de remerciements pour son expression de loyauté. Il espère sans doute que la Russie lui enverra à cet égard un autographe de félicitations.

Non seulement on nous reproche tous ces méfaits, mais on va encore plus loin. A en croire ces messieurs, nous avons violé, outragé, foulé aux pieds la constitution; nous avons violé les privilèges de cette Chambre. N'est-il pas amusant d'entendre ces messieurs parler de violation de la constitution et des privilèges de cette Chambre? Ah! Monsieur l'Orateur, si nous voulions rappeler le passé, que de fois ne prendrions-nous pas nos adversaires en flagrant délit de violation de la

constitution, comme nous les avons pris du reste en mille et mille circonstances! Ce qui scandalise si fort nos amis de l'autre côté de la Chambre, c'est le fait qu'il y a quatre élections partielles à faire et que nous n'avons pas cru devoir émettre les brefs pour ces élections.

Eh bien! Monsieur l'Orateur, je tiens à déclarer ici que nous n'avons pas fait ces élections parce que l'intérêt public nous commandait de ne les point faire. Nous sommes à la veille des élections générales et l'avis du gouvernement a été qu'il n'était pas opportun d'encourir une dépense qui a été, dans les circonstances, jugée inutile. Au reste, que de précédents n'avons-nous pas pour justifier la position que nous avons prise sur cette question. Ai-je besoin de citer un exemple tout récent et de dire que le coupable dans ce cas, c'est le propre chef de mon ami, l'honorable M. Laurier, le premier ministre du Dominion.

En effet pourquoi cet honorable monsieur a-t-il depuis si longtemps laissé sans représentants les circonscriptions électorales de Brandon et de Saskatchewan, puisque cela est contraire à la théorie libérale? Quelle excuse avait-il? Pouvait-il apporter l'argument irréfutable de l'approche des élections générales? Non. Il était au début d'un Parlement. La première session vient à peine de se terminer.

Je connais un grand nombre de cas où les amis du chef de l'Opposition sont venus en contradiction directe avec ce monsieur. Je pourrais même citer plusieurs cas où le coupable était l'ancien premier ministre libéral l'honorable M. Mercier.

Nos adversaires apportent comme argument le fait que nous faisons une session pendant qu'il y a quatre sièges vacants dans cette Chambre. Ils me permettront de ne pas accepter leur théorie constitutionnelle et de dire que la représentation des comtés n'existe pas seulement durant les sessions, mais aussi durant la vacance. Le gouvernement prend la responsabilité de ses actes et il ne voit pas l'utilité qu'il y a à plonger quatre comtés dans les ennuis des élections partielles quelques mois avant les élections générales. Si les électeurs étaient aussi fâchés que le prétend l'Opposition pourquoi n'usent-ils pas de leur droit de protester.

Avant de terminer cette partie, de mes remarques et pour le bénéfice de nos adversaires, qui semblent très souvent avoir la mémoire courte, qu'il me soit permis de citer quelques précédents qui démontrent que nos adversaires ne pensent pas toujours de la même façon sur une question donnée.

Prenons d'abord le Parlement fédéral. J'y vois ceci:

Le siège de Provencher a été vacant pendant cinq mois. Feu Louis Riel a été expulsé de la Chambre le 16 avril 1874 et réélu le 3 septembre suivant;

Le siège de Dorchester en 1875 a été vacant pendant cinq mois, du 8 juillet au 14 décembre;

Feu l'honorable M. MacKenzie était alors premier ministre du Canada.

En 1876, le siège de Charlevoix a été long-temps vacant;

En 1885, le siège de Saint-Jean a été vacant pendant 8 mois, du 1^{er} mars au 20 octobre;

En 1888, le siège de Cardwell a été vacant pendant 5 mois;

En 1896, le siège de Saskatchewan a été vacant du 11 juillet jusqu'à ce jour;

En 1896, le siège de Brandon a été vacant du 25 août jusqu'à ce jour;

Dans cette Législature, il y a aussi de nombreux précédents. Je puis citer:

Saint-Hyacinthe vacant pendant 7 mois du 3 novembre 1878 au 3 juillet 1879;

En 1891-92; le siège de Beauce a été vacant pendant six mois du 19 septembre 1891 au 8 mars 1892;

En même temps, le siège d'Argenteuil a été vacant du 16 septembre au 3 mars 1892.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Combien y a-t-il eu de sessions dans ces dernières intervalles?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Je viens de démontrer que la question des sessions en ce qui regarde la représentation des comtés est purement secondaire et nous n'avons pas à nous en occuper quand il s'agit du principe de la représentation.

L'honorable chef de l'Opposition a émis une théorie inconstitutionnelle lorsqu'en qualifiant la Législature de l'épithète de moribonde, il a voulu dire qu'elle n'a pas le droit de passer de loi, parce que la session qui est commencée, hier, est la sixième du présent Parlement. Je pourrais en passant lui répondre qu'il n'était pas, dans ce cas, possible d'émettre les brefs pour remplir les vacances dans les comtés pour lesquels il se sent soudain pris d'une si grande sollicitude.

Il vient nous reprocher de ne pas avoir fait telle ou telle chose et l'instant d'après, il nous déclare et il prétend nous prouver que nous n'avons pas le droit de faire ce qu'il nous reproche de ne pas avoir fait.

Tout cela est évidemment des trucs électoraux qui ne tromperont ni cette Chambre ni le public. Nous avons pris la responsabilité de nos actes, personne n'en doutera, je l'espère, et nous sommes prêts à les soutenir tant devant cette honorable Chambre que devant le public durant les élections qui viendront dans un avenir très rapproché.

On nous demande: "Pourquoi cette sixième session?" La réponse la voici: L'intérêt public exige que les subsides soient chaque année votés pour l'année suivante; voilà pourquoi nous avons convoqué cette session qui est le prélude des élections générales. Ce que nos adversaires cherchent à répandre dans le public, à savoir que nous avons eu peur de l'électorat, doit être rangé dans la classe des ruses électorales dont je parlais il y a un instant. Une autre raison, puisqu'on en veut, c'est que nous avons voulu éviter à la province le trouble et la dépense qu'entraînent toujours des élections à la veille de l'expiration d'un Parlement.

Je pourrais en même temps demander à nos adversaires: Qui veut des élections? et donner en même temps la réponse, c'est-à-dire que personne n'en veut. Le droit de pétition existe au pays. Avons-nous reçu une seule pétition d'électeurs d'un de ces quatre comtés demandant de faire ces élections? C'est le contraire qui a eu lieu. J'ai rencontré foule de gens qui m'ont demandé de ne pas faire ces élections. Je parle de personnes directement intéressées à ce que les comtés en question soient représentés comme les autres.

Nous n'avons pas fait ces élections et je ne crois pas me tromper en affirmant que, malgré leurs protestations, les gens les plus satisfaits sont certainement les messieurs de l'autre côté de la Chambre.

Un autre point que mon honorable ami a tenu à traiter c'est encore un crime commis pas le gouvernement. Il paraît que nous avons fait des myriades de promesses que nous avons ensuite oublié de tenir. Quelles sont les promesses que l'on nous reproche de n'avoir pas tenues? L'honorable chef de l'Opposition nous l'a dit en déclarant de son siège que durant la campagne électorale de 1892, nous avions promis de ne pas faire d'emprunts et de ne pas imposer de taxes.

Je croyais réellement que l'orateur précédent trouverait dans sa vive imagination quelque chose de nouveau, mais ici encore, il se rabat sur de vieilles rengaines et nous lance une accusation que j'ai si souvent entendue et réfutée, que je me demande si je serais justifiable de prendre le temps de la Chambre pour revenir sur ce sujet épuisé. Non, monsieur l'Orateur, nous n'avons jamais fait telles promesses et si nous les eussions faites, Dieu! qu'elles auraient été téméraires! Elles auraient été faites pendant que nous aurions été sous une fausse impression. Car depuis cinq ans nous occupons les banquettes ministérielles dans cette Chambre et tous les jours nous découvrons qu'il y a eu sous le défunt régime tant d'irrégularités que c'est presque incroyable et que cela dépasse toute idée que nous nous en étions faite en acceptant la tâche de sauver la province. Tenez, permettez-moi de vous citer un cas récent. J'ai dit que tous les jours nous constatons qu'il reste à régler quelques obligations contractées par le gouvernement Mercier. Il arrive qu'il s'en rencontre de régulières. Récemment encore on est venu me présenter une réclamation de \$75,000 contractés sous l'ancien régime et nous avons dû la régler de la façon la plus avantageuse possible pour la province. La Chambre sera sous peu appelée à juger cette transaction. En dépit de tout ce que nous avons jusqu'ici découvert, je suis bien convaincu que nous n'avons pas tout vu et que nous pourrions encore demeurer cinq ans ici sans pouvoir tout trouver.

L'honorable chef de l'Opposition ne devrait pas être si sévère pour le gouvernement actuel et il devrait, ce me semble, se rappeler un peu ce qu'il disait le 8 mars 1892 au sujet de son ancien chef l'honorable M. Mercier quand il traitait son administration de "prodigalité administrative".

"Une ère de prodigalité administrative avait régné avec la province pendant une période de

vingt ans, créant des déficits annuels, occasionnant de nombreux emprunts et chargeant notre crédit d'un passif énorme.

L'opinion publique alarmée de cet état de chose signifie à ses délégués par le vote imposant du 8 mars 1892, de couper à toutes dépenses superflues et de rétablir, par la plus sévère économie, l'équilibre du budget.

Je me suis, avec mes amis de la gauche inclinée devant ce mandat populaire, et dès la première occasion qui s'est offerte nous nous sommes montrés prêts, comme l'indiquent les paroles que je viens de citer, à coopérer avec le gouvernement dans la tâche difficile qui lui était imposée.

Nous avons différé, il est vrai, sur les moyens à prendre, pour arriver au résultat désiré, mais je concède cordialement à mes adversaires comme je réclame pour moi, le mérite et le bénéfice des bonnes intentions."

Il ne se gênait pas en cela de venir en parfaite contradiction avec son voisin de siège (M. J. Shehyn) ancien trésorier de cette province qui lui, du temps qu'il occupait cette position sous l'administration Mercier, se trouvait, disait-il, en face d'un surplus dans chacun de ses discours budgétaires.

Veut-on prétendre que l'administration Mercier était une bonne administration, et que nous sommes seuls responsables de l'imposition de la taxe, quand il y avait, ainsi que le chef de l'Opposition l'a lui-même déclaré du temps de l'administration Mercier, cause suffisante pour l'imposition d'une taxe?

Le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) lui-même dans son discours budgétaire en date du 11 décembre 1890, lance un ballon d'essai au sujet de la taxe. Il déclarait que le budget était surchargé. N'était-ce pas un avertissement au peuple que si l'on voulait continuer la prodigalité administrative dont parlait le chef de l'Opposition, il faudrait diminuer les dépenses, augmenter les revenus et par conséquent recourir à la taxe. De fait, n'a-t-on pas imposé dès cette session de 1890, la taxe sur les subsides des chemins de fer.

Je vais plus loin et je dis que l'honorable préopinant dans son discours à Sherbrooke, le 9 juillet dernier, laisse entendre que s'il était appelé à diriger la province, il lui serait nécessaire d'imposer la taxe.

L'orateur cite ici le discours du chef de l'Opposition à Sherbrooke pour prouver son avancé et continue:

On aura beau faire de l'économie, pratiquer des retranchements, si les déficits sont aussi considérables que le prétend mon ami, il faudra imposer la taxe. Mais je n'admets pas cette proposition quant aux déficits actuellement et par conséquent quant à la nécessité de la taxe qui cesse d'être utile maintenant que nous avons rétabli l'équilibre dans les finances de la province.

On nous accuse encore d'avoir augmenté les dépenses. Nous attendons la preuve de cet avancé et nous dirons pourquoi. Et, je puis assurer cette Chambre qu'il sera démontré que cette augmentation a servi à payer une partie des extravagances du régime Mercier.

La mesure que le discours du trône signale concernant l'abolition de la taxe a fait naître chez mon ami un sentiment de regret que ses efforts ne peuvent parvenir à lui faire dissimuler.

L'abolition de la taxe sur les transports de propriétés le fatigue, car il voit devant lui apparaître les élections générales qui auront lieu à une courte échéance et il voit mourir le cheval de bataille qu'il a enfourché depuis cinq ans et sur lequel il fondait les plus belles espérances de victoire. Nous sommes sérieux et nous allons abolir cette taxe suivant notre promesse après l'avoir réduite déjà de 1/2 pour cent comme la Chambre le sait, comme nous avons accompli nos promesses en abolissant les autres taxes. Le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) a accusé le gouvernement d'avoir déjà aboli certaines taxes. Si le gouvernement n'eût pas agi ainsi, le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) l'aurait accusé d'avoir manqué à sa parole.

L'honorable chef de l'Opposition n'a pas confiance dans notre projet de la conversion de la dette de la province. Eh bien, M. l'Orateur, attendons de voir l'honorable trésorier à l'oeuvre et la Chambre peut dormir tranquille: on ne verra pas une seconde édition du projet de conversion préconisé par nos adversaires en 1888, projet qui consistait à prendre à la gorge les créanciers de la province et à faire une conversion forcée, accepter 100¢ ou rien pour des bons valants 110¢, projet dont le résultat le plus immédiat était la ruine complète du crédit de la province en Amérique et sur le continent européen. Nos adversaires l'ont si bien compris eux-mêmes par la suite, qu'ils ont abrogé cette loi inique. Ils ont eux-mêmes ressenti les effets de cette loi draconienne lorsqu'ils ont voulu placer un emprunt sur le marché européen en 1891.

Je comprends la déception des libéraux lorsqu'ils voient le gouvernement soumettre à la Chambre des projets excellents comme ceux contenus dans le discours du trône. Non, M. l'Orateur, nous ne ferons pas comme nos prédécesseurs et nous ne répudions pas nos contrats.

On nous reproche d'avoir dans l'espace de cinq ans augmenté de \$2 000 les salaires des employés civils, c'est là une mesquine accusation de la part de nos adversaires. Si l'on veut critiquer cela, on doit démontrer que ce n'était pas nécessaire et que ce n'était pas dans l'intérêt public.

C'est à tort qu'on nous fait dire que nous voulons réorganiser le service civil. Ce sont les départements publics que nous allons réorganiser et cela dans l'intérêt de la province.

Le chef libéral a voulu parler de dissensions dans les rangs conservateurs et ministériels. D'où vient cette histoire inventée à plaisir? Où a-t-il puisé ce renseignement si ce n'est dans un journal québécois qui remplit ses colonnes du récit de divisions et disputes imaginaires parmi les membres du gouvernement? Je me demande si l'harmonie règne bien dans les rangs du Parti libéral tant de cette province que de la loyale Opposition de Sa Majesté dans cette Chambre.

En ce qui concerne l'augmentation des subsides fédéraux, est-ce qu'il ne serait pas du devoir

de l'Opposition de nous aider? Ces messieurs lors de la conférence interprovinciale organisée par eux à Québec en 1887, n'ont-ils pas préconisé cette idée. Pourquoi ne réussissons-nous pas à Ottawa quand nous avons là pour nous aider l'honorable M. Laurier, un député de cette province et 3 membres de la conférence interprovinciale, les honorables Mowat, Fielding et Blair. Ils n'ont pas seulement pris part à la conférence interprovinciale convoquée par M. Mercier pour s'occuper de la question mais tous les trois ont approuvé le projet de redistribution des subsides que l'on demande aujourd'hui. Sachant qu'ils ont pris cette attitude, comment le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) peut-il douter du succès qu'obtiendra le gouvernement dans ses démarches?

Un point que mon ami a longuement discuté, c'est l'affaire des deuxièmes 35 cts des subsides aux compagnies de chemins de fer. Sommes-nous d'accord là-dessus? J'aimerais à savoir ce que l'honorable chef de l'Opposition entend faire avec cela s'il est appelé au pouvoir.

Il me permettra de lui dire qu'il a commis une grave erreur en tranchant comme il l'a fait cette question dans ses deux lettres contradictoires publiées dans les journaux récemment.

En agissant de la sorte, il est allé contre les intérêts de ses amis; et un de ceux-ci a écrit une lettre de protestation.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ce ne peut être un de mes amis, mes amis ne se cachent pas derrière des lettres anonymes.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Ce ne sont pas nos amis politiques que nous voulons aider, car la majorité de ces compagnies se compose de libéraux; mais nous voulons, comme toujours, rendre justice à tout le monde. Je sais que le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) aurait voulu s'emparer de ce projet et le mettre sur son programme, comme l'a déjà fait feu M. Mercier. En 1886, j'étais l'auteur d'une loi en ce sens. Le chef de l'Opposition d'alors (M. Mercier) la trouva mauvaise, et en 1888, il votait \$3 000 000 et en 1890, \$4 000 000 aux compagnies, ce qui fait en tout \$7 000 000.

J'ai raison de croire que le chef actuel de l'Opposition ferait la même chose s'il en avait l'occasion. Il a réellement confessé jugement cet après-midi. Il n'a pu s'empêcher de trouver, que la politique du gouvernement était excellente et il l'a avoué. Cependant il est d'opinion que la question ne devrait pas être soumise à une Législature incorrigible et moribonde, mais devant plutôt être réservée à une session prochaine après avoir été soumise au peuple dans les élections. Cela ferait sans doute très bien l'affaire du chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) mais ne conviendrait pas à l'intérêt public.

Dans ses lettres il a exposé les faits erronément quant à la position légale des compagnies vis-à-vis le gouvernement. Il dit que nous hésitons; non, M. l'Orateur, nous n'hésitons pas, car nous

avons la prétention d'être un gouvernement d'action.

Les compagnies nous ont dit: "Voulez-vous suivre la loi?" Il y a 9,317,830 acres de terres de subsides à 35 cts l'acre à convertir, ce qui fait \$3,261,240, cela est inscrit à la page 39 des comptes publics comme obligation de la province. Le plus tôt elle sera dégrevée de cette obligation, le mieux ce sera.

Les compagnies sont dans leur droit, comme cette Chambre le sait, puisqu'on leur a voté des subsides en terres à 70 cts l'acre, soit 35 cts payables à mesure que les chemins se construisent et la balance après la localisation des terres.

Les compagnies ont demandé au gouvernement de procéder à la localisation de ces terres et nous préférons régler à cause des frais énormes qu'entraînerait la localisation en question. Il est préférable dans l'intérêt public, au point de vue du développement, au point de vue national, que le gouvernement vende les terres au lieu de les localiser. Nous entendons donc régler, mais pour un prix beaucoup moins élevé que celui demandé et j'espère que les députés de la gauche se prononceront là-dessus. L'engagement pris à cet égard est obligatoire en loi, et le gouvernement actuel, qui croit à la nécessité de faire honneur aux choses promises, verra à ce que cet engagement soit tenu.

Cette politique audacieuse, mais tout de même prudente, procurerait des avantages au pauvre colon dans la forêt et justifierait le développement du pays. Le chef de l'Opposition a une politique stationnaire, embarrassée; la nôtre est nette, franche et toute de progrès.

Notre politique est la même que M. Mercier entendait suivre, avec cette seule différence qu'il aurait été beaucoup plus libéral que nous. Certaines compagnies démontrent qu'elles avaient raison de s'attendre à obtenir 35 cts par acre, elles avaient même fait à ce sujet des transports ratifiés par le gouvernement. Passant à la question des limites de la province, il déclare qu'on doit regarder comme une heureuse issue de cette difficulté le fait que la frontière a été tracée à la rivière East Main. Cela ajoute à notre patrimoine provincial cent mille milles d'excellent territoire, c'est-à-dire vingt-cinq mille milles de plus que M. Mercier n'était disposé à accepter.

L'honorable chef de l'Opposition parlant de la question constitutionnelle remarque qu'une sixième session est une irrégularité dans un Parlement. Qu'il me permette de lui dire que la constitution déclare qu'il devra y avoir une session au moins par année et qu'elle ne défend pas d'en avoir deux.

L'Opposition voudrait, sans doute, que le gouvernement formule une politique et se présente ensuite devant le peuple avant d'avoir mis sous forme de loi cette politique. Voilà qui est en opposition directe avec les usages constitutionnels. La Législature devait être convoquée dans les intérêts du service public, et c'est pour cette raison que le gouvernement l'a convoquée.

De plus, il était nécessaire de convoquer les Chambres pour permettre au gouvernement de

prouver sa bonne foi en faisant disparaître les droits sur les mutations d'immeubles, ainsi qu'il l'avait promis.

J'ai tenu à répondre aux principales objections du chef de l'Opposition. En terminant je dirai que notre politique a été clairement énoncée dans le discours du trône et que nous la défendrons partout. J'espère avoir dans cette Chambre l'appui non seulement de ceux qui nous ont accordé leur confiance par le passé, mais même de nos adversaires politiques. Nous sommes prêts pour la campagne électorale qui s'ouvrira bientôt. Nous rencontrerons le peuple, nous lui exposerons notre politique et je n'ai aucun doute qu'il saura apprécier les efforts que nous avons faits depuis cinq ans pour sauver la province de la banqueroute.

Le gouvernement est conservateur en tout ce qui est honorable et juste; mais il est bien résolu, en même temps, de poursuivre une politique éclairée.

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Critique l'ensemble de la politique du gouvernement. Il condamne la politique ayant trait à la colonisation et aux écoles du soir et indique que les conservateurs ont conduit M. Mercier au tombeau en le persécutant.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

Monsieur l'Orateur,
Le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechène) vient de prononcer une de ces harangues de husting dont il est coutumier et qui pour être un peu plus polie que d'habitude, n'en reflète pas moins le caractère spécial de son auteur.

Avant d'entrer dans la discussion des sujets importants que mentionne le discours du trône, je désire répondre en quelques mots à trois ou quatre de ses accusations.

Le député de L'Islet n'a pas assez d'éclats de voix pour nous reprocher tous les crimes possibles et impossibles. Il n'y a que lui qui soit honnête, lui seul est bon administrateur, lui seul est l'homme du devoir. Coryphée d'un régime dont le souvenir est encore vivace par les désastres qu'il a accumulés, le député de L'Islet est devenu un paragon de vertu lorsqu'il s'agit de ses adversaires; mais comme il n'a pas de reproches sérieux ni fondés à nous faire; il poursuit dans cette Chambre, sans respect pour elle et sans respect pour lui-même, le système d'accusations fausses dont il s'est fait un boniment et qu'il s'en va débiter par toute la province comme un marchand de pacotilles.

Examinons quelques-uns des scrupules de ce brave homme.

Il nous reproche de ne pas avoir aidé le colon et d'avoir été son ennemi. Incapable d'étayer cette accusation et incapable de fournir l'ombre d'une preuve, il a cependant des larmes dans la voix pour parler sur les colons maltraités par nous. Je vais lui répondre avec le statut en mains.

Le gouvernement Mercier avait passé une loi en vertu de laquelle le colon qui allait s'établir sur

une terre non défrichée, était privé pendant trente mois de tout ce qui peut l'aider à récompenser le courage qu'il a eu de pénétrer dans la forêt. Pendant trente mois, le marchand de bois pouvait venir sur ce lot, et couper le bois, et y enlever par conséquent beaucoup de sa richesse. Or, on sait que les pauvres enfants de la province, qui, au lieu de s'en aller aux Etats-Unis, partent avec leur hache pour aller s'établir sur un lot non défriché ont besoin de l'aide du gouvernement et surtout ils ont droit de profiter dans la mesure du possible, du bois qui s'y trouve à condition qu'ils soient des colons de bonne foi et qu'ils ne prennent pas des lots simplement pour s'emparer du bois. Quel avantage y avait-il, en vertu de la loi du régime Mercier, à aller prendre une terre dans la forêt, lorsque le colon était obligé d'attendre pendant trente mois le bon plaisir du marchand de bois?

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, l'honorable commissaire des Terres de la couronne (M. E.J. Flynn), qui est maintenant premier ministre, a fait passer une loi abolissant cette réserve de trente mois et donnant au colon l'avantage, lorsque les conditions d'établissement seraient accomplies, d'appliquer la coupe du bois en paiement de son lot. La loi en question a été passée en 1892. Je l'ai maintenant devant moi, et le député de L'Islet n'a qu'à ouvrir les statuts 55 et 56 Victoria chapitre 18 pour constater si oui ou non je dis la vérité.

Monsieur l'Orateur, la manière dont nous avons persécuté le colon. Nous lui avons donné sur son lot, les droits que le gouvernement favori du député de L'Islet lui avait enlevés. Nous lui donnons, quand ses devoirs sont faits, la coupe du bois pour que son lot se paie sans qu'il débourse d'argent et nous ne le laissons plus sous la férule du marchand de bois. Le député de L'Islet est-il capable de saisir la différence?

Le député de L'Islet nous a reproché d'avoir réduit les octrois d'éducation. J'offre à cette assertion la dénégation la plus formelle. Nous croyons que l'éducation mérite surtout et avant tout d'être encouragée, et malgré la pénurie de nos finances en 1892, nous avons préféré faire des retranchements ailleurs et ne pas diminuer les octrois pour l'éducation qui sont déjà trop peu élevés.

Si le député de L'Islet avait dit en quoi ces octrois d'éducation ont, suivant lui, été diminués, la Chambre aurait constaté qu'il voulait parler non pas des octrois pour l'éducation primaire ou l'éducation supérieure, mais seulement des écoles du soir.

L'ancien gouvernement votait \$50 000. pour les écoles du soir. Presque tout ce montant était gaspillé et servait à payer des salaires bien souvent mal gagnés. Au lieu de voter \$50 000. pour des surintendants, pour des parasites et des faibles, nous avons voté \$10 000. et avec ce faible montant nous avons des écoles du soir où l'assistance est plus nombreuse que sous l'ancien gouvernement et où les résultats obtenus sont beaucoup plus satisfaisants. Nous avons continué ce que le gouvernement Mercier avait fait de bien,

mais au lieu de dépenser quatre à cinq fois le montant nécessaire, nous avons fait voter et dépenser seulement la somme requise.

Voilà ce que ne peut comprendre le député de L'Islet qui voudrait revenir au carnaval de l'ancien régime.

Il paraît que le procureur général a commis un grand crime en augmentant les salaires de quelques-uns des employés au palais de justice. Monsieur l'Orateur, j'ai donné une légère augmentation à quelques employés qui travaillaient du matin jusqu'au soir et qui nous donnaient satisfaction complète. Les employés que j'ai ainsi augmentés étaient, les uns libéraux, les autres conservateurs. Je n'ai pas fait de distinction quant à leur politique, et j'ai récompensé leur mérite seulement. Si le député de L'Islet qui, dit-on, est avocat, pratiquait un peu plus devant nos tribunaux, il ne serait pas venu me reprocher ces augmentations: cependant, je ne me jugerai pas moi-même. Il y a ici, dans les rangs de l'Opposition, des libéraux qui pratiquent comme avocats. J'y vois le bâtonnier du Barreau de ce district, l'honorable député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux). Que ce dernier se lève et qu'il me dise que le reproche du député de L'Islet, son ami politique, est bien fondé, et alors j'admettrai que j'ai tort. Maintenant, le député de Bonaventure qui m'entend, ne dit rien, ne relève pas mon défi, ce qui en conséquence est une condamnation tacite de ce qu'a dit son ami politique de L'Islet. En effet, il sait trop bien que j'ai raison pour dire un seul mot contre moi à ce sujet. Son silence est éloquent et c'est un rude soufflet pour le député de L'Islet. Ce n'est pas le premier ni le dernier.

Il y a encore un autre crime à notre compte; nous avons envoyé l'honorable M. Angers devant le Conseil privé pour plaider notre cause et défendre nos intérêts dans l'affaire du traité Robinson.

La province d'Ontario a chargé trois avocats et des plus éminents pour la représenter devant le Conseil privé; nous n'en avons envoyé que deux et voici dans quelles circonstances nous avons envoyé M. Angers.

Sur cette question du traité Robinson, les intérêts du gouvernement fédéral son identiques aux nôtres et pendant que le gouvernement conservateur était au pouvoir à Ottawa, il avait chargé M. Christopher Robinson, une des lumières du Barreau d'Ontario, de plaider notre cause en même temps que celle d'Ottawa. Mais quand Sir Oliver Mowat est arrivé au pouvoir, il a remercié de ses services M. Robinson qui était celui qui connaissait le mieux cette cause, et qui pouvait le mieux la plaider, et il a laissé la province de Québec dans une position absolument difficile. Nous n'avons appris cela qu'au dernier moment et nous avons cru qu'il était injuste de la part de Sir Oliver Mowat d'abandonner l'attitude que le gouvernement précédent avait prise et de laisser la province de Québec dans cet embarras.

Nous comprenons que Sir Oliver Mowat, qui a été vingt-cinq ans premier ministre d'Ontario, aime mieux sa province que la nôtre, mais lorsqu'il a été appelé au poste de ministre de la Justice, il de-

venait le représentant de la province de Québec comme de celle d'Ontario, et il n'aurait pas dû chasser du dossier l'avocat qui, sous l'ancien gouvernement, avait commencé à défendre notre cause et qui l'avait si bien plaidée. Dans les circonstances, l'honorable trésorier de la province et moi, nous sommes allés trouver M. Laurier pour lui demander de faire revenir Sir Oliver Mowat sur sa décision et de laisser aller M. Robinson en Angleterre. Nous avons été bien reçus, mais notre demande a été refusée, et nous avons été en conséquence obligés de continuer nos négociations avec M. Angers en lui donnant instruction de faire le mieux en l'absence de M. Robinson.

L'honorable M. Angers est un homme éminent: il a été juge de la Cour supérieure, lieutenant-gouverneur de sa province et ministre dans le gouvernement fédéral. Nous avons cru qu'il aurait naturellement un grand prestige comme avocat dans le Conseil privé pour nous représenter et suppléer à l'absence de M. Robinson que Sir Oliver Mowat et M. Laurier avaient empêché de continuer la cause qu'il avait commencée pour nous.

Voilà le troisième crime que nous reproche le député de L'Islet!

Encore ici. M. l'Orateur, il y a scandale parce que l'honorable M. Casgrain, mon prédécesseur, a été chargé de continuer avec les honorables juges Larue et Davidson, le travail de refonte de notre code. S'il y a faute, cette faute si j'avais à recommencer, je la commettrais encore certainement et pourquoi? L'honorable M. Casgrain, lorsqu'il était procureur général, avait commencé la refonte du code avec les deux autres commissaires et il y avait consacré sans rémunération additionnelle tout son travail, tout son talent comme avocat de premier ordre et toute son énergie. Devions-nous au moment où cette oeuvre allait se terminer, changer l'un des commissaires et le remercier de ses services? Devions-nous en nommer un autre à sa place qui n'aurait pas été aussi bien qualifié?

Il me semble qu'en constituant M. Casgrain comme commissaire lorsqu'il n'était plus procureur général, nous avons fait un acte pour lequel ceux qui ont une tête un tant soit peu équilibrée devraient nous remercier.

Après avoir péroré sur les questions dont je viens de parler, trois-quarts d'heure, le député de L'Islet a ensuite daigné parler du discours du trône et la première question qu'il a traitée est celle de la conversion des 35c.

Il paraît que nous avons tort, d'après l'Opposition, de tâcher de régler pour la moitié du prix s'il y a moyen, ou au moins à grande réduction, cette dette que nous devons encore aux compagnies de chemins de fer.

Cette dette existe dans nos statuts, c'est une obligation de la province. Elle apparaît dans notre passif, et nous croyons qu'il serait important de la régler à bonne condition.

M. Mercier avait lui-même parlé de cette dette pour justifier son emprunt de dix millions et nous

n'en sommes pas rendus à répudier nos obligations.

L'Opposition nous dit que cette dette n'est pas due maintenant et qu'au lieu de la payer en argent à prix réduit, nous pourrions faire arpenter les terres et les donner aux compagnies en exécution de nos obligations. L'arpentage des terres que les compagnies, en loi, ont droit de nous forcer à faire, nous coûterait une somme énorme et nos finances nous défendent de dépenser inutilement. Si nous donnons ces terres aux compagnies, cela reviendra à dire que nous allons perdre neuf millions d'acres de terre de notre patrimoine national pour les livrer aux compagnies de chemins de fer. Nous voulons garder ces terres pour nos défricheurs et nous ne voulons pas que les grandes compagnies s'en emparent pour les revendre ensuite à profit, fermant par là le champ de la colonisation.

La tendance du département des Terres de la couronne est de diminuer de plus en plus le prix des terres publiques afin d'encourager le défricheur dans son oeuvre patriotique, et aujourd'hui, pour protéger le colon, il y a quelques-unes de ces terres que nous mettons en vente à vingt cents l'acre plutôt que de les laisser sous l'empire de la forêt. Maintenant, si nous vendons ces terres vingt et vingt-cinq cents l'acre, comment pourrions-nous payer trente-cinq cents aux compagnies? En outre, si nous nous départissons tout d'un coup de neuf millions d'acres de terre, que vont devenir les revenus du département des Terres de la couronne sous ce rapport?

Ce que nous voulons, c'est le "homestead" en faveur du colon. Nous voulons mettre le défricheur chez lui et nous voulons que chaque lot appartienne à un des enfants de la province, en le favorisant dans son établissement et en l'empêchant d'aller sur le territoire étranger chercher des moyens de vivre dont nous le priverions ici!

Du reste, M. l'Orateur, voulez-vous que je vous dise toute ma pensée? Le chef de l'Opposition a commencé par dénoncer notre intention de régler avec les compagnies; et quelques jours après, il s'est aperçu qu'il avait fait une erreur, une grande erreur, et il a écrit une autre lettre pour expliquer qu'il avait simplement voulu dire que cette question ne devait pas être réglée avant les élections.

Le député de L'Islet a complété sa pensée en nous disant ce soir que si nous réglions pour moins que les trente-cinq centins que nous devons aux compagnies, nous ressemblerions à de banqueroutiers. Ce dernier argument ne pèse pas plus que celui qui l'a trouvé, mais vous voyez d'ici ce qui nous est réservé. Ces messieurs, infatués par leur victoire du 23 juin, se croient déjà rendus au pouvoir à Québec. Le chef de l'Opposition dit qu'il faut que la question soit réglée, mais seulement après les élections et le député de L'Islet ajoute qu'il faut payer tout le montant pour ne pas avoir l'air de banqueroutiers. Vous voyez cela d'ici, M. l'Orateur, si ces messieurs arrivent au pouvoir au lieu de régler avantageusement comme nous voulons le faire, ils paieraient tout le montant et il n'y a pas de doute que les barrières de péage

étant établies, une forte partie de cette somme irait, vous savez où... et alors on nous dira comme dans l'affaire de la Baie-des-Chaleurs, "le gouvernement devait ce montant, quand même il y aurait des centaines de mille piastres qui iraient à d'autres qu'aux compagnies, la province n'a rien perdu."

C'est déjà beaucoup que de prévoir la possibilité d'une chose comme celle-là.

Le député de L'Islet répète partout dans la province et il nous a dit à quatre ou cinq reprises ici ce soir que nous avions conduit M. Mercier au cimetière. M. l'Orateur, il est temps de régler cette question et de faire cesser cette exploitation d'un tombeau à laquelle le Parti libéral a recours.

En vous parlant ce soir, je n'oublierai pas cet axiome sacré que nous avons suivi partout et qui veut que l'on n'attaque pas personnellement la mémoire d'un mort "nil de mortuis nisi bonum." Pas une seule parole ne tombera de mes lèvres qui soit de nature à noircir le caractère personnel de M. Mercier, mais son administration de la chose publique comme celle de tout homme politique appartient à l'histoire, et j'ai le droit d'en parler comme on parle de ce qu'ont fait Sir John McDonald, George Brown et tous ceux qui ont laissé quelque chose juger derrière eux. J'ai le droit de dire au peuple que le régime libéral sous M. Mercier a été ruineux pour la province, et j'ai ce droit tout autant que les libéraux peuvent dire avec plus ou moins de vérité, que Sir John McDonald a mal gouverné son pays.

Avons-nous jamais songé à dire: tel homme politique est mort, ne parlons plus de ses oeuvres politiques? Ce serait du ridicule à outrance.

Mais, M. l'Orateur, ce n'est pas nous qui traînons le nom de M. Mercier et son souvenir personnel dans l'arène politique. Ce n'est pas nous qui allons remuer les cendres de son tombeau: nous les respectons comme celles qui reposent sous la pierre tumulaire la plus humble de nos cimetières.

Ceux qui parlent de M. Mercier et veulent exploiter sa mémoire, quels sont-ils?

Le Parti libéral a eu des chefs éminents dans le passé qui dorment maintenant de leur dernier sommeil. Parmi eux, il n'y en a pas de plus grands que MM. McKenzie, Dorion, Letellier et tant d'autres. A-t-on jamais vu le Parti libéral faire des pèlerinages au tombeau de ces hommes? L'a-t-on vu déposer des fleurs et des couronnes, et faire des homélies de circonstances deux ou trois ans après qu'ils furent entrés dans leur dernier repos et dans un monde meilleur? Non, monsieur, et si aujourd'hui, on va en pèlerinages au cimetière de M. Mercier lorsqu'on n'est pas allé au monument des autres au moins aussi éminents que lui, c'est parce qu'on veut secouer la poussière de ce tombeau dans l'espoir d'en retirer un avantage politique.

Eh bien, monsieur l'Orateur, cela ressemble plutôt à une profanation.

Quand l'Electeur met ses colonnes en deuil, qu'il représente, deux ans après la mort de M. Mercier, la chambre ardente où ses restes étaient

exposés, quand on l'a vu à la Côte-des-Neiges faire des discours politiques à l'ombre d'un monument funèbre, on joue un rôle que je ne qualifierai pas mais que tout le monde comprend. Laissez-le donc dormir en paix cet homme que vous avez vous-même abandonné pendant sa vie au jour de sa défaite. Ses restes devraient être sacrés pour vous et cependant, vous leur demandez de se lever pour les montrer en spectacle au peuple et pourquoi? Parce que vous êtes de petits hommes et que vous espérez, par des pèlerinages au cimetière, créer pour vous et à votre profit une sympathie qui, si elle existe, doit appartenir à M. Mercier seul, car lui avait des qualités assez grandes souvent pour faire pardonner bien des fautes et vous qui êtes bien capables d'imiter ses fautes vous n'auriez rien qui pourrait les faire oublier. Vous agissez ainsi du reste, et je ne crains pas de le dire, pour vous faire un marchepied politique et pour suppléer par le souvenir de la grandeur du mort, à l'insuffisance des vivants.

M. l'Orateur, on nous accuse d'avoir conduit M. Mercier au tombeau. C'est une infamie que seuls des politiciens aux abois peuvent inventer. Ce n'est pas nous qui sommes responsables de la mort de M. Mercier: c'est la Providence qui, dans ses desseins impénétrables, l'a appelé à elle. Mais s'il y a des causes humaines qui ont pu contribuer à sa mort, l'attitude de ses propres amis doit certainement être la principale.

Quels sont ceux, M. l'Orateur, qui, ayant suivi M. Mercier jusqu'au 8 mars 1892, l'ont ensuite ignominieusement abandonné et l'ont éloigné, comme s'ils avaient eu peur qu'il leur donne la lèpre? Vous vous rappelez, lors de la première session, après les élections générales, que son siège en Chambre était vide. Qu'est-ce qu'a fait l'Opposition, l'a-t-elle réélu comme son chef ou bien si elle l'a relégué au second plan. Vous rappelez-vous?

Vous rappelez-vous qu'on a appelé le député de Saint-Jean et qu'on lui a donné le nom de "doyen de l'Opposition" pendant toute la première session, et quand est venue la seconde session, alors que M. Mercier a pris son siège, qu'est-il arrivé? C'est le député de Saint-Jean qui a été constitué le chef et M. Mercier, dont le grand talent était à mille coudées au-dessus de celui du chef de l'Opposition, a été obligé de venir prendre place dans les rangs comme l'humble soldat du député de Saint-Jean. Est-ce nous qui avons infligé à M. Mercier cette humiliation? Allez demander aux amis intimes de M. Mercier à cette époque, ce qu'il a pensé lui-même de ceux qui l'ont abandonné au jour de sa défaite.

Voulez-vous avoir la preuve certaine de ce que j'avance; prenez l'Electeur du deux novembre courant, vous y verrez un discours prononcé par mon honorable ami pour Bellechasse à la salle Jacques-Cartier, à Saint-Roch, et qu'est-ce qu'il dit du huit mars 1892 au sujet de M. Mercier? je vais le dire: "Ce fut l'heure des oublis, des désenchantelements, des éclatantes ingraturités. Mercier frappé au coeur comme le chêne à la puissante ramure, image vivante de sa vigueur physique et

intellectuelle, Mercier s'inclinant lentement, tristement, la désespérance dans l'âme. Le colosse était terrassé." Et l'Electeur commentant ce discours ajoute: "M. Mercier est mort pauvre, abandonné de la masse de ses partisans."

Qu'est-ce que le chef de l'Opposition lui-même a dit de M. Mercier? "Je n'approuve pas le boodlage, même chez mes meilleurs amis, je ne regarde plus M. Mercier comme mon chef."

Qu'est-ce que M. Calixte Leboeuf a écrit? "Mercier et toi (Pacaud), vous menez une vie de faste scandaleux: On trouve que Mercier qui était pauvre est devenu riche trop vite. On dit tout haut que l'administration est la plus corrompue qui ait souillé les lambris du palais législatif, que tout s'y vend, qu'il n'y a pas de principes, pas d'honnêteté, pas de parole, pas d'honneur, Mercier a perdu la confiance de ses meilleurs amis. Vous le conseillez mal, vous lui faites faire des bêtises; vous le compromettez et vous nous le rendez odieux."

Qu'est-ce que M. Tarte a dit? "Il n'y a pas dans le Parti libéral, dix hommes éclairés qui n'admettent privément que le cabinet Mercier administre nos affaires d'une effroyable façon, qu'il est dépourvu de principes, imprudent, sans scrupules, sans prévoyance... Le gouvernement Mercier sera une flétrissure pour notre histoire."

Et quand il s'est agi de la grande convention du Parti libéral à Ottawa en 1893, qu'est-ce qu'on a fait? On n'y a seulement pas invité M. Mercier. Le Parti libéral ne voulut pas l'avoir là et on ne s'est pas gêné de dire qu'il ferait tort au parti s'il y allait. Est-ce vrai cela, oui ou non? Tout le monde s'en rappelle encore.

N'ai-je pas le droit après tout cela, M. l'Orateur, répétant la phrase du député de Bellechasse (M. A. Turgeon), de dire que ce "fut l'heure des éclatantes ingraturités". Pourquoi alors ces messieurs viennent-ils nous reprocher, à nous, leur propre abandon, leur propre reniement, leur oeuvre?

Eh bien, j'espère que cette question est réglée et qu'on aura la décence de le comprendre.

Le député de L'Islet qui ne doute de rien, nous a parlé des taxes comme il en parlerait devant un auditoire qui serait incapable de comprendre le bon sens et la raison. Il dit que nous sommes des taxeurs par nature et par goût. Répéter une ineptie comme celle-là c'est la réfuter.

Est-ce que c'est par plaisir que nous avons imposé des taxes, M. l'Orateur? Nous sommes jeunes, nous aimons à avoir la confiance du public; nous savons que les taxes sont impopulaires, et l'on vient nous dire que nous avons imposé des taxes par plaisir. Non, M. l'Orateur, nous avons exécuté un grand devoir, si pénible qu'il fut à exécuter, nous n'avons pas reculé devant la responsabilité qui nous incombait. Etait-il si mal d'imposer des taxes?

Vous vous rappelez ce qui s'est passé dans cette enceinte lorsque nous avons proposé la loi établissant les taxes nouvelles. Vous avez vu un libéral important (et si important que lorsque M. Laurier est arrivé au pouvoir à Ottawa, il l'a pris comme un de ses ministres) qui s'est levé ici et qui

a déclaré que ces taxes étaient nécessaires, que son parti en était responsable et qu'il allait en conséquence voter pour. Et cet homme, qui est-il? C'est l'honorable C. Fitzpatrick, maintenant l'un des ministres de M. Laurier. Si nous sommes des taxeux par goût et par plaisir, M. Laurier a pris dans son gouvernement un de ces taxeux qui a compris la situation et qui a eu le rare courage de le dire.

Oui, nous avons imposé des taxes et nous dirons à toute la province que nous lés avons imposées parce que nous étions obligés, parce que le gouvernement Mercier avait contracté des engagements qu'il fallait payer, et nous demanderons à notre population éclairée et intelligente quels sont ceux qui sont responsables de ces taxes. Sont-ce ceux qui en ont rendu l'imposition nécessaire et que l'opinion publique a chassés et flétris à cause de cela, ou bien sont-ce ceux qui, pour réparer les erreurs commises, ont été obligés de demander des sacrifices au public?

On nous dit: vous abolissez les taxes maintenant parce que les élections approchent. Ceux qui parlent comme cela veulent tromper l'opinion. Les taxes ont été imposées en 1892, et elles ont été maintenues dans leur intégrité pendant deux ans, mais à mesure que nous voyions plus clair et que nous économisions, nous avons réduit le fardeau imposé au peuple par suite des gaspillages antérieurs. Deux ans après que les taxes avaient été imposées, nous commençons à les réduire. En 1894, il n'était pas question d'élections générales. C'était alors trois ans avant les élections. Qu'est-ce que nous avons fait? Nous avons passé le statut 57 Victoria Chapitre 16 en vertu duquel nous avons réduit de un tiers la taxe sur les mutations de propriétés; nous commençons dès lors à alléger le fardeau. J'ai maintenant ce statut devant moi: toute la Chambre le connaît du reste, et on devrait le lire au public au lieu d'essayer à le tromper. L'année suivante, en 1895, deux ans encore avant les élections, nous abolissons encore une partie de ces taxes, car nous décrétons alors l'abolition des taxes sur le commerce, comme le démontre le statut 58 Victoria que j'ai maintenant devant moi et que tout le monde peut lire.

Maintenant en 1896, nous complétons notre oeuvre seulement; nous enlevons le reste du fardeau que nous avions commencé à faire disparaître en 1894; et c'est en présence de ces faits que les meneurs de hustings viennent nous dire que nous abolissons les taxes parce que nous sommes à la veille des élections.

Le budget est en équilibre maintenant; grâce à nos efforts constants, à nos soins, nous voyons poindre des jours meilleurs pour la province.

Le peuple comprendra-t-il cela?

J'ai assez de confiance en lui pour le croire. Ou bien le peuple aimerait-il mieux dire: ces gens-là ont économisé pendant cinq ans, ils ont rétabli la position financière de la province, maintenant nous allons le remplacer de nouveau par ceux qui nous ont amenés sur le bord de la ruine et nous allons permettre à ceux-ci de recommencer à faire danser les écus?

L'honorable chef de l'Opposition disait cet après-midi que le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) avait résigné parce que ses collègues ne voulaient pas faire d'économie. C'est faire mentir l'histoire que d'affirmer une chose comme celle-là. Je ne répondrai pas à l'honorable chef de l'Opposition par des assertions en l'air, mais je lui dirai que le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) a résigné parce qu'il différait avec le premier ministre sur l'emprunt français, il n'en a pas moins rendu le plus beau témoignage à ses collègues sur la question d'économie.

J'ouvre les documents de la session au no 15 des documents de 1895 et j'y trouve la lettre du député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall), et j'y lis ce qui suit:

"Je suis heureux de pouvoir ici témoigner de l'appui que j'ai si souvent reçu de mes collègues pour appliquer la politique d'économie et de réforme ainsi que pour relever notre crédit au point qu'il a atteint aujourd'hui."

Qu'est-ce que l'honorable chef de l'Opposition pense de cela? Est-ce qu'il ne croit pas qu'il fait mieux d'être prudent dans ses assertions, s'il ne veut pas tomber tout à fait au rang du député de L'Islet (M. F. G. M. D e c h e

On nous reproche comme un crime abominable de ne pas avoir fait toutes les élections partielles. Nous avons fait deux de ces élections dans le mois de juin dernier et deux de nos amis ont été élus, l'un par acclamation et l'autre par une majorité considérable. L'honorable trésorier (l'honorable A.W. Atwater), mon collègue, a été élu par acclamation dans la division Saint-Laurent à Montréal, dans la même division qui le 23 juin dernier élisait un libéral pour Ottawa par une majorité énorme, et à Montmorency, notre candidat (M. E. Bouffard) a été élu le 23 juin dernier par une majorité de près de 100 voix de plus que le député fédéral l'honorable M. Casgrain, qui a été élu le même jour. Cela prouve-t-il que nous sommes si impopulaires? Au contraire, monsieur l'Orateur, cela démontre que pendant que le peuple voulait condamner le gouvernement d'Ottawa, il manifestait en même temps et de la manière la plus évidente ses sympathies pour le gouvernement de Québec.

Nous aurions dû, dit-on, faire les quatre autres élections. Peut-être a-t-on raison. Mais il nous a semblé que les élections générales étant maintenant si rapprochées, et ces comtés, celui de Jacques-Cartier surtout, ayant eu déjà plusieurs élections dans le cours d'une année, il était préférable d'attendre, afin que l'électorat eut toute notre politique devant lui pour se prononcer en connaissance de cause. S'il ne se fut pas agi d'une dernière session, nous aurions certainement fait les élections en question mais nous ne sommes certainement pas plus criminels de ne pas les avoir faites que ne l'est M. Laurier d'avoir laissé vacants, pour la première session d'un Parlement, les sièges électoraux de Brandon et de Saskatchewan. M. Laurier a fait plus: non seulement il a laissé vacants deux sièges à la Chambre des communes mais il a laissé un portefeuille vacant dans son ministère pour tout le temps de la

session, et c'est seulement depuis quelques jours que M. Sifton a été assermenté comme ministre, recevant par là le prix d'un marché que l'histoire jugera.

Le Parti libéral songe-t-il à blâmer M. Laurier pour cela? Non, il est indemne lui, et nous autres nous sommes condamnables.

Nous venons de mettre devant la Chambre un programme qui se recommande à l'attention publique. Nous avons cicatrisé les blessures de la province, nous l'avons remise sur un pied relativement satisfaisant. Cela nous a pris beaucoup de travail et beaucoup d'énergie, mais maintenant nous allons marcher vers le progrès. Nous croyons humblement que si nous avons été capables de réparer les désastres du passé, nous sommes aussi capables de préparer le bonheur du peuple pour l'avenir. Nous n'avons pas donné notre pleine mesure, car l'état délabré de nos finances paralysait tous nos efforts. Maintenant nous voulons favoriser davantage l'éducation de l'enfance et des classes ouvrières. Nous voulons prendre par la main cet instituteur et cette institutrice qui exercent parmi nous un véritable sacerdoce et, qui, pour préparer les générations de l'avenir, ne reçoivent qu'une maigre pitance qui leur permet à peine de vivre misérablement. En un mot nous voulons donner à l'éducation un essor nouveau qui fera la gloire de notre province.

L'agriculture à laquelle nous avons consacré tous nos soins va progresser davantage encore et contribuera au bonheur de notre population; le colon, encouragé par le pouvoir public peuplera davantage les grandes vallées que nous avons tant fait progresser déjà et qui n'attendent que les bras des nôtres pour devenir des centres plus importants encore.

Grâce à l'habileté de notre nouveau trésorier, nous allons réduire les obligations annuelles de la province d'une somme considérable et cette somme nous permettra de dépenser un peu plus dans l'intérêt de l'agriculture, de la colonisation, de l'éducation et des autres grandes entreprises publiques.

Nous avons réussi à reculer les limites de la frontière nord de la province de manière à agrandir encore le patrimoine national et nous n'avons pas obtenu moins de vingt-cinq mille milles de territoire de plus que le gouvernement Mercier était prêt à accepter.

Dites-le moi, M. l'Orateur, qu'est-ce que beaucoup de nos cultivateurs auraient fait, pendant les années difficiles que nous venons de traverser, sans notre politique agricole, sans l'oeuvre des cercles qui a été si féconde, sans l'essor que nous avons donné à l'industrie du beurre et du fromage qui a donné à beaucoup de nos cultivateurs leur principal et souvent leur seul revenu tangible.

D'autres oeuvres d'intérêt public que le discours du trône ne mentionne pas spécialement comme celle du pont de Québec, par exemple, comme celle de l'amélioration des chemins dans les vieilles paroisses, recevront notre attention, et dans 5 ans, si le peuple nous continue sa confiance, nous aurons fait progresser l'oeuvre commen-

cée de manière à pouvoir dire que nous aurons bien mérité de nos concitoyens.

En un mot notre programme est tellement bon que nos adversaires eux-mêmes sont obligés de le dire et de l'admettre. Qu'est-ce que je lis dans l'Electeur de ce soir: "Cette année franchement, tout est changé; c'est le monde renversé. Nous avons un nouveau premier, un nouveau trésorier et aussi un nouveau procureur général, puis, disons-le, un discours du trône d'un genre extraordinaire. Impossible de dire que le menu officiel est maigre, fade, sans attrait; lorsque nous avons entendu lire le programme des ministres, notre pensée se portait en arrière. Il nous semblait voir M. Mercier à côté de Son Honneur le lieutenant-gouverneur. Car, c'était ses idées que l'on reprenait en sous-ordre pour employer une expression juridique."

Voyez-vous cela, M. l'Orateur, si c'était des conservateurs qui nous disaient ces choses, elles auraient, sans doute, leur importance, parce que si le régime Mercier a fait du mal, il a aussi fait du bien. Mais quand on voit l'organe du Parti libéral à Québec, quand on sait que, pour les libéraux qui jadis abandonnaient M. Mercier, il n'y a pas maintenant d'homme plus grand qui ait jamais vécu, quand on voit ces libéraux, dis-je, nous dire que ce programme est tellement bon à leurs yeux qu'il ressemble à celui de M. Mercier, dans ce que M. Mercier avait de bon, n'avons-nous pas le droit de nous tourner vers l'Opposition et de lui dire: pourquoi nous blâmez-vous, puisque vous nous comparez même à votre grand chef?

Oui, M. l'Orateur, maintenant que nous avons réparé les erreurs et les gaspillages du passé, nous voulons marcher vers le progrès. La grosse économie faite par la conversion de la dette va nous permettre de marcher dans cette voie et nous comptons aussi sur le réajustement du subside en faveur des provinces. L'ancien gouvernement fédéral y était opposé, mais il y a maintenant un ministère à Ottawa dont les trois principaux membres, à part du premier ministre, les honorables MM. Mowat, Fielding et Blair, qui étaient présents à la conférence interprovinciale, se sont engagés en faveur de cette mesure. Non seulement cela, mais j'ouvre le "Hansard" de la Chambre des communes à la date du 9 juillet 1891, page 2042, et voici ce que j'y trouve, tombant de la bouche de M. Laurier lui-même: "Je regrette que l'honorable député qui est si prompt à saisir les discours et toute espèce de questions ne m'ait pas fait l'honneur de lire mes discours durant les trois ou quatre dernières années. J'ai parlé sur cette question, à Toronto et dans la ville de Québec, et j'ai toujours affirmé que d'accord avec la majorité du peuple des provinces de Québec, d'Ontario, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, j'étais en faveur des résolutions de la conférence de Québec."

M. Laurier est donc formellement et actuellement engagé.

Nous voulons lui demander respectueusement, mais fermement, l'exécution de ses promesses sur ce point. Nous n'en faisons pas une affaire

politique, nous croyons que, sur une question comme celle-ci, qui est dans l'intérêt général de la province, les deux partis dans cette Chambre devraient s'entendre pour demander au gouvernement fédéral de nous donner ce à quoi nous avons droit et ce que M. Laurier a reconnu nous appartenir.

L'attitude du Parti libéral en cette Chambre est plus qu'amusante. Le chef de l'Opposition qui, après, avoir renié M. Mercier en 1892, a réussi, grâce à l'aide de ceux qui le suivent, à supplanter ce même M. Mercier comme chef, se croit maintenant de taille à tout faire. Entouré de la petite brigade qui le tolère en attendant que la province ait oublié que M. Robidoux était ministre lors de l'affaire de la Baie-des-Chaleurs, le chef de l'Opposition s'avance en conquérant et il nous annonce solennellement qu'il va tout balayer devant lui.

Son raisonnement est merveilleux; il se dit: M. Laurier a balayé la province le 23 juin, moi je me regarde dans mon miroir et je me trouve aussi grand que M. Laurier, par conséquent, je vais faire comme lui. Cet excellent fabuliste qui nous a donné la fable du boeuf et de la grenouille, connaissait bien l'humanité. Monsieur l'Orateur, vous voyez d'ici le spectacle: le chef de l'Opposition électrisant les foules, le peuple suspendu à ses lèvres et emporté par son éloquence irrésistible jusqu'au point de nous remercier de tous les services que nous avons rendus à la province, pour remettre à notre place ceux-là mêmes qui l'ont amené il y a à peine cinq ans, sur le bord de la ruine et de la banqueroute. Si encore le chef de l'Opposition faisait valoir ses modestes prétentions en dehors de la Chambre comme il le fait ici, c'est-à-dire, sans trop essayer, lui et ceux qui l'entourent, de rapetisser ses adversaires et de leur lancer des injures, car ce sont là, M. l'Orateur, les moyens employés lorsque ces braves n'ont personne pour leur répondre. Mais non, le chef de l'Opposition est descendu aux personnalités, à Sherbrooke et à Roberval, en sa présence, sans protestation de sa part, le député de L'Islet a poussé l'audace et le manque de savoir vivre jusqu'à traiter les ministres de guenillons politiques.

Je profite de la première occasion pour leur dire que s'ils veulent ainsi nous provoquer, je suis prêt pour ma part à leur répondre ici même, non pas avec des injures, mais avec des faits.

Quand on a un passé comme celui du chef de l'Opposition et celui de ses amis, on ne devrait pas être aussi arrogant. Il y aura trente ans demain que le chef de l'Opposition siège dans cette Législature. Trente années, c'est long. M. l'Orateur, et c'est suffisant pour un homme qui est capable de faire quelque chose, de faire sa marque et d'attacher son nom à quelque grande oeuvre politique. Or, qu'est-ce que le chef de l'Opposition a fait pendant ces trente années? Il se prétend aujourd'hui un bien grand homme. Cependant, les trente dernières années ne lui ont pas suffi pour le prouver.

Qu'est-ce qu'il a à montrer au peuple? Où a-t-il posé le pied pendant ce quart de siècle de

manière à y laisser l'empreinte d'un homme d'Etat! Je cherche cette trace partout et je ne la vois pas. Plutôt, je me trompe, il a laissé sa trace quelque part dans les annales de notre Législature. Il lui est arrivé un jour d'être ministre, et si j'ouvre les journaux de la Chambre de l'année 1879, je vois que l'honorable chef de l'Opposition était alors commissaire des Terres de la couronne. Qu'est-ce qu'il a fait pendant ce temps-là? Un jour, un comité de la Chambre, composé en majorité de ses propres amis politiques, a étudié un des actes importants de son administration; et à l'appendice no 3 des documents de la session, page 393, je trouve que ce comité a eu à décider si dans une transaction qui a eu un résultat désastreux pour la province, le chef de l'Opposition comme commissaire des Terres de la couronne avait été accusé d'avoir failli à son devoir. Or qu'est-ce que le comité a rapporté? Il a dit, page 398, que l'honorable député n'avait pas agi par malhonnêteté, mais qu'il avait commis une erreur de jugement. Ceci est écrit en toutes lettres et fait partie de l'histoire politique de la province.

Voilà l'homme si grand, si capable que l'on veut mettre à notre place. Ses propres amis lui décernent le certificat que s'il n'est pas malhonnête, il manque de jugement. Que l'on cherche à loisir, monsieur, et je certifie que c'est là ce que l'on trouvera de plus saillant dans l'histoire politique de l'honorable député, à part peut-être de l'augmentation énorme de \$46,464.96 de dépenses qu'il a fait encourir lorsqu'il était Orateur de cette Chambre. Il a tellement mal administré alors, qu'il a dépensé cette somme en plus que ce que les conservateurs, qui sont si mauvais d'après lui, avaient l'habitude de dépenser.

J'espère que ces quelques remarques feront comprendre au chef de l'Opposition qu'un peu plus de modestie serait pour lui et ses amis un meilleur guide, et qu'il n'est pas prudent ni pour lui ni pour les siens d'aller parler de nous à Roberval comme des guenillons politiques.

M. l'Orateur, la Chambre a entendu le premier ministre et le chef de l'Opposition. La province aussi les a entendus et elle les entendra encore: elle pourra faire son choix et faire la comparaison.

Ceux qui ont vu le premier ministre à l'oeuvre, qui connaissent son talent, sa probité, son érudition et son habileté administrative, seront alors convaincus que notre chef aurait parfaitement le droit, se retournant vers ses adversaires de leur répéter cette parole: "je suis modeste quand je me juge, mais je suis orgueilleux quand je me compare".

Ce que veulent nos amis de l'Opposition, c'est de prendre notre place. C'est un louable sentiment à leur point de vue; la chose leur serait même profitable, mais quel serait pour la province le résultat de ce changement de décors? Nous avons à peine fini de payer leurs dettes, les larges blessures qu'ils ont faites à la province sont à peine cicatrisées et déjà ils voudraient recommencer. Le peuple qui peine, qui lutte et qui travaille est-il prêt à leur confier de nouveau ses destinées? Toutes choses égales d'ailleurs, il semble que non. Mais

savez-vous M. l'Orateur, quelle serait une des conséquences de leur retour au pouvoir en ce moment? Nous avons été obligés de solder leurs comptes impayés, lorsqu'ils étaient recouverts d'un peu de légalité, mais combien de leurs amis ont encore des réclamations absolument non fondées et qui n'attendent que leur retour au pouvoir pour se précipiter sur le Trésor, et se faire payer des montants fabuleux auxquels ils n'ont pas droit, mais qu'ils espèrent bien recevoir le jour où les amis d'autrefois auront leurs coudées franches.

Savez-vous, M. l'Orateur, combien il y en a de ces réclamations que la province doit payer et que nous avons écartées en conséquence, qui seraient payées demain si le Parti libéral revenait sur ces banquettes? Un état sera mis devant la Chambre qui démontrera qu'il y en a pour près d'un million de piastres, tant pour comptes pendants, réclamations surfaites que pour droit de la couronne.

L'arrivée des libéraux au pouvoir serait signalée par le paiement de ce million de piastres qu'il faudrait emprunter.

La province est-elle prête à se saigner d'un million de piastres pour la grande gloire d'avoir le chef de l'Opposition comme premier ministre et le député de l'Islet comme son collègue? Et ce million ne serait que le prélude, l'entrée en danse.

Que la province choisisse, M. l'Orateur. Nous avons fait notre devoir, si nous restons ici nous le ferons encore. Nous allons aller demander au peuple de se prononcer sur nos mérites et sur les leurs. On dit que le gouvernement a peur de la lutte, on va voir cela tantôt. Nous allons marcher à cette bataille électorale avec des hommes que la province a envoyés ici pour nous supporter, et j'ai assez de confiance dans l'intelligence et la probité publique pour avoir une grande confiance dans le verdict qui sera rendu.

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), que le débat soit ajourné.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à minuit et demie.

Séance du 19 novembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Tétreau, la pétition de C.R. Cunningham et autres et Kirk's Ferry sur la rivière Garneau.

Par l'honorable M. Pelletier, la pétition de Joseph-Herménégilde Tremblay de la cité de Québec, étudiant en droit: et la pétition des révérendes soeurs de la Charité de Québec.

Par M. Tellier, la pétition de Paul-Arthur Côté de la cité de Montréal, étudiant en loi; la pétition de Jean-Lukin Leprohon et autres de la cité de Montréal; la pétition de Adolphe alias Rodolphe Robert et autres de la cité de Montréal; et la pétition de Alexandre-Damien Reeves et autres de la cité de Montréal et autres lieux.

Par M. Stephens, la pétition de la municipalité du village de Verdun.

Par M. Panneton, la pétition du conseil de ville de la ville de Magog.

Par M. Marion, la pétition de Elzéar Drolet de la cité de Québec.

Par M. Carbray, la pétition de Vesey Boswell de la cité de Québec.

Par M. Cartier, la pétition de Paul-F. Payan et autres de la cité de Saint-Hyacinthe.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du conseil de ville de la ville de Maisonneuve demandant des amendements à sa charte;

Et de J.-O. Villeneuve et autres de la cité de Montréal demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met sur le bureau de la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, savoir: de l'Union Saint-Joseph de Notre-Dame de Beauport, de l'hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul et de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier, Chicoutimi, tous pour l'année 1895, de l'hôpital de Fraserville, et de l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, Lévis, tous pour l'année 1896, de "The Church Home", de l'hôpital protestant pour les aliénés, de l'hôpital Saint-Patrice, de l'Hôpital-Général, de la salle d'asile Saint-Joseph no 541 rue Saint-Jacques, du monastère de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, tous de la cité de Montréal et tous pour l'année 1895, de "The Ladies Hebrew Benevolent Society", de "The Shettering Home", de "The Young Men's Hebrew Benevolent Society", de l'asile des orphelins catholiques romains, de l'hospice de la maternité aux soins des soeurs de la Miséricorde et de l'hôpital Notre-Dame, tous de la cité de Montréal et pour l'année 1896, de l'Hôtel-Dieu de Nicolet

pour l'année 1896, de l'oeuvre du patronage de Québec pour les années 1894 et 1895. de l'Association des dames charitables, de l'hospice des soeurs de la Charité, de l'oeuvre des soeurs de la Charité, de l'Association de l'asile Sainte-Brigitte, de l'asile des orphelines de l'Eglise d'Angleterre, de l'Hôtel-Dieu au Sacré-Coeur-de-Jésus, de l'hospice des soeurs de la Charité et de l'hospice de la Miséricorde, tous de la cité de Québec et pour l'année 1895, de l'asile du Bon-Pasteur de Québec pour l'année 1896, de l'hôpital Saint-Jérôme et de l'asile Saint-Ferdinand d'Halifax, tous pour l'année 1895, de l'Hôpital-Général de Sorel pour l'année 1896. (Document de la session no 12)

M. L'ORATEUR: Met aussi sur le bureau de la Chambre, l'état des affaires de la Compagnie des chemins à barrières de l'Ile Jésus pour les douze mois finissant le 31 décembre 1895. (Document de la session no 13)

Introduction de bills:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 10) abrogeant la loi imposant des droits sur les transports d'immeubles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 24) concernant le code de procédure civile de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 17) amendement le code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 18) amendement les statuts refondus.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 3) annexant au comté de Dorchester, pour toutes les fins, cette partie de la paroisse de Saint-Maxime-de-Scott maintenant dans le comté de Beauce.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 16) amendement la loi concernant la vérification des testaments.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Demande de documents:

Tarte vs Grenier

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le député de Richelieu (M. L. Lacouture), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la déposition donnée par Joseph-Israël Tarte, écuyer, en cour de police à Montréal en octobre 1896, lors de l'enquête préliminaire tenue dans la cause de Tarte vs Grenier.

Adopté.

Code de procédure civile

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (Thonorable G.-A. Nantel), attendu que le comité des deux Chambres chargé, pendant la session de 1895, de l'examen des rapports faits par la commission de révision du code de procédure civile, a recommandé que, dès l'ouverture de la présente session, un comité soit formé pour reprendre l'étude des projets, lesquels seraient alors considérés dans leur ensemble, et la discussion devant se faire seulement sur les articles contestés;

Attendu que la Chambre a approuvé cette recommandation dans sa séance du 17 décembre 1895;

Qu'un message soit envoyé à Thonorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres avec mission d'étudier les rapports faits par la commission de la refonte du code de procédure civile, en la manière indiquée ci-dessous et informant Leurs Honneurs que cette Chambre a nommé les honorables messieurs Pelletier, Hackett, Atwater, Messieurs Auger, Girouard, Marchand, Panneton, Lemieux, Teller. Tétréau et Gladu pour agir de la part de cette Chambre, comme membres dudit comité conjoint.

Adopté sur division. Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Documents:

Rapports du Conseil et des mandats spéciaux

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dépose sur le bureau de la Chambre l'état des rapports du Conseil et des mandats spéciaux, en vertu de l'article 785 des statuts révisés de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis, (émis depuis la clôture de la session 1895, jusqu'à l'ouverture de la session suivante, 17 novembre 1896), lequel est lu comme suit:

Etat des rapports du Conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis par cet article.

(Emis durant la vacance, entre la clôture de la session de 1895 et l'ouverture de la session suivante, le 17 novembre 1896)

Rapports du Conseil

SERVICE

Balance non
dépensée
\$ cts.

Montants
dépenses
\$ cts.

Montants
des mandats
spéciaux
\$ cts.

Montants.
\$ cts.

Dates.

Nos.

5 Services divers:

Protection des forêts. Département des Terres de la couronne: Montant requis d'urgence par le Département des Terres de la couronne, pour défrayer les dépenses pour la protection des forêts, le crédit affecté à cet objet pour l'année courante étant épuisé.....

1 000.00

1 000.00

1 000.00

5 mars 1896

93

6 Gouvernement civil:

Dépenses casuelles: Département des Terres de la couronne: pour défrayer les dépenses, le montant alloué à ce département pour l'année courante étant épuisé

2 500.00

2 500.00

2 500.00

5 mars 1896

92

7 Administration de la justice:

Montant requis pour payer à la corporation de la cité de Montréal, les taxes de l'eau dues sur les édifices du gouvernement, etc., Montréal, pour les années 1890 à 1895, inclusivement\$12 307.52 et pour les services de la police de la cité de Montréal employée pour capturer Morrison en 1890794.20

\$13 101.72

auxquels il n'était pas pourvu par les prévisions budgétaires de l'exercice en cours. Ledit montant devant être appliqué comme suit, savoir:

Dépenses casuelles des shérifs ..\$12 307.52
Justice, divers794.20

13 101.72

13 101.72

13 101.72

4 avril 1896

109

8 Dette publique:

Frais d'administration: Montant requis d'urgence pour payer la prime, l'escompte, le change, et autres frais ayant rapport à la gestion de la dette publique pour lesquels le crédit voté pour l'exercice en cours se trouve insuffisant

215 30 juin 1896 8 500.00 8 387.85 112.15

1 Travaux et édifices publics:

(Extraordinaires)

Montant requis d'urgence pour payer la somme adjugée à Philippe Vallière pour le troisième arbitrage en sa faveur, pour meubles fournis par lui, ainsi que l'assurance, l'emmagasinage, etc., d'iceux, pour les palais de justice de Montréal, Hull et Bryson, et auxquels il n'est pas législativement pourvu, le dit montant devant être appliqué comme suit, savoir:

Palais de justice de Montréal:

Meubles.....\$19 752.42

Assurance, emmagasinage.

etc. 2 225.80

\$21 978.22

Palais de justice et prison de Hull, district d'Ottawa:

Pour assurance et emmagasinage, etc.,

sur meubles fournis794.50

Palais de justice et prison de Bryson, district de Pontiac:

Pour assurance, emmagasinage, etc., sur meubles fournis179.70

272 21 juillet 1896 22 952.42 22 952.42

2 Services divers:

Règlement des réclamations des héritiers de feu Guillaume Amyot, C.R.:

Montant requis d'urgence pour payer aux héritiers de feu Guillaume Amyot, avocat et conseil de la reine, en plein paiement de toutes ses réclamations in re Guillaume Amyot vs la Reine, dans les affaires Mingan et autres "et" auxquelles il n'a pas été pourvu législativement

282 23 juillet 1896 4 000.00 4 000.00

3 Colonisation:					
"Chemins de colonisation"					
Montant requis pour défrayer les dépenses nécessaires par certains travaux nécessaires sur les chemins de colonisation, provenant de l'accentuation du mouvement de la colonisation, et auxquelles il n'a pas été législativement pourvu	296	23 juillet 1896	56 800.00	56 800.00	56 800.00
4 Travaux et édifices publics:					
(Aggrandissement)					
Agrandissement du palais de justice de Montréal:					
Montant requis d'urgence pour payer à Charles Berger la somme à lui accordée par jugement de la Cour supérieure no 504, du 6 novembre 1895, ainsi que les intérêts depuis le 14 février 1896. in re Berger vs la Reine, et les frais de ces causes, pour le paiement desquels il n'a pas été voté de crédit	310	24 août 1896	117 916.51	117 916.51	117 916.51
5 Travaux et édifices publics:					
(Extraordinaires)					
Montant requis d'urgence, et auquel aucun crédit n'a été législativement affecté, pour payer la balance des comptes de la construction du logement du géolier de la prison et pour les tapis du palais de justice de Montréal, ledit montant devant être appliqué comme suit:					
"Prison commune, Montréal: logement du géolier					\$8 221.23
"Palais de justice Montréal, tapis"					255.73
6 Services:					
"Secours aux pêcheurs réduits à la misère, de Percé, comté de Gaspé":					
Montant requis d'urgence, mais auquel il n'a pas été législativement pourvu, pour secourir et soulager les pauvres pêcheurs de Percé, qui ont perdu leurs bateaux et leurs agrès de pêche, et par là leurs moyens d'existence, à la suite d'une grande tempête ayant sévi dans la nuit des 1er et 2 octobre 1896	416	22 octobre 1896	3 000.00	3 000.00	3 000.00

*Le mandat pour ce montant a été, par erreur, émis pour \$3,000.00 au lieu de \$2,000. La différence, \$1 000, a été subseqüemment remboursée au département du Trésor.

Département du Trésor, Bureau de l'Auditeur,
Québec, 19 novembre 1896.

A.-H. Verret,
Auditeur de la province.

Droits, taux, infractions et pénalités

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Mont-réal no 4): Dépose sur le bureau de la Chambre un état détaillé de tous les droits, taux, infractions et pénalités (en rapport avec la perception du revenu) remis par le lieutenant-gouverneur en conseil, du 30 octobre 1895 au 17 novembre 1896, tel que requis par la 31^{ème} Victoria, chapitre 9. sous-section 2 de la section 61. (Document de la session no 10)

Cautionnements

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Mont-réal no 4): Dépose sur le bureau de la Chambre un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1895, inclusivement, jusqu'au 17 novembre 1896, tel que requis par l'article 633 des statuts refondus de la province de Québec. (Document de la session no 11)

Comté d'Hochelaga

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que lundi prochain cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions concernant la séparation du comté d'Hochelaga, du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement.
Adopté.

Documents:

Subside fédéral

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Dépose, sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le secrétaire d'Etat du Canada au sujet du subside fédéral. (Document de la session no 95)

Adresse en réponse au discours du trône

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, hier, qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, la Chambre reprend ledit débat.

M. V. GLADU (Yamaska):

Monsieur l'Orateur,

Nous entendions hier soir l'honorable procureur général (l'honorable L.-P. Pelletier) terminer sa harangue en réponse à l'éloquent et victorieux plaidoyer de mon honorable ami le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), en répétant bien fort ce que son chef, l'honorable premier ministre, avait dit et répété avant lui: nous sommes un gouvernement d'action et de décision, nous voulons marcher de l'avant, et nous montrer dignes de la confiance du peuple.

Ces paroles dans la bouche d'un ministre du gouvernement inerte et stérile que nous avons depuis 1892, nous peignent bien ces serviteurs qui ont passé dans l'oisiveté le temps du travail dont ils retirent le salaire, et qui, lorsqu'ils voient arriver le maître, se mettent vivement à l'ouvrage, et tâchent de le persuader qu'ils lui font une besogne bien profitable.

Ces messieurs n'ont pas la franchise d'un serviteur que son maître avait trouvé endormi dans son champ aux côtés de son compagnon de travail ou plutôt d'oisiveté. Le maître se nommait M. Mongeon et les deux endormis Soulières et Brodeur. Le maître les éveilla tous deux, et dit à Soulières: "Que faites-vous là?" Soulières répond: "Je ne fais rien, M. Mongeon." "Et vous Brodeur?" "J'aide à Soulières M. Mongeon."

L'approche des élections réveilla ces messieurs, mais le peuple les a vus dormir et leur compte est tout tiré.

L'honorable procureur général (l'honorable L.-P. Pelletier), dans des termes quelque peu acerbes, paraissait anxieux de savoir quelles oeuvres mémorables l'honorable chef de l'Opposition aurait jamais accomplies qui puissent être comparées aux siennes.

Je m'empresse de le rassurer et de lui dire que dans toute la carrière de l'honorable chef de l'Opposition, si bien remplie par des travaux utiles, sérieux et profitables au pays, et si bien caractérisée par sa droiture en politique et sa fidélité aux principes, il n'y a rien de comparable à tout ce qui a déjà rendu célèbre à tant d'autres titres l'honorable procureur général, pourtant si jeune encore.

Et quand l'honorable ministre nous parle si orgueilleusement de sa "Balance sheet", s'il veut bien m'en croire, il ne la mettra pas en parallèle avec celle de l'honorable chef de l'Opposition, car il aurait plus à y perdre qu'à y gagner.

Je citerai en passant: l'abolition du double mandat, qui était une tache bien nuisible dans notre constitution; la loi concernant les dépôts judiciaires et volontaires, qui a mis à l'abri des défalcons des valeurs énormes au profit des mineurs, créanciers, et autres; les réformes au code civil pourvoyant à l'enregistrement des devoirs coutumiers et servitudes, protégeant le public contre ces charges latentes, cause autrefois de tant de procès et de pertes considérables; la législation concernant l'exploitation des mines; la loi abolissant la continuation de communauté, et je pourrais citer bien d'autres oeuvres bienfaisantes, dues, comme celle-là, au travail et au mérite de l'honorable chef de l'Opposition, mais en voilà assez pour calmer les nerfs de l'honorable procureur général.

L'honorable ministre a cru faire un point formidable contre l'honorable chef de l'Opposition en citant, sans autre à propos que le plaisir de jeter un peu de venin, un certain rapport datant de 20 ans passés dans lequel la majorité d'un comité aurait déclaré que le gouvernement dont faisait alors partie l'honorable chef de l'Opposition, se serait, sans malhonnêteté, trompé dans l'appréciation de la valeur de la ferme Gowen, en acceptant

pour prix d'une créance qu'il avait sur cette ferme une somme inférieure à la valeur de cette créance, mais l'honorable procureur général devrait savoir ce que tout le monde sait, que cette ferme qui était dans le commerce a été vendue plus tard, à un prix tellement réduit, que le gouvernement s'est trouvé avoir retiré, par la transaction qu'il avait faite, une somme beaucoup plus considérable que celle qu'il aurait perçue sur sa créance, s'il avait attendu plus tard pour la percevoir, comme la majorité du comité l'a alors prétendu. En sorte, l'erreur dans cette affaire a été commise, non pas par l'honorable chef de l'Opposition ni le gouvernement dont il faisait partie, mais bien par la majorité du comité dont la décision s'est trouvée infirmée par la vente subséquente de la ferme Gowen que je viens de rapporter.

Le dernier trait lancé contre la personne de l'honorable chef de l'Opposition, c'est qu'il avait ou qu'on avait tort de le comparer à l'honorable Laurier. L'honorable ministre aurait peut-être la modestie de vouloir être comparé au grand et noble chef du Parti libéral à Ottawa? Ce que nous savons et proclamons avec joie, c'est que notre distingué chef est à Québec ce qu'est notre distingué chef à Ottawa, un patriote éclairé, sans peur, sans tache et sans reproche; et je souhaite à leurs contempteurs de mériter qu'on en dise autant d'eux-mêmes.

C'était beau d'entendre l'honorable procureur général faire appel à notre générosité et nous prier, sur le ton mielleux qu'on lui connaît quelquefois, de nous unir à lui et ses collègues pour obtenir un réajustement du subside fédéral; c'était beau surtout pour nous qui pouvions contempler à notre aise nos adversaires rendant hommage à notre politique et se jetant à nos pieds pour nous supplier de les aider, eux si puissants naguère, à la mettre à exécution. Je m'empresse d'assurer ces messieurs que nous sommes heureux de les voir convertis à nos idées sur ce point, et reconnaître qu'ils ont eu bien tort de combattre cette politique en 1888. Je leur en offre mes félicitations.

Qu'ils me permettent toutefois d'observer que la sagesse leur arrive un peu tard. Ils auraient dû être sages en 1892, obtenir alors le réajustement du subside fédéral et en mettre le produit dans la caisse, puisqu'il leur fallait tant d'argent, plutôt que d'imposer l'odieuse taxe directe sur notre peuple. Le peuple les châtiра pour cela; c'est bien pénible, mais c'est inévitable. Le peuple va les renvoyer chez eux, et nous remettra en mains le pouvoir dont ils nous ont spolié. Ensuite la question du réajustement du subside fédéral sera facile à résoudre.

Ces messieurs savent bien que le réajustement n'aura lieu qu'après les élections, qu'ils veulent donc bien ne pas se casser la tête de projets dont l'exécution ne sera jamais faite par eux. Il en sera de cette question comme de celle du Manitoba. Ces honorables messieurs, bras dessus, bras dessous avec les orangistes de l'Ouest, se sont bien trémoussés pour rendre justice aux catholiques du Manitoba; on aurait dit

qu'ils étaient sincères: mais le peuple a compris, les a renvoyés chez eux et la question des écoles est maintenant réglée à la satisfaction des catholiques et des protestants de bonne foi. Il en sera de même de la question du subside fédéral.

L'honorable ministre a relevé, en termes chaleureux, l'assertion de l'honorable député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), que les adversaires de feu l'honorable M. Mercier l'avaient persécuté et fait mourir, et l'honorable monsieur s'est écrié: "Ce sont ses amis qui l'ont trahi et conduit au tombeau." Je m'accorde sur ce point avec l'honorable ministre. Comme autrefois une victime au nom de laquelle tous les fronts se courbent, l'honorable M. Mercier a été trahi par l'un des siens, et livré à ses ennemis; et celui-là qui l'a trahi et livré, l'honorable procureur général le connaît mieux que tout autre. Celui qui l'a trahi et livré a reçu de lui toutes les faveurs et lui en a prouvé sa reconnaissance en aidant tous les jours ses ennemis à ternir sa grande mémoire.

Victor Hugo a écrit un jour: "Seigneur délivrez-moi de mes amis". Plut à Dieu que l'honorable M. Mercier eut médité assez tôt cette parole avant de placer sa confiance en ce monsieur dont l'amitié lui a été si funeste.

Tout le monde dit, avec raison, que le gouvernement prive de représentants les quatre comtés de Jacques-Cartier, Chambly, Québec et Hochelaga, parce qu'il est sûr d'y être battu à plate couture. L'honorable ministre pour nous faire croire le contraire, nous citait hier l'élection par acclamation de M. Atwater; mais son honorable collègue a eu la loyauté de démentir d'avance la vantardise du procureur général, car il a admis sur le husting, le jour de son élection, que s'il avait été élu par acclamation, il le devait à la complaisance et à la courtoisie du Parti libéral.

Il paraît que les membres du gouvernement sont décidés à faire leur conversion. Pour des pêcheurs endurcis comme eux c'est évidemment un nouveau signe de leur mort prochaine. Ils ont dénoncé en termes violents la politique du gouvernement Mercier qui voulait profiter des conditions favorables du marché pour convertir notre dette et diminuer la charge annuelle de ses intérêts. Les articles furibonds de leur presse, et leurs discours incendiaires ont créé dans le monde financier une panique qui a retardé l'accomplissement de cette opération avantageuse, et le crédit de la province en a grandement souffert; mais que leur importait le crédit de la province pourvu qu'ils puissent en même temps atteindre leurs adversaires politiques de leurs diffamations. Aujourd'hui nous les voyons afficher dans leur programme, la conversion de la dette qu'ils dénonçaient en 1892.

Mais le peuple connaît leur habileté financière, et a pu en juger par le désastreux emprunt de l'honorable M. Taillon qui a grevé la province d'une dette de \$5,332, 000 pour en acquitter une de \$4 000 000. De ces sortes de financiers le peuple n'en veut plus, et quand il les aura remerciés de leurs services, la conversion de la dette, si les conditions du marché le permettent, s'opérera, il faut l'espérer, par des hommes qui ne connaissent

pas l'agiotage, mais n'ont pour guide que le véritable intérêt de la province. Quand on voit ce gouvernement moribond établir tous ces projets pompeux, on songe naturellement à ces viveurs qui après avoir coulé une existence de débauche jusqu'à épuisement de toutes leurs ressources, font venir à leur chevet leurs héritiers pour leur léguer, à défaut de biens substantiels, de vains et stériles conseils et de grandes résolutions pour un avenir qui ne leur appartient plus.

L'honorable procureur général, toujours plus prompt à répudier ses principes et ses amis qu'il ne le serait, j'en suis sûr, à répudier une bonne succession, a trouvé un excellent moyen de disculper son gouvernement d'avoir imposé la taxe directe, malgré ses promesses réitérées, aux élections de 1892, d'éviter l'imposition de toute taxe quelconque. Mis en face des promesses solennelles des honorables Taillon et Casgrain que jamais des taxes directes ne seraient imposées par ce gouvernement, l'honorable ministre nous dit, avec une désinvolture toute pimpante: "C'est vrai qu'ils ont promis cela: mais ils n'avaient pas le droit de le faire, il n'y avait que le premier ministre qui pouvait engager la parole du gouvernement, aux élections". Après cela, M. l'Orateur, tirons l'échelle; car nous avons eu le nec plus ultra des régions aventureuses où peut aller l'esprit inventif de l'honorable procureur général.

M. l'Orateur, le gouvernement voyant approcher les élections, et sachant combien le peuple est irrité par les taxes directes dont il l'a chargé, malgré ses promesses de faire le contraire, espère calmer et amadouer de nouveau ce bon peuple en proposant, à la veille de ces élections, l'abolition de la taxe sur les transports d'immeubles. Je regrette d'être obligé de troubler un peu cette illusion chez les honorables ministres; mais je manquerais à mon devoir, si je ne faisais, dans cette circonstance, quelques remarques que je crois appropriées, sur l'injustice pour la population, de cette odieuse taxe, les motifs qui l'ont inspirée et les résultats qu'elle a produits, mon devoir est de mettre le gouvernement en face des résultats de son oeuvre monstrueuse, le devoir du peuple sera de l'en punir au bon moment.

Je dis donc que cette taxe a été imposée sans nécessité, ce que nous avons amplement démontré avant aujourd'hui, et de plus qu'elle a été imposée d'une manière injuste pour la population et tout à fait contraire aux principes qui doivent présider à la répartition des impôts.

Il est de principe élémentaire que l'impôt doit être réparti aussi équitablement que possible sur les contribuables, de manière à ce qu'ils soient traités sur un pied d'égalité comme ils doivent partager sur un pied d'égalité dans les avantages qu'ils retirent du gouvernement.

L'impôt doit être réglé avec toute la prévoyance que doit avoir un véritable penseur. Il doit être pénétré du sentiment de la responsabilité qui lui incombe dans l'application de cet impôt, et peser dans la balance de la justice la plus rigoureuse, la part distributive qu'il assigne aux imposés.

S'il agit ainsi, il fait l'acte d'un homme d'Etat;

s'il s'écarte de cette règle; et s'il sacrifie dans son oeuvre le principe de la répartition la plus égale possible aux avantages momentanés que peut lui apporter un autre système, il n'est plus, à mon avis, qu'un homme à courte vue, un chercheur de popularité, ou un faiseur d'intrigue politique.

Or, je discuterai en peu de mots le mérite de l'une des taxes directes imposées par le gouvernement, celle qui frappe les transports d'immeubles. L'abolition qu'on en propose en fait bien ressortir le caractère. Et d'abord, cette loi n'est rien autre chose que la résurrection des lois et ventes, c'est-à-dire ce qu'il y avait de plus odieux, de plus inique dans toute la série des exactions que comportait le régime féodal, en ce qui dépouillait le propriétaire à chaque mutation du fruit légitime de son travail au profit d'individus qui le percevaient sans avoir fourni aucune valeur ni contribution.

En imposant cette taxe sur les transports d'immeubles pour un temps limité, le gouvernement fait payer par un dixième des contribuables des montants excessifs, exorbitants, ruineux, au profit des autres neuf-dixièmes des contribuables qui en ont eu le bénéfice sans avoir fourni aucune valeur ni contribution.

Nous avons protesté au nom du peuple contre ce système de taxation comme injuste et arbitraire, et le gouvernement s'est moqué de nous et moqué du peuple.

Pourtant, en y mettant un peu de réflexion, les auteurs de cette taxation auraient dû d'un coup d'oeil, en saisir toute la révoltante iniquité.

En effet, ils devaient songer qu'en prélevant cette taxe pendant quatre ans seulement sur ceux qui auraient besoin d'acheter des terres durant ces quatre ans, cette taxe qui a produit des centaines de mille piastres, ne serait payée que par un nombre restreint, dix pour cent au plus, de la population, et que les autres neuf-dixièmes des habitants de la province en seraient exempts tout en retirant leur part de bénéfice dans ces centaines de mille piastres, puisqu'elles étaient versées dans le coffre public par les pauvres malheureux qui ont été ainsi dépouillés de leur argent pour le bénéfice des autres.

Avec un peu de réflexion et d'esprit de justice, je le répète, il était facile d'appliquer un autre système de taxation qui aurait pesé également sur tous les contribuables en proportion de leurs facultés, mais on dirait que nos ministres, une fois hissés au pouvoir, ont été pris de vertige, il leur fallait de l'or à tout prix, peu leur importait alors d'où vient cet or, que ce fut légitimement ou non, pourvu qu'ils en eussent à pleines mains.

Ce système de taxation a donc été imposé sans étude, sans réflexion. En ce cas les ministres ne sauraient trouver d'excuse; s'ils allèguent qu'ils n'ont adopté cette taxation qu'après mûre réflexion, quel motif ont-ils pu avoir de choisir ce système partial et arbitraire plutôt que celui d'une taxation équitablement répartie sur tous les contribuables? On ne peut leur en trouver qu'un seul, celui de faire payer l'argent par le petit nombre au profit du grand nombre, tout injuste que cela fut,

dans le but de soulever le moins de cris de réprobation possible, et de compromettre par là le moins possible la popularité des chefs du Parti conservateur! Voici le calcul qu'on a fait et le procédé qu'on a suivi: On a commencé par publier dans les journaux et faire répéter par les agents zélés du parti dans le public, que le gouvernement était bien fâché de se voir obligé d'imposer la taxe directe, après les promesses qu'il avait faites d'éviter cette taxe, mais qu'il fallait bien le faire, et qu'il y était forcé, pour payer les dettes de Mercier.

Aussi entendait-on tous les conservateurs répéter sur le même ton cette bonne histoire: c'est bien pénible d'avoir la taxe, mais le gouvernement a bien fait de l'imposer, c'est pour payer les dettes de Mercier.

Le gouvernement s'est dit: si nous imposons une taxe sur tous les contribuables, un cri de réprobation universelle s'élèvera contre nous, et nous serons balayés par ce souffle puissant de l'indignation publique. Si, d'un autre côté, nous ne mettons la taxe que sur ceux qui achèteront des terres, parmi ceux-là, il y aura plusieurs conservateurs qui auront déjà approuvé la taxe avant de savoir si elle les pincerait un bon jour, et ils se tairont pour ne pas se déjuger.

Quant aux libéraux qui crieront contre la taxe, nous nous moquerons bien d'eux, notre majorité est assez forte que nous nous rions bien de leurs condamnations.

Voilà les calculs auxquels se sont livrés ces messieurs, pour se procurer de l'argent.

Maintenant, M. l'Orateur, allez au bureau d'enregistrement, prenez la liste de ceux qui ont payé la taxe sur les achats de terre qu'ils ont fait depuis quatre ans, vous verrez que 30 ou 40 citoyens d'une paroisse ont payé seuls cette taxe et que les 300 ou 400 autres habitants de la paroisse n'ont pas payé un seul centin. Et quand vous aurez aboli cette taxe, il sera intéressant d'entendre ces 30 ou 40 malheureux faire leurs réflexions sur la justice ou l'injustice de cette taxe. Comment, diront-ils, on nous a dit que cette taxe était pour payer les dettes de Mercier. Ces dettes de Mercier doivent être payées maintenant puisque l'on enlève la taxe, nous sommes trente dans la paroisse qui avons payé cette taxe et les trois cents autres habitants de la paroisse n'ont rien payé du tout. C'est donc nous seuls qui avons payé de notre poche les dettes de Mercier? Qu'avons-nous donc fait pour mériter d'être ainsi traités par notre gouvernement? Et que diront en particulier les conservateurs qui auront payé cette taxe?

Ils diront avec raison: Nous avons renversé un gouvernement qui ne nous taxait pas et nous avons mis à sa place un gouvernement de prétendus honnêtes gens qui nous ont promis de nous rendre justice en tout et partout, et voilà que par cette loi des taxes qu'ils nous ont fait approuver en nous trompant et en se moquant de nous, ils nous font payer à nous, seuls, les dettes de Mercier, tandis que des centaines de libéraux, en sont exempts et n'ont rien à payer. C'est ainsi que, nos ministres nous ont récompensés pour les avoir

soutenus? Qu'ils reviennent devant nous encore avec leurs belles promesses et leur faux air de vertu, et nous allons leur montrer de la bonne façon que s'ils ont pu nous tromper une première fois, ils ne nous reprendront plus dans leurs filets.

Le gouvernement qui se dit obligé de convertir la dette publique pour avoir de ses créanciers une extension de délai, se propose en même temps de faire des largesses aux compagnies de chemins de fer en leur payant de suite une composition à tant dans la piastre sur les 35c par acre que nous leur devons sur leurs octrois de terres convertis en argent, lorsque ces terres seront vendues et que le prix en aura été perçu. Quelle presse y a-t-il donc tant de régler une affaire que nous ne devons peut-être que dans cinquante ans?

La presse, M. l'Orateur, c'est l'approche des élections. Le gouvernement attend de ces compagnies de chemins de fer des secours pour emporter les élections prochaines.

Il est à espérer que les compagnies ne se prêteront pas à ce jeu et elles peuvent compter que justice leur sera rendue par le gouvernement qui remplacera celui-ci; ce gouvernement, il faut l'espérer, sera composé d'hommes qui, comme l'honorable chef de l'Opposition, ne pratiquent pas l'agiotage politique, mais savent rendre à César ce qui est à César. Ces projets de transactions de gouvernements conservateurs, à la veille des élections, n'ont jamais signifié rien de bon pour le peuple ni pour le gouvernement honnête du pays.

On se rappelle la débauche électorale de 1873, lorsque le gouvernement de Sir J.A. McDonald avait obtenu de Sir Hugh Allan \$360 000 pour fin de corruption électorale, en échange du contrat pour la construction du chemin de fer du Pacifique. Le gouvernement remporta les élections, mais dût crouler bientôt grâce à la découverte de ce scandale, et sous le poids de ses nombreuses iniquités politiques. La compagnie du C.P.R., qui a coûté cent millions au pays, a longtemps maintenu au pouvoir le Parti conservateur par son influence et son aide; alimentés par les nombreux octrois que lui versait le Parti conservateur.

Et l'on se rappelle qu'en 1881 l'honorable A. Sénécal a dépensé \$75 000 de son argent pour faire élire une Chambre dans laquelle vingt députés, élus grâce à la corruption exercée avec ces \$75 000, étaient liés d'avance à voter la vente du chemin de fer du Nord à des spéculateurs pour la moitié de sa valeur. Le chemin coûtait quinze millions à la province et a été vendu pour sept. Cette opération a été vivement condamnée même par l'honorable de Boucherville ex-premier ministre conservateur, comme immorale et désastreuse pour la province. Il est à espérer que l'honorable monsieur et autres amis de la province, dans la Chambre qui nous avoisine et dont nous contestons souvent l'utilité, sauront dans cette circonstance agir d'une manière efficace pour empêcher la perpétration du nouveau sacrifice des intérêts

de la province que le gouvernement s'apprête à faire si une majorité de notre Chambre le soutient dans son projet.

Le gouvernement n'a pas eu pitié des ouvriers ni des pauvres, il les a rudement taxés et malmenés. Mais il voudrait bien maintenant avoir leurs votes, et pour les allécher, il promet dans son programme la formation d'un fonds spécial pour l'instruction des enfants pauvres.

Mon ami, l'honorable député de L'Islet, s'est permis de mettre en doute la sincérité du gouvernement, et il a donné une excellente raison pour appuyer ce doute, c'est que le gouvernement a persisté depuis 1892, à retrancher beaucoup d'octrois en faveur de l'éducation, que donnait libéralement l'ex-gouvernement Mercier, qui servaient à l'instruction des enfants pauvres.

Ceci dérangeait un petit peu le calcul de ces messieurs animés tout à coup d'un beau zèle pour ces pauvres enfants!

L'honorable procureur général pour qui l'audace est une arme favorite, s'est empressé de contredire l'assertion de l'honorable député de L'Islet (M. F. - G. - M. D e c h è n e); il a voulu de prouver cette assertion. Je relève le gant, M. l'Orateur. En 1891, le gouvernement Mercier consacrait \$40,000 aux écoles du soir, dont profitaient surtout les adultes et les enfants pauvres. En 1896, le gouvernement actuel n'a consacré pour cet objet que \$6,791.

Voilà, je pense, une jolie preuve de l'assertion de l'honorable député de L'Islet.

Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement conservateur avait promis en 1892 des économies, il en a fait quelques-unes d'un côté, mais en augmentant les dépenses d'un autre. Economisant une piastre et en prodiguant dix.

Ainsi, les bonnes soeurs de Saint-François-du-Lac recevaient du gouvernement Mercier une modique somme qui leur permettait de donner le pain, de l'éducation, à 30 ou 40 enfants pauvres. Le gouvernement conservateur trouve bien moyen de payer \$24,000 par an à M. l'architecte Raza pour surveiller les travaux du palais de justice de Montréal, mais il a retranché, en 1893, aux bonnes soeurs, par économie, l'octroi qu'elles recevaient auparavant, et depuis lors les enfants pauvres sont privés des bienfaits qu'ils en tiraient.

Je pourrais citer l'hospice Lajemmerais et vingt autres établissements à qui ces messieurs ont ainsi retranché les octrois qu'ils recevaient de l'ex-gouvernement Mercier, au grand détriment de l'instruction des enfants pauvres.

On a continué les octrois aux communautés des villes, et on a généralement supprimé ceux des campagnes.

Est-ce que les gens des campagnes sont des parias aux yeux du gouvernement conservateur.

Et pensez-vous qu'ils vous croient sincères quand vous leur promettez à la veille des élections des secours pour l'instruction des enfants pauvres?

Pensez-vous qu'ils vous croient sincères dans vos promesses d'améliorer le sort des instituteurs?

Vous en jugerez quand vous irez demander les votes de ces gens, conservateurs comme libéraux.

Vous verrez comme ils se rappellent bien vos promesses de 1892, toutes violées les unes après les autres, et comment seront accueillies vos nouvelles promesses de 1896.

M. l'Orateur, encore quelques réflexions et je termine. On appellera la présente session le sixième et dernier acte du drame de décembre 1891.

Ce drame, inauguré dans une sombre tragédie, nous a fourni tour à tour le spectacle de bien tristes événements et de fort comiques évolutions.

Après cette série d'émotions de tout genre, nous voici arrivés bientôt au dénouement.

On me permettra bien de dire que la pièce n'a pas été un succès. Elle a même porté malheur à tous ceux qui y ont pris part. Un grand nombre des acteurs ont déjà payé de leur vie politique leur participation dans ce drame, et il y a tous les indices que les quelques survivants n'échapperont pas à la même fatalité.

L'auteur principal s'appelait de son vivant l'honorable M. ~~l'honorable M. Angell~~ ~~l'honorable M. Angell~~.

Quelques années passées à gruger en silence dans le Sénat le prix mercenaire de son oeuvre, reçu de ceux au profit desquels il l'avait accomplie, lui avaient redonné un peu de coeur et de courage; et il a risqué un jour de se montrer devant le peuple, en quête de suffrages; mais mal lui en a pris, car malgré qu'il se fût préalablement muni de tous les certificats qu'on accorde aux mendiants dans les presbytères, le peuple, reconnaissant en lui l'auteur honni de l'exécrable pièce, l'accueillit d'un vigoureux coup de pied, et le fit rouler dans la poussière qui en a enseveli tant d'autres le vingt-trois juin dernier. Il ne s'en est pas relevé.

Après cette exécution on le vit se traîner péniblement à Ottawa où il espérait retrouver les restes du picotin dont il s'était déjà nourri, mais il eut le malheur de trouver la porte de l'armoire au fromage fermée à double tour.

Pour toute réception, il eut du gouvernement, cette fois, un deuxième et vigoureux coup de pied, qui acheva la justice du peuple.

Il ne reste plus de lui que son ombre égarée qui erre depuis lors, ne sachant où reposer, dans les brouillards de la Grande-Bretagne.

Le premier acteur, l'honorable de Bourcherville, surnommé le grand chrétien et l'honnête homme, joua le premier rôle dans l'imposition de la taxe directe, son thème favori, mais bientôt la perception de cette taxe amena une telle débauche parmi ses collègues, qui, pris de remords, l'honnête homme rentra sous sa tente, on ne le revit plus sur la scène. Il gémit depuis lors, dans son manoir, sur la fragilité des vertus conservatrices.

Il eut pour successeur un homme de grands talents et qui a fait beaucoup de bruit dans son temps, l'honorable M. Taillon. Celui-là était venu, disait-on, pour sauver le peuple, c'était le vraie Messie. Il opéra si bien que sous son règne, on vit renaître toutes les beautés du régime conserva-

teur: augmentation des dépenses d'administration, augmentation des dépenses totales, augmentation de la dette publique, emprunts de millions sur millions, un entre autres de cinq millions de piastres à 33 pour cent d'escompte. Achat déguisé de l'asile de Beauport, pour \$425,000, le double de sa valeur. Cadeaux de \$100,000 aux bons amis, perception de deux millions de taxes directes et autres aménités de ce genre.

Fier de ses succès, il pensa que la province n'était plus assez grande pour le contenir, et il crut un jour devoir transporter ses opérations sur un théâtre plus vaste, à la Chambre des communes à Ottawa, mais pour se rendre à Ottawa, il fallait passer par Chambly et Verchères, où, comme il était arrivé à son copain Angers, les électeurs lui firent un si triste sort qu'il y laissa sa peau, politiquement, bien entendu.

L'espèce de fatalité qui s'attachait à ces gens, avait déjà fauché dans leurs rangs deux autres têtes précieuses, l'honorable ex-trésorier (M. J.S. Hall) poignardé dans le dos par son chef, et l'honorable M. Casgrain qui avait habilement pris la fuite au bon moment.

Bref, M. l'Orateur, de tous ceux qui avaient entrepris la mission de sauver le vaisseau de l'Etat, il ne reste plus que l'honorable premier ministre actuel, mais l'histoire nous rapporte que déjà en 1879, il a déserté son poste au moment du danger, ce qui n'est pas rassurant. Il reste encore l'honorable député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), ex-commissaire des Travaux publics, mais n'ayant pour toute carte maritime que les plans et devis du palais de justice de Montréal, tracés par l'architecte Raza: quelle boussole! Il y a bien aussi l'honorable député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), commissaire de l'Agriculture, mais il est tout harassé, et on dit qu'il est atteint du charbon, incapable de faire le service.

Ces messieurs comptent bien un peu sur l'honorable député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), procureur général, pour leur retrouver encore quelque beau port où ils pourront se réfugier en sûreté et se ravitailler. Mais, vain espoir! Et le vaisseau va bientôt sombrer sur les nombreux récifs qui se dressent devant lui comme autant de spectres terrifiants.

Ces récifs dans la mer qui va bientôt engloutir corps et biens cet équipage, les voici:

- 1e Le coup d'Etat.
- 2e Les \$100,000 qu'il a coûté.
- 3e Les taxes directes injustes et arbitraires.
- 4e L'acquiescement de Mercier.
- 5e La fuite de DeBoucherville.
- 6e L'emprunt Taillon à 23 pour cent d'escompte.
- 7e Le départ précipité du trésorier, député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall).
- 8e L'augmentation des dépenses d'administration \$248,000 par an, et l'arrêt de toutes les oeuvres de progrès de la province.
- 9e L'augmentation des salaires \$25,000 par an.
- 10e L'augmentation des pensions \$18,000 par an.

11e L'augmentation de la dette, dans les millions.

12e Les emprunts de onze millions de piastres.

13e Les déficits de centaines de mille piastres.

14e Les promesses d'économie violées.

15e Le scandale de Beauport \$425,000.

16e Le scandale de la Banque Ontario, \$36,000.

17e Le scandale du Haras national, \$30,000, évanoui avec les subsides.

18e Le scandale Vallières, \$2,809 pour un banc de cour, etc.

19e Le scandale du palais de justice, \$800,000.

20e Le scandale Raza, \$24,000.

21e Le scandale Charlebois, \$40,000.

22e Le scandale Ouimet-Chapais.

23e Le scandale Beemer.

24e La chute ignominieuse du gouvernement Angers.

25e La culbute désastreuse du premier ministre Taillon.

26e Les quatre comtés défranchisés.

27e La constitution brisée.

28e Le peuple trompé, taxé, écorché, guettant les coupables pour prendre sa revanche!

L'honorable député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater), nouveau pilote, est venu à la rescousse de ses amis en détresse, mais il est arrivé trop tard et ne pourra conjurer le naufrage. Son nom, qu'ils viennent d'inscrire sur leur blason, désormais terni et maculé, n'y servira que comme leur "mane thecel pharès."

Et quand, terrifiés, ils tendront vers lui leurs mains suppliantes en lui criant: "Sauvez-vous, M. Atwater." Il ne pourra que leur répondre: "Oui, mes amis." Vous l'avez dit: "At water, à l'eau, tous à l'eau."

Telle sera bientôt, tout l'indique, la fin du régime des honnêtes gens.

Le peuple sera vengé et surtout il sera soulagé.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Je n'avais pas, l'intention de prendre part à la discussion, surtout dans un moment où elle n'est pas sérieuse, comme vient de le prouver le discours du député de Yamaska (M. V. Gladu). Toutefois je n'entreprendrai pas de répondre en détail à cette immense agglomération de mots au milieu de laquelle on se perd même avec la meilleure intention du monde. Il me semble pourtant que nous ne sommes pas ici pour débiter ou entendre des discours de husting.

Il s'accorde avec l'orateur précédent sur les félicitations qu'il a adressées à l'honorable premier ministre que le discours de ce dernier a été une véritable prise d'éloquence qui a produit la meilleure impression sur la députation entière.

La mission que le peuple nous a confiée est de parler d'affaires, et tous les endroits par où il a plu au député de Yamaska (M. V. Gladu) de nous faire passer, depuis le "grenier des oubliettes" jusqu'au Golgotha, n'ont rien à voir dans nos débats.

Je m'accorde sur un point avec le député de Yamaska, c'est lorsqu'il fait des éloges, à l'honorable chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand). Il donne ici en effet, l'exemple d'un homme qui discute sérieusement et je regrette que son exemple ne soit pas mieux compris par ses lieutenants.

Le député de Yamaska (M. V. Gladu) s'est efforcé aussi de démontrer que son chef était un homme des plus utiles et même un sauveur. Et comme preuve, il nous a cité l'abolition du double mandat dont le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) serait le père.

S'il n'y avait que cela pour l'élever dans mon estime, il baisserait considérablement. Je suis d'opinion que l'abolition du double mandat a été une faute; cela était une attaque aux libertés populaires parce qu'elle défendait aux électeurs de dire par qui ils voulaient être représentés.

Lorsqu'un homme fait honneur à sa race dans sa province, pourquoi défendre aux électeurs de s'assurer de ses services sur un théâtre plus vaste où nous avons besoin de toutes nos forces pour exercer l'influence que nous avons le droit d'avoir dans les conseils de la nation, que ceux qui veulent se renseigner réfléchissent un peu. et ils s'apercevront que c'est depuis cette date surtout que notre influence a diminué dans la Confédération. Le représentant de Yamaska a fait allusion à certaines questions fédérales, qu'avons-nous à nous occuper de cela dans cette Chambre? Par exemple, il nous a parlé de la question scolaire, et il a cherché à en tirer gloire pour son chef. Quoiqu'on en dise, M. l'Orateur, cette question n'est pas réglée à la satisfaction de la conscience de la majorité des membres de cette Chambre.

Et si la demande de la réorganisation des subsides doit passer par les mêmes phases que la question scolaire je ne crois pas que la province ait à se féliciter de son influence à Ottawa. A propos de cette question des subsides, on fait un reproche au gouvernement d'avoir attendu bien tard. Ce n'est pas un reproche. Il n'est jamais trop tard pour faire le bien. Cette question a été agitée depuis longtemps et dans mon opinion le public paraît être en sa faveur. Toujours est-il que j'ai lu des articles des journaux libéraux eux-mêmes en faveur de ce projet, et je ne suivrai pas le député de Yamaska dans ses appels en faveur d'un homme que j'ai apprécié peut-être autant que lui et dont les fautes furent compensées par de grandes qualités.

Ces appels sont déplacés et ils ne peuvent avoir qu'un résultat: provoquer des récriminations dont la mémoire de celui que l'on veut exalter ne peut certainement pas bénéficier. Si nos adversaires voulaient réellement le respect de l'homme qui a été leur chef, ils cesseraient ces démonstrations trop bruyantes pour être sincères et ils adopteraient une conduite plus sage et plus prudente et ils cesseraient de faire servir un tombeau comme signe de ralliement en faveur d'une cause politique. L'Opposition a souillé la mémoire du défunt en essayant de ressusciter des faits qui ont été sévèrement jugés par l'électorat.

Qu'importe la couleur du drapeau qui flotte

sur nos édifices si le gouvernement est honnête, probe, si ses actes sont dignes de la confiance du public. Il vaut mieux se donner la main comme le disait l'honorable chef du gouvernement et travailler au progrès de la province.

Mais, M. l'Orateur, est-ce que l'on ne peut pas combattre le gouvernement actuel autrement qu'en exploitant un mort? Que le gouvernement soit jugé d'après ses oeuvres, c'est tout ce qu'il demande. Il y a assez longtemps que l'on insinue toutes sortes de choses plus ou moins malveillantes contre le gouvernement actuel, que l'on ait donc le courage de porter une accusation directe, et si l'accusation est prouvée, moi le premier j'opérerai ce que l'on appelle une conversion et je passerai du côté de l'Opposition. J'irai même plus loin, je demanderai que toutes les affaires soient suspendues jusqu'à ce que l'enquête soit terminée, convaincu que je suis que je rendrai un service à ma province parce que le premier et le plus grand bien pour une province c'est d'avoir un gouvernement honnête.

Dans ses appels en faveur de son chef disparu, le député de Yamaska s'est laissé aller jusqu'à le comparer au Sauveur. Je ne suis pourtant pas un scrupuleux et, pourtant, j'avoue que cette comparaison m'a blessé. Notre-Seigneur a subi bien des comparaisons, il en a subi une entre autres avec un homme qui n'était pas fameux et il les a endurées avec résignation. Je regrette celle que l'on a voulu faire cet après-midi et je suis sûr que le député de Yamaska regrettera lui-même.

Il a prétendu de nouveau que le gouvernement avait promis de gouverner sans imposer de taxe et qu'il a manqué à sa promesse. Je suis mêlé au mouvement politique depuis plusieurs années. J'ai suivi tout ce qui s'est dit dans la presse et ailleurs, et je n'ai jamais vu la promesse dont on parle. Mais lors même quelle aurait été faite, je dis que cela ne prouverait pas le manque de sincérité du gouvernement, parce que au-dessus de la parole d'un ministre, au-dessus de la voix du Parlement même, il y a la voix de l'honneur, il y a la voix du devoir qui commandent de faire ce qui doit être fait pour maintenir la bonne réputation de la province. D'ailleurs l'imposition de la taxe était devenue nécessaire depuis que l'on avait commencé à emprunter. L'emprunt n'est qu'un impôt déguisé et il n'y a pas à s'étonner s'il a fallu arriver à la réalité. Et puis cette taxe a été approuvée par le peuple et les esprits dirigeants de la population. A l'exception des politiciens intéressés à la dénoncer, qui en a nié la nécessité lorsqu'elle a été imposée? Personne. Elle a été approuvée, même par un des membres de la gauche, M. Fitzpatrick, aujourd'hui appelé par le chef libéral du Canada à faire partie de son gouvernement.

On a beaucoup parlé de certaines conversions et on les a blâmées énergiquement. Pourtant, si je regarde parmi les rangs de la gauche, je vois là un député des Cantons de l'Est autrefois siégeant à droite qui a voté les taxes, qui a rejoint ses adversaires depuis, et que le chef de l'Opposition a pressé sur son coeur. Il rappelle l'appui du nouveau solliciteur général lors de l'imposition de

la taxe en 1892. Les conversions ne sont donc pas en horreur chez nos adversaires lorsqu'elles se font à leur avantage?

Le représentant de Yamaska fait un crime au gouvernement d'avoir retranché \$140 à une école de Saint-François-du-Lac, et une égale somme à l'école de Varennes. Mais je comprends que ces retranchements sont dans le sens du programme ministériel. Les paroisses riches comme celles-là, si bien pourvues de tous les biens de ce monde, et possédant des hommes qui leur font honneur comme le député de Yamaska (M. V. Gladu), le député de Verchères (M. L.-A.-E.-E. Lussier), n'ont pas besoin de l'aide du gouvernement. Ce sont les paroisses pauvres qui en ont besoin et à qui elle doit être donnée.

Non content d'exhumer des tombes, le député de Yamaska (M. V. Gladu) s'est attaqué ensuite à des absents. Qu'il s'attaque à ceux qui sont ici et qui peuvent lui répondre, très bien; mais qu'il traîne dans la boue par des insinuations des noms respectés comme ceux de MM. Taillon et Angers, c'est là ce que nous ne pouvons pas admettre en silence.

M. Angers, quoiqu'on en dise, a fait sa marque partout où il a passé et ce qu'on lui reproche tant, le coup d'Etat, a été approuvé par le peuple. Dans l'arène fédérale où il a été appelé ensuite, il a commandé le respect non seulement à ses compatriotes, mais aussi des autres races.

L'honorable M. Taillon a également fait honneur aux siens et après une longue carrière dans la vie publique, il en est sorti les mains nettes et le front sans tache. Il serait à souhaiter que l'ont pu en dire autant de tous les hommes publics. Son nom est le synonyme et l'incarnation de l'honneur.

On devrait, pour l'honneur de cette Chambre, éviter de mentionner aussi souvent des noms respectables en essayant de faire croire qu'il y a eu du boodlage comme lors de la fameuse transaction de la Baie-des-Chaleurs.

Le député de Yamaska a porté des insinuations contre le gouvernement à propos de la transaction de l'asile de Beauport. Eh bien, encore une fois, que l'on porte une accusation directe contre le gouvernement, et si l'on prouve une malversation, je m'engage à passer de l'autre côté pour le reste de mes jours. Je n'ai que deux mots à répondre. J'ai entendu moi-même le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) dire que le mauvais système d'entretien des asiles d'aliénés était la substitution du paradis à l'enfer. Eh bien, je crois qu'un gouvernement qui peut substituer le paradis à l'enfer est loin d'être indigne de la confiance populaire. A part cela il y a une économie annuelle de \$32,000 ce qui n'est pas à dédaigner.

Il approuve entièrement le programme de la conversion de la dette. Il croit qu'il vaut mieux s'acquitter de ses obligations le plus tôt possible.

Enfin, M. l'Orateur, on reproche au gouvernement sa législation au sujet des subsides en terre accordés aux compagnies de chemins de fer. Cette politique, je l'approuve. Des garanties données aux compagnies de chemins de fer ne doivent pas rester lettre morte, et en outre, il est

important de libérer notre territoire aussitôt que possible, afin que la colonisation puisse se répandre partout et empêcher l'immigration des nôtres. Le procureur général a bien démontré l'importance de cette législation, et je partage son opinion quand il dit qu'il vaut mieux pour la province que cette question soit réglée par le gouvernement actuel. En supposant que le Parti libéral arrivait au pouvoir, quelle serait sa politique sur ce sujet? L'Electeur, que le chef de l'Opposition n'a pas encore désavoué, l'indique assez clairement. Voici ce qu'il dit dans un article sur le projet en question:

"Il y a un moyen bien simple de trancher la difficulté.

"La couronne a encore sous son contrôle des centaines de mille milles carrés de terres non défrichées et improductives. Ce vaste domaine est tracé au département des Terres de la couronne avec la même exactitude qu'un plan du cadastre.

"Le gouvernement, pour se soumettre à la lettre et à l'esprit de la loi, qui la autorise à donner des aides aux compagnies de chemins de fer, n'aurait qu'à livrer en acquit de son obligation certaine étendue de terrain, tout comme il le fait pour les colons.

"La conséquence en serait que ces compagnies, devenues propriétaires et intéressées par là même à leur donner de la valeur, se feraient les agents de colonisation les plus effectifs que nous ayons dans la province."

Ainsi donc, la politique du Parti libéral serait de donner des terres aux compagnies et de créer par là un monopole qui serait une entrave à la colonisation. De cette politique je n'en veux pas parce que je connais d'expérience quels en seraient les funestes résultats. Nous avons eu dans les Cantons de l'Est des terres concédées de cette façon à une compagnie puissante et le résultat a été qu'un grand nombre de colons ont été obligés de s'en aller aux Etats-Unis à cause du monopole exercé par ces compagnies.

La question des subsides en terre en est une de première importance et si le gouvernement actuel n'opère pas cette réforme absolument indispensable, peut-être que le gouvernement qui lui succédera ne l'opérera pas. Le gouvernement en remettant aux colons les lots qui leur ont été concédés par la couronne contribuera à rendre nos compatriotes plus satisfaits de leur condition dans cette chère province de Québec, et moins exposés à s'en laisser imposer par les agents d'immigration du Brésil, et d'ailleurs qui ont jusqu'à présent réussi à faire adopter leurs vues.

Nous avons des obligations et il est préférable de les rembourser en argent plutôt que de donner aux compagnies privées de grandes étendues de terres appartenant à la population. Agir autrement amènerait au pays tous les maux du féodalisme.

Le chef de l'Opposition a été trop vite dans son hostilité à ce projet et cela a été cause qu'il a dû se rétracter sur un point important.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai agi en homme d'honneur, et réparant une erreur aussitôt que je m'en suis aperçu.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Sans doute. Et si je ne puis reconnaître au chef de l'Opposition des qualités d'hommes d'Etat, il sait bien que je suis toujours prêt à reconnaître son honorabilité.

Le dernier reproche de l'Opposition envers le gouvernement, c'est d'avoir volé le programme de ses prédécesseurs. Eh bien, il n'y a pas grand mal à cela, car nous avons payé assez cher pour ce qu'ils ont fait de bien et nous ne faisons que reprendre notre bien.

Il termine en espérant que tous s'uniront afin que les séances de cette Chambre soient dans le seul but de travailler au bien commun du peuple de la province et invite ses collègues à mettre l'épaule à la roue pour amener de saines et économiques réformes et quand viendront les élections le peuple nous jugera et sera avec nous. Il regrette d'avoir parlé un peu sévèrement du député de Yamaska, qui n'est pas méchant au fond, mais très malin et qui sait déployer une force motrice extraordinaire dans la discussion.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

M. A. TURGEON (Bellechasse):

Monsieur l'Orateur,

Avant de commencer ces quelques remarques, je me permettrai d'ajouter mes félicitations à celles qu'a déjà reçues le moteur de l'adresse. L'honorable député de Montmorency (M. E. Bouffard) est arrivé ici précédé d'une jolie réputation au Barreau et son début fait présager qu'il se créera une position aussi enviable sur le parquet de la Chambre.

L'honorable député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson) qui est un ancien et qui a déjà fait ses preuves, s'est acquitté de sa tâche lui aussi avec talent.

Permettez-moi, monsieur, après cette marque de courtoisie à nos deux collègues, de passer à un autre ordre d'idées. Depuis la dernière session, nous avons assisté à beaucoup d'événements importants. La scène ministérielle a changé de décor, ici et à Ottawa. J'admets que les modifications ont été moins complètes, moins radicales ici que sur la scène fédérale, mais nous n'en avons pas moins changé de gouvernement ou du moins nous avons changé l'affiche, l'étiquette. Je n'ai pas tort, je crois, de lier ces changements l'un à l'autre, puisque c'est la politique fédérale qui les a provoqué tous deux. L'honorable M. Taillon, dont je suis heureux de reconnaître ici le désintéressement personnel et la haute éloquence, et dont l'absence a laissé un vide bien difficile à remplir sur les banquettes ministérielles, a été victime de celui qui, un jour, sauta par-dessus la constitution suivant sa cynique expression, et qui le printemps dernier, a tenté avec insuccès cette fois-ci de couvrir les turpitudes du gouvernement tory sous le manteau des convictions religieuses de notre population. C'est donc le manque de tact et de flair de M. Angers, qui après avoir compromis le gouvernement d'Ottawa, a provoqué un

interrègne ici à Québec. Je dis interrègne, car pendant tout près de quinze jours, nous avons été sans gouvernement. Nous avons certainement alors assisté à l'une des phases les plus amusantes de toute l'histoire du sport politique. Pendant deux semaines, monsieur, nous avons été les spectateurs d'une chasse effrénée pour le portefeuille du premier ministre. L'honorable procureur général, dès le début, s'est tenu à l'écart. Ses chances auraient pu être très sérieuses s'il avait eu moins de modestie et plus d'ambition. Tout l'intérêt de la lutte s'est porté sur l'honorable député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel) et sur l'ex-député de Montmorency, l'honorable M. Casgrain. Celui-ci, s'il faut en croire la rumeur, semblable à Prométhée, a voulu dérober le feu du ciel ministériel.

Le Jupiter provincial, moins que le Jupiter antique, ne l'a pas livré au vautour traditionnel, mais s'est contenté d'un supplice qui lui a donné froid dans le dos. Ainsi débarrassé d'un rival dangereux l'honorable député de Terrebonne fit valoir ses titres, mais comme il n'était pas persona grata avec le chef de l'Exécutif, il a dû faire taire ses ambitions. Il perdait à la fois le portefeuille de premier ministre et son meilleur ami. Espérons néanmoins, que l'honorable Calypso de Terrebonne se consolera du départ de M. Ulysse Casgrain.

L'honorable député de Gaspé qui n'est pas famélique, est arrivé à point pour recueillir cette succession avariée. Il avait sous la main les restes épars de l'ancien gouvernement "the remnants of the Taillon brigade" comme dirait l'honorable secrétaire provincial avec cet esprit celtique qui le caractérise. C'est ainsi que l'honorable commissaire de l'Agriculture, a consenti à se sacrifier pendant quelques mois encore pour ses concitoyens. Pendant quelques mois encore il pourra se vouer au culte du trèfle blanc, et des races améliorées. Espérons, monsieur, car ce sacrifice ne peut constamment durer, que le verdict populaire le débarrassera bientôt de ses soucis gouvernementaux et que ses électeurs lui assureront les douceurs d'une retraite richement méritée. Le nouveau premier ministre pouvait non seulement compter sur le concours de ses collègues, mais des éléments nouveaux de son cabinet. L'honorable député de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), par exemple... Je m'arrête craignant de rouvrir une plaie mal cicatrisée en lui rappelant ses espérances mais aussi hélas, ses désillusions!

Avons-nous gagné, ou avons-nous perdu par ce changement de gouvernement?

Certes, Monsieur, je ne veux pas méconnaître les qualités de l'honorable M. Taillon. En commençant mes remarques, je lui ai rendu un témoignage sincère, car malgré ses fautes politiques, et elles ont été nombreuses, je crois qu'il était animé de droites intentions; mais s'il réalise les promesses de son discours programmé de Saint-Jean Port-Joly. L'honorable chef du nouveau gouvernement jettera son prédécesseur dans l'ombre. Il nous a promis, je préfère citer ses paroles: "Saint Jean était l'apôtre bien-aimé, et si on peut lui reprocher

quelque chose, c'est d'avoir eu trop de cœur. L'amour, voilà le moyen par lequel j'espère vous attacher à mon parti qui adopte pour moto: *Labore et amore!*"

Ainsi, Monsieur, nous avons un gouvernement fondé sur le travail, ce qui est assez commun; et un gouvernement fondé sur l'amour, ce qui est à peu près unique parmi les institutions humaines. L'honorable premier ministre, qui est un malin, a frappé un coup de maître; il a voulu s'assurer par cette déclaration le concours des belles-mères en quête de maris, des jeunes filles aux grands yeux rêveurs et des vieux garçons intransigeants!

L'honorable premier ministre est l'enfant de la politique provinciale. Il aspire à commander non pas à des phalanges mais à des phalanstères ministériels!

La possession du pouvoir a évidemment modifié son caractère. L'honorable ministre, qui était un taciturne, un concentré, qui plus que tout autre a compris la vérité de cet axiome que le silence est d'or, est devenu subitement grand parleur et il a disséminé sa parole aux quatre coins de la province. Pendant la vacance, il a mis la jeunesse de Montréal dans ses confidences, et la presse indiscrete nous les a communiquées à son tour. C'est ainsi que nous avons appris qu'il apprécie la sincérité, cette vertu des jeunes gens, et pour mieux illustrer sa pensée, il s'est modestement comparé à l'honorable M. Mercier. Voilà un singulier retour des choses humaines. Le poète a dit: "le temps qui change tout, change aussi nos humeurs." Le temps a non seulement changé les humeurs, mais aussi les idées de l'honorable premier ministre. Je ne croyais pas vivre assez vieux pour entendre cet éloge posthume du grand chef libéral descendu dans la tombe mais dont la mémoire est toujours vivace dans le cœur de ses compatriotes; non, Monsieur, je vous le dis en vérité, je ne croyais pas vivre assez vieux pour entendre cet hommage tomber de la bouche, non d'un conservateur, mais du chef même des conservateurs de cette province.

J'aime à croire que l'honorable monsieur n'a pas été aussi sincère dans les injures qu'il nous a adressées. En 1888, en cette Chambre, il disait: "Je suis l'un de ceux qui cherchent à ne pas attribuer à leurs adversaires de mauvais motifs et qui préfèrent que la discussion se fasse sur le terrain des principes et non celui des personnes." (Hansard. 1888 p. 159) Voilà une nouvelle preuve du changement opéré par le temps. En prenant le pouvoir, il a déserté le terrain des principes pour descendre sur celui des personnes. L'honorable député de L'Islet (M. L.-F. Pinault) et moi-même, nous sommes des faméliques! Je me suis hâté de courir au dictionnaire pour me renseigner exactement sur la signification de ce mot. Famélique: "qui a faim."

J'admets que l'honorable député de L'Islet qui par son énergie, son travail incessant, sa verve intarissable est devenu le cauchemar des honorables messieurs de la droite, peut être coupable de ce crime nouveau dans l'ordre politique, mais

appliquer cette épithète aux formes exubérantes de mon ami de Matane me paraît être un abus singulier de la langue française.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Je me permettrai d'interrompre l'honorable député de Bellechasse (M. A. Turgeon). Mon discours a été inexactement rapporté. Je ne me suis jamais servi de ces paroles à l'adresse de mes collègues en cette Chambre ni d'aucune autre expression équivalente.

M. A. TURGEON (Bellechasse): J'accepte avec plaisir l'explication de l'honorable premier ministre. Je dois dire que ce langage m'avait fort surpris dans sa bouche. Mais j'ai lu son discours dans un excellent journal ministériel, *Le Quotidien*, et je n'ai trouvé nulle part la dénégation maintenant offerte par l'honorable monsieur.

Dans le discours de Saint-Jean-Port-Joly, auquel j'ai déjà fait allusion, et qui est en quelque sorte la paraphrase anticipée du discours du trône, l'honorable chef du gouvernement a cru nécessaire de nous rassurer sur le fonctionnement du gouvernement constitutionnel. Il disait alors: "J'ai résolu immédiatement après la formation, le 11 mai dernier, du nouveau cabinet dont j'ai l'honneur d'être le chef, de faire connaître publiquement les principes d'après lesquels nous entendons administrer les affaires de la province, mais vu qu'à cette date les élections fédérales absorbaient toute l'attention publique, j'ai cru devoir attendre un moment plus opportun, quand l'attention des électeurs de la province pourrait se porter plus facilement sur les affaires provinciales. Je profite donc de la présente occasion pour donner suite à cette résolution en faisant l'exposé suivant:

"Inutile de déclarer qu'il faut conserver intacts et comme un dépôt sacré les règles et les usages constitutionnels les grandes traditions de gouvernement et les institutions établies".

Je me demande assez pertinemment si l'honorable chef du gouvernement avait alors l'intention de faire ce qu'il a réalisé depuis, c'est-à-dire convoquer la Législature avec quatre vacances dans l'Assemblée législative. Est-ce là ce qu'il entend par conserver "intacts et comme un dépôt sacré, les règles et les usages constitutionnels"?

Le ministère ne peut prétexter qu'il a été pris à l'improviste, ni qu'il réserve quelque'un de ces sièges dans un but d'intérêt public. Deux de ces vacances, Québec et Chambly, remontent aux élections fédérales, c'est-à-dire à cinq mois; la vacance dans la représentation d'Hochelaga remonte plus loin encore et celle de Jacques-Cartier a été créée au mois de décembre dernier, c'est-à-dire à tout près d'une année.

Je crois que c'est un principe bien établi, je dirai incontestable, qu'un Parlement convoqué pour la dépêche des affaires doit se réunir au complet, que toutes les vacances doivent être remplies et ne pas donner le spectacle d'une représentation incomplète et mutilée. Il n'y a peut-être pas de texte de loi écrit, mais nous pouvons

invoquer les précédents de l'histoire parlementaire de la mère-patrie et de notre propre pays. Il vaudrait peut-être mieux, pour éviter la répétition de cette criante anomalie, amender la constitution et copier la loi française qui décrète l'émission des brefs dans un délai déterminé. Dans la presse et à la tribune nous avons défié le gouvernement de faire les élections partielles et de consulter l'opinion sur le nouveau programme ministériel. Le gouvernement a reculé, le gouvernement a eu peur. Depuis 1892 nous n'avons refusé la bataille dans aucun comté et la victoire presque constamment a couronné nos efforts. Nous avons débuté par Beauharnois, puis est venu l'élection de Matane, Bonaventure et Montréal-Centre ont suivi. Croyez-vous, Monsieur, que si le Conseil n'eût pas appréhendé l'opinion publique, que la constitution n'aurait pas été respectée?

Croyez-vous que si le Conseil eût l'espoir de remporter, je ne dis pas les quatre comtés, mais quelques-uns d'entre eux, qu'il n'eût pas saisi cette occasion pour se donner un peu de prestige et pour galvaniser les membres de ce gouvernement moribond? Non, Monsieur, le gouvernement a reculé, le gouvernement a eu peur; il a eu conscience de sa faiblesse, de son impuissance et de son impopularité croissante! En relisant le discours programme du premier ministre et en rapprochant cette promesse de gouverner suivant la constitution, de cette violation flagrante de la constitution, je me suis rappelé cette parole d'un historien de la Restauration: "lorsque les gouvernements portent atteinte aux lois ou aux institutions qu'ils ont promis de maintenir, c'est toujours en protestant de leur profond respect pour les garanties politiques ainsi violées et en proclamant que leur seul but est de les consolider, de les rendre plus efficaces, et plus fortes!" (Vaulabelle)

Le discours du trône nous invite à considérer plusieurs questions importantes et parmi celles-ci j'inclus le rajustement du subside fédéral. Voilà une question qui mérite certainement une sérieuse attention. Me sera-t-il permis d'exprimer mon étonnement de ce retour à la politique du gouvernement Mercier, car il est inutile de le nier nous retournons à la politique du Parti libéral. C'est une question sérieuse évidemment, mais dussé-je blesser les susceptibilités des honorables messieurs de la droite, je ne puis prendre le gouvernement au sérieux sur cette sérieuse question. Comment, le Parti Conservateur a le pouvoir depuis 5 ans, l'honorable chef du cabinet a fait partie de toutes les administrations conservatrices depuis 1892, de fait nous pouvons dire que c'est le même gouvernement car si nous avons changé de décor la pièce est restée la même et les principaux rôles ont été tenus par les mêmes acteurs, et c'est à la fin du Parlement, quand notre mandat est à la veille d'expirer, qu'on soulève une aussi importante question. Le ministère croit-il pouvoir réussir dans cette demande de "better terms"? Je n'hésite pas à répondre dans la négative. Chose remarquable, cette question n'a été soulevée par le cabinet et inscrite sur son programme que depuis les élections du 23 juin dernier. Pendant 4 1/2 ans

leurs alliés ont eu le pouvoir à Ottawa, conséquemment leurs attaches devaient être plus fortes et leur influence plus considérable auprès du gouvernement fédéral.

A peine le ministère tory a-t-il reçu le châtiment de ses crimes, à peine l'honorable M. Laurier a-t-il pris les rênes du pouvoir, que nos amis de la droite ouvrent les yeux à la lumière et réalisent ce moyen nouveau d'équilibrer le budget. Oh! Je n'accuse pas, Monsieur, je constate. J'ai l'intime conviction que le ministère n'a pas voulu, par ce changement d'attitude, créer des embarras au gouvernement fédéral; nous ne sommes en présence que d'un pur effet du hasard; c'est une coïncidence remarquable, mais je suis persuadé que ce n'est qu'une coïncidence.

Je suis partisan d'un rajustement du subside fédéral. Les subsides que nous retirons à l'heure qu'il est sont de deux sortes: il y a le subside spécifique de \$70 000 accordé pour le maintien du gouvernement et de la Législature, et le subside per capita basé sur le recensement de 1861. Depuis cette époque, la population a considérablement augmenté et les dépenses ont suivi elles aussi une progression ascendante.

Le gouvernement actuel revient donc à la politique consacrée par les résolutions de la conférence interprovinciale de 1888.

Il a été alors proposé de porter le subside spécifique à \$220 000 quand la population, dépasse 800 000, mais n'excède pas 1 500 000. D'après cette base, nous devrions recevoir \$150 000 de plus de ce chef. Les résolutions de la conférence recommandaient aussi de calculer le subside per capita d'après le dernier recensement de 1861. Chose remarquable, ce subside n'était fixe que pour les provinces d'Ontario et de Québec, tandis que pour les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, il peut augmenter jusqu'à concurrence de \$400 000 et que pour l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba et la Colombie anglaise le statut le fixa d'après une population imaginaire, de sorte qu'il n'y a que les provinces d'Ontario et de Québec dont le subside per capita soit immuable. Je l'ai dit, il y a un instant, le subside spécifique nous a été accordé pour défrayer les dépenses du gouvernement civil, on nous a donné \$70 000 quand les dépenses excèdent \$300 000. Les provinces ont abandonné au gouvernement d'Ottawa les droits de douane et d'accise, c'est-à-dire les deux plus importantes sources de revenu des gouvernements modernes et il me paraît équitable d'accroître le subside per capita au fur et à mesure que notre population augmente, car nos dépenses incontrôlables et du ressort du gouvernement d'Ottawa, comme les dépenses de la justice criminelle, vont sans cesse en augmentant. D'après les résolutions de 1888 nous toucherions à peu près \$350 000 de plus. Je crois donc que nous sommes d'accord sur le principe, mais nous différons d'opinion sur l'application ou plutôt sur l'opportunité de la démarche actuelle.

Je sais, Monsieur, et c'est là l'argument favori des ministres que trois des esprits dirigeants de la conférence interprovinciale, MM. Mowat, Blair et

Fielding, siègent maintenant dans le cabinet fédéral; et que nous aurions raison de compter sur leur appui, mais il ne faut pas oublier que nous sommes absolument isolés dans cette démarche. La province d'Ontario n'a pas besoin de cette augmentation de subside, elle y est absolument indifférente, et les provinces maritimes, pour une raison ou pour une autre, ont ajourné leurs réclamations. Le moment est-il bien choisi pour faire valoir cette augmentation de subsides et le gouvernement peut-il même invoquer l'urgence, la pénurie du trésor provincial? Mais vous proclamez aux quatre coins du pays que l'équilibre budgétaire est un fait accompli et que les finances provinciales sont dans un état satisfaisant et même prospère!

Comment, Monsieur, mais vous allez plus loin. La presse ministérielle, le premier ministre dans son discours programme de Saint-Jean-Port-Joly, le discours du trône, annoncent la suppression des impôts créés en 1892; vous êtes en état de renoncer à au-delà de \$300 000 de revenus provenant de cette source. Si vous ne trompez pas l'électorat, si vos réclamations ne constituent pas une odieuse manoeuvre électorale, si vous ne faussez pas à dessein la situation de nos affaires, vous n'avez pas besoin d'argent, il y a même pléthore dans la caisse provinciale. En vérité, Monsieur, le moment est-il bien choisi pour tenter cette démarche extraordinaire?

Mais il y a plus et laissez-moi vous lire une page excessivement intéressante, je dois dire qu'elle est de l'honorable premier ministre lui-même, et en la parcourant je me suis rappelé cette boutade d'un écrivain de la Monarchie de Juillet: "Reste à savoir combien de fois, disait-il, le même nom ne peut avoir dit le oui et le non avec emportement sur la même question et garder son autorité sur les autres. Je crois qu'il le peut septente sept fois et cela suffit dans une longue vie politique" (Doudan). L'honorable premier ministre qui est maintenant prêt à recueillir les fruits de la conférence interprovinciale et à se réclamer du travail de MM. Mercier, Mowat, Blair et Fielding, appréciait ainsi l'oeuvre de son prédécesseur: "Le gouvernement compte sur le subside additionnel qu'il demande aux autorités fédérales. Voici ma pensée à ce sujet. Nous voudrions voir le gouvernement réussir dans cette démarche, mais malheureusement sa politique inconsidérée sur les subventions aux chemins de fer a compromis ce succès. On aurait pu venir au secours de la Compagnie du chemin de fer du Lac-Saint-Jean et de la compagnie du chemin de fer auquel s'intéresse mon honorable ami le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), mais par l'octroi de tant de subsides à diverses entreprises d'une importance toute secondaire, le gouvernement perd la chance d'avoir le subside qu'il espère obtenir. Le gouvernement fédéral vous répondra: "A quoi bon vous aider si ce n'est pour vous permettre de persister dans une politique extravagante en accordant des subventions à des voies ferrées auxquelles nous donnons nous-mêmes..." (Hansard 1888 p. 1596)

Et plus loin: "Je crois que le premier et le plus important devoir du gouvernement est de mettre tout en oeuvre pour obtenir une augmentation du subside fédéral. Une fois le revenu additionnel obtenu, je comprendrais que l'on songe à ajouter de nouveaux subsides à ceux déjà votés pour nos entreprises de chemins de fer.

"Mais cette politique de subventions va tuer l'autre politique de l'honorable premier ministre et cependant la première rend encore la seconde plus indispensable que jamais". (D., p. 1599)

L'honorable premier ministre n'aurait pas pu, même s'il l'eût voulu, et je sais que telle n'était pas son intention, critiquer avec plus de sens et d'à-propos la politique qu'il préconise aujourd'hui. Le moment qu'il choisit pour demander une augmentation du subside fédéral est le moment même où il fait dire à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que nous n'avons pas besoin de subside, que l'équilibre budgétaire est rétabli, et, le moment surtout où il lui fait annoncer une politique nouvelle, extravagante je dirai le mot, une politique insensée de chemins de fer. Le gouvernement fédéral, dans ces circonstances, serait blâmé, sévèrement condamné, s'il ne repoussait une demande qui n'est faite que dans le but de lui créer des embarras et qui, si elle était accordée, fournirait au ministère le moyen de perpétuer le système d'extravagances inauguré depuis 1891.

J'ai dit, Monsieur, que le cabinet poursuivait en ce moment une politique de chemins de fer extravagante et insensée. Sans entrer maintenant dans des détails, qu'il serait prématuré à cette phase de la session de discuter, qu'elle est l'idée qui domine la nouvelle politique des députés de la droite? Cette idée est de grever notre budget, d'augmenter nos obligations, de recourir à de nouveaux emprunts pour subventionner les voies ferrées. Voilà l'idée nouvelle quoique toujours ancienne de la politique conservatrice.

Je ne ferai pas dans ce moment de récriminations, j'aurais beau jeu, pour rappeler au ministère ses promesses solennelles et les démentis non moins solennels qu'il s'est donné mais je trouve plus commode, plus plaisant, plus piquant de combattre la politique de l'honorable premier ministre par la politique du même premier ministre.

Je dis que la politique actuelle du ministère aura pour résultat inévitable de créer des obligations nouvelles pour plusieurs millions de dollars et qu'il faudra solder par un emprunt à long terme. Voilà une proposition indiscutable. Que disait l'honorable premier ministre dès la session de 1883 à ce sujet: "Mais au dernier jour de la session, les ministres viennent demander à la Chambre de voter des lois qui auraient dû lui être soumises il y a des semaines et dont personne ne peut prévoir les conséquences. Je suis surpris qu'en ce moment où les déficits et la taxe directe se dressent devant nous, on vienne demander le pouvoir d'emprunter \$500 000, quand par les résolutions concernant les chemins de fer que l'on présentera probablement demain, on veut ajouter une autre somme de \$3 000 000 à la dette."

(Hansard 1883, p. 1233-4) C'était en 1883. Il faut bien admettre que notre position financière à cette époque, sans être absolument bonne, était loin d'avoir le caractère sérieux que les événements des dernières années lui ont prêté et cependant l'honorable député poussait un cri d'alarme. Il avait des appréhensions pour l'avenir! Trois années plus tard, l'honorable député opérait une volte face complète sur cette question.

Quelle était sa politique en 1886? A la veille même des élections, tout comme aujourd'hui, mais pas pour le même motif car il s'agissait alors d'après la rumeur publique de pourvoir à la caisse électorale, l'honorable ministre n'appréhendait plus ces subventions aux voies ferrées qui, en 1883, évoquaient dans son esprit le spectre de la taxe directe. Que fait-il en 1886! Il présente (Procès-verbaux, p. 356) des résolutions convertissant en argent à raison de 70 centins l'acre les subventions en terrains accordées à certaines compagnies de chemins de fer par le statut 45 Victoria chapitre 23, renouvelant plusieurs subsides périmés et accordant des subsides en terre et en argent à de nouvelles compagnies. Ces résolutions ajoutaient au-delà de \$4 000,000 aux obligations de la province. L'Opposition d'alors ne désirait pas une augmentation aussi considérable de notre dette publique à la veille des élections générales et proposant de retarder de quelques mois l'adoption d'une politique aussi grosse de conséquences pour l'avenir et, au pis aller, voulait en restreindre l'adoption à deux voies ferrées d'importance primordiale pour la province: le chemin de fer du lac Saint-Jean et celui de Témiscouata à Edmundston. L'honorable ministre fut inflexible.

Mais, Monsieur, ne parlons plus de cette année 1886. L'année terrible du Parti conservateur et assistons à une nouvelle évolution de l'honorable ministre. En 1888 il prit la parole sur les résolutions présentées par le gouvernement Mercier. Vous croyez qu'il les approuva? Laissez-moi vous dire que vous êtes dans une erreur profonde. Je lui laisse la parole: "L'adoption de cette politique nouvelle fera contracter à la province de lourdes obligations, dont le chiffre presque certain pourrait s'élever à plus de \$4 000,000 en argent et que le gouvernement n'a pas et ne propose pas de ressources propres à rencontrer honorairement ces nouvelles obligations!" On dirait que ces lignes ont été écrites spécialement pour cette occasion-ci. Il ajoutait: "Que la politique ministérielle contenue dans ces résolutions est une violation flagrante de cette promesse officielle de ne pas augmenter les responsabilités ou obligations de la province."

"N'est-il pas vrai que la promesse principale faite par le gouvernement actuel a été de relever la position financière de la province et il viole cette promesse d'une manière flagrante en proposant d'augmenter la dette publique."

Plus loin, l'honorable premier ministre ajoutait encore: "Qu'il est évident qu'en contractant les nouvelles obligations que le gouvernement veut imposer à la province, celle-ci sera forcée de faire,

dans un avenir très rapproché, des emprunts nouveaux... Je crois également que le gouvernement, par sa politique, se met dans la nécessité, d'ici à deux ans, de nous demander d'emprunter encore 3 1/2 millions." (Hansard, 1888, p. 1490)

Et plus loin il ajoutait: "Je ne puis m'empêcher de regretter que le gouvernement aille plus loin que nous dans la voie des subventions. En 1886, nous avons cru prudent de nous en tenir aux engagements pris antérieurement par la province. Le gouvernement ne craint pas d'engager la province à payer près de 3 millions additionnels. En adoptant une telle ligne de conduite, il se met dans la nécessité de faire un nouvel emprunt à courte échéance. ...Où le gouvernement trouvera-t-il les ressources nécessaires, ou en d'autres termes, les voies et moyens pour payer ces subsides? J'aimerais beaucoup que l'honorable trésorier nous dirait qu'il a les moyens de rencontrer ces dépenses sans demander de nouveaux sacrifices à la province. Quand nous avons entendu si souvent l'honorable trésorier prétendre que notre budget se soldait tous les ans par un déficit d'un demi million de piastres et s'alarmer grandement toutes les fois qu'il croyait voir surgir la nécessité de faire des emprunts, nous avons, il me semble, bien raison d'hésiter et d'exiger des déclarations nettes et catégoriques avant d'approuver des résolutions comme celles que nous discutons. J'espère donc que l'honorable trésorier nous dira qu'il peut, avec la balance du dernier emprunt, payer tous ces subsides sans recourir à d'autres ressources financières." (D., p. 1493)

"Si j'avais été dans le gouvernement, je n'hésite pas à dire que je n'aurais pas accepté cette politique là et que j'aurais préféré abandonner le cabinet plutôt que d'en prendre la responsabilité devant cette Chambre et devant la province." (D., p. 1494-5)

Voilà la théorie de 1888. Plus de subsides aux chemins de fer, parce que nous n'avons pas les ressources nécessaires et qu'il faudrait recourir à un emprunt pour les solder. Il a poursuivi cette politique avec ténacité et acharnement tout le temps qu'il a été dans l'Opposition.

Depuis 1892 les différentes administrations conservatrices ont poursuivi la même politique jusqu'en 1895. L'an dernier, l'honorable monsieur Taillon, reconnaissant la nécessité absolue d'un changement, et d'obéir à l'opinion publique qui réclame un arrêt dans la voie des subventions, disait aux électeurs de la division de Sainte-Anne: "Pas de nouveaux subsides. Nos adversaires disent que nous avons accordé de nouveaux subsides aux chemins de fer. Je réponds à cette accusation par le démenti le plus formel. Nous n'en avons pas accordé; nous n'en accorderons pas. Non seulement nous n'avons pas accordé de nouveaux subsides, mais nous n'avons pas même fait revivre les subsides périmés. Afin de n'être pas long, je me bornerai à vous dire que nous avons cru servir l'intérêt public en faisant ces arrangements. Grâce à notre prudence et à la fermeté avec laquelle nous avons résisté à une foule de

demandes, nous pourrions achever de régler la situation financière sans excéder le pouvoir d'emprunt de 1890.

L'honorable chef du cabinet faisait partie du gouvernement Taillon. Il a donc endossé ce programme et il doit conséquemment en porter la responsabilité. L'honorable monsieur, par la bouche de son chef, se défendait comme d'un crime d'avoir accordé des subsides depuis 1891 et il déclarait solennellement qu'il n'en serait plus votés à l'avenir. Voilà la déclaration ministérielle de 1895. Est-il vrai qu'il entend modifier ses vues? Est-il vrai qu'il entend renier la déclaration de 1895? Est-il vrai qu'il entend mettre à exécution le discours de Saint-Jean-Port-Joly et qui a été reproduit sur le *Courrier du Canada*? Naturellement il faut attendre que les résolutions soient déposées avant d'en connaître la teneur et d'en critiquer les détails, mais le discours de Saint-Jean-Port-Joly que j'ai à la main indique que le gouvernement se propose de faire quelque chose dans cette voie nouvelle. Il dit: "La politique de chemin de fer qui a pu être critiquée bien des fois mais qui a toujours eu pour effet de doter notre province de magnifiques voies de communications et de favoriser le développement du pays ne peut pas être complètement mise de côté car une politique absolument stationnaire aurait l'effet d'arrêter notre province dans la voie du progrès."

Encore une fois il est évident, et le discours du trône en fait foi, que le gouvernement se propose de subventionner encore les voies ferrées et probablement d'escompter ses derniers 35¢ l'acre qui, en vertu de la loi de 1886, ne sont payables qu'une fois que les terrains sont localisés, vendus et payés. Nous attendrons que les résolutions soient déposées pour en parler plus longuement, mais j'avertis le ministère que cette politique soulève la réprobation générale, que le pays exige la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, qu'il n'entend pas s'imposer de nouveaux sacrifices pour poursuivre la politique des chemins de fer, et les tergiversations de l'honorable leader de la Chambre ne sont pas de nature à rassurer les contribuables effrayés!

J'aurais été surpris, inquiet même, si le discours du trône n'avait témoigné aucun intérêt de parole à la colonisation. Je constate avec satisfaction que le gouvernement actuel n'entend pas se désintéresser du sort de ces pauvres colons. Depuis 1892, ces honorables messieurs leur ont voué un culte particulier. Parcourez leurs discours, lisez les déclarations ministérielles, jetez un coup d'oeil sur la bonne presse, sur les feuilles à bons principes et vous ne lirez et vous ne verrez que les tirades les plus sentimentales, que les expressions les plus laudatives sur leur oeuvre de régénération agricole. Oh! leur intérêt pour les colons s'est manifesté de différentes manières, mais il faut tout dire: il y a les bons colons et il y a les mauvais colons, il y a les colons boucs et les colons brebis; il y a les colons qui se prosternent devant les vertus torys et il y a les colons qui restent insensibles aux charmes du gouvernement des honnêtes gens. L'honorable commissaire de

l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable L. Beaubien) est un adepte de la politique de l'amour puisqu'il trône dans le gouvernement de l'honorable député de Gaspé, et dans toute cette politique de colonisation, nous avons reconnu l'empreinte de sa main affectueuse. Il a appliqué aux mauvais colons le précepte latin "que celui qui aime bien châtie bien" et il leur a distribué ses châtiments avec largesse.

Mais n'anticipons pas. Les colons ont été spécialement protégés d'abord par l'impôt sur les mutations de propriétés. Voilà une protection qu'ils ont étendue à tous les colons indistinctement sans partialité comme sans faveur. C'était incontestablement un des remèdes les plus efficaces contre la crise qui sévit dans nos campagnes que de rétablir pratiquement l'ancien droit seigneurial des lods et ventes. Je dois dire, monsieur, que cette politique éminemment colonisatrice a produit des résultats merveilleux et elle a puissamment contribué, aidé en cela par la politique du gouvernement d'Ottawa, à accélérer l'émigration qui décime nos campagnes et qui nous enlève chaque année la fleur de notre jeunesse. Mais on a fait davantage pour les mauvais colons, on leur a dit: "Vous avez refusé d'accepter nos candidats, vous avez eu l'indépendance de rester fidèles à la mémoire de M. Mercier qui vous avait si puissamment aidé, vous avez méconnu les beautés du régime tory, eh bien, nous allons vous réformer, et depuis cinq ans on leur a impitoyablement retranché toute allocation pour leurs chemins et leurs ponts. Je parle plus spécialement du district de Montmagny; les colons de Bellechasse, Montmagny et L'Islet ont été traités avec une partialité et une injustice révoltantes. Depuis cinq ans on leur a refusé même les miettes qui tombaient de la table des Sardanapales ministériels. Depuis cinq ans on leur a distribué 3 à 400 piastres par année quand les comtés voisins comme Dorchester, avec la même population, avec les mêmes besoins, dans les mêmes conditions agricoles avaient dix fois ce montant. Voilà la politique de l'amour mise en action! Voilà la justice du gouvernement des honnêtes gens! Monsieur, je dois faire une exception, et cette exception est d'origine toute récente. Pendant les dernières élections fédérales, les agents du gouvernement local, les candidats défaits, désireux de refaire une popularité toujours décroissante, des employés des départements, parcouraient ces comtés que l'on a tenté depuis 1892 de prendre par la famine et on a essayé de les corrompre, on a essayé à les acheter en bloc par l'appât des octrois de colonisation. On parcourait nos comtés avec des lettres officielles quand elles n'étaient pas officielles, on entraînait de braves gens ici au palais législatif pour donner à ces promesses une consécration officielle. Le peuple de notre district a méprisé cette corruption ministérielle et il a déclaré par son vote que cette conversion était trop récente pour être sincère. Voilà, Monsieur, ce qui a été fait dans le comté de Bellechasse. Voilà ce qui a été fait dans Montmagny, dans L'Islet, dans le comté de Lévis où l'on dépensait des sommes considérables pour réparer

des chemins de front dans des paroisses vieilles de deux siècles.

Et c'est après avoir tenu cette conduite, après s'être fait le complice des marchands de religion d'Ottawa et de tous les pharisiens torys que l'honorable premier ministre implore les électeurs de ne pas confondre la politique des deux gouvernements, de faire la distinction entre la politique provinciale et la politique fédérale. Cette distinction ne se fera pas, le cabinet peut en faire son deuil. Vous avez été complices avant et après le fait et le peuple de la province de Québec n'attend que l'occasion, que vous allez retarder le plus possible, pour appesantir son bras vengeur sur vos têtes coupables et compléter l'oeuvre de régénération qu'il a si virilement commencée le 23 juin dernier!

Mais, Monsieur, je me hâte d'aborder l'oeuvre capitale du ministère au point de vue électoral, je veux parler de la législation promise pour le rappel des impôts sur les mutations de propriétés. C'est à l'aide de cette législation que le gouvernement espère racheter ses erreurs et faire oublier ses fautes. La théorie de nos adversaires est toute simple. Nous avons, comme le disait l'honorable premier ministre l'autre soir, nous avons réparé les brèches commises au trésor par le gouvernement Mercier, mais notre oeuvre de réhabilitation est terminée et de ce jour nous sommes en état de renoncer aux taxes que les nécessités politiques nous avaient fait imposer en 1892.

Je suis, quant à moi, heureux de constater que le gouvernement a renoncé à ce mode de taxation. Dès la session de 1893, nous avons démontré que l'impôt sur les mutations frappait lourdement la propriété foncière. C'était non seulement un impôt onéreux, mais il frappait en aveugle et ne reposait sur aucun principe économique. Qu'est-ce que l'impôt? Autrefois, on considérait que l'impôt était un tribut ou une redevance que l'Etat avait le droit de prélever sur ses sujets; mais on en est arrivé à une conception plus chrétienne et l'impôt n'est plus que la contribution de chaque citoyen dans l'organisation de la société, proportionnelle à ses moyens et à la protection qu'il en reçoit. Cette définition fait toucher du doigt toute l'iniquité des lois fiscales de 1892; on sait que le gouvernement a agi à la hâte sans plan défini, sans système arrêté, créant des impôts suivant les besoins ou les caprices du trésorier provincial. Un impôt doit peser sur tous les citoyens en tenant compte de leur position et de leurs moyens de fortune. Mais, Monsieur, tout le monde ne vend pas de propriétés. Nous pouvons même dire que ceux qui en vendent sont l'exception, et j'ajouterai qu'à la campagne ils appartiennent d'une manière générale à la partie la plus pauvre de notre classe agricole, de sorte que l'on peut dire que cette taxe reposait sur ceux que les accidents de la vie avaient placé dans les conditions les plus désavantageuses. J'ai entendu dans cette Chambre le prédécesseur immédiat de l'honorable premier ministre se réclamer de l'exemple du gouvernement français. Je ne suis pas prêt à humilier ma raison devant ce précédent. Les pays

du continent écrasés par les budgets militaires ne sont pas des exemples à citer à notre jeune pays. En France, en Allemagne, en Italie, de fait dans presque tous les pays européens, les contribuables sont pressurés de mille et une manières et aucune branche de l'activité humaine n'a pu échapper à la rapacité du fisc, mais encore une fois ce ne sont pas des modèles à proposer aux peuples jeunes et nouveaux du continent américain. D'ailleurs il ne faut pas s'abuser, les droits d'enregistrement en France sont minimes, très minimes et ne peuvent être comparés à ceux de la loi de 1892, ni même à ceux de la loi de 1894; de plus ils ont un caractère de permanence. Vous prétendez, nous verrons plus tard ce que vaut cette prétention, que votre oeuvre est accomplie. Cinq années ont suffi à combler les vides créés par les gouvernements précédents. Avez-vous réfléchi que cette proposition, si elle est exacte, est la condamnation de votre conduite! C'est la condamnation de vos calculs fantaisistes; c'est la condamnation surtout de vos doctrines économiques. De quel droit, en vertu de quels principes, avez-vous réparti sur cinq années seulement, coïncidence étrange d'une élection générale à l'autre, les impôts nécessaires au rétablissement financier de la province? Les dettes qu'il fallait payer avaient été contractées pour la construction des ponts en fer, pour subventionner les voies ferrées et pour aider quelques autres travaux publics d'une importance générale et permanente. Ces ponts, ces travaux, ces chemins de fer ont contribué au développement de la province, à ouvrir des voies nouvelles à l'expansion de la population, à augmenter en un mot la richesse publique. Ce sont des dépenses qui profitent non seulement à la génération actuelle, mais surtout aux générations futures. Si des impôts étaient nécessaires au dégrèvement d'un budget opéré par la construction de ces grands travaux publics, pourquoi, au lieu de les répartir sur cinq années, ne pas les avoir étendus sur plusieurs générations! Vous avez frappé la population, ou plutôt une infime partie de notre population, d'un véritable impôt de guerre. Vous avez condamné 20, 15, 10, quelques fois 5 contribuables par paroisse au paiement de cette dette. Ce n'est ni juste ni équitable, ni rationnel!

Oh! le calcul du gouvernement était fort simple. On a profité du déchaînement des passions soulevées en 1892, du tourbillon de préjugés qui a passé sur la province pour faire du gouvernement Mercier le bouc émissaire. On a majoré les comptes, fait entrer les dépenses du service public de quinze mois en une seule année, on a crié aux quatre coins du ciel que le pays était ruiné, que la banqueroute, la hideuse banqueroute, était à nos portes pour échafauder le système d'impôts le plus inique, le plus subversif qu'on ait jamais tenté d'implanter dans un pays libre. Nos adversaires, quand il y avait des plaintes, des murmures, avaient une réponse toute prête, toute stéréotypée: c'est la faute du gouvernement Mercier. On a cru, on a espéré que le peuple serait dupe de ces machinations. On avait oublié que les réactions

suivent toujours de près les grands mouvements d'opinion publique et que le peuple reviendrait bientôt à une appréciation plus calme et partant plus juste de la politique libérale.

Oh, Monsieur, la politique annoncée par le discours du trône ne nous prend pas par surprise. Nous l'avons devinée, nous l'avons prédite il y a cinq ans! Depuis cinq ans nous avertissons l'électorat de ce qui se préparait dans les bureaux ministériels. Est-ce à dire que nous sommes des prophètes ou des fils de prophètes? Non, mais l'expérience nous a appris à connaître et mesurer les hommes du coup d'Etat. Dès la session de 1892 nous avons dit aux contribuables que la politique des impôts serait maintenue jusqu'à la session qui précéderait les élections générales. Préparez-vous alors à entendre, disions-nous à cette époque, les amis du gouvernement, les feuilles ministérielles déclarer que l'équilibre budgétaire est un fait accompli; que les finances de la province sont remises sur un excellent pied et que le gouvernement peut désormais renoncer aux impôts créés par l'incurie et la mauvaise administration de M. Mercier. Et si le peuple croit à ces paroles fallacieuses, et si le Parti Conservateur est soutenu au poll, nous assisterons à la répétition de la comédie de 1892. Une fois les élections faites, une fois en possession du pouvoir pour cinq nouvelles années, le gouvernement prétextera de nouveaux besoins, inventera de nouvelles obligations pour retourner à la politique chère à son coeur. Voilà le langage que nous avons tenu en 1892 et que nous n'avons cessé de répéter depuis. Voilà l'explication de l'agitation constitutionnelle que nous avons faite dans notre campagne de cet automne. Nous avons mis le peuple en garde; nous avons lancé le cri d'alarme afin que personne ne soit pris par surprise, et nous avons l'intime conviction d'avoir déjoué le complot ourdi contre les libertés populaires, et le peuple dans quelques mois ne choisira comme représentants que des hommes dont le caractère, l'intégrité, le désintéressement puissent être une garantie de fidélité dans l'exécution de leurs devoirs publics!

Je ne veux pas retenir la chambre plus longtemps, mais avant de reprendre mon siège, je tiens à relever une remarque faite hier soir par le procureur général. L'honorable monsieur a cru bon de renouveler contre M. Mercier quelques-unes de ses injures de la campagne de 1892. Il s'est permis d'exhausser mon discours prononcé à Saint-Roch lors du second anniversaire de sa mort, pour en tirer des commentaires injurieux pour mes amis politiques. J'ai parlé, il est vrai, des ingratitude qui avaient abrégé les jours de M. Mercier, et si l'honorable ministre désire connaître à qui ces paroles s'adressaient, je vais le lui dire avec franchise. La plus éclatante des ingratitude qui ont abrégé les jours de M. Mercier, elle est là devant moi; elle est toute puissante dans le moment; elle représente la majesté de la loi dans cette province!

Dans quelques semaines, dans quelques mois tout au plus, nous allons nous séparer pour rendre compte de notre mandat. Quelques-uns reviendront, quelques autres resteront peut-être sur le

champ de bataille. Pour moi, je ne veux pas quitter cette enceinte législative sans offrir à celui qui fut mon chef et mon leader l'hommage de mon respect et de mon affection.

Il n'y a pas encore longtemps un membre du cabinet nous lançait cette parole que nous étions les restes épars de la brigade Mercier. Ce n'était pas une invective c'était un compliment. Ce sera l'un de mes bons souvenirs, bien plus, ce sera l'une des consolations de ma carrière d'être resté fidèle à mon chef, fidèle à sa mémoire, fidèle à ses principes. Nous lui sommes restés fidèles à une époque où il fallait quelque courage. Beaucoup, parmi les habiles, ont suivi une direction différente. Tant d'appâts sollicitaient la trahison, tant de séductions invitaient à l'ingratitude. Mais les temps sont changés! Les rivalités se sont tuées, les blessures se sont cicatrisées et sa vie apparaît maintenant dégagée des erreurs et des faiblesses inhérentes à la nature humaine, rayonnante et majestueuse au seuil de l'histoire. Mais qu'ai-je besoin de faire son éloge quand le ministère s'est chargé de cette tâche. Quelle est la grande idée contenue dans le discours du trône et dans votre manifeste électoral qui ne soit pas une idée d'Honoré Mercier? Le rajustement du subside fédéral! une idée de Mercier! La conversion de la dette provinciale! La réforme scolaire! une idée de Mercier! et celle-là son idée chérie, celle qui occupait la première place dans sa pensée! La délimitation des frontières? une idée de Mercier!

Dès 1883 il s'occupait de cette question, prêtant même à ses adversaires son précieux concours pour le règlement de cette épineuse et importante question. Dites-moi donc, en vérité, quelle est la grande idée contenue dans le discours du trône qui ne soit pas sortie du cerveau fécond d'Honoré Mercier!

Il a commis des fautes, c'est vrai. Il ne ressemblait pas au procureur général, il n'était ni infailliable ni impeccable. Mais ses pires ennemis ne peuvent lui reprocher que des erreurs se rapportant à la condition matérielle du pays; ce ne sont pas dans la vie d'un homme d'Etat que des erreurs faciles à réparer et qui n'affectent en rien le caractère et la grandeur morale d'un peuple!

Je tenais à donner ces explications avant de reprendre mon siège. Qu'il soit bien compris que chaque fois qu'un député ministériel s'oubliera au point d'insulter à la mémoire de cet homme distingué, il se trouvera de ce côté-ci des voix assez courageuses pour relever le défi et venger l'injure!

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Approuve les nombreux items de l'adresse.

Il dit que l'Opposition blâme le cabinet d'avoir réclamé une augmentation des subsides fédéraux, parce qu'elle craint que cette demande embarrasse le gouvernement Laurier. Toutefois, elle admet que cette demande est justifiée. L'Opposition est toujours prête à épouser les intérêts du parti au détriment de la province.

Il stigmatise la conduite des députés de l'Opposition qui ne cherchent qu'à entraver les actes du gouvernement en faisant une critique systéma-

tique de tous les articles du programme conservateur.

M. A. TESSIER (Rimouski): Condamne l'ensemble de la politique du gouvernement.

Il lit un long éditorial paru dans le journal de Chapais, *Le Courrier du Canada*, en 1889 qui est l'exemple d'une plaidoirie contre la politique du gouvernement actuel.

M. J.P. COOKE (Drummond): Rappelle les circonstances de la réélection par acclamation de l'honorable A.W. Atwater. Il reproche au député de Saint-Laurent de ne pas remplir pleinement son rôle de trésorier. Il trouve étrange que le premier ministre ait introduit le bill pour l'abolition des taxes plutôt que le trésorier comme le veut la tradition. C'est peut-être dans le but de faire passer le premier ministre comme un bienfaiteur public. Il est désolé que le député de Saint-Laurent ne se soit pas levé à cette occasion.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Exprime sa gratitude aux libéraux du comté pour ne pas s'être opposés.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Rappelle à l'ordre le député de Drummond (M. J.P. Cooke) parce qu'il désigne les députés par leurs noms.

L'ORATEUR: Attire l'attention du représentant de Drummond (M. J.P. Cooke) sur le règlement de la Chambre à ce sujet.

M. J.P. COOKE (Drummond): Dit qu'il est désolé que le trésorier (l'honorable A.W. Atwater) ait quitté rapidement sa place hier soir quand le procureur général a fait allusion à l'élection dans le comté de Saint-Laurent. Il répète ce que le trésorier avait dit immédiatement après son élection, à savoir qu'il était reconnaissant aux électeurs du comté, libéraux et conservateurs, de l'avoir réélu par acclamation, et qu'il ne l'oublierait pas de sitôt. Il lui semble que le trésorier a déjà oublié cette promesse. Il dit que le gouvernement a trompé ses amis, M. Taillon, le député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater) et M. Casgrain.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Et il vous a trompé aussi.

M. J.P. COOKE (Drummond): Non, je crois que c'est moi qui les ai trompés. Il continue à ridiculiser la politique du gouvernement. Il déclare que les finances du gouvernement sont dans une position encore plus critique qu'elles ne l'étaient en 1892.

A propos de la conversion de la dette, il dit qu'en 1894, le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) avait un projet pour s'acquitter de la dette en utilisant le \$7,000,000. que la compagnie de chemin de fer du Canada Pacifique devait à la province. Mais ce projet avait avorté malgré l'atti-

tude des ministres de l'époque, et maintenant, il est trop tard pour la réaliser avantageusement.

La transaction pourrait être une bonne transaction seulement dans le sens où l'emprunt de Paris a été un bon emprunt, c'est-à-dire, pour ceux qui manient l'argent. Pour l'augmentation du subside fédéral, le gouvernement a démontré son hypocrisie en attendant que ses amis d'Ottawa ne soient plus au pouvoir pour faire sa demande.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ecoutez, écoutez.

M. J.P. COOKE (Drummond): Mon honorable ami dit: "Ecoutez, écoutez"; mais ne l'écoutez pas. M. Laurier, qu'il qualifiait de traître à sa race, a été réélu avec une bonne majorité. La même chose arriverait aux adversaires du gouvernement actuel si ce dernier avait le courage de faire face aux électeurs.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Pas dans Drummond.

M. J.P. COOKE (Drummond): L'honorable représentant de Stanstead peut rire, mais il aura ce qu'il mérite dans Stanstead. Je l'invite à venir dans Drummond.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): J'y serai, mais vous ne serez même pas candidat. Il discute ensuite des dernières élections fédérales et du discours du trône. Il reproche aussi à l'Opposition d'avoir abandonné l'honorable Mercier, lors de sa défaite.

M. J.P. COOKE (Drummond): Dit qu'il avait invité aussi M. Taillon à venir dans son comté mais qu'il avait refusé l'invitation. Mais, il est allé dans Chambly et quel fut le résultat? M. Taillon a été défait par une grande majorité. Il ajoute ne pouvoir connaître l'attitude qu'adopterait le gouvernement Laurier si un gouvernement satisfaisant était au pouvoir au Québec, mais ce dernier n'accordera jamais l'augmentation du subside fédéral sous le gouvernement actuel. Il apporte bon nombre de chiffres pour tâcher de démontrer que l'équilibre financier n'a pas été rétabli. Il critique le projet de conversion des terres des compagnies de chemins de fer en subsides et la conduite du gouvernement qui néglige de tenir des élections pour combler les quatre sièges vacants.

Tout en poursuivant son étude du discours du trône, l'orateur mentionne que la principale ambition du gouvernement est de protéger les enfants du pays et de leur donner une éducation complète. Il déclare que le Herald est en faveur des écoles nationales mais que lui, par contre, s'y oppose fortement.

Et je suis prêt aussi à me présenter contre vous dans Stanstead, ajoute-t-il. Il termine en disant qu'il est confiant que le gouvernement sera défait aux prochaines élections.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il n'avait pas l'intention d'interrompre la Chambre dans ses travaux avec ses remarques, mais qu'après les déclarations du député de Drummond (M. J.P. Cooke), il pense qu'il se doit de prendre la parole. Il désire, étant donné que c'est la première fois qu'il s'adresse à la Chambre, saisir cette occasion pour exprimer sa gratitude aux députés de la Chambre pour le chaleureux accueil qu'ils lui ont accordé en tant que nouveau député. Il conçoit très bien tout ce que la remarque du député de l'Islet (M. F. - G. de vrai. Il admet que le gouvernement possédait suffisamment de bons éléments de son côté de la Chambre pour choisir un trésorier sans l'inviter lui ou quelque autre personne de l'extérieur pour remplir ce poste. C'est ce qu'il avait lui-même fait remarquer au premier ministre (l'honorable E.J. Flynn) quand ce dernier l'avait invité à remplir cette fonction. Il dit n'avoir accepté l'offre que lorsque l'honorable premier ministre lui a dit qu'il considérait que la ville et le district de Montréal, ses intérêts financiers et ceux de la population de langue anglaise, étaient en droit d'être représentés au cabinet. Il est bien prêt à admettre qu'il n'est pas l'un des membres les plus dignes du gouvernement; cependant il mentionne du moins qu'on lui a offert le poste, et qu'il ne l'a jamais sollicité. Il

n'a jamais fait ce dont les autres l'accusent. Il n'est pas allé frapper à la porte du premier ministre de la province pour réclamer le poste de trésorier ou tout autre poste au cabinet; et il n'a jamais dit qu'il se rallierait à l'Opposition s'il n'obtenait pas ce poste. Il regrette profondément que son prédécesseur dans le comté de Montréal no 4 (l'honorable W.A. Morris), soit absent de la Chambre, d'autant plus qu'il s'est sacrifié au nom de l'amitié. Il a confiance, cependant, qu'un concours de circonstances ramènera peut-être cet honorable gentilhomme parmi les membres de la Chambre. J'ose croire, Monsieur, que l'on me pardonnera ces allusions personnelles et que tant que je ferai partie du gouvernement ou de la Chambre, j'accomplirai mon devoir. Il ajoute que le député de Drummond (M. J.P. Cooke) a prononcé des paroles inconsidérées. Entre autres, il l'a accusé d'avoir été hypocrite lorsqu'il avait exprimé sa gratitude à ses électeurs pour l'avoir réélu au Parlement. Il peut assurer la Chambre que ce n'est pas le cas. Il est aussi reconnaissant aux libéraux qu'aux conservateurs du comté. Je ferai de mon mieux pour les représenter fidèlement. L'on me verra toujours en train d'accomplir mon devoir.

Il défie à son tour le député de Drummond de se présenter contre lui dans le comté de Saint-Laurent.

Les montréalais me connaissent depuis mon enfance et je ne quitterai pas la ville de Montréal pour me présenter aux élections dans un autre comté.

Il déclare qu'il est prêt à soumettre sa conduite au peuple aux prochaines élections et à dire que la partie anglaise de la population a reçu sa part de représentation dans le gouvernement et dans la Chambre.

Étant donné que le représentant de Drummond a prétendu que la situation du pays s'était détériorée depuis que les conservateurs étaient au pouvoir, il pourrait peut-être à son tour présenter quelques chiffres en réponse à cette critique. Ces chiffres proviennent des comptes publics et peuvent être vérifiés. Les chiffres, dit-on, ne mentent pas, mais il a presque été tenté de croire le contraire quand il a lu dans les journaux quelques-uns des chiffres que le député de Drummond a mentionné dans ses discours. A la lecture des ~~comptes publics de la province~~, il a constaté que lorsque M. Mercier prit le pouvoir; plus précisément le 30 juin 1887, la dette publique totale était de \$19 456 378., y compris les emprunts temporaires.

Le 30 juin 1892, après cinq ans d'administration libérale, \$25 175 320. de dette consolidée. Les emprunts temporaires s'élevaient à \$3 555 943. En tout \$28 731 263, soit une augmentation de \$9 268 622. Le député de Drummond affirme que le gouvernement actuel a augmenté la dette consolidée. Mais, il l'a fait dans un but particulier et a utilisé cette somme honnêtement et légitimement.

Le gouvernement actuel a porté la dette publique à \$31,211,282. Ainsi, tandis qu'il y a eu une augmentation de plus de neuf millions de dollars pendant les cinq années du gouvernement Mercier, il n'y a eu qu'une augmentation de deux millions et demi de dollars pendant les cinq années du gouvernement conservateur. A rencontre de cette augmentation, il démontre que le gouvernement a réduit ses obligations envers les chemins de fer, partant de \$5 621 789. il y a cinq ans, pour en arriver à \$754 608. actuellement. Le gouvernement Mercier, au lieu de réduire ces obligations, les avait augmentées, passant, au cours de ses 5 ans de pouvoir, de \$2,600,328 en 1887 pour atteindre \$5,621,789, soit une augmentation de \$3,000,000, en plus d'avoir largement accru la dette consolidée. Maintenant, M. l'Orateur, j'attire votre attention sur les dettes que nous avons aujourd'hui à cause des subsides aux chemins de fer. Le total est de \$754,608, tandis qu'il était de \$5,621,789 en 1892. Maintenant, M. l'Orateur, je demande à l'honorable député de Drummond si nous avons utilisé convenablement l'argent provenant de l'augmentation de la dette de la province. Tellement de membres de l'Opposition ont attaqué l'honorable M. Taillon au sujet de l'emprunt de Paris qu'il désire attirer l'attention de la Chambre sur cette question. Juste avant de laisser son poste cette année, M. Taillon avait négocié un emprunt de \$3,000 000 à 4 pour cent, à un taux de prime encore plus élevé que ce que la province n'a jamais obtenu pour un emprunt. Ce taux est même plus élevé que celui obtenu par la ville de Montréal lors de son dernier emprunt.

Je vous demande de comparer cette transaction à celle de 1894 menée par le représentant de Montréal no 5, (M. J.S. Hall) pour un emprunt du même genre, soit 3 000 000 dollars, qui avait été négocié avant même que la province n'ait pu se remettre de la désastreuse administration qui a

précédé celle-ci. Cet emprunt effectué par le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) n'a pas atteint 105, mais seulement 94 ou 95. Maintenant, Monsieur, voici la meilleure preuve de la confiance que l'on accorde à notre gouvernement. Les plus grands financiers du monde consentent à nous prêter à des taux d'intérêts raisonnables, notre crédit étant apprécié, et nos ressources connues et développées.

Quelques mots au sujet de la conversion de la dette proposée. Après être entré en fonction comme trésorier, j'ai été étonné de constater que nous pourrions réduire largement nos frais d'intérêts. Je ne prétends pas que ce projet est bien original. Il a déjà été proposé par l'honorable Mercier et par le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) mais sous une forme quelque peu différente de celle que je vous présente maintenant.

En étudiant la question, je l'ai peut-être plus approfondie que les deux députés que je viens de citer. Je me suis rendu à Londres où j'ai discuté avec les grands financiers de la possibilité de ce projet, et tous m'ont assuré que notre crédit est assez bon pour que le projet réussisse. Et je peux dire que si le bill que nous proposons est adopté, il sera réalisé et mené à bonne fin dans la mesure de nos forces et ce n'est pas une promesse d'élection. Nous n'emploierons aucun intermédiaire. Nous l'effectuerons nous-mêmes et pour notre compte. Je peux assurer la Chambre que cette conversion signifiera pour nous une épargne d'au moins \$200 000 sur nos frais d'intérêts annuels; et si cela ne se réalisait pas, je serais fortement déçu.

L'honorable député de Drummond a dit que la conversion n'a pas pu s'effectuer à cause de la mauvaise administration du gouvernement actuel. Il a fait allusion aux obligations du chemin de fer de la Rive nord. L'utilisation du 7 millions du Canadien Pacifique ne serait pas une entrave à la conversion souhaitée, comme certains l'ont prétendu. Je ne propose pas de conserver cet argent en garantie pour les détenteurs de nos bons, comme c'est le cas actuellement pour le fonds consolidé. A mon avis, cette mesure pourrait revaloriser notre crédit pour tous les marchés du monde.

Je ne dirai que quelques mots à propos de la conversion des terres des compagnies de chemin de fer en subs ^{table}ible, une importante obligation due aux compagnies de chemins de fer en une obligation de moindre importance. Si cela est une mauvaise ligne de conduite, je veux le savoir. Je ne pense pas être critiqué au point de vue financier si je dis que c'est une bonne ligne de conduite, et j'espère que nous pourrions la suivre fidèlement.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): N'a aucune confiance aux chiffres mentionnés par le député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater). De plus, selon lui, invoquer l'accroissement de la population pour demander une augmentation du subside fédéral n'est pas une proposition valable.

Si, sur les listes de recensement, on enlevait tous les noms des Canadiens qui sont aux Etats-Unis, on remarquerait une diminution de la population.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Continue le débat et dit que l'Opposition dans l'Assemblée législative ne fait pas preuve de beaucoup de tact en évoquant le nom de l'honorable M. Mercier dont elle a causé la mort par ses ingratitude.

Il prétend alors que le député de Yamaska (M. V. Gladu) a comparé M. Mercier au Christ.

M. V. GLADU (Yamaska): Ce n'est pas cela que j'ai dit, j'ai seulement comparé les trahisons antiques et contemporaines. Judas comblé de bienfaits par le Christ le livre à ses ennemis et le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) également comblé de faveurs par son chef d'alors, M. Mercier, le livra aux juifs conservateurs.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Parlant des accusations du député de Yamaska (M. V. Gladu) contre le procureur général (l'honorable L.-P. Pelletier), il fait ressortir le fait que le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) a livré contre feu M. Mercier la bataille pendant que l'ancien premier ministre était dans toute sa gloire.

Il n'a pas craint de se lever comme un homme de son siège en cette Chambre et de dire à M. Mercier en face de lui: "Vous avez la tête dans les nuages, mais remarquez bien que vos pieds touchent encore à terre".

Les libéraux ont ramassé des pierres et les ont lancées à leur chef durant sa vie et maintenant ils veulent élever un monument avec ces mêmes pierres.

Le secrétaire provincial met au jour la conduite équivoque des membres de l'Opposition et leur politique vacillante sur la question de l'éducation, nous ne sommes pas pour les écoles nationales, sur la question des subsides aux chemins de fer, sur la question des "homesteads", etc.

M. H. CARON (Maskinongé): Propose que le débat soit ajourné.

La proposition est refusée.

M. J.P. COOKE (Drummond): Dit que, par considération pour certains de ses amis conservateurs, il s'était alors abstenu de répondre à l'accusation portée contre lui par le député de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett) et par d'autres.

D'après ces derniers, il aurait réclamé le poste de trésorier et voyant qu'il ne l'obtenait pas, il se serait retourné contre le gouvernement. Mais, puisque ses amis ne se sont pas levés pour démentir ces accusations, il pense qu'il est temps qu'il clarifie la situation.

Il déclare que, lors de la dispute Taillon-Hall, il avait été appelé au bureau de M. G.J. Foster. C'est ainsi qu'au mois d'août 1894, un conservateur respecté lui avait demandé de se présenter à son bureau, et il s'y était rendu. Il sagissait de monsieur George J. Foster, un des commissaires

De l'honorable Geo. Bryson et autres, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu John Bryson, demandant une loi ratifiant le dernier testament de feu John Bryson et pour d'autres fins.

Des syndics de la paroisse de Saint-Jérôme demandant des amendements à leur charte.

Des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Cunégonde de Montréal demandant des amendements à la charte de la cité de Sainte-Cunégonde.

De l'Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke demandant un acte amendement et refondant leur acte d'incorporation.

De Joseph-Herménégilde Tremblay, étudiant en médecine de la cité de Québec, demandant un acte autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

Du chapitre des révérendes sœurs de la Charité de Québec, demandant un acte érigeant l'asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte pour toutes les fins civiles quelconques.

De Paul-Arthur Côté, étudiant en droit de la cité de Montréal demandant un acte pour autoriser le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

De la municipalité du village de Verdun demandant un acte amendement la charte et étendant les pouvoirs de ladite municipalité du village de Verdun.

De Jean Lukin-Leprohon et autres de la cité de Montréal demandant un acte les autorisant à hypothéquer ou vendre une propriété substituée.

Du conseil de ville de la ville de Magog, demandant un acte amendement la charte de la corporation de ladite ville.

De Elzéar Drolet, de la cité de Québec, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre à subir l'examen à la pratique de la profession de notaire.

De Alexandre-Damien Reeves et autres de la cité d'Ottawa et d'autres lieux demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués.

De Vesey Boswell de la cité de Québec demandant un acte l'autorisant à poser un aqueduc dans certaines rues de Québec.

De Paul-F. Payan et autres de la cité de Saint-Hyacinthe et d'autres lieux demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby."

Et d'Adolphe alias Rodolphe Robert et autres de la cité de Montréal demandant un acte confirmant la vente d'un immeuble.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met sur le bureau de la Chambre, l'état des affaires de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, de l'orphelinat de Saint-Hyacinthe et de l'hospice du Sacré-Coeur de Sherbrooke, tous pour l'année 1896. (Documents de la session no 12)

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé un comité composé des honorables MM. D.A. Ross, Ouimet, Archambault et LaRue pour agir au nom du Conseil législatif, avec le comité de l'Assemblée législative, comme comité conjoint des deux Chambres, pour étudier les rapports de la commission chargée de la refonte du code de procédure civile ainsi que demandé par le message de cette Chambre du 19 courant.

Introduction de bills:

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 81) amendement le code civil et les statuts refondus relativement aux privilèges des sociétés d'assurance mutuelle contre le feu.

Le bill oblige les compagnies d'assurance à enregistrer leurs certificats de prime qui constituent hypothèque sur les propriétés assurées.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 82) amendement de nouveau le code municipal.

Le bill a pour but d'autoriser les municipalités à taxer les salaires de personnes gagnant \$300 au lieu de \$400 comme aujourd'hui.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Commission des percepteurs du revenu

M. V. GLADU (Yamaska): Le gouvernement a-t-il adopté quelque décision touchant la commission ou rémunération des percepteurs du revenu et autres officiers chargés de la perception des taxes directes imposées en 1892?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4) Oui.

Remplacement du député de Chambly

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Quand le gouvernement se propose-t-il de procéder à l'élection d'un député pour le comté de Chambly, en remplacement de l'ex-député M. L.-O. Taillon?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Aux élections générales prochaines.

Lots de township Loranger

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Les lots 13, 14, 15, 16, 17 et 18 du quatrième rang du township Loranger font-ils encore partie du domaine de la couronne?

Dans la négative, à qui ont-ils été vendus et quand?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Les lots 13 et 14 ont été vendus à Marcellin Boyer, le 10 mai 1882, transportés à Louis-G. Beaubien, en 1883, et patentés au même le 14 mai 1889; les lots 15 et 16 ont été vendus à Angélique Labelle, le 20 mai 1882, transportés à Louis Beaubien, en 1889 et patentés au même, le 10 mai 1889; les lots 17 et 18 ont été vendus au révérend Antoine Labelle, le 4 août 1886, transportés à Joseph Beaubien, en 1889 et patentés à ce dernier, le 14 mai 1889.

Sommes payées à M. Denault

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): M. J.-M.-A. Denault a-t-il, depuis le 30 juin 1893 reçu quelques sommes du gouvernement à quelque titre que ce soit, à part celle mentionnée à la page 135 des comptes publics pour 1895-96?

Dans l'affirmative, quelles sont ces sommes, et pourquoi lui ont-elles été payées?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Oui. \$225.00 pour 9 mois de salaire depuis le 1er février jusqu'au 31 octobre 1896, et \$12.00 pour des frais de voyage. Quand il a été décidé de donner, dans la province, une série de conférences dans le but d'induire les cultivateurs à envoyer les enfants aux écoles d'agriculture, il fallait un secrétaire qui put mettre à la connaissance du public les progrès faits et, par ce moyen, faciliter le travail de ces conférenciers et le rendre plus efficace; M. Denault a été nommé secrétaire de ces conférenciers. Il a agi en outre comme employé du bureau de colonisation à Montréal. Son principal devoir était de mettre à la connaissance du public tout ce qui pouvait être de nature à aider à la colonisation. Pour cela il avait à assister aux assemblées publiques, à rédiger des rapports, à donner enfin au public toutes les informations qui pouvaient être de quelque utilité.

Ventes de limites à bois

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il mis en vente des limites à bois (timber Limits) depuis le 30 juin 1895?

Dans l'affirmative, combien de ventes ont été faites?

Combien de milles carrés ont été vendus?

Quel montant le gouvernement a-t-il retiré de telles ventes?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Oui. A la demande spéciale des intéressés. Quatre ventes. 503 milles carrés et quelques acres. \$83 255.20.

M. Joncas, employé civil

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): M. L.-Z. Joncas de Québec est-il à l'emploi du gouvernement?

Dans l'affirmative, depuis quand?

Quel est son salaire?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): M. L.-Z. Joncas a été nommé surintendant de la chasse et de la pêche, à la place de M. Honoré Chassé, démissionnaire, à la date du 17 courant; son traitement est de \$1 600; ses fonctions sont, en outre des fonctions de son prédécesseur, de faire connaître par des écrits et des études dans les journaux et les revues du pays et de l'étranger, les ressources de la province au point de vue de la chasse et de la pêche.

"Manuel d'agriculture" de Ed. A. Barnard

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Quel est le montant total payé jusqu'au 15 novembre courant (1896), pour droit d'auteur, impression, reliure, etc., du "Manuel d'agriculture" de M. Ed.-A. Barnard.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le montant total payé pour droits d'auteur, impression, reliure, etc. du "Manuel d'agriculture" de M. Ed.-A. Barnard apparaît dans les comptes publics. Il n'y a eu rien de payé pour cet objet depuis le premier juillet dernier.

M. H. de Puyjalon, employé civil

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): M. Henri de Puyjalon de Québec est-il à l'emploi du gouvernement?

Dans l'affirmative, quel est cet emploi?

Quel était le titulaire de cet emploi avant M. de Puyjalon, et quel salaire lui était payé?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Oui, M. de Puyjalon prépare actuellement le rapport sur l'exploration qu'il vient de faire dans la vallée de l'Ottawa supérieur, pour mettre à effet la législation qui autorise la division de la province en sections de chasse et de pêche. Personne n'était titulaire de cet emploi qui n'est pas permanent.

Ventes et transports d'immeubles

M. F. GOSSELIN (Iberville): Le gouvernement se propose-t-il, en abolissant la taxe sur les ventes et transports d'immeubles, d'indemniser ceux qui ont payé cette taxe sur leurs acquisitions de terres et d'immeubles, de manière à les placer sur un pied d'égalité avec les autres contribuables qui n'ont pas payé cette taxe?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dans les conditions financières où se trouve maintenant la province, le gouvernement se sent en état de pouvoir abolir complètement cette taxe qu'il a déjà commencé à réduire en 1894. Il serait évidemment impossible de rembourser le montant des taxes payées. En agir ainsi, serait contribuer à mettre la province dans une aussi mauvaise position financière qu'elle était avant l'imposition de cette taxe.

"Great North Western Telegraph Co."

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): A qui la Great North Western Telegraph Co. a-t-elle délivré les rapports complets des élections du 23 juin 1896, et pour lesquels elle a reçu la somme de \$25.00 tel que mentionné à la page 210 des comptes publics?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Son Honneur le lieutenant-gouverneur ayant manifesté le désir que les rapports télégraphiques, au sujet des élections, lui fussent communiqués à l'hôtel du gouvernement, à Spencer Wood, par téléphone, des arrangements furent faits en conséquence le 22 juin; et comme il n'y avait pas de crédit spécial pour cela, le compte en question, produit après cette date, a été payé sur l'item: "Divers en général".

Opinion constitutionnelle de M. Bourinot

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Quelle est l'opinion constitutionnelle donnée au gouvernement par J.-G. Bourinot et pour laquelle le gouvernement a payé une somme de \$100, tel qu'il appert à la page 209 des comptes publics?

Quand cette opinion a-t-elle été donnée?
A la demande de qui a-t-elle été donnée?

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): L'opinion de M. Bourinot a été obtenue d'une façon confidentielle sur le mode à adopter pour soumettre à la Chambre les contrats passés par le Conseil exécutif sujets à l'autorisation législative. Cette opinion a été donnée en 1893 à la demande du Conseil exécutif.

Asile de Saint-Jean-de-Dieu de Longue-Pointe

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il fait des arrangements pour la garde et l'entretien des aliénés à l'asile de Saint-Jean-de-Dieu, à la Longue-Pointe, depuis le 30 juin 1895?

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Il n'y a pas eu d'arrangements nouveaux faits depuis le 13 juin 1895.

Demande de documents:

Etat des recettes et des dépenses de la province

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état des recettes et des dépenses de toutes sortes de la province depuis le 30 juin jusqu'au 20 novembre 1896.

Adopté.

Travaux de colonisation

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant, comté par comté:

1. Les sommes dépensées pour travaux de colonisation depuis le 30 juin 1896.

2. La date des instructions aux conducteurs de tels travaux, avec le nom de chacun des conducteurs ou surveillants de ces travaux, et le montant qu'il était autorisé à dépenser.

3. Les montants payés pour ces travaux, à venir au 17 novembre courant (1896).

4. Les montants restant dus.
Adopté.

Frontière nord et nord-est de la province

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. J. Marion), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous les arrêtés en conseil et toute la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui du Canada, relativement à la frontière nord et nord-est de la province de Québec.

Adopté.

Sommes payées pour Spencer Wood

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant:

1. Pour quelles fins a été payée la somme de \$3 414.84, mentionnée à la page 186 des comptes publics, au titre "Spencer Wood".

2. A quelles personnes ces sommes ont été payées et quand elles l'ont été.

Adopté.

Fabrication du sucre de betterave

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Matane (M. L.-F. Pinault), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état de la somme totale payée le 1er novembre 1896 pour aider et donner du développement à la fabrication du sucre de betterave.

Adopté.

Primes d'assurances payées sur les propriétés de la province

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le député de Matane (M. L.-F. Pinault), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état de toutes les primes d'assurances payées sur les propriétés de la province durant les dix années expirées le 30 juin 1896. Aussi, un état des montants des pertes payées par les compagnies qui ont assuré ces propriétés publiques pour le gouvernement.

Adopté.

Emprunts effectués depuis le 1er mai 1874

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Matane (M. L.-F. Pi-

nault), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état donnant: La date d'émission; la date de maturité; le taux d'intérêt; le prix de vente; les frais de chaque emprunt; la somme nette réalisée de chaque emprunt effectué depuis le 1er mai 1874.

Adopté.

Chemin du gouvernement à Sainte-Marie-Madeleine du Cap-de-la-Madeleine

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance, contrat, etc., se rapportant au paiement d'une somme de \$2 024, fait à la corporation de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, pour l'entretien du chemin dit: chemin du gouvernement ou chemin de Bureau, tel que mentionné à la page 210 des comptes publics 1895-96.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Transmet, à monsieur l'Orateur, quatre messages de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, signés par Son Honneur.

M. L'ORATEUR: Lit lesdits messages comme suit:

J.-A. Chapleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur de la reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués; les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 15)

Hôtel du gouvernement,

Québec, 19 novembre 1896.

Hôtel du gouvernement

Québec, 19 novembre 1896.

J.-A. Chapleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 5 juin 1896 et approuvé par lui le 10 juin 1896, concernant la commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

Hôtel du gouvernement,

Québec, 19 novembre 1896.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 5 juin 1896, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 10 juin 1896.

No 201.

Sur la nomination des membres de la commission de l'économie intérieure de l'Assemblée législative.

L'honorable premier ministre, dans un mémoire en date du cinq juin courant (1896), recommande: que l'honorable E.J. Flynn, commissaire des Travaux publics, l'honorable L.-P. Pelletier, procureur-général, et l'honorable A.W. Atwater, trésorier de la province, tous trois membres de l'Assemblée législative, soient nommés membres de la commission de l'économie intérieure de l'Assemblée législative de cette province, et ce, sous l'autorité de l'article 114 des statuts refondus de la province de Québec.

Documents:

Rapports des inspecteurs des prisons, des asiles et des bureaux publics

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Dépose sur le bureau de la Chambre, le 26e rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec pour l'année 1895. (Document de la session no 19)

Adresse en réponse au discours du trône

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, mercredi le 18 novembre courant. La Chambre reprend ledit débat.

M. H. CARON (Maskinongé): M. l'Orateur, si j'ai proposé l'ajournement, l'autre soir, ce n'est pas que j'ai des arguments bien nouveaux à apporter au cours de ce débat, non Monsieur, je sais que les brillants discours que nous avons entendus depuis quelques jours des deux côtés de cette Chambre ont dû jeter assez de lumière sur les questions qui ont été traitées, aussi je suis peut-être un peu téméraire en me levant aujourd'hui pour offrir quelques remarques à cette honorable Chambre, vous me le pardonnerez d'autant plus M. l'Orateur que je n'ai d'autre prétention que celle de réussir à être l'ombre qui fera ressortir les brillantes couleurs du magnifique tableau que ceux qui m'ont précédé nous ont présenté, ou plutôt, laissez-moi comparer les éloquentes discours que nous avons entendus à autant de belles et riantes fleurs lancées sur le parquet de cette Chambre. Je veux les ramasser ces fleurs, être l'humble brin d'herbe pour les réunir et, avec la permission des deux côtés de cette Chambre, vous les offrir en témoignage de la bonne volonté et de la courtoisie qui devront régner entre nous jusqu'à la fin de cette session.

M. l'Orateur, je sais que dans un débat sur l'adresse la discussion doit se restreindre, autant que possible à la politique générale du gouver-

nement, mais comme j'ai l'honneur de parler après l'honorable secrétaire provincial, et qu'il a consacré la plus grande partie de son éloquent discours à déblatérer contre un honorable membre de cette Chambre, contre un parti, et les membres d'un parti, qui sont prêts à défendre leur passé, comme leur programme pour l'avenir, je m'éloignerai peut-être quelque peu de la règle; d'avance M. l'Orateur j'ose espérer qu'on me le pardonnera.

Tout d'abord je voudrais savoir si chaque fois que nous aurons à parler de celui qui a administré les affaires de la province de 1887 à 1891, l'on verra se répéter des paroles aussi malheureuses et aussi acrimonieuses que celles qui se sont dites au cours de ce débat. J'avoue M. l'Orateur, que quelques-uns de ce côté-ci sont peut-être coupables sous ce rapport, mais je crois qu'il y avait provocation. En effet qui entre nous n'a pas trouvé trop rudes les paroles du député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) parlant de la cérémonie religieuse du 1er novembre sur le tombeau d'un ancien premier ministre de cette province... Ah! M. l'Orateur si l'honorable ministre avait eu devant lui les noms de ceux qui se sont faits un devoir d'aller prier pour un homme disparu, peut-être y aurait-il vu les noms de quelques-uns de ses amis d'aujourd'hui qui n'ont pas eu le courage de celui qui fait encore l'honneur des Canadiens français de cette province, de celui qui a su par sa parole éloquente remuer les foules, électriser les masses et soulever l'enthousiasme des plus froids. Je veux parler du chef de l'Exécutif de cette province, qui lui est allé trouver Mercier quelques jours avant sa mort et dans un moment de noble et sincère épanchement disait: "Mercier nous nous sommes portés des coups vigoureux, il y a eu des torts, mais les plus grands ne sont pas de ton côté". Voici M. l'Orateur un exemple pour nous tous.

Nous sommes Monsieur, à faire le procès du gouvernement qui a administré les affaires depuis le mois de décembre 1891, nous critiquons certaines parties de son administration, nous portons des accusations, de son côté le gouvernement répond pour se disculper, qu'il n'a pas fait pis que le gouvernement qui l'a précédé. Là n'est pas la question, la question pour nous M. l'Orateur, la question pour le peuple de la province est celle-ci, le gouvernement actuel qui a remporté les dernières élections avec un programme, avec des promesses, a-t-il rempli ses promesses, a-t-il suivi le cadre de son programme? Je dis non, d'abord le gouvernement se défend de ne jamais avoir promis de ne pas taxer. Est-il prêt à renier le *Courier du Canada*; voyons ce qu'il a dit en date du 5 mars 1892:

"Electeurs de la province de Québec, si vous voulez la ruine, la taxe, ou la banqueroute, votez pour le régime Mercier."

Le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) dans son discours sur le budget, 20 mai 1892, disait:

"Mes prédécesseurs surmontaient toutes les difficultés en faisant des emprunts et en se servant des fonds en fidéi-commis. Mais il faut s'arrêter pour la raison que la province ne peut plus recourir à d'autres emprunts."

Dans son discours du 30 mars 1892, au Windsor, à Montréal, M. Taillon disait:

"On a honte de nous suggérer des moyens. On nous a conseillé d'habituer le peuple à la taxe directe. Je diffère d'opinion avec ceux qui donnent ce conseil. Il est contraire à l'idée des pères de la Confédération. Je craindrais que l'habitude ne vint trop vite et que l'abondance des recettes n'amenât un retour au danger dont nous étions menacés."

Nous portons contre le gouvernement les accusations suivantes:

Vous avez avec connaissance de cause augmenté le passif de la province de \$1 300 000, pour tromper l'électorat de cette province."

Vous avez malgré vos promesses imposé des taxes onéreuses et injustes sur les épaules du peuple.

Vous avez emprunté au-delà de sept millions sept cent mille piastres durant ces cinq années de votre administration.

Vous avez malgré les taxes, malgré une augmentation considérable des revenus dans le département des Terres de la couronne, augmenté le passif de la province d'au-delà d'un million de piastres, et ce, tout en rejetant sur le peuple la construction des ponts de fer, les écoles du soir, l'aide aux bibliothèques...

Vous avez retranché aux hospices et aux maisons de charité l'aide généreuse que le gouvernement Mercier leur accordait.

Vous avez défranchisé au-delà de 50,000 électeurs, contrairement aux règles les plus élémentaires de la constitution, parce que vous avez craint de rencontrer le verdict populaire dans ces quatre comtés laissés vacants.

Vous avez refusé de remplir la promesse de diminuer les dépenses, je n'en veux d'autre preuve que ce que l'on trouve dans les comptes publics. En effet, le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) a accusé le gouvernement d'avoir augmenté les dépenses pour salaires et pensions de retraite, le département qui peut le plus efficacement être contrôlé. Qu'avez-vous répondu, je me rappelle parfaitement ce que le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) a dit: "Si vous n'avez pas d'autre accusation que celle d'une augmentation de \$2 000 pour les salaires de employés ça ne vaut pas la peine." Ce n'était pas tant la somme de l'augmentation que le chef de l'Opposition voulait faire ressortir que la différence qu'il y a entre promettre l'économie et augmenter les dépenses.

M. l'Orateur, lorsque j'avais l'honneur d'être élu le 8 mars 1892, avec le programme que l'on sait, j'aurais été heureux, malgré que j'aie été combattu par le gouvernement d'alors, de lui donner un support loyal et généreux. Malheureusement ce gouvernement qui nous a tant promis a bien peu tenu. Que l'on m'appelle libéral, conservateur, castor ou national, je vais répéter ce que l'honorable député de Wolfe disait hier: "La couleur du drapeau ne fait pas la valeur des principes".

Maintenant, Monsieur, je vois dans le discours du trône que l'on se propose de demander au

gouvernement Laurier une augmentation du subside déjà accordé à notre province.

Cette démarche en elle-même est de bonne politique, mais malheureusement je crains que le programme qui nous est présenté maintenant par le gouvernement soit plutôt offert en vue des élections prochaines. En effet, comment se fait-il, Monsieur, que le gouvernement n'ait pas pensé à faire cette demande lorsqu'il déclarait que les finances de notre pauvre province étaient dans un si mauvais état qu'il fallait recourir à la taxe directe, qu'il fallait saigner les cultivateurs, imposer ce fardeau énorme que l'on appelle taxe sur les mutations de propriétés? Je dirai plus, comment se fait-il que le gouvernement n'ait pas fait cette démarche quand ses amis étaient au pouvoir à Ottawa? Il me semble que l'occasion aurait été des plus favorables et aurait prouvé la sincérité des intentions, mais franchement. Monsieur, j'ai peur que le gouvernement fédéral réponde: "Mais comment, vous venez demander une augmentation de subside justement lorsque vous annoncez au peuple de la province que vos finances sont rétablies, que vous avez des surplus, que vous pouvez enlever les taxes..."

Vous comprendrez, M. l'Orateur, que nous avons raison, dans cette circonstance de suspecter la bonne foi du gouvernement.

Nous voyons aussi, M. l'Orateur, que le gouvernement se propose de convertir les derniers 35 cents l'acre accordés aux compagnies de chemins de fer, dus et payables lorsque les terrains seront vendus et payés. Le gouvernement veut, si je comprends bien, payer en "cash" ce qu'il est tenu de ne donner que lorsqu'il aura lui-même retiré, franchement, M. l'Orateur, ou je ne comprends pas bien la question ou, telle que je la vois, c'est peut-être l'opération la plus scandaleuse que nous ayons eue depuis un grand nombre d'années. En effet, si on jette les yeux sur les statuts 52 et 54 Victoria, l'on voit que la loi est claire. Le gouvernement n'est tenu de donner ces 35 cents, lesquels formeront bien probablement environ \$1,500,000, comme je viens de le dire, que lorsqu'il aura touché le paiement. Je déclare donc, M. l'Orateur, que le gouvernement veut grever la province d'un million et demi de piastres, profitant de ce cadeau qu'il ferait aux compagnies de chemins de fer pour en faire du capital politique.

Le gouvernement après avoir critiqué l'emprunt de \$10 000 000 projeté par M. Mercier a trouvé moyen d'emprunter \$11,270 000.

Je me verrai donc forcé, M. l'Orateur, de combattre le gouvernement sur ces mesures, malgré ce programme alléchant qu'il nous présente.

En terminant, M. l'Orateur, je n'ai qu'une remarque. J'ai entendu les honorables ministres se vanter que leur programme était irréprochable, et nous dire que nous ne devons pas trouver le menu de l'adresse trop maigre cette année. Bien, non, en effet. Au contraire, j'ai peur qu'il soit trouvé trop gras et que les électeurs de cette province ne puissent le digérer aux prochaines élections générales.

M. J. TESSIER (Portneuf): Dit qu'il comprend que c'est le désir de la Chambre de terminer le débat et qu'il va essayer d'abréger les remarques qu'il avait l'intention de faire.

L'honorable premier ministre, dans son discours de Saint-Jean-Port-Joly, a dit, qu'il entendait que l'administration provinciale fut guidée par des principes d'ordre, de stabilité et de justice. Ce sont de belles paroles! Mais comment les a-t-on mises en pratique.

En donnant un triste exemple de leur flagrante violation.

Je vous le demande, M. l'Orateur, est-ce vouloir faire régner le bon ordre que d'outrager la population de quatre grands districts électoraux en privant les électeurs du droit d'avoir leurs représentants en cette Chambre et de prendre part à l'administration des affaires?

Est-ce assurer la stabilité de nos institutions parlementaires que de mettre de côté les lois, usages et coutumes établis pour décider que les élections partielles ne se feront que dans les comtés où les ministres n'auront pas peur du verdict populaire?

Est-ce respecter la justice que de dire à des milliers d'électeurs:

Vous ne prendrez pas part aux conseils de la nation. Vos intérêts spéciaux pourront être foulés aux pieds, vos opinions pourront être travesties, des lois vous affectant pourront être proposées, et personne n'aura le droit de faire connaître vos griefs et de parler en votre nom?

Cela est plus que de l'injustice, c'est de la tyrannie.

L'Assemblée législative existe par la volonté du peuple, dont elle est l'organe. Elle ne peut exercer son rôle constitutionnel si elle n'est issue que de la volonté d'une partie des électeurs. Il y a donc une grande injustice commise envers les électeurs qui ne sont pas représentés et violation de l'esprit de la constitution.

Si on admet que le gouvernement peut défranchiser quatre comtés, on en déduira que ce pouvoir peut aussi bien s'étendre à 20 ou 30 comtés, que le ministère pourrait le cas échéant, ne siéger qu'avec un quorum de ses partisans, la volonté des autres étant ignorée.

Il s'agit ici de conserver le contrôle légitime que la Chambre a sur le gouvernement. L'abandon de ce contrôle, c'est la violation de la souveraineté nationale ce qui peut être un mal irréparable.

Que devient le principe "Le peuple gouverne" s'il est permis à un premier ministre d'enlever à certains comtés et à des milliers d'électeurs le droit d'être entendus et représentés?

C'est pour faire prévaloir cette souveraineté que nos ancêtres politiques Papineau, Morin, Bédard et Baldwin ont combattu et ont mérité le titre de pères du peuple. Il convenait à un ministère Flynn de fouler aux pieds ces privilèges si chèrement acquis, dans un but mesquin de protection personnelle.

On doit interpréter notre constitution de la même manière que la constitution anglaise. Voici

ce que dit May, le célèbre commentateur anglais, sur ce sujet: (p. 599).

"Lorsqu'un siège devient vacant à la suite d'un décès, de l'élévation d'une personne à la pairie ou de l'accession d'une personne à un nouveau poste, la loi permet, même pendant une suspension des séances, une prorogation ou un ajournement, qu'une ordonnance soit émise sans l'autorisation immédiate de la Chambre, de façon à ce qu'un représentant soit choisi dans les plus brefs délais possible".

En 1879, on a beaucoup discuté en ce pays la question constitutionnelle et de la conduite à tenir par ceux qui sont chargés de nous gouverner. Il est curieux de jeter un coup d'oeil sur l'opinion des hommes distingués de ce temps.

Sir John A. MacDonald disait: "Le devoir d'un lieutenant-gouverneur, quel que soit celui qui occupe cette position est de sauvegarder les privilèges de la province, d'appliquer les vrais principes de la constitution".

L'honorable M. Chapleau disait "Quand plus tard ce temps de crise sera écrit, on enregistrera qu'il y a eu des hommes assez peu soucieux des institutions qui nous régissent, assez peu soucieux des libertés du peuple de cette province, pour violer d'une manière flagrante l'essence même du gouvernement responsable, et cela dans le but de s'asseoir sur les banquettes ministérielles. Mais si l'histoire aura à relater des faits aussi regrettables que ceux dont nous avons été témoins, elle devra aussi mentionner les protestations qui se sont fait entendre contre ces actes condamnables et condamnés perpétrés audacieusement par un parti qui s'est fait jusqu'ici l'avocat des libertés populaires".

Ne vous semble-t-il pas que ces opinions éloquentes qui n'avaient pas de raison d'être lorsqu'on voulait les adresser aux honorables MM. Letellier et Joly, s'appliquent forcément aux ministres qui, pour rester plus longtemps assis sur leurs banquettes, ne craignent pas de fouler aux pieds les privilèges de la province et de violer l'essence même du gouvernement responsable.

Il est étonnant que le discours du trône ne nous ait donné aucune explication sur cette question importante.

Ce discours est un document volumineux, bien rempli de promesses.

Mais le peuple qui a été odieusement trompé par le parti qui est encore au pouvoir se souviendra. Il se souviendra qu'on l'a outragé en semant partout le mensonge et la calomnie pour arriver au pouvoir. Il se souviendra de ceux qui se sont fait élire en disant qu'il ne fallait plus avoir recours à l'emprunt et à la taxe, promesses qu'on a eu l'audace de fouler aux pieds, quelques jours après être arrivé au pouvoir.

Le gouvernement voudrait dans un déluge de belles promesses détourner les regards de la vraie question qui est le passé dont il est responsable.

D'ailleurs les réformes qu'il suggère, il n'a pas même le mérite d'en être l'inventeur. Je les trouve annoncées dès 1890, dans un journal, l'Electeur, qui nous parle des projets du gouvernement Mercier.

Ce journal dit qu'après avoir travaillé énergiquement au relèvement moral et matériel de la province, après avoir effectué beaucoup de réformes, le gouvernement national a encore de grands projets sur le métier, entre autres la conversion de la dette qui sauverait près d'un quart de million par année, la conférence interprovinciale qui rapporterait \$348 000 de plus par année à la province et assurerait la parfaite autonomie de notre Législature, l'agrandissement de la province, le grand projet de la colonisation du Nord, l'encouragement à l'industrie minière, nouvelle loi de colonisation protégeant le colon contre ceux qui l'exploitent et distribution équitable des deniers de colonisation.

Oui, M. l'Orateur, le chef du gouvernement national avait rêvé d'agrandir notre territoire, il voulait augmenter nos revenus, il a été l'avocat énergique de notre autonomie provinciale, il voulait que la province de Québec soit à la tête de la Confédération et il nous est donné maintenant de voir ceux qui l'on tant calomnié s'affubler de ses idées généreuses pour essayer à la veille des élections de capter les suffrages des électeurs.

L'honorable premier ministre a prononcé plusieurs discours depuis la dernière session et les journaux nous ont naturellement fait part de ses remarques les plus frappantes. Dans son grand discours de Saint-Jean-Port-Joly, il a promis à peu près tout ce qui peut tenter l'électorat.

Dans une autre occasion, il a paru flatté de ce que quelques-uns de ses adulateurs lui avaient dit qu'il avait beaucoup de qualités de M. Mercier sans avoir ses défauts. C'est pour cela sans doute qu'il adopte le programme de ce grand homme d'Etat et que l'on retrouve ses conceptions jusque dans le discours du trône.

J'ai entendu le procureur général s'écrier que nous voulions nous servir du cercueil de Mercier comme d'une exploitation politique. Je l'ai aussi entendu reprocher au peuple d'avoir eu la pieuse pensée d'aller déposer quelques fleurs sur son tombeau. Eh bien, Monsieur, le peuple qui a du coeur, croit devoir être reconnaissant envers un homme d'Etat qui a été son bienfaiteur et qui, depuis sa mort, a été apprécié avec admiration par la presse de tous les partis politiques.

L'honorable procureur général craint que son ombre protège ceux qui lui ont été fidèles, mais elle fait trembler le premier ministre, le procureur général, car ils sentent que le peuple, qui dans quelques jours sera le souverain maître, va chasser de la vie publique les insulteurs et ceux qui sont arrivés au pouvoir au moyen de la calomnie la plus noire.

Dans un de ses discours aux jeunes conservateurs, le premier ministre a prêché la sincérité qui doit guider tout homme politique. Croyait-il qu'il allait faire oublier de quelle manière il a été entraîné dans le Parti conservateur en abandonnant son digne chef l'honorable M. Joly pour recevoir le lendemain un portefeuille. Croit-il qu'il va faire oublier qu'il a à côté de lui un collègue qui a abandonné le gouvernement Mercier pour recevoir un portefeuille le lendemain du jour où il

lâchait un parti qu'il avait supporté avec tant de zèle et qu'il devait attaquer avec tant de véhémence.

Je ne sais si l'honorable M. Casgrain a trouvé qu'il avait des amis sincères en la personne de ces anciens collègues qui l'ont empêché d'entrer dans le cabinet dont il était le type le plus vigoureux.

L'honorable premier ministre aurait pourtant dû se rappeler en quels termes amers il s'est plaint, en 1883, que son chef M. Chapleau était parti sans lui donner la main, et que le nouveau premier ministre Mousseau l'avait exclu de son cabinet en même temps que M. Paquet, un autre libéral, qui lui aussi avait contribué à former le cabinet Chapleau. En jetant un coup d'oeil sur les rapports des débats de ce temps, on remarque que l'honorable M. Irvine a répondu à l'actuel ministre qu'il était le seul à ne pas s'apercevoir que M. Chapleau lui avait donné un portefeuille pour l'aider à escalader le pouvoir et que cette nécessité passée, son utilité avait cessé.

En prenant connaissance des explications sur les changements ministériels, nous avons trouvé étrange que ce n'est que sur le refus d'un autre de ses collègues et probablement sur sa pressante recommandation que le lieutenant-gouverneur s'est décidé à mettre à la tête du cabinet le doyen des ministres, le premier ministre actuel. L'honorable commissaire des Terres de la couronne a fait preuve dans cette circonstance d'un rare désintéressement. C'est lui sans doute qui a insisté à garder à ses côtés, à la place de son ancien ami M. Casgrain, l'honorable procureur général actuel qui a accepté ce nouvel honneur par pur patriotisme et avec son abnégation ordinaire. On voit quelquefois dans notre monde politique de ces déplacements d'amitié.

L'honorable commissaire des Terres de la couronne a inauguré sa nouvelle charge en faisant un grand discours dans lequel, suivant l'exemple du premier ministre, il a promis de faire mieux que tous ces prédécesseurs.

Il réussira sans doute dans ce nouveau poste à satisfaire ses amis autant qu'il l'a fait aux Travaux publics. La question est de savoir si cela fera l'affaire de la province.

M. l'Orateur, il ne me reste plus qu'à mettre entre vos mains un amendement contenant une expression de protestation contre la conduite injuste et inconstitutionnelle du ministère.

Je propose donc, comme amendement, appuyé par le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux), que les mots suivants soient ajoutés à l'adresse:

Et nous demandons à Votre Honneur la permission de lui représenter très respectueusement:

"Que les sièges, dans cette Chambre, des districts électoraux de Jacques-Cartier, Hochelaga, Chambly et Québec, sont devenus vacants par la démission de leurs députés respectifs;

"Que M. l'Orateur a été régulièrement informé de ces vacances dans la représentation de ces districts électoraux aux dates suivantes: Jacques-Cartier, le 20 décembre 1895; Hochelaga, le 28

février 1896; Québec, le 11 juin 1896; Chambly, le 13 juin 1896, et que M. l'Orateur a immédiatement, sur réception de ces avis, émis ses mandats pour la tenue de nouvelles élections dans chacune de ces divisions électorales;

"Que le gouvernement a négligé de faire les élections pour remplir ces vacances, comme il était de son devoir de le faire;

"Que c'est le privilège incontestable des électeurs de chacune des divisions électorales de cette province d'être représentés à toutes les sessions de cette Législature;

"Que la négligence, de la part du gouvernement, d'accorder ce privilège aux électeurs des différents comtés plus haut nommés, est une grave injustice commise à leur égard, une infraction flagrante du principe du gouvernement responsable et une violation coupable de l'esprit de notre constitution;

"Que cette Chambre croit qu'il est de son devoir de signaler à Votre Honneur ces faits en même temps que sa condamnation de la conduite du gouvernement à cet égard."

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure):

M. l'Orateur, le débat auquel nous avons assisté depuis quelques jours a offert un caractère instructif et élevé, et nous avons entendu de l'utile et grande éloquence, l'éloquence des intérêts civils et politiques de la province de Québec.

Plus j'examine ce discours du trône, qui sera le futur programme électoral de nos adversaires, plus je me dis que ce programme est la chose et la propriété du Parti libéral, qui nous a été enlevé subrepticement, contre notre gré et volonté, et dont nous sommes décidés à faire la revendication devant un tribunal naturel, celui de l'opinion publique et du peuple, qui par un verdict prochain et solennel rendra au spolié ce dont il a été injustement dépouillé.

On a comparé ce discours du trône au menu varié et abondant d'un grand festin; je le crois bien, mais ça n'empêche pas qu'une rapine a été faite et que pour la commettre les ministres affairés se sont introduits furtivement, manches retroussées, dans le buffet politique libéral.

Entre autres pièces de résistance qui figurent sur ce document gastronomique, que l'on veut servir prochainement au peuple, sont: l'aide à la l'éducation dans les municipalités pauvres et dans la classe ouvrière et améliorer la condition des instituteurs et institutrices, la réorganisation des départements publics, le rapport final de la commission chargée de refondre le code de procédure, l'abolition des taxes, la conversion de la dette et l'augmentation du subside fédéral.

Voilà quelques-uns des sujets sur lesquels notre attention sera plus spécialement attirée au cours de cette session.

Permettez-moi de vous offrir mes humbles vœux sur une des questions dominantes de notre litige parlementaire, celle de l'augmentation du subside fédéral. L'Acte de l'Amérique britannique

du nord décrète que les provinces de Québec et d'Ontario recevront deux subsides, l'un spécifique et l'autre de tant par tête du recensement de 1861.

Le subside spécifique a été accordé pour aider aux provinces à payer les dépenses de leur gouvernement et de leur Législature. Le subside se répartit comme suit: Ontario, \$80 000; Québec, \$70 000; Nouvelle-Ecosse, \$60 000; Nouveau-Brunswick, \$50 000.

Le second subside a été fixé à 80 centins par tête de la population de 1861 — chose étrange, ce subside n'est fixé que pour Ontario et Québec, tandis que pour le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse il va en augmentant jusqu'à \$400 000.

Le subside spécifique accordé pour faire face aux dépenses du gouvernement et de la Législature est donc loin d'atteindre ce but, car les dépenses dépassent ici \$300 000 et nous ne recevons que \$70 000.

La même raison s'applique avec encore plus de force au subside per capita. En effet, si la population augmente, cela accroît nécessairement les revenus de la Puissance, mais aussi cet accroissement de la population grossit les dépenses de la province. D'où il suit que, lorsqu'on a décrété que ce subside serait basé sur la population ou le recensement de 1861, on a commis une injustice, et la meilleure preuve c'est qu'on a cherché souvent à modifier cet arrangement pour une raison ou une autre.

Ontario a une population de 1 923 323 et elle n'a qu'un subside de \$1 116 000. Depuis 1891 la province de Québec a une population d'à peu près 1 300 000 et ne reçoit que \$800 000. La Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard, Manitoba et la Colombie anglaise ont vu leur subside augmenté. Notre population a beau s'accroître, notre subside reste toujours le même. Nous comprenons donc tous que ces subsides sont répartis d'après un principe faux et qu'il s'agit d'y remédier en démontrant au gouvernement central l'injustice de cette répartition et le droit et les raisons pour une augmentation de subsides.

Nous soutenons que c'est un article de notre programme politique, et nonobstant l'affirmation vraie, faite l'autre soir par le secrétaire provincial, que le Parti conservateur avait agité cette question, j'affirme, et l'histoire parlementaire de notre province est là pour seconder mon assertion, c'est que notre parti et l'honorable M. Mercier seuls ont donné à cette question une forme tangible, efficace et substantielle.

On nous a parlé des résolutions adoptées par le gouvernement Ross, en 1884, par lesquelles on demandait au gouvernement fédéral une augmentation de subsides. Mais ces résolutions n'ont naturellement eu aucun résultat pratique, car de quel droit pouvions-nous nous présenter ex parte et isolément devant les autorités fédérales et demander cette augmentation de subsides?

On nous aurait répondu avec raison: Quelle est votre situation financière et budgétaire? Il vous aurait fallu répondre qu'après avoir débuté lors de la Confédération, sans dette et avec de l'argent en

caisse, vous aviez après 29 années d'existence politique, pendant lesquelles vous aviez eu l'administration des affaires publiques durant près de vingt-cinq ans, contracté une dette consolidée d'au-delà de 32 millions de piastres et, qu'en outre de cela, vous aviez une dette flottante de plusieurs millions.

Il aurait fallu un plaidoyer plus éloquent et plus persuasif que celui fait lors de ce débat, par le premier ministre, pour convaincre les autorités fédérales qu'il était prudent de vous confier les deniers publics dont vous avez fait si mauvais usage jusqu'à ce jour.

Mais on vous aurait fait une réponse plus péremptoire, on vous aurait dit: vous demandez une faveur qu'il faudra accorder à la province d'Ontario, et cette dernière ne sollicite ni fait pareille demande, et alors c'est un passe-droit et une injustice à faire envers la plus grande province du Dominion, qui a surmonté cet obstacle, qui a pris les moyens virilement constitutionnels pour faire disparaître cette sérieuse difficulté. Vous? jamais. Vos résolutions avaient pris le chemin du panier des ministres fédéraux. Qui donc vous permet d'insérer cette question importante et vitale pour notre province comme un article de votre programme, dans le discours du trône? Ce fut le gouvernement prédécesseur, ce fut M. Mercier, qui eut la grande et généreuse idée de réunir en conférence provinciale les premiers ministres de toutes les provinces pour délibérer sur cet important sujet. Tous assistèrent, moins celui de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Colombie anglaise. Ce dernier s'était pourtant rendu jusqu'à Ottawa, en route pour Québec, avec l'intention de se joindre à la conférence lorsqu'il fut dissuadé par des ministres fédéraux de prendre part à cette oeuvre patriotique, ce qui montre de quelles intentions était animé le gouvernement fédéral, à votre endroit, à ce sujet.

Quelle fut la décision de la conférence? Elle fut unanime à se prononcer pour une augmentation des subsides, spécifiques et per capita, en faveur de Québec et d'Ontario, suivant l'augmentation de leur population. On est heureux de se réclamer aujourd'hui des noms des honorables MM. Mowat, Fielding et Blair, qui prirent part aux travaux importants de la conférence provinciale. On s'autorise de ces noms qui font autorité dans la politique du pays, dans le conseil de la nation, pour exprimer l'espoir de combler la caisse vide de la province de Québec, au moyen d'une augmentation de subside fédéral. Mais à cette époque comment les députés de la droite et le Parti conservateur ont-ils apprécié la conduite, l'acte de haute et de grande politique de M. Mercier? Lisez les discours de M. Casgrain, alors député de Montmorency, il déclarait emphatiquement que les travaux de la conférence étaient une plaisanterie, n'auraient jamais de résultat pratique et que le gouvernement fédéral ne se prêterait jamais à pareille demande. Lisez le discours du premier ministre actuel qui, lui, se retranchait derrière la constitution pour dire que cette conférence ne devait pas et ne pouvait pas avoir lieu. Aujourd'hui

ces messieurs changent de langage et viennent chercher à mettre à exécution l'oeuvre et l'idée d'un grand homme qu'ils ont méprisé et écrasé. C'est un honneur posthume décerné à celui qui est maintenant couché dans la tombe, et qui ne peut être recueilli que par ses enfants et ses amis, qui s'enorgueillissent du spectacle de ministres à petits pieds cherchant à chausser la chaussure d'un grand homme.

Voilà dix ans que cette conférence a eu lieu. Qu'avez-vous fait depuis? Rien. Vous avez pourtant été au pouvoir pendant plus de quatre ans et durant cet espace de temps avez-vous fait valoir vos justes droits auprès du gouvernement fédéral? Jamais, et pourtant M. Angers, ce sauveur de la province, votre fétiche, que l'on aurait dû représenter lors de son coup d'Etat, assis à la façon indienne sur un globe terrestre, est devenu ministre fédéral, a fait parti du Conseil des ministres et de la nation. A-t-il fait quelque chose pour mettre à exécution cette grande idée? Non, rien! Il a été silencieux comme une carpe et le seul rôle important qu'il a joué, à Ottawa, a été de faire ce qu'il fait si souvent, de jeter la discorde et la zizanie parmi ses amis et de préparer cette défaite humiliante qu'a subie le Parti conservateur le 23 juin dernier.

Mais le premier ministre qui est un homme de tact et qui par son maintien et ses discours a droit, dans une grande limite, au respect de la Chambre, a-t-il réalisé le caractère de la demande qu'il allait faire et à qui il allait s'adresser? Croit-il inspirer assez de confiance comme administrateur des affaires et des deniers de la province de Québec, à l'honorable M. Laurier, pour que ce dernier lui confie et lui donne en présent, chaque année, une somme d'au-delà d'un million de piastres? N'aurons-nous pas droit, nous, députés de ce côté-ci de la Chambre, de représenter à l'honorable M. Laurier qu'il serait imprudent, pour ne pas dire criminel, d'augmenter ce subside fédéral tant et aussi longtemps que la direction de politique provinciale serait confiée aux mains d'hommes incapables et inhabiles, qui ont ruiné le crédit de la province de Québec, par des transactions malheureuses et particulièrement par des emprunts par lesquels les obligations et les débentures

de la province de Québec ont été émises à vil prix? De plus, je suppose que le premier ministre a les sentiments de dignité personnelle que l'on rencontre chez tout homme bien élevé, alors ira-t-il, le lendemain d'un jour qu'il aurait consulté son voisin et l'aurait traité de manant, de voleur et de malhonnête homme, se présenter devant ce dernier, et sans lui faire au préalable ses excuses et apologie, lui demander du secours et le prier de garnir son gousset dépourvu de deniers? Je ne le crois pas.

Alors ne se rappelle-t-il pas qu'aux dernières élections fédérales, lui et ses collègues dans le gouvernement et particulièrement le procureur général, ont voltigé d'un bout de la province de Québec à l'autre et ont dit sur tous les tréteaux publics et les tribunes électorales que l'honorable M. Laurier était un Judas, un traître à sa race, à sa re-

ligion, à sa foi et à celle de ses pères? Pourtant c'est du même homme, c'est de ce même traître, c'est de ce même Judas de qui vous espérez de l'aide, de l'appui et du secours.

Cette augmentation du subside fédéral devra être accordée et le sera à courte échéance mais lorsque le chef de l'Opposition actuel sera le premier ministre de la province de Québec. Et déjà cette question serait en voie de progrès, si, ne vous cramponnant point au pouvoir, au lieu de convoquer les Chambres, vous aviez soumis votre programme, votre bilan politique à l'électorat. Car alors le peuple s'étant déjà prononcé, vous ayant chassé du pouvoir, nous aurions une administration libérale, qui aurait déjà correspondu d'une manière pratique et avantageuse pour la province de Québec, avec le gouvernement fédéral pour l'augmentation tant désirée de ce subside.

Avec la population du dernier recensement, si les vues de la conférence étaient adoptées, au lieu de \$870 000 que nous recevons à l'heure qu'il est, nous retirerions du gouvernement fédéral près de \$1 700 000, c'est-à-dire, \$800 000 de plus que nous recevons maintenant. Imaginez-vous quel immense changement cela ferait dans notre situation budgétaire, quelle impulsion nouvelle nous pourrions donner à l'agriculture, à la colonisation et à la cause sacrée de l'instruction publique. Les ministres conservateurs s'adresseront à M. Laurier, est-ce pour l'embarrasser? Je le crois, mais qu'ils se détrompent, il est au-dessus de ces petites roueries. Est-ce par confiance? j'en doute, mais pour une fois ils n'auraient pas été trompés et auraient frappé à bonne enseigne.

Passons à un autre ordre d'idées. L'instruction publique, dans les endroits pauvres et parmi les ouvriers, et l'amélioration du salaire des instituteurs et des institutrices, questions mentionnées dans le discours du trône. L'instruction publique, voilà une belle et noble tâche, voilà une mission nationale. L'avez-vous remplie cette mission, l'avez-vous accompli cette oeuvre? Non, et votre bilan politique à ce sujet n'indique rien à votre crédit et à votre actif.

L'instruction publique et primaire fait tout, c'est la source féconde de la grandeur, de l'ordre du repos et du bonheur d'un peuple, et le salut de la province de Québec dépend de l'instruction des jeunes gens.

L'objectif de l'éducation c'est de faire de véritables citoyens, de préparer l'homme à jouir dignement de son rôle dans le concept social et de rendre dans la bonté naturelle de ses aptitudes les plus grands services que l'Etat puisse attendre de lui, c'est lui faire comprendre ses droits et obligations comme citoyen et comme chrétien, de lui enseigner l'origine et la grandeur de sa race, l'histoire et la constitution de son pays, lui rappeler les combats glorieux de ses ancêtres pour le maintien et la revendication des libertés et prérogatives de sa patrie, c'est de lui inculquer, dès son bas âge, de la fierté et de l'orgueil national, de développer chez lui l'esprit d'entreprise et la juste émulation qui doivent exister entre les membres de différentes nations, vivant sur un même sol et

qui doivent contribuer à grandir leur pays, et rendre glorieux le drapeau à l'ombre duquel ils vivent.

Comme il est pénible de voir, par suite d'ignorance, un si grand nombre de gens qui méconnaissent leurs droits et obligations de citoyens! Qu'il est déplorable de constater que le défaut de l'éducation est la cause que, dans bien des endroits, l'écu de la corruption se colle si facilement aux consciences des électeurs! Comme l'état de choses dépare les charmes et la grandeur de la vie publique et parlementaire!

Venez au palais de justice, 20 personnes sont appelées à signer leur nom, et surtout parmi nos compatriotes, 18 déclareront qu'ils ne savent ni lire ni écrire. Le fait s'explique par l'indifférence de nos hommes publics et par leur manque de courage à apporter un remède efficace au mal existant.

Consultez les rapports des inspecteurs d'écoles; ils se plaignent du défaut d'uniformité de livres, de la modicité des salaires des instituteurs et des institutrices, de l'exiguïté du local qui sert de classe pour les enfants. J'en prends un à tout hasard, celui de M. Vien, pour 1894-1895, homme d'expérience et fort intelligent. Voici ce que j'y lis:

"Malheureusement pour la cause que nous servons, j'ai constaté avec peine que plusieurs de nos bonnes institutrices ont dû, pour cause de santé, abandonner leurs travaux dans le cours de l'année. Bien que jeunes, pour la plupart, leurs forces n'étaient pas en proportion de leur zèle et de leur courage, et elles ont été contraintes de céder non pas parce que leur santé était compromise mais ruinée. Plusieurs causes, m'ont-elles dit, ont contribué à ce déplorable résultat: 1e leur application au travail quotidien, 2e traitement peu rémunérateur qui ne permettait pas de se donner le confort désirable, 3e exiguité des maisons où elles enseignaient. Par la connaissance personnelle que j'en ai, je suis persuadé que cette dernière raison seule aurait suffi pour compromettre des constitutions mêmes les plus robustes".

"Inutile de vous dire, monsieur le surintendant, que, témoin assidu d'un état de choses qui peut avoir d'aussi funestes conséquences, j'ai fait tout en mon pouvoir pour faire des réformes. Mes efforts ont souvent été entravés par une intervention intempestive, mais je crois pouvoir dire que ma constance a été à la hauteur des obstacles qu'il y avait à surmonter, et qu'après opposition sur opposition, je me sentais encore assez de courage pour soutenir une cause qui intéresse tant notre province. Ici, je dois rendre hommage à plusieurs administrations scolaires, composées d'hommes à vues larges et progressives, qui m'ont prêté les plus généreux concours. Honneur à ces braves, M. le surintendant, qui ne reculent pas devant le devoir".

"Traitements: — Tout le monde admet, M. le surintendant, que les traitements payés jusqu'ici sont ridicules, dans la plupart des cas: tellement ridicules que, règle générale, une servante de second ordre a souvent le pas sur une institutrice d'un mérite incontestable".

"Par mes tableaux statistiques, vous pourrez constater que la moyenne des traitements ne dépasse guère \$80.00! Ce n'est certes pas suffisant pour retenir dans l'enseignement une personne d'un mérite réel; et si parfois nous en rencontrons, nous ne pouvons attribuer ce fait qu'à des causes exceptionnellement heureuses".

"Il faut avouer que les efforts faits jusqu'ici par la province ont été grands et nobles, mais la vérité nous force de dire que ce qui a été fait dans le passé est, par suite d'un nombre toujours croissant de nos écoles, devenu insuffisant, et si l'on veut voir prendre à cette cause les développements qu'elle doit avoir, il faut que la province et les amis de l'éducation se coalisent dans ce but".

"Choix des livres: — Cette question est d'autant plus controversée qu'elle attaque des intérêts divers et l'on doute qu'elle soit réalisable".

"Avec le système actuel, l'on voit souvent dans la même école, deux et quelquefois trois grammaires différentes, deux ou trois manuels d'histoire sainte; même chose pour la géographie, pour le dessin, l'histoire du Canada, l'arithmétique, etc..".

"Si le titulaire vient à changer, c'est un renouvellement général, ce sont des nouvelles séries: car, chacun, ayant pleine et entière liberté, préconise les auteurs de son choix! De là naissent les plaintes, et j'affirme les justes plaintes des parents".

"Si tous les titulaires avaient de bonnes connaissances pédagogiques, peu importerait l'auteur en usage; mais ce défaut de principes exige plus d'uniformité".

"L'objection qui consiste à dire que le choix des livres imposerait une barrière au génie, n'est pas, selon moi, sérieuse, car le comité catholique, en mettant au concours les livres qu'il veut choisir, donne au génie une excellente occasion de se révéler".

"Cette réforme s'impose encore au point de vue de l'économie et de l'efficacité. Il est indiscutable que l'uniformité des livres opérerait une réduction d'au moins de 29 à 30 pour cent dans les dépenses qu'occasionne l'état de chose actuel; 2e les livres pourraient passer d'une école à une autre sans perte de temps, vu que le même auteur serait suivi, depuis l'humble école élémentaire jusqu'au collège classique".

"Voyons, M. le surintendant, si la liberté du choix n'est pas poussée jusqu'à l'extrême. Dans mon district seulement, on compte les grammaires suivantes: Laçasse, Cloutier, Robert, Frères Maristes, grammaire selon l'Académie (petite et grosse), Bonneau, Leclerc, l'Homond, et j'en passe! La même confusion existe pour la plupart des autres branches".

Dire qu'une femme ou fille intelligente, qui a étudié consciencieusement, pâli sur ses livres pour obtenir un diplôme d'enseignement, reçoit \$80.00 par année, c'est admettre qu'elle est dans une condition sociale inférieure à une servante de bonne maison, qui reçoit en moyenne \$10.00 par mois, avec de plus sa nourriture et quelques gratuités qu'on ne manque pas de lui faire. \$80.00

pour pourvoir à la nourriture, habillement et entretien d'une personne pendant une année, n'est-ce pas désolant! N'est-ce pas décourageant et humiliant de mentionner le fait.

A ces conditions, comment voulez-vous que l'institutrice se dévoue à l'enseignement, et que l'on puisse choisir parmi les personnes bien renseignées et qui ont des aptitudes pour la pédagogie, pour enseigner et instruire nos enfants.

On constate dans certains comtés qu'il n'y a pas une seule paroisse qui ait eu une bonne note générale des inspecteurs. Ainsi pour le comté de Dorchester, où il y a pourtant une population vaillante et intelligence, toutes les paroisses ont eu la note mal ou médiocre. Je réfère à la page 67 du rapport de M. Vien pour 1894-95.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je demanderai permission d'interrompre l'honorable député de Bonaventure, en lui faisant remarquer que, tout en admettant que M. Vien est un homme compétent, il est considéré comme le plus sévère de tous les inspecteurs d'écoles.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Il peut être justement sévère, mais pas injuste. Et pourquoi aurait-il plus de sévérité pour les paroisses de Dorchester qu'il n'en a eu pour les paroisses du comté de Lévis, qui ont toutes eu la note excellente, très bien et bien? Si un semblable résultat est constaté dans un comté représenté par un ministre de la couronne, qui a été longtemps secrétaire provincial et ayant un contrôle puissant sur le département de l'Instruction publique et qui a si peu contribué au développement et à l'encouragement de l'instruction primaire dans son propre comté, ne doit-on pas désespérer pour certaines divisions électorales qui ne peuvent espérer de bénéficier de pareilles influences?

Nous avons fait des efforts bien louables pour le développement de l'instruction primaire parmi le peuple et les ouvriers en instituant les écoles du soir que le procureur général, l'autre soir, qualifiait de farce vulgaire. Le peuple se chargera de leur répondre et jugera sévèrement ce langage inconsidéré. Farce vulgaire! Pourtant les ouvriers et les pauvres en ont profité de ces écoles, et bien des ouvriers y ont reçu une éducation suffisante pour leur permettre d'améliorer leur sort social. Farce vulgaire! Je me rappelle que M. Taillon, chef de l'Opposition, avait bien voulu deux fois assister à l'ouverture de ces écoles du soir, déclarant que ce n'était pas une oeuvre politique mais une oeuvre nationale et patriotique, à laquelle tous les hommes de coeur devaient s'associer. Farce vulgaire! Qui a été applaudie par le clergé et le personnage le plus élevé dans la hiérarchie ecclésiastique Son Eminence le cardinal Taschereau qui, de sa présence et de ses paroles, a bien voulu encourager et soutenir les débuts de ces glorieux élèves des écoles du soir.

Le gouvernement nous annonce que vu le rétablissement de l'équilibre entre les recettes et les dépenses, il est en état de supprimer la taxe sur les mutations de propriétés qu'on avait dû

imposer en 1892. Nous discuterons plus que jamais, pendant cette session, la nécessité de l'impôt créé sur le peuple et sur la portion la plus pauvre du peuple, sur celle qui est obligée par infortune ou autrement ou par émigration de vendre sa propriété. Mais soyez convaincus que cet appât que vous lui offrez ne sera pas reçu avec enthousiasme, car le peuple est légitimement soupçonneux à votre égard. Dans un moment d'erreur, d'aveuglement ou d'effolement, vous avez obtenu par suite de faux prétextes et de fausses représentations son vote et sa confiance. Mais cette comédie ne se renouvellera pas et nos populations, furieuses d'avoir été trompées et d'avoir si cruellement brisé leur idée, soupirent après l'heure de la vengeance et de l'inexorable justice. Et Jean-Baptiste, qui n'est pas sot, vous dira que cette addition de la taxe est un leurre. Vous nous dites que vous avez un excédent de \$200 000; mais il paraît que dans les comptes publics pour l'année fiscale finissant au 30 juin 1896 vous avez omis une partie notable des dépenses pour l'exercice de 1895-96, et qu'une foule de montants dus pour cette année n'ont pas été payés et que si ces montants dus avaient été portés votre excédent se convertirait en déficit. Mais en supposant que l'excédent de \$200 000 soit réel, comment l'avez-vous formé cet excédent? Avec l'argent prélevé du contribuable et de l'électeur de la province. Et si l'an prochain ce montant annuel de \$500,000, collecté par la taxe sur la mutation de la propriété, est supprimé, vous aurez de suite un déficit de \$300 000 et avec les \$75 000 pour le service des intérêts sur l'augmentation de la dette publique par l'emprunt des \$1 500 000 pour la conversion en argent du subside en terres aux compagnies de chemins de fer, ce déficit s'élèvera à \$375 000, et s'il n'y a pas d'excédent, comme nous le prétendons, ce déficit atteindra le chiffre énorme de \$575 000 à \$600 000. Comme vous allez créer de l'enthousiasme devant le peuple, quelles acclamations vous allez recevoir à l'énoncé de cette partie de votre programme! Ah! si vous n'avez d'autres cordes à faire résonner, commandez de suite chez vos meilleurs lutteurs des manteaux bénits de la religion, car les citoyens bien pensants ne manqueront pas de vous dire que c'est de la poudre que vous jetez aux yeux de l'électorat.

Voilà un trompe-l'oeil électoral, voilà une sérieuse rapine faite au programme du Parti libéral. Comment se fait-il que vous soumettez si tardivement à l'attention de l'électorat et à l'étude de cette Chambre cette question hérissée de difficultés mais souverainement intéressante pour notre province. Vraiment on dirait que les ministres provinciaux sortent d'un long sommeil cataleptique, pendant lequel ils auraient rêvé qu'ils devaient se prélasser éternellement dans leurs meilleurs fauteuils ministériels. Que leur réveil a dû être cruel!

Qui, le premier sur le parquet de cette Chambre, a intéressé le public et les députés de cette importante question? Ce fut l'ancien premier ministre, M. Mercier! Que d'avances n'a-t-il pas reçues pour ce projet que le gouvernement lui

prend si lestement aujourd'hui. En 1888, ces messieurs tenaient un langage bien différent. Conversion de dette, mais à cette époque, c'était synonyme de répudiation de dette nationale, manquement à l'honneur, c'était une infraction à l'ordre public, c'était la révolution, le trouble de droits acquis, c'était tenir la conduite odieuse des Etats du sud: "quantum mutatus ab illo".

Quel est donc le principe des conversions de dettes? Il repose absolument sur la doctrine du droit civil, reproduite dans le droit public et international: c'est que le délai ou le terme pour paiement d'une obligation quelconque est en faveur du débiteur, à moins d'une stipulation expresse au contraire, c'est-à-dire que le débiteur peut toujours se libérer et payer sa dette, à moins que l'acte constitutif de la dette dise le contraire. Que voulait Mercier? Payer tous les créanciers au moyen d'un emprunt d'un seul créancier à un taux d'intérêt moins élevé. Le premier ministre dit que cette conversion était forcée. Je nie exactement cette proposition et je défie la contradiction d'un homme bien posé au Barreau sur ce sujet. M. Mercier voulait payer les bons et débentures de la province qu'il pouvait légitimer, acquitter et racheter, et ce n'est pas être voleur ni révolutionnaire que de dire à un homme; je vous dois, la loi me permet de vous payer; eh bien je vous paie intégralement de votre capital et de vos intérêts. Dans notre pays ceux qui paient d'avance et par anticipation ne sont pas classés dans la catégorie des voleurs et des révolutionnaires comme vous accusez M. Mercier, mais ils sont rangés parmi les hommes consciencieux, honnêtes et désireux de faire face à leurs obligations. M. Mercier aurait-il voulu adopter des résolutions sur lesquelles il aurait calqué un bill pour une conversion forcée? Cette loi n'aurait pas valu le papier sur lequel elle aurait été imprimée, elle aurait été illégale et inconstitutionnelle. D'ailleurs les députés bien sensés se seraient révoltés contre une pareille idée. Quel résultat entendez-vous obtenir par votre conversion? C'est le paiement de l'émission des débentures rachetables purement et simplement, et non pas celles qui comportent stipulation expresse de non rachat pendant un temps limité. C'est ce que nous voulions faire sous l'ancienne administration. Et là où vous allez échouer, M. Mercier aurait réussi, car lors de son remarquable voyage à Paris en 1890, il avait su par son esprit pratique, son habileté, sa perspicacité, sa manière toute particulière et personnelle de faire les choses, par sa parole vibrante et sympathique, pénétrer dans les comptoirs des plus grands banquiers, et se faire ouvrir les salons de la plus haute noblesse française; mais il avait eu le flair et le grand sens de s'introduire dans les provinces, et d'intéresser le paysan français à notre pays en lui faisant valoir les ressources, les richesses et les valeurs de notre pays, il leur avait parlé de la future prospérité de la Nouvelle-France, il leur avait dit que sur les bords du Saint-Laurent il y avait près de 1,500,000 français parlant leur langue et adorant le même Dieu qu'eux, et son rêve était de faire la conversion de la province en faisant

acheter nos débentures par ce même paysan au pair avec la vente française.

En ferez-vous autant, M. le premier ministre, répondez...

Et si ses vœux avaient été réalisés, avec les \$200 000 sauvées sur les services de l'intérêt de notre dette, avec les \$5 à \$600,000 de l'augmentation du subside fédéral, avec en tout ces \$7 à \$800,000 de plus dans le coffre public, quelle transformation n'aurions-nous pas fait dans la province. La colonisation et l'agriculture auraient pris un nouvel essor; l'état du cultivateur aurait été ennobli; on aurait continué la construction des ponts en fer; ouvert de grandes routes rurales s'étendant des voies ferrées aux endroits les plus reculés et qui auraient été les grandes artères de la colonisation. Enfin notre province, pour de bon, serait sortie de cet état de marasme dans lequel elle avait été tenue malheureusement trop longtemps, elle serait entrée dans une voie de grandeur et de prospérité qui l'aurait mise dans un état supérieur à toutes les provinces de la Puissance, et c'était là le suprême espoir de ce grand homme dont nous déplorons la perte.

Le gouvernement a été accusé de pusillanimité pour n'avoir pas rempli les sièges vacants d'Hochelaga, Chambly, Jacques-Cartier et comté de Québec. A cela le premier ministre a répondu avec beaucoup de jactance: je n'ai pas peur, je ne crains rien. Le premier rappelle le personnage de cette anecdote qui disait à qui voulait l'entendre: je suis un brave, rien ne m'effraye et surtout je n'ai pas peur des ours. Quelqu'un l'entendant faire ses bravades, lui dit: "Mon ami, avec votre courage vous pouvez nous rendre un service signalé, la forêt voisine est infestée de ces féroces animaux, qui dévastent nos campagnes, détruisent nos troupeaux et commettent des dégâts considérables, voici bâton et fusil, allez donc les chasser et les anéantir." Alors, notre personnage de répondre... c'est vrai, je n'ai pas peur des..., ours, mais... je ne fonce pas dessus. Le premier ministre n'a pas peur de l'électorat, mais évidemment ne fonce pas dessus.

Le premier ministre n'a jugé de faire qu'une seule élection, celle de Montmorency, comté voisin de celui du comté de Québec et qui n'en est divisé que par une ligne imaginaire. Les deux comtés étaient pourtant également vacants. Le premier a opté pour Montmorency. Ses préférences, ses prédilections, ses amours ont été pour cette circonscription électorale. Car le premier ministre en vieillissant s'est métamorphosé, subitement et il croit que ça lui sera profitable de faire de la politique amoureuse, c'est une recette nouvelle, dangereuse si elle était employée par le procureur général, mais avec le premier ministre, ça ne sera pas chaud.

Il a choisi ce comté de préférence. Il a prouvé par là son bon goût, c'est un comté éclairé, intelligent, incorruptible, on n'y ferait pas accepter les billets d'une banque depuis longtemps défunte, et personne ne voudrait prendre un petit verre, sans vous demander si c'est réduit. Le premier ministre est allé parler à plusieurs endroits, et

particulièrement dans la vieille patriotique paroisse de Saint-Pierre, patrie d'un fromage indigène, et j'ai été surpris que dans cette pérégrination électorale, il n'ait pas été accompagné de l'honorable commissaire de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien), qui met avec raison le nez partout même sur le fromage quand il est raffiné.

Le premier ministre s'est vanté d'avoir fait élire l'honorable député de Saint-Laurent (l'honorable A.W. Atwater) à Montréal. Trois raisons militaient en faveur de cette élection par acclamation. 1e - En Angleterre, l'élection partielle d'un ministre se fait généralement par acclamation et c'est là une doctrine qui a été assez souvent suivie dans notre pays et qui a été même prêchée par le premier ministre; 2e - C'était au milieu d'une tourmente électorale et il était bon qu'il n'y eut pas de confusion dans l'esprit de l'électorat au sujet des affaires provinciales et fédérales; 3e - Que ce soit le Parti libéral ou conservateur qui soit au pouvoir, la minorité protestante a toujours droit d'avoir un représentant dans le cabinet. Et nous n'avons pas voulu renouveler l'erreur commise par le Parti Conservateur, qui, pour empêcher M. Mercier de remplir ses promesses envers la minorité protestante et anglaise, s'était rué à Mégantic contre l'honorable M. Rhodes, en lui faisant l'opposition la plus acharnée et la plus déloyale possible. Nous respectons de ce côté-ci de la Chambre, les droits de la minorité et nous comprenons que sur ce coin de l'Amérique, si nous voulons conserver dans leur intégrité nos droits et prérogatives nationales il faut être respectueux des privilèges dont la minorité anglaise et protestante est si fière et si jalouse.

Le débat aurait pu en rester là et être limité et circonscrit aux questions traitées dans le discours du trône, sans certaines remarques provocantes du procureur général, à l'adresse du chef de l'Opposition et sans certains reproches de sa part aux membres de ce côté-ci de la Chambre, d'évoquer la mémoire de leur ancien chef M. Mercier.

A brûle-pourpoint, M. le procureur général a demandé au chef de l'Opposition: Avez-vous le prestige et le grand nom de M. Laurier pour conduire votre parti au pouvoir? Les comparaisons sont toujours odieuses, aussi je ne la retournerai pas contre le premier ministre qui s'est tenu dans les limites de la dignité. Mais je demanderai au procureur général (l'honorable L.-P. Pelletier) qui se croit le factotum, l'homme indispensable de son parti, et qui, s'il en a l'occasion, saura bien supplanter le premier ministre, lui qui a voté de tribunes en tribunes électorales, de tréteaux publics en tréteaux publics, dans tous les comtés depuis la péninsule de Gaspé jusque au-delà de Mégantic et d'Arthabaska et de Nicolet, je lui demanderai s'il a le prestige, la confiance et le respect de ses amis, l'honneur, l'intégrité et le grand nom de cet illustre citoyen qui grandit notre race et notre nationalité, qui, courageux, fier et noble, respectueux pour ses adversaires, aimant et servant son parti et son pays avec fidélité, a su avec son seul talent, et sa superbe éloquence, écarter les préjugés nationaux et religieux, et

devenir parmi les hommes de sa race le plus grand citoyen de l'Amérique britannique du Nord.

L'honorable procureur général a demandé à notre chef: Qu'avez-vous fait depuis trente ans que vous siégez dans cette Chambre, qui soit digne de l'attention publique? Je vais vous répondre et j'espère être l'interprète de tout ce qui est loyal dans la loyale Opposition de Sa Majesté. Il a associé son nom à toute législation tant privée que publique adoptée par cette Chambre, depuis 30 ans. Puis il a toujours pris une part active aux débats de cette Chambre.

Mais en outre de cela, son mérite est grand et presque exceptionnel, il a la quadruple vertu, d'avoir toujours été, 1e excellent père de famille, capable de donner aux siens du pain abondant; 2e un honnête professionnel; 3e un intègre citoyen et 4e un politicien comme il y en a peu de nos jours, qui, après trente années de vie parlementaire, peut se lever de son siège et vous dire, comme le chevalier sans peur et sans dol: ces mains sont blanches et nettes, ma conscience est pure, et mon front sans tache. Avec ce langage politique un homme peut se présenter devant le peuple et obtenir facilement sa confiance et son amitié et surtout un verdict favorable.

L'honorable procureur général a déclaré et cela pour insulter le chef de l'Opposition que M. Mercier avait été abandonné par ses amis et entre autres par le député de Saint-Jean. Et à l'appui de ses dires il a cité suivant sa louable habitude un fragment de discours, quelques phrases isolées du chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand). Il faut être prudent lorsqu'on attaque un chef de parti, car la réponse viendra peut-être vive et ardente et il y aura toujours de sérieuses représailles. Je ne sais pas s'il est plus vilain pour un partisan d'abandonner son chef que pour un chef d'abandonner et d'écarter comme une pieuvre et une inutilité, un partisan, de son parti et de son gouvernement. C'est pourtant dans cette position humiliante, dans laquelle s'est trouvé un jour le premier ministre, qui après les circonstances néfastes de 1879, que je n'aime pas trop à rappeler, a subi la triste humiliation de se voir renier par son chef, mis à la porte du gouvernement, et sans aucune forme et ce sans les procédés que l'on emploie même contre le plus vulgaire paria, sans explication, sans remarque, et pas même après un simple bonjour. Et je me rappellerai combien était pénible l'impression de cette Chambre lorsque l'honorable Monsieur, la voix pleine de larmes nous fit le récit de cette grande disgrâce et de sa déconvenue.

N'allons donc plus faire des reproches téméraires aux chefs des partis. Au lieu de rapetisser et d'amoindrir nos grands hommes, grandissons-les et le pays en profitera et grandira. Le contraire peut obtenir des succès bien éphémères, mais toujours en douloureux et froissant des sentiments.

C'est encore le procureur général qui nous a dit: N'allez donc plus exploiter le cercueil de ce mort, M. Mercier, laissez-le donc dormir en paix. "De mortuis nihil nisi bonum", a-t-il dit. Ce n'est pas une tombe que nous exploitons. En écrasant cet homme sous le coup de la diffamation et avec

le langage du sycophante, vous avez jeté dans la boue notre programme et notre drapeau. Nous ne pouvons laver notre drapeau souillé de vos injures qu'en lavant le nom et la mémoire de Mercier. C'est là une des charges de la succession que nous avons acceptée, et nous allons nous montrer pieux et fidèles légataires. M. Mercier après avoir été premier ministre, un des nôtres, père et citoyen, après avoir été confondu parmi les méchants et les criminels, après avoir été arraché de cette juridiction parlementaire de laquelle seule il relevait, après avoir subi un procès humiliant, après que la voix majestueuse de ses pairs eut proclamé son innocence, Mercier avait droit de prononcer les paroles de l'illustre Montalambert, inscrites en tête de son histoire des moines d'Occident, de ces savants silencieux, de ces pieux érudits, qui les premiers avaient allumé le flambeau de la civilisation au moyen-âge, mais qui avaient été aussi persécutés, méprisés et prescrits, il avait droit de s'écrier: "Exhoriare nostris ex ossibus ultor", quelqu'un ne s'élèvera-t-il pas pour me venger? Ce quelqu'un s'est levé, c'est le peuple et déjà il a prononcé des décrets et opéré des exécutions. Voyez, deux premiers ministres ont déjà disparus, l'un, le Parti Conservateur l'a jeté dans l'oubli; le deuxième, M. Taillon, homme respecté et digne d'amitié, il est, malgré son grand nom et son prestige, devenu la victime de ce que je me contenterai d'appeler le passé. Mais le troisième, M. Angers, le grand coupable de tout le mal, après avoir été ignominieusement chassé par le peuple de Québec, il est comme le personnage biblique, n'ayant pas une pierre pour reposer sa tête, et gîaour errant, ne trouvant pas un coin de sol dans cette province, pour dresser sa tente politique.

Je finis. L'honorable procureur général a ajouté: Mais au milieu de toutes ces démonstrations funèbres en l'honneur de M. Mercier, vous oubliez les noms de MM. Dorion et McKenzie, qui ont pourtant été de grandes figures politiques dans le Parti libéral. Nous ne les oublions pas, et ceci me met en mémoire un souvenir historique. Le maréchal Ney, ce vaillant guerrier, ce soldat intrépide qui fit toutes les campagnes du Directoire, du Consulat et du Premier Empire, et qui à Waterloo voyant les troupes françaises plier et écraser sous le nombre, sollicitait la mort, fut respecté par les balles allemandes. Ce héros fut néanmoins, plus tard, lâchement assassiné et fusillé par décret des autorités de son pays. Les balles françaises accomplirent ce que s'étaient refusé de faire les balles allemandes.

Longtemps après ce lâche assassinat, le peuple français au jour de la commémoration des morts, envahissait le cimetière, et allait déposer des monceaux de fleurs sur la tombe du maréchal fusillé, afin disait-il, de faire disparaître toute trace de sang qui avait souillé cette glorieuse dépouille. Le peuple français en se rendant à cette tombe n'oubliait pas les noms des patriotes qui avaient illustré leur pays, et en passant devant leurs statues ou leur tombeau, il leur accordait un pieux souvenir ou offrait pour eux une bonne prière, mais instinctivement il se précipitait vers les restes

du maréchal Ney, parce que son tombeau était scellé du sang des martyrs et exaltait l'admiration populaire. Lorsque nos gens se portent en foule vers le tombeau de Mercier, ils n'oublient nos grands hommes, Dorion, Laflamme et tant d'autres dont les noms sont chers, et ne sont pas oubliés. On se souvient d'eux, on prie pour eux, mais le pèlerinage est vers l'endroit où reposent les restes mortels de Mercier, la légende s'est faite autour de ce nom, et le peuple aime à voir ce tombeau entouré d'une nimbe de gloire qui ne s'éteindra pas.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne):
Propose que le débat soit ajourné.
Adopté.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux, vaux.

Reprise de la séance à huit heures

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'adresse en réponse au discours du trône.

M. J.P. COOKE (Drummond): Dans le mois d'août 1894, j'ai été invité à me rendre au bureau d'un conservateur de Montréal, qui est bien connu et qui possède encore la confiance de son parti, je veux parler de M. George J. Foster, ex-candidat conservateur dans le comté de Brôme, pour la Chambre des communes.

En arrivant à son bureau, je trouvai le sénateur Owens et les députés de Missisquoi, Brôme et Argenteuil. On me montra un protêt adressé à l'ex-premier ministre M. Taillon, contre l'acceptation qu'il avait faite de la résignation du député du comté de Saint-Antoine (M. J.S. Hall) à Montréal comme trésorier de la province.

On disait dans ce protêt qu'il était rumeur que le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) avait résigné parce que les dépenses étaient trop considérables et aussi parce que le gouvernement refusait de remplir la promesse qu'il avait faite en 1892 de rogner les dépenses, et que si cela était vrai, nous endossions sa conduite. Ce protêt était signé par les députés de Missisquoi, Brôme, Argenteuil, par feu M. Kennedy, par M. Morris, ex-député du comté de Saint-Laurent à Montréal, et par moi-même, à Montréal. Plus tard le député de Mégantic l'a également signé, à Québec.

Une fois ce document signé, s'éleva la question de savoir qui irait le présenter à M. Taillon. M. Foster nous dit alors: Celui qui lui présentera ce document n'aura jamais une place dans le gouvernement de M. Taillon et il s'en fera un ennemi pour la vie. Alors le sénateur Owens dit: "Je propose que le député de Drummond (M. J.P. Cooke) le présente. Il n'attend rien du gouvernement, il est indépendant et il n'a pas peur de parler".

J'observai alors que c'était le droit du député de Missisquoi ou de Brôme, à cause de leur séniorité, d'aller présenter ce protêt, mais s'ils croyaient

qu'il était mieux que je vins à le présenter moi-même, j'étais prêt à le faire.

Je me rendis alors à Québec où j'eus une entrevue avec le député de Mégantic (M. J. King), auquel je fis signer le protêt que je présentai ensuite à M. Taillon.

Si ce protêt est produit devant la Chambre ou publié dans les journaux, l'on verra si oui ou non j'ai été consistant dans l'attitude que j'avais prise. Comme un autre protêt du même genre a été un peu plus tard publié, je ne vois pas pourquoi celui-ci ne serait pas aussi publié.

M. l'Orateur, comme je l'ai fait remarquer à cette Chambre dans une occasion précédente, M. Taillon et ses collègues consentirent à entreprendre immédiatement de faire disparaître les dépenses conformément à leurs promesses et à leurs serments faits aux électeurs en 1892, et de combler le déficit causé sous leur administration, si le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) retirait sa démission.

L'honorable député de Mégantic et moi, persuadèrent alors le député de la division Saint-Antoine de retirer sa démission comme trésorier. On sait tous que le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) a pris cette attitude à propos de l'emprunt de Paris.

Qu'arriva-t-il, M. l'Orateur? Vous savez tous que le député de la division Saint-Antoine fut obligé d'offrir sa résignation de nouveau, vu les instances de M. Taillon, pour effectuer ce malheureux et désastreux emprunt, à peine quarante-huit heures après la démission du député de Saint-Antoine.

J'ai été approché par un député de cette Chambre en cette circonstance, qui m'a demandé si j'accepterais la position de trésorier si elle m'était offerte. Ce député occupe actuellement un siège dans cette Chambre. Il me dit alors qu'il partait le soir même pour Québec avec M. Taillon, que la chose pouvait se faire à l'instant.

Je lui ai immédiatement répondu que je ne pouvais accepter cette position vu que son acceptation impliquait de ma part la répudiation de la conduite du député de Saint-Antoine, lui donnant en même temps plusieurs autres raisons pour lesquelles je ne pouvais pas accepter.

DES VOIX: Nommez-le, nommez-le!

M. J.P. COOKE (Drummond): Je ne crois pas, M. l'Orateur, qu'il serait sage de mentionner le nom de cet honorable député.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): C'est très injuste.

M. J.P. COOKE (Drummond): Je dois dire cependant que j'informai immédiatement le député de Saint-Antoine de cette offre et lui nommai alors le nom du député qui l'avait faite; je crois même en avoir conféré avec le député de Mégantic.

Quelques temps après sur la rue Saint-Jacques dans le cours d'un avant-midi, je rencontrai M. J.-Y. Émard, qui me présente M. Joncas, député de Gaspé, à la Chambre des communes.

M. Joncas déclara qu'il était envoyé par M. Taillon, pour me rencontrer, car, disait-il, ce dernier était anxieux de confier la position de trésorier à un député de langue anglaise, mais que, vu l'entente intervenue entre les membres de langue anglaise de ne pas accepter la position, il se trouvait dans l'impossibilité d'offrir la position à personne d'entre eux; il déclara que si je voyais mes collègues et m'entendais avec eux sur le choix d'un quelqu'un, M. Taillon le nommerait immédiatement.

Je fis réponse à M. Joncas, que si l'honorable M. Taillon désirait s'entendre avec un député anglais il était mieux de se présenter lui-même, car nous ne désirions pas nous servir d'intermédiaire. Cette conversation fut aussi racontée à l'honorable député de Saint-Antoine.

Quelques temps après l'honorable M. Taillon convoqua une réunion à Montréal de tous les députés de langue anglaise, et nous trouvons dans un des numéros du mois de novembre 1894 de la Montreal Gazette au sujet de cette réunion, ce qui suit: "M. Cooke essaye de fonder un parti anglais; M. Cooke déclare être aujourd'hui, demain et toujours en faveur de M. Hall".

Vous savez tous, Messieurs, que, à la session suivante, j'ai proposé une motion de non-confiance dans le gouvernement. Non seulement je n'ai pas voulu consentir à me rendre dans le comté de Bonaventure, malgré les pressantes instances de M. Taillon et ses collègues, mais j'ai encore refusé de signer cette déclaration publiée dans les journaux, portant les signatures des députés de Missisquoi, Brôme, Argenteuil, Châteauguay, Stanstead, M. Morris, et celle de feu M. Kennedy, déclaration par laquelle ils affirmaient leur confiance dans le gouvernement et demandaient aux électeurs de Bonaventure d'envoyer en Parlement le candidat du gouvernement.

M. l'Orateur, quand l'honorable député de Stanstead a été nommé président du conseil, je suis allé dans le comté. Lors de sa réélection, j'ai fait la lutte contre le gouvernement, et c'est cette action de ma part qui a entraîné l'accusation portée maintenant contre moi.

Je ne regrette pas d'être allé dans le comté de Stanstead, au contraire j'y retournerai volontiers dans les mêmes circonstances. Je crois qu'il serait bien de raconter pourquoi je suis allé dans ce comté la première fois.

Je reçus un message par téléphone, me demandant de me rendre aux bureaux du Star. A mon arrivée je trouvai M. Dolly, l'honorable député de la division Saint-Antoine qui m'attendaient. On me raconta que l'honorable député de Saint-Antoine s'était rencontré avec M. Greenshield à Coaticook, et que tous deux avaient décidé de convoquer une assemblée le lendemain soir pour discuter ensemble l'emprunt français. Le député de Saint-Antoine me dit qu'il avait reçu un télégramme de M. Huntingdon, le mandant immédiatement à New York, et que ne pouvant se rendre à cette assemblée, il me demanda comme faveur pour lui personnellement de bien vouloir le remplacer: ce que je consentis à faire.

Je dois dire, M. l'Orateur, que j'avais découvert dans ce temps-là que M. Taillon et ses collègues avaient violé de nouveau leurs promesses de réduction de dépenses et que l'année fiscale se solderait au 30 juin 1895 par un gros déficit, que dans la suite on a constaté être de \$262 000. J'ajouterai que je n'ai rien fait, durant tout le temps qu'ont duré les difficultés, sans consulter l'honorable député de la division Saint-Antoine.

Je puis dire sincèrement qu'aucun de mes amis ne peut m'accuser de m'être prêté à aucune tromperie envers eux. L'honorable trésorier peut-il en dire autant? L'honorable trésorier dit que la position lui a été confiée sans qu'il ne l'eut jamais convoitée.

Qu'il me suffise de dire que lorsque le Star a pris sous sa tutelle l'honorable trésorier, pour des raisons bien connues à Montréal et de ce dernier, on riait beaucoup en disant que l'honorable député serait candidat pour toute position ouverte dans le district, et s'il ne se fut laissé exploiter par le Montreal Star, il serait encore aujourd'hui dans la vie privée.

L'honorable trésorier a fait une remarque à mon adresse parce que j'avais été élu dans le comté de Drummond où mon père et moi étions nés et où j'étais connu de chaque électeur. Je considère ce fait, M. l'Orateur, comme le plus grand honneur qui puisse m'être fait, en voyant des électeurs du comté où je suis né, ne tenir

aucun compte que je suis résidant à Montréal, et me choisir comme leur représentant dans cette Chambre.

L'honorable trésorier m'a lancé le défi d'aller me présenter avec lui dans la division Saint-Laurent. Je réponds à ce monsieur que quoi qu'il arrive je me présenterai dans cette division non pas à sa requête mais à celle des électeurs de la division.

Je dirai cependant à l'honorable député que, comme libéral et résident dans la division Saint-Laurent, je promets au nom des libéraux de cette division que non seulement nous mettrons un partisan de l'honorable M. Marchand en nomination contre lui, mais que nous l'élirons comme le prochain député de la division Saint-Laurent dans cette Chambre.

M. L'ORATEUR: Fait remarquer au député de Drummond (M. J.P. Cooke) qu'il ne peut continuer son discours parce que les règles de la Chambre s'y opposent.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Fait une comparaison entre l'administration Mercier et les administrations conservatrices qui se sont succédées depuis 1892 et en arrive à la conclusion que le Parti conservateur n'a pas rempli ses promesses solennelles faites au peuple et que celui-ci se vengera aux prochaines élections.

Notre dette totale le 30 juin 1891 était de	\$33 557 527.24
Moins subventions périmées	1 996 520.13
	<u>\$31 585 307.11</u>

Quel montant à même cette somme avait été dépensé pour les chemins de fer jusqu'au 30 juin 1891?

Sur ce montant il avait été dépensé pour les chemins de fer	\$20 763 167.03
Subventions accordées mais non encore gagnées	6 377 891.69
	<u>\$27 141 676.92</u>
Moins subventions périmées	1 996 520.13
	<u>\$25 144 556.00</u>

Voilà le montant qui a été dépensé pour les chemins de fer. Voyons maintenant la part de responsabilité des conservateurs. Le montant dont ils sont responsables s'élève à \$20,352,361.53.

Les subventions accordées sous le régime Mercier ont été de \$7,298,567.88, moins les subventions périmées qui sont de \$1,596,520.13, et les subventions périmées et rétablies par la loi de 1894, \$509 850.49. En tout donc, il a été dépensé de ce chef \$25 144 558.79.

Or, d'après ces chiffres puisés aux sources officielles, il appert que sur cette dernière somme absorbée par la construction des chemins de fer, le régime Mercier n'a fait voter que \$4 792 197.26.

Comme la principale partie de notre dette a été créée par l'aide accordée aux chemins de fer, on voit tout de suite combien le public a été

trompé par nos adversaires. Et encore faut-il ajouter que ses quatre millions et demi ont été en grande partie dépensés pour continuer ou terminer des entreprises commencées sous le gouvernement précédent.

Prenons maintenant un autre chef de dépenses: les travaux publics. Il a été dépensé pour la même période, de 1867 à 1891, \$7 675 955.36.

Dépensé par les conservateurs.	\$4 911 723.33
Dépensé sous M. Mercier.	2 734 242.05

Si nous additionnons ces deux chiffres, chemins de fer et travaux publics, sous le régime Mercier, l'on verra que la dette n'a été augmentée que de \$7 873 430.55. C'est loin de 13 et 15 millions comme nos adversaires l'ont proclamé depuis

1892. C'est avec ces fausses représentations que l'on avait réussi à tromper le peuple en 1892.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Après avoir complimenté le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) en disant qu'il parle avec sagesse sur les sujets financiers, il constate avec regret qu'il n'a pas aujourd'hui l'habileté qu'il avait pour trouver des surplus dans les finances provinciales lorsqu'il était trésorier de la province. Le représentant de Québec-Est autrefois était un homme d'une habileté extraordinaire quand il s'agissait de trouver des surplus et de se vanter de ses découvertes. Mais voilà que soudain, il a perdu cette habitude qui pourtant trouverait plus justement sa place maintenant que le Parti conservateur a restauré les finances de la province que le régime Mercier avait ruinées. M. Mercier avait l'habitude d'appeler brillante l'administration financière du député de Québec-Est et celui-ci l'a cru, bien que les faits aient prouvé absolument le contraire. Cela a été prouvé dans les actions des administrations qui ont eu tant de succès au point de vue économique en changeant complètement le système suivi par le gouvernement Mercier.

Le représentant de Terrebonne fait ici le tableau des déficits qui ont signalé l'administration de la province de 1887 à 1891, déficits qui étaient passés à l'état de système dont nous avons souvent entretenu nos lecteurs et que l'on peut constater en consultant les comptes publics. Le peuple n'a jamais cru aux surplus fictifs qu'on lui représentait et il l'a prouvé le 8 mars 1892.

Il démontre que les libéraux ont eu des déficits atteignant jusqu'ici \$1 742 000 en un an.

On parle souvent de l'emprunt Taillon opéré en 1894, mais on se garde bien de dire que nous avons alors obtenu la valeur complète de nos débentures. Nous avons fait mieux que la Russie, qui n'a obtenu que 75 pour des débentures semblables.

Il prouve une fois de plus que l'emprunt de Paris équivalait à un emprunt de 4 pour cent, vendu à 98 ou 99. La province a obtenu pour ses bons à 3 pour cent l'équivalent de ses bons déjà sur le marché.

La discussion sur ces chiffres viendra, du reste, avec le budget, alors que les deux partis mettront au jour leur programme respectif.

Il passe ensuite en revue les discours des libéraux. Il explique d'abord dans quelles circonstances le gouvernement actuel a été formé.

Il profite de l'occasion pour tirer d'inquiétude les députés de la gauche qui semblent s'inquiéter considérablement de ses actions durant cette période. Il est faux qu'il y ait eu lutte entre lui et M. Casgrain. Le premier ministre (l'honorable E.J. Flynn) actuel, dit-il, était dès 1892 désigné comme devant diriger le gouvernement de la province au cas où l'honorable M. Taillon déciderait de se retirer, non seulement à cause de sa science, de ses connaissances, de son expérience et de son habileté administrative et de sa merveilleuse éloquence parlementaire mais aussi par sa franchise et son intégrité. Je ne regrette rien. Le chef de

l'Exécutif n'a pas cru devoir donner les raisons qui l'ont engagé à me faire l'honneur de m'appeler à former un gouvernement. Peut-être voulait-il honorer l'importante section de Montréal. Toujours, est-il, que je me suis retiré avec plaisir, honneur et fierté pour faire place à l'homme naturellement désigné à cette haute position. C'est un homme de progrès, un travailleur, un politique dans toute l'acceptation du mot. Je suis satisfait et je serai loyal à mon chef actuel comme je l'ai été envers tous ceux sous qui j'ai servi.

Le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel) fait ici remarquer que dès la formation du cabinet provincial, il s'est déclaré en faveur de la séparation de la politique fédérale et c'est donc à tort que les libéraux prétendent que ses idées séparatistes ne datent que du 23 juin dernier, date de la chute du Parti conservateur à Ottawa.

C'est un malheur public de voir les libéraux tenter de confondre les deux politiques et menacer le gouvernement de l'intervention fédérale. C'en sera bientôt fait de l'autonomie provinciale si les autorités locales doivent tomber sous fêrule des autorités fédérales.

Les libéraux commettent une autre fausseté, quand ils disent que le but du gouvernement en demandant une augmentation du subside fédéral est d'embarrasser M. Laurier.

Il ajoute que c'est avec chagrin qu'il a entendu le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) déclarer que si M. Laurier a du cœur il refusera à la province toute augmentation du subside fédéral tant qu'elle sera gouvernée par le Parti conservateur. Il se refuse à croire à cela, car ce serait une énormité.

L'orateur établit ensuite que le gouvernement se conforme à son programme d'économie. Sans doute il lui a fallu imposer des taxes.

A propos des taxes, le représentant de Terrebonne met ses adversaires en contradiction avec eux-mêmes, démontrant que ces Messieurs, notamment l'honorable député de Québec-Est (M. J. Shehyn) ont déclaré qu'en 1892 la taxe était nécessaire. Au reste, feu l'honorable M. Mercier a lui-même admis alors que la taxe était nécessaire.

Les libéraux ont augmenté dans l'espace de cinq ans la dette d'une façon désastreuse et ont failli ruiner complètement le crédit de la province.

A cette époque (1892), nous n'avions que \$18 000 000 de dette. Or, à la chute de Mercier, la dette était montée à \$35 000 000, et, les intérêts annuels s'étaient accrus dans la même proportion.

Il était devenu impossible de continuer dans cette voie et il nous fallait équilibrer le budget, remettre nos finances en ordre. Pour cela, le gouvernement a non seulement réduit les dépenses, mais encore diminué le chiffre de la dette provinciale. Il démontre cette proposition par des statistiques puisées aux documents publics.

On dit que le Parti conservateur a augmenté le passif de la province; mais on néglige d'apporter les preuves à cet avancé erroné. En 1896, la dépense a été de \$4 000 000 tandis que lorsque le Parti conservateur est arrivé au pouvoir en 1892, la dépense était de \$4.900 000. Les libéraux ont

même porté cette dépense à \$5 100 000 et on n'a qu'à consulter les comptes publics pour en trouver la preuve. Nous avons liquidé la dette flottante, que nous avons trouvée en 1892, au moyen d'un emprunt permanent. Nos adversaires avaient augmenté la dette de \$10 000 000 soit une obligation annuelle supplémentaire de \$400 000. Sans cette obligation nos dépenses ne seraient que d'environ \$3 000 000. N'est-ce pas une économie qui saute aux yeux.

Nous n'avions violé ni nos promesses, ni nos engagements comme nos adversaires se plaisent à le dire. Nous avons pratiqué l'économie et le peuple ne s'en plaindra pas. Nous avons abaissé autant qu'il nous a été possible notre dette considérable. Nous avons diminué les dépenses ordinaires et le dernier exercice financier démontre un surplus de \$280 000.

L'année dernière, une enquête a démontré que le gouvernement ne retirait pas de la chasse et de la pêche les revenus qu'il avait droit d'espérer. Nous avons réorganisé ce département qui sera à l'avenir une source de revenus considérables pour la province.

Les libéraux qui ont augmenté les dépenses ordinaires de \$1 000 000 par année, ont tort de nous reprocher une augmentation de \$2 000 dans la dépense annuelle du service civil.

Il compare les discours de l'Opposition à la séance donnée par le singe qui montrait la lanterne magique, dont parle la fable, et qui oubliait d'éclairer sa lanterne. On fait beaucoup de verbiage dont on exclut avec soin la lumière, pourtant essentielle à tout discours sérieux. Puis il proteste contre les avancés des libéraux à savoir que le marchand de bois écrase le colon. Celui-ci ne se plaint pas du marchand de bois qui est son ami et son protecteur.

Le gouvernement peut se flatter que le temps est passé où le colon était sacrifié. Aujourd'hui, le colon n'est plus soumis à l'odieuse réserve de trente mois, qui le ruinait. Il n'est plus privé du droit de pêcher, pour sa subsistance, dans nos cours d'eau et lacs comme il l'était sous le régime Mercier. Aujourd'hui, il n'y a pas trace de plaintes formulées par les colons.

Il profite de l'occasion pour rappeler aux libéraux qu'ils étaient les auteurs de la loi des trente mois. Le marchand de bois doit être protégé, lui qui protège le colon. Le colon n'a pas d'ami plus véritable que le Parti conservateur.

On parle beaucoup des clubs de pêche et on oublie de dire qu'ils ont été formés sous le régime de feu M. Duhamel. Les libéraux ont été jusqu'à vouloir empêcher le colon de pêcher à la ligne pour sa subsistance et ils se prétendent ses amis.

On dit que la législation projetée sur les "homesteads" est empruntée à la politique de Mercier. Or, la vérité est que M. Mercier refusa d'accorder le privilège des "homesteads" aux colons sous le prétexte que cela ferait perdre \$80 000 par an à la province.

On a voulu aussi se vanter du côté libéral de l'établissement des écoles du soir. Or, la vérité est que ces écoles étaient, au début, une véritable farce et un simple truc électoral.

Aujourd'hui, ces écoles sont maintenues et rendues pratiques. Elles ne coûtent plus que \$10 000 contre \$50 000.00 et donnent de meilleurs résultats. Elles ont plus d'élèves qu'autrefois, et des élèves sérieux.

Il discute ensuite le projet de règlement des subsides aux chemins de fer. Les compagnies ont le droit indéniable de faire localiser les terres que la Législature leur a accordées. Nous n'avons que 1 000 000 d'acres de terres arpentées, quand il en faudrait 15 à 16 000 000. Ces arpentages coûteraient des sommes énormes. La concession de ces terres rendrait impossible l'administration et l'exploitation du domaine public. Sans compter que sur les terres vendues jusqu'aujourd'hui, à raison de 20 ou 30 centins, nous devions payer la différence, jusqu'à 35 centins aux compagnies intéressées. Par le règlement que nous proposons nous réduirons la dette provinciale et nous rendons tout le domaine public à la province.

Le Parti libéral blâme notre politique des chemins de fer. Or, notre politique a consisté à faire disparaître les entreprises de simple exploitation sans arrêter le progrès de la province. Sous notre administration on n'a pas vu comme sous le régime Mercier, faire des cadeaux de quatre à cinq millions à des chemins de fer terminés, riches, et n'ayant besoin d'aucun secours.

Il démontre ensuite qu'il est faux que le gouvernement ait emprunté à M. Mercier sa politique sur le réajustement des subsides fédéraux, l'ins-truction publique et le règlement de la question des limites de la province. En réalité, la question du subside fédéral a été l'oeuvre du Parti Conservateur dont on se rappelle les luttes. En 1882-83 et 84, quand M. Mercier votait, dans la Chambre, contre toute demande au gouvernement fédéral.

Il ridiculise la prétention émise par l'Opposition à savoir que le programme du gouvernement tel que convenu dans le discours du trône n'est qu'une copie des idées de Mercier. Il n'a jamais encouragé les plus pauvres à s'instruire. Il avait de l'argent pour tout excepté pour la cause sacrée de l'éducation.

La politique des ponts de fer n'était pas juste; ces ponts auraient dû être construits par les municipalités.

Quant à la délimitation de la frontière provinciale, cette question a commencé à être agitée dès 1885 par les conservateurs, dont M. Mercier n'a fait que suivre les traces.

Après avoir réfuté ce que les libéraux ont depuis longtemps ressassé sous la dénomination de scandales: l'affaire Vallières, l'affaire du palais de justice de Montréal etc, et avoir établi que la responsabilité de ces choses retombe sur le Parti libéral, l'orateur déclare avec raison et des preuves à l'appui que le Parti conservateur peut se vanter de n'avoir jamais forfait à l'honneur et que l'administration libérale de 1887 à 1891 ne peut en dire autant.

Non, dit-il nous n'avons pas forfait à l'honneur, et il n'est pas de ces prétendus scandales qui ne résident uniquement dans l'imagination de nos adversaires et ne constituent une diffamation de notre passé administratif. Il n'est pas un sou

dont nous ne sommes pas prêts à rendre compte comme de bons et fidèles administrateurs.

Nous ne tenons pas à rabaisser mes adversaires, nous ne tenons pas à nous livrer à des récriminations peu fructueuses pour le bien être de la population qui a besoin avant tout d'une vigoureuse administration.

Nous avons réglé, liquidé les affaires de la province, et si les hasards de la guerre faisaient passer l'administration entre les mains de nos adversaires, nous leur prédisons qu'ils ne seront pas obligés de passer tout leur temps à réorganiser les divers services administratifs démoralisés par un laisser-aller et un relâchement et contrairement à la loi et aux meilleurs usages administratifs. L'inventaire de nos méfaits ne serait pas long et vous n'auriez pas à employer toute votre énergie à combattre à chaque moment un courant puissant, entretenu par les appels les plus malsains aux appétits malfaisants, et qui nous entraînait fatalement dans l'abîme.

Nous ne voulons pas vivre de récriminations, comme on l'a dit, mais nous entendons nous faire respecter, faire respecter nos chefs et nos glorieuses traditions. Nous entendons vivre de propre vie pour répandre partout, sous une direction modérée et prudente, l'esprit de progrès dans notre jeune province qui a tant à faire pour jouer son rôle et remplir sa mission.

Pour cela nous n'entendons pas tirer tout de la politique de parti ou au moins de ces organisations de parti constituées autrefois par d'impérieuses et légitimes nécessités, mais qui vont sans cesse s'effaçant devant d'autres exigences, celles du jour, que proclame la grande voix populaire en face des aspirations toujours grandissantes de la province.

La province aujourd'hui représente autant et plus d'importance acquise et de ressources en voie de développement que le Canada de 1840.

Dans un demi siècle elle devrait valoir le Canada d'aujourd'hui, si, s'occupant de se donner de bons gouvernements, elle fait de la bonne finance et sait tirer parti des immenses ressources disséminées dans un territoire qui l'emporte sur les anciennes provinces par son étendue, la variété de ses produits, la facilité de ses voies naturelles et artificielles de communication.

M. Rameau que l'on a surnommé à bon titre l'ami des Canadiens, le père adoptif de la famille canadienne, prononçait le 5 novembre 1888, les belles paroles qui suivent:

"Ne demandez pas trop à la politique, ne lui demandez pas plus qu'elle ne peut vous donner. Que peut-elle vous donner? Bien peu de chose. Ne vous querellez donc pas trop pour elle. Travaillez avec plus d'ensemble à l'avènement de votre pays."

Ces paroles courageuses et d'un désintéressement absolu renferment tout un programme patriotique, qui, au fond, n'est rien autre chose que le programme du gouvernement actuel. Nous le présentons à la Chambre avec confiance, et le peuple, souverainement juste quand il est éclairé, ratifiera le jugement qu'il a porté en 1892 contre

l'administration libérale pour renouveler son acte de confiance dans un gouvernement qui n'a cessé de travailler au relèvement du crédit public, à la sage administration de nos finances et au développement de tous les progrès légitimes parmi les différentes classes de la population.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Déchéne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Ste-Marie, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 21.

Contre: MM. Allard, Atwater, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, King, Lacouture, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Simpson, Tellier, Tétreau, 38.

M. Savaria a pairé avec M. Gillies.

M. Spencer a pairé avec M. Bourbonnais.

Ainsi il est résolu négativement.

La question principale étant mise aux voix, elle est adoptée.

Formation des comités permanents

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Il est ordonné, que l'honorable M. Beaubien, l'honorable M. Nantel, l'honorable M. Hackett, l'honorable M. Atwater, M. Marchand, M. Marion, M. Bisson, M. Parizeau, M. Tessier (Portneuf), M. Stephens et M. Tellier composent ledit comité.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que demain cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

M. L'ORATEUR: (Tous les membres de la Chambre étant découverts) lit le message comme suit:

J.-A. Chapleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1897 et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1898, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ces budgets à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1)

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 28 novembre 1896.

Droits sur les transferts d'immeubles

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 10) abrogeant la loi imposant des droits sur les transferts d'immeubles soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer qu'il ne s'objecte aucunement au principe du bill.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Paroisse de Saint-Maxime-de-Scott

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 3) annexant au comté de Dorchester pour toutes fins, cette partie de la paroisse de Saint-Maxime-de-Scott, maintenant dans le comté de Beauce, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à une heure a.m.

Séance du 24 novembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau de la Chambre.

Par M. England, la pétition de Henry Levell et autres de la ville de Coaticook.

Par M. Spencer, la pétition de James Edward Mullin et autres de la cité et du district de Montréal.

Par M. Panneton, la pétition de "The Stadacona Water, Light and Power Company", la pétition des comptables de la cité de Montréal, et la pétition de William James Wright de la cité de Montréal.

Par M. Stephens, la pétition de John Wilson, de la cité de Glasgow et autres lieux et la pétition de l'Institut Trafalgar de la cité de Montréal.

Par M. Marchand, la pétition de Raoul Aube et autres de Saint-Jean, province de Québec, et d'autres lieux.

Par M. King, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

Composition des comités permanents

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre. Voici le rapport:

Bills privés: Les honorables Atwater, Beau-bien, Hackett, Pelletier, et MM. Allard, Augé, Baker, Beauchamp, Bisson, Bouffard, Cartier, Caron, Chicoyne, Cooke, Déchéne, Duplessis, Doyon, Girouard, Greig, Guérin, King, Lacouture, Lussier, Lemieux, Marion, Martineau, MacDonald, Normand, Panneton, Parent, Parizeau, Pinault, Simpson, Stephens, Tellier, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski) et Turgeon.

Agriculture et immigration: L'honorable M. Beau-bien, et MM. Beauchamp, Baker, Bédard, Bernatchez, Bisson, Caron, Chicoyne, Cholette, Déchéne, Desjardins, Doyon, Gosselin, Gillies, Girard (Lac-Saint-Jean), Gladu, Greig, Lacouture, Lussier, Magnan, McClary, MacDonald, Marion, Morin, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Spencer, Stephens, Ste-Marie et Tétreau.

Privileges et élections: Les honorables Flynn, Hackett, Pelletier, et MM. Déchéne, Duplessis, Hall, Tellier, Tessier (Rimouski) et Turgeon.

Comptes publics: Les honorables Atwater, Flynn, Hackett, Nantel, Pelletier, et MM. Allard, Beauchamp, Bourbonnais, Bernatchez, Carbray, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Déchéne, Duplessis, Girard (Rouville), Gladu, Grenier, Guérin, Hall, Lacouture, Martineau, Parent, Pinault, Parizeau, Savaria, Shehyn, Spencer, Stephens, Tellier, Tessier (Portneuf).

Ordres permanents: MM. Bourbonnais, Bisson, Bouffard, Cholette, England, Girouard, Grenier, Laliberté, Marion, Panneton, Simpson et Spencer.

Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières: Les honorables MM. Beaubien, Flynn, Nantel, et MM. Allard, Augé, Baker, Bisson, Bédard, Bourbonnais, Carbray, Caron, Châteauvert, Chicoyne, Cooke, Desjardins, Doyon, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Girouard, Gladu, Gosselin, Greig, Grenier, Gillies, Guerin, King, Lacouture, Laliberté, Magnan, Martineau, McClary, MacDonald, Morin, Parizeau, Petit, Pinault, Poirier, Simpson, Stephens, Ste-Marie, Tessier (Rimouski) et Tétreau.

Industries: Les honorables MM. Atwater, Beaubien, Hackett, et MM. Baker, Bédard, Bernatchez, Bisson, Carbray, Châteauvert, Desjardins, Gillies, Gosselin, Guerin, King, Lussier, McClary, Normand, Parizeau, Savaria, Shehyn et Simpson.

Législation et lois expirantes: Les honorables MM. Atwater, Flynn, Hackett, Pelletier, et MM. Allard, Augé, Bisson, Bouffard, Cooke, Gladu, Hall, Lemieux, Marchand, Marion, Normand, Panneton, Parent, Stephens, Tellier, Tessier (Rimouski) et Turgeon.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, reçu et lu hier, transmettant les estimations supplémentaires des dépenses de l'exercice finissant le 30 juin 1897, et les estimations des dépenses de l'exercice finissant le 30 juin 1898, et les budgets qui les accompagnent, soit renvoyé au comité des subsides.

Adopté.

Introduction de bills:

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 83) modifiant l'article 148 des statuts de la province de Québec concernant l'indemnité législative. Cette indemnité serait réduite de \$800. à \$600.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Subsides

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose;

1. Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour

faire face aux dépenses d'élections pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses casuelles du gouvernement civil pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Se plaint de l'extravagance du gouvernement dans l'achat de dictionnaires pour ses ministères. Il y a sûrement assez de dictionnaires dans la bibliothèque pour combler tous les besoins.

Il exprime aussi l'idée qu'un commis à l'emploi du service civil devrait, pour gagner son salaire, fournir le même travail que s'il était au service de l'entreprise privée.

Il demande des renseignements à propos des comptes publics. Il déclare que l'on pourrait réaliser une économie annuelle de \$50 000 en éliminant les frais divers. Les comptes publics sont remplis de dépenses qui n'auraient jamais dûes être chargées à la province. Il proteste contre le fait de donner un salaire supplémentaire aux employés. Il ne connaît aucun employé qui travaille plus qu'il ne devrait, et le salaire qu'il reçoit devrait être suffisant.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Soutient que l'on a grandement réduit les dépenses dans ce département.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le prend à partie.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Fournira des explications à une séance subséquente.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose;

2. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la balance due sur prix d'achat (\$1 400) du musée d'histoire naturelle de Provancher pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Une longue discussion s'élève.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Donne des explications.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Explique que cette somme est destinée à améliorer les cours donnés au Monument national et aider cet établissement.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): S'oppose à cette résolution.
Adopté.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture en général pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Relate le travail fait par les cercles, les résultats obtenus par leur entremise. De l'aveu de tous, notre agriculture a fait des progrès sérieux et le développement du mouvement agricole est tel que les dépenses doivent nécessairement augmenter en même temps que se diversifient les genres de culture cette année. Le département a commencé à distribuer des séchoirs comme dans le comté de L'Islet.

UNE VOIX: Pour sécher les larmes du député de L'Islet.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): ... Pour les fruits aux sociétés de pomologie et d'arboriculture; il a fait faire des études par un spécialiste sur l'arboriculture dans Ontario et l'Etat de New-York; il a fait écrire et distribuer des ouvrages de propagande agricole. Il dit que "Encouragement de l'agriculture" comprend les subventions aux expositions, à part celles de Montréal, Sherbrooke et Trois-Rivières, aux concours de labour, aux conventions de la société d'industrie laitière, etc.

Au sujet de la distribution d'arbres fruitiers, il explique que le gouvernement fédéral a mis à sa disposition 2,000 arbres, et comme ce nombre ne suffisait pas, le département a acheté d'autres arbres, les uns dans le comté de L'Islet, pour distribution dans le bas de la province, et d'autres à Oka, pour le haut de la province.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande pour quelle raison le gouvernement, s'il était pour adopter cette politique paternaliste, n'achèterait pas des poêles pour cuire le pain des gens et réchauffer les pauvres colons pendant l'hiver? Pourquoi ne pas laisser les gens mener leurs propres affaires?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Réplique que les machines agricoles sont données aux sociétés de pomologie dans le but d'obtenir de meilleurs résultats.

M. A. GIRARD (Rouville): Se plaint qu'on n'ait pas fait d'achat aux pépiniéristes du comté de Rouville comme à Abbotsford et à Rougemont.

Il accuse le commissaire de l'Agriculture de partialité dans l'attribution de ses faveurs.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Répli-

que que des commandes ont été envoyées à ses pépiniéristes qui ont refusé de les remplir.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet) et M. A. GIRARD (Rouville): Trouvent qu'on ne devrait pas faire ces achats aux Trappistes d'Oka, parce que leur ferme est subventionnée et qu'ils font une concurrence ruineuse aux agriculteurs et industriels agricoles.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Relève vivement ces remarques, bien dans la note libérale, et bien digne de la tactique libérale, qui consiste à poursuivre en tout et partout les religieux. Même dans la France révolutionnaire, on est heureux de recourir aux services des Trappistes. Ces religieux sont ici les meilleurs agents de diffusion de la science agricole et nous aident puissamment à produire de nouvelles ressources pour nos cultivateurs. Ainsi, grâce à eux, l'on a commencé avec succès la fabrication du fromage de gruyère.

M. A. GIRARD (Rouville): Il est indigné. Il n'a pas attaqué les Trappistes ou toute autre institution religieuse. Il n'est peut-être pas un castor, mais il n'est pas non plus un libéral avancé ni un mangeur de prêtres; ni aucune de ces épithètes injurieuses que le ministre insinue.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): On a constaté qu'une grande quantité de fromage exporté en Angleterre était de mauvaise qualité. Après l'avoir fait examiner, il fut constaté que cela était dû à la pression employée. Or les marchands qui avaient vendu cette pression, prétendaient avoir obtenu des certificats de MM. Leclerc et Bourbeau, professeurs à l'Ecole d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe. Pourquoi dépenser des sommes aussi considérables que celles que l'on nous demande pour obtenir des résultats aussi déplorables? Car ce qui est arrivé est de nature à ruiner à l'étranger la réputation de notre fromage.

DES DEPUTES DE L'OPPOSITION: Se prononcent contre un paiement de \$20.00 pour la traduction et l'impression d'un bill concernant la Ferme expérimentale de Compton.

MM. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères) et J.P. COOKE (Drummond): Prennent aussi la parole.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Subsides

La Chambre en conformité de l'ordre du jour se forme de nouveau en comité des subsides.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Prie l'Opposition de ne pas perdre de temps afin d'expédier les travaux de la session le plus rapidement possible.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se plaint de la précipitation avec laquelle le gouvernement veut pousser les affaires. Les estimés supplémentaires n'ont été distribués qu'à minuit hier, les comptes publics ne sont pas encore distribués et l'on veut nous forcer à les examiner. L'Opposition est prête à hâter la besogne, mais elle n'entend pas être bâillonnée ou surprise. C'est dans l'intérêt public qu'il se fasse une discussion moins oiseuse mais efficace et loyale.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Obtempère à cette demande. (On décide de ne discuter que les items sur lesquels l'Opposition est prête).

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Démontre clairement qu'une bonne partie de cette politique exagérée est un trompe-l'oeil. De plus, ce qu'elle a de valable a été mis sur pied par les prédécesseurs du ministre. Dans l'ensemble, elle est menée non pas dans l'intérêt des fermiers, qui la ridiculisent, mais pour faire du capital politique pour le parti au pouvoir en vue des élections.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare que ses collègues ont besoin de plus amples renseignements au sujet de cette somme de \$10 000. allouée aux cercles agricoles avant que cette résolution ne soit passée.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Fait remarquer que cet item sera débattu quand le budget sera présenté devant la Chambre. Il n'est donc pas nécessaire de perdre du temps sur cette question.

La proposition est remise à plus tard.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose;

4. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'amélioration des chemins ruraux pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Insiste sur la nécessité d'améliorer les routes et spécialement dans les districts où il y a des laiteries. C'est la politique du gouvernement de venir en aide aux municipalités pour améliorer leurs routes.

Il a acheté diverses machines pour casser la pierre et des rouleaux, qu'il prête gratuitement aux municipalités. Le résultat jusqu'à présent est satisfaisant; c'est une expérience qui sera continuée. En améliorant les routes on pourrait réduire le nombre trop grand de fromageries, car aujourd'hui le mauvais état des routes est cause qu'on a, dans certaines paroisses, établi jusqu'à douze fromageries, ce qui nuit à l'uniformité de la fabrication.

M. A. GIRARD (Rouville): Félicite le gouvernement de la réforme qu'il a inaugurée. Il admet que l'amélioration des routes est une priorité et il est d'accord avec la conduite du gouvernement à ce sujet, mais il ne faut pas que les ministres réclament les mérites de cette idée. Avant eux un politicien distingué avait eu cette pensée, c'est M. Rocheleau, ancien député de Chambly, d'acheter les machines nécessaires à cet objet. Le coup d'Etat arriva, M. Mercier fut démis et les ministres actuels se sont emparés non seulement de sa place mais encore de ses idées politiques.

M. J.P. COOKE (Drummond): Exprime le désir de voir le comté de Drummond, ainsi que tous les autres comtés représentés par des membres de l'Opposition, recevoir leur juste part de l'argent de la colonisation et d'être mieux traités que par les années passées.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Approuve ce projet.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Désire voter en faveur d'une somme plus élevée pour l'amélioration des chemins ruraux et déclare que les routes de la province de Québec sont les pires routes qu'il n'a jamais vues, que ce soit en Europe ou ailleurs.

Il est d'avis qu'on devrait dépenser trois ou quatre cent mille piastres pour l'amélioration des routes.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Eh bien, donnez-nous en plus.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il est d'accord pour que l'on vote une somme plus élevée. Il explique ensuite de quelle manière le gouvernement pourrait se procurer plus d'argent. Au lieu de donner de l'argent aux chemins de fer, on consacrerait cette somme à la construction de bonnes routes macadamisées dans chaque comté. Ainsi, l'argent serait mieux dépensé.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose;

5. Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'exposition de Sherbrooke: \$2 500 pour l'exposition de 1895 et \$5 000 pour l'exposition de 1896 pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

M. A. GIRARD (Rouville): Ces expositions sont faites par une compagnie qui existe depuis plusieurs années déjà. Elle a toujours su attirer une foule énorme et elle a obtenu des succès payants énormes. Qu'on encourage ces compagnies à leur début, je le comprends. Ce n'est pas le cas pour cette compagnie, vieille de plusieurs années et qui repose sur des bases solides. Le cadeau royal que le gouvernement veut lui faire comporte une grande injustice pour les autres parties du pays. A moins que l'on ne démontre que cette compagnie

est en déficit il s'oppose à ce que l'item soit voté. Il soutient que le fait d'accorder des subsides aux compagnies privées crée un précédent dangereux.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Réplique que, selon lui, l'exposition de Sherbrooke a toujours été un succès en tant qu'exposition, mais que sur le plan financier, elle est un échec total. Il parle du profit que tirent les fermiers de la tenue de ces expositions et il espère que le vote sera accordé.

Adopté.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose;

6. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'exposition des Trois-Rivières pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Une discussion s'élève.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la nouvelle prison, Montréal; pour payer la balance d'intérêts dus sur balance du prix d'achat de la Terre McLaren, au Sault-au-Récollet, voté à la dernière session pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas neuf cent dix piastres et quatre-vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agrandissement du palais de justice, Montréal; règlement de compte d'intérêts des entrepreneurs Berger, Saint-Louis et Cousineau pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille cinq cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du règlement final des réclamations Perreault & Mesnard, pour services professionnels, par pétition de droit, s'élevant avec les intérêts, à \$66 056.34, par suite d'actes et d'instructions à eux données avant le 16 décembre 1891 pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en général pour remboursement de cautionnements à M. Rodrigue et Gédéon Coupai in re la Reine vs Robert, ordre en conseil no 303 du 23 juillet 1896 pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas trois cents

piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'achèvement de la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'achat de 99 exemplaires de l'Histoire du droit canadien par Lareau (voté de nouveau) pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles du soir pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cent soixante et dix-huit piastres et dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la réclamation Joseph Dussault, failli, J.-I. Lavery, curateur, en règlement de réclamations résultant des lettres écrites avant le 16 décembre 1891; ordre en conseil no 346 du 3 septembre 1896, payable:

Audit J.-I. Lavery, comme curateur	
dudit failli, pour capital, intérêts et	
frais.....	\$2 490.47
Et à lui personnellement, conformément	
à la recommandation de la	
majorité des juges de la cour d'appel.....	12 088.30

pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent soixante et dix-huit piastres et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement avec la "Waterous Engine Works Company": règlement de réclamations résultant d'actes antérieurs au 16 décembre 1891. En vertu de l'ordre en conseil no 471, du 11 novembre 1896: — Capital.....\$ 1 810.00
Intérêt à 4 1/2%, du 24 juin 1892 au 1er janvier 1897.....368.15

pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La séance est levée à dix heures et demie.

Séance du 25 novembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de "The Women's Christian Association of Québec" pour l'année 1895-96. (Documents de la session no 12)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau de la Chambre:
Par M. Augé, la pétition de la corporation de la cité de Montréal.

Par M. Tellier, la pétition du conseil de ville de la ville de Saint-Louis.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De E. Bélanger et autres, propriétaires riverains de la rue Notre-Dame-Est, Montréal, demandant des amendements à la section 2 de la loi 57 Victoria, chapitre 78.

De F.H. Pickel de Sweetsburg demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit sans examen.

De Wm B. McGowan et autres, dentistes de la cité de Montréal demandant des amendements à la loi 55-56 Victoria, chapitre 32.

De Alphonse Hamel de la cité de Québec et autres, demandant à être autorisés à payer les dettes et à séparer les biens des successions Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel.

De John Molson et autres de la cité de Montréal demandant un acte concernant les biens de feu l'honorable John Molson.

De Féodor Boas et autres de Saint-Hyacinthe et autres lieux demandant à être incorporés sous le nom de "The Asbestos & Danville Railway Company".

De la Compagnie du pont de Saint-François demandant un acte étendant ses privilèges.

De Kenneth Blackwell et autres demandant à être incorporés sous le nom de "The Canada Switch & Spring Company (Limited)".

De Alphonse-Patrice Delvecchio et autres de la cité de Montréal demandant un acte confirmant le partage des revenus de la succession de P.-T. Delvecchio et celui des propriétés léguées par son épouse.

Et de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul demandant des amendements à sa charte.

Refonte du code de procédure civile

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres chargé d'étudier les rapports faits par la commission de la refonte du code de procédure civile. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable L.-P. Pelletier pour son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Rapports de comités:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable L.-P. Pelletier pour son président et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Félix Carbray pour son président et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a choisi Joseph Marion, écuyer, pour son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a élu L.-T.-N.-L.-N. Duplessis, écuyer, pour son président et il a été convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M.F. Hackett, pour son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. V. Châteauevert, écuyer, pour son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport

du comité permanent des diverses industries en cette province. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. D. Parizeau, pour son président, et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Benjamin Beauchamp, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

Comité permanent des ordres permanents

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Est d'avis que le comité des ordres permanents devrait siéger demain matin et invite tous les membres de ce comité à s'y rendre afin de jeter les bases d'un travail effectif durant cette dernière session.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 25) amendant la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal.

Il explique qu'il y a à Montréal 5,000 causes en arrière à la Cour de circuit et que les causes inscrites pour enquête et mérite devront attendre douze à treize mois avant d'être entendues. Le bill a pour but de permettre au gouvernement fédéral de nommer un troisième juge de la Cour de circuit, afin de remédier à cet état de choses, et on a raison de croire que le gouvernement fédéral fera cette nomination.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 26) amendant la loi concernant la Cour de circuit à Québec.

Ce bill décrète que les magistrats de district et les juges de police du district de Québec seront chargés d'entendre les causes au-dessous de \$50. Cela permettra aux juges de la Cour suprême d'aller siéger à Montréal et d'aider à décharger les rôles qui sont encombrés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 84) pour abolir la continuation de communauté créant l'usufruit légal en certain cas et amendant, à cet effet, les articles 1323 à 1337 du code civil inclusivement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) pour M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission

d'introduire un bill (bill no 85) pourvoyant à la prohibition des placards indécents dans les rues et places publiques des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Qualification des juges de paix

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Le gouvernement se propose-t-il de diminuer la qualification des juges de paix?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Non.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Le gouvernement est-il informé qu'il n'y a aucun juge de paix qui se soit qualifié, dans la ville de Beauharnois et dans la province de Saint-Clément?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Non.

Orphelinat ou jardin de l'enfance de Salaberry-de-Valleyfield

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Est-ce l'intention du gouvernement de mettre dans le budget de cette session un octroi pour l'orphelinat ou jardin de l'enfance de Salaberry-de-Valleyfield?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Les prévisions budgétaires sont soumises à la Chambre et s'expliquent d'elles-mêmes.

Code municipal

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Le comité spécial du code municipal, ayant, le 5 décembre 1895, fait rapport à la Chambre qu'un bill d'ensemble (des amendements proposés au code municipal) soit rédigé avec soin et révisé par le greffier en loi pour être soumis à la Législature, est-ce l'intention du gouvernement de proposer et de faire adopter une semblable mesure durant la présente session?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): A l'étude.

Ville de Salaberry-de-Valleyfield

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Le gouvernement a-t-il l'intention de faire faire les corrections aux plans et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Salaberry-de-Valleyfield d'après les rapports du géomètre du gouvernement? Dans l'affirmative quand se propose-t-il de le faire?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Oui, le plus tôt possible.

Hospice Saint-Joseph de Beauharnois

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Est-ce l'intention du gouvernement de mettre dans le budget

de cette session un octroi pour l'hospice Saint-Joseph de Beauharnois?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Les prévisions budgétaires sont soumises à la Chambre et s'expliquent d'elles-mêmes.

Ecole d'agriculture de Sainte-Anne-de-La-Pocatière

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Des négociations ont-elles eu lieu entre le gouvernement et les propriétaires de l'école d'agriculture de Sainte-Anne-de-La-Pocatière pour l'achat, par le gouvernement, de cette école? Dans l'affirmative les négociations sont-elles terminées et à quelle conclusion le gouvernement en est-il arrivé?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Non.

Demande de documents:

Chemin de fer de Richelieu, Drummond et Arthabaska entre Acton et Sorel

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, appuyé par le député de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous les documents se rapportant au chemin de fer de Richelieu, Drummond & Arthabaska, entre Acton et Sorel.

Il se plaint de cette compagnie qui a été subventionnée par le gouvernement et qui est actuellement sous le contrôle du Montréal et Atlantic, qui contrôle la Compagnie du Pacifique Canadien. Quoi qu'il ait été fortement subventionné, le chemin est fermé à la circulation depuis quatre ans et le gouvernement devrait intervenir.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Répond qu'il n'y a eu aucune plainte officielle à son département mais que dans tous les cas, il verra à ce que les intérêts de la population, que ce chemin de fer est destiné à desservir, soient protégés.

M. J.P. COOKE (Drummond): Promet que des réclamations seront remises aux ministres.
La proposition est adoptée.

Subventions aux chemins de fer

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de L'Islet (M. F.-G.-M.

Dechêne), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents quelconques relatifs aux négociations intervenues entre le gouvernement et les différentes compagnies de chemin de fer subventionnées, pour le paiement, à ces compagnies, au comptant, des derniers 35 centins à échoir sur leurs subventions en terres, converties en argent.

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs aux négociations ou démarches intervenues entre les différentes compagnies de chemins de fer subventionnées et le gouvernement, à l'égard de l'octroi de nouveaux subsides à ces compagnies; de l'augmentation ou de la modification de leurs subsides existants; du rétablissement de subsides périmés; de la prorogation des délais sous lesquels ces compagnies devaient accomplir les conditions imposées pour obtenir leurs subsides, et concernant aussi la garantie de la part du gouvernement moyennant le dépôt prescrit par la loi de l'intérêt sur les emprunts projetés par quelques-unes de ces compagnies.

Adopté.

Sommes payées à compte de l'item du budget "Divers en général"

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant toutes les sommes payées à compte de l'item du budget "Divers en général" depuis le 30 juin 1896 à venir au 17 novembre 1896;

Les noms des personnes auxquelles ces sommes ont été payées et pour quelles fins elles l'ont été.

Adopté.

Volumes achetés par le gouvernement

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant les titres des volumes achetés par le gouvernement depuis la dernière session, leur coût et le nom de leurs auteurs; la date de tel achat et la date de la livraison.

Adopté.

Sommes dues sur la dette consolidée

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le député de L'Islet (M. F.-G.-M.

Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre un état des sommes dues au 30 juin, chaque année, depuis 1886 à 1896 inclusivement, sur la dette consolidée.

Sur les emprunts temporaires et dépôts sur la balance de subventions en argent aux chemins de fer.

35 cents par acre sur la balance des subventions en terres converties.

35 cents par acre sur subventions en terres non converties.

Mandats impayés.

Balance en caisse.

Adopté.

Conversion de la dette

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le député de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett), que cette Chambre se forme maintenant en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la dette publique et sa conversion. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur, ayant été mis au fait de l'objet desdites résolutions, les recommande à la considération de la Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4):

Dit que la Chambre ne trouverait aucun intérêt aux résolutions apportant des changements à la loi adoptée en 1887, lorsque l'honorable Mercier était au pouvoir, et à la loi de 1894, lorsque le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) était trésorier; à l'exception des résolutions ayant pour but de mieux protéger le crédit de la province. Les statuts qui existent déjà sont les lois 51-52 Victoria, chapitre 2. Les résolutions stipulent seulement que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire les règlements qu'il juge nécessaire pour l'administration de la dette publique; qu'il pourrait nommer des agents financiers ou fidéicommissaires en Angleterre, en France ou ailleurs.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande plus de renseignements. Il veut savoir si la conversion provoquera une hausse du taux d'intérêt.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Si l'honorable député voulait bien lire les résolutions, il y verrait une clause spéciale qui prévoit que la conversion n'augmentera pas le taux d'intérêt.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Soutient qu'il est important de restreindre non seulement le taux d'intérêt mais aussi la prime que la province paiera. L'Opposition est prête à appuyer tout projet réalisable, mais elle désire plus de renseignements.

Le trésorier avait laissé entendre à la Chambre, jeudi dernier, qu'aucun agent financier ou intermédiaire ne serait employé, et à présent, à la toute première résolution, on prévoit la nomination d'agents financiers.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Je demande pardon à l'honorable député. Aucun agent financier ne sera engagé pour la conversion de la dette. La résolution prévoit des agents mais seulement au niveau de l'administration de la dette.

M. J.P. COOKE (Drummond): Appuie le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens) qui demande des détails au sujet du programme de la conversion.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Soutient que la Chambre est en droit de recevoir toutes les explications.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Rappelle à la Chambre que lorsque le gouvernement de l'honorable Mercier avait adopté les résolutions ayant trait à la conversion de la dette, on n'avait donné aucun détail. Le premier ministre croit que ces résolutions sont claires et qu'elles s'expliquent d'elles-mêmes. Donner plus de détails au sujet du projet à ce stade-ci tiendrait à le faire avorter et serait contre l'intérêt public.

Il déclare que le gouvernement est très heureux d'accorder son entière confiance au comité. Le comité pourra constater la teneur générale du plan que le gouvernement se propose de suivre, et le comité sera mis au courant de tous les détails qui ne risquent pas de nuire aux intérêts de la province.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Réitère sa demande pour obtenir de plus amples explications.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Je suis bien d'accord sur le fait que la Chambre ait droit à l'information concernant les résolutions. La dette publique de la province consiste aujourd'hui en un certain nombre d'emprunts séparés, effectués et devenant dus à des dates différentes. Le premier est dû pour cette année, en 1896. L'honorable député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) a demandé un rapport détaillé qui donnerait les dates de l'émission et du paiement, le montant de l'intérêt et ainsi de suite sur l'état de chacun de ces emprunts. Ce rapport est en préparation et sera remis à la Chambre en temps opportun. De plus, si les honorables députés voulaient bien vérifier les comptes publics, ils verraient les rapports de ces emprunts présentés en tableaux. Tous ces emprunts portent un intérêt qui varie entre quatre et cinq pour cent, dont un est à 4 1/2 pour cent. La période d'échéance des trois emprunts varie de 3 à 11 ans. Ce sont les emprunts de 1874, 1876 et 1878. Ils ont été fait au taux de 5%. Ils se montent à un peu plus de \$11 000 000.

L'emprunt de 1880, au montant de \$4 275 853 à 4 1/2 pour cent sera payable en 1919. Celui de 1882, de \$4 000 000, fait à 5% écherra en 1912. Celui de 1888, échéant en 1928, portant 4% d'intérêts, monte à \$3 500 000. Celui de mars 1894, même taux d'intérêt, montant à \$3 000 000, sera payable en 1934.

L'emprunt de Paris, fait à 3% sera dû en 1955. Il n'est pas projeté de l'inclure dans la conversion proposée. Enfin, il y a l'emprunt de trois millions à 40 ans, portant 4%, qui a été fait en mai dernier. Sur cette dette, nous payons des intérêts trop élevés que nous pouvons réduire en émettant des rentes inscrites ou des bons d'une autre dénomination. C'est là, Monsieur, l'état actuel de la dette publique. Vous remarquez que ces différents emprunts s'échelonnent sur une période très longue et que nous payons de très grosses sommes d'ar-

gent en intérêts. La province de Québec ne devrait pas payer plus que 3% et il est du plus grand intérêt de la province que son crédit soit établi sur la base de 3%.

Lorsque les nouvelles obligations seront émises, cette mesure sera très avantageuse pour la province. Nous détenons un certain montant pour le fonds d'amortissement, dont une somme de \$600 000. qui provient de la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental; et une somme de 7 millions que la compagnie du chemin de fer du Canadien Pacifique nous doit encore. Ce solde de 7 millions, dont la moitié sera remboursable en 1904 et l'autre moitié en 1906, porte un intérêt de 4 et 1/20 pour cent. La totalité de cette somme a été affectée au rachat des emprunts de 1874, 1876, 1878. Ces emprunts devenant dûs en 1908, 1903 et 1907, ils seront tous rachetés sauf celui dû en 1907, qui ne sera racheté qu'en partie. En plus de ce \$7 600 000, nous possédons \$2 394 000 qui ont été accordés par la loi du Canada, 47 Victoria, chapitre 8 pour la construction du chemin de fer allant de Québec à Ottawa. Cette somme sera aussi consacrée à racheter les emprunts de 1904 et de 1906. Le total, \$9 904 000, ne suffit pas à rembourser totalement les trois emprunts dont il est question, car il faudrait \$600 000 de plus. Si les dettes sont converties, les résolutions déposées devant la Chambre proposent que les sommes consacrées à ces mêmes dettes soient allouées et affectées à la nouvelle dette créée par la conversion ainsi, cet argent servira à payer la dette de la province. La Chambre aura de plus à se prononcer sur une question. Lorsque le gouvernement recevra le solde du fonds d'amortissement, serait-il mieux de confier cette somme aux fidéicommissaires? Dans l'affirmative, l'argent demeurerait ainsi en sécurité, même si la province devait un jour tomber entre les mains d'un gouvernement incompetent.

Il propose d'émettre ces nouveaux bons pour une période de 40 ans ce qui semble être très acceptable pour les investisseurs. Ainsi, ces bons se vendront mieux que des bons ayant une échéance plus longue ou plus courte.

Le chiffre nominal de la dette sera augmenté, mais cette augmentation sera compensée par la réduction des intérêts et il nous restera encore une économie dépassant \$200 000 par an; comme garantie à nos créanciers, nous donnerons le fonds d'amortissement actuel. Un nouveau fonds d'amortissement égal à l'augmentation nominale de la dette et les montants qui nous reviendront de l'arbitrage, qui se poursuit entre le Canada et les provinces d'Ontario et Québec, sera créé.

La première résolution demande l'autorisation de nommer des agents financiers ou fidéicommissaires pour administrer la dette publique; ou, si nécessaire au bon déroulement de la transaction, pour racheter les obligations antérieures afin d'en émettre des nouvelles. Nous croyons qu'il serait bon d'engager des agents financiers. Ces agents seraient raisonnablement payés et il ne serait donc pas nécessaire de leur allouer d'énormes sommes d'argent.

Nous demandons l'autorisation d'établir des livres de compte, afin d'enregistrer les obligations qui sont émises par la conversion, et de consigner par écrit le transfert de ces obligations et le paiement des intérêts.

La deuxième résolution s'explique d'elle-même.

Par la troisième résolution, nous demandons une délégation de pouvoir. J'ose affirmer, M. l'Orateur, que par cette résolution, chaque dette sera traitée d'après sa valeur intrinsèque. Je ne propose pas de conclure un arrangement avec une banque, une institution, une société financière, ou avec des agents qui, au nom du contrat, réaliseraient une conversion en bloc de la dette tout en prenant une partie des profits. Mais je propose que chaque emprunt soit traité séparément, selon que sa conversion peut se faire à un prix avantageux ou non. Nous dirigerons et administrerons nous-mêmes la conversion de chacune des dettes. Par exemple, telle obligation peut aujourd'hui avoir une bonne valeur marchande. Il ne serait donc pas dans notre intérêt de la convertir. Par contre, telle autre action n'a pas une aussi bonne valeur, alors sa conversion devient avantageuse. J'assure la Chambre que nous ne ferons pas d'émission nouvelle à une prime plus élevée que la différence entre la valeur monétaire actuelle de nos bons et la valeur monétaire des bons que nous émettons. Chaque obligation a sa valeur réelle, basée sur le taux d'intérêt qu'elle porte et sur le nombre d'années où l'intérêt est chargé. Maintenant, M. l'Orateur, l'obligation que nous proposons d'émettre aurait sa propre valeur marchande. Je propose de limiter à cela les pouvoirs du gouvernement, à savoir: une émission de bons n'ayant pas une plus grande valeur que la valeur actuelle, une restriction du montant de la prime égale à la différence entre la valeur actuelle de l'effet échu et celle de l'effet converti. Je crois que nous offrons ainsi une garantie parfaitement juste et raisonnable.

Le montant total de l'intérêt que nous aurons à payer, lorsque la conversion de la totalité ou partie de la dette sera effectuée, ne devra pas dépasser le montant que nous payons présentement pour l'émission de bons.

Avec la quatrième résolution, je propose d'établir un fonds d'amortissement. Cette mesure pourra amener le porteur de bon à 5% à accepter un bon portant un taux d'intérêt plus bas. En échange, nous lui offrirons une prime, composée d'une quantité plus importante de nouvelles actions payables à plus longue échéance. Le fonds d'amortissement sera suffisant pour effacer toute dette créée par suite de la conversion.

Avec la cinquième résolution, je propose que le fonds d'amortissement, mentionné au préambule des présentes résolutions, ne soit libéré de son affectation aux trois emprunts de 1874, 1876 et 1878, qu'en proportion du montant des obligations de chacun de ces emprunts qui pourrait ultérieurement être converti ou acheté en vertu de la troisième des présentes résolutions; mais le mon-

tant ainsi libéré devra être affecté au fonds d'amortissement pour le paiement de la nouvelle dette créée par la conversion.

Ceci veut dire que le fonds d'amortissement ne sera pas diminué, à moins que le porteur de nos bons ne les convertisse en de nouveaux bons. Ainsi, si le porteur convertit ses bons, il y aura avant longtemps une réduction de ce montant darts le fonds d'amortissement qui ne pourra donc pas suffire à payer les nouvelles dettes.

Dans la sixième résolution, il est entendu que, si une somme quelconque devenait due à la province comme résultat de l'arbitrage auquel on procède actuellement, cette somme serait versée au fonds d'amortissement pour la conversion de la nouvelle dette.

Quant à la huitième résolution, elle stipule seulement qu'il n'y aura pas de conversion obligatoire, c'est-à-dire qu'aucune action de la province ne sera remboursable avant la période fixée pour le paiement, à moins que les porteurs y consentent.

M. J.P. COOKE (Drummond): Ne pense pas que le projet de la conversion soit réalisable maintenant.

Il déclare avoir écouté les explications données par le trésorier avec beaucoup d'intérêt. Il est très content d'entendre dire qu'il n'y aurait aucun avantage à convertir l'emprunt de Paris et l'emprunt effectué par le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall). Par la conversion, ces emprunts seraient passés d'un taux de 4% à un taux de 3%. Mais, il est certain que cette conversion entraînerait une forte augmentation du capital de la dette. Mais, il s'objecte en particulier, à ce que l'on réserve une somme aussi importante que \$10 000 000 sans savoir comment elle pourrait être investie. Cet argent pourrait et devrait être affecté au paiement de la dette de la province.

Il n'y a absolument aucun inconvénient à convertir l'emprunt de cette année parce que, dans ce cas, les porteurs de bons de 40 ans à un taux de 4% ne les échangeront pas pour des bons de même durée à un taux de 3%, à moins qu'il n'y ait une très forte prime. Il ajoute que cette transaction abaisserait à 21 millions le montant de la conversion.

Il soutient que le projet actuel est une copie exacte du projet qui avait été proposé en 1894 par le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) et qui était sûrement dans l'intérêt de la province. Mais la conversion qui était réalisable en 1894 ne l'est plus aujourd'hui parce que le 7 millions que le C.P.R. nous devait à l'époque n'est plus disponible aujourd'hui. Il cite feu Sir John Thompson qui avait déclaré devant la Chambre des communes: "La loi même qui décréta l'affectation du 7 millions en décembre 1894, pourrait encore aujourd'hui transférer cette affectation." Il s'oppose à ce que la somme de \$9,994,000, mentionnée par le trésorier soit affectée au fonds d'amortissement. Il ajoute que ce montant devrait plutôt servir à payer immédiatement la plus grande partie possible de notre dette.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): L'augmentation n'est que nominale, car elle est compensée davantage par la réduction des intérêts. L'emprunt de Paris a rapporté 77 pour des bons 3% ce qui équivaut à 100 pour du 4% et les libéraux ont trouvé à redire. Le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) n'a obtenu que 94 pour du 4% et l'on a trouvé cela parfait, bien que cette transaction fut moins avantageuse que l'emprunt de Paris de M. Taillon à 3%. Par celui-ci nous obtenions plus en proportion et l'augmentation du capital est compensée par l'économie réalisée sous forme d'intérêts.

Il dit que, si la conversion devait se faire dans le sens des résolutions actuelles et que la dette publique devait ainsi en être augmentée, nous ne serions pas obligés, en réalité, de payer un seul centin de plus. Le \$1 250 000 qui s'ajoute au montant de la dette à la suite de cette transaction ne nous obligera pas non plus à payer plus cher. La somme additionnelle que nous aurons à payer sur le capital, nous l'épargnerons d'un autre côté sur la réduction annuelle des intérêts. L'augmentation du capital sera compensée ni plus ni moins par l'économie réalisée.

C'est de bonne politique de rendre aussi léger que possible le fardeau que la génération actuelle doit porter. Il n'est que juste que nos successeurs aient affaire à une partie des obligations de la province quand ils bénéficieront des avantages pour lesquels nous payons.

On m'a demandé si je m'étais opposé à la conversion de la dette de la ville de Québec. Je m'y suis opposé parce que les bons de la ville avaient été vendus à un prix ridicule.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Quelle garantie avons-nous que le gouvernement ne négociera pas de la même manière les bons de la province?

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Veut que l'on comprenne bien qu'il ne s'opposera à aucune mesure permettant à la province d'épargner \$200 000 par année. Il demande au trésorier de lui dire de quelle manière la conversion de la dette sera effectuée. Si la proposition est de laisser la dette telle quelle et de sauver annuellement \$200 000 en intérêts, il approuve le projet. Si, par contre, cette proposition procure aujourd'hui une légère diminution du taux d'intérêt au prix d'une augmentation du capital de la dette que nos enfants auront à payer, il croit que le projet constitue une erreur. S'il y a une chose que les Canadiens français détestent plus que tout, c'est bien d'hypothéquer leurs fermes. Ils veulent diminuer leurs hypothèques autant qu'ils le peuvent et le plus vite possible. Il croit que la province devrait faire la même chose. Il existe, croit-il, un meilleur système de conversion que celui proposé par le trésorier. Il s'agit du système appelé en France: "amortissement" et qui est très populaire dans ce pays. Il est basé sur le principe des annuités. Il

s'oppose au système du fonds d'amortissement, qui n'a pas été avantageux dans le passé. Il pense qu'aucun gouvernement ne devrait se fier à ce

système. Il espère que la Chambre s'élèvera au-dessus des intérêts des partis lorsqu'elle étudiera cette question et qu'elle cherchera à voir si la province bénéficiera ou non du projet présenté devant la Chambre.

Il parle longuement du danger de maintenir un fonds d'amortissement considérable, même lorsqu'il est mis à la disposition du plus vertueux des gouvernements. Il ajoute aussi que ces transactions financières sont souvent propices aux collusions. Cependant, il assure la Chambre qu'il appuiera tout projet honnête visant à réduire les dettes de la province.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Remercie le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) d'avoir parlé de cette manière et d'avoir traité ce sujet avec cette ouverture d'esprit, en plus d'avoir apporté des suggestions quant aux différents systèmes de conversion. Il démontre que le système appelé "amortissement", étant un système qui permet les retraits, ses bons sont donc incertains. C'est pourquoi ce système n'est pas aussi populaire que les autres auprès des investisseurs. De toute manière, les débentures émises dans ce genre de système ne se vendent pas au même prix. Il donne en exemple un des emprunts que la province avait négocié en 1880 selon le même principe. Portant un taux de 4 1/2 pour cent, ses bons se vendent quand même aujourd'hui à 103 ou 104. Il n'a du moins jamais vu ses bons cotés à plus de 104, tandis que les bons ordinaires à 4% de la province se vendent à 110 et que, de plus, ceux récemment cédés ont rapporté un bénéfice immédiat touchant presque 105 1/4. Il démontre que la province paie dans l'ensemble beaucoup trop d'intérêts. Elle paie 5 pour cent sur un montant de 14 millions.

Il dit que, lorsque l'échéance de la dette sera arrivée, que ce soit dans 40 ans ou à une autre période, la dette publique demeurera la même qu'aujourd'hui et il y aura une épargne annuelle d'à peu près \$200 000 au niveau des intérêts.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Demande de plus amples informations au sujet du système de conversion que l'on propose et ne voit pas comment le gouvernement peut s'attendre à épargner avec ce système. La conversion ne fera réaliser aucune épargne. La somme que nous épargnerons sur les intérêts, nous aurons à la verser pour payer l'augmentation de la dette.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Répond que la province paie un taux d'intérêts beaucoup trop élevé.

L'HONORABLE E. J. FLYNN (Gaspé): Demande au député de Québec-Est (M. J. Shehyn) s'il peut expliquer alors une déclaration faite lors du discours sur le budget de 1890, selon laquelle le gouvernement s'attendait à épargner un important montant d'argent en utilisant le système de conversion proposé à cette époque.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Admet que la discussion peut être profitable mais que l'expérience lui a appris que la conversation ne mène souvent à rien. Le gouvernement aura à payer chaque valeur, quel que soit le système employé.

Il demande une autre fois au trésorier de quelle manière il se propose de respecter ses promesses.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il croit toujours pouvoir sauver 200 000 dollars par année à la province avec son programme. De plus, la dette ne sera pas plus difficile à payer à son échéance qu'elle ne l'est présentement. Le fonds d'amortissement sera amplement suffisant pour payer cette dette lorsqu'elle sera échue. Pour ce qui est de l'épargne prévue, il demande au représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn) à combien se chiffre l'épargne réalisée par la ville de Québec par la conversion de sa dette.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Il dit que les conditions n'étaient pas les mêmes à cette époque et que Québec avait alors converti un grand nombre de bons à 6 pour cent.

M. J. KING (Mégantic): Déclare qu'un point très important a été oublié pendant la discussion. Il s'agit de la manière dont les investisseurs anglais considèrent les débentures. Ils ne se préoccupent non seulement de la garantie offerte, mais aussi du terme que les bons portent. Les bons du gouvernement sont très avantageux à leurs yeux, et le terme le plus courant est de 40 ans, comme le trésorier l'a mentionné. De plus, on a déjà offert jusqu'à 120 pour ces bons. Un investissement stable est une chose très importante pour eux. Il ne s'agit pas ici de considérer le projet actuel comme la perfection même, mais, chose certaine, les investisseurs accueilleront très favorablement les nouveaux bons. C'est pourquoi, selon lui, le gouvernement réalisera l'épargne souhaitée, spécialement en échangeant ses bons à courte échéance.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Conversion de la dette

La Chambre reprend, en comité général, le débat sur les résolutions concernant la conversion de la dette.

M. A.-F. SAVARIA (Shefford): Approuve le projet de convertir la dette et croit que les circonstances sont favorables; jamais notre crédit n'a été meilleur, et c'est dû à la sage administration du gouvernement actuel. On critique beaucoup l'emprunt de Paris et l'on trouve extraordinaire que la province n'ait obtenu que 77 pour ses bons; mais on se garde bien de dire que ces bons ne portaient

que 3% d'intérêt. En 1888, les libéraux obtenaient 96 pour des bons portant 4% d'intérêt et qui valent aujourd'hui 108, une augmentation de 12 points. L'emprunt de 1894 vendu à 77 vaut 86. Les libéraux qui trouvent dans cette augmentation une preuve que l'emprunt de Paris était mauvais, ne voient donc pas qu'ils condamnent par là même leurs opérations de 1888. Il est facile de comprendre la cause de leur opposition au projet actuel. Ils voient que le gouvernement va réaliser une économie de plus de \$200 000 par an et ils ont peur que le gouvernement en bénéficie devant l'électorat.

Ils prétendent que la conversion de la dette est impossible parce qu'ils ont échoué dans un projet de ce genre en 1890-91. Mais à cette époque le crédit de la province était tombé au plus bas, parce que nos dépenses étaient hors de proportions avec nos revenus. Les financiers européens ont été forcés de dire aux libéraux: "Augmentez vos revenus à l'égal de vos dépenses; alors nous pourrions transiger avec vous, mais pas avant." Aujourd'hui notre crédit est rétabli et il sera possible de faire une conversion de la dette avantageuse à la province.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Fait appel à l'élan patriotique de la Chambre afin que celle-ci appuie la conversion; car cette mesure est prévue pour faire économiser une somme d'argent importante à la province.

MM. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean), J.P. COOKE (Drummond), J. SHEHYN (Québec-Est), F.-G.-M. DECHENE (L'Islet):

Discutent longtemps de la question et insistent sur le fait que la province ne réalisera aucune épargne en utilisant le système de conversion proposé.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Démonstre l'inconséquence et le manque de logique des libéraux.

Il se base sur les propos de feu l'honorable Mercier pour affirmer qu'il a de bonnes raisons de croire que son gouvernement sauvera au moins \$130 000 annuellement en convertissant la dette. De plus, il reprend la déclaration du représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), dans un de ses discours alors qu'il était trésorier, dans lequel il disait qu'il était possible de réaliser une conversion avantageuse sur tous les plans.

Quand ils étaient au pouvoir, ils prétendaient réaliser une économie d'un quart de million par la conversion de la dette. Or le crédit de la province était alors tombé à son degré le plus bas, tandis qu'aujourd'hui notre dernier emprunt à 4% a fait cinq pour cent de prime.

Ainsi MM. Mercier et le député de Québec-Est, lorsqu'ils étaient au pouvoir, croyaient que la conversion était parfaitement réalisable. Aujourd'hui, alors que le Parti conservateur est au pouvoir, on croit que la conversion ne pourrait plus être réalisée avantageusement; bien que. Dieu merci, le crédit et la situation financière de la province soient dans une bien meilleure position

qu'à l'époque. La conversion aura lieu nonobstant les clameurs des libéraux.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Redonne les grandes lignes du plan de la conversion et ajoute que l'histoire financière de tout pays possédant une dette publique élevée nous apprend qu'on a souvent recours à une conversion continuelle. Cette opération vise à réduire de temps à autre le taux d'intérêt et à prolonger la durée du paiement. En Grande-Bretagne, il y a eu de temps à autre plusieurs conversions à intervalles réguliers; et la même chose s'est produite aux Etats-Unis, dans les différents Etats de l'Union américaine et dans les principales colonies anglaises. Si la dette pouvait être transmise aux autres générations et si une somme suffisante pouvait être prévue à cause de l'augmentation de la dette par suite de la conversion, il arriverait qu'à l'échéance de la dette, le montant à payer ne serait pas plus élevé que le montant actuel et le pays sauverait la différence en intérêts. Faisant allusion à la récente conversion de la ville de Québec il dit qu'elle a été avantageuse. Les agents ont été en mesure de la réaliser, de payer leurs propres honoraires et leurs dépenses et de faire épargner beaucoup d'argent à la ville. Alors notre province réalisera aussi une grosse épargne, car elle effectuera elle-même la transaction. Nous l'effectuerons au meilleur taux du marché et nous traiterons chaque emprunt d'après sa valeur intrinsèque.

Je propose:

Attendu que la dette consolidée de la province de Québec s'élève actuellement à \$32 281 949.34, se composant d'un certain nombre d'emprunts portant différents taux d'intérêt et devenant dus à différentes dates;

Attendu qu'il est de l'intérêt de la province que ces emprunts soient consolidés autant que possible en une seule dette, portant un taux d'intérêt uniforme et devenant due à une certaine date déterminée;

Attendu que, en vertu des dispositions de la loi 45 Victoria, chapitre 21, le prix du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, s'élevant à \$7 600 000, dont \$600 000 ont été reçues, et \$7 000 000 restent à être payées plus tard par la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, est affecté, comme fonds d'amortissement, au rachat des emprunts de 1876 et de 1878 et d'une partie de l'emprunt de 1874:

Attendu que, par la loi 49 Victoria, chapitre 2, les \$2 394 000 accordées au gouvernement de la province de Québec par la loi du Canada, 47 Victoria, chapitre 8, comme subvention, en considération de ce qu'il a construit le chemin de fer de Québec à Ottawa, sont affectés de manière à faire partie du fonds d'amortissement destiné au rachat de l'emprunt de 1874;

Et attendu que certaines sommes peuvent être reçues par cette province par suite de l'arbitrage actuellement pendant entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec;

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en tout temps, faire les règlements qu'il

juge nécessaires, pour l'administration de la dette publique de cette province, et le paiement des intérêts sur icelle, et prendre dans ce but, conformément aux dispositions de la loi à être basée sur les présentes résolutions, les mesures nécessaires pour créer et administrer un fonds d'amortissement, ou prendre d'autres moyens d'assurer le remboursement de tout emprunt effectué ou dette contractée en vertu de l'autorité de la Législature; et, dans ce but, nommer ou commissionner un ou plusieurs agents financiers ou fidéicommissaires en Canada, en Angleterre, en France ou ailleurs, et s'entendre avec eux sur le taux de compensation devant leur être alloué pour la négociation des emprunts et le paiement de l'intérêt de la dette publique, et pour autres services relatifs à l'administration de ladite dette, et peut les payer sur le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, pour ce qui regarde les emprunts autorisés par les lois de la Législature de cette province, ou la conversion de la dette autorisée par la résolution suivante, au lieu d'obligations ou annuités, autoriser l'émission de rentes inscrites, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an, payable tous les six mois, qui seront connues sous le nom de "Rentes inscrites de la province de Québec"; et, dans ce but, pourvoir aux livres de rentes, et fixer aussi le laps de temps pendant lequel ces rentes ne seront pas rachetables, et faire, en outre, tous les règlements nécessaires.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en tout temps, avec le consentement du porteur de tous bons, obligations, annuités ou rentes inscrites de la province de Québec, alors existant, leur substituer des bons, obligations, annuités ou rentes inscrites de la province de Québec, portant un taux d'intérêt moins élevé, ne devant pas excéder quatre pour cent, pourvu que le montant annuel des intérêts ne soit pas par là augmenté, et que le capital ne soit pas augmenté au-delà de la somme représentant la différence entre la valeur, à cette époque, de l'effet portant le plus haut taux d'intérêt, et celle de l'effet substitué; et cette substitution pourra se faire par la vente d'une classe de bons, obligations, ou rentes inscrites de la province de Québec, et par le rachat de ceux auxquels on désire les substituer.

Adopté.

4. Que, en cas de conversion de la totalité ou partie de la dette publique effectuée conformément aux dispositions de cette loi, un fonds d'amortissement annuel sera créé pour racheter la dette augmentée, créée par suite de la conversion autorisée par la résolution précédente, et ce fonds d'amortissement, au même taux d'intérêt que la dette convertie, devra produire, pendant la durée de cette dette ainsi convertie, une somme suffisante pour le rachat du montant d'augmentation de la dette par suite de la conversion.

Adopté.

5. Que le fonds d'amortissement formé du prix du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et

Occidental et de la subvention accordée par la loi du Canada 47 Victoria, chapitre 8, mentionnée au préambule des présentes résolutions, ne sera libéré de son affectation aux trois emprunts de 1874, 1876 et 1878, qu'en proportion du montant des obligations de chacun de ces emprunts qui pourrait ultérieurement être converti ou acheté en vertu de la troisième des présentes résolutions; mais le montant ainsi libéré devra être affecté comme fonds d'amortissement, pour le paiement de la nouvelle dette créée par la conversion.

Adopté.

6. Que toute somme d'argent qui sera touchée par la province comme résultat de l'arbitrage auquel on procède actuellement entre la Puissance du Canada, la province d'Ontario et la province de Québec, en sus du montant que la province peut être appelée à payer à la suite de cet arbitrage, sera appliquée au rachat de la dette publique créée par la conversion autorisée par la troisième des présentes résolutions, ou pourra être employée, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'achat des obligations ou bons existants de la province de Québec.

Adopté.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, autoriser le placement des sommes aussi reçues par suite dudit arbitrage, ainsi que la partie du prix du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ou de la subvention accordée par le gouvernement fédéral en vertu de la loi 47 Victoria, chapitre 8, libérée du fonds d'amortissement des emprunts de 1874, 1876 et 1878, par la conversion de chacun des bons ou obligations desdits emprunts, et ce placement formera partie du fonds d'amortissement destiné au rachat de la dette convertie.

Adopté.

8. Qu'aucun bon, obligation ou rente inscrite de cette province ne sera rachetable avant le temps mentionné dans ces bons ou obligations, ou avant le temps fixé pour le paiement de telles rentes inscrites, sauf avec le consentement des porteurs de ces bons, obligations ou rentes inscrites.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

Documents:

Rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead):
Dépose, sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec pour l'exercice du 1er juillet 1895 au 30 juin 1896. (Document de la session no 6)

Tarte vs Grenier

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 novembre courant, pour une copie de la déposition donnée par Joseph-Israël Tarte, écuyer, en cour de police à Montréal en octobre 1896 à l'enquête préliminaire tenue dans la cause de Tarte vs Grenier. (Document de la session no 20)

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 27), amendant la loi concernant les séances de la Cour supérieure.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Droits sur les transferts d'immeubles

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 10) abrogeant la loi imposant des droits sur les transferts d'immeubles.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Attire l'attention du premier ministre sur le bill abrogeant la taxe sur les transferts d'immeubles. Il demande à la Chambre de passer ce bill sans plus tarder. Il demande aussi au gouvernement d'inciter les membres du Conseil à passer ce bill le plus rapidement possible, de façon à enrayer l'inquiétude qui règne dans le marché immobilier.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Est d'ac-

cord et propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande à son Honneur le lieutenant-gouverneur de bien vouloir sanctionner le bill aussitôt que le Conseil l'aura passé.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Répond que le bill recevra sa sanction en même temps que le bill autorisant la conversion de la dette.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses casuelles du gouvernement civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, et demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 26 novembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Henry Lovell et autres de la ville de Coaticook demandant un acte les incorporant sous le nom de The Coaticook Electric Light and "Power Company".

De James Edward Mullin et autres de la cité et du district de Montréal demandant à être incorporés sous le nom de The Montreal Cold Storage and Freezing Company.

De "The Stadacona Water Light and Power Company" demandant un acte confirmant ses lettres patentes et lui donnant des pouvoirs plus étendus.

De l'Association des comptables de Montréal demandant des amendements à la loi 43-44 Victoria, chapitre 88;

De John Wilson et autres de la cité de Glasgow et autres lieux demandant à être incorporés sous le nom de "Thomas Robertson & Co., (Limited)".

De William James Wright, de la cité de Montréal demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

De Raoul Aubé et autres de Saint-Jean, province de Québec, et autres lieux demandant un acte incorporant la "Compagnie des faïenceries du Canada".

De la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic demandant des amendements à sa charte.

Et de "The Trafalgar Institute" de la cité de Montréal demandant un acte l'autorisant à vendre ou hypothéquer un immeuble, etc.

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

De Joseph-Ena Girouard demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

De dame Harriett Newell Jenkins, épouse de feu Wm F. Kay et autres, demandant une loi autorisant les exécutions testamentaires de feu M. F. Kay à hypothéquer ses biens;

De la ville de Montréal-Ouest demandant une charte;

De "The Good Government Association" demandant à être constitué en corporation;

Du collège de Valleyfield demandant une charte;

De la ville de Westmount demandant des amendements à sa charte;

De "The Equitable Savings, Loan & Building Association", demandant une loi les autorisant à faire des affaires dans la province de Québec;

De la corporation de la cité de Québec demandant des amendements à sa charte;

Des syndics de la paroisse de Saint-Jérôme demandant des amendements à sa charte;

De l'Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke demandant une loi amendant et refondant sa charte;

Des révérendes soeurs de la Charité de Québec demandant une loi érigeant l'asile des aliénés de Québec et ses dépendances en municipalité distincte;

De la municipalité du village de Verdun demandant des amendements à sa charte et des pouvoirs plus étendus;

De Jean-Lukin Leprohon demandant une loi l'autorisant à vendre ou hypothéquer une propriété substituée;

Du conseil de ville de la ville de Magog demandant des amendements à sa charte;

De Elzéar Drolet demandant une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen;

De Alexandre-Damien Reeves et autres demandant une loi les autorisant à vendre certains biens substitués;

De la Compagnie de chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby demandant une charte;

De Adolphe Robert et autres demandant une loi confirmant la vente d'un immeuble par Adolphe alias Rodolphe Robert et Pierre Lamy, ès qualité, à Antoine Robert;

Et de John Molson et autres demandant une loi concernant la succession de feu l'honorable John Molson.

Refonte du code de procédure civile

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des deux Chambres chargé d'étudier les rapports faits par la commission de la refonte du code de procédure civile. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir examiné les articles dont la considération avait été suspendue, lors de la dernière session, depuis les articles 1 jusqu'à 128, décide de s'ajourner et de faire rapport à la Chambre comme suit:

Votre comité a examiné les articles dont la considération avait été suspendue, lors des séances du comité pendant la dernière session de la Législature, et il a fait à ce sujet certaines recommandations qui sont soumises à cette Chambre.

Quant à l'étude du code, depuis l'article 128 jusqu'à la fin, le comité est d'opinion que la recommandation contenue dans le dernier paragraphe du rapport du comité, tel qu'adopté à la

séance du 17 décembre 1895, soit suivie avec les modifications suivantes:

Le comité ne prendra en considération, à chacune des séances, que les articles au sujet desquels des objections seront faites par quelques-uns des membres de ce comité.

Les articles au sujet desquels aucune objection ne sera formulée resteront tels qu'ils sont.

Votre comité s'est, en conséquence, ajourné jusqu'à mardi prochain, 1^{er} décembre, à 10.30 a.m., alors qu'il prendra en considération les objections qui pourront être faites à aucuns des 200 articles qui suivent l'article 128.

Le comité invite, en conséquence, ses membres à étudier les 200 articles en question d'ici à ladite date du 1^{er} décembre prochain.

Adopté.

Comité conjoint des impressions de la Législature

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informant Leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir: les honorables Flynn, Hackett et Nantel, et MM. Cartier, Cholette, McDonald, Gladu, Morin, Simpson, Stephens et Tessier (Portneuf), agiront de la part de cette Chambre comme membres dudit comité conjoint des impressions.

Adopté.

Bibliothèque de la législature

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), qu'un comité spécial composé des honorables MM. Atwater, Pelletier, et de MM. King, Marchand, Normand, Tétreau, Augé, Tessier (Rimouski), Turgeon, Bourbonnais, Duplessis, Bouffard et Stephens, soit nommé pour aider monsieur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Introduction de bills:

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 38) constituant en corporation: "The Good Government Association of Montreal".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill

(bill no 54) érigeant l'asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 32) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ena Girouard au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 37) constituant en corporation la ville de Montréal-Ouest.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 39) concernant la succession de feu William Frederick Kay.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 42) autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 49) concernant la succession de feu l'honorable John Molson.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. MARION (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 33) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 35) autorisant Jean-Lukin Leprohon à hypothéquer ou vendre une propriété substituée.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 44) concernant la substitution créée par le testament de dame Marguerite-Elizabeth-Victoria Reeves.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 34) confirmant la vente d'un immeuble par Adolphe alias Rodolphe Robert et Pierre Lemy, es qualité, à Antoine Robert.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. TESSIER (Portneuf): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 41) amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 64) constituant en corporation le collège de Valleyfield.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 47) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 65) concernant "The Equitable Savings, Loan and Building Association."

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 43) amendant la loi 40 Victoria, chapitre 41, relative au village de Verdun, et pour étendre ses pouvoirs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 86) amendant certaines dispositions du code de procédure civile **relativement à la cession** des biens.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Spencer Wood

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement de la province de Québec a-t-il accepté le transport de la propriété appelée "Spencer Wood", fait par le gouvernement d'Ottawa, le 29 avril 1870?

Dans l'affirmative, à quelle date?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Après le transport du 29 avril 1870, il y a eu correspondance entre les deux gouvernements, au sujet des plans de la propriété, mais il n'y a pas eu acceptation de ce transport par ordre en conseil.

Travaux accomplis par R.H. O'Regan

M. V. GLADU (Yamaska): Quels sont les travaux accomplis par M. R.H. O'Regan, pour lesquels le gouvernement lui a payé les \$200.00 pour services extra mentionnés à la page 92 des comptes publics de 1896?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Pour services rendus après les heures de bureau, le 1er février 1895, jusqu'au 1er février 1896. Cette somme a été payée le 15 février 1896.

Sommes payées au président du Conseil exécutif

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): Pour quelle raison le gouvernement a-t-il payé comme salaire

du président du Conseil exécutif, durant l'année écoulée, du 30 juin 1895 au 30 juin 1896, voir page 73 des comptes publics de 1896, \$225.80 de plus que le salaire de \$4 000.00 fixé par la loi, savoir:

A l'honorable M. Hackett, 11 mois. . . . \$3 666.66
Et à l'honorable T. Chapais,
plus que 1 2/3 mois.559.14

\$4 225.80

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead):

Non, les traitements du secrétaire provincial, du procureur général et du président du conseil étant de \$4 000, pour chacun d'eux. L'ex-procureur général, M. Casgrain, a remboursé le montant du traitement non dû qu'il avait reçu au commencement du mois de mai. Cette somme de \$225.80 a été remboursée par le département du procureur général, comme on le verra dans un état des recettes et des dépenses, depuis le 30 juin dernier, jusqu'au 17 novembre courant, qui sera présenté à la Chambre.

Quant au président du Conseil législatif, il a aussi remboursé, comme on le verra dans les comptes du Conseil législatif. Ces deux remboursements ont été faits dans le mois de juillet dernier.

Demande de documents:

Elèves des écoles d'agriculture subventionnées

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens), qu'il soit mis devant cette Chambre la liste des élèves fréquentant régulièrement chacune des écoles d'agriculture subventionnées par la province, à la date du dernier rapport de chacune de ces écoles.

Adopté.

Palais de justice de Montréal

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), qu'il soit mis devant cette Chambre un état des paiements de toutes sortes, faits depuis le 17 décembre 1891, jusqu'à aujourd'hui, en rapport avec les réparations du palais de justice de Montréal, ameublement et autres objets s'y rapportant.

Adopté.

Codification du code de procédure

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance entre le conseil général du Barreau pour la province de Québec et le gouvernement, au sujet de la codification du code de procédure.

Il mentionne que la composition de la commission chargée d'étudier la codification n'est pas de nature à inspirer confiance aux avocats des districts ruraux.

Il demande qu'un avocat de Montréal, un avocat de Québec et un avocat des districts ruraux soient adjoints à la commission de législation chargée d'étudier le projet de refonte du code de procédure civile. Il dit que cette demande a été faite par le Barreau général de la province et qu'elle est juste.

Ces avocats, d'après lui, auraient surtout pour mission de représenter les barreaux des districts ruraux.

Il croit que la défectuosité du système de procédure actuel provoque certains maux qui se font beaucoup plus sentir dans les campagnes que dans les grandes villes.

Il faudrait sans doute pourvoir aux dépenses de ces messieurs, mais qu'est-ce que quelques piastres lorsqu'il s'agit d'une oeuvre de l'importance du code de procédure? En France l'on a pris vingt ans à faire le travail que nous avons fait en trois ans. L'on n'a pas regardé à la dépense pour arriver à faire un monument durable.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que la suggestion a quelque chose de bon. Mais si l'on se plaint que les districts ruraux ne sont pas assez représentés il ne voit pas pourquoi l'on demanderait deux avocats des villes.

Pratiquement chaque avocat a reçu une copie des rapports rédigés occasionnellement par la commission. Ils ont donc eu toutes les chances possibles pour faire leurs suggestions.

Quant aux avocats ruraux ils sont représentés parfaitement devant le comité. Quand aux avocats, tous peuvent être admis devant le comité de législation où ils peuvent faire toutes les suggestions qu'il jugeront à propos.

Il croit que les avocats qui sont membres de la Chambre et qui font tous partie du comité sont une garantie suffisante pour tous les intérêts. Tout de même il sera heureux de recevoir l'expression d'opinion de la députation. Il suggère que tous les juges et les avocats qui voudront le faire soient admis à faire partie du comité où leurs avis seront reçus avec plaisir.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): S'oppose à ce que la commission soit réouverte et à ce qu'un autre commissaire soit nommé. A son avis, c'est une tâche très importante mais il pense qu'il ne serait pas judicieux d'ajouter encore \$5 000 ou \$6 000 à une somme déjà assez élevée.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Pense qu'on ne devrait pas s'arrêter sur une toute petite dépense additionnelle quand il s'agit d'un travail d'une telle importance.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Dit qu'il aurait aimé à voir des représentants des districts ruraux dans la commission, mais qu'il est un peu tard pour recommencer ce qui a été fait, ce serait trop coûteux. D'ailleurs, les avocats des districts ruraux ont la prépondérance et ils ont déjà commencé à revendiquer leurs droits.

La proposition est adoptée.

Commission des chemins à barrières de Montréal

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Champlain (M. P. Grenier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du rapport annuel de la Commission des chemins à barrières de Montréal, avec un état des recettes et des dépenses de l'année.

Adopté.

Documents:

Ferme modèle et école d'agriculture de Compton

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 11 novembre 1895, demandant copie de toute correspondance, pétition, contrat, ordres en conseil et de tous autres documents se rapportant à l'établissement et aux subventions accordées à la Ferme modèle et école d'agriculture de Compton. (Document de la session no 21)

Percepteur du revenu du district de Montmagny

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 26 novembre 1895 pour un état indiquant: 1. Les noms des personnes contre lesquelles une plainte a été portée devant le percepteur du revenu du district de Montmagny, pour violation de la loi des licences, depuis 1892.

2. Les noms des personnes qui ont, dans le district de Montmagny, été poursuivies pour telles contraventions, avec le numéro de la cause, la date de l'institution de l'action, la date du paiement, si jugement est intervenu, et le montant de la condamnation depuis 1892.

3. Les noms des personnes qui ont, dans le district, payé le montant des condamnations portées contre elles, et de celles qui ont obtenu du délai, depuis 1892. (Document de la session no 23)

Percepteur du revenu, Montmagny E. Murdock-McKenzie

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 11 décembre 1895, pour un état détaillé indiquant: Les montants perçus par Edouard Murdock-McKenzie, percepteur du revenu provincial, dans le district de Montmagny, pour licences pour vente de liqueurs enivrantes depuis le 1er janvier 1892, avec la date de la perception de chaque montant et la date de la licence pour laquelle ils ont été payés.

Les montants perçus, depuis la même date, par M. McKenzie, pour amende et pénalité pour contravention à la loi des licences de Québec, avec la date du jugement dans chaque cause, celle de la perception de chaque montant, et l'indication de la cause du retard de cette perception, si retard il y a eu.

Les sommes provenant des deux sources ci-dessus remises au gouvernement, depuis le 1er

janvier 1892, et la date de chacune de telles remises au trésor de la province. (Document de la session no 24)

Société d'instruction laitière de la province de Québec

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Dépose sur le bureau de la Chambre, le quatorzième rapport de la Société d'instruction laitière de la province de Québec, étant le supplément du rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation pour 1895. (Document de la session no 3b)

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, conformément à l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture en général pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas six mille trente et une piastres et cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux frais judiciaires et autres dépenses se rapportant au département des Travaux publics et à la mise à exécution des articles 5183a à 5183e des statuts refondus de la province de Québec (56 Victoria, chapitre 36) pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille deux cent trente-sept piastres et dix-neuf centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux frais d'administration de la dette publique pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil

législatif pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses contingentes du Conseil législatif pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille deux piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'impression et reliure par les deux Chambres de la Législature, statuts refondus du Québec, article 158; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. La première et la seconde résolutions sont lues deux fois. La troisième résolution et les suivantes jusqu'à la huitième inclusivement sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que la Chambre s'ajourne en l'honneur du jour d'Actions de Grâce. Le premier ministre désire associer la pensée des législateurs à celle qu'ont eue le gouverneur général et le lieutenant-gouverneur en fixant une journée pour rendre des actions de grâces au Ciel pour les bienfaits reçus.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait des remarques similaires.

Adopté.

La séance est levée à six heures.

Séance du 27 novembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Baker, la pétition de Théodule-Alfred Lemieux de Lévis.

Documents:

M. L'ORATEUR: Dépose sur le bureau de la Chambre l'état des affaires de "The Ladies Protestant Home" de Québec, et des soeurs de la Providence, Montréal, tous deux pour l'année 1896. (Documents de la session no 12).

Dépôt de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

De la corporation de la cité de Montréal demandent des amendements à sa charte;

Et du conseil de ville de la ville de Saint-Louis demandent des amendements à sa charte.

Introduction de bills:

M. J. KING (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 46) amendant la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 87) amendant la loi des compagnies pour le gaz combustible.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. V. GLADU (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 88) amendant de nouveau le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 89) amendant l'article 221 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 90) amendant l'article 502 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité conjoint des deux Chambres, chargé d'étudier les rapports faits par la commission de la refonte du code de procédure civile.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 21) protégeant les juges de paix et d'autres contre les actions vexatoires.

Ce bill stipule que les juges de paix ne seront pas tenus responsables des préjudices causés par les jugements qu'ils rendront en invoquant des

lois qui peuvent être subséquemment déclarées inconstitutionnelles. M. Oliver Mowat, lorsqu'il était procureur général de l'Ontario, avait conclu un accord avec lui à cet effet, les deux provinces ont la même vue sur le sujet.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage par le département des Terres de la couronne pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Explique qu'il a demandé pour \$250,000 d'arpentage. Dans le budget principal il n'a été voté que \$27,000; or, il est impossible de satisfaire les demandes urgentes des sociétés de colonisation à moins de \$40,000.

Adopté.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'élections pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du traitement du greffier de la couronne en chancellerie pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des statuts pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté

pour faire face aux dépenses des traitements du service civil pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses contingentes du service civil pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

DES VOIX DE L'OPPOSITION: Cherchent à critiquer la destitution d'un nommé Bureau dans le département de la colonisation.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Explique dans quelles circonstances cette destitution a eu lieu. Une enquête impartiale a été faite par la commission du service civil. Durant six mois Bureau a eu la chance de résigner de façon à ce que cela ne lui nuise pas à l'avenir. Il avait ses qualités, mais il était incapable de remplir ses fonctions et de localiser les routes. Les chemins localisés par lui ont dû être refaits presque en entier.

Il ne veut pas faire de déclarations au sujet de Bureau, et il espère qu'on ne l'obligera pas à raconter s'il y eût des déficits dans ses comptes, etc.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Cour de circuit du district de Montréal

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que le bill (bill no 25) concernant la Cour de circuit du district de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Interpellations:

Salaire du juge Chauveau

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Quel était le salaire du juge Chauveau, juge des sessions de la paix et magistrat de police à Québec le 30 juin 1892? Quel est son salaire maintenant?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le salaire du juge Chauveau comme juge des sessions de la paix et magistrat de police était de \$3 000 en 1892, et il est de \$3 000 maintenant.

Services rendus par G. Henry

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Quels sont les services rendus par Gabriel Henry et pour lesquels

lui a été payée la somme de \$159.20 telle que mentionnée à la page 132 des comptes publics pour 1895-1896?

Quand a-t-il rendu ces services?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): M. Gabriel Henry est un commis surnuméraire du département de l'Agriculture et de la Colonisation. La somme de \$159.20, qui lui a été payée, est pour son traitement des mois de novembre, décembre 1895 et janvier 1896, à \$50 par mois, \$150. Pour avoir visité la ferme modèle de Compton, le 30 décembre 1895, \$9.20 total, \$159.20.

Item 21 du budget supplémentaire

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): A qui a été payée la somme de \$6 031.05, mentionnée à l'item 21 du budget supplémentaire, les noms des personnes à qui cette somme a été payée et la date des paiements?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Aucune portion de cette somme n'a encore été payée.

Sommes payées à des conférenciers agricoles

M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Quel est le montant total payé aux conférenciers agricoles pour salaire, frais de voyage, etc., depuis le 30 juin dernier, à venir au 25 novembre courant (1896)?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Montant total payé aux conférenciers agricoles pour salaire, frais de voyage, etc., depuis le 30 juin dernier, à venir au 25 novembre courant (1896).....\$3 839.30.

Note: — Dans cette somme de \$3 839.30 sont compris les salaires de MM. Dallaire et Grignon, conférenciers agricoles nommés par ordre en conseil et payés par "rôle de paie" comme les autres employés réguliers du département (\$895.41)

	\$3 839.30
Salaire de MM. Grignon et Dallaire.	895.41
Montant total payé sur item "Conférences sur l'agriculture".	\$2 943.89

Demande de documents:

Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose, appuyé par le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechène), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, lui priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant aux arrérages de gages dus aux ouvriers de la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, payés par le gouvernement et démontrant:

Sur quels fonds ces derniers ont été payés.

Si c'est à même un subside voté en faveur de cette compagnie.

La date du vote de tel subside.

Adopté.

Travaux de colonisation, paroisse de Saint-Pascal

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et H.G. Carroll, écuyer, M.P., au sujet de P.-E. Côté, conducteur de travaux de colonisation de la paroisse de Saint-Pascal.

Adopté.

Département des Travaux publics

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous comptes, correspondances, ordres en conseil, etc., concernant l'item 21 du budget supplémentaire pour payer des frais judiciaires et autres dépenses, se rapportant au département des Travaux publics, etc., \$6 031.05.

Adopté.

Ecole d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant: 1. Quelles sommes sont actuellement dues et qui doivent être payées à même l'item 5 du budget supplémentaire de 1896-97.

2. Les personnes auxquelles ces sommes doivent être payées.

M. L. BEAUBIEN (Nicolet): Déclare que bientôt cette école sera la propriété exclusive du gouvernement, et la même chose pour l'Ecole d'agriculture de Compton.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Désapprouve l'idée de remettre les écoles d'agriculture entre les mains du gouvernement et critique les dépenses pour ces écoles.

M. L. BEAUBIEN (Nicolet): Reproche aux libéraux leur manque de sincérité. Par tous les moyens ils s'efforcent de neutraliser les efforts que fait le gouvernement pour répandre l'enseignement agricole. Ils devraient avoir le courage de dire qu'ils sont contre cet enseignement.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Ah! nous sommes pour l'enseignement agricole, nous sommes pour que l'on aide libéralement l'agriculture; mais l'Opposition est opposée à ce que l'on se serve de l'agriculture pour des fins politiques. Nous vou-

lons que l'argent voté aille aux cultivateurs, aux vrais agriculteurs et non pas à tous ces ratés qui parcourent nos campagnes aux dépens de la province.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Citez-moi une école agricole où l'on fasse de la politique.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Je n'irai pas loin pour établir mon assertion. Prenez le collège Sainte-Anne. On y enseigne bien sans doute l'agriculture, le grec et le latin, ce qui est fort bien; mais l'on excelle surtout à enseigner les immortels principes conservateurs: Et pour montrer que l'on joint la pratique à la théorie, lorsque les élections arrivent, vous voyez tous les employés aller en procession voter pour le candidat bleu suivis par ceux qui les dirigent. "Cherchez qui vous mène mes chères brebis".

La proposition est adoptée.

"The Good Government Association of Montreal"

M. W. J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 38) constituant en corporation The Good Government Association of Montreal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Asile des aliénés de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 54) érigeant l'asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Joseph-Ena Girouard

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 32), autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ena Girouard au nombre de ses membres soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ville de Montréal-Ouest

M. W. J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 37) constituant en corporation la ville de Montréal-Ouest soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession W.F. Kay

M. W. J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 39) concernant la

succession de feu William Frederick Kay soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 42) autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession J. Molson

M. W. J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 49) concernant la succession de John Molson soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Elzéar Drolet

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 33) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres après examen soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

J.-L. Leprohon

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 35) autorisant Jean-Lukin Leprohon à hypothéquer ou vendre une propriété substituée soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession M.-E.-V. Reeves

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon

l'ordre du jour, que le bill (bill no 44) concernant la substitution créée par le testament de dame Marguerite-Elizabeth-Victoria Reeves soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Vente d'immeuble par A. Robert et P. Lamy à A. Robert

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 34) confirmant la vente d'un immeuble par Adolphe alias Rodolphe Robert et Pierre Lamy, es qualité, à Antoine Robert soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Cité de Québec

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 41) amendement les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Verdun

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 43) amendement la loi 40 Victoria, chapitre 41 relative au village de Verdun et pour étendre ses pouvoirs soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"The Equitable Savings, Loan and Building Association"

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 65) concernant "The Equitable Savings, Loan and Building Association" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à cinq heures dix.

Séance du 30 novembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de l'hôpital de Valleyfield pour l'année 1896. (Documents de la session no 12)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau de la Chambre:

Par M. Gillies, la pétition de la Compagnie du chemin de fer "Portage du Fort and Bristol Branch".

Par M. Parizeau, la pétition de la Compagnie des abattoirs de Montréal.

Par l'honorable M. Pelletier, la pétition de Edouard-Henri-Armand Prévost et autres de Montréal.

Par M. Normand, la pétition de l'honorable Charles Carroll Colby du village de Stanstead Plain et autres d'autres lieux.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De Théodule-Alfred Lemieux de Lévis demandant un acte autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 30) amendement la loi relative aux honoraires des constables.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Collège de Valleyfield

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 64) constituant en corporation le collège de Valleyfield soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Westmount

M. J. KING (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 46) amendement la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 47)

constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et corporations minières et manufacturières.

Interpellations:

Entretien des aliénés dans le comté de Gaspé

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Quel montant était dû, par le comté de Gaspé, pour l'entretien des aliénés en 1892?

Les arrérages pour l'entretien des aliénés, avant 1892, ont-ils été perçus; de qui, du conseil de comté ou de chaque municipalité de Gaspé?

Quel montant a été payé, par le conseil du comté de Gaspé, pour l'entretien des aliénés depuis 1892?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Rien. Oui, du conseil de chaque municipalité de Gaspé. \$39.26.

Palais de justice de Rimouski

M. A. TESSIER (Rimouski): Des travaux de réparations ont-ils été faits au palais de justice de Rimouski depuis le 23 juin dernier?

Dans l'affirmative, ces travaux se font-ils à la journée ou à l'entreprise?

Quels sont les prix convenus et combien y a-t-il d'hommes employés à ces travaux?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Oui.

La plus forte partie de ces travaux se fait à l'entreprise; le reste se fait à la journée, sous la direction du shérif.

Les prix convenus ont été les suivants: \$175.00 pour la pose de paratonnerres; \$367.00 pour peinture à l'intérieur et à l'extérieur; \$268.35 pour plomberie; \$35.00 pour construction d'un plancher de bureau. Les travaux à la journée consistent en menues réparations à la maçonnerie et à la menuiserie occasionnées par la distribution de l'eau de l'aqueduc dans l'édifice; le département des Travaux publics ignore le nombre d'hommes employés à ces divers ouvrages.

Entretien des aliénés dans les comtés de Rimouski, Matane et Dorchester

M. A. TESSIER (Rimouski): 1. Quel est le montant payé par les diverses municipalités des comtés de Rimouski et de Matane, depuis le 1er mai 1892, à venir au 1er novembre 1896, pour entretien et pension d'aliénés dans les asiles subventionnés par la province?

2. Quel est le montant dû par les diverses municipalités de Rimouski et de Matane, pour l'entretien d'aliénés dans les asiles subventionnés par la province?

3. Quel est le montant payé par les diverses municipalités du comté de Dorchester, depuis le

1er mai 1892 à venir au 1er novembre 1896, pour entretien et pension d'aliénés dans les asiles subventionnés par la province?

4. Quel est le montant dû par les diverses municipalités du comté de Dorchester pour l'entretien d'aliénés dans les asiles subventionnés par la province?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead):

1. Par le comté de Rimouski, onze piastres et neuf centins. Par le comté de Matane, cent huit piastres et soixante-trois centins.

2. Par le comté de Rimouski, \$391.65. Par la ville de Rimouski, \$100.00

3. \$291.38. 4. Rien.

L. Ouellet

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): M. Louis Ouellet, cultivateur, de Saint-Louis-du Ha! Ha! a-t-il coupé du bois en contravention aux lois et règlements concernant les terres de la couronne depuis le 30 juin 1893?

Dans l'affirmative, le gouvernement lui a-t-il réclamé quelque somme d'argent pour droit de coupe, pénalité, etc., et quelle somme?

A-t-il payé le montant réclamé?

Dans la négative, pourquoi?

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Monsieur Louis Ouellet, cultivateur, de Saint-Clément, a coupé du bois durant la saison 1893-94 sur son lot no 8, rang B, canton Hocquart, acquis de la couronne par billet de location. Le département a réclamé les droits ordinaires au montant de \$8.50. Cette somme a été payée.

Sommes payées à L.-O. Taillon

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): L'honorable L.-O. Taillon a-t-il reçu quelque somme du gouvernement depuis le 1er mai 1896?

Dans l'affirmative, quelle somme et pourquoi?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Rien.

E. Dugas, fils

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): M. Etienne Dugas, fils, de Sainte-Anne-des-Monts est-il à l'emploi du gouvernement?

Dans l'affirmative, depuis quand, quel est son salaire et quel est son emploi?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Non.

A. Dugas

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Monsieur Albert Dugas de Sainte-Anne-des-Monts est-il à l'emploi du gouvernement?

Dans l'affirmative, depuis quand, quel est son emploi et son salaire?

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): M. Albert Dugas est à l'emploi du gouvernement depuis le 9 mai 1892 comme intendant général des feux de forêt pour la région sauvegardée no 12.

Son salaire, lorsqu'il exerce ses fonctions, est de \$1.50 par jour de travail, et ses dépenses de voyages lui sont remboursées jusqu'à concurrence de \$1.50 par jour.

Sommes payées à N.-E. Dionne

M. F. GOSSELIN (Iberville): M. N.-E. Dionne, bibliothécaire a-t-il, depuis la dernière session, reçu quelque somme d'argent du gouvernement, en outre de son salaire de bibliothécaire de la Législature?

Dans l'affirmative, quelle somme?

Pour quelles fins?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Le docteur Dionne a vendu des livres, publiés par lui, pour être distribués en prix, mais il n'a rien reçu en outre de son salaire.

M. Panet-Angers

M. F. GOSSELIN (Iberville): M. Panet-Angers, avocat de Québec, est-il à l'emploi du gouvernement?

Dans l'affirmative quelles sont ses fonctions?

Quel est son salaire?

A-t-il remplacé quelqu'un ou occupe-t-il une position nouvelle?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Cette question devrait être mise sous forme de motion pour production de documents. Après l'adoption de cette motion, les documents seront produits et contiendront une réponse détaillée à la question maintenant posée.

M. Raymond

M. H. CARON (Maskinongé): M. Moïse Raymond est-il à l'emploi du gouvernement?

Dans l'affirmative, depuis quand, quel est son salaire et son emploi?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Oui, le 2 octobre dernier (1896), il a été nommé bibliothécaire et commis de la correspondance française au département de l'Instruction publique avec un salaire de \$1 000.00.

Sommes payées à T.C. Casgrain

M. H. CARON (Maskinongé): L'honorable M. T.C. Casgrain, avocat de Québec, a-t-il reçu quelque somme du gouvernement depuis le 1er mai 1896?

Dans l'affirmative, quelle somme?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): La réponse à cette question se trouve dans les

comptes publics, dans un état des recettes et des dépenses du 30 juin dernier au 17 novembre courant, dont la production a été demandée et qui sera déposée devant cette Chambre.

Sommes payées à A.-R. Angers

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): L'honorable M. A.-R. Angers, ex-lieutenant-gouverneur, a-t-il reçu quelque somme du gouvernement depuis le 23 juin dernier?

Dans l'affirmative quelle somme et pourquoi?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Oui. \$1 000 comme à-compte de dépenses nécessitées afin de comparaître à Londres devant le Conseil privé, en sa qualité de conseil de la province de Québec, dans la cause portée en appel de "Robinson Treaties Indians Claims"; l'une des réclamations soumises à l'arbitrage entre le gouvernement du Canada et les provinces de Québec et d'Ontario.

L.-P. Robitaille, employé civil

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): M. L.-P. Robitaille, commis du département du secrétaire de la province, a-t-il eu un congé dans le mois de juin dernier?

Dans l'affirmative, pour quelle cause?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Oui. Pour cause de santé.

Sommes payées à L. Stafford

M. H. CARON (Maskinongé): A part l'honoraire de \$600.00 payé à M. Lawrence Stafford, mentionné à la page 116 des comptes publics, dans la cause de Pierre Bacon vs La Reine, quelles autres sommes lui ont été payées en rapport avec ladite cause?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): La réponse à cette question appert par les comptes publics de 1893-1894.

Argent de colonisation pour le comté de Québec

M. F. GOSSELIN (Iberville): L'honorable commissaire de l'Agriculture, l'honorable commissaire des Terres, ou quelqu'autre membre du gouvernement a-t-il télégraphié, ou écrit, durant le courant de juin dernier, à J.-T. Frémont, candidat aux élections fédérales dernières, qu'il était chargé de voir à la distribution de l'argent de colonisation voté pour le comté de Québec?

Et dans l'affirmative, qui a télégraphié ou écrit et quand?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Non.

L.-B. de LaBruère

M. A. GIRARD (Rouville): M. L.-B. de LaBruère est-il employé comme surnuméraire dans un département public?

Si oui, dans quel département, à quel salaire et depuis combien de temps?

Quelles sont actuellement ses fonctions?

En vertu de quel ordre en Conseil ou de quelle autorisation a-t-il été employé?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): M. L.-B. de LaBruère est actuellement employé comme surnuméraire dans le département de l'Instruction publique, avec un salaire de \$2.00 par jour de travail.

Il a été employé dans le bureau du clerc de la correspondance française de ce département depuis janvier dernier jusqu'à octobre. Depuis, il a été employé à la préparation des statistiques pour le rapport annuel du surintendant.

Il a été employé avec l'assentiment du secrétaire de la province.

F. Bouffard

M. L.-F. PINAULT (Matane): 1. M. François Bouffard, fils, de Saint-Jérôme de Matane, a-t-il été condamné, dans le mois de juin dernier, pour vente de boisson sans licence?

2. Dans l'affirmative, la condamnation a-t-elle été exécutée?

3. Quand?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): 1. Oui. 2. Oui. 3. Le 12 juillet 1896.

L. Lavoie

M. A. TESSIER (Rimouski): M. Louis Lavoie, de Rimouski, est-il à l'emploi du gouvernement?

Dans l'affirmative, quel est son emploi et quel est son salaire?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Louis Lavoie, Rimouski, garde-chasse, \$50.00 par année.

E. Lapointe, hôtelier

M. L.-F. PINAULT (Matane): Ed. Lapointe, hôtelier de la cité de Québec a-t-il été porteur d'une licence pour la vente des liqueurs enivrantes depuis le 1er mai 1892?

Est-il à la connaissance du gouvernement qu'il tient une auberge ouverte au public en la cité de Québec?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): M. Lapointe avait une licence en 1892-93, et en 1894, il prit une licence spéciale pour l'exposition provinciale; mais depuis il n'en a pris aucune. Non.

F. Gauvreau

M. L.-F. PINAULT (Matane): Flavian Gauvreau, de Saint-Octave de Métiis a-t-il, depuis le 15 novembre 1895, payé la part de l'amende afférente au gouvernement dans la condamnation prononcée contre lui le 14 octobre 1891?

Dans le cas affirmatif, quand?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Le 31 mars 1896, le percepteur reçut instruction d'exécuter immédiatement le jugement.

E. Lapointe, hôtelier

M. L.-F. PINAULT (Matane): 1. Monsieur Ed. Lapointe de Québec, hôtelier, a-t-il été condamné pour vente de boissons sans licence depuis le 1er mai 1892?

2. Dans l'affirmative, combien de fois?

3. La ou les condamnations contre lui ont-elles été exécutées?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): 1. et 2. Oui, le 30 août 1895. 3. Oui.

Demande de documents:

Cour criminelle de Rimouski

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant: 1. Le nombre de procès qui ont eu lieu devant les petits jurés, durant le terme de la cour criminelle siégeant à Rimouski en octobre dernier.

2. Les verdicts rendus par les petits jurés.

3. Le montant déboursé par le gouvernement pour ce terme de la cour criminelle à Rimouski.

Adopté.

Paroisse de la Visitation-de-l'Île-du-Pads

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous documents, correspondances, requêtes, ordres en conseil, etc., se rapportant à la nomination de quatre conseillers pour la paroisse de la Visitation-de-l'Île-du-Pads dans le comté de Berthier.

Adopté.

Asile de Saint-Jean-de-Dieu de Longue-Pointe

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous documents, correspondances, ordres en conseil et contrats se rapportant aux

arrangements faits pour la garde et l'entretien des aliénés pour l'asile Saint-Jean-de-Dieu à la Longue-Pointe le ou vers le 13 juin 1895.

Il dit que le contrat avec l'asile Saint-Jean-de-Dieu est expiré depuis un an et qu'il n'a pas encore été renouvelé et il demande des renseignements à ce sujet. Il demande si le contrat nouveau a été fait ou si on a l'intention de laisser les choses dans le statu quo.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Répond que cette question fait le sujet de la plus grave étude de la part du gouvernement. Les documents se rapportant à ce sujet seront déposés sur le bureau de la Chambre.

Adopté.

Percepteurs du revenu

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance, ordres en conseil, etc., se rapportant à la commission et à la rémunération des percepteurs du revenu et autres officiers chargés de la perception des taxes directes imposées en 1892.

Il dit trouver étrange que le gouvernement ait cru nécessaire à la dernière minute de rémunérer les percepteurs. Quel en est le but? Est-ce pour soudoyer les officiers ou pour prévenir une dépense justifiée de façon à ce qu'elle n'augmente pas le total des déboursés pour 1895-96?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Ce n'est pas du tout dans ce but, et les documents seront très clairs à ce sujet.

Adopté.

Sommes payées au docteur J.-C. Coulombe

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant: 1. Combien a été payé au docteur J.-C. Coulombe, pour conférences sur l'agriculture à même l'item \$3 000.00, page 274, comptes publics pour 1895-96. 2. Quel montant a été payé aux victimes de plusieurs paroisses de Témiscouata, sur le même item. 3. Quelles personnes ont reçu ces montants et combien elles ont reçu chacune.

Adopté.

Arrestation de C. Marcoux

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le député de Mégantic (M. J. King), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance concernant l'arrestation de Charles Marcoux, de Disraéli, en date du 5 février 1895, sur accusation de vol d'arbres sur le domaine de la couronne.

Adopté.

Compte de MM. MacMaster et MacLennan

M. L.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. DECHÊNE), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé du compte de MM. MacMaster et de MacLennan, pour le montant de \$10 198.02 mentionné à la page 111 des comptes publics.

Adopté.

Entretien et pension des aliénés

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé par le député de Matane (M. L.-F. Pinault), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés et les montants dus, par les diverses municipalités de la province, pour entretien et pension d'aliénés dans les asiles subventionnés par la province depuis le 1er mai 1892 jusqu'au 25 novembre 1896.

Adopté.

Impression de documents

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant, séparément, quels documents ont été imprimés et payés à même les sommes suivantes:

Le Courrier de Saint-Hyacinthe	\$ 29.00
Léger Brousseau	418.00
La Presse	232.00
Mercier & Cie	106.00
E. Senécal & Fils	27.15
Proulx & Proulx	3.40
Le Trifluvien	150.00

(Etant l'item: "Visites et explorations," pages 295 et 296 du rapport du commissaire de l'Agriculture pour 1896).

Adopté.

Ferme modèle de Compton

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre:

1. Un état des sommes payées aux syndics ou au gérant de la Ferme modèle de Compton, pour mise et maintien en opération de cette ferme, depuis sa fondation jusqu'à la date du 25 novembre courant (1896), comprenant les frais de construction, d'amélioration et les subventions annuelles.

2. Un état des se. mes payées, pendant la même période, sous forme de dépenses contingentes, pour frais d'inspection de cette institution, dépenses de voyage pour son organisation ou réorganisation, frais de législation, de contrats, enregistrement d'iceux, et noms des personnes à qui ces diverses sommes ont été payées durant la même période;

3. Un état des sommes promises à ladite ferme et conditionnellement dues, en sus de ces subventions ordinaires, et les fins pour lesquelles telles promesses ont été faites, s'il en existe.

Adopté.

Sociétés d'assurance mutuelle contre le feu

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 81) amendant le code civil et les statuts refondus relativement aux privilèges des sociétés d'assurance mutuelle contre le feu soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Code municipal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 82) amendant de nouveau le code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Code municipal

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 88) amendant de nouveau le code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Cession de biens

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 86) amendant certaines dispositions du code de procédure civile, relatives à la cession de biens, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial nommé pour étudier les rapports faits par la commission chargée de la refonte du code de procédure civile.

Code de procédure civile

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 89) amendant l'article 221 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial nommé pour étudier les rapports faits par la commission chargée de la refonte du code de procédure civile.

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération ultérieure des ré-

solutions rapportées le 26 et le 27 novembre courant, du comité des subsides, lesquelles sont adoptées.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. V. GLADU (Yamaska): Fait observer que les ministres, sur un grand nombre d'items, ne demandent de voter l'argent que pour onze mois. Pourquoi cela? C'est évidemment fait dans le but de faire croire au peuple que les dépenses ont été diminuées. La Chambre a le droit d'avoir des détails complets pour toute l'année fiscale. Ce n'est pas de cette manière que les ministres actuels ont procédé en 1892. Non, pour grossir les chiffres et tromper l'électorat ils ont chargé alors à l'administration Mercier 15 mois sur un grand nombre d'items importants. De cette façon, ils ont réussi à majorer les dépenses pour environ \$175 000 à \$200 000. de plus, afin de pouvoir crier au scandale, à l'extravagance. Les ministres actuels ont promis de mettre devant le public tous les comptes, toutes les dépenses, afin de permettre aux électeurs de pouvoir juger de la situation financière de la province.

DES DEPUTES MINISTERIELS: Prétendent que la chose s'était faite déjà.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante et quatre mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des juges des sessions de la paix, Québec; magistrats de police, Montréal, savoir: leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes y compris les traitements du grand connétable et de son député, etc., Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas soixante et cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure: cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le secrétaire de la province à l'achat de livres, écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$10 000 seront payés à même cette part dudit fonds à l'Ecole polytechnique, moins cinq pour cent en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, article 17.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

Vérification des testaments

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 16) amendement la loi concernant la vérification des testaments soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Séances de la Cour supérieure

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 27) amendement la loi concernant les séances de la Cour supérieure soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour de circuit du district de Montréal

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 25) amendement la loi concernant la cour circuit du district de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à six heures.

Séance du 1er décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau:

Par l'honorable M. Pelletier, la pétition de "The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation (Limited)" de Londres, Angleterre.

Par M. Tessier (Portneuf), la pétition de L.-P. Dupré et autres avocats de la cité et du district de Montréal.

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

De la ville de Maisonneuve demandant des amendements à sa charte;

De J.-O. Villeneuve et autres de la cité de Montréal demandant des amendements à la charte de ladite cité.

De Sir William Dawson et autres demandant une loi constituant en corporation le village du Petit-Métis;

De "The Montreal Cold Storage and Freezing Company" demandant une charte;

De "Thomas Robertson and Company (Limited)" demandant une charte;

De l'Institut Trafalgar demandant l'autorisation de vendre ou hypothéquer une propriété immobilière;

Et de la corporation de la cité de Montréal demandant des amendements à sa charte.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a approuvés sans amendement;

Bill (bill no 32) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ena Girouard au nombre de ses membres;

Bill (bill no 33) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres;

Bill (bill no 39) concernant la succession de feu William Frederick Kay;

Bill (bill no 54) érigeant l'asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à l'approbation de la Chambre;

Bill (bill no 37) constituant en corporation la ville de Montréal-Ouest.

Introduction de bills:

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 62) constituant en corporation la compagnie dite "The Montreal Cold Storage and Freezing Company."

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 50) amendant la charte de la ville de Maisonneuve.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. N. RIOUX (Témiscouata): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 31) constituant en corporation le village du Petit-Métis.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 53) concernant la propriété immobilière du "Trafalgar Institute."

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 52) constituant en corporation Thomas Robertson et compagnie, à responsabilité limitée.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 40) amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 80) amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Documents:

Travaux de colonisation

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 novembre 1896, pour un état détaillé indiquant, comté par comté:

1. Les sommes dépensées pour travaux de colonisation depuis le 30 juin 1896.

2. La date des instructions données aux conducteurs de tels travaux, avec le nom de chacun des conducteurs ou surveillants de ces travaux, et le montant qu'il était autorisé à dépenser;

3. Les montants payés pour ces travaux à venir au 17 novembre courant (1896);

4. Les montants restant dus. (Document de la session no 22)

Conversion de la dette

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que

les résolutions rapportées du comité de toute la Chambre mercredi le 25 novembre dernier, concernant la dette publique et sa conversion, soient maintenant lues pour la deuxième fois.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Déclare que ce projet est impossible. Il se prononce aussi contre le fonds d'amortissement. Quant à faire la conversion sans intermédiaires, il n'y croit pas. Il a en main tous les chiffres nécessaires pour démontrer ce qu'il croit être la valeur réelle de la proposition sur la conversion de la dette. En se basant sur les calculs des actuaires, il démontre que les obligations à 5% cotées à \$109.76 et remboursables dans 10 ans ont exactement la même valeur que les obligations à 3% cotées à \$1.85 et remboursables dans 40 ans. Par ailleurs, les obligations cotées à \$106.99 et devenant dues dans 11 ans ne vaudraient que 76.85 si elles portaient un taux d'intérêt de 3% et un terme de 40 ans.

C'est avec des calculs de ce genre que l'honorable député démontre que la province devra payer l'équivalent de 3 4/5 pour cent en intérêts sur ses obligations converties à 3%, et ceci même si la valeur de ces dernières atteignait 90. Si l'on considérait le montant annuel que l'on doit payer pour le fonds d'amortissement, le taux d'intérêts réel serait de 4.36 pour cent.

Faisant allusion aux obligations de la province portant actuellement un taux de 4% et échéant dans 36 ans, il indique que le total de l'intérêt et du capital additionnel ne seraient pas tellement plus bas que l'intérêt réel, même si la conversion à 3% devait s'avérer un succès.

En ce qui a trait aux autres emprunts, soit l'emprunt de Paris et l'emprunt français de 1880, il est parfaitement inutile de penser à les convertir, étant donné qu'ils ont un fonds d'amortissement. De plus il démontre qu'en tenant compte des cours réels du marché, il nous faudrait payer des frais annuels d'intérêts de \$618 443 pour convertir nos obligations de 5% en obligations de 3%. Par contre, si on convertissait ces mêmes obligations seulement à leur échéance, les frais annuels d'intérêts ne représenteraient que \$537 858. La dette consolidée totale était de \$31 211 282. le 30 juin dernier, et de ce montant nous devons soustraire \$5 332 976., portant un taux d'intérêts de 3 pour cent. La balance, soit \$25 878 306. pourrait être convertie. Donc, pour rembourser ce montant, il serait nécessaire d'émettre de nouveaux bons qui se chiffreraient à \$37 000 000, ou \$38 000 000. L'augmentation du capital de la dette serait alors de 6 ou 7 millions. Conséquemment, le fonds d'amortissement devrait s'élever à \$60 000 ou \$70 000 par année pour parer à cette augmentation, et ce, en plus des coûts très élevés qu'exigera l'opération de la conversion.

La conversion nous fera réaliser une épargne annuelle d'intérêts n'excédant pas \$22 000, mais seulement pendant les 11 premières années, car après cette période, les intérêts seront beaucoup plus élevés que si nous avions réalisé la conversion à l'échéance des obligations. En résumé, il croit que la province, tout en courant des risques

considérables, ne retirera pas grands profits de cette conversion, même en supposant qu'elle puisse se réaliser dans les meilleures conditions.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Constate avec plaisir que l'Opposition est décidée à étudier cette question et à la juger à son mérite. Son mérite peut être facilement démontré. Il n'a pas l'intention de discuter des chiffres présentés par l'honorable député. Ces chiffres ne sont, après tout, que des hypothèses et il ne faudrait pas les étudier trop sérieusement ni leur accorder une valeur précise. Il aborde la question d'une manière générale, en se basant sur les points les plus importants. On admet volontiers, aussi bien d'un côté de la Chambre que de l'autre, que la conversion de la dette, en excluant l'emprunt de Paris, serait un avantage pour notre pays si, par cette opération, les frais d'intérêts étaient réduits considérablement et si le capital ne subissait pas une trop forte augmentation. Mais, on prétend que le projet proposé ne pourrait pas remplir ces conditions. Je crois que c'est une affirmation gratuite.

Le trésorier nous a déclaré qu'il comptait réaliser une économie sur l'intérêt et je crois que nous devons avoir confiance en lui. Il a passé une bonne partie de l'été en Europe où il a étudié la question; il parle donc en connaissance de cause. Mais, M. l'Orateur, en supposant que le trésorier soit dans l'erreur, qu'il ne puisse pas réaliser une économie de \$200 000 mais seulement une économie de \$150 000 ou de \$100 000, l'opération serait tout de même avantageuse pour la province. Cependant, si les prédictions de l'Opposition devaient se réaliser et que, contrairement à l'économie que nous escomptions, nous subissions une perte, alors les résolutions n'obligeraient pas le trésorier à effectuer la conversion, et il est certain que celui-ci abandonnerait complètement le projet. Il est convaincu que la conversion sera réalisée seulement si elle est avantageuse pour la province. Si les débentures actuelles portant un taux de 4, 4 1/2 ou 5 pour cent étaient converties en de nouvelles débentures à 3%, il est évident qu'il s'ensuivrait une réduction appréciable sur les frais d'intérêt annuels. Cela provoquerait nécessairement une augmentation du capital, mais cette augmentation serait proportionnelle à la réduction annuelle sur l'intérêt. Cette conversion ne représente pas pour nous un moyen de nous libérer d'une partie de notre dette, car, conversion ou non, nous aurons à payer exactement la même dette. Au contraire, la conversion répartira plus équitablement le fardeau de l'intérêt de façon à ce que la génération actuelle n'ait pas un plus gros poids à porter que la génération future. La conversion de la dette apportera plus d'avantages à la génération future qu'à nous-mêmes.

M. J.P. COOKE (Drummond): M. l'Orateur, je suis prêt à appuyer pleinement tout projet réalisable pour la conversion de notre dette publique si cette même conversion doit réduire un tant soit peu nos frais d'intérêts annuels. Cependant, je dois avouer que je ne peux avoir aucun des

avantages que l'honorable trésorier a mentionnés. Je considère cette conversion comme étant un très grand danger pour la province et je vais essayer de vous l'expliquer le plus brièvement possible. Monsieur, ce côté-ci de la Chambre désire qu'il soit bien compris que les critiques que nous formulons à propos de la conversion n'ont pas pour but d'embarrasser le gouvernement. Nous considérons simplement qu'il est de notre devoir de soulever devant la Chambre les objections se rapportant au projet.

Je crois qu'il serait bon de diviser la dette publique en trois catégories:

1. Les trois emprunts devenant dus en 1904, 1906 et 1908; et pour lesquels une somme de \$9 934 000 a été affectée.

2. Les emprunts devenant dus en 1919, en 1928, et le dernier devenant dû le 1er juillet 1913, en donnant l'avis d'un an le 1er juillet 1912.

3. Les emprunts effectués par le gouvernement actuel: deux en 1894 et un en mai dernier.

Si l'on voulait convertir les emprunts de la première catégorie qui se chiffrent à \$10 685 440., nous aurions à payer une prime moyenne d'au moins 10%, et, étant donné que l'échéance moyenne pour les bons est de neuf ans et demi, la prime à payer serait de plus de 1% par année. Nous ne pourrions pas non plus obtenir plus de 90 pour nos bons à 3%; donc, notre dette augmenterait d'à peu près 22 1/4 pour cent. Ainsi, nous serions obligés de donner à chaque détenteur un nouveau bon de \$122.25 portant un intérêt de 3% pendant 40 ans, en remplacement de ses bons de \$100 portant un intérêt de 5%. Cela signifie près de 3 3/4 pour cent sur un bon original de 100 dollars, et comme nous aurons payé une prime de plus de 1% par année, la province n'aura sauvé que 1/4 pour cent pendant 10 ans et aura augmenté notre dette de 10 pour cent, c'est-à-dire la différence entre ce que nous avons reçu de nos bons à 3% et leur valeur nominale. Puis, en plus de ce 1/4 pour cent, il nous faudra accumuler un fonds d'amortissement pour placer l'augmentation de 10% de notre dette.

De plus, M. l'Orateur, l'honorable trésorier se propose d'affecter la somme de \$9 934 000. pour rembourser ces bons et pour créer le fonds d'amortissement, qui à son tour sera affecté au paiement de nos nouveaux bons de 40 ans. Nous aurons à payer les agents ou fidéicommissaires pour l'administration du fonds d'amortissement et nous devons de plus trouver un investissement pour cette énorme somme dont l'échéance sera de 40 ans.

Quelqu'un croit-il réellement que nous pourrions tirer du 4 pour cent sur une somme possédant une telle échéance?

Il est vrai que la Compagnie du Canadien Pacifique nous paie présentement du 4% sur une somme de \$7 000 000 et ils sont d'accord pour que cela se poursuive jusqu'en 1904 et 1906. Mais, je doute fort qu'après ces dettes, la province puisse recevoir plus de 3 pour cent; et avant l'expiration de cette période de 40 ans, nous accepterons même du 2 1/2 ou même du 2 pour cent sur cette

somme. Nous ne devons pas oublier non plus la somme de \$2 394 000. que le gouvernement fédéral nous doit mais qu'il pourrait rembourser à tout moment. Par ailleurs cette somme risque, durant une aussi longue période, de se perdre ou encore d'être réduite suite à un investissement malheureux, ou même d'être utilisée à d'autres fins.

Je n'hésite pas à dire que la conversion proposée pour une partie de notre dette publique est contre l'intérêt de la province, du moins selon certains principes financiers. Nous devrions rembourser ces bons à leur échéance et avec l'argent que nous aurons sous la main, de façon à éliminer la plus grande partie possible de notre dette publique.

Monsieur, comme je l'ai déjà déclaré l'autre jour, le projet du député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) pour la conversion de la dette était plus admissible. Il désirait utiliser le \$7.000.000 de la Compagnie du Canadien Pacifique pour payer nos dettes et nos emprunts temporaires, au lieu d'effectuer l'emprunt de Paris et l'emprunt du mois de mai dernier.

En ce qui a trait aux bons mentionnés dans ma seconde catégorie, je crains que ces bons à 5% qui seront échus le 1er juillet 1913, en donnant un pré-avis d'au moins un an, soit le 1er juillet 1912, ne puissent être convertis avantageusement, étant donné qu'ils se vendent de 114 à 116. Ainsi, nous aurons à payer une prime d'au moins 15%, en plus de donner 3% sur 90, comme je l'ai déjà expliqué. Notre dette subira donc une augmentation de plus de 25 pour cent. Je crois que nos bons devenant dus en 1919 pourraient être convertis de façon à économiser un peu sur l'intérêt, si les porteurs étaient amenés à se départir de leurs bons au prix coté sur le marché, soit 102 ou 104. Mais je crains qu'il soit impossible de rembourser ces bons à ce prix. Le prix de ces bons est fixé par le tableau annuel de cotation, et il est présentement beaucoup plus bas que nos bons à 4%. Mais un acheteur ne serait pas très intéressé à payer plus que la valeur nominale pour un bon qui, à la cotation de l'année suivante peut être tiré et par conséquent être remboursable à sa valeur nominale. Je ne pense pas qu'un détenteur d'une importante quantité de ces bons serait prêt à accepter ce prix sachant fort bien que selon toute probabilité, une quantité infime de ses bons peuvent être tirés.

Pour ce qui est des bons à 4% devenant dus en 1928, la dernière vente s'est faite à 107 3/4. Ainsi, la conversion de ces mêmes bons signifierait une augmentation de 20% du montant des bons, et conséquemment, l'intérêt serait de 3 2/3 pour cent sur les bons originaux. Donc, le montant requis pour le fonds d'amortissement éliminerait l'économie sur l'intérêt.

Pour les emprunts de la troisième catégorie, l'honorable trésorier lui-même affirme qu'il ne faudrait pas convertir l'emprunt de Paris à 3% qui s'élève à \$5 332.976. Je suis content que l'emprunt à 4% effectué en mai dernier ainsi que l'emprunt à 4% effectué en mars 1894 ne puissent être convertis avantageusement à 3%. Les porteurs de nos

bons à 4% devenant dus après 37 ans et 39 ans et demi n'accepteront pas des bons portant un taux de 3% pendant 40 ans, à moins qu'ils n'obtiennent la différence en valeur, qui serait d'environ 25 pour cent. C'est ainsi que l'épargne de 1/4% réalisée sur l'intérêt serait absorbée par le fonds d'amortissement. Celui-ci paierait alors l'augmentation du capital entraînée par la conversion.

M. l'Orateur, c'est très bien de la part de l'honorable trésorier de dire que la conversion nous fera épargner annuellement \$200 000 sur l'intérêt. Mais, malgré tout le respect que je dois à ce monsieur pour ses connaissances sur la finance, je ne suis pas du tout d'accord avec lui. A mon avis, la province ne fera qu'une mince économie sur l'intérêt et cette mesure augmentera fortement notre dette publique. La conversion, telle que proposée par l'honorable trésorier, est identique à celle de l'ancien trésorier (M. J.S. Hall), sauf que le député de Montréal no 5 avait l'intention de se servir du \$9.934.000. au lieu d'effectuer l'emprunt de Paris.

M. S.N. PARENT (Saint-Sauveur): M. l'Orateur, avant que cette Chambre se forme en comité il me sera j'espère, permis de faire quelques remarques sur les résolutions concernant la conversion de la dette de la province et d'apporter mon humble concours à l'élucidation de ces résolutions qui ont été soumises à cette Chambre par l'honorable trésorier de la province. Cette question doit être considérée par tous les membres de cette Chambre comme d'une importance primordiale et je crois qu'en présence de ce caractère qu'elle revêt, il est de notre devoir d'éviter avec soin, en donnant notre opinion, de nous placer au point de vue de l'un ou de l'autre parti politique.

C'est un des sujets qui méritent la plus sérieuse attention et, M. l'Orateur, j'aurais voulu qu'une indisposition dont je n'ai pu encore me remettre complètement ne m'eût empêché de traiter la question avec tous les détails qu'elle mérite. Cependant, en dépit d'un contretemps que je suis probablement le seul à déplorer, il m'est impossible de laisser passer sans y prendre part l'intéressante discussion à laquelle j'ai assisté depuis quelques jours.

M. l'Orateur, les circonstances ont voulu que mes concitoyens me confiassent dans la cité de Québec un poste d'honneur auquel j'étais loin de m'attendre et que, je le dis sans fausse modestie, je ne croyais pas avoir mérité. En ma qualité de maire de Québec, j'ai été appelé à considérer, à discuter et à contribuer au succès d'un projet dans le genre de celui qui met aujourd'hui, j'allais dire aux prises, les deux côtés de la Chambre: la conversion de la dette de la cité de Québec, et mon attitude dans cette circonstance dit assez que je suis en faveur du principe de ces opérations pour me dispenser de déclarer de cette tribune que je n'entends pas récriminer contre le projet qui est soumis à notre considération. J'ai toujours cru et je crois encore que le principe de la conversion de la dette de la province doit être accepté. Mais il est de mon devoir de déclarer que si j'ose

faire quelques remarques en cette circonstance, c'est simplement pour discuter avec mes collègues les meilleurs moyens d'appliquer un principe que j'approuve. Il s'agit de découvrir les meilleurs moyens de mettre en pratique une idée qui est loin d'être neuve, il est vrai, et qui a ses excellents côtés.

Il s'agit d'une question d'affaires et ne serait-il pas excessivement regrettable que d'autres motifs que ceux de l'intérêt public, du relèvement du crédit de la province et des premiers principes d'économie politique présidassent à notre discussion?

Loin de moi cette pensée et j'ai la ferme conviction que tous mes amis de l'autre côté de la Chambre imitant en cela les députés de la gauche élagueront avec soin toute mesquine question de parti et nous rencontreront sur le véritable terrain sur lequel doit être placée la question qui nous occupe.

Je me propose, M. l'Orateur pendant les quelques instants que je fixerai l'attention de la Chambre de suivre l'honorable trésorier de la province dans le sentier qu'il s'est tracé lorsqu'il a donné ses explications en proposant les résolutions concernant la conversion de la dette. Mais, ne serait-ce pas manquer à la reconnaissance si j'allais passer sous silence une parole prononcée par l'honorable procureur général dans son discours sur l'adresse, il a eu la bonté de constater que la cité de Québec était conduite sur un pied d'affaires et se faisant l'interprète du gouvernement dont il est un des plus beaux ornements, il a déclaré que l'idée était de faire en grand de la province ce que nous nous efforçons de faire en petit de la ville de Québec. Au nom du conseil de ville de Québec auquel je suis heureux de trouver l'occasion de rendre le témoignage qu'il se compose d'hommes sérieux, je remercie l'honorable député de Dorchester de ses bonnes paroles. C'est un des principaux citoyens de la ville de Québec et comme tel il prend un intérêt dont je le félicite au bien du gouvernement de la cité. Très bien, mais j'espère que ni lui ni ses collègues n'oublieront le ferme propos qu'ils se sont formé de conduire les affaires de la province comme les affaires de la cité sont conduites.

Voyons maintenant jusqu'à quel point on met en pratique les excellentes résolutions que l'on a formées, et à ce propos un court parallèle entre ce que le gouvernement entend faire et ce que nous avons fait dans cette question de conversion de dettes trouvera naturellement sa place ici.

On a fait allusion à la conversion de la dette faite par la cité de Québec et on a laissé entendre qu'il y avait presque similitude entre cette conversion et celle que se propose de faire le gouvernement.

Je me dois à moi-même et je dois à la cité de faire remarquer de la manière la plus claire possible la différence énorme qu'il y a entre ces deux conversions.

Pour la cité, nous savions à quel taux nous rachetions nos débetures, nous savions à quel prix nous allions vendre le nouveau stock que

nous allions mettre sur le marché anglais, nous savions ce que chaque année il nous faudrait payer et pour l'intérêt et pour l'amortissement, nous savions que nous ferions une économie d'au-delà de \$18 000.00 par année sur l'intérêt. Nous savions que dans 65 ans nous aurions complètement éteint cette partie de notre dette que nous avions à convertir. Des soumissions avaient été demandées, ensuite soumises à des experts. Mais pour la province de Québec, c'est tout le contraire d'après les quelques explications que nous a données l'honorable trésorier de la province. Vous ne savez pas à quel taux vous rachèterez vos débetures. Vous refusez de transiger avec un courtier qui s'engage à racheter vos débetures à un taux fixé d'avance et vous vous proposez de vous fier à des agents à qui vous donnez une bonne commission et qui sauront encore s'en faire une meilleure en vous faisant payer des primes bien plus élevées que celles qui auront été payées aux porteurs des débetures actuelles. Semblable offre nous a été faite, mais nous n'avons pas même voulu la prendre en considération, tant elle est dangereuse et peut conduire à des spéculations dangereuses.

Quelle garantie le gouvernement aura-t-il pour le stock que ces messieurs auront en mains? Le gouvernement fournira-t-il de l'argent pour le achat des vieilles débetures à part les nouvelles ou bien espère-t-il réussir à mettre en usage le moyen que nous avons adopté, nous, pour la conversion de la dette de la cité, à savoir de ne remettre des débetures de la nouvelle émission qu'à mesure que des débetures des différentes émissions antérieures nous seraient retournées. Je l'ignore. Mais ce que je crains fort, c'est que s'il persiste à mettre son projet à exécution de la manière qu'il le veut, il ne soit forcé de faire aux courtiers des avances et de perdre l'intérêt sur ces avances.

Le gouvernement aura-t-il jamais ce qu'il lui faudra payer aux intermédiaires dont il ne pourra se passer? Ces messieurs exigeront comme commissions des montants que la province n'a pas les moyens de payer et qu'elle déboursa en pure perte.

Comme je le disais, ne vaut-il pas infiniment mieux, n'est-il pas plus rationnel et plus pratique d'entrer en relations avec un courtier et faire avec lui une transaction à prix fixe au moyen d'un contrat à prix fixe et déterminé d'avance et ouvrir cette transaction à la concurrence en adoptant un projet tout en invitant les financiers à soumettre des plans de conversion? De cette façon nous n'avons aucune incertitude quelconque. Un projet ayant été une fois mûri et, les bases de sa réalisation arrêtées, nous savons à quoi nous en tenir et ce que nous aurons à payer sans craindre les surcharges.

C'est de cette façon que nous avons agi dans la conversion de la dette de la cité de Québec et nous ne craignons pas la critique.

Prenez-en ma parole, vous ouvrez toute grande la porte à la spéculation malhonnête et honteuse; vous allez voir surgir cette foule de cour-

tiers interlopes qui sous tous les prétextes viendront s'interposer entre les porteurs de débetures et vos agents officiels et qui chercheront et réussiront à obtenir une large tranche du magnifique gâteau que vous présentez à leur dévorante convoitise.

Vous ne savez pas à quel escompte vous allez émettre vos nouvelles débetures à 3 per (sic) cent et vous ne savez pas par conséquent quel sera l'intérêt que vous aurez à payer annuellement.

La seule chose que vous sachiez, c'est que dans quarante ans la province devra encore toute la dette actuelle plus l'augmentation créée par la prime encore inconnue payée à vos agents sur vos débetures rachetées et par l'escompte perdu sur l'émission de votre nouveau stock.

Voilà la vraie position et la différence qu'il y a entre les deux conversions, entre la conversion faite par la cité de Québec et celle que vous proposez.

Et cependant vous parlez d'une économie de \$200 000, mais comment? Par quel moyen? Comment pouvez-vous émettre une semblable opinion, affirmer un semblable chiffre?

Pour annoncer une semblable économie il faut s'appuyer sur certaines données, sur des chiffres qui permettent de faire une comparaison entre ce qui est connu, c'est-à-dire entre ce que l'on paie actuellement chaque année, et ce que l'on devra payer en se basant sur ces chiffres approximatifs, soit qu'on les ait obtenus par des offres officieuses, soit qu'on ait soi-même fixé les taux que l'on veut obtenir.

Avez-vous reçu de semblables offres? Vous êtes-vous arrêtés sur un plan sérieux? Voilà ce que vous semblez avoir négligé de faire.

N'avais-je pas raison de dire qu'il y a entre les deux projets une énorme différence?

Maintenant, M. l'Orateur, jetons les yeux sur les résolutions soumises par l'honorable trésorier de la province. Que dit le phénomène? Voici. Attendu que la dette consolidée de la province de Québec s'élève actuellement à \$32 281 949.34 se composant d'un certain nombre d'emprunts portant différents taux d'intérêt et devenant dus à différentes dates.

En parcourant, en effet, les comptes publiés on serait tenté de croire que la dette de la province ne dépasse pas \$31,211,282,68. Mais le préambule des résolutions semble indiquer que la différence a dû être effectuée depuis le 30 juin dernier et complétant l'emprunt de 1896 de \$3 017 333.33. La dette est donc d'après les résolutions de \$32 281 940.34, mais doit-on conclure que c'est l'intention du gouvernement de convertir toute cette somme?

Non, cherchons donc ensemble quelle partie de la dette sera convertie. L'emprunt de 1888, porté aux comptes publics et qui s'élève de L. 772,000 sig. ou \$3 500 000 est à 4.84,107,140 au lieu de 4,862.3 qui constitue le pair du louis sterling. Le gouvernement sera en conséquence obligé de mettre cet emprunt sur le même pied que tous les autres emprunts qui sont au pair pour les nécessités de l'opération c'est-à-dire que le

gouvernement devra ajouter la différence entre 4.84,107,140 et 4.862,3 ou la somme de \$13 733.33 au montant porté au prospectus à faire. Ce qui porte la dette à \$32 295 682.68 au lieu de \$32 281 949.34 pour les frais de la conversion. D'un autre côté, dans son discours en Chambre, l'honorable trésorier de la province a déclaré que l'on ne se propose pas d'effectuer la conversion de l'emprunt à 3 pour cent fait à Paris en 1894, par l'honorable M. Taillon, soit à déduire des \$32 295 682.67 la somme de \$5 332 976. Il reste la somme de \$26 962 706,67. Sur cela, il faudra encore déduire la portion des annuités payables le 1er janvier prochain sur l'emprunt effectué en 1880 à Paris, lequel emprunt a été fait avec amortissement, soit L8,600 sterling ou \$41 953.35. Après tous ces calculs, nous arrivons à trouver que le montant véritable à être converti est de \$26 920 853.33. Or tous les emprunts ont été effectués à des taux différents payables à des époques différentes et devront nécessairement être rachetés à des primes différentes qui ne nous sont pas soumises par des résolutions. Je me demande comment l'honorable trésorier espère économiser \$200 000 sur le service des intérêts lorsqu'on n'a aucune donnée quelconque pour guider la Chambre et sur laquelle on puisse baser un calcul sérieux.

Et cependant on nous demande de voter ainsi des résolutions qui disposent de 45 millions de piastres et qui peuvent amener les conséquences les plus graves, les résultats les plus désastreux. C'est certainement trop exiger de nous dans une question de cette importance.

Je viens de dire que le gouvernement nous demande de disposer de 45 millions de piastres, mais que l'on comprenne bien que ces résolutions appuyées des déclarations de l'honorable trésorier ne demandent pas seulement le pouvoir de convertir environ 27 millions de notre dette provinciale, elles vont plus loin. Elles décrètent qu'il y aura un fonds d'amortissement composé de ce que doit le chemin de fer du Pacifique, et le gouvernement devra mettre à part chaque année, comme amortissement de l'augmentation de la dette créée par la conversion, une somme d'au delà de \$100 000 par année et dont le total à la fin des 40 ans se chiffrera par près de 8 millions de piastres.

Voilà pourquoi je dis 45 millions, 27 millions pour la conversion, près de 8 millions pour l'augmentation de la dette, augmentation qui devra être éteinte par un amortissement annuel d'au delà de \$100 000 et les 10 millions du Pacifique et du gouvernement fédéral.

Je reviens à l'amortissement. Je vous ai déjà démontré que le système d'accumuler l'amortissement est mauvais et généralement abandonné. Le système vraiment rationnel est celui de payer tous les ans l'amortissement en même temps que l'intérêt. De cette manière la dette est certainement éteinte dans le temps fixé.

Avec votre système vous multipliez les difficultés, les dépenses d'une administration spéciale pour gérer un capital qui augmente continuel-

lement, et vous arrivez à ne pas éteindre du tout votre dette, mais à voir ce capital d'amortissement prendre un beau jour un autre cours, si même il n'est pas perdu en partie dans de dangereux placements.

Vous allez nommer les personnes chargées d'administrer ce fonds d'amortissement, que le gouvernement fédéral et le Pacifique vous donnent subitement; les 10 millions qu'ils vous doivent et voyez l'embarras où se trouvent les personnes chargées de cette administration pour placer avec avantage et sécurité pour la province cette somme énorme augmentée tous les ans de plus de \$100 000 pour l'amortissement de l'augmentation de la dette.

Je n'hésite pas à déclarer et j'ai pour appuyer ma prétention votre placement à la Banque d'Echange, que vos administrateurs auront une besogne au-dessus de leurs forces.

Vous n'avez que \$600 000 à placer et vous avez déjà perdu \$25 000 que sera-ce lorsque vous aurez une somme allant de 10 à 18 millions? Où et à quel taux vos commissaires réussiront-ils à placer cette somme énorme avec des garanties indiscutables?

Maintenant, permettez-moi de revoir quelques récentes émissions que vous voulez convertir et je termine.

Je prends vos trois plus anciennes émissions, celles de 1874, de 1876 de 1878, qui portent 5% et dont le total se monte à \$10 685 440.

Mais la raison qui me détermine à ne pas accepter cette conversion c'est que vous avez en mains, pour ainsi dire, l'argent nécessaire pour le paiement de ces obligations. Pourquoi ne pas attendre l'échéance qui arrivera dans quelques années et solder ces dettes? Pourquoi préférez-vous tenir en réserve, pendant 40 ans, les 10 millions du Pacifique et du gouvernement fédéral avec tous les risques des mauvais placements, d'un intérêt ou revenu quelquefois bien précaire et d'une administration qui deviendra de plus en plus coûteuse et risquée à mesure que le montant à administrer augmentera? C'est ce que je ne puis m'expliquer et encore moins approuver. Le bénéfice réalisé par la conversion ne justifie pas, selon moi, le risque que l'on court et le danger auquel on expose pour l'avenir, la situation financière de la province.

L'émission de 1880 ne devrait pas être convertie mais l'on devrait continuer l'amortissement afin de voir cette dette entièrement éteinte dans 22 ans. Pour épargner \$4 539 580 et sauver l'amortissement chaque année pendant 22 ans l'on crée réellement une dette permanente de \$3 284 513.33.

Quant aux émissions de 1888, 1894, 1896 dont le total est de \$9,451 066.67 exigeant un intérêt de \$378 042.66 elles ne pourraient être rachetées à une prime moindre de 10 p.c. vu qu'elles se vendent en ce moment 108 et 109.

Elles formeront donc un nouveau capital basé sur le dernier emprunt \$12 299 477.47 dont l'inté-

rêt et l'amortissement de la partie augmentée de la dette s'élèvera à

.....	\$466 288.94
l'intérêt actuel.....	\$378 042.66
Soit une perte annuelle.....	\$ 28 246.28

pendant 40 ans. (sic)

Je défie le gouvernement de convertir ces trois émissions sans éprouver une perte considérable. Les chiffres que je donne, 10 pour cent de prime, sont peut-être inférieurs à ce que devra payer le gouvernement, surtout si on prend en considération les frais de commissions et autres que je n'ai pas compris dans mes calculs. Je veux croire que le gouvernement, après avoir mûrement étudié la question, reviendra sur la décision et ne convertira pas les dites émissions.

Je regrette de n'avoir pas eu plus de temps à ma disposition pour approfondir comme elle le mérite, cette question si pleine de dangers pour l'avenir, je regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir mettre devant la Chambre au moins quelques chiffres qui puissent sinon justifier du moins expliquer la grave responsabilité qu'il prend en ce moment.

Je mets de côté tout esprit de parti, et je demande à tous les députés qui veulent sincèrement et avant tout l'intérêt bien entendu de la province de ne pas s'engager dans la voie dangereuse que l'on ouvre devant eux, avant d'avoir étudié avec la plus grande attention les chiffres que je soumets. Je ne vous demande pas de vous en rapporter entièrement à ces chiffres mais je vous prie avant de donner un vote qui engage, si gravement l'avenir, de prendre toutes les informations nécessaires. C'est dans ce but que je propose comme amendement, appuyé par le député de Matane (M. L.F. Pinault).

Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et soient remplacés par les mots suivants: "sans s'opposer à l'idée d'une conversion de la dette publique, dans des conditions régulières et judicieuses, cette Chambre, avant d'autoriser une transaction aussi importante qui fixe définitivement et sans recours la situation financière de notre province, exige que le gouvernement lui fasse connaître, d'une manière plus précise, son mode d'opération et les bases sur lesquelles il s'appuie pour arriver au résultat avantageux qu'il anticipe."

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Je pensais, M. l'Orateur, qu'il ne serait pas nécessaire de discuter encore de cette question. J'aurais cru, dit-il qu'une tentative de réduire les dépenses annuelles de la province et le fardeau qu'elles mettent sur la population rencontreraient l'approbation de deux côtés de la Chambre: Par malheur, il est évident que le patriotisme des libéraux est éclipsé par leur désir de faire du capital politique. Je ne répéterai pas tout ce que j'ai dit en introduisant les résolutions: mais je désire tout de même dire quelques mots pour

clarifier autant que possible notre position devant la Chambre. Il est vrai que le projet actuel n'est pas absolument nouveau en cette province, ni dans les autres pays qui ont une dette publique. Partout, on a compris l'avantage qu'il y a à différer le paiement de la dette publique tant que le taux de l'intérêt a des tendances à la baisse.

La Grande-Bretagne a déjà utilisé ce système, et aucun autre pays ne jouit d'une meilleure situation financière. Quelques-uns des meilleurs économistes anglais, tels Gossen, Walpole et Pitt, l'ont expérimenté avec succès; et je crois, M. l'Orateur, que ce n'est pas être téméraire que de vouloir suivre l'exemple de ces grands économistes.

Dans cette province, nous n'avons pas à nous justifier quand nous cherchons à mettre en pratique les principes de tous les grands économistes, ce n'est pas un précédent. Pour notre justification, nous n'aurions d'ailleurs qu'à recourir aux discours prononcés par le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) en 1888, alors qu'il était trésorier du gouvernement Mercier. Dans ces discours non seulement il prêchait le principe d'une conversion de la dette, mais démontrait que l'intérêt public s'oppose à ce que les détails du projet soient livrés d'avance au public. Il est tout à fait naturel que l'on profite d'un moment aussi favorable. Tout ce que nous demandons, c'est le pouvoir de faire une conversion de la dette dans les meilleures conditions possibles. C'est uniquement cela, M. l'Orateur, que le gouvernement demande. J'affirme, M. l'Orateur, que si l'honorable député de Québec-Est est un vrai homme d'Etat, il répètera ces mêmes paroles. C'est du moins ce qu'un bon politicien ferait.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Dans mes résolutions, il était question d'émettre des bons au pair et non pas des bons à primes.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): L'honorable député n'en a jamais parlé lorsqu'il a présenté ses résolutions.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Non, mais le bill contient une disposition à cet effet.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Peut-être l'honorable député se rappellera-t-il aussi que tes résolutions adoptées à ce moment-là prévoyaient une conversion qui aurait contraint les détenteurs à accepter la valeur nominale pour leurs bons.

Tout ce que nous demandons, c'est le pouvoir de faire une conversion de la dette, en autant qu'elle sera dans l'intérêt public, tout comme la cité de Québec a donné pouvoir au représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), son maire, de convertir la dette municipale; ce qu'a fait le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent) qui vient aujourd'hui combattre notre projet.

L'honorable député de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent) s'est efforcé de nous expliquer non seule-

ment dans quels termes cette conversion était semblable à celle effectuée par la ville de Québec, mais aussi dans quels termes elles différaient l'une de l'autre. Tout ce que nous demandons, c'est de pouvoir effectuer une conversion de la dette aussi avantageuse que possible. La Chambre peut avoir pleinement confiance en nous, car nous n'oserions jamais réaliser un projet qui ne serait pas profitable.

La ville de Québec a eu suffisamment confiance en son maire pour lui laisser prendre en main tous les détails de la conversion. C'est cette même confiance que nous demandons à la Chambre de nous accorder. Je crois, et j'espère que notre projet réussira aussi bien, sinon mieux que celui de la ville de Québec. L'honorable député de Québec-Est (M. J. Shehyn) m'a mal compris lorsque j'ai parlé d'employer des agents. Ce que je voulais dire, c'est que nous ne traiterions avec aucune société pour effectuer la conversion. La ville de Québec l'a fait et a accepté un prix fixe pour ses bons, soit 93. La conversion aurait pu être plus avantageuse s'ils avaient lancé leurs bons sur le marché, peut-être auraient-ils obtenu plus de 93. Il est évident que la société qui a réalisé la conversion de la ville de Québec a tiré quelques profits de cette opération. Aussi, je soutiens que s'il y a le moindre profit à faire avec l'actuelle conversion, c'est à nous que ce profit devrait revenir.

Cela répond à certaines critiques qui avaient été formulées à propos de la conversion des premiers emprunts. Aussi, il est évident que chaque bon a une valeur réelle et une valeur actuelle. Il est tout aussi évident que les bons que nous nous proposons d'émettre ont leur propre valeur. Par ailleurs, nous ne demandons pas le pouvoir de convertir nos anciens bons en leur donnant un taux plus élevé que la différence entre les valeurs marchandes des deux titres. Si c'était là le seul élément de valeur du titre, nous serions peut-être tenus de reviser nos positions.

Mais il y a un autre élément; c'est la durée du titre. C'est toujours un avantage pour un investisseur de savoir que son placement sera d'assez longue durée. Si l'on tient compte de cela, je crois que les détenteurs de nos bons actuels accepteront de les convertir et d'après les renseignements que j'ai recueillis l'été dernier dans les milieux financiers, je suis porté à croire que ces mêmes détenteurs accepteraient de nouveaux titres à un taux qui leur rapporterait 3 1/2 pour cent. De cette façon, nous pourrions convertir même nos bons les plus anciens et réaliser ainsi une économie qui nous permettrait d'établir un fonds d'amortissement. Alors, nous pourrions donc payer toute augmentation de la dette avec le fonds d'amortissement.

Le problème du fonds d'amortissement est un problème facile à résoudre, dit-il. Le fonds d'amortissement sera, si nécessaire, administré pour nous par un intermédiaire. Nous paierons une institution financière qui s'occupera de l'administration du fonds d'amortissement et remboursera, en nous exonérant complètement, l'augmentation de

la dette. Nous pouvons faire cela ou encore nous pouvons nous occuper nous-mêmes du fonds d'amortissement. L'honorable député de l'Opposition se méfie du gouvernement, et en fait, de tous les gouvernements. Quant à moi, Monsieur, je ne suis pas aussi méfiant. Si la loi oblige le gouvernement à avoir un fonds d'amortissement, je crois que le gouvernement remplira sa tâche le mieux possible. J'ai suffisamment confiance en nos députés pour savoir que le fonds d'amortissement sera très bien administré. Je pense, M. l'Orateur, que l'on peut s'en assurer pleinement.

Maintenant, M. l'Orateur, voici mon opinion sur le 7 millions que la Compagnie du Canadien Pacifique nous doit. Sur ce montant, nous retirons un intérêt de 4 1/20 pour cent. Ainsi, si elle nous remboursait maintenant, la somme à réinvestir serait moins importante, car nous perdriions le montant de l'intérêt qui s'y ajoute au fur et à mesure. Donc, lorsque l'honorable Taillon a conclu son arrangement en janvier 1895, cet arrangement n'était pas mauvais, car à ce moment, la Compagnie du Canadien Pacifique aurait pu nous rembourser après un préavis de six mois. La compagnie nous a signifié cet avis et elle aurait pu nous rembourser facilement, et à un taux d'intérêt inférieur.

Mais, au lieu de cela, l'honorable Taillon a conclu une entente qui stipulait que le taux d'intérêt demeurerait à 4 1/20 pour cent jusqu'en 1904 et 1906. Maintenant, M. l'Orateur, voilà pour nos premiers emprunts.

Nos bons sont de 100 dollars. Vous les remplacez par des bons de 120 dollars et le taux d'intérêt s'en trouve réduit. Il va sans dire, M. l'Orateur, que je parle de ces chiffres d'une manière générale. Je ne prévois pas payer une telle différence. On a prétendu qu'il nous faudra pour convertir la dette payer 20 pour cent de prime, et que cela couvrira plus que l'économie réalisée avec les intérêts.

Ce chiffre est trop élevé, mais avec 20 pour cent de prime, il y aura encore avantage à convertir la dette, \$100 à 5% donnent \$5 d'intérêt par an. La même somme plus 20% de prime, soit \$120.00 à 3% ne représentent que \$3.60 d'intérêt. C'est une réduction de \$1.40 par \$100 sur les \$10 000 000 de nos premiers emprunts qui portent 5% d'intérêt.

Si jamais nous constatons qu'il est impossible de conclure un arrangement avantageux, alors, nous n'en ferions aucun. Nous concluerons cet arrangement seulement si nous pouvons amener nos détenteurs à accepter des bons à un taux qui nous permettra par la suite de réaliser une économie. Cette opération devra se réaliser sous de telles conditions; sinon, la conversion ne se fera pas.

Maintenant, M. l'Orateur, je crois avoir donné toutes les explications pertinentes. Nous avons demandé pratiquement les mêmes pouvoirs que vous nous aviez déjà réclamés; mais nous proposons de donner la meilleure garantie possible quant au remboursement de toute dette additionnelle qui pourrait être créée. Nous proposons

aussi d'établir un fonds d'amortissement qui, à l'échéance du nouvel emprunt, paiera l'augmentation. On a déclaré, d'une manière plus que générale, que la création d'un fonds d'amortissement annulerait tout bénéfice que la province ferait sur l'intérêt.

Et bien, M. l'Orateur, si cela se produisait, il ne serait plus question de conversion. Mais, en réalité, le montant affecté au fonds d'amortissement n'atteindra pas le montant total que la conversion nous fera épargner.

Si nos plans réussissent, nous pouvons nous permettre de réaliser la conversion et de faire épargner à la province près de \$200 000 sur les frais annuels d'intérêts. Je crois avoir tout dit ce que j'avais à dire sur la question. Il est impossible de donner plus de détails quant aux prix de conversion de chaque emprunt. C'est une question qui sera réglée à l'avantage de la province et sur les marchés financiers mondiaux. C'est ce que nous proposons de faire aussi honnêtement et aussi efficacement que possible. Tout ce que nous demandons à la Chambre, c'est de nous accorder le pouvoir d'effectuer la conversion.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Il croit que le trésorier n'est pas sérieux dans ses explications. Le trésorier parle comme s'il ne savait pas si la dette allait être convertie globalement ou partiellement. La conversion pourrait faire épargner \$200 000 au gouvernement, mais, par contre, il est assuré que cela est impossible. Dans ce cas, on ne pourrait permettre la conversion de la dette. En Angleterre, la situation est différente, car ils ont la possibilité de convertir au pair. Le trésorier est allé en Angleterre, il doit savoir quelles sont ses chances de réussite là-bas. Il devrait donc en informer la Chambre, car il ne s'agit, somme toute, que de simples calculs: que vaudraient des débentu-

res de montants différents

certaine échéance? Les fonds d'amortissement sont toujours épuisés lorsque ceux qui les contrôlent ont besoin d'argent, dit-il. C'est en effet ce qui se produirait dans notre cas.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures

Conversion de la dette

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Dit que les paroles du trésorier sont très plausibles, mais il (l'Orateur) connaît les chiffres aussi bien que lui. Il admire son calme et sa pondération, mais il désire montrer à la Chambre qu'il a tort. Il dit baser ses calculs sur le projet de conversion de 1888.

Il se basait lui aussi sur les espérances que lui avaient inspirées quelques financiers, mais il s'est convaincu ensuite de la difficulté de réaliser ce projet.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): A supposer que l'on ne pourrait faire une économie de \$200 000 si l'on peut en faire une de \$150,000. ou

même de \$100 000 le projet de la conversion ne vaut-il pas la peine d'être mis à exécution? Je suis convaincu que la conversion peut être faite avec grand profit pour la province. Qu'il y ait conversion ou non de notre dette, il faudra toujours en payer l'intérêt et le capital à date fixe; ce que nous voulons, c'est une redistribution du fardeau de la dette, de façon à ne pas en faire porter tout le poids à la présente génération, et de manière à ce que ceux qui nous succéderont en portent aussi un peu la responsabilité, puisque ce sera dans leur intérêt matériel que la dette aura été contractée.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Signale la vigueur soudaine dont fait preuve l'Opposition dans sa lutte contre le projet de la conversion. Cela n'est pas pour déplaire au gouvernement qui ne craint pas la lutte et qui est prêt à rencontrer ses adversaires; plus étrange encore la conversion subite du représentant de Québec-Est qui lorsqu'il était trésorier du gouvernement Mercier, se faisait l'avocat ardent de la conversion de la dette.

On se demande cependant, pourquoi l'honorable député de Québec-Est, d'ordinaire si calme, s'est livré au persiflage à l'adresse du trésorier actuel. M. le député de Québec-Est n'admet plus que personne puisse parler de finances depuis que son ancien chef, l'honorable M. Mercier, lui a dit qu'il était un grand financier. Comme de raison, il l'a cru, mais le malheur est qu'il ne l'a pas prouvé. Au contraire, son passé administratif est là pour démontrer son manque d'habileté à administrer les affaires de la province.

Comme l'honorable trésorier, M. l'Orateur, je ne suis pas un commerçant, je ne suis pas un négociant, enfin je ne suis pas un homme d'affaires, et par conséquent, je ne puis parler de finances sans m'exposer au persiflage de l'immense financier de Québec-Est, M. le député de Québec-Est. Mais si je ne suis pas un homme d'affaires, je suis au moins un peu politicien et comme tel je me permettrai de parler de certains faits qui font partie de notre histoire politique. Qu'avons-nous entendu aujourd'hui? Nous avons entendu l'honorable député de Québec-Est nous citer l'opinion de M. Desjardins député de Montmorency en 1888 et adopter cette opinion comme son guide aujourd'hui et, en 1888, M. le député de Québec-Est n'ayant pas le persiflage aussi facile, était obligé d'appeler son chef, M. Mercier, à son secours pour ridiculiser l'opinion de M. Desjardins. En face de pareilles contradictions, on peut se demander si leur changement d'attitude sur la conversion de la dette ne provient pas du fait de leur déménagement du pouvoir à l'Opposition.

Pas un de nos adversaires n'a posé la question sur son véritable terrain. De quoi s'agit-il? Le comité a adopté certaines résolutions concernant la conversion de la dette. Par ces résolutions nous demandons simplement le pouvoir législatif. Et voilà que l'Opposition, sans s'occuper du présent, et anticipant sur l'avenir, condamne d'avance ce que nous ferons. Ce n'est pas le temps de porter cette condamnation. Aujourd'hui nous demandons confiance à la Chambre, pour l'exécution de

certaines actes. La Chambre peut nous l'accorder ou nous la refuser, mais l'Opposition n'a pas le droit de nous condamner sur des faits qu'elle ne connaît pas. En 1888, le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn) proposait des résolutions beaucoup plus vagues que celles que nous présentons actuellement devant la Chambre en vue de la conversion de la dette. Les libéraux proposèrent même une conversion forcée. Quelle fut leur réponse lorsque nous leur avons demandé des renseignements? Ce monsieur et son chef s'indignaient à la seule pensée que les conservateurs demandaient des renseignements. On nous a répondu que ce n'était pas le temps de donner des explications. M. Mercier nous a alors demandé si nous voulions traiter les membres du gouvernement comme des enfants. Cependant, dans cette circonstance, les libéraux allaient plus loin que le gouvernement actuel. Ils voulaient faire une conversion forcée d'emprunt, dussent le crédit et l'honneur de la province périr dans l'aventure. Notre opposition au projet, toutefois, était basée non pas sur des détails mais bien sur la clause stipulant une conversion forcée. Nous, les conservateurs, étions alors justifiables de demander des renseignements, les événements l'ont prouvé, car l'année suivante, l'honorable député de Québec-Est (M. J. Shehyn) était obligé de venir demander à la Chambre de faire disparaître de la loi concernant la conversion de la dette son caractère obligatoire. Comment se fait-il que l'ex-trésorier ait subitement changé d'avis? Il cite les discours de M. Mercier et du député de Québec-Est ainsi que le préambule de la loi de 1888 déclarant que le temps était opportun pour la conversion de la dette qu'il était dans l'intérêt de la province de l'effectuer et qu'une économie considérable estimée d'abord à \$130 000 puis portée à \$250 000 serait réalisée. Le député de Québec-Est était-il sincère quand il insérait ces paroles dans le préambule de sa loi ou bien n'avait-il en vue que d'être agréable à son chef?

UNE VOIX: Ecoutez! Ecoutez!

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): S'il était sincère alors, qu'est-ce qui a pu le faire changer d'opinion depuis. Est-il moins dans l'intérêt de la province aujourd'hui qu'alors de faire cette conversion?

UNE VOIX: Ecoutez! Ecoutez!

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Le marché est-il moins favorable aujourd'hui qu'il était alors? Non. Au contraire, il est plus favorable aujourd'hui et notre crédit est meilleur que le public juge maintenant.

Le premier ministre prend ensuite le député de Québec-Est à partie pour ses attaques contre le trésorier actuel, le député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater). Il remet sous les yeux du député de Québec-Est toutes ses contradictions financières pendant qu'il était trésorier. Si la Chambre et le public, dit-il, veulent s'amuser,

qu'ils lisent les discours financiers du député de Québec-Est, depuis son discours de 1888, alors qu'il promettait des économies jusqu'à son discours de 1890, alors qu'il se plaignait de l'augmentation des dépenses et donnait à entendre que la taxe était devenue nécessaire. Jamais on n'a vu pareil fiasco. Et cependant, c'est cet homme-là qui essaie de tourner en ridicule les efforts du nouveau trésorier pour réparer les malheurs causés par l'administration précédente. Que le député de Québec-Est se tranquillise. Il a voulu faire des comparaisons entre lui-même et les autres membres de cette Chambre et il n'a pas ménagé ses sarcasmes. Nous ne répéterons pas ce que les libéraux ont fait dans leurs emprunts, leurs tentatives de conversion de la dette, leurs malversations; on ne verra pas se répéter les démarches faites à New York auprès des Shylock, des Salomon et autres. On ne verra pas se répéter l'emploi de gens comme M. Gustave Drolet venant réclamer des \$15 000 à \$20 000 pour leurs prétendus services en relation avec une conversion manquée de la dette; on ne verra pas se répéter les dépenses énormes encourues pour les emprunts négociés sous le gouvernement Mercier alors que les ministres dépensaient plus de \$20 000 dans le grand voyage de plaisir en Europe.

Quand on a un passé financier comme celui du député de Québec-Est, il faut être plus modeste et ne pas chercher à poser pour un financier de haute volée.

Le trésorier actuel est sans prétention il ne fait pas de promesses comme le député de Québec-Est, mais il agit et ses actes méritent la confiance de la Chambre et du public.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Prétend qu'il n'y a rien de bon dans le projet de conversion de la dette.

Le gouvernement a en mains \$9 964 000 pour payer les emprunts qui deviendront échus en 1904, 1906, 1908.

Le Pacifique doit \$7 000 000, le gouvernement fédéral \$2 394 000. Il a \$600 000 déposées en banque, soit en tout \$9 994 000.

Le gouvernement a ces sommes à sa disposition, il ne le nie pas. Les résolutions qu'il nous soumet nous en fournissent la preuve d'ailleurs. Et il se propose de commettre la lourde faute de ne pas l'employer à solder un passif au paiement duquel elle est affectée et par la loi et par les contrats existants.

Il veut la garder pour former un fonds d'amortissement pour notre dette que son opération portera sûrement de \$32 281.034, qu'elle est maintenant à quarante et peut-être quarante deux millions de piastres.

Cette somme de 9 millions la laissera-t-il entre les mains de la C.P.R.? Il n'en est pas sûr parce qu'après 1904, cette compagnie sera libre de nous rembourser \$3 800 000 et la balance elle pourra nous la verser en 1906.

Le gouvernement fédéral pourra aussi nous rembourser quand l'emprunt de 1894 sera racheté, nous payer les \$2 394 000 qui nous sont dus par la loi 49 Victoria, chapitre 2.

Nous aurons alors une somme énorme à notre disposition. Et qu'en ferons-nous? La placerons-nous dans les banques?

Mais les banques regorgent d'argent. Elles refusent des dépôts. A cette époque peut-être seront-elles dans une condition encore plus désavantageuse au point de vue des déposants.

Les banques sérieuses accepteront-elles un dépôt aussi considérable? Je ne le crois pas.

Et si elles l'acceptent, quel intérêt nous accorderont-elles?

Peut-être M. l'Orateur serons-nous alors obligés de renouveler les négociations de février 1895.

Tout le monde se rappelle que quelque temps avant l'emprunt de décembre 1894, le 19 juin 1894, la Compagnie du Pacifique, comme c'était son droit, nous avait donné avis qu'à l'expiration de six mois elle nous paierait la somme de \$7 000 000 qu'elle nous devait.

Le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) voulait prendre une partie de cette somme pour payer les 4 millions empruntés en 1893 et qui étaient payables au 15 juillet 1895. M. Taillon s'y refusa et pour ôter un argument au député de Montréal no 5, on parvint à faire révoquer par le Pacifique son avis de remboursement. Cette révocation eut lieu le 28 septembre, du consentement du gouvernement. On fit l'emprunt français, de scandaleuse mémoire, le 30 décembre, et dès le 4 février le Pacifique nous donnait de nouveau avis fie remboursement!

Qu'arrivera-t-il? Il arriva que le 7 février 1895, M. Taillon et son gouvernement furent forcés pour ne pas se voir obligés d'accepter le remboursement des \$7 000 000 et n'avoir pas les embarras et les anxiétés du placement d'une pareille somme, de conclure un arrangement avec le Pacifique par lequel il fut réglé que le Pacifique nous rembourserait en deux échéances, la première de \$3.500.000 le 1er mars 1894, et \$3 800 000 le 1er mars 1906, et que le taux d'intérêt serait réduit à compter du 6 août 1895 de son taux originaire de 5 pour cent à celui de 4 1/20% par année.

Cet arrangement faisait perdre à la province \$66,500 par année jusqu'en 1904 sur 3 millions et demi, et \$33 250 par année sur 3 1/2 millions jusqu'à décembre soit une perte totale de \$600,000.

Jusqu'en 1906, l'arrangement tiendra, mais après?

Quand la conversion des emprunts de 1904, 1906, 1908, aura été faite, que nous serons pris pour trente, quarante ans, plus peut-être, la C.P.R. sentira que nous sommes entre ses mains. Elle nous donnera un avis de remboursement comme elle l'a fait en 1894, et où en serons-nous?

Nous en serons encore réduits à en passer par les fourches caudines, à accepter les conditions de la C.P.R. et à subir encore une perte comme sur les intérêts.

Car il ne pourra pas être question de placer ce montant, de risquer de le perdre dans une faillite quelconque comme nous en avons eu il n'y a pas longtemps. En refusant d'employer cette somme pour payer notre dette, le gouvernement s'expose à en perdre une partie d'abord, à la placer ensuite à un taux d'intérêt minime.

Si le gouvernement ne faisait la conversion qu'il se propose que sur notre balance de notre dette, déduction faite des trois emprunts échéant en 1904, 1906 et 1908, il la ferait dans des conditions plus avantageuses. Notre passif serait moindre de dix millions d'abord, et nos bons convertis trouveraient un placement plus favorable. Nous ajouterions moins au capital de notre dette.

Le gouvernement en refusant d'agir comme nous le lui indiquons, prend la position d'un homme qui, devant quinze cents piastres d'hypothèque sur sa propriété à 5 p.c., et possédant une créance de quinze cents piastres exigible à la date des paiements qu'il a à faire, refuserait de dégrever sa propriété de l'hypothèque qui la couvre, et à l'échéance de ses dettes emprunterait deux milles piastres à quatre pour cent pour ne payer que quinze cents, et placerait l'argent qui lui est dû et qu'on lui rembourserait dans les banques à un taux d'intérêt qui s'en va diminuant tous les jours avec le risque de le perdre dans une faillite quelconque. Y a-t-il un homme prudent, un cultivateur sensé qui oserait tenter une pareille opération? C'est pourtant ce que le gouvernement se propose de faire.

C'est sa folie que nous dénonçons. Il voudrait mieux payer nos emprunts échéant en 1904, 1906, 1908, et pour lequel nous avons un fonds d'amortissement. Notre crédit serait meilleur si nous réduisions notre dette au lieu de l'augmenter. De plus en attendant, nous pourrions bénéficier de la réduction constante qui se produit dans la valeur de l'argent. Enfin les libéraux n'ont pas assez confiance dans le gouvernement pour lui donner le champ libre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il ne peut s'expliquer la conduite de l'Opposition. A voir l'ardeur des libéraux, le ton presque sérieux et plus poli de leurs discours, les adversaires généralement silencieux qu'ils ont fait entrer en lice, on dirait que le projet du gouvernement est contraire à l'intérêt public. Dégagé de tous les incidents dont on veut l'entourer, le projet du gouvernement est celui de tout individu qui paye des intérêts trop élevés et emprunte à un moindre taux d'intérêt pour payer le créancier qui le surcharge.

La province a commencé à emprunter en 1874 et elle a emprunté à 4 et 5 pour cent. Aujourd'hui le taux d'intérêt est diminué de beaucoup et nous voulons mettre notre crédit au niveau de celui des grandes nations du monde. Où est le mal et quelle raison a-t-on de s'y opposer?

L'Opposition comprend que ce projet est bon, elle comprend aussi que le peuple nous en tiendra compte et voilà pourquoi elle veut nous empêcher de le réaliser. Mais elle n'ose pas se prononcer carrément contre la conversion de la dette.

L'amendement proposé par le député de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent) déclare que, sans s'opposer à la conversion, la gauche veut avoir plus de détails. Donc la question ne se résume plus qu'à une affaire de détails. Est-ce que le député de Saint-Sauveur qui a fait la conversion

de la dette de Québec a livré tous les détails au public avant que le succès de l'entreprise fut assurée? Non, et ce n'est pas la manière d'agir des véritables hommes d'affaires. Le Parti libéral s'est servi du député de Saint-Sauveur pour tâcher d'empêcher la réalisation de notre projet.

Il ne réussira pas. On a prétendu que nos résolutions étaient trop vagues. Elles le sont beaucoup moins que celle du député de Québec-Est en 1888 et cependant tous ceux qui combattent nos résolutions ont approuvé celle du député de Québec-Est. Que disait alors M. Mercier? Il demandait l'union de la Chambre sur une question aussi importante. L'Opposition sera-t-elle sourde à cette voix de son ancien chef?

M. le député de Québec-Est prétend que parce qu'il n'a pas réussi en 1888, personne ne réussira à l'avenir.

S'il n'a pas réussi c'est parce qu'il n'a pas pris les moyens nécessaires ou bien que les conditions du marché n'étaient pas favorables. Nous avons des négociations pendantes, nous avons lieu de croire qu'elles se termineront avantageusement pour la province.

Nous les présentons à la Chambre à l'état de projet, mais nous reviendrons avant longtemps lui demander d'approuver ce qui sera alors un fait accompli: Nous demandons simplement à la Chambre de se prononcer sur les principes de la conversion de la dette, tels que décrits dans le bill. L'exécutif sera chargé de régler les autres détails. Il rappelle alors les propos du député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater): ce dernier disait que si la conversion de tout emprunt s'avérait désavantageuse pour la province, alors, il n'y aurait pas de conversion.

M. V. GLADU (Yamaska): Parle contre le projet.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Prend aussi la parole.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Gillies, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 20.

Contre: MM. Allard, Atwater, Augé, Baker, Beau-bien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Car-bray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicomoyne, Desjardins, Doyon, Englund, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, King, Lacouture, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Nor-mand, Parizeau, Pelletier, Petit, Rioux, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tétreau, 37.

PAIRAGE: Monsieur Lemieux a pairé avec monsieur Duplessis.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que lesdites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. N. Bernatchez), que le débat soit ajourné à demain et que la reprise d'icelui soit le premier item inscrit à l'ordre du jour.

Adopté.

La séance est levée à minuit.

Séance du 2 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de l'asile Nazareth pour les aveugles, et de l'Ouvroir, salle d'asile pour les enfants pauvres de la cité de Montréal pour l'année 1896. (Documents de la session no 12).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau:

Par M. Parizeau, la pétition des soeurs Grises de Montréal.

Par M. Cooke, la pétition de "The Quebec Provincial Women's Christian Association".

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De l'Union des abattoirs de Montréal demandant des amendements à sa charte;

De E.-H.-A. Prévost et autres de Montréal et autres lieux demandant un acte déclarant final et définitif le partage des biens de feu Amable Prévost;

Et de l'honorable Charles Carroll Colby et autres du village de Stanstead Plain et autres lieux demandant à être incorporés sous le nom de "The North Shore Power Company."

Rapports de comité:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir:

De l'honorable George Bryson et autres, demandant une loi ratifiant le dernier testament de feu John Bryson et pour d'autres fins;

De F.H. Pickel, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit sans examen;

De la compagnie dite: "The Canada Switch and Spring Company" demandant une charte;

Et de la Compagnie des faïenceries du Canada demandant une loi la constituant en corporation.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les deux bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 42) autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires;

Et bill (bill no 43) amendant la loi 40 Victoria, chapitre 41, relative au village de Verdun et pour étendre ses pouvoirs.

Introduction de bills:

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 45), amendant et refondant la loi organique de la société de l'Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. E. SPENCER (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 73) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Follen H. Pickle à l'étude du droit sans examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. N. TETREAU (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 57) pour dissiper tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson, et les pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires; pour les autoriser à vendre les biens de sa succession en bloc ou séparément, et à emprunter jusqu'à concurrence de dix mille dollars pour administrer ladite succession.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 69) constituant en corporation la Compagnie des faïenceries du Canada.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Compagnie des faïenceries du Canada

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. J. KING (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 48) constituant en corporation "The Canada Switch and Spring Company (Limited)".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 63) modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 79, constituant en corporation la ville de Magog.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 100) concernant les maisons d'accouchement et les hospices.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 101) amendant la loi de la fermeture à bonne heure, 57 Victoria, chapitre 50. Ce bill stipule que ceux qui transgresseront la loi auront à payer, comme pénalité, entre \$10 et \$50. Ceci règle l'omission qui avait été faite dans la loi qui a dernièrement été déclarée incomplète par les tribunaux de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 102) concernant les sociétés nationales de bienfaisance.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. CARON (Maskinongé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 103) amendant le code municipal. Cette loi a pour but à ce que dans le cas où une rivière séparant une propriété devient à sec en été, un voisin puisse forcer son voisin à faire une clôture.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Conversion de la dette

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée hier, que les résolutions rapportées du comité de toute la Chambre, mercredi le 25 novembre dernier, concernant la dette publique et sa conversion soient maintenant lues la seconde fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que si l'Opposition critique tant ce projet c'est parce que le trésorier lui-même a dit que si les offres qu'on lui ferait n'étaient pas avantageuses à la province, la conversion ne se ferait pas, ce qui prouve que le gouvernement, n'a aucun projet arrêté d'avance et qu'il marche à tâtons. Il insiste sur le droit de la Chambre d'avoir des détails complets sur la transaction que le gouvernement veut faire. Il dit que la dette de la France est la dette nationale la plus importante par rapport à sa population et qu'elle était due en majeure partie à son désastreux système d'emprunt.

L'honorable trésorier a parlé très respectueusement de Pitt et de Walpole en tant que financiers. Il espère que le gouvernement n'ira pas utiliser des méthodes du dix-huitième siècle et il souhaite qu'aucun des membres de la Législature provinciale ne soit comparé aux politiciens de l'époque de Walpole. Il soutient que le pourcentage nominal de l'intérêt ne peut déterminer le coût de l'emprunt à la province.

Entre 1771 et 1785, l'Angleterre emprunta 91 000 livres sterling à un taux allant de 3 à 5 pour cent; sur ce, \$115 000. ont été remboursés. En 1797. un emprunt de 1 620 000 livres sterling a été contracté, et pour chaque obligation de 100 livres sterling, ils ont alloué 219 livres sterling. A ce sujet, les financiers étaient tous du même avis: il était préférable pour le gouvernement d'emprunter

à une valeur nominale apparemment élevée qu'à une valeur nominale moindre possédant un es-compte.

L'emprunt de Paris aurait pu être effectué au pair à un taux de 4 pour cent. Tous les financiers s'entendent pour dire que, à la longue, il est plus avantageux pour un Etat d'emprunter à la valeur nominale ou près de cette même valeur avec un taux d'intérêt élevé que d'emprunter au-dessus de la valeur nominale avec un taux d'intérêt moins élevé. En se référant au plan de notre dette consolidée, ajoute le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens), le montant de \$14 000 000 viendrait échu dans 16 ans. La province a vendu ses obligations à 77 avec un taux d'intérêt de 3%, pour un emprunt de \$5 000 000; ce qui rapporte à l'investisseur un intérêt de 4% ou à peu près. Si nous avions émis l'emprunt de Paris à 4 pour cent, nous aurions reçu au moins la valeur nominale; ce qui nous aurait donné 23 pour cent de plus sur l'argent reçu de nos obligations. De plus, nous aurions 29 pour cent de moins à payer sur nos obligations pour l'emprunt de 1890 si nous avions pu obtenir une prime de 6 pour cent.

Un Etat peut rembourser ses dettes à tout moment s'il le désire; il lui suffit simplement de racheter les obligations qu'il avait émises à un taux d'intérêt élevé avec de l'argent emprunté à un taux d'intérêt moindre. Dans notre cas, c'est plus difficile, car nos obligations à 5% ont une échéance trop courte pour nous permettre de réaliser avantageusement la conversion. On a aussi proposé de substituer nos valeurs à 4% par un fonds d'amortissement à 1%; et bien cela n'aurait certainement pas amélioré notre situation.

Une autre proposition mentionne la création d'un fonds d'amortissement. Cela serait une grave erreur, à moins qu'il fût administré très sérieusement. Laisser les intérêts se composer est aussi une grave erreur de la part d'un gouvernement irresponsable qui peut être remplacé en tout temps. Le fonds d'amortissement du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental en est un bon exemple. S'élevant à \$7 500 000, ce fonds d'amortissement provenait de la vente du chemin de fer de la Rive Nord. Ce montant fut affecté au paiement de la dette de 1874, et il y a fort longtemps qu'il est épuisé, ayant servi à payer les dépenses habituelles et à couvrir les déficits annuels. Cependant, nous sommes en train d'élaborer un projet qui compte investir de nouveau ce fonds d'amortissement déjà affecté au paiement de la dette de 1874 qui vient à échéance dans 10 ans.

Tout à tour, chaque gouvernement continue d'emprunter et remet à plus tard la diminution de notre dette. Notre situation est semblable à celle du marchand qui renouvelle constamment ses engagements sans jamais diminuer le montant total de sa dette. Voici donc où nous en sommes rendus: une dette de 11 millions à un taux de 5% et devenant due dans 10 ans, ainsi qu'un fonds d'amortissement investi à un intérêt de 4 1/10 pour cent. Je ne peux pas voir de quelle façon nous pourrions tirer profit d'une conversion à 4

pour cent et d'un fonds d'amortissement à 1 pour cent.

Il rappelle que chaque emprunt contracté depuis la Confédération a été la cause d'un scandale. Le seul vrai moyen de réduire le montant de la dette est d'attribuer chaque année un certain pourcentage à l'achat et à la liquidation de la dette publique.

Avec ce système, capital et intérêt pourraient être réduits annuellement et on éliminerait ainsi le risque de voir le fonds d'amortissement disparaître aux mains de trésoriers inconséquents. La négociation de nos emprunts, exception faite de celui de mai dernier, a été une suite d'erreurs qui nous a coûté cher. De plus, la Chambre n'a pas entendu une seule déclaration qui aurait pu vraiment fournir la preuve que la conversion allait améliorer la situation financière de la province.

Il propose en amendement, appuyé par le député de Montmagny (M. N. Bernatchez);

Que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "renvoyés de nouveau à un comité de toute la Chambre avec les instructions de les amender en retranchant la quatrième résolution et en la remplaçant par la suivante:

"4. Il sera mis de côté, tous les ans un montant suffisant pour éteindre la dette convertie, à échéance; cette somme sera placée en obligations susdites de la province, qui seront annulées, en conséquence aussitôt que rachetées."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Guerin, Laliberté, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 19.

Contre: MM. Allard, Atwater, Baker, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteaueuvr, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tétreau, 36.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que lesdites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Rappelle toutes les sommes dues au gouvernement par la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et le gouvernement fédéral représentant un total de près de \$10 000 000.

Il propose, comme amendement, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question.

soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants:

"Les trois premiers emprunts consolidés de la province, au montant de \$10 685 440,00, deviennent dus respectivement le premier mai 1904, le premier mai 1906 et le premier novembre 1908;

Que, pour rencontrer ces obligations, la province peut disposer de la somme de \$7 600 000, partie du prix de vente du Québec Montréal Ottawa & Occidental dont \$7 000 000, sont encore dues par la Compagnie du Pacifique Canadien, et \$600 000 sont investies, et de la somme de \$2 394 000 due par le gouvernement fédéral formant un montant de \$9 994 000;

Qu'il est de saine économie politique d'éteindre, pour autant, cette partie du passif de la province avec cet actif disponible;

Qu'en vertu de l'arrangement primitif conclu avec le C.P.R., cette compagnie devait payer un intérêt de cinq pour cent sur le montant de sa dette;

Que, le quatre février 1895, le C.P.R. informa le gouvernement qu'il était prêt à rembourser le montant de sa dette, et que le gouvernement, pour faire révoquer cet avis, consentit à une réduction d'intérêt de cinq pour cent à quatre et un vingtième pour cent, occasionnant ainsi une perte totale de \$600 000 sur les intérêts jusqu'à l'échéance;

Qu'en n'utilisant pas cette somme de \$7 000 000, pour le remboursement de nos emprunts, le gouvernement s'expose à recevoir un nouvel avis de la compagnie du C.P.R.

Que, pour éviter les pertes possibles sur un placement aussi considérable, et vu la tendance à la baisse des taux d'intérêt, le gouvernement pourra être forcé de consentir à une nouvelle réduction d'intérêt qui occasionnera une autre perte considérable pour le trésor;

En conséquence, cette Chambre est d'avis que les sommes de \$7 000 000, de \$600 000 et de \$2 394 000 doivent être employées au rachat des emprunts échéants en 1904, 1906 et 1908, au paiement desquels ils ont été affectés par la loi, et que, par conséquent, il est inopportun de convertir ces trois emprunts."

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Si l'on passe ces résolutions, quel en sera le résultat? Le gouvernement nommera des agents qui rachèteront plusieurs émissions de bons à une prime dont je ne connais pas le montant. L'argent que nous doit la Compagnie du chemin de fer du Canadien Pacifique, le Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et le gouvernement fédéral devrait être affecté aux trois émissions de 1874, 1876 et 1878; ainsi il ne sera pas nécessaire de les convertir. Si on convertissait ces trois émissions, il faudrait alors payer une prime aux détenteurs, et payer aussi les agents financiers pour le rachat des anciens bons et l'émission de nouveaux bons.

La dette publique de la province s'élève à \$32 281 943. Si l'on soustrait \$10 685 439, représentant le montant total de ces trois emprunts, il nous reste donc une balance de \$21 596 834. Alors, si nous soustrayons en plus le montant de

l'emprunt de Taillon, soit \$5 322 976, la balance serait de \$16 264 867. Ce dernier emprunt ne pourrait être converti, car il est beaucoup trop profitable aux détenteurs de ces bons pour être converti et de plus, la prime demandée serait trop élevée. Il en serait de même pour l'emprunt de mai 1896, car le \$3 000 000 n'a nullement besoin d'être converti aussitôt. Ainsi, nous constatons que, sur le montant initial de \$27 000 000, il ne reste plus que \$13 264 867 à convertir.

Mais, quelle désillusion pour les agents financiers! Leur commission devra être calculée sur le 13 millions et non plus sur le 27 millions, mises à part les primes que le gouvernement devra payer. De plus, à quoi servirait la conversion de ces 13 millions? Depuis quelques années, on remarque dans le monde entier une tendance décroissante des taux d'intérêt de plus en plus forte. On peut maintenant emprunter sur hypothèque ordinaire à 4 1/2, tandis que le gouvernement payait du 5 il y a quelques années. A New York, le taux habituel pour des emprunts sur hypothèque est de 4. Ainsi, plus nous attendons, plus il devient facile d'emprunter à un meilleur taux.

Je comprends que si le gouvernement réussissait à échanger équitablement ses bons, il réaliserait alors une économie, grâce à la baisse du taux d'intérêt. Ces nouveaux bons émis pour quarante ans porteraient un taux d'intérêt de 3 pour cent pour certaines obligations qui ont actuellement un taux d'intérêt plus élevé. Mais, à mon avis, les finances de la province ne pourront suffire à payer ces dépenses: premièrement, une prime pour des bons échus, et à quel prix, nous l'ignorons; deuxièmement, l'augmentation de notre dette publique pour pouvoir payer cette même prime; et troisièmement, la commission pour les agents financiers, les intermédiaires ou autres. On nous a dit que la province économiserait \$200 000 par année, mais on ne nous a pas démontré mathématiquement comment on pourrait réaliser une telle économie.

Le trésorier nous a dit qu'il désire fixer une base de 3% pour l'intérêt que la province devra payer, mais par contre les résolutions stipulent un taux d'intérêt maximum de 4 pour cent. Les emprunts actuels devant être convertis totalisent une somme de \$13 000 000 et portent un taux d'intérêt moyen de 4 1/4 à 4 1/2. Ainsi, quelle que soit la manière dont j'effectue les calculs, je ne vois vraiment pas comment on pourrait réaliser une économie; car les emprunts à brève échéance portent un taux de 5 pour cent tandis que les emprunts à longue échéance ne portent qu'un taux de 4%. Les bases mêmes de ce projet sont chancelantes. La conversion ne ferait qu'augmenter la dette consolidée au profit des détenteurs de bons actuels et des agents financiers ou des fidéicommissaires du Canada, de l'Angleterre, de la France ou d'ailleurs; et ce, au détriment de la province de Québec.

Je suppose que, si les élections générales n'étaient pas si proches, on comblerait le déficit qui pourrait apparaître au niveau du revenu par une taxe supplémentaire que l'on imposerait à la

ville de Montréal. Heureusement, c'est la dernière des brillantes opérations financières d'un Parlement agonisant, renommé pour ses emprunts éclatants et ses célèbres impositions de taxes. Tous ces exploits sont dirigés par un gouvernement déjà voué à une dissolution imminente et qui essaie de remettre à plus tard le paiement de nos dettes, tandis qu'il ne lui reste tout au plus que quelques mois à vivre. Ce projet de conversion est parfaitement inutile; et jusqu'au trésorier lui-même qui ne peut démontrer de quelle manière l'économie serait réalisée.

J'aimerais que ce projet soit soumis à l'étude d'un comité formé de trois des meilleurs gérants de banque (j'exclus, naturellement, M. Bousquet qui fut en faveur de l'emprunt de Taillon) et que nous nous en remettions à sa décision. Est-ce que nous allons nous lancer à l'aveuglette dans cette entreprise? Avons-nous le droit de gaspiller l'argent du peuple?

L'aspect idéaliste de ce projet le place sur le même pied d'égalité que les autres brillantes prouesses financières de ce gouvernement. Je vous demande, M. l'Orateur, s'il est raisonnable de vouloir qu'un groupe d'hommes intelligents passe une loi que même son promoteur est incapable d'expliquer?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Nous allons l'expliquer.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Et bien, M. l'Orateur, je conseillerais à l'honorable trésorier de prendre un tableau noir et d'y faire une simple démonstration mathématique avec des chiffres qui nous expliqueraient de quelle manière il en est venu à conclure qu'il ferait épargner \$200 000 à la province avec ce plan. Toute cette affaire me rappelle une charmante petite histoire. Il était une fois un père de famille qui était très fier de son fils. Un jour, il l'envoya à l'école et quand le garçon revint, il informa fièrement son père qu'il s'était fait 5 sous cette journée-là à l'école. Le père en fut enchanté. Il se félicita lui-même ainsi que sa femme d'avoir mis au monde un fils d'une telle intelligence. Alors, il se dit qu'il devrait s'informer plus amplement à propos de cet argent. Il demanda ainsi à son fils de quelle manière il avait réussi cet exploit financier. Celui-ci lui répondit que l'un de ses camarades lui avait gagé 5 sous qu'il ne pourrait pas casser sa montre. Alors, il l'avait cassée.

Cette petite anecdote intéressante caricature assez plaisamment, je crois, le projet de la conversion, bien qu'elle soit de niveau plus général. L'honorable trésorier, lorsqu'il fut appelé à remplir ses fonctions, ne se rendit pas à l'école, mais à Londres. C'est là qu'il rencontra un grand garçon qui lui gagea qu'il ne pourrait pas briser la province de Québec, et maintenant, messieurs, il essaie de gagner sa gageure en voulant faire passer cette loi. Au nom de la ville de Montréal, je vous implore, messieurs, d'y réfléchir sérieusement et de nous éviter de nouvelles taxes et d'autres dettes.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Guerin, Laliberté, Lussier, Marchand, Morin, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 18.

Contre: MM. Allard, Atwater, Augé, Baker, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tétreau, 37.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée que lesdites résolutions soient maintenant lues la seconde fois;

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, comme amendement, appuyé par le député de L'Islet (M. F. - G. - M. D e c h ê n e), que tous les mots "maintenant" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "renvoyées de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instructions d'amender la première résolution de manière à pourvoir à ce que ladite conversion ne soit effectuée par le gouvernement qu'après l'avoir soumise à la compétition publique, en demandant des soumissions à cet effet, par avis public".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Guerin, Laliberté, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

Contre: MM. Allard, Augé, Baker, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tétreau, 37.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée que lesdites résolutions soient maintenant lues la seconde fois;

M. A. GIRARD (Rouville): Propose, comme amendement, appuyé par le député de Yamaska

(M. V. Gladu), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "renvoyées de nouveau à un comité de la Chambre avec instructions de les amender en retranchant tous les mots après les mots "au-delà" dans la septième ligne de la troisième résolution".

M. L.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Parle en faveur de l'amendement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Guérin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

Contre: MM. Allard, Atwater, Augé, Baker, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Petit, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tétreau, 37.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que lesdites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, comme amendement, appuyé par le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "renvoyées de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions de retrancher les résolutions 6 et 7 et que les mots suivants leur soient substitués:

"Que toute somme reçue, par suite de l'arbitrage du Dominion, devra être placée en obligations de la province qui seront annulées aussitôt que rachetées".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Guérin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

Contre: MM. Allard, Atwater, Augé, Baker, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Gi-

rard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tétreau, 37.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Augé, Baker, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tétreau, 37.

Contre: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Guérin, Laliberté, Lussier, Marchand, Morin, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

Lesdites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 22) concernant la dette publique et sa conversion.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures vingt

Elzéar Drolet

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 33) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

Succession W.F. Kay

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 39) concernant la succession de feu William Frederick Kay.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Asile des aliénés de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 54) érigeant l'asile des aliénés de Québec en municipalité séparée.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi érigeant l'asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Montréal-Ouest

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 37) constituant en corporation la ville de Montréal-Ouest.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus pour la première fois.

"The Montreal Cold Storage and Freezing Company"

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 62) constituant en corporation la compagnie dite "The Montreal Cold Storage and Freezing Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Maisonneuve

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 50) amendement la charte de la ville de Maisonneuve soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 40) amendement la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Montréal

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 80) amendement la charte de la cité de Montréal et ses amendements soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Village du Petit-Métis

M. N. RIOUX (Témiscouata): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 31) constituant en corporation le village du Petit-Métis soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Trafalgar Institute"

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 53) concernant la propriété immobilière du "Trafalgar Institute" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Thomas Robertson et compagnie

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 52) constituant en corporation Thomas Robertson et compagnie, à responsabilité limitée, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Interpellations:

Transports des licences, Montréal

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Combien y a-t-il eu de transports de licences d'effectués à Montréal depuis le 16 décembre 1891?

Combien a-t-il été payé, sur chaque transport, à M. Romulus Laurendeau, avocat, de Montréal?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): 371. Le gouvernement n'a rien payé à M. Laurendeau.

E. Lapointe, barbier

M. H. CARON (Maskinongé): 1. M. E. Lapointe, barbier de Québec, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Est-ce après avoir demandé des soumissions que le gouvernement a acheté de lui de la pierre cassée ainsi qu'il apparaît aux comptes publics de 1896, page 184, à l'item qui se lit comme suit: "Tuf et pierre cassée pour chemins, \$597.00".

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Non.
2. Oui.

Paye des ouvriers, journaliers etc.

M. J. TESSIER (Portneuf): Pour le paiement de quels travaux a été appliqué l'item qui se trouve à la page 182 des comptes publics de 1896: "Paye des ouvriers, journaliers, etc., au 30 juin 1896, \$16130.58"?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Pour le paiement des ouvriers, gardiens, chauffeurs et femmes de peine, employés en permanence dans l'hôtel du gouvernement, ainsi que pour l'entretien des avenues et parterres voisins de l'édifice.

Enlèvement de la neige

M. J. TESSIER (Portneuf): Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions avant de s'engager à payer les items suivants qui se trouvent à la page 185 des comptes publics de 1896:

"Enlèvement de la neige des édifices publics, \$900.00."

"Enlèvement de la neige et de la glace des toits \$225.00."

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dans le premier cas, le contrat a été simplement continué aux mêmes conditions de paiement qu'auparavant, nonobstant une augmentation de l'ouvrage porté au devis; dans le second cas, il a été demandé de nouvelles soumissions.

Charbon pour chauffage des édifices publics

M. V. GLADU (Yamaska): Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions avant d'acheter le charbon nécessaire pour le chauffage des édifices publics, mentionné aux items suivants, page 184 des comptes publics de 1896:

Madden & Ellis, charbon.	\$1 378.00
R. Borland & Co. charbon. ....	.741.03
G.M. Webster & Co. charbon. ....	.686.83
Page 185, Madden & Ellis charbon .	142.00

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Non. Ordre a été donné de payer le prix du marché, ce qui a été fait.

Entretien et pension des aliénés, comté de Bellechasse

M. A. TURGEON (Bellechasse): 1. Quel est le montant payé par la municipalité du comté de Bellechasse, depuis le 1er mai 1892 jusqu'au 1er novembre 1896, pour entretien et pension d'aliénés, dans les asiles subventionnés par la province?

2. Quel est le montant dû par la même municipalité pour les mêmes raisons?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): 1. Depuis le premier juillet 1892, le comté de Bellechasse a payé \$158.08

2. Le comté de Bellechasse doit pour l'année 1895, \$157.27.

Demande de documents:

Collection des cautionnements forfaits, district de Montréal

M. L.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant: 1. Qui a été chargé par le gouvernement de Québec, de collecter les cautionnements forfaits, dans le district de Montréal, depuis le 16 décembre 1891. 2. Le rapport des montants perçus par la personne chargée de faire cette collection avec indication: des noms des accusés; des noms des cautions; des montants des cautionnements; de la date de ces cautionnements; des cours devant lesquelles ces cautionnements ont été donnés; des montants collectés de chacune des cautions, pour frais, honoraires, pourcentages, etc.; des montants remis au gouvernement pour chaque cautionnement.

Adopté.

Goupil vs Talbot

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le député de Rimouski (M. A. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des instructions données au substitut du procureur général dans la cause Goupil et Talbot.

Au mois de juin dernier M. Talbot était candidat libéral dans Bellechasse. Le 11 au soir, un nommé Goupil de Saint-Michel eut quelques difficultés avec M. Larochelle, maire de la paroisse et M. Talbot se trouvait avec quelques amis sur les lieux. Le lendemain Goupil se rend à Québec consulter son avocat, le procureur général (l'honorable L.-P. Pelletier). Il s'agissait d'une difficulté sans importance, d'un assaut simple, mais le procureur général crut devoir l'aviser au lieu de porter une simple plainte de faire lancer un mandat d'arrestation contre MM. Talbot et Larochelle. Goupil usait d'un droit incontestable et nous n'avons pas à nous occuper de cette partie. Au lieu d'une simple plainte un mandat d'arrestation fut lancé et l'exécution en fut confiée à deux hommes de la police provinciale qui, le 12 au soir, descendaient à Saint-Michel, en grand uniforme, le revolver à la ceinture procéder à l'arrestation de M. Talbot comme d'un vulgaire criminel. Jusqu'ici encore, je n'ai rien à redire, car malgré la mise en scène et les télégrammes à sensation adressés à toute la presse du pays, Goupil et son avocat usaient d'un droit rigoureux mais incontestable.

Je n'ai pas besoin de dire que cette arrestation avait causé une certaine émotion dans le public principalement chez les électeurs dont M.

Talbot recherchait les suffrages. Nous avons raison de croire, que nous étions en présence d'une odieuse manoeuvre électorale et désirant revendiquer le caractère et l'innocence de M. Talbot, nous décidâmes d'insister pour un procès immédiat. M. Talbot comparut le 12 au soir à Montmagny devant M. le magistrat Panet-Angers. Le cautionnement fut fourni et après délibération le juge fixe le procès au jeudi suivant, le 18 juin. J'attire l'attention de la Chambre sur les dates. La votation avait lieu le 23 juin. Le 18 au matin, Talbot et les témoins étaient au palais de justice, à la surprise générale, le juge déclara qu'il ne pouvait procéder, que le procureur général faisait intervenir le ministère public, que cette cause sortait du domaine privé et qu'il était tenu d'attendre que la couronne fut prête à procéder avec ce procès. La chose est incroyable mais elle est rigoureusement exacte: M. Talbot insista pour procéder le lendemain, le surlendemain; peine inutile, il fit valoir la position délicate dans laquelle il se trouvait, que la votation avait lieu le 23 et qu'il était tenu et comme citoyen et comme candidat d'un grand parti de faire la lumière sur l'accusation déshonorante qui pesait sur lui. Tout fut inutile. Le juge déclara qu'il devait suivre les instructions du procureur général. Le procès fut pour le 26, trois jours après la votation. Le tour était joué, l'infamie était consommée. Je n'ajouterai qu'un mot, le 26, la couronne n'était pas encore prête, le 29, la plainte contre M. Talbot fut déboutée.

Monsieur, j'ai exposé cet incident avec calme, sans commentaires inutiles, bien que le principal intéressé et la victime de cette persécution fut mon ami et mon collègue de Bellechasse. J'attendrai que le procureur général nous fournisse des explications. J'espère, Monsieur, que le procureur général se disculpera de l'accusation grave que ces faits comportent contre sa réputation et contre l'administration de la justice criminelle dans cette province.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Explique que l'accusation contre MM. Talbot et Larochelle était grave. Goupil était un libéral qui n'avait pas confiance en Talbot et ne voulait pas voter pour lui. M. Talbot, pour se venger, se rendit la nuit avec Larochelle, d'après l'accusation, chez Goupil, le battirent et le laissèrent baigner dans son sang.

Il était important de mettre fin à pareilles bagarres dont on connaît les dangers en temps d'élection. Mais il est faux que le procès des accusés fut retardé pour servir des fins de parti. Au contraire, le département de la Justice a fait remettre ce procès après les élections pour n'être pas accusé de persécuter M. Talbot en l'empêchant de poursuivre sa campagne.

La preuve que la poursuite était justifiable se trouve dans le fait que M. Larochelle a été condamné et que M. Talbot a été acquitté, sans frais en sa faveur.

M. A. TURGEON (Bellechasse): J'ai écouté avec attention les explications du procureur général. Je regrette de dire que je ne suis pas satisfait.

L'honorable Monsieur s'est livré à ses récriminations habituelles, il a insulté M. Larochelle et M. Talbot, ce n'est pas la question. M. Larochelle est un pilote distingué, le pilote attiré d'une des plus grandes compagnies transatlantiques; c'est un citoyen honorable; c'est le maire d'une paroisse aussi importante que Saint-Michel. Voilà des faits suffisants pour venger M. Larochelle de ces injures. Le procureur général s'est rebattu sur M. Talbot, mon collègue de Bellechasse, Dieu merci, il est assez favorablement connu pour que je me dispense de faire son éloge. Il me paraît évident que l'honorable Monsieur garde un cuisant souvenir de la raclée que M. Talbot lui a administrée il n'y a pas un siècle. Encore une fois, ce n'est pas la question et c'est pour cela que dans mes remarques j'avais soigneusement élagué tout ce qui était étranger à la question et de nature à fausser la direction du débat. La question est celle-ci: Est-il vrai que l'honorable Monsieur a profité de sa position de procureur général pour intervenir dans un litige d'une nature privée pour contrecarrer les gens de la justice et priver un citoyen du droit d'avoir son procès? L'honorable Monsieur a affirmé qu'il avait donné ces instructions pour protéger M. Talbot. En vérité c'est une mauvaise plaisanterie. Nous avons demandé notre procès pour le 18, le 19 pour aucun jour avant la votation et c'est pour nous protéger que le procureur général a refusé. Voilà la vérité, l'honorable Monsieur a voulu, par spéculation électorale, laisser peser cette accusation infamante sur la tête de M. Talbot jusqu'au jour du vote. Le procureur général n'a trompé personne. L'opinion impartiale sur les banquettes ministérielles comme sur celle de l'Opposition est unanime, je le vois, à flétrir cette intervention scandaleuse dans l'administration de la justice.

La proposition est adoptée.

Sommes payées à L.-O. Beaubien

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé expliquant l'item suivant, page 243 des comptes publics en 1896: "L.-O. Beaubien, services professionnels, re perception d'arrérages de loyer \$648.00."

Adopté.

Documents:

Etat des recettes et dépenses de la province

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 23 novembre 1896 pour un état des recettes et des dépenses de toutes sortes de la province, depuis le 30 juin jusqu'au 20 novembre 1896. (Documents de la session no 14a)

Fabrication du sucre de betterave

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre

du 23 novembre 1896 pour un état de la somme totale payée, le 1er novembre 1896, pour aider et donner du développement à la fabrication du sucre de betterave. (Documents de la session no 26)

Codification du code de procédure

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 26 novembre 1896, pour la production de la correspondance entre le conseil général du Barreau pour la province de Québec et le gouvernement au sujet de la codification du code de procédure. (Documents de la session no 27)

Indemnité parlementaire

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson), que le bill (bill no 83) modifiant l'article 148 des statuts refondus de la province de Québec, concernant l'indemnité parlementaire, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il rappelle les arguments qu'il avait lui-même invoqués à l'appui de cette mesure, en insistant particulièrement sur l'économie.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Parle en faveur de cette mesure. La première fois, il avait voté contre la mesure parce qu'il croyait qu'il n'était pas juste de changer l'indemnité que des députés s'attendaient de recevoir lorsqu'ils avaient été élus. Mais, maintenant qu'il y aurait une nouvelle Législature, il croit le moment opportun pour diminuer l'indemnité parlementaire, étant donné que les députés qui se présenteront pour une réélection sauront à quoi s'en tenir.

M. J.P. COOKE (Drummond): Dit avoir appuyé ce bill au cours des sessions précédentes. Mais il ajoute hésiter aujourd'hui à donner son appui, son désintéressement ayant été mis en doute. Il est très heureux de voir le député d'Argenteuil se faire l'avocat de l'épargne, même à cette période assez avancée.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose comme amendement, appuyé par le député de L'Islet (M. F. - G. - M. D e c h é tenant" soit retranché et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la proposition, "dans six mois, à dater d'aujourd'hui, attendu que la présente loi ne devant être sanctionnée qu'à la fin de la session, elle ne pourra, par conséquent, s'appliquer qu'aux députés élus pour la Législature qui suivra celle-ci;

Qu'il serait plus convenable de laisser à la Législature future le soin de faire des lois qui ne s'appliqueront qu'à celle-ci";

Il dit que c'est une injustice à l'endroit des membres de la prochaine Législature que de décider aujourd'hui du montant de leur indemnité. Ils pourront très bien décider eux-mêmes.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que, en tant que trésorier, il est très naturel qu'il soit en faveur de tout ce qui pourrait réduire les dépenses et qui pourrait aussi nous faire réaliser une économie de \$20 000 par année. Naturellement, ce changement éventuel ne s'appliquera qu'aux prochaines sessions, que la constitution de la Chambre soit changée ou non. Il croit que la Chambre restera telle qu'elle est présentement, malgré les allusions faites par l'autre côté de la Chambre, selon lesquelles lui-même ainsi que quelques-uns de ses collègues ne feraient pas partie de la prochaine Législature. Si on réduit dès maintenant l'indemnité, les députés de la prochaine Chambre continueront tout de même à servir loyalement leur circonscription électorale tout en sachant que leur indemnité ne sera que de \$600. Il croit que le prestige de siéger à la Chambre devrait compenser amplement la réduction de l'indemnité à \$600. par session. C'est très bien de la part des ministres de favoriser la réduction de l'indemnité, mais, quant à lui, il souhaiterait que les salaires des ministres soient aussi réduits. Il dit que, pendant qu'il travaillait au conseil de ville de Montréal, il avait consacré autant de temps aux affaires municipales qu'il s'attendait à en donner ici pour les affaires de sa circonscription; et ni les conseillers de la ville de Montréal ni les membres des autres conseils municipaux n'avaient reçu de rémunération pour leurs services. Enfin, il espère que le bill sera adopté.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Appuie l'amendement et mentionne, parmi d'autres choses, que des hommes de valeur travaillant dans des usines seront peut-être choisis pour représenter les ouvriers dans la prochaine Législature, mais qu'ils ne pourront pas se permettre de siéger à la Chambre si l'indemnité est réduite.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que, au cours des dix dernières années, soit depuis que l'indemnité a été fixée à \$800. sous le régime Mercier, la question a toujours été traitée très ouvertement et sans esprit de parti. Il croit que c'est très bien ainsi et que l'on doit continuer de traiter cette question de la même manière. Pour sa part, il avait voté au cours des années passées dans le même sens que son ancien chef M. Taillon, c'est-à-dire pour la réduction et il ne voit aucune raison de changer maintenant son vote. Il veut bien admettre que ceux qui s'opposent à la mesure ne sont pas dirigés par aucun intérêt personnel.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): et l'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): S'opposent au bill.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Parle aussi contre le bill. Il reproche au député de Kamouraska (M. C.-A. Desjardins) de n'être venu en Chambre qu'avec la seule et unique intention de faire diminuer l'indemnité personnelle des députés; il avait pourtant bien d'autres moyens devant lui de pouvoir être utile à son comté.

Pour: MM. Allard, Baker, Bédard, Bernatchez, Bisson, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauevert, Chicoyne, Dechêne, Doyon, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Girouard, Greig, Grenier, Lacouture, Laliberté, Lusier, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Morin, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Pinault, Tétreau, Turgeon, 33.

Contre: MM. Atwater, Augé, Beauchamp, Cooke, Desjardins, Flynn, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Hackett, Marchand, Parent, Rioux, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tessier (Rimouski), 17.

PAIRAGE: M. Gillies a parié avec M. Beaubien.
M. Tessier (Portneuf) a parié avec M. Duplessis.

Aussi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Continuation de communauté

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 84) pour abolir la continuation de communauté créant l'usufruit légal en certain cas, et amendant à cet effet les articles 1323 et 1337 du code civil inclusivement soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux "High Schools" de Québec et de Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux "High Schools", dont \$2 000 pour la faculté de droit de l'université Laval, Montréal, et \$2 000 pour l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille Diastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques: cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions des catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 3 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires, pour l'année 1896, de la Compagnie du chemin à barrières de Terrebonne. (Documents de la session no 13)

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De "The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation (Ltd)", de Londres, Angleterre, demandant un acte les autorisant à faire des affaires dans la province de Québec;

Et de L.-P. Dupré et autres, avocats de Montréal, demandant que la cour des magistrats à Montréal ne soit pas abolie, etc.

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

Des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Cunégonde demandant des amendements à la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal;

De l'Union des abattoirs de Montréal demandant des amendements à sa charte;

De E.-H.-A. Prévost et autres, demandant une loi déclarant final le partage des biens de feu Amable Prévost;

Et de la compagnie dite "The North Shore Power Comany", demandant une charte.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 49) concernant la succession de feu l'honorable John Molson;

Et bill (bill no 41) amendement les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec.

Introduction de bills:

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 70) amendement la charte de la compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 15) amendement la loi concernant les cours de commissaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 93) amendement la loi relative aux pêcheries.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Ecole ménagère de Roberval

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Quel est le nombre minimum d'élèves que l'école ménagère de Roberval doit recevoir pour avoir droit à la subvention qui lui est votée chaque année?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Il n'y a pas de convention spéciale à ce sujet. Les cours d'économie domestique sont ouverts à toutes les élèves du couvent des Ursulines de Roberval qui veulent les suivre, et il y a, à la disposition des élèves de l'école ménagère, depuis juillet dernier, trois bourses et demie provenant de la conversion en bourses annuelles de \$60 chacune d'une allocation de \$200 payée antérieurement à cette date et depuis trois ans pour aide à la construction de bâtiments de ferme, et il est convenu que, au fur et à mesure que certains octrois spéciaux accordés à cette école seront éteints, des bourses pour un égal montant seront mises à la disposition des élèves, par fractions de \$60.00 jusqu'à concurrence de \$1 300.00.

Emprunts temporaires

M. V. GLADU (Yamaska): Le gouvernement a-t-il fait des emprunts temporaires depuis le 30 juin 1896?

Dans l'affirmative, pour quels montants?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Non.

Emprunt de 1895

M. V. GLADU (Yamaska): Quel montant le gouvernement a-t-il touché, depuis le 30 juin 1896, sur le produit de l'emprunt de \$3 220 000, qu'il s'est fait autoriser à contracter par l'acte 59 Victoria, chapitre 3?

Combien y a-t-il de négocié sur cet emprunt, d'après les derniers rapports faits au gouvernement?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): L'emprunt du 1er mai 1896 était pour 620,000 livres sterling, équivalant à \$3.017.333.33,

monnaie du cours. Montant reçu depuis le 30 juin 1896, \$1 124 200.00.

La totalité des obligations relatives à l'emprunt a été émise et libérée.

Services extra rendus par les employés du secrétariat

M. A. GIRARD (Rouville): Quels sont les services extra rendus par M. C.-E. Deschamps et dix-sept autres employés du secrétariat, et pour lesquels ils ont été payés, tel qu'il appert aux pages 86 et 87 des comptes publics?

A quelle date ces services ont-ils été rendus?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Ces services extra sont pour travail fait en dehors des heures de bureau et souvent très tard le soir depuis 1892.

"Pour la patrie" de J.-P. Tardivel

M. A. GIRARD (Rouville): Le gouvernement a-t-il distribué en prix, dans les écoles, les exemplaires de l'ouvrage de M. Tardivel, Pour la Patrie, achetés l'an dernier?

Dans l'affirmative, combien d'exemplaires ont été distribués en prix, quelle est la balance qui reste non distribuée et quelles sont les intentions du gouvernement à ce sujet?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Cet ouvrage n'a pas été distribué en prix. Il en reste un certain nombre d'exemplaires. En outre de la distribution ordinaire aux membres de la Législature, le gouvernement échange souvent ces volumes, suivant la pratique, avec ceux qu'il reçoit.

L.-D. Hudon

M. A. GIRARD (Rouville): 1. M. L-Denis Hudon de Québec est-il à l'emploi du gouvernement? 2. Dans l'affirmative, depuis quand? 3. Quel est son emploi? 4. Quel est son salaire? 5. Occupe-t-il un emploi nouveau?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): 1. Oui. 2. Depuis le 20 avril 1896. 3. Comme chef de la police du revenu pour le district de Québec. 4. \$900.00 par année. 5. Oui.

Subventions aux cercles agricoles

M. O. MAGNAN (Montcalm): Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter la subvention aux cercles agricoles, en vue d'encourager plus efficacement la culture légumière?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Sous considération.

Chemins de colonisation, comté de Montmagny

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Est-il à la connaissance de l'honorable commissaire de

l'Agriculture et de la Colonisation, que le comté de Montmagny a été omis de la liste des comtés qui ont reçu une part dans la distribution de la somme de \$110 000, pour chemins de colonisation, durant l'année 1895-1896?

Dans l'affirmative, pourquoi ce comté a-t-il été omis de cette liste?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): La somme de \$200.00 avait été octroyée pour travaux de colonisation dans le comté de Montmagny, durant l'exercice 1895-96, mais faute de renseignements, cette somme n'a pu être appliquée avant le 30 juin dernier. L'octroi de cette année a en revanche été porté à \$1 500.00.

Condamnation de E. Lapointe

M. L.-F. PINAULT (Matane): Quel montant le gouvernement a-t-il retiré de Ed. Lapointe, hôtelier de Québec, de l'exécution de la condamnation prononcée contre lui le 30 août 1895 pour vente de boisson sans licence?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): \$129.10, dont \$120.00 pour le montant de la pénalité, et \$9.10 pour les frais de la poursuite.

Somme accordée au comté de Bellechasse pour fins de colonisation

M. A. TURGEON (Bellechasse): Le gouvernement a-t-il, pour l'année fiscale 1896-97, accordé une somme quelconque au comté de Bellechasse pour fins de colonisation?

Dans l'affirmative, quel est ce montant?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Oui, \$1 800.00.

E. Flynn

M. L.-F. PINAULT (Matane): Edmund Flynn, de Percé, a-t-il fourni de la brique pour le palais de justice de Percé, depuis le 30 juin 1895?

Dans l'affirmative, quel est le prix par mille que le gouvernement lui a payé pour cette brique?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Le gouvernement n'a pas acheté de brique de M. Edmund Flynn pour le palais de justice de Percé, et, par conséquent, ne lui a rien payé pour un semblable achat.

Demande de documents:

Annonces de ventes d'immeubles saisis

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes lettres et instructions, par et de la part du procureur-général, au shérif de Montréal, le requérant de faire publier, dans les journaux, les annonces de ventes d'immeubles saisis, et indiquant ces journaux.

Il se plaint que les annonces de ce genre sont publiés dans trop de journaux. La loi n'exige pas

que les annonces soient publiées dans plus d'un journal et il ne voit pas que la publication des annonces dans plusieurs journaux ait un autre but que d'encourager la presse ministérielle.

Ces annonces, le gouvernement exige de les faire publier dans les journaux amis, sans considérer les frais imposés au débiteur.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Démontre, en donnant un bon nombre d'exemples, comment les frais judiciaires se sont accrues dans la province. Ainsi une action de 5 dollars a coûté dernièrement jusqu'à 2 000 dollars. Des frais de causes de 50 et 60 dollars ont finalement atteint la somme de 600 dollars. Ensuite, le député de Huntingdon porte son attention sur les notaires. Ceux-ci, déclare-t-il, reçoivent des honoraires très élevés. Il ajoute qu'aucun pays au monde n'endurerait une telle situation. Il relate des cas où il a été lui-même victime du système. C'est ainsi qu'un jugement prononcé en sa faveur ne lui apportait aucun dédommagement; car le débiteur, après avoir payé des frais élevés, n'avait plus un centin en poche. Les avocats et les notaires ne devraient pas avoir la possibilité de fixer eux-mêmes leurs tarifs.

En ce qui a trait aux annonces de ventes par shérif, la loi exige que de telles annonces soient publiées seulement dans un certain nombre de journaux. Nul n'est censé ignorer cette loi.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Partage la même idée, qu'il appuie sur une opinion émise par le *Pionnier de Sherbrooke*, opinion qu'il partage entièrement. Il exprime l'espoir que le gouvernement profitera de la refonte du code de procédure pour diminuer ces frais qui sont exorbitants.

Il demande que la procédure soit simplifiée de manière à rendre les frais le moins coûteux possible. Aujourd'hui les revenus tendent à diminuer vu la baisse dans les prix de tous les articles et il demande que les frais judiciaires soient diminués en proportion.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que la question de la révision des tarifs judiciaires est présentement sous considération.

Il dit que le tarif des avocats tel que rédigé actuellement ne peut être toléré. Certains frais sont intolérables. Par exemple il en coûte plus cher pour aller en Cour d'appel que pour aller en Cour suprême. Quant à la refonte du code de procédure civile, il croit qu'elle diminuera considérablement les frais de justice et que, sous ce rapport, elle donnera satisfaction au député des Deux-Montagnes.

La publication des annonces dont on se plaint n'a pas été permise dans les journaux de partis comme l'Opposition veut le faire croire mais dans les journaux de commerce. Cela s'est fait sous son prédécesseur et la permission donnée a dû être faite sur quelque demande produite au département. Il n'en rejette pas la responsabilité cependant. Au mois d'août dernier ayant reçu une demande de continuer l'autorisation, il a donné

ordre à son député ministre de suivre la coutume du département. Et voilà comment il se fait qu'il a donné la même autorisation que son prédécesseur. Depuis le jugement du juge Mathieu, cette permission de publier les annonces judiciaires dans plusieurs journaux n'est accordée que sur demande écrite des intéressées.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Voit dans cette autorisation une scandaleuse infraction à la loi dans le but de favoriser ces journaux amis. La loi n'autorise la publication des annonces que dans deux journaux seulement et c'est une injustice grave que de forcer les plaideurs à payer des frais additionnels d'annonces dans les journaux. Cela n'est guère en harmonie, avec les programmes d'économie du gouvernement actuel.

Il cite un cas où une partie eu à payer pour des annonces de ventes par shérif publiées dans plusieurs journaux, dont le nombre était plus élevé que la limite permise. Le shérif avait alors informé le juge Archibald qu'il avait fait publier ces annonces supplémentaires sur les ordres du procureur général.

Il mentionne un cas où les annonces publiées dans les journaux avaient coûté \$117.00! Le capital en jeu n'était que de \$140.00.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Réplique que le gouvernement n'a pas payé un sou de ces annonces. Au contraire les journaux publiant ces annonces ont été avertis que si les annonces n'étaient pas payées par les parties à la cause, le gouvernement ne leur paierait pas un sou. Ce point réglé, reste celui des frais supportés par les intéressés. Chacun des intéressés qui a payé ces frais d'annonces pouvait se protéger en contestant le mémoire de frais. Un seul a protesté et la cour lui a donné gain de cause. Il n'y a eu en tout cela aucun désir de favoritisme, puisque ces annonces n'ont été publiées que dans les journaux purement commerciaux. On s'est si peu plaint que depuis la décision qui a restreint la publication de ces annonces, j'ai reçu de nombreuses lettres me disant que l'ancien état de chose était préférable.

Ces annonces supplémentaires ont été publiées seulement à la demande et aux frais des parties en cause; et si elles sont satisfaites, personne d'autre ne peut se plaindre.

M. J.P. COOKE (Drummond): Est surpris de voir le procureur général essayer de justifier l'outrage commis envers les plaideurs du district de Montréal. Le procureur général a admis que la loi permettait la publication de telles ventes seulement dans deux journaux, mise à part la *Gazette Officielle* du Québec. Il (M. Cooke) n'hésite pas à dire non seulement que ce changement n'est pas dans l'intérêt de l'administration de la justice, mais aussi qu'il est aussi un outrage aux plaideurs. Cela apparaît comme étant une extorsion faite aux plaideurs dans le but d'avantager certains journaux.

Le procureur général a essayé de rejeter la faute sur son prédécesseur, M. T.C. Casgrain.

Nous avons appris, M. l'Orateur, qu'il ne s'est pas contenté des six journaux dans lesquels M. Casgrain faisait paraître ses annonces, mais qu'il a aussi ordonné au shérif de les faire publier dans un septième journal. Lorsque le shérif lui a fait remarquer que c'était contre la loi, on lui a sèchement ordonné de suivre les ordres.

Il déclare que plusieurs de ses clients et tous les autres qui ont souffert de cette situation ont l'intention de porter une plainte au gouvernement pour les montants qui leur ont été illégalement extorqués; et si la justice n'est pas rendue, ils feront appel au tribunal. Ces sommes pourraient atteindre plusieurs milliers de dollars.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): C'est l'habitude du shérif d'envoyer des comptes pour les annonces judiciaires.

M. J.P. COOKE (Drummond): Pas dans Montréal. Le shérif exige un dépôt de 25 dollars, c'est tout.

M. V. GLADU (Yamaska): Prend la parole de nouveau.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que c'est la première fois qu'il entend parler de cette affaire et il n'en connaît rien autre chose que ce qu'il a appris par la discussion. Il ne croit pas cependant que la chose soit aussi grave que l'Opposition cherche à la faire croire, car l'autorisation ou permission dont on se plaint a été donnée par l'honorable M. Casgrain qui était alors procureur général et tout le monde sait avec quel soin il conduisait les affaires de son département. Il espère que l'Opposition suivant ses antécédents fera de cette question l'objet d'une motion de non-confiance et le gouvernement justifiera sa position.

Il dit que la Chambre devrait attendre que les documents soient déposés avant de se prononcer sur la question. Il croit que le contenu de ces mêmes documents éclaircira plusieurs points.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond qu'il y aura une motion de non confiance à ce sujet.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclare que puisque l'Opposition veut créer une tempête avec cette affaire il prend toute la responsabilité de l'action de son prédécesseur et qu'il saura le défendre quand l'Opposition sera disposée à renouveler son attaque.

La proposition est adoptée.

Ferme modèle de Compton

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant la date des divers paiements faits à la Ferme modèle de Compton, dont la

somme totale de \$6 300.00 est portée à la page 168 des comptes publics 1895-96.
Adopté.

Subventions aux écoles d'agriculture et ménagères

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant l'emploi, pour les écoles d'agriculture d'Oka, l'Assomption, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, de Compton, et pour l'école ménagère et la ferme des Ursulines de Roberval, de la subvention annuelle qui leur a été payée pour l'année 1895-96.

Les noms et qualités des personnes qui ont touché une part de ces subventions.

Les noms des professeurs.

Leur salaire.

Adopté.

E. Rouillard

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé expliquant l'item suivant:

Eugène Rouillard, services spéciaux, de septembre 1893 à juillet 1894, \$400.00, qui se trouve à la page 230 des comptes publics de 1896.

Adopté.

J.-O. Martineau

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant le compte détaillé expliquant les items suivants des comptes publics de 1896, page 231:

J.-O. Martineau: travail extra, vente de la branche est \$117.00

J.-O. Martineau: frais de voyage, inspection des agences de Gaspé et Bonaventure. 447.00

Adopté.

Sommes payées à des membres du service civil

M. A. GIRARD (Rouville): Propose, appuyé par le député d'Iberville (M. F. Gosselin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état de toutes sommes payées à chacun des membres du service civil, en sus de son salaire régulier, depuis le 1er janvier au 30 novembre 1896, indiquant le salaire de l'employé tel que fixé par l'ordre en conseil le nommant à un emploi dans le service, le montant extra qui lui a été payé, la date du paiement et l'objet pour lequel il a été fait.

Adopté.

Sommes payées à B. Normandeau

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. A.

Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé des montants payés par le gouvernement à Bédard Normandeau, depuis 1892, pour toutes causes que ce soit, avec la nature et la date de tels paiements.

Adopté.

Plaintes contre P. Paquet T. Janson et B. Normandeau

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute plainte portée contre la conduite de Paul Paquet, Téléphore Janson, juges de paix, et Bédard Normandeau, constable de l'Assomption;

Aussi, copie de toute enquête faite sur lesdites plaintes;

Et copie du rapport fait par ceux chargés de faire telle enquête.

Adopté.

Congé accordé à L.-P. Robitaille

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des documents relatifs au congé accordé à M. L.-P. Robitaille, dans le cours du mois de juin dernier, pour cause de santé.

Adopté.

Palais de justice de Percé

M. L.-F. PINAULT (Matane): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé du coût des réparations faites au palais de justice de Percé, depuis le 30 juin 1895; indiquant le nombre des ouvriers employés, le nombre de jours qu'ils ont travaillé, les gages payés à chacun d'eux, le montant payé par semaine pour leur pension et le nom de celui qui leur a fourni la pension.

Adopté.

Code municipal

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), qu'un comité spécial composé des honorables MM. Pelletier et Hackett et de MM. Beauchamp, Gladu, Laliberté, Spencer, England, Bernatchez, Augé, Tellier, Bisson, Tétreau, Panneton, Morin, Rioux, Stephens, Greig et Marion, soit nommé pour examiner tous les amendements proposés au code municipal.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 3) intitulé: "Loi annexant au comté de Dorchester, pour toutes les fins, cette partie de la paroisse de Saint-Maxime maintenant dans le comté de Beauce";

Et bill (bill no 10) intitulé: "Loi abrogeant la loi imposant des droits sur les transports d'immeubles".

Documents:

Rapport de l'inspecteur des compagnies d'assurances mutuelles de la province de Québec

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dépose sur le bureau de la Chambre le treizième rapport de l'inspecteur des compagnies d'assurances mutuelles de la province de Québec pour l'année 1895. (Document de la session no 28)

Etat des recettes et des paiements de la province de Québec

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dépose sur le bureau de la Chambre l'état des recettes et paiements de toutes sources de la province de Québec du 1er juillet au 20 novembre 1896. (Document de la session no 14b)

Continuation de communauté

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 84) pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certain cas et amendant, à cet effet, les articles 1323 à 1337 du code civil, inclusivement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi abolissant la continuation de communauté, créant l'usufruit légal en certain cas, et amendant à cet effet, les articles 1323 à 1337 du code civil", inclusivement.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR (M. J.-A. Chicoyne): Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit:

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. Audet, Bryson, Dorion, Gilman, Prévost, Ross, J.-J. Sylvestre, Wood et Berthiaume, membres du comité pour agir de la part du Conseil législatif avec le comité de l'Assemblée législative comme membres du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, tel que demandé par l'Assemblée législative dans leur message.

Et aussi, le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. Archambault, de Boucherville, Cormier, Gameau, Laviolette, Méthot, Ross D. A., Ouimet et Rolland, membres du comité pour aider l'honorable Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts du Conseil législatif y sont concernés, et pour agir, au nom du Conseil législatif, comme membres du comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Ville de Montréal-Ouest

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits, en comité général, au bill (bill no 37) constituant en corporation la ville de Montréal-Ouest.

Lesdits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 42), autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à faire un emprunt n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Verdun

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 43) amendement la loi 40 Victoria, chapitre 41, relative au village de Verdun et pour étendre ses pouvoirs.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fallon H. Pickle

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 73) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Fallon H. Pickle à l'étude du droit, sans examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ville de Magog

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 63) modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 79, constituant en corporation la ville de Magog soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 45) amendement la loi et refondant la loi organique de la société dite Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"The Canada Switch and Spring Company, Limited"

M. J. KING (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 48), constituant en corporation "The Canada Switch and Spring Company, Limited", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession J. Bryson

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 57) pour dissiper tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson et les pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Subsides

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4):

Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose;

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation pour l'année financière finissant le 30 juin 1897.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Accuse le gouvernement de se servir de l'argent de la colonisation pour fins d'élection.

Il parle du montant trop considérable accordé aux comtés représentés par des amis du gouvernement. Cependant, cette année, les comtés représentés par les libéraux ont eu davantage et il en conclut que cette augmentation est due aux élections générales fédérales.

Il accuse les ministres de s'être servis des argents de colonisation pour aider leurs amis d'Ottawa à remporter les élections. Il cite des cas. Ainsi, par exemple, à Montmagny, les ministres n'avaient pas donné un sou, et l'été dernier ils y ont fait dépenser \$1 500.00. Pourquoi n'avoir pas fait dépenser cette somme l'an passé puisqu'elle était nécessaire? Dans le comté de L'Islet, le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) avait eu l'extrême libéralité de faire dépenser \$197.02 l'année dernière. Pendant les élections on y a répandu \$1 200.00! A Bellechasse la même chose a été pratiquée. On a dépensé \$199.00 en 1895, et, pendant les élections les agents des ministres sont venus y jeter \$1 800.00! La même chose a été pratiquée à Charlevoix qui a reçu \$1 700.00 cette année contre \$900.00 la précédente.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Remercie le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) de la touchante sollicitude qu'il a montrée pour le comté de Bonaventure. Il y a fait dépenser \$6 000.00, c'est-à-dire \$2 000.00 de plus que dans le comté de Gaspé représenté par le premier ministre lui-même (l'honorable E.J. Flynn). Ce n'était pas, bien sûr, pour aider à l'élection de M. Fauvel. Tout de même il a été élu par une écrasante majorité. Les ministres s'étaient montrés si généreux pour les comtés libéraux en y jetant les argents de colonisation pour faire battre nos candidats, qu'il leur fallut, le 23 juillet dernier, émaner un mandat de \$58 500 pour remplir toutes ces promesses faites. C'est un gros montant et dire que les ministres qui ont dépensé une somme aussi considérable sans l'autorisation de la Chambre sont les mêmes qui voulaient faire envoyer M. Mercier en prison parce qu'il avait donné quelques milliers de piastres pour ces mêmes fins en vertu d'un mandat spécial. Ce qui était un crime pour M. Mercier est un acte de vertu pour le gouvernement des "honnêtes gens".

Il reproche au gouvernement d'avoir négligé la mise en service du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, alors qu'une légère dépense aurait suffi pour que cette ligne fonctionne tout le long de la péninsule de Gaspé.

MM. J.P. COOKE (Drummond) et L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Parlent dans le même sens.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Cite le cas de M. L.-P. Robitaille. Cet employé qui avait altéré sa santé pour un travail trop opiniâtre pour le public, avait obtenu un congé pour refaire ses forces épuisées!

Or, il avait eu l'idée d'aller se fixer dans le comté de Montmagny où l'air, paraît-il, était précisément ce qu'il fallait pour opérer sa cure. Malheureusement, le repos ne lui va pas: il est d'une activité dévorante. Il a eu l'occasion de rencontrer ce pauvre souffreteux sur les "hustings" qui lui a paru en bonne santé, tant l'air libéral du beau comté de Montmagny lui avait fait de bien!

MM. G.W. STEPHENS (Huntingdon), J. TESSIER (Portneuf) et A. GIRARD (Rouville): Parlent aussi du côté de l'Opposition.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Nie formellement les accusations contenues dans leurs discussions.

Il dit que l'argent a été dépensé surtout dans les comtés où la colonisation se fait le plus rapidement et où, par conséquent les besoins sont les plus pressants.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que la personne en question a nié l'accusation, déclarant qu'elle avait pris un congé de maladie et qu'elle avait été bel et bien malade pendant toute son absence. Etant donné qu'elle a nié toute accusation, on ne l'a pas destituée.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Déclare que M. Robitaille, en déniait ces accusations, n'a pas dit la vérité; car il a participé au même "husting" que lui.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Pense que M. Robitaille devrait avoir une augmentation de salaire.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Répond que le cas sera sérieusement étudié.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Veut savoir si M. Robitaille sera destitué s'il est jugé coupable.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il ne peut pas répondre tout de suite à cette question, étant donné que le cas doit être sérieusement étudié. De plus, il dément les insinuations formulées par l'Opposition, selon lesquelles l'argent pour les routes de colonisation aurait été utilisé pour influencer l'électorat. Il déclare que tout l'argent dépensé par le gouvernement a été

distribué pour le bénéfice de toute la population et indépendamment de toute couleur politique.

Il démontre que le gouvernement a agi purement dans l'intérêt de la colonisation. Il défie l'Opposition de citer un seul cas où l'on ait dépensé un sou qui ne soit dans l'intérêt de la colonisation. Cette accusation est la même qui a été portée contre tous les gouvernements depuis la Confédération. Les députés de l'Opposition se plaignent qu'ils ne reçoivent pas assez et les amis du gouvernement répondent: chacun son tour. Le gouvernement s'est efforcé de faire mieux qu'auparavant sous ce rapport et il a donné de l'argent et même de fortes sommes aux comtés qui lui ont envoyé ici des adversaires. Néanmoins, le gouvernement commet maintenant un nouveau crime: celui d'accorder plus d'argent à ses ennemis qu'à ses amis!

L'argent n'a pas été gaspillé. Sous le gouvernement précédent, l'on a dépensé de fortes sommes dans certains comtés où il n'y avait pas un pouce de colonisation à faire. On ne prouvera rien de tel de notre côté. Nous avons dépensé surtout dans la Matapédia, dans la région d'Ottawa, dans le nord de Montréal et la vallée du Lac-Saint-Jean. Qui dira qu'il n'y avait pas de colonisation à faire dans ces endroits. Le fait que cette dépense d'argent a eu lieu durant les élections fédérales ne prouve rien. Les mois de juin et juillet sont l'époque des travaux de colonisation et est-ce notre faute si les élections fédérales ont été fixées au mois de juin?

M. A. GIRARD (Rouville): Cite le fait que le gouvernement a dépensé \$600 à Saint-Hyacinthe, où il ne se fait plus de colonisation depuis 50 ans, comme preuve de gaspillage.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Réplique que cette somme de \$600 a été dépensée pour empêcher que les \$6 000 dépensées inconsidérément dans la rivière des Hurons fussent complètement perdues.

M. I.A. BAKER (Lévis): Répond que toutes les balivernes qui peuvent venir à l'esprit du représentant de L'Islet (M. F. - G. - M.) ciront pas le sujet. On a reproché au gouvernement de dépenser \$200 pour chemins de colonisation. Le comté de Lévis comprend une seigneurie qui appartient au gouvernement. S'il n'y a pas de colonisation à faire à Lévis, pourquoi le représentant de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) lorsqu'il était député de Lévis y a-t-il fait dépenser \$1 200 pour construire deux ponts à un demi mille de distance, et pourquoi a-t-il fait dépenser \$600 dans la paroisse de Saint-Nicolas. Il est vrai que ces \$600 n'ont bénéficié qu'à un seul de ses amis politiques, mais cela se faisait du temps des libéraux. Aujourd'hui, ce n'est plus la même chose, l'argent donné pour la colonisation se dépense pour la colonisation.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Demande aux membres de l'Opposition de laisser de côté la

frivolité et de se dévouer à la cause de la province en traitant sérieusement ses affaires.

Il dit que la discussion faite par l'Opposition ce soir est indigne des députés du peuple. Ce n'est pas avec des poses comiques comme celles du député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux), des farces plus ou moins drôles du député de L'Islet (M. F. - G. - M.) ou les incriminations veillantes et les attitudes grotesques comme celles du député de Rouville (M. A. Girard) que l'on résoud les questions publiques.

Cela peut amuser la galerie, mais la galerie ne représente pas la véritable opinion publique.

Il ne pense pas que les membres se comportent avec toute la dignité et la sagesse que l'on est en droit d'attendre des représentants de la province.

Pour sa part il repousse l'accusation d'avoir fait de la politique avec l'argent de colonisation dans le comté de Montmorency, il a déclaré que l'argent de colonisation appartenait à tous les colons sans exception de couleurs politiques et il n'a jamais fait la moindre misère à personne à ce sujet.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose;

2. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles normales pour l'année finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux instituteurs pour la retraite pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'achat de livres à être donnés en prix pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles des sourds-muets pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles des sourds-muettes, soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction publique pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de publication de journaux anglais et français, sur l'Instruction publique, aux conditions et en la manière déterminées par le secrétaire de la province pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au musée scolaire pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'impression du rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la succursale de l'université Laval, à Mont-

réal, 2ème paiement sur 7 paiements égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de transcription, impression et publication des archives canadiennes pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'Ecole de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

La première résolution est lue deux fois et adoptée.

La seconde résolution et les suivantes, jusqu'à la dix-septième inclusivement, étant lues la seconde fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 4 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue:

De "The Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union" demandant un acte défendant la vente du tabac aux mineurs des deux sexes.

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir:

De la cité de Saint-Henri demandant à refondre et amender sa charte;

De la Compagnie du pont Saint-François demandant de plus amples pouvoirs;

De la ville de la Côte-Saint-Paul demandant des amendements à sa charte;

De la ville de Saint-Louis demandant des amendements à sa charte;

Et de Théodule-Alfred Lemieux demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au onzième jour de décembre courant.

Adopté.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement, savoir:

Bill (bill no 64) constituant en corporation le collège de Valleyfield;

Bill (bill no 35) autorisant John Lukin Le proton à hypothéquer ou vendre une propriété substituée;

Bill (bill no 34) confirmant la vente d'un immeuble par Adolphe alias Rodolphe Robert et Pierre Lamy, ès qualité, à Antoine Robert;

Bill (bill no 65) concernant la "Equitable Savings, Loan and Building Association."

Aussi le bill suivant avec amendements:

Bill (bill no 46) amendant la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour présenter les bills privés soit prolongé jusqu'au onzième jour de décembre courant.

Adopté.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 47) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 36) constituant en corporation la compagnie dite "The North Shore Power Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 56) déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 71) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 66) amendant et refondant les lois organiques de la cité de Saint-Henri.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. BEDARD (Richmond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 68) pour étendre les privilèges de la Compagnie du pont Saint-François.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 58) revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. MARION (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 51) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Refonte du code de procédure civile

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que les représentants de Berthier et de Huntingdon (MM. Allard et G.W. Stephens) soient ajoutés au comité collectif des deux Chambres chargé d'étudier les rapports faits

par la commission de la refonte du code de procédure civile.

Adopté.

Introduction de bills:

M. J. MARION (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 106) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 2) séparant le comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier pour les fins d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 5) amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 91) concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 94) amendant l'acte 59 Victoria, chapitre 34, concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 97) amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

Ce bill a pour but de remplacer dans la loi concernant les asiles d'aliénés, les mots: "secrétaire de la province" par les mots "lieutenant-gouverneur".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Indemnité à dame G.-E. Rioux

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant une indemnité à dame Georges-Etienne Rioux.

Adopté.

Lois de la chasse

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne):

Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les lois de la chasse.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajournée à samedi, le 5 courant, à dix heures a.m.

Adopté.

Que, lorsque cette Chambre s'ajournera samedi, le 5 courant, elle reste ajournée à mercredi prochain, le 9 courant, à 3 heures p.m., et que les ordres du gouvernement aient la priorité ce jour-là, car jeudi prochain sera la fête de l'Immaculée Conception.

Adopté.

Réorganisation des départements

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la réorganisation des départements.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les subsides à la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Adopté.

Subsides aux chemins de fer

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer.

Adopté.

Discours du budget

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Interroge le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn) à propos du discours du budget.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le trésorier fera son exposé budgétaire mercredi prochain. Au cas où il ne le pourrait pas, il dit qu'il proposera à la Chambre de discuter les résolutions concernant la conversion en subsides des terres des compagnies de chemins de fer.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande si le trésorier a discontinué la publication dans son rapport de l'état comparatif des recettes et des dépenses depuis la Confédération.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que ce rapport a été discontinué par l'honorable M. Taillon à cause de la divergence d'opinion sur les dépenses extraordinaires, les dépenses spéciales, etc. Pour que cet état soit de quelque utilité, il faut qu'il soit refait sur une base nouvelle.

Documents:

Subsides aux chemins de fer

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 25 novembre 1896, demandant une copie de tous arrêtés en conseil, correspondances et documents quelconques relatifs aux négociations intervenues entre le gouvernement et les différentes compagnies de chemin de fer subventionnées, pour le paiement, à ces compagnies, au comptant, des derniers 35 cents à échoir sur leurs subventions en terres, converties en argent. (Document de la session no 25)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 25 novembre 1896, demandant une copie de tous arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs aux négociations et démarches intervenues entre les différentes compagnies de chemins de fer subventionnées et le gouvernement, à l'égard de l'octroi de nouveaux subsides existants; du rétablissement de subsides périmés; de la prorogation des délais sous lesquels ces compagnies devaient accomplir les conditions imposées pour obtenir leurs subsides, et concernant aussi la garantie, de la part du gouvernement, moyennant le dépôt prescrit par la loi, de l'intérêt sur les emprunts projetés par quelques-unes de ces compagnies. (Document de la session no 29)

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées, le 30 novembre dernier, et le 3 décembre courant du comité des subsides, lesquelles résolutions sont adoptées.

Juges de paix

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 21) protégeant les juges de paix et d'autres contre les actions vexatoires soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Honoraires des constables

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 30) amendement la loi relative aux honoraires des constables soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Sommes payées à H. Chassé

M. J. MORIN (Charlevoix): Pourquoi une allocation spéciale de \$233.00, mentionnée à la page 247 des comptes publics, a-t-elle été payée à M. Honoré Chassé, à part de son salaire, comme employé au département des Terres de la couronne?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): M. H. Chassé a touché comme allocation ou indemnité spéciale sur l'item du budget: "Chasse et pêche", une somme de deux cents piastres par année, à compter du 1er mai 1895, en vertu d'un ordre de l'honorable commissaire des Terres de la couronne, en date du 31 décembre 1895.

Ecoles d'agriculture subventionnées

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. Le commissaire actuel de l'Agriculture, a-t-il passé, dans le cours des années 1892, 1893 ou 1894, des contrats ou conventions quelconques, avec les différentes écoles d'agriculture subventionnées par le gouvernement de cette province? 2. Dans l'affirmative, quelle est la date de ces contrats ou conventions pour chaque école? 3. Quand ces contrats ou conventions prennent-ils fin?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Des contrats réguliers, autorisés par ordre en conseil

ont été passés avec l'école de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, le 20 février 1894, avec l'école de L'Assomption le 20 septembre 1892, avec la Ferme école de Compton le 19 mars 1894. L'école d'agriculture d'Oka, a été constituée par lettre officielle du département de l'Agriculture, en date du 6 mai 1893; l'école ménagère de Roberval, a été créée par correspondance officielle dans le cours de l'année 1892. 2 et 3. Les contrats de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et de L'Assomption, étaient faits pour 5 ans, à partir du 1er octobre 1892; celui de Compton pour quatre ans à partir du 1er mai 1895; l'arrangement avec Oka était fait pour une période de 10 ans, à partir du 1er juillet 1892, sujet à ratification par l'exécutif; l'école ménagère de Roberval était fondée à titre d'essai et sans limitation de durée.

Action pour violation de la loi des licences

M. A. TESSIER (Rimouski): Est-il vrai qu'une action a été intentée par le percepteur du revenu de la province, à Montréal, pour violation de la loi des licences contre:

William Coleman, rue Craig, Montréal.
Angélique Dorion, 47, rue Richardson, Montréal.
Nellie Connors, 1 et 3, rue McCord Montréal.
David Bond, 186, rue Bleury, Montréal.
Thomas McBrearty, 69, rue Inspecteur, Montréal.
William Keamey, rue Université, Montréal.

Dans le cas d'une réponse affirmative, a-t-on obtenu des condamnations, ou les causes ont-elles été suspendues?

Si les causes ont été suspendues, pourquoi et sur les instructions de qui?

Et s'il y a eu des amendes d'imposées, quel en a été le montant dans chaque cause?

L'amende a-t-elle été payée dans chaque cas? Dans la négative, pourquoi?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Cette question devrait former le sujet d'une motion demandant la production des documents concernant chacune de ces personnes.

Inspection des écoles d'agriculture

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. Quelles écoles d'agriculture M. L.-J.-A. Marsan a-t-il inspectées dans le courant de l'année fiscale 1895-96? A quelle date a-t-il fait telles inspections? 3. A-t-il fait un rapport par écrit de telles inspections?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Les écoles d'Oka, Sainte-Anne-de-la-Pocatière et L'Assomption, en compagnie de M. Geo. Buchanan, l'un des juges du Mérite agricole. 2. Le 13 décembre 1895, l'école de L'Assomption; le 14 décembre 1895, l'école d'Oka; le 19 décembre 1895, l'école de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. 3. Oui.

Sommes payées à MM. Lindor et Ethier et J.-A. Villiard

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): Quel est le montant total payé par le gouvernement, depuis le 17 décembre 1891, à MM. Lindor et Ethier, et J.-A. Villiard, avocats, de Sorel, respectivement, comme avocats du percepteur du revenu et autrement?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Comme il existe un ordre de la Chambre (no 43) de ce jour demandant le même renseignement, il sera donné en réponse à cet ordre.

Sommes payées à H. Provost

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): Quel est le montant total payé à M. H. Provost, médecin de Sorel, comme coroner depuis le 17 décembre 1891?

Quel est le montant payé au même, depuis la même date, comme témoin dans les causes criminelles dans le district de Richelieu?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): La réponse à cette question se trouve dans les **comptes** publics et les états soumis à la Chambre.

Sommes payées à F. Lefebvre

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): Quel est le montant total payé par le gouvernement à M. François Lefebvre, comme avocat de la couronne à Sorel, depuis le 17 décembre 1891?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): La réponse à cette question se trouve dans les comptes publics et les états soumis à la Chambre.

Protonotaire, district d'Ottawa

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): 1. A quelle date le protonotaire du district d'Ottawa est-il mort? 2. La charge de protonotaire pour le district a-t-elle été promise à quelque membre de cette Chambre? 3. Pourquoi la vacance dans cette charge n'a-t-elle pas été remplie plus tôt?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. 4 décembre 1893. 2. Non. 3. La nomination est faite, et elle l'a été aussitôt que les circonstances l'ont permis.

Emprunt de 1891, 1895

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Le gouvernement a-t-il reçu quelqu'argent, depuis le 30 juin dernier, sur l'emprunt de \$3 017 333.33, autorisé les statuts 54, 59 Victoria, chapitre 2? Dans l'affirmative, quand et quel montant; et si tel montant est reçu, la balance due sur ledit emprunt?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Les réponses à ces questions ont été

données hier, par le gouvernement au député de Yamaska.

Employé temporaire P. Lacasse

M. A. TURGEON (Bellechasse): 1. M. Pierre Lacasse, marchand, de Saint-Anselme, est-il à l'emploi du gouvernement? 2. Dans l'affirmative, quel est son emploi? 3. Quel est son salaire?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): M. Lacasse est employé depuis deux jours, temporairement, pour pourvoir au surcroît d'ouvrage occasionné, dans le département des officiers en loi, par les travaux de la session, et spécialement, du comité du code de procédure. Son salaire n'est pas fixé, mais il sera payé suivant l'habitude et le prix ordinaire.

Inondations périodiques du Saint-Laurent

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, appuyé par le député de Montréal no 1 (M. F. Martineau), qu'un comité spécial, composé de MM. Lussier, Caron, Lacouture, Allard, Greig, Normand, Parizeau, Doyon, Bisson et Duplessis, soit nommé pour étudier les causes des inondations périodiques du Saint-Laurent et les mesures à prendre pour les prévenir.

Il dit que cette motion est faite à la demande de la Chambre de commerce de Montréal, du conseil de ville de Berthier et d'autres corps publics.

Ces inondations causent des dommages considérables. On les attribue aux travaux faits dans le fleuve et ses tributaires et aussi aux défrichements qui ont changé l'écoulement naturel des eaux.

Il dit que quant aux inondations du Saint-Laurent, cela dépend du gouvernement fédéral, mais il est assez évident que la crue des eaux dans le Saint-Laurent, est souvent causée par la crue des eaux des petites rivières tributaires lesquelles sont sous la juridiction du gouvernement provincial.

Il est probable que si des digues étaient faites dans les petites rivières pour retenir la glace, on pourrait prévenir une partie des dommages. La commission proposée pourrait faire une étude sérieuse et utile.

Il insiste pour que la question soit étudiée à fond. Il croit que les inondations sont dues aux grands quais qui s'avancent dans le fleuve et au déboisement des forêts. Il pense aussi que le barrage dans le port de Montréal constitue un grave danger.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Combat cette dernière idée.

M. V. ALLARD (Berthier): Comme représentant d'un comté éprouvé par l'inondation, est heureux d'appuyer cette motion. Il est important que quelque chose soit fait, afin d'éviter la répétition de malheurs comme ceux qui ont eu lieu encore le printemps dernier.

Il croit qu'une commission de ce genre rendrait des services aux nombreuses personnes qui souffrent de ces inondations fréquentes.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Est d'avis que cette question devrait être sérieusement étudiée, car il s'est produit, dans ces dernières années, des changements importants dans le mouvement des eaux du fleuve. Aujourd'hui, à la suite des défrichements et du déboisement des forêts, la fonte des neiges se fait presque instantanément.

Par un vent du sud et un coup de soleil, la neige fond en deux jours au printemps et l'eau qui autrefois avait trois semaines pour s'écouler, doit s'écouler en deux jours par les mêmes canaux.

Il en résulte une surabondance d'eau dans le fleuve qui déborde, et des pertes considérables qui vont toujours en augmentant.

Le gouvernement se fera un devoir d'ordonner des études pour rechercher des moyens de prévenir les inondations.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Reconnaît parfaitement l'importance de cette question. Depuis des années le gouvernement a eu à s'occuper de ces questions sous forme d'indemnité à donner aux victimes des inondations et dans le budget de cette année l'on verra encore une somme de \$8 000 pour les victimes de l'inondation du printemps dernier. Mais quant à faire une enquête, il faudrait la faire complète, et cela durerait des semaines, or, à cette époque de la session et avec les travaux déjà commencés il ne croit pas que l'on puisse faire une enquête comme elle doit être faite, et le représentant de Montréal no 3 (M. D. Parizeau) ayant obtenu une expression d'opinion de la Chambre, il lui demande de ne pas insister et de laisser au gouvernement le soin de nommer une commission pour s'enquérir des causes des malheurs dont tout le monde voudrait prévenir la répétition.

Une commission d'ingénieurs sera nommée en effet, et pourra rendre plus de services qu'un comité de la Chambre.

En ce qui a trait au glissement de terrain de Sainte-Anne, il se réfère à un rapport fait par le révérend professeur Laflamme sur le sujet.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Dit qu'il a été fait un rapport, autrefois, par un ingénieur du gouvernement fédéral, et s'il se rappelle bien, le rapport de cet ingénieur a été qu'une des causes des inondations était la longueur des quais à Québec.

Il pense que l'embâcle à Cap-Rouge a un certain rapport avec la crue des eaux qui se produit plus haut. Il prétend que les grands quais favorisent l'embâcle.

Quant à l'enquête, il est en faveur du concours du gouvernement provincial, mais il croit que le gouvernement fédéral, qui a le contrôle des rivières, devrait faire immédiatement les études nécessaires pour prévenir les désastres presque annuels de la crue des eaux.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Ridiculise l'idée selon laquelle les grands quais de Québec auraient une influence quelconque sur l'état du fleuve ou de la glace qui le recouvre à la hauteur de Cap-Rouge. À cet endroit, le fleuve se rétrécit considérablement: c'est pourquoi la glace s'accumule là, et quelques fois à une telle épaisseur qu'elle touche le fond du fleuve. Il a même été démontré qu'il était impossible de faire sauter l'embâcle avec de la dynamite ou avec de la poudre pour accélérer l'ouverture de la navigation. En réponse aux autres observations du député de Montréal no 3 (M. D. Parizeau), il fait remarquer que les traversiers de Québec, jouissant de circonstances beaucoup plus favorables, ont quand même à faire face à de grandes difficultés en hiver. Il est pratiquement impossible qu'un navire puisse prévenir l'embâcle à Cap-Rouge.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Prend la parole.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Prend de nouveau la parole.

La proposition est retirée.

Demande de documents:

Sommes payées à L.-J.-A. Marsan

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant: 1. Pour quels services M. L.-J.-A. Marsan a reçu \$2 785 tel que mentionné à la page 132 des comptes publics de 1895-96, avec la date de tels paiements et de tels services; 2. La date de chacun des paiements de la somme de \$1 121.99, pour service et frais de voyages re conférences en différents endroits tel que mentionné à la page 177 des comptes publics 1895-96, avec la nature des services rendus et les endroits où ils ont ainsi été rendus.

Adopté.

Exportateurs de beurre

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F. - G.), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant: 1. Le montant payé par le gouvernement aux exportateurs de beurre, depuis le 30 juin 1895, à venir au 1er décembre 1896. Les noms de ces exportateurs et le montant payé à chacun d'eux pendant ladite période.

Adopté.

M. L.-J.-A. Marsan, conférencier agricole

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant: 1. Le nombre de jours durant lesquels M. L.-J.-A. Marsan a été présent à l'école d'agriculture de l'Assomption; 2. Le nombre total de jours, avec la date, qu'il a employés à l'enseignement agricole dans ladite école.

Aussi, qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous rapports et de toute correspondance, etc., concernant les conférences données par M. L.-J.-A. Marsan, de juillet 1895 au 30 juin 1896.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Se plaint de ce que certains comités n'ont pas reçu la visite des conférenciers.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Répond que les conférenciers sont envoyés aux cercles sur demande expresse de ceux-ci au département. Malheureusement les demandes sont si nombreuses que le département peut à peine suffire à fournir les conférenciers nécessaires.

La proposition est adoptée.

Succession J. Molson

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 49) concernant la succession de feu l'honorable John Molson.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 27) intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux séances de la Cour supérieure", sans amendement.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Séance du 5 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à dix heures quarante-cinq.

Introduction de bills:

M. I.A. BAKER (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 55) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à recevoir Théodule-Alfred Lemieux comme l'un de ses membres après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 99) amendant de nouveau le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial chargé de prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 108) amendant de nouveau le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 105) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

M. N. TETREAU (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 107) amendant la loi concernant la construction et réparation des églises, presbytères et cimetières.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

J.-B. Vanasse, traducteur

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): M. J.-Bte. Vanasse, de Sorel, a-t-il été nommé à quelqu'emploi dernièrement?

Dans l'affirmative, à quel emploi et à quel salaire?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): M. Vanasse est employé comme traducteur français pendant la session. Il remplace M. le docteur Tremblay. Il reçoit \$3.00 par jour.

Subsides des chemins de fer

M. V. GLADU (Yamaska): Combien la province redoit-elle aujourd'hui, en vertu des statuts en vigueur passés avant le 17 décembre 1891: 1. Pour

subsidés des chemins de fer et ponts de chemins de fer en argent? 2. Pour subsidés de chemins de fer en terres, convertis ou convertibles en argent (premiers 35 cents de l'acre)? 3. Combien la province redoit-elle pour les mêmes objets en vertu des statuts passés depuis le 17 décembre 1891?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. \$464,296.86, y compris les subventions des compagnies qui, par ordres en conseil, sujets à ratification par la Législature, ont obtenu une extension de délai. 2. \$283,468.55, y compris aussi les subventions des compagnies qui, par ordre en conseil, sujet à la ratification de la Législature, ont obtenu une extension de délai. 3. Rien.

Subsides de chemins de fer périmés

M. V. GLADU (Yamaska): Quel est le montant des subsidés de chemins de fer et ponts de chemins de fer périmés jusqu'à aujourd'hui? 2. Quel est le montant des subsidés de chemins de fer et ponts auxquels les compagnies et parties y ayant droit ont renoncé jusqu'à aujourd'hui? 3. A quelle date y ont-elles renoncé?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. \$2 018 769.22 non compris ceux qui l'auraient été, le 1er juin 1896, si une extension de délai ne leur eût été promise par ordres en conseil, sujets à ratification par la Législature. 2. \$632 820.00. 3. Le 25 août 1893 et les 13 et 28 février 1895.

Entretien des aliénés, comté de Bonaventure

M. N. RIOUX (Témiscouata): 1. Quel est le montant dû par le comté de Bonaventure pour l'entretien des aliénés en 1892? 2. Les arrérages pour l'entretien des aliénés, avant 1892, ont-ils été perçus? De qui, du conseil de comté ou de chaque municipalité du comté de Bonaventure? 3. Quel montant a été payé par le conseil du comté de Bonaventure pour l'entretien des aliénés depuis 1892?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): 1. Rien. 2. En partie. Des municipalités locales intéressées. 3. \$865.30.

Sommes payées à A. Dionne

M. V. GLADU (Yamaska): Pour quelle considération le gouvernement a-t-il payé à M. Arthur Dionne, pour services extra, les \$232.31, portées à la page 84 des comptes publics de 1896?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Pour travail extra après les heures de bureau et souvent très tard le soir.

Sommes payées à L.-H. Asselin

M. V. GLADU (Yamaska): Pour quelle considération le gouvernement a-t-il payé à M. L.-H.

Asselin, pour services extra, les \$100 portées à la page 83 des comptes publics de 1896?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Pour travail extra après les heures de bureau et souvent très tard le soir.

Vacance au Conseil législatif

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Est-ce l'intention du gouvernement, quand une vacance se produira au sein du Conseil législatif, de la remplir en choisissant le titulaire parmi les personnes qualifiées qui résident dans la division?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Autant que les circonstances le permettront.

Emigrants Canadiens français au Brésil

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Le gouvernement se propose-t-il d'opérer le rapatriement des émigrants Canadiens français au Brésil? Dans l'affirmative, quand?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Cette question est à l'étude, et le gouvernement espère pouvoir aider, dans une certaine mesure, au rapatriement de ces Canadiens français.

Poursuite contre E. Cauchon

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. Edouard Cauchon du Château-Richer a-t-il été poursuivi pour vente de boissons sans licence depuis le 1er janvier 1895? 2. Dans l'affirmative, quand? 3. Le jugement a-t-il été rendu, et quand le défendeur a-t-il satisfait à la condamnation portée contre lui?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): 1. Oui. 2. Le 23 septembre 1895. 3. Le jugement a été rendu, mais la pénalité n'est pas encore payée.

MM. S. Delisle et Leclerc, huissiers

M. J. TESSIER (Portneuf): Le procureur général a-t-il écrit, ou fait écrire, à M. S. Delisle du Cap-Santé, et à M. Leclerc du village Bienville, pour leur faire savoir que leurs services, comme huissiers du shériff, ne seraient plus requis?

Dans l'affirmative, pour quelle raison?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Il y a eu des lettres d'écrites que le gouvernement est prêt à mettre devant la Chambre.

N.-E. Cormier, garde-forestier

M. L.-F. PINAULT (Matane): 1. M. N.-E. Cormier, désigné comme garde-forestier, recevant un salaire de \$200.00 et comme surintendant des gardes-feux de forêts, recevant un montant additionnel de \$1,777.21, aux pages 242 et 248 des comptes publics de 1895-96, est-il le même qui a repré-

senté le comté d'Ottawa dans cette Chambre? 2. Quelle est la nature de ses fonctions comme surintendant des gardes-feux de forêts? 3. Quel est son salaire comme titulaire de cette dernière charge? 4. Combien de rapports a-t-il fait en cette double qualité? 5. Est-ce que la charge de surintendant des gardes-feux de forêts n'avait pas été abolie, quand M. J.-B. Charleson, l'ancien titulaire, a été démis? 6. Quand ledit M. Cormier a-t-il été nommé à ces deux charges?

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne):

1. Oui. M. Cormier n'est pas garde-forestier, c'est en qualité d'intendant général des feux de forêts pour la région sauvegardée no 1, qui comprend tout l'Ottawa supérieur et une partie de l'Ottawa inférieur; 3. La rémunération pendant la durée de ses fonctions, du 1er avril au 1er décembre, est \$6.50 par jour pour salaire et frais de voyage n'excédant pas en tout \$1 600.00; 4. Plus de 400; 5. La charge de surintendant des gardes-feux de forêts a été abolie; 6. M. Cormier a été nommé intendant général des feux de forêts, pour la région sauvegardée, no 1, le 17 mai 1893.

Z. Benoît, assistant maître de poste

M. J. TESSIER (Portneuf): Est-ce l'intention du gouvernement de remettre à M. Zénophile Benoît, ancien assistant maître de poste de cette Chambre, le montant qu'il a versé au fonds de pension?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

Aucune demande n'a été faite à ce sujet.

Chemin de fer reliant le village de Stanstead Plain au terminus du chemin de fer de la vallée Massawipi

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter, au cours de la présente session, un projet de loi portant contribution de \$5,000 pour aider à la construction d'un embranchement de chemin de fer reliant le village de Stanstead Plain au terminus de chemin de fer de la vallée Massawipi?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): L'une des résolutions à être soumises à cette Chambre, concernant les subventions aux chemins de fer, a, dans ce sens, rapport à cet embranchement.

Chemin de fer de colonisation de Montfort

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Le gouvernement a-t-il l'intention d'accorder une subvention annuelle de \$5 000, pendant douze ans, à compter du 1er juillet 1896, au chemin de fer de colonisation de Montfort, laquelle subvention serait prise, pour moitié, des crédits votés à la colonisation et, pour l'autre moitié, de ceux votés à l'agriculture?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): L'une des résolutions à être soumises à cette Chambre,

concernant les subventions aux chemins de fer, a, dans ce sens, rapport à ce chemin, sauf que la date est celle du premier juillet 1897.

Bureau de poste de l'Assemblée législative

M. J. TESSIER (Portneuf): 1. Combien y a-t-il d'employés, actuellement, dans le bureau de poste de l'Assemblée législative? 2. Combien d'eux sont employés et payés à l'année et combien pendant la session? 3. Quels sont leurs salaires respectifs?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Trois. 2. M. Duhamel, maître de poste, à \$750.00 par année, et M. Léon Seers, à \$33.33 par mois. Ce dernier a été donné comme aide à Duhamel en vue d'établir un bureau de poste pour tous les départements. 3. M. Victor Lacroix, à \$300.00 par année.

Demande de documents:

Comptes transmis par des avocats de Sorel

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Charlevoix (M. J. Morin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé de tous comptes transmis au gouvernement, depuis le 17 décembre 1891, par MM. Frs Lefebvre, Lindor et Ethier et J.-A. Villiard, avocats de Sorel, respectivement, pour frais, honoraires, etc.

Adopté.

Chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. O. Magnan), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous arrêtés en conseil, dépêches et correspondance touchant toute proposition, par le gouvernement de Québec au gouvernement du Canada, d'acquiescer le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, de l'incorporer à l'Intercolonial et de continuer la construction dudit chemin de fer jusqu'au bassin de Gaspé.

Il dit qu'il croit devoir faire quelques remarques sur le sujet. Chacun se rappelle du désaveu bruyant prononcé mercredi soir par le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux). D'après ces déclarations l'honorable M. Laurier, son souverain Maître et Seigneur à Ottawa, se propose de construire la voie ferrée de Bonaventure jusqu'au bassin de Gaspé et cela sous peu de mois, et profitant de cet acte de justice, de rendre le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn) à la vie privée.

Il trouve cette déclaration de guerre de la part de l'honorable député tout-à-fait déplacée, parce qu'elle était gratuite. Il aimerait à savoir si le député de Bonaventure pouvait justifier ses déclarations contre le premier ministre; voilà pourquoi il donnait l'avis de motion en question.

La province de Québec et le Parti conserva-

teur surtout avaient fait leur devoir au sujet de ce chemin; ses hommes publics n'avaient jamais permis à personne d'empocher les subsides de chemin de fer, au montant de \$100 000 par un particulier peu scrupuleux dont le nom est trop fameux dans nos annales politiques.

Cela s'accomplissait tandis que de pauvres ouvriers attendaient depuis des années le paiement de leurs maigres salaires pour soutenir leurs familles.

Il ne veut pas retenir l'attention de la Chambre, mais avant de terminer ses remarques il voulait faire remarquer à l'honorable député de Bonaventure, qu'une loi fédérale 54-55 Victoria avait placé ce chemin dans le domaine fédéral en le décrétant d'utilité générale, de sorte que si M. Laurier poussait les travaux avec activité sur cette voie, il ne faisait qu'accomplir un acte de justice.

D'ailleurs les documents demandés devront jeter une lumière abondante sur le sujet et il attend des renseignements précis pour reprendre la discussion d'une question qui intéresse non seulement la péninsule de Gaspé, mais aussi toute la Puissance du Canada.

Il est à espérer que le gouvernement d'Ottawa comprendra son devoir envers la partie du pays que ce chemin traverse et qu'en même temps on songera aux ouvriers qui n'ont pas encore reçu leur salaire.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): M. l'Orateur, je félicite l'honorable député de Montmorency (M. E. Bouffard) d'avoir pris l'initiative d'attirer l'attention de la Chambre sur cette question de première importance. Le gouvernement déposera sans délai, tout probablement à la prochaine séance, sa correspondance demandée par la motion de mon honorable ami.

Je désire être bien compris et je me fais un devoir de déclarer à cette Chambre et à la province que la volonté formelle du gouvernement est de travailler pour obtenir le meilleur règlement possible absolument de toute considération d'intérêt politique et de parti.

Nous ne la jugeons qu'au seul point de vue de l'intérêt public. Je suis convaincu que tous mes honorables collègues sont bien d'opinion que le temps est arrivé de lui donner une solution définitive.

Depuis plusieurs années, l'entreprise de ce chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs a été l'objet de mes plus sérieuses préoccupations. Elle n'intéresse pas seulement la péninsule de Gaspé, mais aussi toute la province. A ce double point de vue la question du parachèvement et de l'exploitation régulière du chemin, s'est surtout imposée à mon attention, lorsque j'ai eu l'honneur d'entreprendre la tâche de diriger le gouvernement de la province.

Après avoir étudié la question à tous ses points de vue, nous en sommes venus, mes collègues et moi, à la conclusion que la meilleure solution possible de ce problème difficile, était l'incorporation de ce chemin au réseau de l'Intercolonial, dont il est naturellement l'un des embranchements les plus importants.

Nous avons, en conséquence, décidé de faire les démarches nécessaires dans ce sens auprès du gouvernement fédéral.

Dans la seconde quinzaine du mois de mai dernier, j'ai eu l'honneur d'une entrevue avec l'honorable Sir Charles Tupper alors premier ministre du Canada, au cours de laquelle je l'ai prié, pour le bien de la province, et de la région plus spécialement intéressée, de faire prendre par les autorités fédérales le contrôle du chemin de la Baie-des-Chaleurs en l'incorporant à l'Intercolonial.

Je suis heureux de déclarer que Sir Charles Tupper a cordialement admis la valeur des raisons d'intérêt public que je lui donnais et entièrement approuvé mes vues. Il m'a répondu que la demande que je venais de lui faire était conforme à sa politique parce que la décision de son gouvernement était d'incorporer à la ligne principale les chemins qui sont autant d'embranchements du réseau de l'Intercolonial.

Encouragés par cette réponse si favorable, nous avons le 26 mai dernier adopté un arrêté du Conseil définissant clairement notre politique à ce sujet. Le 30 mai dernier, Son Honneur le lieutenant-gouverneur adressait au gouvernement de Sir Charles Tupper une dépêche basée sur cet arrêté du Conseil dont le premier ministre du Canada accusait réception le 1er juin.

Peu de jours après, le 7 juillet, nous recevions d'Ottawa la réponse à la dépêche de Son Honneur, nous transmettant l'ordre en conseil, adopté le 1er juillet par l'exécutif fédéral; comme on le verra par la correspondance et les documents qui seront produits. Le gouvernement fédéral, par son arrêté du 1er juillet adoptait, au sujet du chemin de la Baie-des-Chaleurs, une politique conforme à la nôtre.

C'est avec plaisir que nous accusions réception de cet arrêté du conseil fédéral au secrétaire d'Etat, le 24 juillet dernier.

Dans l'intervalle, le changement de ministère ayant eu lieu à Ottawa, nous avons jugé à propos de soumettre la question au nouveau gouvernement par un nouvel arrêté du conseil en date du 21 juillet, au sujet duquel Son Honneur le lieutenant-gouverneur adressait une dépêche au secrétaire d'Etat le 24 du même mois.

L'accusé de réception de cette dépêche est parvenu au lieutenant-gouverneur le 27.

J'étais très anxieux de hâter le plus possible le règlement de la question et aussi, sur mon avis, Son Honneur le lieutenant-gouverneur adressait le 29 septembre dernier la lettre suivante à l'honorable secrétaire d'Etat:

Hôtel du Gouvernement
Québec, 29 septembre, 1896.

A l'honorable secrétaire d'Etat de la
Puissance du Canada.

Monsieur,

Le 24 juillet dernier, je vous ai transmis une dépêche soumettant à l'attention de son Excellen-

ce le gouverneur général et de ses nouveaux conseillers, la proposition faite antérieurement au gouvernement du Canada, par mon gouvernement, de faire de la ligne du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, un embranchement de l'Intercolonial, et j'ai reçu un accusé de réception de cette dépêche le 27 du même mois.

Je fais appel à la bienveillance de Son Excellence le gouverneur général en conseil, en me permettant d'appeler de nouveau son attention sur ma précédente dépêche relative à cette proposition qui est d'une importance majeure pour les intérêts les plus immédiats de la Gaspésie et des régions environnantes, de même qu'elle se rattache directement aux intérêts du commerce général du Dominion.

Il n'est que juste d'ajouter qu'en faisant la présente démarche, mon gouvernement n'est que l'écho des nombreuses et pressantes sollicitations qui l'assiègent pour obtenir une prompt solution de cette importante affaire.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

J.-A. Chapleau,
Lieutenant-gouverneur

Le 1er octobre, le sous-secrétaire d'Etat accusait réception de la lettre précédente de Son Honneur.

Après cet exposé des démarches que nous avons faites et après lecture des documents qui seront produits, j'espère que l'on conviendra que je me suis activement occupé du règlement de cette affaire. Je suis bien décidé à continuer mes efforts jusqu'au succès définitif.

Pour une chose de cette nature, on me permettra d'exprimer l'opinion que nous devons compter sur le concours de tous les honorables membres de cette Chambre et dirai tout spécialement à l'honorable député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) qu'il a une excellente occasion de prouver qu'il sait, au besoin, dégager l'intérêt public des considérations de parti avec sa situation personnelle et dans les circonstances, il doit pouvoir, et de fait je sais qu'il peut exercer une grande influence sur le premier ministre du Canada. Il ne saurait s'en servir pour une meilleure cause.

Nous attendons avec anxiété la décision finale de l'Exécutif d'Ottawa, et nous espérons qu'elle sera favorable. Si malheureusement, elle ne l'était pas, je le déclare tout de suite, le gouvernement de cette province serait dans l'obligation de prendre d'autres moyens de résoudre le problème, comme par exemple en saisissant le chemin; ainsi l'honorable député de Bonaventure rendrait un service public en pressant les amis d'Ottawa d'en venir à une décision le plus tôt possible.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Si l'honorable premier ministre avait la bonté de nous dire quel autre moyen, il a de régler la difficulté, nous pourrions juger lequel serait le meilleur et l'adopter.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Mon honorable ami de Bonaventure me permettra bien de lui dire que pour le moment, les mesures que nous avons en vue, à défaut de l'intervention du gouvernement fédéral, sont notre secret. Mais je dirai sans la moindre hésitation que dans notre opinion, mes collègues et moi, la meilleure solution possible est incontestablement l'incorporation par le gouvernement fédéral du chemin de la Baie-des-Chaleurs au réseau de l'Intercolonial. Aussi nous ne songerons à adopter le projet que nous suggérons, s'il devenait nécessaire, que si l'Exécutif fédéral n'adoptait pas le remède que nous sommes tous d'accord à considérer comme le plus efficace.

Je termine ces remarques, M. l'Orateur, en exprimant de nouveau l'espoir que cette affaire si difficile sera bientôt réglée de la manière si avantageuse que je viens d'indiquer, à la grande satisfaction de la région la plus immédiatement concernée, des honorables membres de cette Chambre, et de tous ceux qui veulent le bien et la prospérité de la province.

Quant aux salaires dus aux ouvriers, le gouvernement a fait ce qu'il a pu en payant à ceux-ci l'argent qu'il avait en mains appartenant à la compagnie propriétaire du chemin.

La proposition est adoptée.

Comptes de F.-X.-U. Dequoy, S. Gilbert et J.-P. Déry

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Charlevoix (M. J. Morin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des comptes de MM. F.-X.-U. Dequoy, Sifroid Gilbert et J.-P. Déry mentionnés aux pages 82 et 83 des comptes publics, 1896, version anglaise-Adopté.

Services rendus et enseignement de F. Gravier

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) et, qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant: Les services rendus par F. Gravier, fabricant de fromage de gruyère, et pour lesquels il paraît avoir reçu la somme de \$40.00, page 131 des comptes publics, 1895-96, et quand ces services ont été rendus.

Aussi, qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant: 1. Quel est le salaire, par mois, de Ferdinand Gravier et en paiement duquel il a reçu \$40.00, page 172 des comptes publics 1895-96. 2. Où M. Gravier a-t-il enseigné. 3. Combien de leçons a-t-il données. 4. Est-il encore employé comme professeur payé par la province et où donne-t-il ses leçons.

Adopté.

Publication des annonces de ventes judiciaires d'immeubles, district de Montréal

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J.

Shehyn), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance entre le procureur général, ou toute autre personne, relativement à la publication des annonces de ventes judiciaires d'immeubles dans le district de Montréal, conformément à l'article 650 du code de procédure civile, et spécialement de toutes lettres ou communications reçues, par le procureur général, depuis le 30 octobre dernier, le priant de continuer à publier ces annonces dans sept journaux au lieu de les publier, conformément à la loi, dans un seul journal de chaque langue.

Adopté.

Subventions aux chemins de fer

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé de toutes les subventions périmées en terres et en argent, pour les premiers comme pour les seconds 35 centins par acre, à partir du premier jour de novembre 1893 au 1er décembre 1896;

Aussi, un état du nombre d'acres actuellement dus aux chemins de fer, en vertu de la subvention de 35 cts par acres, payables à l'endroit où la terre est vendue, ainsi que le nom de chaque chemin de fer et le nombre d'acres dû à chacun d'eux sur les seconds 35 centins par acre.

Adopté.

Dame G.-E. Rioux

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant une indemnité à dame Georges-Etienne Rioux. Il informe alors la Chambre que son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

Attendu que, depuis l'année 1870 jusqu'à il y a environ deux ans, Georges-Etienne Rioux, magistrat de district pour les districts de Saint-François et de Bedford, a administré la justice dans lesdits districts d'une manière très efficace et a, durant près de dix années, administré la justice en sa qualité de magistrat de district, dans le district d'Arthabaska;

Attendu qu'il a durant ce temps, épargné des sommes considérables à la province et aux justiciables, en faisant subir aux accusés des procès expéditifs et en siégeant dans les affaires civiles et criminelles à différents endroits en dehors des chefs-lieux desdits districts;

Attendu que, depuis au-delà de deux ans, ledit Georges-Etienne Rioux est devenu incapable,

pour cause de maladie, de remplir les devoirs de sa charge, et que la maladie dont il souffre est incurable;

Attendu que la multiplicité des affaires dans les districts de Saint-François et de Bedford a rendu urgente et indispensable la nomination d'un magistrat de district compétent, et que M. Henry Walter Mulvena de la cité de Sherbrooke, a été nommé magistrat de district pour ces districts le 5 septembre 1896;

Attendu, de plus, que Georges-Etienne Rioux n'a pas les moyens de subvenir aux dépenses les plus indispensables à son existence et à celles de sa famille; je propose:

1. Qu'une somme annuelle de \$800.00 soit payée à même le fonds consolidé du revenu de la province à dame Georges-Etienne Rioux, durant la vie de son mari, Georges-Etienne Rioux, ci-devant magistrat de district pour les districts de Saint-François et de Bedford.

Adopté.

2. Que cette somme soit payée, chaque année, en quatre versements égaux, le premier devenant dû et payable le jour de l'entrée en vigueur de la loi à être basée sur les présentes résolutions et les autres versements de trois mois en trois mois.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 8) accordant une indemnité à dame Georges-Etienne Rioux.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Profite de l'occasion pour rendre hommage aux éminents services rendus par M. Rioux, durant sa carrière judiciaire, et exprima le regret que le chiffre de cette pension n'ait pas porté plus haut.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) et F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet):

Protestent contre la mesure en ce qu'elle crée un mauvais précédent, dont on pourrait plus tard éprouver les inconvénients. Ils reconnaissent, aussi, les mérites de l'ex-magistrat de district; mais ils soutiennent qu'il ne fallait pas introduire ce système d'indemniser les employés invalides.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Dame G.-E. Rioux

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les subsides à la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs. Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose: Que les paiements des réclamations faites contre la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs et contre la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac-Supérieur, sur le chemin connu comme chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, pour gages de personnes employées et matériaux fournis pour l'exploitation de la ligne, effectués en vertu de l'ordre en conseil du 20 juin 1896, sur la somme de \$7,942.05, retenue conformément aux dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 11, sur les subsides payables à la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, sont en tant qu'il peut être nécessaire, déclarés valides, légaux, et comportent libération pleine et entière du gouvernement envers la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs et des deux compagnies, envers lesdits réclamants, pour lesdites sommes ainsi payées.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue deux fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 9) concernant les subventions de la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Organisation des départements

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la réorganisation des départements. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose:
1. Que le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, le commissaire de la Colonisation et des Mines et le commissaire de l'Agriculture, qui seront nommés en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, recevront un traitement de quatre mille piastres chacun, en plus de leur indemnité sessionnelle.

Adopté.

2. Que les officiers du département des Terres, Forêts et Pêcheries, du département de la Colonisation et des Mines et du département de l'Agriculture, qui seront nommés en vertu de la loi à être basée sur les présentes résolutions, seront soumis aux dispositions de la loi concernant le service civil et recevront les traitements alloués par la loi.

Il explique que ces changements n'entraîneront aucune dépense additionnelle. L'organisation nouvelle est la suivante. Le département de l'Agriculture formera un ministère par lui seul. Le département des Terres de la couronne comprendra les bois et forêts et les pêcheries. Le département de la Colonisation sera formé de la colonisation, des arpentages, du cadastre et des mines. Le premier ministre deviendra ex-officio président du Conseil. Les sous-ministres seront les mêmes, à l'exception du sous-ministre de la Colonisation, qui sera choisi parmi les fonctionnaires de la Chambre.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 11) concernant la réorganisation des départements.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Collège de Valleyfield

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 64) constituant en corporation le collège de Valleyfield.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

J.-L. Leprohon

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 35) autorisant Jean-Lukin Leprohon à hypothéquer une propriété substituée.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente d'immeuble par A. Robert et C. Lamy à A. Robert

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 34) confirmant la vente d'un immeuble par Adolphe alias Rodolphe Robert et Pierre Lamy, ès qualité, à Antoine Robert.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi confirmant la vente d'un certain immeuble à Antoine Robert".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Westmount

M. J. KING (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 46) amendement la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. KING (Mégantic): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Equitable Savings, Loan and Building Association

M. F. CARBRAY (Québec-ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 65) concernant la "Equitable Savings, Loan and Building Association."

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. CARBRAY (Québec-ouest): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The North Shore Power Company

M. T-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 36) constituant en corporation la compagnie dite "The North Shore Power Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession A. Prévost

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 56) déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Saint-Louis.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 71) amendement la charte de la ville de Saint-Louis, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Saint-Henri

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 66) amendement et refondant les lois organiques de la cité de Saint-Henri soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Côte-Saint-Paul

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 58) revisant les lois organiques de la ville de Côte-Saint-Paul soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Sainte-Cunégonde

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 51) amendement la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du pont de Saint-François.

M. J. BEDARD (Richmond): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 68) pour étendre les privilèges de la Compagnie du pont de Saint-François soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La séance est levée à minuit et demie.

Séance du 9 décembre 1896

Sous ta présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de l'asile de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal pour l'année 1896. (Document de la session no 12)

Introduction de bills:

M. J. TESSIER (Portneuf): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 116) amendant le code municipal de façon à donner aux conseils le droit de faire des règlements pour protéger la propriété des citoyens contre les dangers des feux allumés dans des hangars ou écuries contigus aux propriétés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

M. F. GOSELIN (Iberville): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 109) amendant l'article 887 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 117) pour permettre aux syndics des chemins à barrière de la Rive Nord, d'émettre de nouvelles débetures en renouvellement de leurs débetures ou obligations actuelles, et pour certaines autres fins.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Conversion de la dette

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 22) concernant la dette publique et la conversion soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cours des commissaires

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 15) amendant la loi concernant les cours des commissaires soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise, en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

H.-J. Raymond, clerc extra

M. V. GLADU (Yamaska): Quel ouvrage extra a nécessité l'emploi de M. H.-J. Raymond, comme clerc extra, et le paiement qui lui a été fait de \$458.00 portées à la page 89, comptes publics, 1896?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): M. H.-J. Raymond a été employé comme commis supplémentaire du 14 novembre 1895 au 30 juin 1896, pour transcrire les réponses aux adresses demandées par l'Assemblée législative et pour autres travaux de transcription au département du procureur général; il a reçu pour ce travail la somme de \$458.00

S. Gilbert, messenger

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): 1. M. Sifroid Gilbert est-il à l'emploi du gouvernement? 2. Quel est son emploi, et quel est son salaire? 3. Pour quels services extra lui a-t-on payé les \$50.00 mentionnés à la page 83 des comptes publics de 1896, version anglaise?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1 et 2. M. Sifroid Gilbert est employé comme messenger au département du Conseil exécutif, avec un salaire annuel de \$500.00. 3. Pour services extra en dehors des heures ordinaires de bureau, et quelques fois tard dans la nuit.

Ecole d'agriculture d'Oka

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Quel est le nom du professeur de fabrication du fromage de gruyère à l'école d'agriculture d'Oka qui paraît avoir reçu \$110.00 pour traitement, page 134 des comptes publics 1895-96?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Révère frère Alphonse est le professeur. Cette somme a été payée à la communauté des révérends pères Trappistes.

Conférences du Dr Grignon

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. Le docteur Grignon a-t-il reçu mission de faire des confé-

rences pour recruter des élèves pour les écoles d'agriculture dans cette province? 2. Dans l'affirmative, a-t-il fait telles conférences? 3. Et combien lui a-t-il été payé depuis le 1er janvier 1896 au 1er décembre courant? 4. Combien a-t-il reçu pour dépenses de voyages?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Oui. 2. Oui. 3. Son salaire ordinaire. 4. \$574.28 du 1er janvier 1896 au 1er décembre 1896, pour toutes ses dépenses de voyages pour conférences agricoles et aussi pour une partie des frais de voyages du révérend père Lacasse.

Rapports de réunions agricoles rédigés par M. Denault

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Les rapports des réunions agricoles rédigés par M. Denault, et pour lesquels il a été payé \$22.00, tel qu'il appert à la page 135 des comptes publics, ont-ils été rédigés et publiés quelque part?

Dans l'affirmative où et quand?

Et est-ce l'intention du gouvernement de les mettre devant la Chambre?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Les renseignements demandés ont déjà été fournis à la Chambre par une réponse insérée à la page 24 des procès-verbaux.

Conférences du père Lacasse

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. Le révérend père Lacasse a-t-il reçu mission de faire des conférences pour recruter des élèves pour les écoles d'agriculture dans cette province? 2. Dans l'affirmative, a-t-il fait telles conférences? 3. Combien lui a-t-il été payé, depuis le 1er janvier 1896 ou 1er décembre courant? 4. Et combien a-t-il reçu pour dépenses de voyage?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Oui. 2. Oui. 3. Il n'a été payé directement aucune somme quelconque au révérend père Lacasse, mais le département de l'Agriculture a payé \$525.00 comme contribution à l'oeuvre des missionnaires agricoles pour s'assurer les services du révérend père.

H. Trudel, avocat

M. A. GIRARD (Rouville): M. Henri Trudel, avocat de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement? Dans l'affirmative, depuis quand? Quel est son salaire? Quel est son emploi?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Non.

Ecole d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement est-il entré en convention avec les proprié-

taires de l'Ecole d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, pour le renouvellement du contrat actuellement existant pour telle école?

Dans l'affirmative, quand?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Oui. Depuis quelques temps.

Vente des terres de la couronne

M. V. GLADU (Yamaska): Quel a été le montant reçu, chaque année, par le gouvernement, sur la vente des terres de la couronne, depuis l'année 1876, sans y comprendre le prix des terrains de ville, ni les ventes de limites et de coupes de bois?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): La réponse à cette question se trouve dans les rapports du commissaire des Terres de la couronne.

Sommes reçues par J.S. Hall

M. F. GOSSELIN (Iberville): Quel montant le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) a-t-il reçu du gouvernement, ou du trésor public, depuis qu'il a cessé de faire partie du gouvernement, à tous autres titres que celui de membre de la Chambre d'Assemblée?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): \$12,796.28 pour services et dépenses relatifs à l'arbitrage entre la Puissance du Canada et la province d'Ontario et entre les deux provinces.

Elèves des écoles d'agriculture

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Combien a-t-il été dépensé pour la propagande du recrutement des élèves pour les écoles d'agriculture, du 30 juin 1895 au 30 juin 1896?

Combien a-t-il été dépensé pour les mêmes fins, du 30 juin 1896 au 1er décembre courant, et à qui ces différentes sommes ont-elles été payées? Combien d'élèves ont été recrutés? Combien ont été inscrits à chaque école? Combien de temps chacun de ces élèves est-il resté à l'école?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Les renseignements demandés dans cette interpellation devraient faire l'objet d'un ordre de la Chambre pour la production de documents.

Impression du "Journal d'Agriculture"

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Est-ce l'intention du gouvernement de renouveler le contrat pour l'impression, en anglais et en français, du Journal d'Agriculture, et dans ce cas, va-t-il demander des soumissions?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): A l'étude.

Pont sur le Saint-Laurent entre Québec et Lévis

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre à la considération de cette Chambre, à cette session, un projet de loi pour aider à la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, entre la ville de Lévis et la cité de Québec, ou un endroit près de la cité?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Cette question est maintenant à l'étude.

Demande de documents:

Subside pour aider à la construction d'un chemin de fer

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Brôme (M. R.N. England), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes requêtes, correspondances, ordres en conseil, démontrant si, en vertu de la 45 Victoria, chapitre 23, il a été accordé un subside de 8000 acres de terre par mille pour aider à la construction d'un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin de fer des Piles allant vers le nord jusqu'à un point de réunion avec le chemin de fer du Lac-Saint-Jean, vers l'extrémité sud du lac Edouard, pourvu que la longueur de ce chemin n'excédât pas soixante milles, et indiquant: 1. Si ce chemin a été construit et par quelle compagnie; 2. Quel autre chemin a été construit avec l'aide de ce subside; 3. En vertu de quelle loi ce changement a été opéré, ainsi que le tracé dudit chemin; 4. Par qui cette compagnie est actuellement représentée; 5. Qui a droit à la balance du subside accordé en vertu de la 45 Victoria, chapitre 23, et à quels titres.

Adopté.

Honoraires des avocats

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez) que, dans l'opinion de cette Chambre, il est opportun d'abroger l'article 359 des statuts refondus de Québec, et de soumettre à la Chambre un projet de loi portant que le tarif des honoraires des avocats sera préparé par les juges de la Cour supérieure, et soumis au lieutenant-gouverneur en conseil, pour n'être mis en vigueur qu'avec son approbation.

Il se plaint du coût excessif de l'administration de la justice dans cette province et il dit que le tarif des avocats est certainement une cause de ruine pour les plaideurs.

Il ne peut comprendre pourquoi les honoraires des avocats varient selon le genre de procès intenté lorsque ce procès exige la même somme de travail. Il faut aussi tenir compte que les avocats ont toujours eu le droit de demander des frais plus élevés que ceux déjà prévus.

Il pense que les tarifs ne devraient pas être fixés par les parties intéressées.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que le gouvernement, comme il l'a mentionné l'autre jour, se prépare à attirer l'attention du Barreau sur les exagérations de son tarif et il espère que tout le monde sera satisfait de cette déclaration. Les frais de la Cour supérieure sont quelque peu élevés, ceux d'appel sont exorbitants et ils doivent être amendés. La refonte du code de procédure civile diminuera aussi beaucoup les frais de justice et dans ces circonstances la motion devrait être retirée.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Est très heureux de voir que l'attention de la Chambre ait été attirée sur ce sujet. Il n'y a aucun doute que le tarif des avocats est un épouvantail pour les plaideurs, mais d'un autre côté, le public ne devrait pas croire que lorsqu'il est appelé à payer un mémoire de \$100 tout cet argent va à l'avocat.

Au contraire, l'avocat, bien souvent ne reçoit sur ce montant que \$30 à \$40 au plus tandis que la balance va au sténographe. Les frais de sténographie sont extraordinaires et si le procureur général a réussi, comme il le dit, à pourvoir aux frais de la sténographie, il aura rendu un grand service au public.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Est d'accord avec le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) quant aux frais de sténographie qui, selon lui, sont exorbitants. Il pense que l'ancien procédé qui constituait à noter les dépositions à la main, était supérieur sur bien des points à celui que l'on utilise aujourd'hui. Il pense que chaque membre du Barreau, qui tient à l'honneur de sa profession, devrait favoriser l'imposition d'une mesure visant à réprimer les abus et à rehausser le prestige de la profession.

La proposition est retirée.

Tarif des notaires

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. N. Bernatchez) que, dans l'opinion de cette Chambre, les articles 3771 et 3772 des statuts refondus de Québec devraient être abrogés, et qu'il devrait être soumis à la Chambre un projet de loi portant que le tarif des notaires sera dorénavant établi par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il prétend que certains notaires ont recours à toutes sortes d'expédients pour extorquer de l'argent à leurs clients.

Il désapprouve le fait que les tarifs des notaires soient plus élevés lorsqu'il s'agit d'un acte concernant une propriété de 50 mille dollars que lorsqu'il s'agit d'une propriété de mille dollars, puisque le travail est exactement le même dans les deux cas. Il cite un exemple où un notaire avait demandé \$27 000. pour faire un inventaire.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que le tarif des notaires est très élevé, et propor-

tion gardée, plus élevé que celui des avocats; mais ordinairement les notaires ne chargent pas le tarif auquel ils ont droit et comme il n'y a aucune plainte contre les notaires, il ne voit pas pour quelle raison on enlèverait aux notaires un droit qui appartient aux avocats.

Si le député de Huntingdon avait lui-même à payer trop cher pour un contrat de mariage, un acte notarié, une vente ou pour tout autre document, il obtiendrait toutes les réparations auxquelles il a droit en s'adressant à la Chambre des notaires.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Défend énergiquement les notaires. Le tarif peut être élevé, mais les notaires n'en abusent certainement pas et d'ailleurs le public a toute la protection voulue dans la loi elle-même.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Consent pour le moment à retirer sa résolution.

La proposition est retirée.

Demande de documents:

Actions intentées par le percepteur du revenu à Montréal

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé par le député de Matane (M. L.-F. Pinault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des actions intentées par le procureur du revenu de la province à Montréal, pour violation de la loi des licences, contre:

William Coleman, rue Craig,	Montréal.
Angélique Dorion, 47 rue Richardson,	Montréal.
Nellie Connors, 1 et 3, rue McCord,	Montréal.
David Bond, 186, rue Bleury,	Montréal.
Thomas McBrearty, 69, rue Inspecteur,	Montréal.
William Kearney, rue Université,	Montréal.

Aussi, un état indiquant si les condamnations ont été suspendues, pourquoi et sur les instructions de qui.

Indiquant aussi, quel est le montant des amendes imposées dans chaque cause; si elle a été payée dans chaque cas, et dans la négative, pourquoi.

Adopté.

Fermeture à bonne heure

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 101) amendement la loi de la fermeture à bonne heure, 57 Victoria, chapitre 50, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Veut que cette loi soit amendée de façon à lui donner une sanction. La constitutionnalité de la loi a été contestée par le juge Loranger parce que le conseil de ville de Montréal a pris sur lui de punir ceux qui commettaient des infractions à la loi et il veut combler cette lacune qui atteint les principes même de la loi.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): S'oppose à la mesure, car il croit qu'elle aura un effet rétroactif. Il s'oppose aussi au principe même du bill, car ce dernier brimerait les libertés individuelles. Il croit aussi que si cette mesure est promulguée, la cour la déclarera ultra vires. Il estime de plus que ce sont les grands magasins à rayons qui sont à l'origine de la loi de la fermeture à bonne heure, et non pas les commis; même si les promoteurs de cette loi disaient vouloir défendre les intérêts de ces mêmes commis.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer que le bill présenté aujourd'hui devant la Chambre ne va pas aussi loin que ce que le député d'Huntingdon semble croire. Ce bill apporte seulement quelques amendements à une loi déjà en vigueur.

Il s'oppose fortement à la deuxième clause des amendements du représentant de Montréal no 2. Cette clause enlèverait aux parties offensées la possibilité de poursuivre en dommages et intérêts les corporations. Il s'oppose à une telle loi rétroactive.

UNE VOIX: Propose que le débat sur la clause rétroactive soit suspendu jusqu'à ce que les parties intéressées aient été entendues.

La proposition est adoptée.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Documents:

Rapport de la Commission des chemins à barrières de Montréal

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport de la Commission des chemins à barrières de Montréal et l'état des comptes au 31 décembre 1895. (Document de la session no 13)

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que

l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. l'Orateur,

Le jour même de l'ouverture de cette session, la dernière de cette Législature, j'ai eu l'honneur de mettre devant cette Chambre les comptes publics pour l'année fiscale qui s'est terminée le trentième jour de juin dernier; et le quatrième jour de nos séances, c'est-à-dire aussitôt que cette Chambre eût adopté l'adresse en réponse au discours du trône, l'état des dépenses probables pour l'exercice financier du 30 juin 1897 au 30 juin 1898, ainsi que le budget supplémentaire des dépenses pour l'année courante furent mis sur le bureau de la Chambre par message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur. Je saisis la première occasion de vous soumettre le résumé de ces documents et les explications s'y rapportant que je suis tenu de donner en ma qualité de trésorier de la province, lesquels sont généralement connus sous le nom de "Discours sur le budget".

J'avoue franchement, M. l'Orateur, que j'aborde le sujet avec des sentiments de crainte aussi bien que de plaisir. Je crains de n'être pas capable de traiter d'une manière convenable les questions importantes que nous avons à considérer, mais je me réjouis à la pensée que, si on peut bien les comprendre, les chiffres que j'ai à soumettre jetteront un jour rassurant sur ce que l'on aurait pu appeler, depuis quelques années, les ténèbres de notre situation financière.

Parlant de moi-même, je puis dire, M. l'Orateur, que j'ai conscience de mon inexpérience et de l'étendue des devoirs qui me sont imposés. A part ce qui regarde l'avenir, les choses dont je vais parler se rapportent surtout à mes prédécesseurs, et c'est de leur administration que j'aurai à vous entretenir. Mais depuis que j'ai l'honneur de remplir la position de trésorier, c'est-à-dire depuis le douzième jour de mai dernier, alors que le premier ministre complétait l'organisation du cabinet actuel, j'ai travaillé assidûment à résoudre les problèmes qui se rattachent aux finances de la province, et j'ai confiance que mes efforts n'ont pas été entièrement inutiles.

Au cours des remarques que je vais faire je ne veux rien atténuer ni rien dire malicieusement. Je ne puis dire avec le poète que "je citerai des chiffres parce que les chiffres sont venus", car ils ne me sont venus qu'après beaucoup de travail et d'étude; mais tels qu'ils sont ils exposent la position financière de la province comme je la vois sincèrement; et je suis convaincu que cette Chambre et notre population trouveront que mon opinion est justifiée. Il y a une chose que je vous demanderai tout d'abord de ne pas oublier.

Nous sommes encore un jeune pays, si nous comptons d'après la manière dont on juge l'âge des nations. Nos industries et nos exploitations naturelles sont encore dans leur enfance; et à mesure que nous grandissons, que nous développons nos ressources et que notre population augmente, il est inévitable que nos dépenses augmentent. Des sommes qui auraient pu paraître énor-

mes à nos pères, et même extravagantes, ne représentent aujourd'hui que les dépenses nécessaires qu'exige le progrès du pays. C'est le devoir du gouvernement, tout en encourageant les entreprises qui sont de nature à développer les ressources de notre province, d'empêcher les dépenses inutiles et extravagantes. Bien comprise et bien appliquée, une dépense considérable signifie un placement pour l'avenir dont ceux qui nous suivront récolteront le bénéfice et qui donnera au Trésor public un ample rendement sur les déboursés actuels. Nulle province au pays ne peut rester immobile; il faut avancer ou reculer. Si, par un sage emploi des fonds publics, on prépare l'avenir de façon à augmenter la population, à améliorer la condition du peuple et ouvrir à la colonisation les parties incultes du domaine public, on aura fait une dépense qui est non seulement justifiable mais qui s'impose impérativement, et on récoltera la récompense sous forme d'augmentation des revenus publics.

L'administration des terres de la couronne, département qui a été si habilement dirigé durant les cinq dernières années par l'honorable premier ministre actuel et qui comprend tout le vaste domaine public de cette province, ses bois, ses mines et ses pêcheries, nous fournit un exemple frappant à l'appui de cette assertion. Pour ne remonter qu'à dix ans seulement, le trésorier d'alors, l'honorable J.G. Robertson, dans son discours sur le budget en mai 1886, émettait l'opinion que les terres de la couronne rapporteraient à la province la somme de \$700,000 durant l'exercice 1886-87. Les recettes furent effectivement de \$692 000 et les dépenses du département furent de \$154 000. Pendant l'année fiscale qui vient de se terminer, les dépenses ont été de \$185 000 et les recettes se sont élevées à \$1 045,000, de sorte que si les dépenses ont augmenté de vingt pour cent depuis 1886, l'augmentation du revenu a été de près de cinquante pour cent, et nous n'avons aucune raison de penser qu'il ne continuera pas à augmenter dans la même proportion.

M. l'Orateur, je suis heureux de dire que pendant l'année fiscale qui vient de se terminer, notre revenu ordinaire a dépassé les dépenses ordinaires de \$286 688.

Examinons d'abord les comptes pour l'année qui vient de s'écouler. L'état des recettes et des dépenses pour cet exercice est devant vous sous le titre de comptes publics. Les livres sont clos et balancés; nous pouvons maintenant voir jusqu'à quel point les prévisions au sujet des recettes étaient justes et comment on a tenu les promesses faites au sujet des dépenses.

Voyons d'abord pour les recettes. Dans son discours sur le budget prononcé le 21 décembre 1894, l'honorable M. Taillon évaluait les recettes nettes à \$4 255 492.42; nous voyons que les recettes ont été effectivement de \$4 331 196.17, soit un excédent sur les prévisions de \$75 696.75. Il est juste de dire, M. l'Orateur, que l'on comprend dans ces recettes un montant de \$59 518.40; qui a été reçu et dépensé par les shérifs et les percepteurs du revenu provincial; mais d'un autre

côté ce montant apparaît aussi dans l'état des dépenses, quoique, d'après la coutume il ne fut pas compris dans les prévisions budgétaires. Si le montant est retranché des recettes comme on prétendra peut-être qu'il devrait l'être, il n'en reste pas moins un excédent des recettes de \$16,178.35 sur le montant des recettes prévues.

Mais, M. l'Orateur, si nous avons reçu avant le 1er juillet dernier tout ce qui nous était dû sous un ou deux titres principaux que je mentionnerai, montants auxquels nous avons droit sans aucun doute, le revenu réel serait encore plus considérable. En 1894 mon prédécesseur comptait avec confiance sur certains paiements d'intérêt qui nous étaient dûs par le gouvernement de la Puissance. Ces montants nous avaient été versés sans interruption depuis la Confédération et représentaient \$71 385.95 annuellement; ce montant comprenait les intérêts sur la part de la province dans le fonds des écoles communes qui est entre les mains du gouvernement fédéral, savoir, \$50 770.22 et les intérêts sur certains fonds en fidéicommis appartenant à cette province, mais qui sont aussi entre les mains de la Puissance depuis la Confédération. Le montant de ces derniers fonds est de \$412 314.25, et le taux de l'intérêt est de 5 pour cent par année, formant un montant annuel de \$20 615.72. Ces intérêts nous étaient payés semi-annuellement après le 1er janvier et le 1er juillet.

Le versement semi-annuel sous le premier de ces titres, c'est-à-dire pour le fonds des écoles qui devenait dû le premier janvier dernier, a été retenu par le gouvernement fédéral à la suite d'un protêt fait par le gouvernement d'Ontario, qui prétend que ces paiements ne devraient pas être faits avant que les difficultés, entre les deux provinces, qui ont été soumises à des arbitres, soient réglées.

Ce gouvernement a protesté vigoureusement au nom de cette province, et je suis heureux de pouvoir déclarer que nos représentations ont été bien accueillies. Le gouvernement fédéral, le 15 juillet dernier, nous a payé la somme de \$25,385.11, mais il était trop tard pour que l'on put la compter dans les recettes de l'exercice qui venait d'expirer, de sorte que les recettes de cette année en sont réduites d'autant. Le gouvernement fédéral a aussi retenu, depuis le 1er janvier 1895, l'intérêt sur les fonds en fidéicommis formant un total de \$20 615.72. Le gouvernement fédéral ne prétend pas que cet intérêt n'est pas dû, mais bien que l'arbitrage qui se poursuit maintenant pourra établir une dette de notre part envers la Puissance, qui sera alors compensée par les montants retenus.

Cette prétention me paraît absolument insoutenable, et j'espère que la nouvelle administration à Ottawa rendra justice à la province sans retard, bien qu'il soit à regretter qu'au dernier moment, lors de l'audition par le comité judiciaire du Conseil privé de l'appel d'un jugement de la Cour suprême, sur une adjudication des arbitres, le gouvernement fédéral ait changé son attitude, qui avait jusqu'alors été favorable à nos intérêts, et nous ait ainsi, en réalité, enlevé l'avantage de son appui.

Le revenu, sous ce titre, fut conséquemment moindre que les déboursés de \$46 000.83, représentant les intérêts pour une année sur les fonds en fidéicommis et un versement semi-annuel sur le fonds des écoles communes, sur lequel on a toutefois reçu depuis \$25 385.11.

L'autre item sur lequel les recettes ne se sont pas élevées au montant anticipé, a été celui de l'intérêt sur les \$7 000 000.00 que la Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique doit encore sur le prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Le montant de la diminution de ce chef est de \$36 942.02, laquelle s'explique par la réduction du taux d'intérêt en vertu d'un contrat intervenu entre la compagnie et le gouvernement, le 7 février 1895.

A ce sujet, je désire dire seulement que cet arrangement me paraît avoir été avantageux; en vertu du contrat qui existait précédemment, la compagnie avait le droit de payer sa dette en aucun temps. Je ne crois pas qu'il eût été difficile pour elle d'obtenir l'argent nécessaire pour nous payer sur des débentures à un taux d'intérêt moindre de 1 pour cent que celui qu'elle nous payait; tandis que de notre côté, nous aurions difficilement pu placer ces \$7 000 000 à 4 pour cent. D'après le dernier arrangement, la compagnie doit nous payer 4 1/20 pour cent, jusqu'au 1er mars 1904, sur une somme de \$7 000 000. A cette date elle aura le droit de nous payer \$3 500 000.00 sur le capital, mais elle devra continuer à nous servir les intérêts sur la balance de \$3 500 000.00 au même taux jusqu'au 1er mars 1906. Sur l'item des intérêts sur prêts et dépôt, le montant reçu a été de \$6 562.21 au-dessous des prévisions; ceci est dû à une diminution du taux des intérêts et aux variations du montant en espèces, au crédit de la province dans les banques. Il est toujours difficile de prévoir avec précision les recettes de ce chef.

Un autre item sur lequel les prévisions de l'extrésorier n'ont pas été réalisées est celui des licences sur les manufactures et le commerce, lesquelles ont rapporté \$45 271.48 au-dessous du montant anticipé; cependant une grande partie de cette somme constitue un actif disponible, vu qu'on est à faire les rentrées. J'espère que tout ce qui est dû sera bientôt payé.

L'impôt sur les mutations d'immeubles a aussi rapporté \$15 745.50 de moins que le montant anticipé. Ceci doit être, sans doute, attribué en partie à l'état peu favorable du marché pour les immeubles et aussi au fait que l'on croyait généralement que le gouvernement abolirait cette taxe le plus tôt possible, croyance qui a, du reste, été justifiée par l'action du gouvernement et de la Législature durant la présente session.

Le revenu résultant des contributions des municipalités pour le maintien des aliénés et celui des détenus dans les écoles de réforme et d'industrie a aussi été moindre que le montant anticipé, de \$17 416.31 et \$5 133.24 respectivement.

Sur les items suivants, les recettes sont restées au-dessous des prévisions comme suit:

Revenu casuel	\$ 3 619.15
Contributions des compagnies d'assurances provinciales	100.00
Contributions au fonds de pensions au service civil	971.23
Remboursements de la taxe sur les subsides de chemins de fer	26 714.38

Quant à ce dernier item, je dois dire que la perception de la taxe sur les subsides de chemins de fer est devenue difficile, par le fait que le statut l'imposant, adopté en 1890, sous l'administration de feu l'honorable M. Mercier, a été déclaré vague et insuffisant par les tribunaux. Cette loi a été amendée en 1895, mais plusieurs des compagnies intéressées s'opposent encore au paiement de la taxe. Le gouvernement n'a aucun doute, toutefois, quant à l'efficacité de la loi actuelle.

Voilà, je crois, tout ce qu'il y a à dire sur les items au sujet desquels les prévisions de mon prédécesseur n'ont pas été entièrement réalisées.

En somme il traitait de recettes évaluées à \$4 255 499.42. Sur les items mentionnés plus haut,

les recettes ont été de \$204 476.35 moindres que ses prévisions, soit un écart de moins de 5 pour cent de la somme totale du revenu qu'il avait à évaluer. Si on considère que notre jugement ne saurait être infaillible, il faut admettre M. l'Orateur, qu'il ne s'est pas beaucoup trompé en calculant les recettes pour une époque qui était encore éloignée de plus d'une année du moment où il parlait. N'oublions pas aussi qu'il avait évalué un revenu qui est naturellement très variable, et qu'en dépit de tout, les écarts sont dus à des circonstances en dehors de son contrôle.

Je passe maintenant, M. l'Orateur, aux items sur lesquels les recettes pendant 1895-96 ont dépassé le montant des prévisions budgétaires. Une étude de cette partie du discours de mon prédécesseur devra convaincre cette Chambre qu'il avait évalué le revenu probable avec sincérité, et que, s'il est trompé, c'est plutôt du côté de la prudence.

Je me contenterai de mentionner ces excédents, les chiffres sont suffisamment convainquants:

Excédent des recettes sur les prévisions.	
Terres de la couronne	\$109 260.19
Administration de la justice, y compris la vente des timbres	16 012.41
Licences	44 570.90
Taxes directes sur les corporations commerciales	8 643.86
Taxes directes sur certaines personnes	2 507.67
Droits sur les successions	13 365.33
Pourcentages sur les honoraires d'employés publics et les renouvellements d'hypothèques	141.11
Législation, honoraires sur bills privés et vente des statuts	1 491.51
<u>Gazette officielle</u>	1 682.60
Loyers d'édifices publics	63.60
	<hr/>
	\$197 739.18

A ce montant il faut ajouter les recettes suivantes qui n'étaient pas comprises dans les estimations, savoir:

Travail des prisonniers	\$ 52.01
Honoraires pour l'inspection des chemins de fer	492.00
Emprunt de l'incendie de Québec	200.00
Prime sur échange	29.00
Loyer de la propriété du château Frontenac	244.70
Remboursements de crédits non dépensés	21 897.81
	<hr/>
	\$22 915.52

Formant en tout un total de \$220 654.70, lequel excède de \$16 178.35 le montant des déficits, dans les recettes prévues, que j'ai déjà mentionnés.

L'honorable M. Taillon évaluait les dépenses pour 1895-96 à \$4,222,110.97. Dans ce montant il comprenait la somme probable des remboursements de garanties de chemins de fer de \$268 235.62. Déduction faite de cet item les dépenses prévues se seraient donc élevées à \$3 953 875.35. Les dépenses réelles, non compris

le remboursement des dépôts de garantie de chemins de fer, ont été de \$4,099,707.00. Dans ce montant on comprend la dépense extraordinaire pour travaux publics qui a dépassé les prévisions de \$145 831.65. Toutefois on compte dans ce montant \$59 518.40 payés à même les recettes des percepteurs du revenu provincial et des shérifs, lequel montant apparaît dans l'état des recettes. Le véritable excédant des déboursés sur les prévisions est donc de \$86 313.25. L'état détaillé des différents items constituant cet écart est comme suit:

Montant dépensé en plus des prévisions.

Administration de la justice	\$ 2 004.28
Agriculture, immigration et colonisation	52 414.09
Edifices et travaux publics:	
ordinares	1 837.44
extraordinaires	26 985.34
Services divers	36 681.29
	<u>\$119 922.44</u>

Balances de crédits non dépensés.

Dette publique	\$29 287.45
Législation	2 145.63
Gouvernement civil	2 175.87
Instruction publique, etc	0.24
	<u>\$ 33 609.19</u>
Excédent des déboursés sur les prévisions	\$ 86 313.25

On verra que les augmentations les plus considérables sont celles qui ont rapport à l'agriculture, à l'immigration et à la colonisation et aux dépenses extraordinaires pour édifices et travaux publics, ainsi que pour les services divers, et sous ce dernier titre sont compris, les déboursés imprévus dans le département des Terres de la couronne pour l'arpentage des terres publiques. Cette dépense doit être considérée comme utile et rapportera ce qui a été avancé. On comprend aussi sous ce titre \$11 562.00, don fait aux victimes des incendies, des inondations et de la famine, secours qui était devenu nécessaire à ceux qui avaient souffert d'une épreuve de la Providence. Tout ce que nous pouvons espérer c'est que ces sortes de dépenses apparaissent le moins souvent possible dans le budget.

Quant à l'excédent de déboursés compris dans le tableau ci-dessus et attribuable aux travaux publics (extraordinaires) on y comprend \$14 086.35, balance due à M. Vallières, en vertu de la décision des arbitres; \$9 900.00 pour une voûte de sûreté au palais de justice de Montréal, et \$3 000.00 pour un pont sur la rivière du Sud, à Saint-Pierre.

Pour ce qui regarde les dépenses moins élevées que les estimations, la principale économie se rapporte à la dette publique. Lorsque mon prédécesseur prépara son estimation du service

des intérêts sur les emprunts à être faits il calcula que la province aurait à payer de 4 1/2 à 5 pour cent. Un emprunt temporaire de 300 000 livres sterling, égal en chiffres ronds à \$1 500 000.00, a été placé à un peu moins que 3 3/4 pour cent par année. Cette opération démontre non seulement l'excellente position financière qui a été faite à la province sous l'administration conservatrice actuelle, mais aussi le soin que l'on a apporté à réduire, autant que possible, les frais d'intérêt.

Ceci m'amène à parler de l'emprunt de 1896 et de l'emploi de l'argent qu'il a rapporté. Comme cet emprunt, s'élevant à 620 000 livres sterling, ou à près de \$3 017 333.33, est le dernier fait en vertu de l'acte 54 Victoria (1890), chapitre 2, on me permettra de discuter tous les emprunts faits sous cette loi. Par l'acte cité, le lieutenant-gouverneur en conseil était autorisé à emprunter, de temps à autre, selon que les besoins de l'administration l'exigeraient, une somme n'excédant pas dix millions de dollars, pour laquelle des titres ou débentures ne portant pas plus d'intérêt par année seraient émis. Le gouvernement de ce temps-là mit dans le préambule de l'acte un état des divers montants qui constituaient alors la dette flottante de la province. Ces montants formaient un total de \$10 862 355.86, dont voici le détail:

(a) Mandats impayés au 30 juin 1890	\$ 112 571.45
(b) Dépôts temporaires	261 361.27
(c) Dépôts en garantie des compagnies de chemins de fer	1 916 685.98
(d) Subventions en argent accordées aux chemins de fer, mais non encore gagnées	\$1 367 737.92
Les premiers 35 centins par acre des subventions en terres accordées aux chemins de fer, et converties mais non encore gagnées .....	.865 159.96
Les premiers 35 centins par acre des subventions en terres accordées aux chemins de fer, et qui peuvent être converties .....	.665 350.00
	<hr/>
(e) Dettes pour terres et autres, chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental	\$2 898 247.88
(f) Perte sur le dépôt fait à la Banque d'Echange, à être remplacé au fonds d'amortissement en vertu de la loi 45 Victoria, chapitre 21	122 364.00
(g) Somme due au comité protestant de l'instruction publique en vertu du règlement de la question des biens des Jésuites .....	.27 000.00
(h) Dépense spéciale prévue pour 1890-91, en vertu de la loi 53 Victoria, chapitre 1 .....	.62 961.00
	<hr/>
	\$ 912 183.00
	<hr/>
Moins l'encaisse au 1er juillet 1890	\$6 313 374.58
	<hr/>
	525 344.43
	<hr/>
	\$5 788 030.15
(i) Dépense spéciale supplémentaire prévue pour 1890-91	115 448.71
(j) Dépense spéciale supplémentaire prévue pour 1891-92	\$ 838 555.00
Moins les crédits votés de nouveau	280 000.00
	<hr/>
	558 555.00
(k) Subventions en argent aux chemins de fer, tel qu'exposé dans les résolutions adoptées par l'Assemblée législative, le vingt-troisième jour de décembre 1890	\$2 544 270.00
Les premiers 35 centins par acre des subventions en terres aux chemins de fer, tel qu'exposé dans les résolutions adoptées par l'Assemblée législative, le vingt-troisième jour de décembre 1890	1 856 050.00
	<hr/>
	4 400 320.00
	<hr/>
Formant un total de	\$10 862 353.86

"Attendu que les obligations non contestées de la province, mentionnées dans le préambule de la loi 50 Victoria, chapitre 2, s'élèvent à \$4 037 624.89, en sus des réclamations contestées existant avant le 29 janvier 1887, et sur lesquelles des montants considérables ont été payés depuis, sans qu'il y eût été pourvu par ledit emprunt;

"Attendu que le produit de l'emprunt fait en vertu de l'acte susdit a été de \$3 378.332.50;

"Attendu que la construction de ponts en fer et de grandes routes de colonisation; le maintien des écoles du soir pour les classes ouvrières des villes et des campagnes, les crédits spéciaux et nouveaux pour aider davantage les écoles élémentaires primaires, et la construction de couvents, de collèges et d'académies pour l'instruction secondaire et l'empierrement des chemins dans les municipalités rurales ont nécessité et vont nécessiter des dépenses importantes;

"Attendu que des crédits nouveaux, s'élevant à plusieurs millions de piastres seront votés pendant la présente session étant indispensables au couronnement de la politique de chemins de fer, sanctionnée par les Législatures précédentes;

"Attendu que d'autres dépenses imputables au capital, sont devenues nécessaires dans les circonstances et sont requises dans l'intérêt public."

On voit par ceci que si, la politique du gouvernement d'alors avait été suivie, les \$10 000.000.00

n'auraient couvert qu'une partie des dépenses projetées, puisqu'ils ne suffisaient pas même pour payer la dette flottante.

"Attendu que des crédits de chemins de fer ont été votés en 1888 pour un chiffre d'environ \$3 000 000.00;

"Attendu qu'une nouvelle dette de \$462 911.00 a été créée par la loi 51-52 Victoria, chapitre 13, pour obtenir le règlement final d'une question pendante depuis près d'un siècle, sur la cession des biens dits "biens des Jésuites," estimés à plusieurs millions de piastres, et que la part aux institutions catholiques à la suite de cette session, savoir: \$400 000.00 a été payée;

"Attendu qu'il est devenu nécessaire de construire une prison nouvelle, d'agrandir et de réparer le palais de justice et les écoles normales à Montréal; de bâtir de nouveaux palais de justice dans les comtés d'Ottawa et de Pontiac, et une nouvelle école normale à Québec; de racheter des débetures émises par la ville de Fraserville pour la construction d'un palais de justice à cet endroit, de construire des voûtes de sûreté et de faire de grosses réparations urgentes dans les palais de justice des districts ruraux; et que des sommes considérables sont requises à ces fins;

"Attendu que cette province pourrait être appelée à pourvoir à la construction ou à l'achat d'un ou de plusieurs asiles d'aliénés en temps utile

pour l'expiration des contrats actuels d'affermage;

En vertu de cette loi, le trésorier du temps, le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) négocia un emprunt de \$3 860 000.00 portant intérêt à 4% par année, avec le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, en juillet 1891. Cet emprunt rapporta, déduction faite de l'escompte et de toutes les dépenses, \$3 657 937.37, soit à peu près 94 3/4 pour cent, mais l'emprunt n'était que pour deux ans, de sorte que pour avoir l'usage de cet argent durant vingt-quatre mois nous étions obligés de payer plus de \$200 000.00 à part l'intérêt à 4% sur le plein montant de l'emprunt. Lors de l'échéance de cet emprunt en juillet 1893, il eût été impossible, vu la grande crise financière qui existait alors dans le monde entier, crise accentuée par la faillite des Barings de Londres et celle des principales banques de l'Australie, et marquée par la dépréciation des meilleurs titres, il eût été absolument impossible, dis-je, de négocier un emprunt à long terme à des conditions avantageuses, et un emprunt temporaire à 4% fut fait pour remplacer l'ancien. Cet emprunt fut placé à 94. L'émission de débentures s'éleva à \$4 106 461.00 et elle rapporta \$3 849 306.27.

En décembre 1894, M. Taillon se trouvant dans l'obligation de rencontrer ce montant, fit son emprunt de \$5 332 976, pour lequel il a été si sévèrement critiqué. Mais, M. l'Orateur, je désire attirer l'attention sur un ou deux faits se rapportant à cet emprunt et sur le taux d'intérêt auquel il fut placé, ce qui mérite considération. D'abord le taux de l'intérêt n'était, et n'est encore que de 3 pour cent. Jamais avant, la province ne s'était aventurée à offrir ses titres sur les marchés monétaires du monde à un taux plus bas que 4 pour cent; cependant c'est une des choses les plus avantageuses pour un pays d'obtenir l'intérêt le plus bas possible sur sa dette. Il serait à désirer, M. l'Orateur, que toutes nos débentures ne portassent pas plus de 3 pour cent; il en résulterait des avantages multiples pour la province et certainement, à l'avenir, aucun trésorier ne songerait à payer un taux plus élevé. Si les garanties que nous avons à offrir valent quelque chose, nous payons certainement un taux trop élevé sur nos anciens emprunts.

N'oublions pas non plus que l'emprunt en question n'est payable qu'en soixante ans. Or, j'affirme, M. l'Orateur, et je ne crois pas que l'on me contredise en cela, que la valeur actuelle d'un titre portant 3 pour cent d'intérêt et payable dans soixante ans, doit être de 77, afin de rapporter 4 pour cent au porteur; c'est-à-dire, si on veut préciser, 77.32. En d'autres mots la vente à 77 pour cent d'une débenture de 100 livres sterling, portant 3 pour cent d'intérêt et payable en soixante ans, équivaut à la vente d'une débenture de 4 pour cent au pair. Or, M. l'Orateur, cette province n'avait jamais pu, avant cette année, placer ses 4 pour cent au pair. Nous avons obtenu 94 et 95, comme je viens de le dire ci-dessus, mais nous

avions à accepter cette somme pour la période insignifiante de deux ans; et en réalité nous payions alors un taux usuraire. Six pour cent d'escompte, plus 8 pour cent d'intérêt pour deux ans, équivaut à 14 pour cent, pour l'usage de l'argent durant deux années. Puis dans quel état se trouvait alors le crédit de la province? Les finances se renseignent sur la valeur des titres qu'on leur offre, sur les obligations de l'emprunteur auquel ils font des avances, et peut-on croire, après avoir lu les chiffres que je viens de citer, que le crédit de la province était alors très bon. M. l'Orateur, je ne veux pas me prononcer sur la transaction, mais je dois dire que, quand on la compare à celles qui l'avaient précédé et que l'on considère l'état du crédit de la province; l'emprunt en question nous apparaît tout autre que ce que les critiques financiers et les adversaires politiques ont voulu nous le représenter.

Le premier mars 1894 un emprunt de 600 000 livres sterling, portant 4 pour cent d'intérêt, fut placé sur le marché de Londres à 94, qui rapporta \$2 744 800, et le 1er mai 1896, M. Taillon plaça le dernier emprunt de 620 000 livres sterling à 5 pour cent de prime. C'est le premier emprunt sur lequel la province ait obtenu une prime.

Le crédit de la province ne paraît pas avoir été déprécié dans l'intervalle, mais nous n'entendons pas de félicitations de la part de ceux qui étaient si disposés de critiquer.

Maintenant, M. l'Orateur, voilà tous les emprunts qui ont été négociés en vertu de l'acte de 1890. Qu'a-t-on fait de l'argent qu'ils ont rapporté?

Dans les dépenses énormes qui étaient indiquées par cette loi, on remarquera un item de \$912 183.00 (pas tout à fait un million), qui était porté pour les dépenses spéciales de l'année 1890-91, dont les détails apparaissent dans le budget de l'année précédente, 53 Victoria, chapitre 1, et aussi dans le budget supplémentaire qui pourvoyait à une dépense de \$115 448.71, formant un total de \$1 027 631.71.

Cela faisait prévoir de larges dépenses et comprenait un montant de \$400 000.00 pour une nouvelle prison à Montréal.

Cette prison était nécessaire, mais elle ne fut pas construite, et avant le 30 juin 1891, c'est-à-dire, avant la fin de l'exercice pour lequel ces montants avaient été votés, \$820 254.00 avaient été dépensés, de sorte qu'il ne restait plus que \$207 377.00 pour construire la prison de \$400 000.00. Il fallait trouver de l'argent pour tous ces projets et pour les subsides. Le député de Québec-Est négocia l'emprunt de Paris, dont j'ai parlé, lequel fut payé au moyen de l'emprunt à brève échéance de 1893, lequel fut à son tour remboursé avec le premier emprunt de M. Taillon en décembre 1894.

Les montants reçus du 30 juin 1892 au 30 juin 1896, des émissions d'emprunts, non compris les dépenses faites à même le fonds consolidé, sont comme suit:

Emprunt de 1893	\$3 860 073.34	
Emprunt de 1894	2 744 800.00	
Emprunt de 1894, Paris	4 106 391.52	
Emprunt de 1896, Partie de l'emprunt émis au 30 juin 1896	2 044 000.00	
		\$12 755 264.86
De ce montant on a remboursé à échéance les emprunts suivants:		
Emprunt de 1891	\$3 860 000.00	
Emprunt de 1893	4 106 461.00	
		7 966 461.00
		\$ 4 788 803.86
A ce montant on doit ajouter l'argent en caisse, le 30 juin 1892		
	\$1 331 855.29	
Moins les mandats non payés	555 028.10	
		776 827.19
		\$5 565 631.05
De cette somme on a payé:		
Les emprunts temporaires non remboursés le 30 juin 1892	\$1 550 000.00	
Subventions de chemins de fer	2 868 631.90	
Québec, Montréal, Ottawa et Occidental (chemin de fer de)	61 956.39	
		4 480 588.29
Laissant une balance de		\$ 1 085 042.76
qui se compose comme suit:		
Les dépenses totales, non compris les emprunts temporaires, les subsides de chemin de fer et le chemin de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, mentionnés ci-dessus, du 30 juin 1892 au 30 juin 1896, se répartissent comme suit:		
Dépenses ordinaires, y compris \$303,679.99 de l'emprunt de 1880, racheté	\$15,913 699.67	
Dépenses extraordinaires	840 203.69	
Emprunts et dépôts	191 747.14	
Dépôts de garanties de chemins de fer	1 018 987.04	
		\$17 964 637.54
Le revenu total du 30 juin 1892 au 30 juin 1896 a été:		
Ordinaire, y compris les nouvelles taxes	\$17 192 981.43	
Extraordinaire	109 261.33	
Emprunts et dépôts	188 293.13	
Remboursement au fonds d'amortissement	736.10	
		\$17 491 271.99

Déficit du revenu pour payer les dépenses totales, à part les chemins de fer et les emprunts temporaires	473 365.55
Argent en caisse le 30 juin 1896	784 799.49
Moins les mandats non payés	173 122.28

611 677.21

Le 30 juin 1887, la dette consolidée de la province était de	\$ 1 085 042.76
et pour les emprunts temporaires et dépôts de	\$18 127 273.33
	<u>1 329 105.25</u>

Faisant un total de	\$19 456 378.58
Le 30 juin 1892, la dette consolidée était de	\$25 175 320.01
et pour les emprunts temporaires et dépôts de	3 555 943.48
	<u>\$28 731 263.49</u>

Une augmentation de \$9.274.844.91 en cinq ans.

Le 30 juin 1887 le passif pour les subventions de chemins de fer, se rattachant aux premiers 35 centins sur les terres qui avaient été convertis était de	\$1 019 521.70
Pour les premiers 35 centins qui pourraient être convertis	454 300.00
Pour les subventions en argent	530 107.25

Faisant un total de \$2 003 928.95

Le 30 juin, 1892, notre passif ayant trait aux mêmes sujets était de:	
Pour les premiers 35 centins convertis	\$1 434 370.19
Pour les premiers 35 centins qui pourraient être convertis	1 308 300.00
Pour les subventions en argent	2 879 118.91

Faisant un total de \$5 621 789.40

Le 30 juin 1896 notre passif dans le même genre était de:

Pour les premiers 35 centins convertis	\$ 226 427.72
Pour les premiers 35 centins qui pourraient être convertis	57 750.00
Subventions en argent	528 180.42

Faisant un total de \$ 812 358.14

Les mots sont inutiles. De tels chiffres parlent plus éloquemment que n'importe quel langage dont je pourrais me servir.

Avant de clore mes remarques sur les comptes de l'année qui vient de finir, je puis établir un court état des recettes et dépenses de cette année sous forme de comparaison avec celles de l'année précédente (1894-95), dont plus amples détails seront donnés dans les états qui seront mis devant la Chambre et distribués.

Les paiements pour 1894-95 ont été de	\$4 506 633.31
Les paiements pour 1895-96 ont été de	4 415 268.52

Les recettes pour 1894-95 ont été de	4 343 971.65
Les recettes pour 1895-96 ont été de	4 359 594.91

Nous devons nous attendre à une diminution de nos recettes, cette année, résultant de l'abolition des impôts sur les mutations de propriétés, impôts dont mon prédécesseur comptait retirer \$200 000.00. Je ne crois pas que cet impôt rapportera plus de \$60 000.00 pour le temps qu'il a été en vigueur cette année. D'un autre côté nos recettes provenant des terres de la couronne ont été jusqu'à présent tout aussi bonnes que durant la période correspondante de l'année dernière, et

nous avions tout lieu de croire que nos recettes de cette source excéderont les prévisions de \$60 000.00. Nous avons déjà réalisé par les droits sur les successions, depuis le 1er juillet dernier, plus que la moitié du total que l'on avait cru pouvoir retirer pendant toute l'année fiscale. Quoique ma satisfaction sous ce rapport soit tempérée par la pensée que la dette due par l'humanité entière à la nature, a été payée par plusieurs de nos citoyens les plus distingués, je crois que nous

devons conclure sans crainte que ces droits rapporteront, pour l'année, certainement \$20 000.00 au-dessus des prévisions. Nous réaliserons aussi, je l'espère, \$30 000.00 de plus que ce qui avait été prévu des licences, et \$10 000.00 des intérêts sur dépôts, ce qui fait une augmentation totale de ces différentes provenances de \$120 000.00, c'est-à-dire \$20 000.00 seulement de moins que le montant que nous perdrons par l'abolition de l'impôt sur les mutations de propriété.

Nous devons aussi nous rappeler que l'item de \$25 385.11, qui a été retenu temporairement par le gouvernement fédéral, apparaîtra comme recette cette année.

Les estimations pour les dépenses de l'année 1897-98, se rapportant aux différents services auxquels elles ont trait, comme je l'ai dit, ont été mises devant la Chambre depuis quelques jours. Le sommaire des estimations des recettes et dépenses se compose comme suit:

ETAT E

Recettes probables, 1897-98

Puissance du Canada:

Subsides en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord	\$959 252.80
Intérêts sur fonds en fidéicommis	71 385.94
Subside spécial, 47 Victoria, chapitre 4	127 460.68
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Victoria, chapitre 8	119 700.00

\$1 277 799.42

Intérêts:

Intérêts sur prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa & Occidental	\$308 000.00
Intérêts sur prêts et dépôts	25 000.00

333 000.00

Terres de la couronne 1 067 700.00

Administration de la justice:

Timbres judiciaires	190 000.00
Honoraires judiciaires	14 000.00
Fonds des bâties et des jurés (Revenu net)	10 000.00
Entretien des prisonniers	10 000.00
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4 000.00
Amendes	500.00
Prison de Montréal	4 000.00
Autres prisons — Gain des prisonniers	100.00
Palais de justice de Montréal	3 000.00
Honoraires de grand connétable, Québec	500.00

236 100.00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des régistres de

Montréal, Québec et Lévis)	65 000.00
Licences, (Revenu net)	630 000.00
Taxes directes sur les corporations commerciales	150 000.00
Droits sur successions	200 000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics	8 000.00
Commissions sur renouvellements d'hypothèques	200.00
Entretien des aliénés	50 000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme	25 000.00
Législation	10 000.00
<u>Gazette Officielle</u>	22 000.00
Loyers d'édifices publics	1 000.00
Revenu casuel	3 000.00
Compagnies d'assurances provinciales, contributions	400.00
Contributions aux pensions, Service civil	1 000.00
Prime, escompte et change	1 000.00

4 086 199.42

Remboursement de taxes sur les subventions de chemins de fer 30 000.00

\$4 116 199.42

ETAT F

Dépenses probables, 1897-98		\$	cts.
Dette publique		1 524 621.53	
Législation		195 678.95	
Gouvernement civil		256 572.00	
Administration de la justice, etc.		575 390.00	
Instruction publique, etc.		380 260.00	
Agriculture, immigration et colonisation		288 800.00	
Travaux et édifices publics — ordinaires		114 501.79	
Institutions de bienfaisance (y compris les asiles d'aliénés)		339 375.75	
Services divers		367 700.00	
		<u>4 042 900.02</u>	
Travaux et édifices publics — extraordinaires	\$ 69 020.00		
Fonds du palais de justice, Aylmer	<u>1 574.00</u>		
			<u>70 504.00</u>
			<u>4 113 494.02</u>
Remboursement de dépôts de garantie de chemin de fer	287 693.99		
Subventions de chemins de fer et chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa & Occidental	<u>503 240.00</u>		
			<u>790 933.99</u>
			<u>\$4 904 428.01</u>

Dans ces états j'exclus des dépenses ordinaires le remboursement des dépôts de garantie des chemins de fer, et avant d'exposer la manière dont je me propose de traiter ce paiement, qu'il me soit permis, au risque d'ennuyer cette Chambre, de dire un mot ou deux d'explication sur la nature de ces dépôts et de l'obligation de la province à ce sujet, pour renseigner autant que possible ceux qui liront mes paroles, mais qui n'ont pas une connaissance aussi intime de cette question que ceux qui m'entourent.

Avant et durant l'année 1884, une loi fut adoptée qui permettait aux compagnies de chemin de fer ayant droit à une subvention, de la laisser entre les mains du trésorier de la province, ou de la compléter en déposant une somme additionnelle, et dans un tel cas le lieutenant-gouverneur en conseil était autorisé de garantir l'intérêt sur les bons

de la compagnie au taux et pour le nombre d'années que pourrait couvrir le montant produit par l'argent déposé, le subside et l'intérêt que le gouvernement recevrait sur les montants mis entre ses mains.

Le but de cette loi était bon en autant qu'il permettait à un chemin de fer, dont la construction était avantageuse à la province, de financer sur ses bons sans aucun risque pour la province, mise, dès le début, en possession de tout le montant garanti. Il est presque inutile de dire, toutefois, que ce n'était aucunement l'intention qu'un gouvernement dépensât l'argent reçu de cette manière ou qu'il empruntât en réalité des compagnies de chemins de fer.

Les dépôts suivants furent reçus aux dates et des compagnies de chemin de fer mentionnées pour pourvoir à ces garanties d'intérêt:

188		
29 décembre	Compagnie de chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean	\$1 552 394.00
1889		
20 août	Compagnie du chemin de fer de Témiscouata	644 573.45
13 septembre	Compagnie de chemin de fer de Montréal et du Lac Maskinongé	32 703.00
1890		
5 août	Compagnie de chemin de fer de Témiscouata	<u>278 260.00</u>
Total.....		<u>\$2 508 190.45</u>

Ces montants, au lieu d'être laissés en dépôt, comme la loi le voulait clairement, ont été dépensés par le gouvernement avant le mois de décembre 1891, et nous avons eu depuis à rencontrer, du mieux que nous l'avons pu, les paiements d'intérêt garantis sur les bons. En 1890, quand la loi autorisant l'emprunt de \$10 000 000.00 fut passée, le montant dû à ce sujet s'élevait à \$1 916 685.98. Le 30 juin 1892, il n'avait été réduit que de \$174 647.45, laissant une balance de \$1 742 038.43.

Le 30 juin dernier, il était de \$723 051.39, et le dernier paiement sera effectué en janvier 1899.

Le trésorier, en 1890, avait l'intention manifeste de contracter un emprunt afin de les rembourser. Depuis 1892, ils ont été classés comme dépense ordinaire devant être payée à même le revenu; mais quoique je ne critique pas cette manière de les envisager, ils sont autant le remboursement d'un emprunt que le remboursement d'aucune partie de notre dette publique.

Il nous reste en caisse une somme de \$1 000 000.00 provenant du dernier emprunt de 1896. Je me propose de pourvoir à ce qui reste à payer en remboursement de ces dépôts de garantie en appliquant un montant nécessaire pris à même notre dernier emprunt. Je crois qu'en agissant ainsi nous agissons dans les meilleurs intérêts de la province et nous nous rendons aux désirs de la majorité de la population, en ce que cela nous permet d'abroger les licences de manufactures et de commerce et l'impôt sur les immeubles. Si ces impôts avaient continué d'exister, nous aurions pu sans aucun doute continuer à rembourser les dépôts à même le revenu. Comme nous nous proposons d'effectuer les paiements de ces dépôts qui sont encore dus, ils n'apparaîtront pas à l'avenir comme payables à même le revenu.

J'estime le revenu ordinaire à \$4 116 199.42
Et les dépenses ordinaires à 4 042 900.02

Laissant un surplus de revenu ordinaire
sur dépenses ordinaires de \$ 73 299.40

Les dépenses totales, non compris
les subsides de chemins de fer
et le remboursement des dépôts
de garantie des chemins de fer,
et déduction faite des dépenses extra-
ordinaires et du fonds du palais de
justice d'Aylmer, sont de \$4 113 494.02

Ce qui laisse un surplus de \$ 2 705.40

Il est évident que nous perdrons, à l'avenir, le revenu produit par les impôts sur les mutations d'immeubles et les impôts directs sur certaines personnes et sur les licences de commerce et manufactures. La perte sur les premiers est considérable, comme je l'ai déjà indiqué, en parlant de l'année courante. Ils rapporteraient près de \$200 000.00 par an, et si nous avions continué à rencontrer les paiements du remboursement des dépôts de garanties de chemins de fer, à même le revenu, pour la courte période qui reste pendant laquelle ils sont payables, nous aurions difficile-

ment pu nous croire justifiables d'abolir cette taxe aussitôt. Toutefois, lorsqu'elle fût imposée, l'administration d'alors promit de la faire disparaître aussitôt que possible, et nous nous sommes efforcés de remplir ses promesses.

L'impôt a été ressenti indirectement par d'autres que les simples vendeurs ou acheteurs de terrains. Dans les villes surtout, il a été ressenti par les constructeurs, les pourvoyeurs de matériaux de construction, les artisans et les ouvriers. Cela restreignit la vente, la seconde vente et la subdivision de vastes terrains qui, autrement, auraient pu être vendus de nouveau. C'était un mal nécessaire pour le temps, mais nous ne sommes pas moins heureux de l'abroger, et j'ose espérer que son imposition pourra avoir le salutaire effet d'impressionner ceux qui en souffraient de la nécessité d'une administration économe, et que la leçon ne sera pas oubliée de sitôt.

Le surplus du revenu sur les dépenses devrait être augmenté par l'économie qui pourrait être faite sur les intérêts par la conversion projetée de la dette provinciale. Je n'ai pas l'intention de traiter longuement ce sujet, qui a été amplement discuté dernièrement devant cette Chambre, mais comme je l'ai alors déclaré, je crois que l'économie actuelle de l'intérêt devrait être d'environ \$200 000. Pour le moment, toutefois, je dois mettre les dépenses probables de ce chef au montant d'intérêt que nous payons *présentement*.

Quant à ce sujet, M. l'Orateur, je ne puis que répéter maintenant ce que j'ai dit au cours du débat précédent, que nous ne laisserons pas à la postérité une dette plus considérable, ou que l'acte que vous avez sanctionné force le gouvernement à pourvoir à un fonds d'amortissement qui suffira, au même taux d'intérêt que porteront les nouvelles valeurs, à éteindre le surplus de la dette à l'échéance. J'ai pourvu à cela en calculant l'économie qui devra s'effectuer.

Nous avons établi à \$1 067 700.00 le revenu probable des terres de la couronne et nous osons espérer qu'ils excéderont ce montant.

L'estimation pour 1895-96 était de \$ 936 050.00
Le revenu réel pour 1895-96.1 045 310.19

Les recettes du département pour l'année courante n'accusent aucune diminution sur la période correspondante de l'an dernier et il n'existe aucune raison pour que le revenu de nos vastes ressources naturelles n'aille toujours en augmentant. Avec une administration éclairée et une exploitation prudente, nos forêts, pêcheries et terres deviennent d'année en année plus recherchées et plus appréciées. Un revenu considérable est maintenant perçu pour le droit de pêcher dans nos eaux intérieures. Nous recevons maintenant \$6 200.00 par année pour loyer d'une rivière qui ne rapportait il y a quelques années que \$500.00, et je crois que lorsque le présent contrat sera expiré, elle pourra rapporter \$10 000.00.

Le revenu des pêcheries en 1883, la première année après la confirmation des droits de la province dans les eaux intérieures, par le juge-

ment dans la cause de la reine et Robertson, était de \$4 869.00, l'an dernier il a été de \$20 823.00. Les droits des provinces dans ces eaux ont été reconnus et augmentés par un récent jugement de la Cour suprême. Ce dernier jugement nous est important, car il confirme les droits des provinces sur les grèves et battures dans les eaux navigables, qui avaient été réclamées par le Dominion.

Il y a peut-être des personnes dans cette Chambre et en dehors qui regretteront la liberté qu'ils avaient de jeter l'appât aux poissons de nos lacs et rivières, mais j'espère qu'ils seront assez patriotes pour se réjouir de ce que nous pourrions tirer de leur sport quelque revenu pour la province.

Le 28 mai 1896, sous l'administration du député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), il fut fait une vente de droit de coupe de bois sur 277 milles des terres vacantes de la couronne, situées dans les agences du haut de l'Ottawa, du Saguenay, de Rimouski, de Bonaventure et de Gaspé.

Ces limites ont été vendues par encan public, sans partialité ou faveur, et adjugées aux plus hauts enchérisseurs. Le montant réalisé comme bonus et loyers de terrain pour la première année a été de \$70 371.93, ce qui indique des prix qui n'ont jamais été réalisés sur ventes de limites de bois par la couronne dans la province de Québec, le plus haut bonus étant de \$950.00 par mille carré. Je crois, M. l'Orateur, que de tels prix peuvent être comparés favorablement avec ceux obtenus par notre province soeur d'Ontario, même pour les ventes qu'elle a faites dans ce qui est connu comme le "territoire contesté", qui depuis la Confédération jusqu'à il y a cinq ans, a été

réclamé par la Puissance, et sur lequel des licences avaient été accordées par les autorités fédérales; et pourtant ce territoire avait été complètement exploré et ces ressources étaient connues au temps des ventes par Ontario, après que le jugement du Conseil privé l'eût mis en possession de ce territoire.

Ce que j'ai dit au sujet des droits sur les successions, en parlant de l'année courante, est également applicable à l'année prochaine. Je crois que nous pouvons estimer sans crainte à \$200 000.00 le revenu de 1897 et 1898 provenant de cette source.

L'impôt sur les successions est maintenant presque universellement adopté par les états civilisés, et l'histoire de son application est une histoire de progrès. C'est dans l'ordre de la nature des choses qu'il en soit ainsi. A mesure qu'un pays croit, l'argent s'accumule et les fortunes augmentent. La modeste aisance d'aujourd'hui était une fortune il y a peu d'années encore, et comme cela va se transmettant sans cesse par les décès, le revenu de l'Etat, provenant de cette source, doit augmenter en proportion.

Il y a eu une augmentation de \$37 000.00 dans les estimations pour l'agriculture, l'immigration et la colonisation sur celles de l'année courante, mais un gouvernement ayant à coeur le développement du pays et le bien-être de sa population rurale, ne peut pas trouver une meilleure manière d'appliquer l'argent public.

J'ai l'honneur de vous soumettre, à présent, un état approximatif de l'actif et du passif, tels qu'ils étaient le 30 juin 1896.

Cet état de l'actif et du passif, au 30 juin 1896, fait voir que l'excédent du passif sur l'actif a été réduit durant l'année de la somme de \$369 203.77. La dette fondée a été augmentée du montant des bons de l'emprunt de mai 1896, émis et payés avant le 30 juin. \$1 946 666.67 Elle a été diminuée du montant des bons de 1880, rachetés .. 80 786.66 L'augmentation réelle est donc de. \$1 865 880.01 Les dépôts en fidéi-commis ont augmenté de \$11865 52.

Les emprunts temporaires, se montant à \$1 460 000 au commencement de l'année, ont été complètement payés.

Les dépôts de garantie des chemins de fer ont été diminués de \$268 241.39.

Le montant dû pour subsides aux chemins de fer est de \$240 568.11 moindre que l'an dernier.

Le chiffre des mandats impayés est de \$36 373.68 moins élevé, et l'argent en banque est de \$241 766.12 plus élevé qu'au 30 juin 1895.

Il y a, cependant, M. l'Orateur, un autre article qui ne paraît pas dans l'état ci-dessus du passif de la province, et qui, d'après moi, devrait y figurer, car c'est tout autant une obligation, bien que n'étant peut-être pas encore exigible qu'aucune de celles que je viens de mentionner; c'est une dette que la province sera certainement appelée à payer un jour ou l'autre. Je veux parler de la dette résultant du second paiement de 35 centins l'acre, provenant des subventions en argent accordées aux compagnies de chemins de fer, et qui ont été converties en argent en vertu de lois antérieures.

Permettez-moi, Monsieur, de dire quelques mots d'explication sur la nature et l'origine de cette dette qui doit être réglée sans délai si la province veut respecter ses engagements envers ses créanciers et éviter le reproche, qui ne lui a jamais été fait, de répudier ses dettes légitimes ou de refuser de les payer. Par différentes lois, des concessions considérables de terres furent faites aux compagnies de chemins de fer; les principales concessions furent faites par les lois 45 Victoria, chapitre 88 (1890).

Par le premier de ces statuts, tel qu'amendé par 49-50 Victoria, chapitre 77 (1886): "Le choix des terrains à donner ainsi en subsides, sera laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil, qui devra, autant que possible, les localiser le long de chaque ligne respectivement ou dans leur voisinage, et en blocs alternatifs de pas plus de deux milles carrés ou quatre milles en superficie, au temps et de la manière ci-après décrits."

Par l'Acte 49-50 Victoria, chapitre 76, il était décrété: "Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra convertir en tout ou en partie, tout subside en terre auquel une compagnie peut avoir droit en vertu du statut 45 Victoria, chapitre 23, ou en vertu de tout acte passé dans la présente session de la Législature, en un subside en argent, en payant une somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, au temps où ledit subside deviendra dû, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq cen-

tins l'acre, quand les terrains assignés à la compagnie auront été vendus et payés, conformément aux règles et règlements du département des Terres de la couronne, et sujet aux conditions propres à assurer la construction du chemin auquel ledit subside s'appliquera, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir, pourvu que les compagnies ayant droit à un subside en terre aient déclaré, dans le délai des deux ans qui suivront la passation du présent acte, leur option en faveur de ladite conversion dudit subside, par une résolution de leurs bureaux de direction régulièrement communiquée au gouvernement par l'intermédiaire du commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics."

On voit donc, 1. Que les subventions en terre devaient être, autant que possible, localisées en blocs alternatifs le long des voies ferrées auxquelles elles devaient bénéficier, et 2. Que dans ces concessions, l'intention était d'accorder des sections définies du domaine de la couronne, puisque des dispositions sont prises pour retenir, jusqu'à la vente des terres, le droit de la couronne de donner des permis de coupe du bois, et pour l'acquisition par les compagnies, à certaines conditions, de tous les minéraux qui pourraient être découverts sur les terres ainsi accordées. Il semble évident que toute compagnie ainsi subventionnée, qu'elle eut ou n'eut pas profité du privilège de convertir en argent son subside en terre, avait le droit de savoir où étaient situés les terrains qu'on lui avait donnés. Si la conversion était faite, elle ne pouvait pas savoir quand elle aurait droit de recevoir la seconde moitié des 70 centins l'acre, à moins que les terres fussent arpentées et localisées.

Le montant total des subventions en terre non périmées est, aujourd'hui, de 9 251 468 acres, au sujet desquelles les compagnies ont déclaré leur option pour une conversion en argent et 165 000 qui peuvent être converties. Sur ce montant, 4 529 460 acres furent accordés avant 1887, et 4 514 008 entre 1887 et 1892.

J'ai indiqué déjà quelle est la balance, sur les premiers 35 centins, qui reste à payer.

Les seconds 35 centins formeraient pour les subsides déjà convertis. \$3 238 013.95 Et pour ce qui reste dont la conversion est possible. 57 750.00

C'est là assurément une dette sérieuse qui doit être réglée. Elle paraît dans les comptes publics en relation avec l'état des subsides. Les compagnies de chemins de fer demandent à connaître où sont localisées leurs terres. Les arpenter coûterait près d'un million de piastres. La province ne peut pas obliger les compagnies de prendre les terres, même si les arpentages étaient faits. Elle n'aurait, il est vrai, à payer le montant que sur la vente des terres; mais, cette vente faite, le prix jusqu'à 35 centins l'acre, devrait être payé aux compagnies; et si la location de ces terres avait lieu, l'existence de pareille réclamation sur

une partie considérable du domaine public ne manquerait pas d'être une source de difficultés. Laisser cette réclamation sans la régler serait se perpétuer un fardeau que la province sentirait de plus en plus lourdement avec le temps et à mesure que notre territoire se peuplera davantage.

Si toutes ces terres étaient vendues à un prix moyen à peine suffisant pour payer les 35 centins l'acre, elles réaliseraient \$3 295 760.95, qui iraient entièrement aux compagnies, et la province aurait déboursé le coût des arpentages, et recevra, sans déduction, le plein montant obtenu par le prix des terres. Il me semble, Monsieur, que, tant au point de vue des affaires que de l'honnêteté, cette question devrait être réglée; et ce gouvernement, ainsi que l'a annoncé le discours du trône et les résolutions soumises à la Chambre, se propose de la régler, s'il peut le faire à des conditions avantageuses pour la province, ayant en vue l'intérêt et le bien-être des générations futures tout autant que les nôtres. Ce règlement entraînera assurément le paiement d'un montant additionnel d'intérêt sur les valeurs que nous pourrions avoir à émettre pour y faire face et dont le chiffre est, naturellement, difficile à prédire. L'autorisation qui sera demandée à la Législature limite le montant qui pourra être donné en règlement à cinquante pour cent de toutes les réclamations pour régler cette dette. Dans tous les cas, le montant annuel d'intérêt à ce sujet, ajouté à nos autres dépenses, n'excédera pas notre revenu si nos prévisions relativement à celui-ci se réalisent.

Les détails de cette question seront sans doute discutés plus amplement par l'honorable premier ministre, quand viendra le bill par lequel nous demandons l'autorité nécessaire pour faire ce règlement; mais j'ai cru qu'il était nécessaire de faire ces remarques en parlant du passif de la province.

L'aide que nous nous proposons de donner aux écoles élémentaires entraînera aussi une certaine dépense pour la province; mais, d'un côté ou l'autre de la Chambre, on ne récriminera pas, je crois, contre cette dépense. Nous voulons faire appel à toutes nos ressources pour encourager l'instruction primaire, et l'argent dépensé pour instruire la jeunesse d'un pays sera remboursé au centuple. Notre estimation des revenus justifiera, j'en suis certain, la dépense de montants considérables pour l'avantage de la génération qui pousse. Notre projet est de consacrer à cet objet, à même la vaste étendue de notre domaine public, quinze cent mille acres de terre dont le produit sera mis de côté et placé en un fonds des écoles communes. Le revenu du fonds ainsi créé sera appliqué à développer l'instruction primaire en aidant aux municipalités pauvres et aux classes ouvrières, en améliorant la condition des instituteurs des écoles primaires et en pourvoyant à la distribution gratuite de livres de classe. Il est proposé aussi que le gouvernement ait le pouvoir d'avancer à ce fonds une somme annuelle de cinquante mille piastres d'ici à ce que le revenu de ce fonds atteigne la somme de cinquante mille piastres par année. Cette mesure, nous l'espérons,

nous permettra d'aider matériellement à la cause de l'éducation.

Je crois avoir traité de tous les articles qui donneront lieu à des dépenses.

Je ne dois pas omettre de dire quelques mots des questions qui ont fait l'objet d'un arbitrage entre les provinces de Québec et d'Ontario et le Canada.

Depuis la date du mémoire de l'assistant-trésorier relativement à l'arbitrage et au règlement des comptes entre la Puissance et les provinces d'Ontario et de Québec, et entre ces deux provinces, qui fait suite au discours sur le budget de l'an dernier, il y a eu quatre réunions du Bureau des arbitres.

Une adjudication partielle, dans la cause du fonds des écoles communes, a été faite par les arbitres le 6 février. Les deux provinces de Québec et d'Ontario ont porté à la Cour suprême les parties de cette adjudication au sujet desquelles les arbitres ont déclaré qu'ils avaient procédé d'après leur propre interprétation des points de loi controversés, Ontario s'appuyant sur la prétention qu'il n'y a pas d'obligation de sa part relativement au fonds ou aux terres des écoles communes, et Québec, en maintenant la position qu'elle a toujours prise, qu'il ne devrait rien être déduit de ce fonds, pour le fonds des améliorations du Haut-Canada. L'audition de cet appel a été fixée à février prochain.

Adjudications ont été faites par les arbitres au sujet des réclamations indiennes dans lesquelles cette province est intéressée, et qui sont mentionnées dans le rapport de l'an dernier comme n'ayant pas été plaidées. Par ces adjudications, la réclamation faite au nom des Chippewas de la Thames et des sauvages Wyandotte, pour \$30 000.00 et intérêt, a été renvoyée; et celle qui a été faite au nom des Missaquas des lacs Rice et Scugog contre l'ancienne province du Canada, pour \$5.926.00, a été admise avec intérêt depuis le 1er juillet 1867.

Dans la cause des réclamations provenant des traités indiens Robinson, l'appel d'Ontario contre le jugement unanime des arbitres en date du 13 février 1895, au sujet de la responsabilité conjointe de Québec, pour toutes les plaintes qui seraient admises, a été maintenu par la Cour suprême, deux juges sur les cinq qui ont entendu la cause, dissidant au jugement. Appel de ce jugement a été porté au comité judiciaire du Conseil privé par le Canada et Québec. Au dernier moment, avant le temps fixé pour l'audition de l'appel, le gouvernement fédéral qui, dès le début de la cause, avait pris au sujet de la responsabilité de Québec la même position que le gouvernement de cette province, résolut de ne pas envoyer d'avocat du Canada pour plaider son appel. En conséquence, le gouvernement de cette province, vu le montant considérable en jeu et vu aussi le fait, que quatre avocats avaient été retenus par Ontario pour appuyer son appel, a cru qu'il était à propos d'envoyer l'honorable A.-R. Angers pour comparaître comme conseil avec le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall), pour notre province. La cause a

été plaidée les 11 et 12 novembre dernier. Jugement n'a pas encore été rendu.

Quel que soit le jugement, la cause devra retourner devant les arbitres, qui auront à déterminer les montants, s'il y en a, auxquels les Indiens ont droit en vertu des traités; et comme pour cela il faut s'assurer du nombre d'Indiens ayant droit à des annuités depuis 1850, et du revenu du territoire cédé depuis cette date, il reste encore beaucoup d'ouvrage à faire. Un progrès considérable a néanmoins été fait dans l'obtention des renseignements nécessaires.

En préparant l'état des comptes d'après les principes fixés par les arbitres, l'honorable M. Ross, M. Machin et M. Dickinson, nommés pour cela, ne s'accordèrent pas sur un certain nombre d'articles paraissant dans les comptes préparés jusque-là. Ces articles furent, en conséquence, déferés aux arbitres et une adjudication fut faite, le 20 juin dernier, décidant de quelle manière ces fonds devaient être traités. Il n'y a donc, en réalité, rien de neuf dans la voie d'un règlement final de ces comptes, si ce n'est les importantes questions du fonds des écoles communes et des réclamations provenant des traités indiens Robinson; et, comme la première comporte des paiements semi-annuels d'intérêt sur le fonds par le Canada, depuis la Confédération, et aussi le paiement par l'Ontario au Canada, de sommes provenant de la vente des terres des écoles communes, ainsi que le paiement à Québec de montants à compte d'intérêt sur le produit de ces ventes tant qu'Ontario le détenait; et vu que, de plus, le montant des réclamations indiennes est très important, tant en capital qu'en intérêt, il semble à peine utile de préparer un nouvel état de ces comptes avant que ces questions soient définitivement réglées.

Dans l'intérêt de la province, j'espère que la demande d'un réajustement des subsides payables par le Canada, en vertu de l'article 118 de l'Acte de la Confédération, sera favorablement accueillie.

En 1883, et de nouveau en 1887, à la réunion de la conférence interprovinciale, le sujet a été étudié et porté à la connaissance des autorités fédérales. Je n'ai pas l'intention de parler longuement de cette question, mais on me permettra de mentionner brièvement une ou deux des raisons qui justifient notre requête. Nous ne demandons pas comme des mendiants; mais nous demandons que les dépenses entraînées par l'administration des affaires publiques et qui sont divisées entre le Canada et les provinces, soient supportées par chacun dans une juste proportion.

Le fardeau du coût de l'administration de la justice et de l'entretien des aliénés reste sur les provinces. A mesure que la population augmente, il est malheureusement vrai que les dépenses de ces services publics augmentent aussi. L'étendue et la portée de la loi criminelle augmentent aussi constamment. Cela n'indique pas une diminution de la moralité, mais au contraire un sens plus élevé de la moralité, un discernement plus subtil

de la différence entre le bien et le mal. Il n'y a pas longtemps encore que nombre d'offenses, préjudiciables par leur nature même à la société, aux personnes ou à la propriété, n'étaient pas atteintes par le bras de la loi et les coupables échappaient à la justice. L'étendue et la portée de la loi criminelle, d'accord avec ce que je considère comme une amélioration du sens moral, résultant d'une civilisation plus avancée, atteignent aujourd'hui ces offenses, et la société se venge du tort qui lui est fait ou qui est fait à ses membres. Cela, tout nécessairement, rend plus lourd le coût de l'administration de la justice, et ce coût doit être supporté par la province, tandis que les lois criminelles sont faites par les autorités fédérales.

En 1868, le coût de l'administration de la justice, en cette province, était de \$322 236.24. L'an dernier, il a été de \$568 545.28.

Le coût de l'entretien des malheureux aliénés est un autre chapitre de dépenses qui a augmenté avec notre accroissement. En 1868, cette dépense se montait à \$97 946.53, et, l'an dernier, à \$283 000.

Or, Monsieur, lors de la Confédération, le droit de percevoir des revenus des douanes et de l'accise fut abandonné par les provinces et confié à la Puissance. C'était, réellement, la cession des deux principales sources de revenu, une perte qu'on supposait devoir être compensable par le subside accordé en retour aux provinces. Mais ce subside était fixe. Il fut établi à 80 centins par tête de la population telle qu'elle était en 1861. Cette population, naturellement, a augmenté, et nous espérons qu'elle continuera d'augmenter. A mesure qu'elle augmente, les revenus acquis au Canada, par les droits de douane et d'accise, doivent aussi augmenter; mais le subside reste le même. Le coût des services pour lesquels ce subside a été accordé, a aussi augmenté proportionnellement à l'accroissement de la population. En justice donc pour les provinces, nous avons confiance que les autorités fédérales rétabliront sur une base équitable les subsides payés aux provinces, et, en cela, ils se conformeront à l'esprit et à l'intention véritable des fondateurs de la Confédération des provinces canadiennes.

M. l'Orateur, je m'arrête. Je dois vous remercier, et remercier les honorables membres de cette Chambre pour la patience avec laquelle vous m'avez écouté, ainsi que la bonté avec laquelle vous avez accepté mes arguments. Je me doute bien que mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre attaqueront mes prémices et chercheront à démolir mes conclusions; mais ils sont confrontés avec des chiffres qui se justifient eux-mêmes. Nous approchons de la fin de la présente Législature, et avant que ces murs voient de nouveau une assemblée se réunir dans leur enceinte, le peuple aura parlé et indiqué son choix entre les deux partis politiques et les partis qu'ils représentent. J'ai confiance, Monsieur, et je crois que les principes qui gouvernent le grand Parti conservateur triompheront. Je crois que le passé de

nos adversaires est encore trop présent à la mémoire de l'électorat pour qu'ils puissent en effacer le souvenir par la critique d'actes isolés de ce gouvernement ou de ces prédécesseurs depuis 1892.

Monsieur, j'ai foi en ce pays, ses ressources, sa richesse et son avenir. Je ne quitte jamais son territoire sans rendre grâce, au retour, pour le magnifique héritage que la Providence nous a légué. Si nous considérons la richesse de notre sol et de nos forêts, les ressources de nos mines et de nos pêcheries, nous ne pouvons céder à nulle autre le titre de première province du Canada. Nos industries progressent et se développent; nos produits agricoles augmentent, deviennent chaque jour mieux connus et trouvent de nouveaux marchés, même en dehors du Canada; notre population est soumise aux lois et industrieuse; nous ne sommes menacés d'aucune invasion à mains armées, ou préoccupés de ces questions qui troublent les populations de pays plus vieux que le nôtre, et même quelques-uns de nos voisins, qui se disent nos supérieurs en richesse et en progrès. Nous pouvons nous diviser en partis politiques, ce qui est la conséquence inévitable du gouvernement constitutionnel, mais j'ai confiance, Monsieur, que nous ne nous diviserons jamais sur le terrain des questions de race ou de religion. Nous ne formons qu'un seul peuple, habitant un commun héritage; notre but et nos désirs devraient être d'améliorer cet héritage, de le développer et de le transmettre à nos successeurs et descendants, amélioré, agrandi et rendu plus propice encore à ceux qui y vivent. L'esprit de

parti devrait être exclu de ces questions qui profitent au peuple et améliorent sa condition. Quel que soit le parti qui sera au pouvoir, ses représentants dans le Conseil exécutif, j'en ai la ferme conviction, ne perdront jamais de vue le fait qu'ils ne sont que les mandataires du peuple, obligés par tous les liens de l'honneur, de la loyauté et du patriotisme d'administrer honnêtement le mandat qu'il leur a été confié. Nous demandons à cette Chambre, Monsieur, de voter les subsides à Sa Majesté pour ce qui sera la soixantième année de son règne, un règne glorieux dans les annales de l'histoire. Le commencement de ce règne a vu notre pays plongé dans une lutte pour la liberté constitutionnelle, lutte qui a eu pour résultat de faire accorder le principe du gouvernement constitutionnel aux provinces anglaises de l'Amérique du Nord et amené l'établissement de la Confédération, maintenant la Puissance du Canada. Nous jouissons librement et également des privilèges des sujets britanniques, et quelle que soit notre race ou notre nationalité, nous pouvons nous enorgueillir de ce que, durant le règne de Sa Majesté, nous avons façonné nous-même notre propre destinée, nous avons établi solidement nos institutions et nos lois et que nous sommes un facteur important dans le plus grand empire que le monde ait jamais connu, tout en étant, en réalité, indépendants en tout ce qui touche à notre propre gouvernement.

Monsieur, je propose maintenant que vous quittiez le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

ÉTAT A

Année.	Dépenses.	Recettes.	Déficit.
1889-90	\$4 969 489.68	\$3 588 920.50	\$1 380 569.18
1890-91	5 195 049.43	3 750 813.34	1 444 236.09
1891-92	5 236 768.62	3 494 117.60	1 742 651.02
1892-93	4 492 106.21	4 467 278.21	24 828.00
1893-94	4 550 629.50	4 320 427.22	230 202.28
1894-95	4 506 633.31	4 343 971.65	162 661.66
1895-96	4 415 268.52	4 359 594.91	54 673.61
			<hr/>
			\$5 473 365.55

Dans ce tableau on a inclus dans les recettes de 1890-91 la somme de \$278,520.00 de dépôts de garantie de chemins de fer. Sans cela, le déficit aurait été de \$1,722,756.09.

Les montants, provenant de nouvelles sources de revenu créées en 1892, inclus dans les recettes, sont comme suit:

1892-93	\$ 493 591.75
1893-94	518 406.11
1894-95	487 398.45
1895-96	444 856.02
	<hr/>
	\$1 944 252.33

ÉTAT B

1889-90

Dépenses:

Dépenses ordinaires (y compris \$62 133.95 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$3 881 672.95	
Dépenses spéciales	818 583.51	
Avances et paiements de fonds en fidéicommiss	14 163.98	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	255 069.24	
	<u> </u>	\$4 969 489.68

Recettes:

Revenu ordinaire	\$3 540 607.07	
Recettes provenant de ventes de propriétés	\$ 30 000.00	
Dépôts de fonds en fidéicommiss, recettes sur avances	18 313.43	
	<u>48 313.43</u>	
		3 588 920.50
Déficit		<u>\$1 380 569.18</u>

1890-91

Dépenses:

Dépenses ordinaires (y compris \$64 970 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 095 520.45	
Dépenses spéciales	820 254.15	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	222 097.41	
Avances et paiements de fonds en fidéicommiss	57 177.42	
	<u> </u>	5 195 049.43

Recettes:

Revenu ordinaire	\$3 457 144.32	
Dépôts de fonds en fidéicommiss et recettes sur avances	15 149.02	
Dépôts de garantie des chemins de fer	278 520.00	
	<u>293 669.02</u>	
		3 750 813.34
Déficit		<u>\$1 444 236.09</u>

1891-92**Dépenses:**

Dépenses ordinaires (y compris \$68 121.16 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 446 639.60	
Dépenses spéciales	551 041.88	
Palements de fonds en fidéicommiss	8 017.00	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	231 070.14	
	<hr/>	\$5 236 768.62

Recettes:

Revenu ordinaire	\$3 458 403.85	
Dépôts de fonds en fidéicommiss et recettes sur avances	19 723.87	
Remboursements sur dépenses spéciales	8 870.38	
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	7 119.50	
	<hr/>	3 494 117.60

Déficit\$1 742 651.02

1892-93**Dépenses:**

Dépenses ordinaires (y compris \$71 053.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$3 952 258.75	
Dépenses extraordinaires (Édifices publics)	238 264.10	
Palements sur dépôts en fidéicommiss	13 147.08	
Prêts aux victimes des ouragans	48 030.89	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	240 405.39	
	<hr/>	\$4 492 106.21

Recettes:

Revenu ordinaire	\$ 3 891 062.73	
Revenu des nouvelles taxes	493 591.75	
	<hr/>	\$4 384 654.48

Recettes provenant de ventes de propriétés

propriétés	7 116.00	
Dépôts de fonds en fidéicommiss	15 770.37	
Recettes sur avances	50 000.00	
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	9 737.36	
	<hr/>	82 623.73
		<hr/>
		4 467 278.21

Déficit\$ 24 828.00

1893-94**Dépenses:**

Dépenses ordinaires (y compris \$73 973.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$3 876 990.83
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	390 955.24
Palements sur dépôts en fidéicommiss	13 081.78
Emprunts — soeurs de la Charité, asile de Beauport	19 395.60
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	250 117.25
Fonds de remboursement des subventions de chemins de fer, frais	88.80
	<u>\$4 550 629.50</u>

Recettes:

Revenu ordinaire	\$3 740 322.45	
Revenu des nouvelles taxes	518 406.11	
	<u></u>	\$4 258 728.56
Recettes provenant de ventes de propriétés	1 805.05	
Dépôts de fonds en fidéicommiss	10 161.13	
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	49 732.48	
	<u></u>	61 698.66
		<u>4 320 427.22</u>
Déficit		\$ 230 202.28

1894-95**Dépenses:**

Dépenses ordinaires (y compris \$77 866.66 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 043 228.43
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	146 756.60
Dépenses in re vente de la propriété château Ramezay ..	5 742.41
Palements sur dépôts en fidéicommiss	17 390.26
Dépôt spécial in re confirmation du titre de propriété chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental	5 550.00
Emprunt — soeurs de la Charité, asile de Beauport	25 000.00
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	260 223.01
Fonds de remboursement des subventions de chemins de fer, frais	2 742.60
	<u>\$4 506 633.31</u>

Recettes:

Revenu ordinaire	\$3 734 289.39	
Revenu des nouvelles taxes	487 398.45	
	<u></u>	\$4 221 687.84
Recettes provenant de ventes de propriétés (château Ramezay)	100 340.28	
Dépôts de fonds en fidéicommiss	10 048.85	
Remboursement du dépôt in re confirmation du titre de propriété ch. de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental	5 550.00	
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	6 344.68	
	<u></u>	122 283.81
		<u>\$4 343 971.65</u>

1895-96

Dépenses:

Dépenses ordinaires (y compris \$80 786.67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)		\$4 041 221.66
Dépenses extraordinaires (édifices publics)		58 485.34
Paievements sur dépôts en fidéicommiss		17 459.02
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer		268 241.39
Taxes sur les subventions de chemins de fer:		
Frais de perception	\$ 1 962.07	
Remboursements	27 899.04	
		<u>\$ 29 861.11</u>
		\$4 415 268.52

Recettes:

Revenu ordinaire	\$3 883 054.53		
Revenu des nouvelles taxes	444 856.02		
		4 327 910.55	
Dépôts de fonds en fidéicommiss	27 662.64		
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	3 285.62		
Rachat de l'emprunt de 1876, remboursement de la balance du montant tenu à Londres pour collaboration	736.10		
		<u>31 684.36</u>	
			<u>4 359 594.91</u>
Déficit			<u>\$ 55 673.61</u>

ETAT C

Recettes

	1890-91	1891-92	1892-93	1893-94	1894-95	1895-96
\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$
Puissance du Canada	1 278 952.80	1 278 952.80	1 278 952.80	1 278 376.11	1 277 799.42	1 231 798.59
Terres de la Couronne	742 544.62	684 006.98	990 937.67	905 163.96	866 032.10	1 045 310.19
Timbres judiciaires ..	175 972.20	169 128.20	174 940.10	184 245.00	187 314.60	186 278.50
Timbres d'enregistrement	17 650.90	17 928.90	18 044.65	18 006.05	58 371.60	61 338.51
Fonds de bâties et des jurés	16 598.75	23 638.32	21 772.48	24 596.46	41 579.26	23 828.40
Honoraires judiciaires	4 610.82	10 267.92	10 383.34	11 495.70	12 166.84	14 329.34
Municipalités — Pour l'entretien des prisonniers	12 214.31	9 499.10	8 175.15	8 122.71	9 322.05	11 322.06
Palais de justice de Montréal	1 569.19	3 752.71	2 037.06	2 372.28	3 353.28	4 381.94
Prison de Montréal	5 115.80	9 492.72	1 949.88	4 376.99	4 550.47	2 374.59
Gardes des prisons Montréal et Québec	1 600.00	1 600.00	1 600.00	10 200.00	2 400.00	13 600.00
Gain des prisonniers, prison de Québec	95.25	594.93	173.97	186.60	192.15	42.01
Gain des prisonniers, prison de Bedford				16.25		
Gain des prisonniers, prison de Terrebonne					20.00	
Ferme de la prison, Québec		54.00				10.00
Amendes, Justice	158.05	149.02	250.70	340.40	130.40	147.50
Honoraires du grand connétable, Québec	509.21	449.27	433.85	456.03	541.22	413.41
Licences	586 206.14	607 989.33	672,757.90	636 052.34	605 918.78	663 087.46
Taxes directes sur les corporations commerciales	139 436.39	137 937.88	138 925.71	142 854.50	160,756.16	148 643.86

Taxes directes sur transports de propriétés	.....	292 001.65	246 860.50	185 870.70	184 254.50
Taxes directes sur certaines per- sonnes	.....	15 667.64	15 293.70	17 059.29	17 507.67
Licences de manu- factures et de commerce	.....	145 608.87	106 428.45	121 932.96	79 728.52
Droits sur succe- sions	.....	40 313.59	149 823.46	162 535.50	163 365.33
Commission sur honoraires d'offi- ciers publics	.....	9 865.57	14 765.37	7 347.79	8 125.67
Commission sur renouvellements d'hypothèques	.....	490.35	180.96	307.79	165.44
Législation	.....	5 440.08	8 236.27	6 068.59	11 491.51
Asilés d'aliénés contributions municipales	.....	8 033.21	18 955.66	21 697.13	35 005.69
Asilés d'aliénés Patients payants	.....	105.39	407.49	151.15	78.00
Ecoles d'industrie et et de réforme	.....	11.40	2 289.06	5 688.51	12 366.76
<u>Gazette officielle</u> <u>de Québec</u>	.....	24 351.26	20 774.41	21 835.47	23 182.60
Revenu casuel	.....	1 991.16	5 870.13	6 114.02	4 880.85
Service civil, contributions pour pensions	.....	8 309.21	7 125.49	6 677.95	6 028.77
Compagnies d'assu- rances provinciales — Dépenses d'inspection	.....	440.86	520.84	429.16	400.00
Travaux et édifices publics — Loyers	.....	762.17	1 878.63	1 062.60	1 063.60
Inspection des chemins de fer	.....	.....	516.00	516.00	492.00
Intérêts sur prêts et dépôts	.....	32 357.11	26 438.87	23 095.38	17 437.79
Prime, escompte et change	.....	2 884.44	7 046.19	3 949.36	29.00

Intérêt sur prix de vente du ch. de fer Q.M.O. & O.	367 908.07	370 140.58	368 136.05	369 622.58	368 327.96	333 057.98
Honoraires d'enregistrement	10 841.91	30 587.14	46 720.96	11 539.90	5 682.42	21 897.81
Remboursements				16 223.82	24 180.38	
Prêt aux incendiés de Québec			100.00	580.00	220.00	200.00
Puissance du Canada, comptes généraux			18 407.40	489.40	489.40	244.70
	<u>3 457 141.32</u>	<u>3 458 403.85</u>	<u>4 384 654.48</u>	<u>4 258 728.56</u>	<u>4 221 687.84</u>	<u>4 327 910.55</u>
Ventes de propriétés à Montréal et Québec			7 116.00	1 805.05	100 340.28	
FONDS EN FIDELI- COMMIS, REM- BOURSEMENTS, etc.: —						
Remboursements sur avances	2 500.00	11 321.29	50 000.00		5 550.00	
Fonds de pensions des instituteurs	4 758.66	1 061.51	4 691.91		202.22	7 789.57
Fonds d'amortisse- ment de la cité de Hull	140.36	145.07	149.46	153.99	158.63	163.40
Fonds d'amortisse- ment de la cité de Pointe à Gati- neau					100.00	100.00
Conseil d'Agricultu- re					286.00	
Héritiers et Succes- sion F.E. Roy					1 584.00	880.50
Fonds de licences de mariage	6 750.00	6 696.00	7 476.00	7 470.00	7 218.00	7 221.00
Cautionnement des officiers pu- blics	1 000.00	500.00	3 453.00	1,994.38	500.00	1 508.17
Dépôt de la Cie. d'Assurance St. Laurent						10 000.00
Fonds du Palais de justice d'Aylmer				42.76		

ETAT D

Dépenses

	1890-91	1891-92	1892-93	1893-94	1894-95	1895-96
Dette publique	\$ 1 271 506.33	\$ 1 438 443.62	\$ 1 445 031.34	\$ 1 437 932.67	\$ 1 486 660.62	\$ 1 497 429.99
Législation	281 078.74	282 264.64	199 769.84	207 676.77	198 543.50	195 549.27
Gouvernement civil	269 660.07	266 324.19	251 908.20	256 725.24	251 256.54	253 401.69
Administration de la justice	679 006.18	691 788.18	583 409.56	548 038.05	608 327.29	568 544.28
Instruction publique	402 106.34	415 482.11	384 960.00	380 760.00	383 726.45	382 759.76
Agriculture, Colonisation et Immigration	245 628.89	305 102.71	201 328.17	242 864.01	290 636.62	286 814.09
Travaux et édifices publics:						
Ordinaires	139 612.83	152 903.17	104 528.88	101 037.86	110 257.32	97 544.64
Extraordinaires .....	.....	.....	238 264.10	390 955.24	152 499.01	58 485.34
Asiles et institutions de bienfaisance	316 872.66	422 681.59	355 725.00	325 082.00	323 047.25	326 078.25
Divers, (y compris les paiements faits par les officiers du Revenu sur les perceptions	490 048.41	471 649.39	425 597.76	376 874.23	390 772.84	433 099.69
Dépenses spéciales	820 254.15	551 041.88	.....	.....	.....	.....
	<u>\$ 4 915 774.60</u>	<u>4 997 681.48</u>	<u>4 190 522.85</u>	<u>4 267 946.07</u>	<u>4 195 727.44</u>	<u>4 099 707.00</u>
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer ..	222 097.41	231 070.14	240 405.39	250,117.25	260 223.01	268 241.39
Avances	43 760.00	.....	48 030.89	19 395.60	30 550.00	.....
Fonds en fidéicommis	13 417.42	8 017.00	13 147.08	13,081.78	17 390.26	17 459.02
Fonds de Remboursement des subventions de chemins de fer, frais et remboursements .....	.....	.....	.....	88.80	2 742.60	29 861.11
	<u>\$ 5 195 049.43</u>	<u>5 236 768.62</u>	<u>4 492 106.21</u>	<u>4,550 629.50</u>	<u>4 506 633.31</u>	<u>4 415 268.52</u>
Subventions aux chemins de fer et Q.M.O.&O.	955 620.26	750 968.42	850 455.09	975 426.69	854 519.92	250 186.59
	<u>\$ 6 150 669.69</u>	<u>5 987 737.04</u>	<u>5 342 561.30</u>	<u>5 526 056.19</u>	<u>5 361 153.23</u>	<u>4 665 455.11</u>

	1890-91	1891-92	1892-93	1893-94	1894-95
Remboursements d'emprunts temporai- res	2 073 333.33	1 000 000.00	2 070 000.00	1 500 000.00	1 760 000.00
Rachats de dette:					
Emprunts de 1891 ..	.....	.....	3 860 000.00	.....	.....
Emprunts de 1893 ..	.....	.....	.....	4 106 461.00	.....
	<u>8 061 070.37</u>	<u>6 342 561.30</u>	<u>11 456 056.19</u>	<u>10 967 614.23</u>	<u>6 425 455.11</u>
\$ 6 150 669.69					
Ajoutez: Paiement de mandats impayés au 30 juin 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895	112 571.45	555 028.10	313 811.81	158 666.80	209 495.96
	<u>235 602.63</u>	<u>6 897 589.40</u>	<u>11 769 868.00</u>	<u>11,126,281.03</u>	<u>6 634,951.07</u>
\$ 6 263 241.14					
Réduisez: Mandats impayés au 30 juin 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896	235 602.63	313 811.81	158 666.80	209,495.96	173 122.28
	<u>7 741,644.90</u>	<u>6 583 777.59</u>	<u>11 611,201.20</u>	<u>10 916 785.07</u>	<u>6 461 828.79</u>
\$ 6 027 638.51					

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Dit qu'il sait fort bien que ce n'est pas le temps de trouver des excuses à l'administration financière du gouvernement Mercier. Mais ses successeurs, depuis qu'ils sont au pouvoir, ne cessent de se vanter d'avoir accompli, par une politique sage et prudente, la tâche qu'ils s'étaient assignée, et, de plus, ils font toujours allusion à ce qu'ils appellent l'extravagance scandaleuse du gouvernement Mercier. C'est pourquoi il devient aujourd'hui nécessaire d'examiner de près les deux administrations de façon à déterminer si leurs plaintes sont bien fondées.

Quelle était la situation réelle des finances lorsque l'actuel gouvernement a obtenu le pouvoir, le 17 décembre 1891 ? Il nous faut donc, pour bien éclaircir la situation des affaires en décembre 1891, dresser la liste des opérations financières pour ensuite les classer, de façon à démontrer la nature de notre dette. Ainsi, ils pourront voir aussi clairement que possible la part de responsabilité que le gouvernement Mercier avait au niveau de ces opérations.

Il lit l'état financier général allant de 1867 jusqu'au 30 juin 1891:

Revenu ordinaire.	\$60 542 391.31
Dépenses ordinaires.	63 412 810.23
Déficit.	2 870 418.92
Revenu spécial.	27 912 151.57
Dépenses spéciales.	27 028 816.02
Surplus.	883 335.55
Balance.	1 937 083.37
Surplus.	2 870 418.92
Déficit.	2 370 418.92

La balance, \$1 937 083.37, est la différence entre toutes les dépenses et toutes les recettes, à partir de la Confédération jusqu'au 30 juin 1891.

Ce tableau, dit-il, démontre très clairement la nature de la dette et le but dans lequel elle a été créée. Le montant total des dépenses, de 1867 à 1891 est de \$34 817 044.30, en y incluant les obligations non liquidées. De plus, si l'on déduit la différence entre les dépenses ordinaires et le revenu ordinaire, c'est-à-dire \$2 870 418.92, il reste \$31 943 325.38; montant que l'on a affecté aux chemins de fer, aux travaux publics, etc.

Il nous a donc été nécessaire d'avoir recours à des emprunts pour rencontrer les obligations que ces travaux nous avaient occasionnées. Ces emprunts ont alors créé une charge d'intérêts que les revenus ordinaires de la province ne suffisaient pas à payer. En conséquence de ce déficit, il nous a fallu faire de nouveaux emprunts.

Ensuite, il compare l'excédent du passif sur l'actif de la province au 30 juin 1891 et celui au 31 janvier 1887. Il démontre aussi le taux d'accroissement dont le gouvernement Mercier est réellement responsable. L'excédent du passif sur l'actif était de \$22 442 324.04 au 30 juin 1891. Pour établir la différence entre l'excédent du passif du 30 juin 1891 et celui de janvier 1887, nous devons soustraire l'excédent du passif qui existait en 1887, soit \$1 369 167.11. L'augmentation du passif au 30 juin 1891 sur le passif du 31 janvier, 1887 est de \$11 053 156.93.

Ces chiffres ont été tirés de documents officiels et ils démontrent clairement l'augmentation des dettes flottantes et consolidées en 1891 par rapport à ce qu'elles étaient au 31 janvier 1887. De plus, ces chiffres sont conformes à ceux présentés par le gouvernement actuel (Voir discours sur le budget, 20 mai 1893).

Pour établir le montant qui relève de la responsabilité du gouvernement Mercier, continue-t-il, vous devez considérer la somme que nous avons payée pour des contrats et obligations dont nos prédécesseurs étaient responsables. Ainsi, le gouvernement Mercier a été obligé de payer \$1 145 623.17 pour la dette flottante du 31 janvier 1887 et autres dettes. A cette époque, le montant des dettes contractées par le gouvernement Mercier s'élevait à \$9 907 528 76; mais l'on doit déduire de ce montant les subsides accordés aux chemins de fer, soit \$1 996 520.13, qui ont été annulés depuis; c'est donc dire que le gouvernement actuel n'aura pas à l'acquitter. Il y avait aussi, faisant partie de ce montant, une somme de \$523 971.65 destinée aux travaux publics; somme que le gouvernement actuel n'accorde plus. Ce même gouvernement, par une loi passée durant la session de 1894, a renouvelé des subsides qui figuraient dans les dettes de 1891 et qui n'auraient pas été réclamés si le gouvernement actuel ne s'y était pas arrêté. Donc, le montant total qui relève de la responsabilité du gouvernement Mercier est de \$6 877 186.40.

Mais, quelle est la conduite du gouvernement actuel? Au lieu de présenter les faits sous leur vrai jour, il ne cesse depuis qu'il est au pouvoir, de se récrier de toutes ses forces contre l'extravagance et l'insouciance de ses adversaires. Sans doute espère-t-il, par ces moyens, jeter le blâme sur l'administration Mercier pour avoir créé une dette dont il est responsable plus que tout autre. Ainsi, il veut faire oublier à la population sa néfaste politique des années 1874 à 1886.

Il est évident que les allusions faites à propos de l'augmentation de la dette sous le régime Mercier ne sont pas fondées. Le total de la dette est de \$31 565 307.11, dont \$25 144 558.79 ont été affectés aux chemins de fer. De ce \$25 144 558.79, une somme de \$20 352 361.53 relevait de la responsabilité de nos prédécesseurs, tandis que \$4 792 197.26 relevaient du gouvernement Mercier. Si l'on additionne ces deux dernières sommes, cela nous donne bien un total de \$25 144 558.79.

Après la démission du gouvernement Mercier, le 17 décembre 1891, ses successeurs ont soumis un état financier dans lequel le passif excédait l'actif de \$24 288 038. L'augmentation de la dette du 30 juin 1891 au 17 décembre de la même année, a atteint \$1 845 714.16; tandis que du 31 janvier 1887 au 30 juin 1891, l'augmentation était de \$11 053 156.93. C'est donc dire que l'augmentation totale, du 31 janvier 1887 au 17 décembre 1891, a été de \$12 898 871.09. Je désire attirer l'attention de la Chambre sur le fait que, parmi les dettes au 30 juin 1891, un montant de \$6 377,891.89 avait été affecté comme subsides aux chemins de fer, mais qu'il n'avait pas été reporté au bilan. De

plus, il restait une balance de \$965 844.40 des subsides accordés, car aucun contrat n'avait été conclu. Sur ce montant, le gouvernement Mercier prévoyait attribuer \$523 971.16 aux travaux publics; mais ce projet a été abandonné par le gouvernement actuel. En ce qui a trait à l'augmentation de \$1 845 714.16 entre le 30 juin 1891 et le 17 décembre 1891, il ne faudrait pas oublier que nous avons contrôlé les opérations financières pendant une période de 2 mois seulement.

Nous n'avons pas à être tenus responsables pour les dépenses d'élections, \$58 000, ou pour les frais des commissions royales, \$31 573.61, ou encore pour les travaux du palais de justice que nous n'avons d'ailleurs pas autorisés, et qui totalisent \$347 747.43; somme qui a été inscrite aux dettes du 17 décembre 1891. L'ensemble de ces dépenses se chiffre à \$934 043.71. De plus, certaines dépenses ont été inscrites au passif du 30 juin 1891, bien que nous ne les ayons faites qu'en juillet, date de l'échéance.

Le gouvernement a reçu, de 1893 à 1896, une somme globale de \$15 243 729.10 provenant des taxes. Le gouvernement Mercier recevait, de 1888 à 1891, une moyenne de \$14 357 271.70. Il y a alors une différence de \$886 457.40.

De plus, le déficit entre les recettes et les dépenses du gouvernement actuel est de \$669 970.57; bien que ce dernier jouisse, comparativement au gouvernement Mercier, d'un surplus dans les recettes de \$886 457.40. Cette augmentation des recettes est facilement explicable. Le revenu provincial des terres de la couronne s'est accru, dû au fait que le commerce du bois de charpente est, depuis qu'ils sont au pouvoir, plus prospère qu'en 1890 et 1891, alors qu'une sérieuse dépression s'était fait sentir.

Ceci illustre l'habileté financière dont nos adversaires se vantent avec tant d'arrogance. Ils osent encore discréditer l'administration du gouvernement Mercier, malgré le fait qu'ils aient fait accroître les dépenses de \$1 027 855.27. En comparant les deux administrations, on remarque que le total des dépenses ordinaires du gouvernement actuel atteint \$15 913 699.37, tandis que les dépenses ordinaires du gouvernement Mercier s'élevaient à \$14 885 844.40. Le gouvernement actuel est donc responsable d'une augmentation des dépenses de \$1 027 866.27.

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Propose, appuyé par le député de Montmorency (M. E. Bouffard) que le débat soit ajourné.
Adopté.

La séance est levée à minuit et demie.

Séance du 10 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à huit heures et demie.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de la communauté des soeurs de la Charité de l'Hôpital Général (soeurs Grises) de Montréal pour l'année 1896. (Document de la session no 12)

Rapports de comités:

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 48) "Loi constituant en corporation" The Canada Switch and Spring Company, Limited," et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas:

De J.-H. Tremblay, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen;

De P.-A. Côté, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen;

De V. Boswell, demandant une loi l'autorisant à poser un aqueduc dans certaines rues de la cité de Québec;

De E. Bélanger et autres, demandant une loi amendement la section 2, 57 Victoria, chapitre 78;

De A.-P. Delvecchio et autres, demandant une loi pour régler la liquidation de la succession de feu P.-H. Delvecchio et de son épouse, dame Elizabeth Olivier;

De la compagnie dite "The Coaticook Electric Light and Power Company", demandant une loi la constituant en corporation;

De la compagnie dite "Stadacona Water, Light and Power Company", demandant une loi confirmant ses lettres patentes et lui accordant de plus amples pouvoirs.

De l'Association des comptables de Montréal demandant des amendements à sa charte;

De W.J. Wright, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

De la corporation dite "The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, Limi-

ted", demandant une loi l'autorisant à transiger des affaires dans la province de Québec;

Votre comité a aussi examiné la pétition de A.-Alphonse Hamel et autres, demandant une loi pour diviser les propriétés appartenant à la succession de feu A. Hamel et de Marie-Cécile Roy, et trouve que les avis n'ont été publiés que depuis le 28 novembre dernier dans la *Gazette Officielle*, mais qu'ils sont complets dans les journaux, et votre comité croit que cela ne peut pas affecter les intérêts des parties intéressées.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements:

Bill (bill no 31) incorporant le village de Petit-Métis;

Bill (bill no 50) amendant la charte de la ville de Maisonneuve;

Bill (bill no 52) pour incorporer la compagnie Thomas Robertson & Compagnie à responsabilité limitée;

Bill (bill no 53) concernant la propriété immobilière du "Trafalgar Institute";

Et bill (bill no 57) pour dissiper tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson, et les pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires, pour les autoriser à vendre les biens de sa succession en bloc ou séparément.

Introduction de bills:

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 79) pour permettre de partager sans retard, les dettes et les biens des successions de Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. V. ALLARD (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 95) autorisant l'association dite: "The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, Limited", à faire des affaires dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 74) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Paul-Arthur Côté, au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 72) autorisant Vesey Boswell de la cité de Québec, brasseur, à poser un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R.N. ENGLAND (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 75) constituant

en corporation la "Coaticook Electric Light and Power Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 78) pour régler la liquidation de la succession de Pierre - Thomas Delvecchio et celle de son épouse Elizabeth Olivier.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 77) modifiant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 76) concernant la compagnie dite "The Stadacona Water, Light and Power Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 59) modifiant la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, constituant en corporation l'Association des comptables de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 61) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William James Wright au nombre de ses membres après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 67) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Herminégilde Tremblay à la pratique de la médecine et la chirurgie après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 1): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 96) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Code municipal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 1): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

Documents:

Volumes achetés par le gouvernement

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 25 novembre 1896, pour un état

indiquant: 1. Les titres des volumes achetés par le gouvernement depuis la dernière session, leur coût et le nom de leurs auteurs. 2. La date de tel achat et la date de leur livraison. (Document de la session no 30)

Travaux de colonisation, paroisse de Saint-Pascal

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 27 novembre 1896, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et H.G. Carroll, écuyer, M.P., au sujet de P.-E. Côté conducteur de travaux de colonisation de la paroisse de Saint-Pascal. (Document de la session no 31)

Subventions aux chemins de fer

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 25 novembre 1896, (suite de la réponse partielle déjà produite) demandant une copie de tous arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs aux négociations ou démarches intervenues entre les différentes compagnies de chemins de fer subventionnées et le gouvernement, à l'égard de l'octroi de nouveaux subsides à ces compagnies; de l'augmentation ou de la modification de leurs subsides existants; du rétablissement de subsides périmés; de la prorogation des délais sous lesquels ces compagnies devaient accomplir les conditions imposées pour obtenir leurs subsides, et concernant aussi la garantie, de la part du gouvernement, moyennant le dépôt prescrit par la loi de l'intérêt sur les emprunts projetés par quelques-unes de ces compagnies. (Document de la session no 32)

Emprunts effectués depuis le 1er mai 1874

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 novembre 1896, pour un état donnant:

La date d'émission; la date de maturité; le taux d'intérêt; le prix de vente; les frais de chaque emprunt; la somme nette réalisée de chaque emprunt effectué depuis le 1er mai 1874. (Document de la session no 33)

Sommes dues sur la dette consolidée

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 25 novembre 1896, pour un état des sommes dues au 30 juin, chaque année, depuis 1886 à 1896 inclusivement sur la dette consolidée:

Sur les emprunts temporaires et dépôts sur la balance des subventions en argent aux chemins de fer.

35 cents par acre sur la balance des subventions en terre converties.

35 cents par acre sur subventions en terre non converties.

Mandats impayés.

Balance en caisse. (Document de la session no 34)

Sommes payées à compte de l'item du budget "Divers en général"

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 25 novembre 1896, pour un état détaillé indiquant:

1. Toutes les sommes payées à compte de l'item du budget "Divers en général" depuis le 30 juin 1896 à venir au 17 novembre 1896;

2. Les noms des personnes auxquelles ces sommes ont été payées et pour quelles fins elles l'ont été. (Document de la session no 35)

Rapport du surintendant de l'Instruction publique

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1895-96. (Document de la session no 5)

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): M. l'Orateur, il m'est agréable de féliciter l'honorable trésorier (l'honorable A. W. Atwater) de son magnifique exposé financier de l'année 1895-96. La position financière de la province y est traitée avec beaucoup de clarté et personne ne peut contester sérieusement l'exactitude des chiffres qui y sont donnés.

Je n'ai pas l'intention de faire un long discours et de répéter ce qui a déjà été dit; d'autres plus patients que moi rempliront cette tâche. Je me contenterai de faire quelques comparaisons sur les affaires entre les années 1886-87 et 1895-96.

L'honorable député de Québec-Est (M. J. Shehyn) nous a donné des calculs de moyenne, il a pris cela, je crois, de son ami le député de Yamaska (M. V. Gladu) et a comparé les recettes et les dépenses de 4 années sous le régime Mercier et de 4 années sous l'administration actuelle. Il n'y a pas de doute qu'il est habile, mais il ne saurait réussir à faire accepter cela par des électeurs intelligents.

En effet, le gouvernement Mercier a pris les affaires de la province en 1886, alors que les dépenses ordinaires et spéciales étaient de \$3 130 529, si l'on retranche les montants qui vont au capital, tels que les montants payés pour les bâties de la Cour de justice de Québec, les subsides aux chemins de fer, le remboursement

d'emprunts temporaires. Le gouvernement Mercier a monté les dépenses en 1891-92 au chiffre fabuleux de \$5 236 768, avec un revenu de \$3 494 117.60, c'est-à-dire que le gouvernement Mercier a pris les affaires avec des dépenses au bas de l'échelle pour les monter au haut de l'échelle.

Les successeurs du gouvernement Mercier ont trouvé la province dans une situation semblable à celle du marchand qui ne peut plus faire affaire avec les banques et qui doit négocier avec des usuriers.

Le gouvernement conservateur, lui, a pris les dépenses en haut de l'échelle et il lui a fallu et diminuer les dépenses et augmenter les revenus. Qui donc osera dire qu'il n'a pas rempli sa tâche. Aujourd'hui, les dépenses sont réduites à \$4 099 000 avec un revenu de \$4 359 594.91. Le gouvernement actuel a donc augmenté le revenu de \$500 000 et diminué les dépenses de \$650 000 depuis 1892.

Ce sont les moyens que le gouvernement a pris, M. l'Orateur, pour arriver à rétablir l'équilibre dans le budget, et à créer même un surplus. En prenant les calculs de moyenne l'honorable député de Québec-Est (M. J. Shehyn) profite du budget léger qui existait en 1885-86, c'est-à-dire \$3130 000 pour faire la comparaison, et nous, nous avons commencé avec un budget de \$5 200 000. Si le gouvernement Mercier avait maintenu le budget comme il l'a pris, il n'aurait dépensé que \$12 800 000. au lieu de 17 millions dans ses quatre années d'administration, et le gouvernement actuel, s'il n'avait pas pratiqué l'économie comme il l'a fait, aurait fait une dépense de vingt millions et demie dans ses quatre années. Je crois M. l'Orateur, que la comparaison faite par l'honorable député de Québec-Est, ne peut tenir devant ces arguments.

Il est bien évident qu'un gouvernement plus prudent aurait pu maintenir les dépenses au même niveau que ses prédécesseurs.

M. l'Orateur, il faut compter avec le temps. On a pris la chose publique dans un état pitoyable, il a fallu un travail de géant de la part de nos gouvernants pour arriver à un résultat aussi pratique et aussi avantageux pour la province.

Si l'on tenait compte des intérêts additionnels que nous avons à payer pour les engagements pris par le gouvernement Mercier, et aussi de l'augmentation des affaires en général, je dis que nos dépenses administratives ne s'élèvent guère plus qu'en 1886.

On a parlé de taxes. Je me rappelle, M. l'Orateur, la discussion qu'il y eut à ce sujet. Je ne métais pas encore mêlé de politique et j'écoutai avec beaucoup d'attention la discussion qui eut lieu.

L'Opposition disait alors qu'un gouvernement devait réfléchir et épuiser tous les moyens à sa disposition, avant d'imposer des taxes, car ces taxes, une fois imposées, resteraient toujours comme un fardeau sur le peuple; et l'on citait, si je me rappelle bien, M. LeRoy-Beaulieu, le grand économiste politique français, qui, lui, disait dans ses écrits ce que je cite plus haut.

Le gouvernement répondait à l'Opposition que les affaires étaient trop embarrassées et que le déficit était trop considérable pour équilibrer les dépenses et les revenus dans une seule année, qu'il leur fallait des revenus temporaires en attendant qu'on pût mettre ordre aux affaires, en augmentant les revenus naturels de la province et en réduisant les dépenses par une sage administration.

Personne ne dira que le gouvernement n'a pas rempli sa tâche. Il a imposé des taxes et les a enlevées suivant sa promesse et a rétabli l'équilibre dans les finances provinciales. Rien ne prouve mieux la chose, M. l'Orateur, que l'état du crédit actuel de notre province. Nous avons fait un emprunt en 1896 à 4% avec 5% de primes quand, en 1891, l'honorable député de Québec-Est, alors trésorier, ne put emprunter qu'à 94 à 4%, et en même temps remboursable en deux ans, ce qui voulait dire, M. l'Orateur, que le crédit de la province de Québec était tombé à celui du pauvre diable qui ne peut plus faire d'affaires avec les banques et qui est obligé d'emprunter, à la semaine, à de gros intérêts chez un courtier. N'est-ce pas là la vraie situation des finances de la province en 1891?

Nous avons subi le même sort en 1893, mais nous avons prouvé par notre emprunt de 1896, que nous avons pu rétablir le crédit de la province. Je puis prédire avec certitude, si les affaires de la province restent entre les mains du même gouvernement, un avenir des plus souriants et des plus prospères pour la province.

Le gouvernement conservateur peut se louer d'avoir créé un précédent pour le monde politique de l'univers et l'on ne pourra plus dire maintenant qu'une taxe, une fois imposée, ne s'enlève pas.

Mettez des hommes d'affaires, mettez des hommes honnêtes, mettez de vrais administrateurs à la tête de nos affaires et vous n'aurez pas à craindre les taxes autres que celles qui sont absolument nécessaires pour le bon fonctionnement de l'administration de la chose publique.

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, appuyé par le député de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guérin), que le débat soit ajourné de nouveau.

Il dit qu'il n'a pas eu le temps jusqu'à maintenant de lire le discours du trésorier. Il dit aussi que le discours budgétaire n'est pas imprimé et qu'il est impossible d'y répondre.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Répond que le discours sera distribué aussitôt qu'imprimé, mais qu'il n'est pas nécessaire que le discours soit imprimé pour continuer le débat. Jamais cela ne s'est vu dans cette Chambre.

Le motif invoqué par le député de Drummond (M. J.P. Cooke) pour ajourner le débat n'est pas un bon motif. Il n'y a aucune raison pour empêcher la Chambre de se former en comité des subsides.

Les membres de la Chambre ont toute liberté pour exposer des griefs, quels qu'en soient les motifs.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Déclare qu'il ne peut pas consentir à l'ajournement du

débat parce que la raison donnée par l'Opposition n'en est pas une.

Il fait remarquer que le discours a été très clair pour ceux qui l'ont écouté et que le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) a répondu au trésorier dans un discours de deux heures. S'il a pu continuer le débat immédiatement, il ne voit pas pourquoi les autres membres de l'Opposition n'en feraient pas autant. Il est temps que la Chambre se mette à l'ouvrage, car rien n'a encore été réalisé cet après-midi.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Annonce qu'il a l'honneur de présenter à la Chambre les documents que l'Opposition avait demandés.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Insiste pour l'ajournement du débat, parce que la Chambre a été en partie occupée à étudier le bill de Montréal et que l'Opposition n'a pas eu le temps de lire le discours de l'honorable trésorier.

Il a ajouté que depuis le commencement de la session l'Opposition avait demandé 51 documents et que 6 seulement avaient été produits! Comment peut-on discuter lorsque les informations que l'on réclame ne sont pas fournies? Ce n'est pas parce que les informations que nous attendons depuis quinze jours sont dans le pupitre du secrétaire provincial que nous pouvons en prendre connaissance. C'était son devoir de les mettre devant la Chambre.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Dit qu'il aurait espéré que l'honorable chef de l'Opposition eût fait un amendement à la motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides avec une meilleure connaissance de cause et avec plus de discernement.

DES VOIX DE L'OPPOSITION: A l'ordre! A l'ordre!

M. J.P. COOKE (Drummond): Insiste sur le rappel à l'ordre. Le député de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett) n'avait aucunement le droit d'accuser un député de manquer de jugement.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Il a utilisé le mot discernement. Il se plaint que des copies du discours du budget aient été distribuées à quelques personnes et non aux membres de l'Opposition.

M. J. TESSIER (Portneuf): Fait écho aux remarques du député de L'Islet.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Contredit ces affirmations.

M. J.P. COOKE (Drummond): Est-ce qu'il a dit cela? Je ne pense pas qu'il irait aussi loin. Je crois qu'il n'a pas respecté les règlements lorsqu'il a accusé le chef de l'Opposition de manquer de discernement.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Si

l'honorable député le préfère, je me rétracte. En fait, continue-t-il, les documents n'ont pas été "dans" son bureau, mais bien "sur" son bureau pendant cinq minutes.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'accepte les excuses de l'honorable député.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Assure l'honorable chef de l'Opposition qu'il peut interpréter ses paroles comme bon lui semblera. La proposition est rejetée.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la Gazette Officielle de Québec pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution étant lue deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à plus tard.

Asiles d'aliénés

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 97) amendement la loi concernant les asiles d'aliénés soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Acte amendement la loi concernant les asiles d'aliénés".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Associations de bienfaisance et de secours mutuels et compagnies d'assurance mutuelle

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill

no 94) amendant l'acte 59 Victoria, chapitre 34, concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Organisation des bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'organisation des bureaux d'enregistrement. Il informe alors la Chambre, que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté. Le comité étudie lesdites résolutions, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Demande de documents:

Destitution du docteur F. E. Devlin, asile de la Longue-Pointe

M. J.-J.-E. GUERIN (Montréal no 6): Propose, appuyé par le député de Drummond (M. J.P. Cooke), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous papiers, arrêtés ministériels et autres documents en général, se rapportant à la destitution du docteur F. E. Devlin de la fonction de médecin de l'asile de la Longue-Pointe.

Il se plaint qu'après les élections partielles dans Montréal-Centre où il (M. J.J.E. Guerin) a été réélu comme représentant de cette circonscription, le docteur Devlin ait été destitué de sa fonction sans aucune raison.

Il déclare que le docteur Devlin est un fonctionnaire très compétent et que sa destitution est très injustifiée.

Ce monsieur a acquis une brillante réputation, et plus spécialement au niveau du traitement des maladies mentales.

En réalité, dit-il, si je pouvais condamner la conduite du gouvernement comme il le mérite, on me rappellerait à l'ordre pour avoir utilisé un vocabulaire non parlementaire. Il croit que le docteur Devlin a été démis de ses fonctions pour laisser le champ libre au docteur Hackett. Il a

l'intention de faire, lorsque le moment sera venu, une motion de non-confiance à ce sujet.

Ses mérites ont été reconnus par feu John Thompson lorsqu'il était ministre de la Justice, et par beaucoup d'autres illustres personnes. Il soutient que, dans son ensemble, la destitution du docteur Devlin est injustifiable. Il accuse le gouvernement d'avoir agi par esprit de vengeance.

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Dit qu'il ne saurait être d'accord avec ce dernier lorsqu'il se réfère à des questions personnelles ou sociales. Il déclare que le docteur Devlin a été démis suite à un rapport remis par l'honorable secrétaire provincial (l'honorable L.-P. Pelletier). Mais, s'il (M. Hackett) avait été à la place du secrétaire provincial, il aurait fait la même chose. Il espère ne jamais voir le jour où le gouvernement décidera de laisser un fonctionnaire à un poste qu'il est incapable de remplir, simplement à cause de sa nationalité. Le gouvernement ne doit favoriser aucune nationalité; qu'elle soit irlandaise, écossaise, anglaise, canadienne-française ou toute autre. Le représentant de Sainte-Anne (M. J.J.E. Guerin) a déclaré que cette destitution avait compromis la réputation et l'avenir de son ami. Mais, ce qui a le plus offensé les amis de Devlin, c'est ce que les faux amis de ce dernier ont fait: ils ont amené la chose en public ce qui a permis d'éclaircir les faits. Les papiers demandés seront tous déposés devant la Chambre. On apprendra alors la déclaration du directeur actuel du département de médecine de l'asile, selon laquelle le docteur Devlin ne lui apportait absolument aucune aide car, il ne remplissait pas son devoir. De plus, il partait quelques fois pour New York, sans autorisation, et il y restait chaque fois quatre ou cinq semaines.

M. J.P. COOKE (Drummond): Appuie le député de Sainte-Anne et reconnaît la compétence et le savoir du docteur Devlin.

La proposition est adoptée.

Compagnie de chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 47) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Union des abattoirs de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 70)

amendant la charte de l'Union des abattoirs de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Théodule-Alfred Lemieux

M. I.A. BAKER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 55) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à recevoir Théodule-Alfred Lemieux comme l'un de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que lorsque cette Chambre s'ajournera vendredi, demain, elle reste ajournée jusqu'à samedi à 10 heures de l'avant-midi.

Adopté.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 11 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Rapports de comités:

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 51) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde, Montréal.

Votre comité a, aussi, examiné le bill (bill no 44) concernant la substitution créée par le testament de dame Marguerite-Elizabeth-Victoria Reeves, lequel il a renvoyé, son préambule n'ayant pas été prouvé.

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 68) pour étendre les privilèges de la Compagnie du pont de Saint-François, lequel il a renvoyé, son préambule n'ayant pas été prouvé.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 30) intitulé: "Loi amendant la loi relative aux honoraires des constables," sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill no 39) intitulé: "Loi concernant la succession de feu William Frederick Kay," avec un amendement, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Succession W.F. Kay

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill (bill no 39) intitulé: "Loi concernant la succession de feu William-Frederick Kay."

L'amendement est adopté et le bill est retourné au Conseil législatif.

Introduction de bills:

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 118) amendant l'article 716 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

Travaux de la Chambre

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Attire l'attention de M. l'Orateur sur le fait que la Chambre perd un temps précieux et que le gouvernement devrait prendre ses mesures afin de ne pas retarder la session.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le gouvernement n'est pas souvent en faute sur ce chef et il croit qu'à l'avenir les séances commenceront à l'heure réglementaire.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. V. GLADU (Yamaska):
M. l'Orateur,

Je n'apprends une nouvelle à personne en rappelant à la Chambre et au pays, que nous avons depuis quatre ans pour administrer notre bonne province de Québec, un gouvernement qui s'est modestement décerné à son origine, le titre de gouvernement des honnêtes gens et de l'économie. Il est vrai qu'il a dès le début quelque peu fait brèche à ce brevet d'honnêteté en s'emparant pieusement, les mains jointes, et les yeux tournés au ciel, du pouvoir que le peuple avait légitimement confié au Parti libéral, mais il s'excusa facilement de cette incursion dans le domaine d'autrui. Il protesta de son grand amour pour le peuple, de son inaltérable dévouement aux intérêts publics, et il formula les promesses les plus solennelles, voire même des serments, d'administrer les affaires de la province avec prudence, sagesse et économie, d'une façon tellement parfaite que ces messieurs devaient, à l'expiration de leur terme d'office, être de vrais saints du paradis, si tant il est vrai qu'il y ait un paradis pour les hommes de la politique. Mais il ne faut pas toutefois oublier qu'il est écrit quelque part: "Ce n'est pas celui qui crie le plus souvent: Seigneur, je t'aime, qui sera sauvé, mais celui qui fait la volonté du Seigneur".

Egalement, ce n'est pas celui qui dit le plus souvent: "O peuple, je t'aime, mais celui qui fait la volonté du peuple, qui trouvera le salut". A ce titre, permettez-moi de dire que j'éprouve de grandes craintes pour le salut de ces messieurs.

Leur évangile, politique, le *Courier du Canada*, disait aux électeurs, quelques jours avant les élections de 1892: si vous vouliez éviter la ruine et la taxe directe, votez pour les conservateurs et non pas pour les libéraux. L'honorable M. Taillon et ses amis faisaient les mêmes serments sur tous les "hustings" de la province.

Cependant il s'était à peine écoulé deux mois, et l'écho de leurs paroles retentissait encore dans toutes les oreilles, que ces messieurs, portés au pouvoir par un peuple confiant dans la sincérité

de leurs promesses, violaient cyniquement leurs engagements, souffletaient le peuple et l'écorchaient brutalement en criant tous ensemble: il nous faut de l'argent, que le peuple nous en fournisse, c'est lui qui doit payer nos largesses, c'est lui qui doit payer l'argent qu'il nous faut pour faire vivre grasement et dans l'oisiveté, les frères, les neveux, les cousins des ministres et tous les autres parasites que le népotisme par le sang et la politique a placés dans l'entourage officiel de ces messieurs.

Ils avaient promis de pratiquer l'économie, de diminuer les dépenses, et de ne pas imposer de taxes. Au lieu de cela, ils ont dépensé sans mesure, ils ont fait des cadeaux de l'argent du coffre public, et ils ont ainsi dépensé, pour les dépenses d'administration seulement, en chiffres ronds, deux cent cinquante mille piastres par année de plus que ne dépensait le gouvernement qui les a précédés.

Ils accusaient d'extravagance le gouvernement précédent qui dépensait deux cent cinquante mille piastres par année de moins qu'eux, ils ont donc été eux-mêmes, de leur propre aveu, non seulement extravagants, mais archi-extravagants.

Après avoir dénoncé comme ils l'ont fait l'ancien gouvernement pour ses dépenses excessives, ils étaient tenus en honneur non seulement de maintenir la dépense de l'administration au même niveau, mais de la diminuer considérablement. S'ils devaient agir autrement, quel intérêt le peuple avait-il à changer de gouvernement?

Mais, comme je l'ai dit déjà, ils ont foulé aux pieds leurs serments, ils se sont moqués du peuple, et dans l'ivresse des jouissances ministérielles, ils se sont livrés à une orgie en règle, prodiguant sans utilité correspondante, les deniers publics à leurs favoris, jusqu'au point de faire monter la dépense de l'administration à deux cent cinquante mille piastres par année de plus que ne dépensait l'ancien gouvernement.

Voilà comment ils ont violé et scandaleusement abusé de la confiance du peuple.

Un gentilhomme fait honneur à ses promesses, et un gouvernement d'honnêtes gens n'a pas le droit, plus qu'un gentilhomme, de violer les siennes.

Oubliant leurs serments de n'imposer aucune taxe nouvelle, ils ont imposé l'injuste et odieuse taxe directe que tous connaissent, et qui leur a procuré, un million neuf cent cinquante mille piastres, dont la plus grande partie a été englobée par leurs extravagances et leur augmentation des dépenses.

Ils ont perçu de cette taxe et d'autres revenus additionnels huit cent cinquante mille dollars par an de plus que ne percevait l'ancien gouvernement et loin d'appliquer cela au paiement de la dette comme ils l'avaient promis, lors de l'imposition de la taxe, ils ont augmenté la dette publique de plusieurs millions de piastres comme je le démontrerai tout à l'heure.

J'ai dit que le gouvernement conservateur avait augmenté les dépenses d'administration de deux cent cinquante mille piastres par année, je le

prouve par le tableau suivant tiré des états officiels des comptes publics et de l'état B fourni par l'honorable trésorier actuel dans son discours sur le budget, du 9 décembre courant. Ce tableau contient le chiffre des dépenses du gouvernement Mercier, durant les quatre années dont il est responsable, et celui des dépenses d'administration du gouvernement conservateur également durant les quatre années dont il est responsable.

C'est le seul mode équitable et rationnel de faire une comparaison de la dépense sous les deux régimes, et s'il reste encore des conservateurs qui aient des doutes sur ce point je les invite respectueusement à lire le Hansard, où ils trouveront l'opinion de l'honorable M. Taillon, leur ex-premier ministre et leur idole, exprimée dans le même sens.

J'entendais l'autre jour un honorable député, qui a bien réussi dans le commerce, faire la comparaison d'une année choisie de l'un des deux

régimes, avec une année choisie de l'autre pour en tirer des conclusions favorables à sa cause.

Que cet honorable monsieur me permette de lui dire que ce n'est pas en basant ses opérations commerciales sur des données aussi trompeuses que celles-là, qu'il a pu parvenir à la haute position qu'il occupe dans le monde des affaires.

L'idolâtrie de son parti a pu seule lui faire commettre une pareille hérésie qu'il n'a certainement jamais commise dans la comptabilité de son négoce. Comme tous les hommes habiles en affaires, il ne choisit pas pour se rendre compte l'année la plus basse ni la plus élevée dans son commerce, mais bien l'ensemble de ses opérations, et c'est ainsi qu'il faut agir quand il est question d'apprécier les dépenses d'administration de la province, et surtout de comparer les dépenses d'un gouvernement avec celles d'un autre.

Voici le tableau des dépenses d'administration sous les deux régimes:

Augmentation des dépenses d'administration

Conservateurs

En 1893	\$3 952 258.75	
1894	3 876 055.24	
1895	4 043 228.43	
1896	4 041 221.66	
	<hr/>	\$15 913 664.08

Gouvernement Mercier

En 1888	\$3 865 032.36	
1889	3 549 618.64	
1890	3 881 672.95	
1891	4 095 520.45	
	<hr/>	\$14 885 844.40

Augmentation des dépenses par les conservateurs,
durant les 4 années dont ils sont responsables
Ce qui donne une augmentation de dépenses
d'administration par les conservateurs de

\$ 1 027 719.68

256 929.92
par année.

Maintenant, M. l'Orateur, en face de ce résultat écrasant pour nos adversaires, il est assez intéressant de rappeler les discours que ces messieurs tenaient dans les élections de 1892, et de faire un rapprochement entre ce qu'ils disaient alors et ce qu'ils ont fait depuis que le peuple les a mis au pouvoir. Ainsi, à propos des dépenses du service civil, le député de Saint-Antoine (M. J.S. Hall) trésorier conservateur, donnait le chiffre des salaires en 1886: \$138 328, et le chiffre des salaires de 1888 à 1891, égalant par année \$179 931. Et il disait: "Je n'ai rien à ajouter à ces chiffres. Le public doit juger si nous avons été mieux ou plus mal gouvernés durant les quatre dernières années, et jusqu'où il peut excuser l'augmentation des dépenses et approuver l'habileté administrative dont on a fait preuve."

C'était bien là, n'est-ce pas, condamner tout gouvernement qui dépenserait considérablement plus que \$138 000 par année pour les salaires; c'était bien là, n'est-ce pas, s'engager de la part du nouveau gouvernement, à ne pas dépasser de beaucoup cette somme de dépenses en salaires, et c'était bien là surtout la promesse de la part du nouveau gouvernement de dépenser moins pour les salaires que n'avait dépensé le gouvernement précédent, c'est-à-dire le gouvernement Mercier sur qui l'on portait condamnation?

Or voici la liste des dépenses de salaires payés par le gouvernement conservateur; on y trouvera toute leur mauvaise foi de 1892, et la preuve de leurs dépenses extravagantes d'après les déclarations mêmes de leur premier trésorier, le représentant de Saint-Antoine (M. J.S. Hall).

Dépenses de salaires par le gouvernement conservateur

En 1893	\$199 908.20	
1894	207 225.24	
1895	206 006.54	
1896	204 201.69	
		\$818 041.67
Ou		294 520
		par année.

C'est-à-dire que le gouvernement conservateur a augmenté la dépense des salaires de \$24 579 par année de plus que la dépense des salaires sous le gouvernement Mercier; c'est-à-dire encore que le gouvernement conservateur a dépensé pour les salaires, durant les quatre dernières années, \$66 182 par année de plus que la somme de \$138 328 qu'il déclarait en 1892 ne pas devoir être excédée en fait de dépenses de salaires.

Une autre preuve de la mauvaise foi de ces messieurs dans leurs dénonciations de 1892. Le gouvernement conservateur avait dépensé pour l'instruction publique en 1886, \$362 122. Le gouvernement Mercier avait dépensé pour la même fin en 1891, \$402 106, c'est-à-dire \$30 983 de plus que le gouvernement conservateur; mais il fallait à tout prix trouver le gouvernement Mercier en faute, c'est pourquoi le représentant de Saint-Antoine prononçait les paroles suivantes: "On verra que l'augmentation des dépenses pour cette fin louable n'a dépassé que de \$39 983 les dépenses de la dernière année de l'administration Ross-Taillon. Si les amis de l'instruction tiennent compte des grosses sommes dépensées ailleurs et des augmentations énormes des autres départements, ils pourront juger de l'intérêt que la dernière administration portait à l'instruction publique."

Or, les conservateurs qui se donnent comme ayant à coeur plus que tous les autres l'avancement de l'éducation, n'ont consacré que \$370 685.00 pour cette fin louable, c'est-à-dire \$8 563.00 seulement de plus qu'en 1886, et \$31 420 de moins que le gouvernement Mercier, qu'ils accusaient en 1892, de ne pas faire assez pour la cause de l'éducation.

Voyons maintenant les dénonciations que les conservateurs portaient contre le gouvernement Mercier, de ne pas faire assez pour la colonisation. En 1886, les conservateurs dépensaient \$170 000 pour la colonisation. En 1891, le gouvernement Mercier dépensait pour cet objet \$182 000, c'est-à-dire \$12 000 de plus.

Le député de Saint-Antoine disait en 1892 à ce sujet; "Cette augmentation est très insignifiante et montre le peu de désir de la dernière administration pour le progrès réel du pays."

Or, les conservateurs qui accusaient M. Mercier de négliger la colonisation, cette source de

notre prospérité provinciale, parce qu'il ne dépensait pour cet objet que \$182 000 par année, n'ont consacré eux-mêmes, de 1893 à 1896, que \$90 000 par année pour cette même colonisation si chère à leur coeur, c'est-à-dire \$92 000 de moins que le gouvernement Mercier n'avait consacré en 1891 à cette grande cause, \$80 000 de moins que la somme qui était dépensée pour cet objet en 1886, eux qui accusaient si sincèrement le gouvernement Mercier de n'avoir dépassé que de \$12 000 cette dépense de colonisation de 1886.

Ces quelques démonstrations peignent bien sous son vrai jour, il me semble, la perfidie au moyen de laquelle les conservateurs ont remporté les élections en 1892, et, comme elles font bien retomber sur leurs têtes coupables, les amères dénonciations dont ils accablaient alors leurs adversaires. Le gouvernement, voyant venir à courte échéance les élections, et ne voulant pas se risquer devant les électeurs avec son bagage de taxes directes, nous annonce l'abolition de la taxe sur les transports d'immeubles, parce que, dit-il, il y a équilibre entre les recettes et les dépenses de la province.

Quelle mesure extraordinaire le gouvernement a-t-il adopté pour arriver à ce résultat inouï dans les annales des gouvernements qui se sont succédé depuis 1891? Le système d'administration n'a-t-il pas été le même? Le nombre des employés et leurs salaires n'ont pas été diminués, mais au contraire augmentés. Les dépenses de tous les départements ont suivi leur marche régulière et ordinaire, plutôt ascendante que descendante.

Quant aux revenus d'un caractère permanent, sont-ils plus considérables? A-t-il été créé des revenus extraordinaires qui ont pu changer tellement les choses qu'après avoir été à court d'argent au point de taxer les contribuables, nous en avons maintenant de reste?

Je dis que l'équilibre financier n'est pas rétabli et qu'au, contraire la politique du gouvernement, s'il était maintenu au pouvoir, ne nous conduirait qu'à un déficit désastreux. Suivant la prétention du trésorier et l'agencement de ses chiffres, il y aurait un surplus de \$228 203, mais ce prétendu surplus ne peut pas faire la base d'un équilibre solide et permanent. Ce surplus s'évanouit devant les charges et réductions de revenu que voici:

1° Le revenu des terres de 1893, est, par accident, de	\$1 045 310	
Mais si on calcule le revenu des terres pour les dix dernières années, on constate qu'il a été, bon an mal an, de	864 582	
		\$180 728
2° Les taxes abolies:		
Sur certaines personnes	17 507	
Sur mutation d'immeubles	184 254	
Sur commerce et manufactures	79 728	
		281 489
3° Intérêt à payer de l'emprunt de \$3 000 000 de 1896 à 4%	\$ 120 000	\$582 217
Déficit certain en vue		
Résultat direct de la politique en cours du gouvernement		\$354 014
Mais il convient d'ajouter à ce déficit:		
4° L'intérêt à payer sur l'argent requis pour payer les subsides des chemins de fer, payables après les travaux faits, de \$312 000	\$32 480	
5° L'intérêt à payer sur probablement un million de piastres que le gouvernement serait, paraît-il disposé à payer aux compagnies de chemins de fer pour rachat du deuxième paiement de 35 cents de l'acre sur leurs subsides en terre bien que un demi-million serait amplement suffisant pour cela	40 000	
6° L'intérêt sur subsides des chemins de fer à voter cette année, probablement un million	40 000	
7° Nouvel octroi projeté pour l'éducation	50 000	162 480
Déficit total		\$516 494

Voilà l'espèce d'équilibre sur lequel le gouvernement actuel peut fonder son affirmation qu'il a rétabli l'ordre dans nos finances;

Voilà l'équilibre en vertu duquel il se dit capable de se passer de sa taxe sur les mutations d'immeubles, et en propose l'abolition.

Seraient bien naïfs les électeurs qui se laisseraient prendre à ce nouveau subterfuge! Mais, que le gouvernement ne s'abuse pas, les électeurs qu'il a joués en 1892, il ne les pincera pas en 1896.

Avec ce bon sens qui ne les trompe jamais, quand ils sont bien renseignés sur les faits, et cette intelligence qui les distingue, les électeurs, conservateurs comme libéraux, analyseront, comme ils doivent l'être, ce prétendu équilibre dans les finances, et cette abolition de taxe absolument à la veille de l'élection.

Avec la dure expérience qu'ils ont faite du régime conservateur depuis le 17 décembre 1891, ils se diront avec raison; si nous devons avoir des élections dans cinq ans au lieu de les avoir dans quelques semaines, nous aurions la taxe comme d'habitude, sans merci, sans pitié, et on ne se donnerait pas la peine de cacher les gros déficits sur l'enveloppe de prétendus surplus qui ne sont échafaudés que pour être affichés durant les élections, afin de nous prendre au piège, une seconde fois.

Le peuple, instruit par le passé, sera prudent pour l'avenir, et il repoussera du pied ces gros-siers appâts qui lui sont tendus par un parti maintenant connu et apprécié à sa valeur. Il vous attend, messieurs, pour vous donner au bon mo-

ment, malgré toutes vos jérémiades, le juste châ-timent que vous méritez pour avoir abusé de sa confiance comme vous l'avez fait.

Permettez-moi, M. l'Orateur, de citer en passant, une autre violation des promesses faites au peuple par le gouvernement, et ce n'est pas la moindre. Je veux parler de la fourberie pratiquée à l'égard du peuple au sujet des emprunts.

Aux dernières élections, les ministres conservateurs et leurs candidats criaient partout à l'horreur parce que le gouvernement précédent s'était fait autoriser à emprunter, jusqu'à concurrence de dix millions, pour achever le paiement des subsides aux chemins de fer, la construction de certains édifices requis par l'intérêt public, et le règlement des autres obligations de la province; le gouvernement précédent avait alors emprunté quatre millions sur les dix, et les avait employés au paiement des obligations de la province, moins près d'un million qui restait en caisse, lorsqu'on leur a enlevé le pouvoir. Il restait donc six millions sur les dix, qui n'avaient pas été empruntés. Les conservateurs criaient partout sur les "hustings" que l'emprunt de ces six millions serait la ruine de la province s'il était fait, et ils conjuraient les électeurs de les mettre au pouvoir pour empêcher cet emprunt et cette ruine.

Deux mois après les élections, le 20 mai 1892, le gouvernement jurait de nouveau à la Chambre et au pays par la bouche de son trésorier, qu'il allait faire mieux que son prédécesseur, et cesser tous emprunts. Le gouvernement disait alors au peuple, pour lui faire accepter la taxe directe:

"Nous vous taxons, c'est vrai, mais avec le produit de ces taxes, nous acquitterons d'autant les obligations de la province, nous réduirons d'autant la dette, et nous ne ferons plus aucun emprunt".

La taxe a été prélevée, elle a versé dans la caisse des centaines de mille et de millions de piastres et le peuple a cru pendant un certain temps qu'il ne se ferait plus d'emprunts; mais sur ce point comme sur les autres il devait être cruellement trompé. Après divers emprunts temporaires rejetés les uns après les autres, le gouvernement recommença, le 1er mars, 1894, l'ère des emprunts permanents, et depuis lors ce gouvernement conservateur a emprunté au nom de la province, onze millions deux cent soixante et dix mille piastres (\$11 270 000.) Ainsi donc après avoir crié en 1892, qu'un emprunt de six millions ruinerait la province, après avoir taxé et juré de ne plus emprunter, ces hommes ont emprunté dans l'espace

de moins de trois ans au-delà de onze millions de piastres dont la province est aujourd'hui chargée, et dont elle paie l'intérêt.

Franchement on aurait peine à croire à une tromperie pareille de la part de ce gouvernement d'honnêtes gens, si la chose n'était écrite en blanc et en noir dans les comptes publics de la province.

Comment qualifier un gouvernement qui se moque ainsi du public? Peut-on abuser plus audacieusement de la bonne foi d'un peuple honnête et sincère? Un gouvernement qui se rend coupable d'actes de perfidie et de tromperie semblable ne peut échapper à la juste réprobation des électeurs qui ont été les victimes.

Maintenant, M. l'Orateur, le gouvernement avec le produit des taxes et des emprunts a-t-il au moins diminué la dette? Malheureusement non, au contraire il l'a augmenté de plusieurs millions. Les chiffres suivants, tirés des documents officiels, le démontrent.

Augmentation de la dette par les conservateurs

Dette nette au 17 décembre 1891, tableau no 8, discours budgétaire du député de Saint-Antoine (M. J.S. Hall) du 20 mai 1892\$24 288 038.20

A déduire

1. Subsidés périmés, procès-verbaux 96 page 146	\$2 018 769.22
Subsidés périmés, procès-verbaux 96 page 146 renoncés	632,820.00
	<hr/> \$2 651 589.22

2. Montant chargé pour reconstruction de la prison de Montréal et école normale, projets abandonnés	475 000.00
3. Autant chargé en trop sur subsidés en terres	178 171.20
4. Déficit du 17 décembre 91 au 30 juin 92	496 723.67
5. Différence entre \$453 500.00 chargées à la dette flottante au 7 décembre 91 et \$105 252.57	348 247.43

Seule dépense autorisée avant le 21 déc. 91 pour palais de justice de Montréal, voir rapport commissaire des Travaux publics de 1894 page 13, le surplus ayant été dépensé sur le nouveau contrat	\$1 119 731.52
	<hr/> \$1 110 731.52

Balance réellement due et payable de la dette fondée et flottante au 17 décembre 1891	\$20 168 396.68
Dette nette au 30 juin 1896, d'après le discours budgétaire de l'honorable député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater) du 9 décembre courant	22 156 346.30
Déduire	<hr/> 20 168 300.68

Dette au 17 décembre 1891	
Augmentation de la dette par les conservateurs	\$ 1 988 039.62
Ajouter les subsidés aux chemins de fer accordés par arrêtés en conseil depuis le 29 mai 1896, en remplacement de subsidés périmés, et nouveaux subsidés approximativement	1 000 000.00
Taxes directes perçues depuis 1892, ces taxes constituant un véritable emprunt forcé imposé au peuple, et dont le gouvernement conservateur est coupable au même titre que les autres emprunts dont il est responsable, au-delà de	2 000 000.00
Montant que le gouvernement se fait autoriser aux compagnies de chemins de fer pour rachat du 2ème paiement de 35 cents l'acre sur les subsidés en terres, \$1 600 000, mais réduisons-le pour le moment à	1 000 000.00
	<hr/> \$5 988 039.62

Voilà donc une augmentation de la dette de près de deux millions de piastres sans compter les deux millions de piastres perçues des taxes directes, et si on y ajoute les subsides accordés par le gouvernement aux compagnies de chemin de fer et le montant qu'il va leur payer pour rachat de leur deuxième paiement de 35¢ l'acre sur les subsides en terres, encore deux autres millions, c'est-à-dire, en tout près de six millions de piastres, dont quatre millions ajoutées par le gouvernement conservateur à la dette publique et deux autres millions qu'il a dépensées, après les avoir arrachées au peuple au moyen d'une taxe inique et vexatoire, tel est le bilan du gouvernement conservateur, tel est le résultat de sa politique au sujet de l'augmentation de la dette publique.

Il a augmenté les dépenses annuelles d'administration	\$ 250 000.00
Il a augmenté les salaires de près de \$25 000 par année	\$ 25 000.00
Il a emprunté au nom de la province pour au-delà de onze millions de piastres	\$11 000 000.00
Il a arraché injustement au peuple deux millions de piastres de taxes et il les a dépensées	\$ 2 000 000.00
et il a augmenté la dette publique d'environ quatre millions de piastres	\$ 4 000 000.00

Mettons tout cela en regard des serments que les conservateurs ont faits en 1892: de pratiquer l'économie, de ne plus faire d'emprunts, de ne pas imposer la taxe et d'équilibrer les recettes et les dépenses de la province, et voyons, était-il possible à un gouvernement de tromper une population et d'être parjure à tous ses engagements d'une manière plus scandaleusement outrageante?

On me permettra, j'espère, quelques mots d'observation sur une remarque un peu aigre-douce contenue à la page 17 du discours de l'honorable trésorier (l'honorable A.W. Atwater).

Il dit: au 30 juin 1887, la dette consolidée et pour emprunts temporaires était de	\$19 456 578.58
Et au 30 juin, 1892, elle était de	28 731 263.49

Une augmentation de \$9 274 884.91 en cinq ans!

Et il paraît scandalisé de la chose.

Qu'il examine donc son propre bilan, et il sera plus scandalisé de l'administration de son parti que de celle des autres.

Dette consolidée au 30 juin, 1896	\$31 211 282.62
Emprunts temporaires et dépôts de 1896	995 775.53
Balance de l'emprunt du 1er mai 1896	1 124 200.00
	<hr/>
	\$33 331 258.87
Taxes perçues au 30 juin 1896 (en chiffres ronds)	1 950 000.00
Revenus additionnels	840 000.00
Emprunts temporaires faits par les conservateurs du 17 décembre, 1891 au 30 juin 1892, et induement chargés aux libéraux dans les \$28 731 263, ci-haut	1 250 000.00
	<hr/>
Total au 30 juin 1896	\$37 371 258.87
Dédouez les \$28 731 263.49 dus au 30 juin 1896, d'après M. Atwater	23 731 263.49
	<hr/>
	\$ 8 639 995.38

Et nous pouvons dire, avec le même air scandalisé que l'honorable trésorier:

Une augmentation de \$8 639 995.38, en 4 ans!

Mais, je ne cite la chose que pour démontrer à cet honorable monsieur que l'argument qu'il emploie peut facilement être tourné contre lui et à son désavantage.

J'en prendrai occasion de lui dire aussi, ce qui est admis de tous, qu'il n'a pas le droit de charger à ses adversaires l'administration de 1892, qui est pour les trois-quarts à la charge du gouvernement conservateur.

Je dirai maintenant quelques mots du projet du gouvernement de payer aux compagnies de chemins de fer, dès à présent, ce qui peut être considéré comme la valeur du 2ème paiement de 35 cents l'acre sur leurs subsides en terres converties en argent. Ces subsides représentent une valeur de \$3 200 000 payables lorsque les terres y assujetties auront été vendues et le prix collecté.

Le gouvernement propose de se faire autoriser à payer à ces compagnies, cinquante pour cent ou moins de leurs réclamations, c'est-à-dire seize cent mille piastres, ou moins si des arrangements plus favorables peuvent être conclus.

Nous sommes tous désireux de payer aux compagnies la valeur légitime de leurs réclamations contre le gouvernement, lorsqu'elles seront échues, mais rien de plus, car un gouvernement qui comme le nôtre s'est dit obligé de mendier des taxes au peuple, n'a pas le droit de faire de cadeaux ni largesses à personne.

Or j'avoue franchement, M. l'Orateur, que je ne vois pas sans alarme, notre gouvernement, sur le bord de sa tombe, s'empresseur autant de régler ces réclamations de subsides.

Le peuple a raison d'être soupçonneux, et il se demande avec inquiétude si l'autorisation que demande le gouvernement n'a pas pour but de régler généreusement avec les compagnies, c'est-

à-dire de leur payer considérablement plus que la valeur de leurs réclamations, avec l'espoir que les compagnies (un plaisir en attire un autre) se montreront reconnaissantes, et fourniront une large part du fonds électoral dont ces messieurs auront bientôt besoin pour essayer de convertir l'électorat à leur cause.

A tout événement, je dénonce ce projet comme n'étant plus dans les attributions du gouvernement dont l'existence ne tient plus qu'à un fil; cette mesure ne devrait pas dans les circonstances être adoptée sans que les conditions du règlement soient arrêtées et soumises au peuple aux prochaines élections.

Mais le gouvernement va passer outre, et les élections se feront sans que le peuple sache quelle somme le gouvernement aura payée dans cette nuageuse transaction. Il est cependant possible de prévoir dès à présent par les discours des ministres et le ton de leurs organes, que leur intention bien arrêtée serait de payer aux compagnies bien près de seize cent mille piastres, ce qui serait, à mon humble avis, trois fois la valeur de leurs réclamations.

En effet le produit total des ventes des terres de la couronne depuis dix ans a été de soixante mille dollars par année, et il n'y a aucune raison de croire à une augmentation considérable de ce revenu, qui a toujours été à peu près le même depuis la Confédération.

Or, c'est être bien généreux pour les compagnies que de dire qu'elles peuvent compter toucher un tiers du produit de ces ventes de terres, soit \$20 000 par année; à ce chiffre cela prendrait un siècle et demi avant qu'elles aient touché leurs trois millions.

Je crois que si la province payait aux compagnies cinq cent mille dollars, elles devraient être bien contentes, car l'intérêt de ces cinq cent mille dollars leur fournirait les \$20 000 par année, et elles auraient le capital en profit.

Le gouvernement en pressant comme il le fait le règlement de cette question, et en se faisant donner une autorisation aussi ample de la régler à sa guise, par une Chambre dont les pouvoirs expireront dans quelques jours, se rend coupable d'un mépris des droits du peuple qui devra l'en tenir responsable et le condamner comme nous le condamnons nous-mêmes dans cette Chambre.

Quant à la conversion projetée de la dette, l'honorable trésorier n'y a pas fait allusion ou n'y a référé que bien légèrement. Il m'a fait, sous ce rapport, un peu l'effet de ces pénitents qui cachent un gros péché, ou qui se répandent en détails sur des peccadilles, et passent lestement sur leurs fautes graves.

Dix millions de piastres de nos dettes deviennent échus dans huit, dix et douze ans. Il nous est dû par la Compagnie du Pacifique et le gouvernement fédéral un égal montant que nous pouvons toucher dans le même temps. Le gouvernement se fait autoriser, encore "in extremis", à négocier dès à présent une conversion des six millions que nous devons et du reste de notre dette, en échangeant de nouvelles débetures à trois ou trois et demi ou peut-être quatre pour

cent, à quarante ans, pour celles que nous devons. Et l'honorable trésorier nous dit qu'il espère, dans cette opération, réaliser une économie de \$200 000.00 par année. Mais il doit savoir que les porteurs de nos débetures ne les lui laisseront pas pour moins que le prix du marché de même qu'il lui faudra bien vendre aussi les siennes au prix du marché. Quel profit aurons-nous? Aucun qui vaille.

L'augmentation du capital et le fonds d'amortissement à payer pour cela maintiendra la charge annuelle à peu près à son taux actuel, et s'il y a un léger gain d'ici à dix ans, il est constant qu'il nous résultera une perte plus considérable par l'émission de nos débetures pour quarante ans au taux actuel comparé au taux auquel nous pourrions les négocier dans dix ans.

L'intérêt a baissé de un et demi pour cent depuis 14 ans, il y a progression constante dans cette marche descendante du taux de l'intérêt, et nous avons toute raison de compter que dans dix ans nos débetures pourront être négociées à trois-quarts ou un pour cent d'intérêt de moins qu'aujourd'hui.

Ce que nous aurions de mieux à faire pour le moment serait de collecter à échéance les dix millions qui nous sont dus et payer à échéance dix millions sur notre dette; nous n'aurons ainsi aucune prime à payer, notre crédit sera amélioré d'autant, et nous pourrions ensuite, pour régler la balance de notre dette, emprunter à des conditions assez favorables qu'en payant l'intérêt d'alors et un fonds d'amortissement, nos charges ne seront pas plus élevées qu'aujourd'hui, et nous éteindrions notre dette, ou nous pourrions faire tout autre arrangement suivant les circonstances d'alors dans le meilleur intérêt de la province; tous les hommes d'affaires s'accordent à dire que les conditions d'emprunt ne peuvent que s'améliorer.

L'honorable trésorier est sans doute un avocat très versé dans la science du droit et un homme de talent, mais on me permettra peut-être de dire qu'il n'a pas assez d'expérience financière pour se mesurer avec les gros financiers du marché européen, qui font la loi, la pluie et le beau temps. Ils ont roulé de cinq cent mille dollars notre trésorier l'honorable Taillon dans son emprunt de cinq millions. Notre trésorier ne craint-il pas de se faire rouler à son tour? et cette fois, ce serait dans les millions, car il s'agirait de rien moins que de convertir la plus grande partie de notre dette soit vingt-cinq millions.

La conversion que projette le gouvernement n'est que la répétition de l'emprunt Taillon, augmentant notre dette de vingt à vingt-cinq pour cent, sans diminuer nos charges annuelles, mais les augmentant plutôt de frais de commission, d'agence et d'administration, sans pouvoir à l'extinction de la dette. La conversion telle que l'entend le gouvernement n'est en définitive qu'un jeu de bourse dans lequel le porteur de nos débetures aurait la part du lion et les intérêts de la province seraient sacrifiés.

En effet le gouvernement projette de changer la destination des sept millions du C.P.R. et des \$2 934 000 du subside fédéral, mais il ne doit pas

oublier que ces créances sont affectées par des lois existantes au paiement des débetures de 1874, 1876 et 1878; or ce changement de destination, d'après ces lois telles qu'interprétées dans cette Chambre par le gouvernement lui-même, ne peut être opéré sans le consentement des porteurs de ces débetures. Donc lorsque les agents de la province iront leur proposer la conversion avant échéance, ils seront à leur merci, et les porteurs de débetures sauront bien bénéficier de leur position, et sachant que nous ne pouvons améliorer la valeur de nos débetures par la garantie de ces créances, et les vendre à d'autres qu'à eux-mêmes, exigeront, pour leurs débetures, un prix d'autant plus élevé qu'ils seront maîtres de la situation.

Nous devons donc conclure, comme l'a d'ailleurs presque admis le trésorier, que la conversion projetée n'est qu'un mythe, et je crois que la Chambre et le pays doivent être d'avis que cette conversion n'est proposée que comme expédient électoral pour faire miroiter aux yeux des électeurs une épargne d'intérêt de \$200 000 en remplacement des taxes abolies, épargne qui malheureusement ne peut être démontrée d'une manière plausible, n'est qu'imaginaire, et ne pourrait qu'être couverte par des pertes correspondantes.

Ce projet de conversion de la dette n'est qu'un nouveau trompe-l'oeil, c'est la tartine destinée aux électeurs pour faire pendant aux alléchantes promesses de 1892 violées les unes après les autres.

Nous avons raison de prévoir que si le gouvernement met à exécution avant les élections ce projet vague, nuageux, et qui n'annonce rien de bon pour la province, on en tirera pour le temps de la lutte électorale, des résultats mirobolants, mais qui se convertiront, après les élections, en de désolants mécomptes pour la province et les électeurs qui auront à en payer la façon.

C'est notre devoir d'en avertir l'électorat, et ce devoir, nous l'accomplissons sans cruauté et sans hésitation. Je termine, M. l'Orateur, en demandant pardon à cette Chambre d'avoir retenu aussi longtemps son attention. J'invoque comme excuse l'importance de la situation politique qu'il nous incombe de discuter dans les meilleurs intérêts de notre province et du peuple laborieux qui l'habite.

M. A.-F. SAVARIA (Shefford): Félicite le trésorier pour son brillant exposé de la situation et fait part de ses commentaires.

Il remarque que le député de Yamaska (M. V. Gladu) a abandonné son fameux système de la moyenne, pour le remplacer par des si.

Mais ce n'est pas avec des suppositions que l'on discute les affaires publiques, et, on aura beau dire, il n'en reste pas moins acquis que les dépenses d'administration ont été diminuées.

Dans le service civil il y a eu une économie de \$16 000; dans l'administration de la justice, de \$108 000; dans les travaux publics, de \$820,000.

Il en a été de même dans les autres départements. A part celui de l'Agriculture et Colonisation. Dans ce département, il y a eu une augmentation de \$40 000, il est vrai, mais personne ne saurait s'en plaindre; c'est un titre du gouvernement actuel auprès de l'électorat de n'avoir négligé aucun moyen pour encourager la classe agricole.

Les dépenses durant les années 1887 à 1892, soit durant l'administration libérale, se sont élevées à \$19 448,797; tandis que durant les années 1892 à 1896; sous le régime conservateur, les dépenses étaient de \$17 803 782.18.

C'est donc dire qu'il y a eu une diminution de \$1 645 015.34. Les dépenses contrôlables de 1888 à 1892 étaient de \$16 257 160.01; tandis que de 1893 à 1897, en incluant les prévisions de 1897, elles ont atteint \$13 736 764.08; soit une diminution de \$2 520 395.93 ce qui est à l'avantage du gouvernement actuel.

Le gouvernement actuel a donc réduit les dépenses dans l'ensemble des quatre dernières années comparées à celles du régime libéral.

Quant à lui, il a été élu comme indépendant, et s'il défend aujourd'hui le gouvernement conservateur, c'est que ce gouvernement est sage et économe.

Pour bien se rendre compte du degré d'économie pratiquée par un gouvernement, il ne faut considérer que les dépenses contrôlables; or, depuis qu'ils sont au pouvoir, les conservateurs ont réduit ces dépenses de \$2 530 295.93.

N'est-ce pas la condamnation manifeste du régime précédent et la preuve des extravagances dont on a justement accusé les libéraux? Et pourtant, après deux ans d'un timide silence, on essaie maintenant de défendre ce régime, maintenant qu'on croit que le peuple a oublié.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures quarante-cinq

Village de Petit-Métis

M. N. RIOUX (Témiscouata): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 31) incorporant le village de Petit-Métis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. N. RIOUX (Témiscouata): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Maisonneuve

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 50) amendant la charte de la ville de Maisonneuve.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie Thomas Robertson

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 52) incorporant la Compagnie Thomas Robertson.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Trafalgar Institute"

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 53) concernant la propriété immobilière du "Trafalgar Institute".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession J. Bryson

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 57) pour dissiper tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson, et les pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires, pour les autoriser à vendre les biens de sa succession en bloc ou séparément, et à emprunter jusqu'à concurrence de dix mille dollars pour administrer ladite succession.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi dissipant tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson, et les pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires et les autorisant à vendre les biens de sa succession en bloc ou séparément".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Successions M.-C. Roy et A. Hamel

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 79) pour permettre de partager sans retard les dettes et les biens des successions Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"The Trustees Executors and Securities Insurance Corporation Limited"

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 95) autorisant l'association dite "The Trustees Executors and Securities Corporation Limited", à faire des affaires dans la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Paul-Arthur Côté

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 74) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre après examen Paul-Arthur Côté au nombre de ses membres soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Coaticook Electric Light and Power Company"

M. R.N. ENGLAND (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 75) constituant en corporation la "Coaticook Electric Light and

Power Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Successions P.-T. Delvecchio et E. Olivier

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 78) pour régler la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse Madame Elisabeth Olivier soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Montréal

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 77) modifiant la loi 57 Victoria, chapitre 75, concernant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Association des comptables de Montréal

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 59) modifiant la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, constituant en corporation l'Association des comptables de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

William James Wright

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 61) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William James Wright au nombre de ses membres après examen soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Joseph-Herménégilde Tremblay

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 67) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Herménégilde Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie après examen soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

V. Boswell

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 72) autorisant Ve sey Boswell, de la cité de Québec,

brasseur, à poser un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

The Stadacona Water, Light and Power Company

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 76) concernant la compagnie dite "The Stadacona Water, Light and Power Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Joseph-Ena Girouard

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 32) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ena Girouard au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. A.-F. SA VARIA (Shefford): Sous le gouvernement Mercier, pour se forger des surplus, le député de Québec-Est (M. J. Shehyn), alignait toute une colonne de ce qu'il appelait les dépenses spéciales, et que le peuple ne paie pas moins cependant, et les taxes que l'on reproche tant aux conservateurs étaient devenues nécessaires pour remplir les obligations contractées par le gouvernement Mercier.

Pour montrer combien les conservateurs ont pratiqué l'économie, on peut prendre en particulier le département des Terres de la couronne.

Durant les années 1889-90-91-92, sous le régime libéral, les revenus des terres de la couronne ont été de \$3 410 000, et durant les années 1893-94-95-96, sous le régime conservateur, ils ont été de \$3 800 000, soit une augmentation, en faveur des conservateurs, de \$390 000.

D'un autre côté, les dépenses pour collecter ces montants ont été: sous le régime libéral, de \$1 200 000 sous le régime conservateur, de \$719 000 soit une réduction dans les dépenses de ce département de près de \$500 000.

Le député de Yamaska (M. V. Gladu) a prétendu que le gouvernement conservateur avait augmenté la dette de \$8,000,000 et le député de Québec-Est (M. J. Shehyn), de \$2 000 000. Qui croire?

Ni l'un ni l'autre, car la vérité est que le gouvernement conservateur a réduit la dette publique de \$2 134 000.

Aucun emprunt n'a été fait pour subvenir aux obligations contractées par le gouvernement actuel, mais seulement pour subvenir aux obligations contractées par les libéraux. On a bien crié contre l'emprunt Taillon, et pourtant c'est le meilleur qui ait été fait, et c'est celui qui a occasionné le moins de frais.

Non seulement le Parti conservateur a restauré le crédit de la province, mais il a encore sauvegardé son honneur.

Quant à la conversion de la dette, les libéraux qui étaient en faveur sous le gouvernement Mercier, trouvent que ce n'est plus le temps maintenant, quand c'est tout à fait le contraire, car le taux d'intérêt était alors beaucoup plus élevé qu'il ne l'est maintenant. C'est que les libéraux trouvent à redire à tout, et c'est que s'ils crient si fort à l'approche des élections générales, ils en craignent le résultat.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Fait l'histoire de la dette provinciale qui date depuis 1874. Il prétend que c'est commettre une erreur que de justifier l'imposition des taxes en disant qu'elle était rendue nécessaire par l'administration libérale.

Il serait plus juste de dire que les anciens gouvernements conservateurs ont pris une large part des responsabilités de la crise financière, car personne ne peut nier que leur administration a été ruineuse pour la province. C'est l'administration de Boucherville-Angers qui a engagé la province dans cette voie funeste des emprunts. Les gouvernements conservateurs se sont chargés de l'augmentation d'une manière alarmante. L'honorable M. Joly tâcha de ramener l'ordre dans nos finances, on sait ce qui arriva.

Notre dette provient de trois causes: subsides aux chemins de fer indépendants et ne donnant aucun pourcentage à la province sur leurs revenus; construction d'édifices publics, absolument improductifs; déficits successifs.

On a pu croire que le gouvernement actuel ferait mieux que les autres, mais il en a été loin.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Dit que le député de Bellechasse (M. A. Turgeon) a procédé au jugement général, car il a passé en revue tous les anciens gouvernements; ce n'est pas précisément le sujet soumis à l'attention de la Chambre, il s'agit maintenant de voter les subsides à Sa Majesté.

Dans tous les cas, si les anciens gouvernements conservateurs ont fait des dépenses, c'était pour le progrès bien entendu de la province.

Les personnes véritablement responsables de la dette, dit-il, sont celles qui ont refusé de prendre les moyens de l'empêcher.

Le représentant de Bellechasse a parlé de la faible dette de certains Etats américains, mais il a négligé un autre chapitre important de l'histoire financière de ces mêmes Etats. C'est qu'ils n'ont pas de dette parce qu'ils ont eu le courage de se taxer. Ils ont construit des édifices publics plus dispendieux que les nôtres, des canaux dispendieux et ils ont largement subventionné des chemins de fer. Mais au lieu de s'endetter, ils ont pris de l'argent dans la poche de la population au moyen des impôts. Et la taxe est l'antidote de la dette.

On a parlé de la dette de 1891, mais on ne dit rien de celle de 1878 alors qu'on a cherché à soulever la province contre le gouvernement de Boucherville-Angers, parce qu'il avait eu le courage de demander au peuple, par une taxe peu onéreuse, les moyens de faire face aux dépenses nécessaires au progrès de la province. Aujourd'hui, on veut employer les mêmes armes et le cri de guerre des libéraux est: à bas les "taxeux". Si par "taxeux" on entend ceux qui ont eu le courage d'accepter les responsabilités de la situation et faire face aux préjugés populaires, je n'ai pas d'objection à être considéré comme un "taxeux". Le gouvernement Chapleau, que le député de Bellechasse a voulu mettre en cause, a, comme toutes les autres administrations conservatrices, demandé au peuple les moyens d'assurer son progrès. Il a pu se lancer dans des aventures hasardeuses. C'est matière d'opinion, mais sa taxe sur les corporations aurait suffi à équilibrer le budget.

La dernière année du gouvernement Mercier s'est soldée par un déficit de plus de \$1 000 000, et ce même gouvernement a légué une dette flottante de \$10 000 000. Il fallait bien employer le seul moyen qui restait de rétablir l'équilibre dans les finances.

C'est ce qui a été fait, et le crédit de la province de Québec, à l'heure qu'il est, est mieux établi que celui de certains pays, comme la Russie, par exemple.

Le peuple qui juge les gouvernements saura reconnaître les efforts patriotiques de l'administration actuelle.

Au lieu de harceler le gouvernement, les libéraux devraient plutôt se rallier à la politique des conservateurs et abandonner leur opposition systématique.

Au sujet de la conversion de la dette, l'Opposition semble faire un crime au gouvernement de ce qu'il demande carte blanche pour la négocier; mais dans des questions de ce genre, c'est ce qu'il y a de mieux à faire, afin de ne pas gêner les négociations et de les rendre par là même plus efficaces.

Si on doit féliciter le représentant de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater) de son exposé

budgétaire, l'honorable premier ministre ne mérite pas moins de félicitations pour avoir si bien choisi le trésorier de la province.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare que le chef de l'Opposition a plusieurs engagements. Il n'y aura pas de censure ce soir. Elle viendra plus tard. Il n'a aucune objection à ce que la Chambre se forme en comité des subsides et adopte quelques articles des estimés budgétaires.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Exprime son désappointement qu'il n'y ait pas de motion de censure ce soir. Lui (l'honorable E.J. Flynn) et ses amis étaient anxieux de connaître le contenu de la motion depuis quelques jours. Il espère qu'elle viendra devant la Chambre à temps. Le gouvernement est d'accord avec la suggestion du chef suppléant de l'Opposition. Il va se réunir en comité des subsides.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des cercles agricoles et de l'encouragement à l'agriculture, en général pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'horticulture, Québec pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 12 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à onze heures.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de la Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Waterloo pour l'année 1896. (Documents de la session no 12)

Code municipal

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Joseph Marion, pour son président, et recommande à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 119) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

M. J.P. COOKE (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 123) modifiant la loi concernant l'assurance sur la vie prise par les maris et parents.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Divisions d'enregistrement, comté de Bonaventure

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): À quelle époque le gouvernement se propose-t-il de mettre en force le cadastre officiel pour les divisions d'enregistrement du comté de Bonaventure?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Aussitôt que possible.

Sommes payées au docteur Crépeau

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): 1. Le docteur Crépeau, de New-Richmond, comté de Bonaventure, a-t-il reçu, depuis 1894, une somme de \$250.00, ou aucune autre somme, comme garde-forestier; 2. A-t-il jamais été à l'emploi du gouvernement comme garde-forestier?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. En 1894, le docteur Crépeau, autrefois à l'em-

ploi du gouvernement, comme agent des terres et des bois de la couronne, et surintendant des garde-forestiers, a reçu \$250.00, en règlement final de toute réclamation relative à l'exercice de ses fonctions; 2. Non.

Sommes payées à S. Poirier

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): 1. Siméon Poirier, de Saint-Bonaventure, comté de Bonaventure, a-t-il reçu du gouvernement, depuis 1893, une somme de \$400.00, ou aucune autre somme, en paiement d'une prétendue réclamation qu'il avait faite contre le gouvernement? 2. Quand cette réclamation a-t-elle été faite? 3. Quelle est la nature de cette réclamation? 4. Quelle est la date du paiement de cette réclamation?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. M. Siméon Poirier, de Saint-Bonaventure, a reçu une somme de \$300.00, en paiement d'une réclamation qu'il avait faite contre le gouvernement. 2. Cette réclamation a été faite le 21 novembre 1889, et a été renouvelée plusieurs fois depuis cette date. 3. Cette réclamation était pour services rendus en rapport avec le cadastrage des cantons de Gaspé-Baie-Nord, Gaspé-Baie-Sud, Cap-Rosier, et village de Gaspé et elle a été payée à M. Poirier pour livraison des plans-brouillons de ces localités dont il avait la possession, et à titre de déboursés à faire, pour pouvoir compléter le cadastrage desdites localités. 4. Le 15 juillet 1896.

Pont à la Grande-Rivière

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement s'est-il engagé à donner une certaine somme pour venir en aide à la construction d'un pont à la Grande-Rivière?

Dans l'affirmative, quand? Quelle somme?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Par lettre du 10 novembre 1896, le gouvernement a offert à la municipalité de la Grande-Rivière, une somme de \$5 000.00 pour l'aider à construire un pont sur la Grande-Rivière, à certaines conditions. Ces conditions ont été acceptées par résolution du conseil municipal en date du 18 novembre 1896. Ladite somme de \$5 000.00 a été inscrite au budget.

Sommes payées aux recorders de Québec et Montréal

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Les recorders de Québec et de Montréal ont-ils, depuis le 1er juillet 1895, retiré quelque somme d'argent du gouvernement?

Dans l'affirmative, quelles sont ces sommes et pour quels services?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Oui, le recorder de Québec reçoit \$350.00 par année comme commissaire pour l'internement des enfants pauvres aux écoles d'industrie.

Achats de livres par le gouvernement

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il acheté les ouvrages suivants et à quelle époque? "La Foi et la Raison", par l'abbé L.-A. Paquet? "Le Code Catholique", par l'abbé D. Goselin, propriétaire de la Semaine religieuse de Québec?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Oui, le 27 février 1896, le 24 juillet 1895 et le 24 mars 1896.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande au secrétaire provincial s'il pourrait lui donner un exemplaire de chacun de ces ouvrages.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Certainement.

Ouvrage de M. Tardivel "Pour la Patrie"

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il en dépôt, un certain nombre d'exemplaires de l'ouvrage de M. Tardivel, intitulé: "Pour la Patrie"?

Dans l'affirmative, combien d'exemplaires?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Oui, 450 exemplaires.

Travaux sur la route du huitième rang de Viger

M. F. GOSSELIN (Iberville): 1. Est-il à la connaissance du gouvernement que la lettre suivante a été écrite et transmise à son adresse dans le cours de juin dernier:

Fraserville, 20 juin 1896.

Riou & Chagnon,
Avocats.

M. André Cimon,

J'ai reçu instructions du gouvernement de vous dire de commencer de suite les travaux dans la route du huitième rang de Viger, à l'ouest, pour descendre au septième rang.

Envoyez vos hommes et commencez lundi, vous aurez \$50 à dépenser dans cette route. Les instructions officielles vous seront transmises ces jours-ci. Dans tous les cas, commencez les travaux de suite. Vous êtes le conducteur.

A vous,

(Signé) S.-C. Riou.

Adresse,
M. André Cimon,
de Saint-François-Xavier,
Comté de Témiscouata.

2. M. S.-C. Riou, avocat, de Fraserville, était-il autorisé à écrire telle lettre?

3. Et dans l'affirmative, par qui?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Il n'est pas à la connaissance du gouvernement que cette lettre ait été écrite. 2. Sur recommandation de M. Rioux, M. P.P., des instructions ont été transmises, le 16 juillet, à M. André Cimon, l'autorisant à faire des réparations dans la route du 9e rang du canton Viger. 3. Ces instructions étaient destinées à couvrir celles sollicitées par M. S.-C. Riou.

Taxes directes

M. V. GLADU (Yamaska): Quel est le montant des taxes directes perçues depuis le 30 juin 1896, en vertu des statuts de 1892, imposant la taxe directe telle qu'amendée: 1. Sur les mutations d'immeubles? 2. Sur les licences de commerce, etc.? 3. Sur certaines personnes? 4. Sur les successions? 5. Combien y a-t-il d'avocats, dans la cité de Montréal, qui ont payé la taxe directe imposée sur eux, en leur qualité professionnelle, par les statuts de 1892, tels qu'amendés depuis la mise en vigueur de tels statuts?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. \$57 604 00. 2. \$7 304.66. 3. \$2 981.55. 4. \$95 476.00. 5. 184 pour 1892-93; 108 pour 1893-94; 129 pour 1894-95; 7— pour 1895-96.

Sommes payées pour services extra

M. V. GLADU (Yamaska): Pour quels services extra, les sommes mentionnées aux pages 86 et 87 des comptes publics de 1896, version anglaise, ont-elles été payées aux personnes mentionnées auxdites pages, depuis M. T.-Nap. Pelletier jusqu'à M. Ed. Lortie, inclusivement?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Réponse a été donnée à question semblable le 3 décembre, "Vide" Procès-verbal, page 119.

Sommes payées à A.E. Swift

M. V. GLADU (Yamaska): A quels travaux M. A.E. Swift a-t-il été employé pour les \$138.00 qui ont été payées comme extra, page 85 des comptes publics de 1896?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanhurst): M. Swift a été employé temporairement à certains travaux de transcription dans la branche du registraire.

T. Sansfaçon, messenger extra

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): Pour quelle raison M. Théo. Sansfaçon a-t-il été employé comme messenger extra, et a reçu la somme de \$52.50 portée à la page 86 des comptes publics de 1896?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): M. Sansfaçon a été employé temporairement vu la maladie de deux messagers permanents.

Docteur Grignon, conférencier agricole

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): Quelles sont les sommes payées au docteur Grignon, conférencier agricole, en sus de son salaire annuel de \$1 200, depuis le 30 juin 1896, jusqu'à ce jour?

Pour quelles considérations ces sommes lui ont-elles été payées?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Les sommes payées au docteur Grignon, conférencier agricole, en sus de son salaire de \$1 200.00, depuis le 30 juin 1896 jusqu'à ce jour, sont les suivantes:

Pour frais de voyage comme conférencier agricole.....	\$153.90
Pour frais de voyage pour assister à une assemblée du Conseil d'agriculture, le 23 octobre 1896.....	28.00
	\$181.95

N.-A. Filion, clerc extra

M. V. GLADU (Yamaska): Pour quelle raison M. N.-A. Filion a-t-il été employé comme clerc extra au bureau du procureur général, et reçu les \$762.50 mentionnées à la page 87 des comptes publics, 1896?

L'HONORABLE L.-P. Pelletier (Dorchester): Pour ouvrage extra occasionné par surcroît de travail nécessaire.

G. Rochette, messenger extra

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): Quel ouvrage extra a nécessité l'emploi de M. Geo. Rochette et le paiement qui lui a été fait de \$144.00, comme messenger extra, page 88, comptes publics, 1896?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Pour ouvrage extra occasionné par surcroît de travail nécessaire.

Enregistrement des actes de vente et transports d'immeubles

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): Le gouvernement se propose-t-il de faire adopter, à la présente session, une loi pour valider l'enregistrement des actes de vente et transports d'immeubles, enregistrés après trente jours de leur date, et pour permettre de valider l'enregistrement de ceux qui, ayant été passés depuis plus de trente jours, ne sont pas actuellement enregistrés?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Sous considération.

O.-E. Dallaire, conférencier agricole.

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): Quelles sont les sommes payées à M. O.-E. Dallaire, conférencier agricole, en sus de son salaire annuel de \$1 000.00, depuis le 30 juin 1895 jusqu'à ce jour?

Pour quelles considérations ces sommes lui ont-elles été payées?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Les sommes payées à M. O.-E. Dallaire, conférencier agricole, en sus de son salaire annuel de \$1 000.00, depuis le 30 juin 1895 au 30 juin 1896, se trouvent dans les comptes publics de l'année 1896.

Depuis le 30 juin 1896 à ce jour, M. Dallaire a reçu les sommes suivantes:

Pour frais de voyage comme conférencier agricole.	\$250.00
Pour collaboration au <u>Journal d'agriculture</u> depuis plusieurs années.	200.00
	<hr/> \$450.00

Palais de justice de New-Carlisle

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): 1. Des réparations ont-elles été faites au palais de justice de New-Carlisle, dans le cours de l'automne dernier (1896)? 2. Par qui ces réparations ont-elles été faites? 3. Pour quel montant? 4. A la demande de qui ont-elles été faites? 5. Quelle est la nature de ces travaux et réparations?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui. 2. Sous la surveillance du shérif, sauf les travaux de la fournaise qui ont été confiés à M. Octave Plante, plombier, de Québec. 3. Il n'y a pas encore de comptes de produits. 4. A la demande du shérif. 5. Peinture du palais de justice, posage d'une seconde bouilloire à l'appareil de chauffage et prolongement des tuyaux de chauffage jusque dans la cuisine du geôlier. Creusage du puits à une profondeur additionnelle.

Demande de documents:

Arbitrage fédéral

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé des sommes payées pour couvrir les frais de l'arbitrage fédéral, année par année, depuis qu'il est commencé jusqu'à ce jour, ainsi qu'un état de tous les frais de justice payés pour les actions issues de cet arbitrage, qui ont été intéressées devant les tribunaux.

Adopté.

Sommes payées à Mercier et Compagnie

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Rimouski (M. A. Tessier) qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé du compte de \$1 322.29 payé à Mercier et Compagnie, page 84 des comptes publics de 1896.

Adopté.

"The Canada Switch and Spring Company, Limited"

M. J. KING (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 48) constituant en corporation "The Canada Switch and Spring Company, Limited."

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. KING (Mégantic): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Sainte-Cunégonde

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 51) amendement la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'encouragement de la culture des arbres fruitiers pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

M. A. GIRARD (Rouville): Accuse le gouvernement d'être responsable de la détérioration produite dans le fromage par suite de la mauvaise qualité de la présure. Les fermiers du district de Sherbrooke perdent des centaines de mille piastres.

Il fait remarquer qu'au lieu de donner \$1000. au collège de Saint-Hyacinthe, pour ce prétendu

laboratoire, le gouvernement ferait bien mieux de nommer un inspecteur des fromageries. Car notre fromage a besoin d'être protégé contre les produits falsifiés et nos manufactures ont besoin quelque fois d'être renseignées pour faire du bon fromage.

Il y a quelque temps, divers lots de fromage arrivèrent en mauvais état sur le marché anglais et réalisèrent un prix peu élevé. Une enquête fut faite et l'on découvrit que la qualité inférieure du fromage était due à la présure employée dans la fabrication. C'est la faute au gouvernement.

MM. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean), M. F.-G.-M. DECHENE (L'Islet), M. A. TURGEON (Belle-chasse), M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure) et M. J. TESSIER (Portneuf): Parlent dans le même sens.

M. M. McDONALD (Bagot): Démontre que le gouvernement n'a rien à voir dans la vente de cet article, qui est tout à fait hors de son contrôle.

Les chimistes de l'école d'industrie laitière n'ont jamais eu l'occasion d'inspecter ou analyser la présure en question.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Soulève la question suivante: Pourquoi McGill, qui est une des meilleures écoles techniques, ne reçoit pas de subsides, alors que la province paie quatre mille dollars par année pour l'instruction publique à l'université Laval et dix mille dollars à l'école technique du Plateau. De plus, ces mêmes sommes sont versées sans que le nom du gouvernement n'y soit mentionné. Il croit que si la politique du gouvernement est d'accorder des subsides, il serait juste et équitable que McGill reçoive aussi sa part.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Informe la Chambre que McGill et Saint-Hyacinthe se sont vu offrir tous les deux la même somme, mais que McGill l'avait refusée.

La proposition est adoptée.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du Mérite agricole provincial pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour "The Women's Protective Immigration Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour "The Women's Protective Immigration Society" de Québec pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

Documents:

Impression de documents

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 30 novembre 1896 pour un état détaillé indiquant, séparément, quels documents ont été imprimés et payés à même les sommes suivantes:

<u>Le Courrier de Saint-Hyacinthe</u>	\$ 29.00
Léger Brousseau	418.00
<u>La Presse</u>	232.00
Mercier & Cie.	106.00
E. Senécal & Fils.	27.15
Proulx & Proulx	3.40
<u>Le Trifluvien</u>	150.00

(Sous la rubrique "Visites et explorations", pages 295 et 296 du rapport du commissaire de l'Agriculture). (Document de la session no 36)

Cour criminelle de Rimouski

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 30 novembre 1896, pour un état détaillé indiquant: 1. Le nombre de procès qui ont eu lieu devant les petits jurés durant le terme de la cour criminelle siégeant à Rimouski en octobre dernier.

2. Les verdicts rendus par les petits jurés.

3. Le montant déboursé par le gouvernement pour ce terme de la cour criminelle à Rimouski. (Document de la session no 37)

Rapport du commissaire des Terres de la couronne de la province de Québec

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Met devant la Chambre le rapport du commissaire des Terres de la couronne de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1896. (Document de la session no 4)

Loi de la chasse

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général afin de considérer une certaine résolution concernant la loi de la chasse. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que pour surveiller spécialement l'exécution des lois relatives à la pêche et à la chasse, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil

de nommer un surintendant général de la chasse et de la pêche, avec un traitement n'excédant pas \$1 800 par année, et un inspecteur général de la chasse et de la pêche, avec un traitement n'excédant pas \$1 500 par année, payables à même le fonds consolidé du revenu.

Actuellement il se fait un braconnage considérable, que les agents locaux ne peuvent pas empêcher. Leur salaire est trop faible pour les dangers qu'ils courent en faisant respecter la loi. D'après le projet du gouvernement des officiers généraux seront nommés dans le double but de restreindre le braconnage et d'augmenter les revenus de la province.

M. F.G. MARCHAND (Saint-Jean): Ceci implique une augmentation des dépenses.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Et des revenus aussi.

La proposition est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue pour la première fois.

La séance est levée à midi et demie.

Séance du 14 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

Introduction de bills:

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 122) amendement l'article 582 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

Interpellations:

Discours de l'honorable L. Beaubien

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il fait imprimer un certain nombre d'exemplaires d'un discours prononcé à Nicolet, par l'honorable député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), le 4 octobre dernier? Dans l'affirmative, par qui? Combien d'exemplaires et quel a été le coût de telle impression?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): M. P.-V. Ayotte, 2,000 exemplaires, \$53.75.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il acheté, ou se propose-t-il d'acheter pour distribution, ou autres fins de publicité, un certain nombre d'exemplaires du discours de l'honorable député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), prononcé à Nicolet le 4 octobre dernier? Dans l'affirmative, combien d'exemplaires et quel prix les a-t-il payés ou se propose-t-il de les payer?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le gouvernement se propose d'en acheter un certain nombre, pour distribution, en sus de la quantité reçue de M. Ayotte. Le nombre et le coût ne sont pas encore établis.

Ecole d'agriculture d'Oka

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): La somme de \$110.00 pour traitement payée au frère Alphonse, professeur de fabrication de fromage de gruyère à l'école d'agriculture d'Oka, a-t-elle été payée au monastère des révérends pères Trappistes, en outre de la subvention annuelle de \$4 500.00?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Oui.

Frais de voyage du P. Lacasse

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Quel est le montant payé par le docteur Grignon au révérend P. Lacasse, pour partie de ses frais de voyages, tel que mentionné à la réponse à une interpellation, p. 158, des procès-verbaux?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): \$35.00.

Almanach des cercles agricoles

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il payé quelque somme à M. H. Nagant, pour la préparation du tableau indiquant la composition des récoltes, publié à la page 66 de l'Almanach des cercles agricoles pour l'année 1894? Dans l'affirmative, combien?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Non.

Ecoles d'agriculture, recrutement

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): A qui la somme de \$525.00 payée pour s'assurer les services du révérend P. Lacasse, comme conférencier pour le recrutement des élèves pour les écoles d'agriculture, a-t-elle été remise, et quand?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): A l'archevêché de Montréal:

21 février 1896.....	\$132.00
27 juin 1896.....	\$243.00
10 août 1896.....	\$150.00

Total:	\$525.00
--------	----------

Assemblées et réunions agricoles, rapports

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. M. J.-H. Denault a-t-il transmis au département, des rapports des assemblées et réunions agricoles pour lesquelles il a reçu une somme de \$225.00 pour 9 mois de salaire? 2. Les a-t-il fait publier dans quelques journaux de cette province? 3. Dans l'affirmative, dans quels journaux?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Oui, généralement. 2. Oui. 3. Dans la Minerve et quelques-uns dans le Journal d'Agriculture et autres journaux.

Discours de l'honorable L. Beaubien

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il payé quelque somme d'argent pour l'impression et la distribution des discours de l'honorable député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) depuis le 30 juin 1892, durant les conventions agricoles, les conventions des sociétés d'industrie laitière et de toute autre réunion agricole? Dans l'affirmative, quelle somme?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Ce qui a été payé se trouve dans les comptes publics de chaque année.

Ecoles d'agriculture

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): A quelle date le gouvernement a-t-il fait de nouveaux arrangements avec les propriétaires de l'Ecole d'agricul-

ture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, pour l'instruction à donner aux élèves, etc.?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le 2 décembre 1896. Ecoles d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, de Compton, de l'Assomption et d'Oka.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Combien d'élèves peut maintenant recevoir l'Ecole d'agriculture de Sainte-Anne? Combien d'élèves peuvent recevoir celles de Compton, de l'Assomption et d'Oka?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Les écoles d'agriculture ci-dessus mentionnées sont tenues de recevoir, annuellement, 15 élèves boursiers qui ont gratuitement la nourriture, le logement, le chauffage, l'éclairage et la literie. Elles doivent, de plus, donner l'enseignement gratuit à tous ceux qui le requièrent mais les élèves non boursiers paient leur pension.

Docteur Grignon, conférencier agricole

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): M. le docteur Grignon a-t-il reçu instruction d'induire les cultivateurs, dans ses conférences agricoles, à acheter leurs grains et graines de semence, etc., du Syndicat des cultivateurs de Montréal? Dans l'affirmative de qui et quand?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le docteur Grignon et autres conférenciers n'avaient qu'à parler des avantages généraux offerts aux cultivateurs par les syndicats de Montréal et de Québec.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Est-il à la connaissance du gouvernement que le Docteur Grignon, conférencier agricole, a, dans ses conférences, invité les membres des cercles agricoles à acheter leurs grains de semence et graines, etc., du Syndicat des cultivateurs de Montréal, plutôt que des commerçants de Montréal?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Non.

T. Paré, poursuite

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): M. Théodore Paré, de Sainte-Anne-de-Beaupré, a-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence depuis le 1er janvier 1895? Dans l'affirmative, jugement a-t-il été rendu sur telle poursuite, et quand? A-t-il satisfait à la condamnation, si condamnation il y a eu?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Non.

Ecoles de réforme et d'industrie

M. A.TESSIER (Rimouski): 1. Quel est le montant payé par les diverses municipalités des comtés de Rimouski et de Matane, depuis le 1er mai

1892 au 1er novembre 1896, pour les écoles de réforme et d'industrie; 2. Quel est le montant dû par les diverses municipalités des comtés de Rimouski et de Matane, pour les écoles de réforme et d'industrie?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): 1. Rien. 2. Rien

Fromagerie de Saint-Valérien

M. A. TESSIER (Rimouski): Quels sont les montants payés à la fromagerie de Saint-Valérien, comté de Rimouski, depuis le 1er mai 1892 au 12 décembre 1896? A quelle personne et à quelles dates ces montants ont-ils été payés?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): \$100.00 au révérend M. J. Amiot, curé, le 8 juillet 1895.

Taxe sur les biens transmis par succession

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): Le gouvernement se propose-t-il d'abolir la taxe sur les biens transmis par succession légitime ou testamentaire entre mari et femme, ainsi qu'en ligne directe ascendante ou descendante?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): La loi, telle qu'amendée en 1894, exempte déjà de la taxe toute propriété au-dessus de trois mille piastres, après déduction faite de toutes charges, entre mari et femme, aussi bien qu'en ligne directe ascendante et descendante. Ce n'est pas l'intention du gouvernement de faire d'autres amendements à la loi.

Abolition du Conseil législatif

M. L'ORATEUR: Demande qu'on procède à la lecture des avis de motions.

DES DEPUTES MINISTERIELS: S'élèvent contre l'avis de motion du député de Drummond (M. J.P. Cooke) ayant trait à l'abolition du Conseil législatif et déclarent qu'elle devrait être retirée.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet) pour M. J.P. COOKE (Drummond): Dit que la motion devrait être maintenue.

M. L'ORATEUR: Décide que dans ce cas, comme pour un bill privé, la motion devrait être retirée, étant donné que la question a été portée à l'ordre du jour pendant cinq jours consécutifs.

Demande de documents:

Chemins de colonisation dans le comté de Bonaventure

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose, appuyé par le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre un état donnant l'emploi des \$6 000.00 dépensées

pour chemins de colonisation dans le comté de Bonaventure, mentionnées à la page 180 des comptes publics pour 1896; en indiquant aussi, où et par qui ces travaux ont été faits.

Adopté.

Ecoles d'agriculture

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant: 1. Combien a été dépensé pour la propagande du recrutement des élèves pour les écoles d'agriculture, du 30 juin 1895 au 30 juin 1896? 2. Combien a été dépensé pour les mêmes fins, du 30 juin 1896 au 1er décembre courant, et à qui ces différentes sommes ont été payées? 3. Combien d'élèves ont été recrutés? 4. Combien ont été inscrits à chaque école? 5. Combien de temps chacun de ces élèves est-il resté à ces écoles?

Adopté.

Contrat de P. Vallière

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous les comptes produits par M. P. Vallière, meublier de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 novembre 1895, et pour lesquels aucun prix n'était fixé dans les listes annexées au contrat du 6 juin 1894.

Adopté.

Percepteur du revenu de Maskinongé

M. H. CARON (Maskinongé): Propose, appuyé par le député de Pontiac (M. O. Gillies), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant, année par année, les sommes perçues par le percepteur du revenu, en vertu des actes concernant: 1. Les licences des manufactures et de commerce. 2. Les taxes sur certaines personnes. 3. Taxes sur les successions, depuis la date de la mise en force des dits actes au 30 juin 1896, et ce, pour le comté de Maskinongé.

Adopté.

Contrat de P. Vallière

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé des paiements faits à M. P. Vallière, meublier de Québec, depuis le 6 novembre 1895, en vertu du contrat passé entre lui et M. L.-O. Taillon, le 6 juin 1894, pour la fourniture de meubles aux palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.

Adopté.

Ecoles de réforme et d'industrie

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé par le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne),

soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés, depuis le 1er mai 1892, pour les écoles de réforme et d'industrie, jusqu'au 1er décembre 1896, et les montants dus pour lesdites écoles.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie du rapport de l'ingénieur mentionné dans l'arrêté en conseil du 10 juin 1896, no 203, recommandant le paiement à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, du subside en argent, à elle transporté par la Compagnie des Basses-Laurentides. Il propose, que ladite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Adopté.

Compagnies de chemin de fer subventionnées

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, priant Son Honneur de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre, copie de toutes correspondance et communications quelconques des compagnies de chemins de fer subventionnées, demandant au lieutenant-gouverneur en conseil de délimiter (localiser) les terres qui devront leur être assignées, et par la suite desquelles elles auront droit à leur dernier versement de 35 centins sur leurs octrois en terres convertis en argent. Il propose, que ladite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Adopté.

Placards indécents

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 85) amendement la loi pourvoyant à la prohibition des placards indécents dans les rues et places publiques des cités et villes soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il décrit les maux, tel que la dépravation du goût et de la morale des jeunes, que cause l'affichage de scènes d'exécutions, de meurtres, d'assassinats, etc. sur les murs des cités et des villes.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a fait un amendement. La Chambre procède à la prise en considération de ce bill ainsi amendé en comité général.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi prohibant les affiches indécentes dans les rues et les places publiques".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Construction et réparation des églises, presbytères et cimetières

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 107) concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. N. TETREAU (Ottawa): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides aux chemins de fer

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Il annonce que la discussion sur ces résolutions aura lieu lors de la deuxième lecture.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer la somme de cinq mille piastres à la municipalité du village de Stanstead Plain, pour l'aider à construire une ligne d'embranchement de chemin de fer de deux milles et trois-quarts de longueur, pour relier ledit village au terminus du chemin de fer de la vallée de Massawippi; que cette somme sera payable quand ladite ligne d'embranchement, ainsi que les gares, voies d'évitement et dépendances, sera complétée à la satisfaction de l'ingénieur de la branche des

chemins de fer du département des Travaux publics, mais pas plus tard que le 30 juin 1897, et qu'elle sera prise sur la balance non dépensée de la subvention de la Compagnie du chemin de fer de la Montagne-d'Orford.

Adopté.

2. Que, vu que le gouvernement a aidé largement à la construction de certains chemins de fer, qu'il est de l'intérêt général que les travaux entrepris soient complétés et qu'un autre délai leur soit donné pour cet objet, le délai prescrit pour compléter les travaux de certains chemins de fer, savoir: le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, le chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, le chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée-de-la-Gatineau, le chemin de fer la Montagne-d'Orford, le chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean, sera prolongé jusqu'au trente et un décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

Adopté.

3. Que, vue que la colonisation et l'agriculture bénéficieraient dans une large mesure de l'achèvement des douze derniers milles du chemin de fer de colonisation de Montfort, jusqu'à Arundel, comté d'Argenteuil, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder à la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montfort, une somme de cinq mille piastres par an, pendant douze ans à partir du premier juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, la moitié de cette allocation devant être prise sur la somme votée pour la colonisation, et l'autre moitié sur la somme votée pour l'agriculture; mais aucune partie de cette subvention ne devant être payée à la compagnie avant que lesdits douze milles de ce chemin de fer aient été complètement terminés, et reçus par l'ingénieur du gouvernement.

Adopté.

4. Que, vu que des doutes se sont élevés au sujet de l'interprétation à donner à la loi 58 Victoria, chapitre 2, paragraphe 3, concernant l'autorisation y édictée de payer pour les travaux alors complétés sur la section mentionnée dans ledit paragraphe, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer à la Compagnie du chemin de fer de jonction de Pontiac au Pacifique, la somme de vingt mille piastres pour les travaux exécutés sur sa voie, tel qu'exposé dans les rapports de l'ingénieur du gouvernement en date des 30 janvier et 24 mars 1895, au lieu de la subvention de vingt mille piastres pour compléter la dernière section du 60e au 70e mille, jusqu'à Waltham, près de la rivière Noire, dans le comté de Pontiac, accordée par ladite loi 58 Victoria, chapitre 2, section 1, paragraphe 3.

Adopté.

5. Que le délai dans lequel les travaux sur le chemin de fer de jonction de Pontiac au Pacifique doivent être complétés sera prolongé jusqu'au premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

Adopté.

6. Qu'à la place de la subvention de soixante mille piastres accordée à la Compagnie du chemin de fer de jonction de Pontiac au Pacifique, pour la

partie de l'embranchement du Pacifique Canadien s'étendant de Hull à Aylmer, en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 2, section 1, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder la somme de soixante mille piastres à ladite compagnie, pour la construction de cette partie de son chemin s'étendant d'Aylmer à Hull, payable au prorata des estimations mensuelles de l'ingénieur du gouvernement ou pour l'achat d'une ligne déjà construite entre ces deux points.

Adopté.

7. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord à appliquer la moitié de la subvention à elle accordée en vertu des dispositions de la section 4 de la loi 58 Victoria, chapitre 2, à la construction de deux ponts, savoir: vingt-cinq mille piastres à la construction d'un pont sur la rivière Shawinigan et vingt-cinq mille piastres à la construction d'un pont sur la rivière L'Assomption.

Adopté.

8. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, la balance de la subvention à elle transportée par la Compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, par transport en date du 20 septembre 1893, savoir: la somme de quatre-vingt-sept mille sept cent cinquante piastres, lorsque dix milles additionnels de chemin (au lieu de treize milles) auront été construits à partir du 10e au 20e mille, inclusivement, à l'ouest de la jonction de Saint-Tite vu les dépenses considérables qu'il y a à encourir pour la construction de cinq grands viaducs sur ce parcours de dix milles, le tout devant être sujet aux restrictions et conditions de la section 3 de la loi 56 Victoria, chapitre 3.

Adopté.

9. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer conformément aux sections 2 et 3 de la loi 56 Victoria, chapitre 3 la somme de cinquante-sept mille sept cent cinquante piastres, à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, ladite somme étant l'équivalent de la subvention de cinq mille acres de terre par mille pour trente-trois milles accordée au chemin de fer des Basses-Laurentides en vertu du paragraphe k de la section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 88, et dûment transportée par cette dernière compagnie à ladite Compagnie de chemin de fer du Grand-Nord, par acte en date du 20 septembre 1893.

Adopté.

10. Que le délai dans lequel les travaux sur les chemins de fer des Basses-Laurentides et du Grand-Nord, actuellement le chemin de fer du Grand-Nord, devront être complétés, sera prolongé jusqu'au premier jour de juillet 1898.

Adopté.

11. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, de payer à George Bail, la somme de deux mille quatre cent vingt-quatre piastres et vingt-sept centins, pour une réclamation privilégiée contre la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental, ladite somme étant la balance non dé-

pensée de la subvention de vingt-six mille six cent soixante-six piastres et soixante-six centins accordée audit chemin de fer pour son embranchement du village de Yamaska à Doucet's Landing, après déduction des paiements effectués en vertu de la loi 59 Victoria, chapitre 4, et étant le montant revenant à M. Armstrong mentionné dans les ordres en conseil du 11 mai 1895 et du 13 décembre 1895, annexés à ladite loi, moins la somme de sept cent quarante et une piastres et soixante-treize centins pour frais, aussi payés en vertu de ladite loi.

Adopté.

12. Que, en règlement des réclamations de certaines compagnies de chemins de fer qui ont déclaré accepter soixante-dix centins par acre au lieu des subsides en terres à elles accordés, de laquelle somme trente-cinq centins devraient être payés à l'époque où le subside devenait dû et la balance quand les terrains assignés à ces compagnies auraient été vendus et payés, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à la place des derniers trente-cinq centins une somme qui pourra être déterminée entre lesdites compagnies et le commissaire des Travaux publics, mais qui ne devra pas excéder la moitié de cette somme de trente-cinq centins par acre, aux compagnies qui ont déjà déclaré leur intention d'accepter un règlement à un taux réduit et à celles qui le déclareront dans les trente jours, qui suivront l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur ces résolutions, le tout sujet aux dispositions de la loi en ce qui regarde l'achèvement et l'équipement de ces chemins de fer et à toutes autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut juger à propos d'imposer, et que, dans le but d'arriver à un tel règlement, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à émettre des bons, obligations ou rentes inscrites portant un intérêt annuel n'excédant pas quatre pour cent, payable annuellement ou semi-annuellement, et d'en disposer aux conditions qu'il jugera les plus favorables, lesquels bons, obligations ou rentes inscrites devront être de telle valeur, en francs, en livre sterling ou en piastres et centins, porter telles dates et être payables aux époques et endroits, et rachetables de la manière que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

Loi de la chasse

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Montmorency (M. E. Bouffard), que la résolution rapportée du comité général, samedi le 12 décembre courant, concernant la loi de la chasse soit maintenant lue pour la seconde fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): S'y oppose car la nomination d'un inspecteur en chef de chasse et pêche entraînerait de nouvelles dépenses.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Émet la même opinion que le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), cette résolution apporte des dépenses.

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Fait remarquer qu'il est absolument nécessaire de nommer un inspecteur général si l'on veut que la chasse et la pêche soient protégées efficacement et que les lois soient observées plus rigoureusement. Il demande à la Chambre de voter en faveur de cette mesure, comme marque de confiance en l'administration de son ministère. Le gouvernement espère, en donnant un nouvel essor à ce service, augmenter les revenus de celui-ci de \$15 000. ou \$20 000, au cours de la prochaine année. Ainsi, le service mettra l'accent sur les plans déjà prévus pour contribuer à augmenter les revenus. D'ailleurs, dit-il, s'il faut que le gouvernement se passe du concours de l'Opposition, il s'en passera et voilà tout.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Reproche à l'honorable ministre des Terres de la couronne (l'honorable G.-A. Nanté) sa trop grande indépendance. Si l'Opposition n'est pas assez forte en nombre pour empêcher une mesure aussi condamnable, elle s'élève contre l'augmentation du service civil et elle proteste contre l'action du gouvernement.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): N'est ni pour ni contre cette mesure. Une commission formée d'hommes très compétents a été chargée d'étudier la question de la chasse et de la pêche dans notre province, et le rapport recommandait la nomination d'un surintendant général de la chasse et de la pêche. Il pense que c'est une bonne suggestion.

Ce service est profitable pour la province, et il est assuré que, sous peu, il rapportera un revenu annuel de \$100 000. au gouvernement. Cependant, il croit que le poste de surintendant général suffit et qu'il est donc superflu de nommer un inspecteur général. C'est pourquoi il s'oppose à la motion, même s'il est en faveur de la première partie de la résolution. Il pense que le gouvernement a fait un choix judicieux lorsqu'il a nommé le surintendant de ce ministère.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit que cette augmentation de dépenses rapportera un profit considérable sous forme d'augmentation de revenu. Le gouvernement agit comme un homme d'affaires prévoyant qui ne craint pas de risquer une dépense quand il sait qu'elle doit lui rapporter un profit. Il déclare qu'il est nécessaire de développer et de protéger la richesse que représente la chasse et la pêche pour notre province. Il parle en termes très élogieux de M. Joncas et de M. Puyjalon, qui serait bientôt nommé inspecteur général.

La question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Cartier, Châteauevert, Chicoyne, Doyon, England, Flynn, Greig, Grenier, Hackett, King, La-couture, McClary, McDonald, Magnan, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau 33.

Contre: MM. Bernarchez, Bisson, Bourbonnais, Dechêne, Desjardins, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gosselin, Marchand, Morin, Parent, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 16.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 92) amendant la loi de la chasse de Québec. Adopté.

Loi de la chasse

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois. Adopté.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des pêcheries

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 93) amendant la loi relative aux pêcheries soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération de ce bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Documents:

Primes d'assurance payées sur les propriétés de la province

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 novembre 1896, pour un état de toutes les primes d'assurance payées sur les propriétés de la province durant les dix années expirées le 30 juin 1896. Aussi; un état des montants des pertes payées par les compagnies qui ont assuré ces propriétés publiques pour le gouvernement. (Document de la session no 38).

Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac-Supérieur

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 27 novembre 1896, demandant copie de toutes correspondances, ordres en conseil, etc. se rapportant aux arrérages de gages dus aux ouvriers de la Compagnie du chemin de fer Atlantique et Lac-Supérieur, payés par le gouvernement et démontrant: 1. Sur quels fonds ces deniers ont été payés. 2. Si c'est à même un subside voté en faveur de cette compagnie. 3. La date du vote de tel subside. (Document de la session no 39)

Subventions aux chemins de fer

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 5 décembre courant, pour un état de toutes les subventions périmées en terres et en argent, pour les premiers comme pour les seconds, 35 centins par acre, à partir du premier jour de novembre 1893 au 1er décembre 1898;

Aussi, un état du nombre d'acres actuellement dus aux chemins de fer, en vertu de la subvention de 35 cts par acre, payables à l'endroit où la terre est vendue ainsi que du nom de chaque chemin de fer et du nombre d'acres dus à chacun d'eux sur les seconds 35 cents par acre. (Document de la session no 40)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 25 novembre 1896, demandant copie de tous arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs aux négociations ou démarches intervenues entre les différentes compagnies de chemins de fer subventionnées et le gouvernement à l'égard de l'octroi de nouveaux subsides à ces compagnies; de l'augmentation ou de la modification de leurs subsides existants; du rétablissement de subsides périmés; de la prorogation des délais sous lesquels ces compagnies devaient accomplir les conditions imposées pour obtenir leurs subsides et concernant aussi la garantie de la part du gouvernement moyennant le dépôt prescrit par la loi, de l'intérêt sur les emprunts projetés par quelques-unes de ces compagnies. (Document de la session no 41)

La séance est levée à cinq heures quinze.

Séance du 15 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Travaux de la Chambre

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le député de Montréal no 3 (M. O. Parizeau), que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte aux rapports des trois comités suivants.

Adopté.

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de F. Boas et autres, demandant à être constituée en corporation sous le nom de la Compagnie du chemin de fer Asbestos et Danville, et trouve que les avis requis par la règle 51 de cette Chambre n'ont été publiés que dans la Gazette officielle, et non dans les journaux de la localité, tel que requis; mais comme le bill, qui sera présenté, pourvoit que la compagnie, qui doit être constituée en corporation, sera sujette aux dispositions de la loi générale des chemins de fer de cette province, qui protège les intérêts de toutes les parties qui pourraient être affectées par cette présente loi, votre comité recommande la suspension de la 51e règle quant à cette pétition.

Quant à la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, l'avis n'a été publié que depuis le 28 novembre dernier, mais comme aucunes parties, dans la province, ne peuvent se trouver lésées par les amendements demandés, votre comité recommande que cet avis soit considéré comme suffisant.

Adopté.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 62) constituant en corporation la Compagnie dite "The Montreal Cold Storage and Freezing Company", et il y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Le promoteur du bill (bill no 40) amendement la charte de la cité de Montréal, ayant déclaré qu'il ne désirait pas procéder sur ce projet de loi, votre comité recommande en conséquence à votre honorable Chambre que permission lui soit donnée de retirer ledit bill.

Adopté.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième

rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 69) constituant en corporation la Compagnie des faïenceries du Canada, et y a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Adopté.

Introduction de bills:

M. V. ALLARD (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 98) modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. GIRARD (Rouville): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 127) détachant une partie du canton de Granby, dans le comté de Shefford et l'annexant à la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsfort, dans le comté de Rouville, pour toutes fins.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 120) amendement le code de procédure civile.

Dans une certaine mesure, ce bill vise à rétablir le système qui prévalait avant la promulgation de la loi David sur les saisies et à donner au salarié une protection plus efficace que celle dont il jouissait sous cette même loi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité conjoint des deux Chambres nommé pour étudier les rapports faits par la commission chargée de la refonte du code de procédure civile.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 104) amendement la loi concernant la protection des colons.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Documents:

Somme payée à Mercier et Cie

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 12 décembre 1896, pour un état détaillé du compte de \$1,322.29 payé à Mercier & Cie, page 84 des comptes publics de 1896. (Document de la session no 42)

Élèves des écoles d'agriculture subventionnées

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 26 novembre 1896, pour une liste des élèves fréquentant régulièrement chacune des écoles d'agriculture subventionnées par la province, à la

date du dernier rapport de chacune de ces écoles d'agriculture. (Document de la session no 43)

Ecoles de réforme et d'industrie

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 14 décembre 1896, pour un état détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés, depuis le 1er mai 1892, pour les écoles de réforme et d'industrie, jusqu'au 1er décembre 1896, et les montants dus pour lesdites écoles. (Document de la session no 44)

Paroisse de la Visitation-de-L'Ile-du-Pads

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 novembre 1896, demandant copie de tous documents, correspondances, requêtes, ordres en conseil, etc., se rapportant à la nomination de quatre conseillers pour la paroisse de la Visitation-de-L'Ile-du-Pads, dans le comté de Berthier. (Document de la session no 45)

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il veut faire quelques remarques.

Il critique le discours du budget. Il reproche au gouvernement de ne pas avoir tenu ses promesses envers le peuple de cette province.

Il se met alors à citer quelques chiffres. Or, d'après ces chiffres, les démonstrations faites par les orateurs du gouvernement lors du débat de vendredi ne sont pas aussi irréfutables qu'ils l'auraient voulu. Par ailleurs, c'est lorsque les adresses parlementaires contiennent des déclarations irréfutables qu'elles impressionnent le plus l'auditeur moyen. Un orateur convainc son auditoire jusqu'à ce que son opposant prenne la parole. Ainsi, au début, un fait apparaît sous un certain jour. Puis, graduellement, il se transforme pour devenir tout à fait différent. Si bien, qu'à la fin, on ne sait plus quoi penser. Vendredi dernier, le député de Shefford (M. A.-E. Savaria) ainsi que le député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne) ont très clairement prouvé que l'administration du député de Québec-Est (M. J. Shehyn) nous avait menés au bord de la faillite. De plus, il (M. Stephens) démontre que si le gouvernement actuel avait suivi la ligne de conduite de l'honorable député de Québec-Est (M. J. Shehyn), il n'y aurait pas eu un surplus de 1/2 million dans le Trésor. Il (M. Stephens) croit aussi que le gouvernement utilise des méthodes qui ressemblent beaucoup à celles d'un escroc.

Il espère que le trésorier ne considérera pas ces attaques comme personnelles, étant donné qu'il ne le croit pas responsable pour tout ce que le gouvernement a fait. Il admet que les chiffres présentés par le trésorier sont véridiques. Ainsi, à l'aide de ces mêmes chiffres, le trésorier a pu démontrer que de 1887 à 1892, le gouvernement Mercier a augmenté la dette publique de \$9 274 000.

Par la suite, il démontre que, sous le gouvernement actuel, les recettes ont augmenté de \$3 026 299 par rapport aux quatre années précédentes. Cette augmentation est surtout due à l'imposition de nouvelles taxes. Cependant, la dette consolidée s'est tout de même accrue de \$3 475 764 sous le gouvernement actuel, soit depuis 1892.

Il constate alors que le gouvernement conservateur marche sur les traces de ses prédécesseurs. Faisant allusion à tout ce qui a été dit sur l'extravagance du gouvernement Mercier, il déclare que pour sa part il ne s'intéresse pas à la conduite des anciens gouvernements, mais bien à la conduite du gouvernement actuel. Il cite comme exemple d'une administration malheureuse, l'emprunt Taillon, le "job" de l'asile de Beauport, le contrat Charlebois et ainsi de suite démontrant qu'ils avaient déjà payé \$1.686 391. en escompte sur les obligations de la province.

Il critique la nature des emprunts réalisés par le trésorier conservateur en excluant celui de juin dernier qui, selon lui, est un véritable succès. Il ajoute que si le trésorier réussit aussi bien son projet de conversion que ce dernier emprunt, il sera le premier à le féliciter. De plus, il dit que l'administration a provoqué plusieurs déficits et qu'il serait insensé de vouloir accorder d'autres sommes pour l'éducation. Il s'oppose à ce que les subsides des chemins de fer habituellement accordés en terre soient accordés en argent.

Par contre il est d'avis que le gouvernement a réalisé plusieurs économies. C'est pourquoi il lui accorde une dernière chance.

Le gouvernement devrait limiter les dépenses de Spencer Wood. Il devrait y avoir un montant de fixé pour l'entretien de cette résidence. Le peuple ne serait pas forcé de contribuer aussi largement pour l'entretien de ce château.

Dans le New-Hampshire, on vote \$1 500 au gouvernement pour les dépenses de sa maison. Au Massachusetts l'Etat paie \$3000, et \$800.00 au Vermont. On ne va pas au-delà de ces montants.

Il y a longtemps que cette question aurait dû être réglée, mais le gouvernement évite de prendre l'initiative sur cette voie.

Il compare les dépenses de l'Ontario à celles du Québec. Le député de Huntingdon porte ensuite son attention sur les conférenciers agricoles. Le gouvernement a même employé Charles Thibault pour donner une conférence sur l'agriculture dans les Cantons de l'Est.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Et combien a-t-il été payé?

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Huit dollars, et c'est très bien payé.

M. J.-X. Perrault a obtenu \$100 pour donner des conférences agricoles au Monument national. Il est vrai que ce dernier est un bon libéral, mais cela n'y est pour rien. Il doute que ce M. Perrault puisse réellement voir la différence entre une pomme de terre et un artichaut.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Et vous, le pourriez-vous?

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Regrette beaucoup l'insinuation faite au sujet de M. Perrault et du doute qu'elle a fait planer sur ses connaissances en agriculture. M. Perrault a suivi un cours d'agriculture en Europe et de plus, il possède une ferme à Varennes.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): N'est pas du tout impressionné. Il a déjà eu un jardinier belge qui possédait une liste imposante de diplômes. Ce même jardinier cultivait les asperges en les déchaussant totalement. Alors, pourquoi faire tant de chichis pour ces fameux diplômes européens?

Mais il paraît que ces messieurs ne peuvent faire de réformes. Je suis certain que l'honorable M. Taillon a abandonné la vie publique parce qu'il ne pouvait pas accomplir les réformes qu'il voulait accomplir.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Non!

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): L'honorable trésorier a tort de dire non, car il n'était pas dans le gouvernement à cette époque. D'ailleurs il devrait être heureux; le départ de M. Taillon lui a valu une jolie position. Au lieu de chercher d'opérer les réformes promises le gouvernement crée davantage d'abus. Il a ouvert un département: la chasse et pêche; il lui a fallu un surintendant, aujourd'hui il lui faut un inspecteur. Voilà donc deux nouvelles positions qui ne sont d'aucune utilité à la province.

L'honorable procureur général, qui lui aussi, a été prodigue en promesses de réformes, a maintenant un projet de loi devant cette Chambre pour séparer Hochelaga de Montréal pour des fins d'enregistrement. M. l'Orateur, si cette loi signifie quelque chose, c'est certainement une bonne position pour un ami du gouvernement. Je ne puis voir l'utilité de ce changement qui est destiné à rester, car, à moins qu'un employé se rende coupable d'assaut sur la personne d'un ministre, les employés ne sont pas mis à la porte.

Je propose donc comme amendement, appuyé par le député de Matane (M. L.-F. Pinault), que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants:

"Attendu que le gouvernement actuel a frémement déclaré qu'il était un gouvernement d'économie, et que sa politique était:

1. D'abandonner tous les travaux extraordinaires dont le coût ne pouvait pas être payé à même le revenu ordinaire;

2. De ne sanctionner aucune nouvelle subvention aux chemins de fer, ni renouveler des subventions éteintes, et de cesser l'autorisation des transports de subventions d'un chemin de fer à un autre;

3. De pourvoir à la réduction de la dette publique, au moyen d'une rigide économie; (voir discours sur le budget, de l'honorable L.-O. Taillon, 21 décembre 1895, page 31);

Et attendu que la dette consolidée de la province, au 30 juin 1887, en y ajoutant les emprunts temporaires et les dépôts, tel qu'énoncé dans l'exposé budgétaire du trésorier actuel, page 16, était de \$19 456 378; et que, le 30 juin 1892, le chiffre en était de \$28 731 263, soit: une augmentation en cinq ans, de \$9 274 284;

Que la dette consolidée de 1896, en y comprenant les emprunts temporaires et dépôts, s'élève à \$32 207 057;

Que la dette consolidée de 1892 était, tel qu'il est ci-dessus énoncé, de \$28 731 263;

Que l'augmentation de la dette attribuable à l'administration actuelle pour les cinq années finissant le 30 juin 1896, s'élève à \$3 475 744.

Et attendu que la présente administration est également responsable de la nature extraordinaire des discomptes et des frais, se rattachant aux emprunts effectués par elle, au montant de \$1 731 135;

Que les déficits annuels, depuis 1892, entre les recettes ordinaires et les dépenses ordinaires, s'élèvent à la somme de \$2 116 015;

Que les subventions aux chemins de fer ont été renouvelées en vertu de la 58 Victoria, chapitre 2, 1895:

En argent.....	\$ 659 092
En terres, 1ers 35 cts.....	172 944
En terres, 2ème 35 cts.....	990 990
	<u>\$1 823 026</u>

Cette Chambre est d'opinion que le gouvernement actuel n'a pas rempli ses promesses."

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Dit que ce n'est pas son intention de répondre au discours du député d'Huntingdon (M. G.W. Stephens). Tout ce que celui-ci a dit a déjà été refuté dans les débats antérieurs.

Il défend les conférenciers agricoles et nie que ceux-ci soient incompetents. Il fait remarquer que les hommes que l'on a engagés pour instruire les fermiers sont des hommes très compétents. Ils utilisent des méthodes scientifiques perfectionnées pour aider les fermiers à améliorer leur production. De plus, ces cours ont donné des résultats très satisfaisants en France, où le système a été appliqué sur une échelle beaucoup plus vaste.

Il désire seulement relever une seule de ses remarques. On lui a fait un reproche d'avoir demandé les services de M. J.-X. Perrault comme conférencier agricole au Monument National et il s'est servi de ce fait pour nous reprocher notre extravagance, disant que ce n'était pas la place pour faire de l'agriculture dans une ville. D'abord,

M. Perrault est un agriculteur éminent, au moins en théorie, et j'ai cru devoir me servir de ses talents pour faire le bien. Ce n'est pas un de nos amis, c'est un libéral, et cependant je n'ai pas hésité à lui demander de nous donner des conférences agricoles au Monument National.

On dit que ce n'est pas la place pour faire de l'agriculture. Au contraire, Montréal comme tous les grands centres est l'endroit favorable pour faire naître les grands mouvements. Les conférences données au Monument National sont publiées dans les journaux et quand l'agriculteur au sein de son village apprend qu'on s'occupe d'agriculture en ville, il comprend mieux le besoin de s'instruire. Enfin, l'on nous cite ce fait comme preuve d'extravagance. C'est bien mal apprécier l'acte de justice que nous avons fait en choisissant un adversaire politique comme conférencier. De ces extravagances-là nous nous en vantons et nous sommes prêts à continuer, parce que nous y voyons un moyen de faire arriver et honorer l'agriculture.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Marchand, Morin, Parent, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 18.

Contre: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, King, Lacouture, McDonald, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Spencer, Tellier, Tétreau, 39.

Ainsi il est résolu négativement.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Charte de Québec

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 41) amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec.

Adopté.

En comité:

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose d'ajouter au bill une clause, qui a été retranchée par le comité des bills privés, et qui a pour but d'autoriser la cité de Québec à emprunter une somme de \$20 000 pour terminer un parc actuellement en

voie de construction sur la rive gauche de la rivière Saint-Charles.

Il explique que cette somme est nécessaire pour terminer le parc Parent pour lequel on a déjà dépensé \$35 000.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Cette question devrait rester telle que le comité des bills privés en avait décidé. D'ailleurs ce comité avait longuement débattu la question, étant donné qu'il y avait des orateurs pour et d'autres contre. Il ajoute,

de plus, que des personnes très influentes de Saint-Roch et de Saint-Sauveur s'opposent au parc.

Il s'oppose à cet emprunt; c'est dans l'intérêt des contribuables qu'il le fait, ce parc coûtera \$200 000, parce qu'on ne l'a pas mis dans un endroit favorable. Les inondations qui auront lieu chaque printemps détruiront les travaux à mesure qu'on les fera. Il ne craint pas de dire qu'il défend les intérêts bien entendus de la ville.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Parle dans le même sens. En principe il n'est pas opposé à ce que l'on fasse des améliorations à Québec, mais dans le présent cas, il constate que depuis le commencement de l'administration municipale actuelle, toutes les améliorations sont allées à Saint-Sauveur. La division qu'il représente n'a pas eu justice, dit-il; aucune amélioration n'y a été faite et il s'oppose à l'emprunt de \$20 000.

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Profite de l'occasion pour dire que la totalité des citoyens de Québec ont confiance dans l'administration Parent qui a doté Québec de tant d'améliorations, et que cette clause est tellement bien protégée, que les objections qui s'y rapportent n'ont aucune valeur.

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Comment le député de Québec-Ouest (M. F. Carbray) ose soutenir que nous n'avons rien fait pour les quartiers qui se trouvent dans sa division? Il rêve évidemment ou il ne voit pas ce qui s'est passé dans sa division, sous ses propres yeux. Il demande au député de Québec-Ouest (M. F. Carbray) s'il connaît les rues qui traversent les quartiers situés dans la division électorale qu'il représente. Evidemment, dit-il, le député de Québec-Ouest ignore ces rues ou bien, il est aveugle. Il n'y a pas un seul citoyen de Québec qui ignore que depuis trois ans nous avons dépensé la somme d'au moins \$80 000 dans deux quartiers seulement, Saint-Pierre et Champlain.

Permettez-moi, M. l'Orateur de rafraîchir la mémoire de l'honorable député de Québec-Ouest (M. F. Carbray).

Ainsi, ne sait-il pas que la ville a construit dans le quartier Saint-Pierre un poste pour les pompiers qui a coûté \$15 000? Ignore-t-il que la rue Saint-Pierre a été refaite à neuf au prix de \$4,000? Ce n'est pas tout: nous avons dépensé sur le carré Notre-Dame \$2 000: \$19 000 pour la prolongation de la rue Dalhousie \$5 000 pour la pro-

longation des rues Saint-André et Saint-Paul: \$3 000 pour expropriation sur la rue Saint-Paul.

La balance des \$80 000 est formée par le coût de l'élargissement de la rue Saint-Paul, les réparations à la rue Champlain, l'escalier du Foulon, etc., etc.

Si maintenant, je parle du quartier Montcalm, c'est la même chose. L'élargissement de la rue Claire-Fontaine a coûté \$1000. Il y a eu d'autres travaux encore: le pavage des rues Sainte-Julie, Saint-Michel, les réparations aux stations de police, etc., etc., ont coûté au bas mot \$5000.

Comment se fait-il que le député de Québec-Ouest (M. F. Carbray) ignore toutes ces choses-là?

Est-il possible que l'honorable député ait pu oublier ces travaux qui viennent de se terminer?

Le député de Québec-Ouest a fait là un pauvre compliment aux échevins qui représentent ces quartiers avec tant de zèle pour le bien de leurs constituants et on peut voir quelle espèce d'oppo-

sition que l'on fait à cette affaire du nouveau parc.

L'honorable procureur-général (l'honorable L.-P. Pelletier) dirige lui-même cette campagne, et nul doute qu'il connaît quelque chose de certaine correspondance publiée dans La Presse de Montréal contre ce parc. Il accuse le procureur général de vouloir faire de la politique avec cette question.

Je suppose que personne ne s'oppose au principe du parc, car la loi force la ville à construire un parc à Saint-Sauveur. C'est une des conditions de l'annexion de cette dernière municipalité effectuée en 1889. L'idée dans le temps était de construire le parc près de la halle Saint-Pierre.

Outre que l'endroit est des moins propices, permettez-moi de donner à la Chambre une idée de ce que coûterait un parc à cet endroit en donnant ce que les terrains ont déjà coûté.

Terrains achetés par la corporation Saint-Sauveur, pour le parc de la place Saint-Pierre avant l'annexion à Québec:

Héritiers Smith	\$ 4 340.00
P. Huot es-qualité	420.00
Thos. Convey	700.00
Pierre Dion	400.00
D. Méthot	1 700.00
B. Guay et Drolet	1 000.00
Jean Plamondon	3 500.00
Aug. Perron	3 700.00
Cléophas Rancour	1 800.00
Edouard Morency	500.00
F.-X. Lapointe	1 000.00
L.-P. Falardeau	750.00
I. Drolet	4 000.00
	<hr/>
	\$28 810.00

Terrains achetés depuis l'annexion:

J. Martin	\$1 543.00
J. Lessard	1 538.00
A. Robertson	1 393.00
F.-X. Hamel	1 900.00
I. Brodrigue	1 698.00
Expropriation	2 296.00
	<hr/>

\$10 368.00

\$34 178.00

Il y a eu au-delà de \$7 000 d'intérêt payés depuis leur achat, ce qui porte le prix de ces terrains aujourd'hui à au-delà de \$41 000. La cité paie un intérêt annuel d'environ \$1 400 qui ne rapporte rien à la ville.

Il faudrait pour compléter ce parc suivant les conditions de l'annexion, dépenser au-delà de \$30 000 pour l'achat de la balance des lots et faire le parc, c'est au moins \$70 000 à dépenser sans revenu pour compenser la dépense.

Ajoutez maintenant les \$30 000 que nous avons déjà dépensées pour le nouveau parc et qui seraient perdues, un pont de fer en construction, etc.

Pourquoi s'arrêter maintenant? Ce sont les mêmes qui sont opposés au parc qui ont voulu empêcher la construction du nouvel hôtel de ville; ce sont des éteignoirs, des ennemis du progrès. Aujourd'hui que l'hôtel de ville est construit, tout le monde est content; il en sera de même lorsque le parc sera terminé.

Le premier site projeté a été déclaré impropre par la majorité du Conseil qui a choisi le nouveau à l'unanimité. Nous payons \$500 par année de loyer pour le terrain ce qui ne représente que \$20 000. et nous avons eu par-dessus le marché une lisière de terrain donnée par les religieuses pour avoir une rue conduisant au parc.

Il réfute l'assertion que le parc sera inondé dans les hautes marées en déclarant que les terrains adjacents le sont quelquefois mais jamais le parc dont le site est plus élevé que les terrains adjacents.

D'ailleurs, la surface des marécages adjacents s'élève de plus en plus, étant donné les déversements de toutes sortes. De plus, les 30 conseillers sont tous en faveur du parc.

Il termine en affirmant qu'avec \$20 000 il terminera le parc y compris la construction du pont projeté de Saint-Roch, et en exprimant l'espoir que la clause sera adoptée. Ce n'est qu'un acte de justice que l'on demande à la ville.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Repousse l'assertion que les motifs qui dictent la conduite de ceux qui s'opposent au parc sont des raisons politiques, car le maire et ses amis se sont efforcés de faire paraître une correspondance dans les journaux.

La preuve c'est que, dans la délégation venue de Saint-Roch devant le comité des bills privés, on trouve un grand nombre de libéraux de Saint-Roch. Il fait la remarque que le député de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent) n'a pas répondu à l'objection faite par le député de Montmorency (M. E. Bouffard), à l'effet que les conditions sanitaires du nouveau parc sont des plus problématiques, ce qui est très sérieux. Il dit que le maire devrait attendre les marées du printemps avant de continuer les travaux. S'il est vrai que les égouts débouchent près du parc, ce serait très dangereux. On a demandé au député de Saint-Sauveur, si tel est le cas, et il n'a pas répondu; donc on peut conclure dans l'affirmative. Il nie avoir écrit une correspondance qui a paru dans la Presse de Montréal.

Il a été dépensé jusqu'à présent \$30 000 pour le parc Parent, et on nous dit qu'on ne devrait pas rendre cette dépense inutile. C'est très bien. Mais d'un autre côté, il ne serait pas bon d'en dépenser encore davantage inutilement, si tous les travaux doivent être endommagés à mesure qu'on les fera; et en conséquence il faudrait attendre au printemps prochain, afin de s'assurer si la débâcle ne causera pas de dégâts considérables. De plus, on devrait construire ce parc avec les revenus de la ville et non pas au moyen d'un nouvel emprunt. Il ne

s'oppose pas à la construction du parc, mais il faut que les égouts n'y aboutissent pas, et que la débâcle n'y cause pas de dégâts considérables.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Est en faveur du bill.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. J.-P. COOKE (Drummond): Ce n'est pas mon intention de discuter de la situation financière qui régnait dans la province avant le 21 décembre 1891, date où le gouvernement actuel est entré en fonction. Peut-être devrais-je dire "le gouvernement De Boucherville", car notre gouvernement en est la troisième version; version, qui malheureusement, a perdu tous ses bons éléments. Par ailleurs, la plupart des chiffres que nous a présentés le trésorier ne sont, en réalité, qu'une copie des chiffres de son prédécesseur, le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall). Ensuite, l'honorable député de Québec-Est, trésorier sous le gouvernement Mercier, ne cesse de plaider en faveur de son gouvernement. Cependant, ce dont il faut discuter, ce n'est pas des prédécesseurs du gouvernement actuel, mais bien de la manière dont celui-ci a dirigé les affaires de la province depuis décembre 1891.

M. l'Orateur, j'ai été surpris de constater que l'honorable trésorier n'a pratiquement pas parlé de l'année financière actuelle. Par contre, il s'est longuement attardé sur les opérations financières de l'année dernière et celles de l'année prochaine, soit 1897-1898. Pour ma part, je considère que c'est sur l'année financière actuelle qu'il faut porter notre attention. C'est pourquoi j'accorderai aux dépenses de cette année beaucoup plus d'importance que ne l'a fait l'honorable trésorier.

L'honorable trésorier nous a déclaré qu'il y avait eu un surplus de \$286 688. dans les recettes de l'année passée, mais les comptes publics ne le mentionnent pas. Ainsi, si nous examinons ces mêmes comptes publics, nous voyons que les dépenses pour l'année 1895-1896 ont été de \$4 415 268.52, tandis que le revenu a été de \$4 359 594.91; ce qui nous donne un déficit de \$55 673.61, et non pas un surplus de \$286 688. tel, qu'annoncé par le trésorier. De plus, ce déficit aurait été beaucoup plus considérable si le revenu provenant des terres de la couronne n'avait pas été si élevé. En effet, ce revenu s'est accru par rapport aux années passées, et représente une somme beaucoup plus élevée que ce que nous prévoyons recevoir dans les prochaines années. Ce revenu s'est chiffré à \$1 045 310.19, tandis qu'habituellement il n'atteint jamais plus de \$900 000.

A vrai dire, M. l'Orateur, l'honorable trésorier a ou réaliser ce surplus en déduisant premièrement une somme de \$285 700.41, somme versée aux fonds en fiducie et aux dépôts en garantie pour les chemins de fer; et deuxièmement, une somme de \$58 485. pour ce qu'il appelle les dépenses extraordinaires des travaux publics. Ceci, M. l'Orateur, est la nouvelle manière de tenir les comptes publics qu'a adoptée l'honorable trésorier dans le but de pouvoir déclarer un surplus qui n'est cependant qu'apparent.

Le député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) mentionne à la page 5 de son discours du budget du 20 mai 1892: "Le trésorier a utilisé les dépenses extraordinaires dans le but de diminuer le montant des dépenses ordinaires". Il essaye ainsi de prouver qu'il y a eu un surplus au niveau du

revenu ordinaire. De plus, il ajoute: "A l'avenir, cette dépense ne sera plus inscrite sous les dépenses extraordinaires". Cependant, lorsqu'il a introduit le bill sur la nouvelle imposition de taxes, il a déclaré que les dépôts en garantie aux chemins de fer et les fonds en fiducie seraient inscrits sous les dépenses ordinaires. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'on a été obligé d'imposer de nouvelles taxes.

Donc, vous pouvez facilement voir. M. l'Orateur, jusqu'à quel point ce surplus de \$286.688. est fictif. Maintenant, M. l'Orateur, jetons un coup d'oeil sur l'année 1896-97, soit l'année en cours, que le trésorier n'a fait qu'effleurer. Selon les estimations de M. L.-O. Taillon, les dépenses se sont chiffrées à \$4 235 150.20.

Estimation des recettes	\$4 107 699.42
Déficit	127 459.78
Estimations supplémentaires et mandats spéciaux	403 140.98
Augmentation du déficit à	\$ 530 600.76
Mais, M. l'Orateur, la situation est encore plus grave, car M. Taillon, avait inclus dans son estimation les taxes sur les transferts d'immeubles soit \$200 000, tandis que le trésorier n'a reçu qu'une somme de \$60 000.	
Perte provenant de l'abrogation de la loi	\$ 140 000.00
Déficit total	\$ 670 600.76

Nous voyons donc que la province a à faire face à un déficit de \$670 600.76 pour l'année en cours; et malgré cela, on nous affirme que notre situation financière est prospère et que le gouvernement a rempli la promesse qu'il a faite visant à rétablir l'équilibre.

Comme le dit si bien le trésorier, les chiffres parlent d'eux-mêmes et, étant donné que ces chiffres ont été pris dans les comptes publics et dans les estimations du gouvernement, ils sont encore plus éloquentes. Par ailleurs, on ne tient pas compte de l'augmentation des frais d'intérêts qui nous sera imposée par l'entente proposée avec les compagnies de chemin de fer. Ainsi, pour la créance du deuxième 35 cents de la conversion de leurs subsides en terres, nous paierons comptant 50 cents du dollar. Donc, le montant total pour cette créance est de \$3 259 760.95. mais nous ne paierons pour l'instant qu'une somme de

\$1 647 880.47. Alors, l'intérêt annuel que nous aurons à payer sur cette dernière somme sera de \$60 000. De plus, nous ne considérons pas présentement l'augmentation des frais d'intérêts annuels provoquée par les subsides aux chemins de fer. étant donné que cette dépense sera effectuée seulement au cours de la prochaine année financière.

Regardons maintenant la prochaine année financière. Je dois dire que le gouvernement est passé maître dans la pratique de minimiser les prévisions pour les dépenses dans le discours sur le budget afin de donner une bonne impression. Par la suite, il présente des prévisions budgétaires supplémentaires très élevées. Devons-nous être surpris de cette tactique, alors que le discours sur le budget cette année a été préparé pour influencer les électeurs lors des prochaines élections, et non dans le but d'exposer l'état réel des finances.

Estimation des dépenses pour l'année prochaine	\$4 113 494.02
sans compter les dépôts en garantie aux chemins de fer	287 699.99
qui devraient, à mon avis, être inscrits dans nos dépenses réelles sont de	4 401 188.01
Estimation des recettes	4 116 199.42
Déficit prévu de	285 988.59
mais, M. l'Orateur, l'honorable trésorier n'a pas tenu compte de l'augmentation des frais d'intérêts imposée par l'entente avec les compagnies de chemin de fer, que j'ai évaluée à	60 000.00
Les prévisions pour l'agriculture et la colonisation s'élèvent seulement à	\$288 800.00
au lieu de \$360 100.00, soit une baisse de	71 300.00
	<u>\$ 131 300.00</u>

Cependant, le trésorier avec sa précision habituelle déclare que cette somme a été augmentée de \$37 000, ce qui donne une légère erreur de \$108 300. Mais le gouvernement annonce son intention de consacrer plus d'argent à ces deux services; on a inscrit la somme de \$367,700.00 pour services divers au lieu de \$392 664.64 pour l'année en cours, soit une différence d'environ	25 000.00
Les travaux publics n'obtiendront que \$183 521.29 au lieu de \$297 967.10 cette année. Nous sommes convaincus que cette somme devra être augmentée de	\$ 50 000.00
Le montant alloué à l'instruction publique a diminué de \$2 500.00 malgré les promesses du premier ministre. Le trésorier affirme que le gouvernement se propose d'avancer la somme de \$50 000.00 annuellement, pour les écoles publiques, jusqu'à ce que le revenu provenant des subsides en terres de 1 500 000 acres atteigne la somme de \$50 000. annuellement. Nous pouvons donc ajouter la dépense additionnelle de	50 000.00
une augmentation des dépenses de	266 300.00
ajoutée au déficit de	265 985.00
fait un total de	<u>552 285.00</u>

Mais, M. l'Orateur, nous sommes d'avis que l'honorable trésorier a surestimé les recettes de l'année prochaine. Il indique une somme de \$1 067 700. comme revenu des terres de la couronne qui est grandement supérieure à ce que nous pouvons raisonnablement prévoir. Je crois

qu'il a aussi surestimé les montants que nous percevrons des droits de succession, des licences, etc. ce qui réduira d'environ \$200 000. les revenus pour l'année. Comparons donc ces estimations avec les revenus de l'année qui vient de se terminer.

L'année dernière, les recettes étaient de	\$4 331 196.17
Si, de ces recettes, nous déduisons les taxes abolies, c'est-à-dire les taxes sur les transferts d'immeubles, \$184 254 500; licences des manufacturiers et taxes directes de certains groupes, \$97 236.19, en tout	<u>281 493.69</u>

Nous obtenons un revenu de	\$4 049 702.48
sans compter les taxes abolies, mais qui inclut les recettes extraordinaires des terres de la couronne s'élevant à plus de \$100 000. en plus des recettes ordinaires de ces terres. L'honorable trésorier prévoit des recettes de \$4 116 109.42. Nous pouvons donc prévoir une diminution de nos recettes d'au moins \$200 000. et un déficit de \$752 288.00 pour l'année 1897-98; ce déficit, de même que celui de l'année en cours serait d'environ \$1 000 000. n'eût été des taxes sur les successions imposées en 1892.	

Il est vrai, M. l'Orateur, que l'honorable trésorier a affirmé qu'il se propose de rembourser les dépôts en garantie des chemins de fer à même l'emprunt de mai dernier au montant de \$3 017 333.33. Examinons donc nos engagements et voyons si l'honorable trésorier pourra remplir sa promesse. Prenons les chiffres dans son discours à la page 24 et examinons nos dettes:

Fonds en fiducie	\$ 272 724.04
Dépôts sur les chemins de fer en garantie	723 051.39
Mandats spéciaux	173 122.28
Subsides aux chemins de fer	<u>812 122.28</u>
Total de	\$1 971 255.85
Ajoutons le déficit de l'année en cours, tel qu'indiqué	<u>671 600.00</u>
Nous avons un total, au 30 juin 1897, de	\$2 642 855.85
Argent comptant, en main, le 3 juin 1896	784 799.89
Solde d'emprunt à recevoir	<u>1 960 000.00</u>
Total	<u>\$1 844 799.89</u>

Il reste donc \$800 000.00, moins la somme des dépôts sur les chemins de fer à payer, \$287 693.99, soit des obligations s'élevant à \$500 000. de plus que les moyens dont nous disposons pour nous en acquitter en plus de déficits annuels considérables au cours des années à venir.

Quels projets le gouvernement propose-t-il pour combler ces déficits annuels considérables? Je dois dire, M. l'Orateur, que l'honorable trésorier a son fameux projet de conversion qui augmentera la dette de la province d'environ vingt-cinq pour cent et qui immobilisera dix millions de notre capital pour quarante ans. Non seulement risquons-nous de perdre cet avoir, mais nous sommes convaincus que nous payerons sur nos dettes.

Je n'ai pas l'intention de discuter longuement l'augmentation de la dette publique qui était en 1892, comme vous le savez, de \$25 000 000. et qui dépasse aujourd'hui \$32 000 000. soit une augmentation de \$7 000 000. Je veux, cependant, exprimer ma gratitude à l'honorable trésorier pour avoir corrigé dans son discours sur le budget, la légère erreur de \$5 000 000. qui s'était glissée dans son discours la première fois qu'il a pris la parole devant cette Chambre. Il avait alors affirmé que la dette publique avait subi une augmentation de \$2 770 000. depuis 1892 au lieu de \$7 000 000. Je suggère à l'honorable trésorier de faire préparer ses chiffres à l'avenir par son assistant, M. Machin, un homme compétent qui a préparé les chiffres pour le discours sur le budget. De cette façon il s'y glissera moins d'erreurs.

L'honorable trésorier a aussi félicité le gouvernement pour avoir réduit les subsides aux chemins de fer de \$5 621 789.49 en 1892 à \$812 358.14 en juin 1896; mais M. l'Orateur, il a omis de nous informer que plus de \$2,000,000. n'ont pas été versés, les subsides étant devenus périmés parce que les compagnies de chemins de fer ne s'étaient pas conformées à la loi. De plus, il n'a pas révélé qu'une somme de \$4,000,000., au lieu de \$2,000 000, aurait pu être épargnée si le met gouvernement n'avait pas introduit une législation prolongeant la période de temps accordée par le gouvernement Mercier en 1890, à certaines compagnies de chemins de fer et permettant le transfert de subsides d'une compagnie à une autre.

Je dois ajouter, M. l'Orateur, que je comprends difficilement comment l'honorable député peut reprocher l'octroi de tels subsides sans condamner

également l'extension de temps accordé ainsi que le transfert des mêmes subsides. Je crois, M. l'Orateur, qu'il est préférable que l'honorable trésorier ne parle pas de subsides aux compagnies de chemins de fer, ou alors nous serons peut-être tentés de lui rappeler les \$100 000. accordés à la Compagnie de chemins de fer Québec, Montmorency et Charlevoix. On lui avait offert ce cadeau pour qu'elle accepte de transférer à une autre compagnie les subsides qui lui avaient été accordés pour la prolongation de sa ligne, ce qui n'a jamais été fait. Le gouvernement ayant donné un avis de résolutions concernant les subsides aux chemins de fer, j'attendrai qu'elles soient devant cette Chambre pour critiquer la politique du gouvernement sur les chemins de fer. J'ajoute, cependant, que si les rumeurs sont fondées, le gouvernement se propose non seulement d'augmenter considérablement notre dette, mais aussi nos charges annuelles d'intérêt en octroyant de nouveaux subsides aux chemins de fer ou en validant ceux qui sont déjà périmés, ce qui entraînera une augmentation proportionnelle de notre déficit annuel.

Je viens de vous exposer l'état déplorable de nos finances, nonobstant les promesses et les engagements de ce gouvernement aux élections de 1892. Il s'était engagé à restaurer les finances de la province et à rétablir l'équilibre financier sans imposer de nouvelles taxes. Jetons un coup d'oeil au discours sur le budget du député de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) le 20 mai 1892, et nous trouvons à la page 34 les propos suivants sur les prévisions budgétaires pour 1892-93, et je cite: "Je répète, M. l'Orateur, que nous sommes en mesure de faire d'autres coupures honnêtes dans tous les services que j'ai mentionnés." Et, dans son discours sur le budget le 5 décembre 1893, à la page 13, il déclare: "Jusqu'à ce jour, nous n'avons pas dépassé nos prévisions et tout indique que nos dépenses n'excéderont pas nos recettes et que le résultat de nos opérations pour cette année sera satisfaisant."

Quelques mois plus tard, soit en avril 1894, le député de Montréal-Saint-Antoine, voyant que ses prévisions ne seraient pas respectées, ses collègues se lançant encore dans l'extravagance, malgré ses protestations, abandonne son poste de trésorier. Voyons le tableau des dépenses de cette même année et les prévisions du député de Montréal-Saint-Antoine:

Estimations

	1893-94	Dépenses
Dette publique	\$1 475 178.92	\$1 437 932.67
Législation	198 973.00	207 676.77
Service civil	253 617.56	256 733.24
Administration de la justice	575 355.00	548 038.05
Instruction publique	387 760.00	380 760.00
Agriculture, colonisation et immigration	298 400.00	242 864.00
Travaux publics, ordinaires	94 837.86	101 037.86
Travaux publics, extraordinaires	340 081.50	300 955.24
Asiles et charités	317 368.25	325 082.00
Divers	277 000.00	376 874.23
Remboursement des dépôts de garantie des chemins de fer	250 117.75	250 117.25
Avance (de fonds)	—	19 395.60
Fonds en fiducie	—	13 081.78
	\$4 370 680.85	\$4 550 540.70
Déduction d'intérêt, de charges accrues	37 246.23	\$4 330 443.61
Augmentation de	219 097.00	

Je vais maintenant vous brosser un tableau des déficits annuels des sommes perçues en nouvelles taxes, et les montants des déficits sans l'addition des taxes.

	Déficit.	Nouvelles taxes.	Déficit sans les taxes.
1892-93	\$ 24 828.00	\$493 591.75	\$538 419.75
1893-94	230 202.28	518 406.11	748 608.39
1894-95	262 661.66	487 388.45	750 060.11
1895-96	55 673.61	444 856.02	500 529.63
Estimations			
1896-97	262 661.66	487 398.45	750 000.11

Ces chiffres prouvent d'une manière probante que le gouvernement a vraiment fait défaut de remplir les promesses et les engagements donnés à l'électorat en 1892. De plus, il prouve son incompetence à gérer les affaires de la province depuis l'élection de décembre 1891.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): En premier lieu, je tiens à féliciter l'honorable trésorier de son premier discours sur le budget. Nul doute qu'il avait la matière pour l'alimenter! En accédant à ce poste, il prenait en main une administration saine. Depuis, il a marché sur la trace de ses prédécesseurs, administrant avec prudence et sagesse et le résultat est des plus encourageants pour la province. Le 8 mars 1892, les électeurs de cette province confiaient au Parti conservateur la tâche lourde et difficile de réparer les conséquences désastreuses de l'administration Mercier dont les actuels députés de l'Opposition sont responsables. Le gouvernement de De Boucherville se mit courageusement à l'oeuvre, sachant bien le défi périlleux qu'il acceptait. Il n'ignorait pas que pour mener à bien cette tâche son prestige pouvait en souffrir, car il lui fallait imposer un fardeau supplémentaire aux contribuables de la province, du moins pour un certain temps: ceci pour être en mesure de rétablir l'ordre de nos finances et de restaurer le crédit et l'honneur de la province. Ils savaient (les conservateurs) leur propre existence politique menacée,

mais ce danger ne les a pas fait reculer. Jamais le Parti conservateur n'a reculé en entendant l'appel de la patrie et du devoir, quelles que pussent en être les conséquences. Le gouvernement Tupper en est aussi un exemple par la ligne de conduite courageuse, noble et patriotique qu'il a suivie pour permettre à la minorité catholique opprimée du Manitoba d'avoir ses propres écoles dans le but de donner à ses enfants une éducation chrétienne. Ces hommes ont risqué leur carrière politique, ont fait une lutte honnête, ont accompli leur devoir, et sont tombés au combat, brandissant encore le drapeau de la patrie. Oui, ils sont tombés, mais ils n'ont pas honte de leur défaite; ils en sont plus fiers que s'ils avaient été les vainqueurs d'une cause moins noble. Aujourd'hui, les gens sont conscients de la grave erreur qu'ils ont commise, et je suis convaincu qu'ils répareront leur maladresse le plus rapidement possible. Lorsque le gouvernement de De Boucherville a succédé à l'administration Mercier il a été établi, comme le démontrent les comptes publics du 30 juin 1892, que la dette nette de la province qui était de \$11,329,630.98 le 30 juin 1887, selon le trésorier de l'époque l'honorable député de Québec-Est (M. J. Shehyn), une légère exagération de plus de deux millions de dollars, mais laissons passer, atteignait le 30 juin 1892, la somme de \$23,641,346.28. une augmentation colossale en cinq ans de

\$12 252 179.17, et ceci, sans pouvoir justifier une telle augmentation. La tâche à accomplir était gigantesque: les dépôts pour les chemins de fer: \$2 500 000., les fonds en fiducie dilapidés et un déficit annuel du budget ordinaire toujours croissant, déficit qui a atteint un million de dollars annuellement, le crédit de la province déprécié, sa réputation traînée dans la boue; mais le gouvernement conservateur s'y est attaqué vaillamment. Il serait trop long d'énumérer ici tout ce qui a été accompli pour abattre cette besogne. Le résultat, inscrit dans les comptes publics du 30 juin 1896, témoigne du succès obtenu. Que voyons-nous? La dette publique nette est tombée à \$22 156 346.30: les déficits annuels sont disparus; l'équilibre du budget ordinaire est rétabli, ce qui veut dire que nos dépenses égalent nos recettes; la réputation de la province est sauvée, et en dernier lieu et non le moindre, notre crédit est restauré. Il n'a jamais atteint un sommet aussi élevé qu'actuellement. La meilleure preuve est la vente de nos obligations de 4 pour cent à 105. De plus, les taxes supplémentaires nécessaires pour atteindre ce résultat ont été abrogées.

Au cours des cinq dernières années se terminant le 30 juin 1896, nous avons remboursé \$1 250 057.18 de dépôts sur les chemins de fer et nous avons aussi donné en argent comptant \$3 681 556.71 en subsides aux chemins de fer. Puisque nous parlons de subsides, je voudrais suggérer, pour tous les subsides à venir pour de nouvelles compagnies de chemins de fer, que le gouvernement exige un montant égal en obligations de la compagnie de chemins de fer, et obtienne ainsi une garantie équivalente et un droit de parole dans l'administration de la compagnie. Dommage que ceci n'a pas été fait dès les débuts. Avec dignité, notre parti a respecté les engagements qu'il avait pris envers les électeurs de la province en mars 1892, et il peut, en toute confiance, se présenter devant la population aux prochaines élections et lui demander de manifester sa satisfaction en renouvelant la confiance qu'il lui avait témoignée avec sagesse en mars 1892 et dont il s'est montré digne depuis. Nos amis de l'Opposition, qui ont soif de pouvoir, vont essayer de convaincre le peuple de leur faire confiance. Désespérés de ne pas avoir d'arguments solides à offrir aux électeurs pour les persuader de remettre l'administration de la province dans les mains des libéraux, l'organe de ce parti offre depuis des mois une récompense de \$100. à quiconque découvrirait une raison probante pour ce faire. Pourquoi ont-ils besoin de recourir à cette stratégie? Est-ce parce que le Parti libéral ou son journal n'est pas capable de trouver une bonne raison? Voilà la raison, ils ne sont pas capables. Et je peux ajouter, qu'ils offrent \$100. et même \$100 000. ils ne trouveront aucune raison valable, puisqu'il n'en existe aucune. Aucune que les électeurs acceptent, aucune qui pourrait les justifier de faire une si grossière erreur. Maintenant, M. l'Orateur, quels arguments l'Opposition peut-elle invoquer pour critiquer et condamner le gouvernement? le Qu'il a violé toutes les promesses faites aux électeurs

en 1892? Les preuves du contraire jaillissent de partout et sont claires comme de l'eau de roche. Je n'invoquerai que l'excellent état de nos finances, tel que démontré dans les comptes publics du 30 dernier. 2e Que nous avons continué leur extravagance honteuse, que nous avons laissé s'accroître les dépenses courantes de la province, malgré notre promesse de les diminuer? Où est la vérité? Lorsqu'ils ont perdu le pouvoir, leurs dépenses courantes étaient de \$4 446 639.60; les nôtres, pour l'année se terminant.

le 30 juin 1893 étaient de	\$3 907 445.70
le 30 juin 1894 étaient de	3 856 984.93
le 30 juin 1895 étaient de	4 195 727.44
le 30 juin 1896 étaient de	4 099 707.00

Je n'invente pas ces chiffres; ils portent la signature du trésorier et du vérificateur de la province. J'ai entendu l'honorable député de Québec-Est affirmer que les dépenses ordinaires pour les quatre années de l'administration actuelle étaient plus élevées que celles des quatre années du régime Mercier. Ceci n'est pas exact, mais même si c'était le cas, on me pourrait pas nous le reprocher. Nous aurions subi les conséquences de la désastreuse administration du gouvernement Mercier. Nous avons pris une administration en faillite et il nous restait à liquider, Dieu merci, cette liquidation était entre les mains de gens honnêtes, intelligents et patriotes. Cette liquidation s'est terminée en donnant d'heureux résultats, soit 100 cents au dollar; l'intérêt a été payé aux créanciers et la province est de nouveau solvable et jouit du meilleur crédit possible sur les marchés financiers internationaux.

3. Que les taxes n'étaient pas nécessaires, qu'elles ont servi uniquement au remboursement des dépôts de chemins de fer en fiducie? Nous aurions dû recourir à un emprunt pour rembourser ces fonds. Ces messieurs ont-ils oublié qu'ils ont déjà utilisé ces fonds en fiducie pour couvrir les déficits de leurs budgets annuels pour les dépenses courantes? S'ils étaient demeurés au pouvoir, ils auraient été obligés de rembourser ces fonds à même les recettes ordinaires. Nous avons agi comme ils l'auraient fait, s'ils avaient été à notre place, bien que nous aurions pu recourir à un emprunt pour rembourser ces fonds.

4. L'emprunt français est critiqué et blâmé. On critique parce que nos obligations se sont vendues 77 cents au dollar et que cette transaction a augmenté notre dette consolidée de \$1 250 000. Mais, nos critiques, avec leur injustice habituelle, n'insistent pas sur le fait que ces mêmes obligations portaient seulement 3 pour cent d'intérêt. Je dois leur rappeler que ceci équivalait à des obligations au pair de 4 pour cent. C'est le meilleur prix que nous ayons jamais obtenu pour nos obligations, même celles portant un taux de plus de 4 pour cent, si ma mémoire est bonne. Ils ne disent pas non plus que l'échéance de cette dette n'arrivera que dans 60 ans et qu'à ce moment-là, nous aurons reçu l'équivalent de l'augmentation de notre dette sous la forme d'une réduction annuelle de \$7 000. de nos charges d'intérêt. On rapporte aussi que les obligations de l'emprunt de

Paris que nous avons vendues à 77 valent maintenant entre 85 et 87. Tant mieux! Cette hausse considérable de notre crédit dans les marchés financiers du monde est le résultat de la saine et clairvoyante administration du gouvernement actuel. Avant de terminer mes remarques, j'aimerais préciser, pour l'intérêt de la Chambre, qu'en regardant les comptes publics, j'ai constaté que depuis la Confédération, nous avons consacré plus de 40 millions de dollars en fonds de capital, et que sur ce, plus de 25 millions de dollars sont allés aux chemins de fer. Malgré cette dépense considérable, dont le pays a largement profité, notre dette nette aujourd'hui dépasse à peine 22 millions de dollars.

De cette somme le gouvernement conservateur a créé un fonds de 11 millions qu'il a utilisé depuis la Confédération jusqu'à l'arrivée du gouvernement Mercier, soit une période de 20 ans. Et le gouvernement Mercier a utilisé le solde de cette somme en quatre ans. Ceci se passe de commentaires. J'ai maintenant terminé, mais avant de reprendre mon siège, je réitère mes félicitations au trésorier pour son brillant exposé, et au gouvernement, pour s'être brillamment acquitté d'une tâche aussi difficile. Le gouvernement peut maintenant se présenter devant le peuple, confiant que son travail a été apprécié. Les électeurs de cette province, dans leur propre intérêt, déclareront le jour de l'élection qu'ils désirent de nouveau voir ce gouvernement au travail et il sera reporté au pouvoir avec une plus grande majorité.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles vétérinaires pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'Association laitière de la province de Québec, et de l'inspection des syndicats de beurreries et de fromageries, statuts refondus du Québec, articles 1753a et 1753e, 54 Victoria, chapitre 25, en vertu de l'ordre en conseil no 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Pourquoi ce crédit est-il diminué de \$2 500.00?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Répond qu'il y a diminution dans le nombre des syndicats, mais il espère que le nombre de ces syndicats augmentera encore et le moyen d'arriver à ce résultat, c'est de se donner la main, tout le monde, libéraux comme conservateurs, pour encourager l'organisation de ces syndicats.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Pourquoi le comité de l'agriculture ne siège-t-il pas plus souvent?

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Ré-

pond que le comité est à la disposition de tous ceux qui voudront le convoquer. Au comité d'agriculture, cependant, il existe beaucoup moins d'esprit de parti qu'en Chambre au sujet de l'agriculture. Généralement les membres du comité sont satisfaits du gouvernement quant à sa politique agricole.

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Prétend que le comité d'agriculture et le conseil d'agriculture tel qu'organisés ne valent rien. Ils ne font que suivre la politique du gouvernement. Il est vrai que M. Joly de Lotbinière et M. Ness font partie du conseil, mais M. Joly est un bon garçon toujours prêt à faire plaisir et qui n'a plus le temps de s'en occuper.

M. J. MARION (L'Assomption): Fait remarquer que ce n'est pas un compliment pour M. Joly que de donner à entendre qu'il n'a pas de caractère. Quant à la diminution dans les syndicats agricoles cela ne prouve pas que le progrès est moins considérable. Au contraire, on se passe plus facilement des inspecteurs aujourd'hui que les manufacturiers de beurre et de fromage sont plus habiles.

Adopté.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose,

3. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, l'achat de machines et d'améliorations pour l'Ecole d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, prime à l'exportation de beurre frais et concours de produits laitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des conférences d'agriculture pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association pour l'élevage des volailles, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration, Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la fête des arbres pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé le bill (bill no 8) intitulé: "Loi accordant une indemnité à dame George-Etienne Rioux", sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill no 21) intitulé: "Loi protégeant les juges de paix et autres contre les actions vexatoires", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Juges de paix

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 21) intitulé: "Loi protégeant les juges de paix et autres contre les actions vexatoires".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à minuit.

Séance du 16 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph d'Arthabaskaville pour l'année 1896. (Documents de la session no 12)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Magnan, la pétition du révérend père Lacasse et autres de la paroisse de Saint-Jacques, comté de Montcalm.

Par M. Beauchamp, la pétition de Charles-Arthur Prévost de la paroisse de Beauport.

Succession A. Prévost

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Joliette (M. J.-M. Tellier), que la pétition de Charles-Arthur Prévost de la paroisse de Beauport, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Lecture de pétitions:

La pétition demandant que le bill relatif au partage des biens de la succession de feu Amable Prévost ne devienne pas loi est lue et reçue.

Rapports de comités:

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 72) autorisant Vesey Boswell, de la cité de Québec, brasseur, à poser un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 76) concernant la compagnie dite: "The Stadacona Water, Light and Power Company", et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur bills privés soit prolongé jusqu'au 19 décembre courant, inclusivement.

Adopté.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter avec certains amendements:

Loi (bill no 38) pour incorporer la compagnie "The Good Government Association of Montreal";

Loi (bill no 80) amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements;

Loi (bill no 61) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William James Wright au nombre de ses membres après examen.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

Loi (bill no 55) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à recevoir Théodule-Alfred Lemieux, comme l'un de ses membres après examen;

Loi (bill no 67) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Herménégilde Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie;

Loi (bill no 73) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Follin H. Pickle à l'étude du droit sans examen;

Loi (bill no 74) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre après examen Paul-Arthur Côté au nombre de ses membres.

En examinant les bills suivants: Loi (bill no 75) constituant en corporation la "Coaticook Electric Light and Power Company"; et Loi (bill no 36) constituant en corporation la Compagnie des forces motrices de la rive nord, votre comité a trouvé qu'ils devraient être référés au comité permanent des chemins de fer, etc., sans cependant qu'il soit nécessaire de les afficher de nouveau.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au dix-neuf décembre courant, inclusivement.

Adopté.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le député de Québec-Ouest (M. F. Carbray), que le bill (bill no 75) constituant en corporation la "Coaticook Electric Light and Power Company" et le bill (bill no 36) constituant en corporation la Compagnie des forces motrices de la rive nord soient renvoyés au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 112) amendant la loi concernant la Cour de magistrat de district.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 110) amendant le code du notariat.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 7) concernant le nomination des députés-protonotaires, des députés-shérifs et des députés-régisrateurs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. V. ALLARD (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 125) concernant la corruption municipale et civique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 128) concernant certains lots sur le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 130) amendant l'article 514 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal.

Demande de documents:

Canadiens émigrés au Brésil

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Propose, appuyé par le député de Rouville (M. A. Girard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous ordres en conseil, requêtes et correspondances relativement aux Canadiens émigrés au Brésil.

Adopté.

Succession dame M.-E.-V. Reeves

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le député de Berthier (M. V. Allard), que l'honoraire déposé pour le bill (bill no 44) concernant la subvention créée par le testament de dame Marguerite-Elizabeth-Victorine Reeves, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill n'a pas été adopté.

Adopté.

Fermeture à bonne heure

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 101) amendant la loi de la fermeture à bonne heure, 57 Victoria, chapitre 50.

Le bill a pour but de donner aux conseils municipaux le droit d'imposer certaines pénalités à ceux qui enfreignent la loi.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Déclare que ce bill est tyrannique et propose que le comité se lève sans remettre de rapport. Il dit que cette

mesure va à rencontre du commerce, qu'elle représente de gros inconvénients pour les travailleurs et surtout, qu'elle nuira beaucoup aux petits propriétaires de magasins de son comté. Et il ajoute qu'elle constitue un attentat à la liberté de la personne.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): S'oppose à ce que le comité se lève. Il défend vigoureusement le bill qu'il a présenté et explique que les jeunes hommes employés comme commis, ou pour tout autre emploi, ont besoin de périodes libres pour se détendre autant physiquement qu'intellectuellement, et que, dans les conditions actuelles, cela leur était pratiquement impossible. Ils n'ont pas le temps, non plus, de jouir de moments agréables au sein de leurs familles.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Décrit le bill comme étant une entrave à la liberté individuelle. Il croit que ce bill a pour but de faire profiter les grands magasins au détriment des petits magasins qui sont, la plupart du temps, gérés par leurs propriétaires. Pour ce qui est des commis, il croit qu'il serait beaucoup plus profitable pour eux de travailler de six à neuf heures que de perdre leur temps dans les tavernes ou salles de billard. Il dit qu'il n'y a aucune loi semblable à Boston, à New York ou dans toute autre ville américaine. N'est-il pas étrange qu'ils n'aient même pas essayé de promulguer une loi visant la fermeture à bonne heure?

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): S'oppose aussi au bill. Il ne peut pas rester neutre face à cette question. Il s'oppose à toute loi qui avantagerait un genre de commerce en défavorisant les autres genres de commerce. C'est d'ailleurs le juge Loranger qui avait formulé ce principe. Si la Chambre adopte une loi de ce genre, beaucoup de pauvres vendeurs de fruits et d'humbles commerçants en souffriront, car leurs profits dépendent surtout des ventes qu'ils font pendant la soirée. Il comprend très bien que les pauvres commis ont aussi le droit d'avoir leur juste part de repos et de loisirs. Il ferme lui-même son propre commerce à huit heures tous les soirs. Cependant, il s'oppose à une loi coercitive qui enlève au travailleur la seule occasion qu'il a pour faire ses achats, c'est-à-dire le soir.

Il fait remarquer que les heures d'affaires habituelles des magasins de Montréal sont de 8 heures le matin jusqu'à 9 heures ou 9:30 heures le soir. En les fermant plus tôt, on oblige le travailleur à s'absenter de son travail pendant près d'une heure pour faire ses achats, perdant ainsi le salaire qu'il gagne pendant cette même heure.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Lance un appel au nom des commis qui travaillent dans des magasins qui ouvrent leurs portes très tôt le matin et les referment tard le soir.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Appuie la motion et mentionne que la mesure s'est avérée

un succès à Sherbrooke où elle a été d'ailleurs très bien reçue.

M. A. GIRARD (Rouville): Parle contre le bill vu que la liberté individuelle serait attaquée. Il appuie la motion du député de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guerin).

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Critique sévèrement ceux qui s'opposent au bill.

Il explique que le juge

incomplète la loi de la fermeture à bonne heure.

Il est donc normal de

amendements proposés par le représentant de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé).

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Croit qu'il serait plus sage d'abolir la loi tout simplement. Il est impossible de limiter les exigences du commerce. Ainsi à Québec, les gros marchands ferment à 6 et 7 heures. Mais dans les faubourgs on ferme plus tard, parce que les besoins de la localité l'exigent. Cette loi peut causer beaucoup de trouble aux petits magasins, et porte atteinte à la liberté individuelle.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Appuie la mesure proposée par le député de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé) mais s'oppose à la motion présentée par le député de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guerin). Il devrait plutôt attendre que le bill du député de Montréal no 2 soit passé pour promulguer ensuite une loi qui abolirait celle de la fermeture à bonne heure.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Et pendant ce temps-là, ce sont les gens de Montréal qui en souffrent. La loi, telle qu'elle est présentement, reste lettre morte et nous nous contentons de la laisser ainsi.

La proposition est rejetée sur division (20 contre 10).

La proposition principale est adoptée.

En comité:

UNE VOIX: Propose comme amendement que la loi n'affecte pas les droits acquis.

Adopté. Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi amendant la loi concernant la fermeture des magasins à bonne heure."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sociétés nationales de bienfaisance

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 102)

concernant les sociétés nationales de bienfaisance soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Assurance sur la vie par les maris et parents

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 123) amendement la loi concernant l'assurance sur la vie par les maris et parents soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

M. J.P. COOKE (Drummond): Espère que le comité aura le temps d'étudier le bill avant que la session ne se termine; car plusieurs agents d'assurance de Montréal souhaitent son adoption.

Subsides

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le député de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. J.P. COOKE (Drummond): Se lève et propose un amendement mettant en application le principe du bill qui a été rayé de l'ordre du jour des séances antérieures. Ce bill stipule l'abolition du Conseil législatif. Il dit avoir demandé au député de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett) de secondar la motion, mais le député de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guerin) a déjà accepté de le faire.

Il a rappelé qu'en 1892 le secrétaire provincial avait secondé la résolution de M. Morris demandant l'extermination de notre aréopage provincial. A cette époque, c'était un vote direct de non-confiance contre le ministère dont l'honorable M. De Boucherville était le chef. Si cette résolution eut été adoptée c'était la mort du gouvernement dans la personne de son chef qui se trouvait privé de son siège au conseil. Mais, dans le temps, le député de Stanstead grognait, le portefeuille n'arrivait point. La situation est bien différente aujourd'hui, le député de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett) a reçu sa récompense, il siège sur les banquettes ministérielles, et, comme de raison, il n'est plus d'opinion qu'il faille trancher la tête à nos vieux conseillers. Autres temps, autres moeurs!

En 1892, dans un amendement proposé par le député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), il était déclaré qu'une commission serait nommée pour

étudier les réformes à être faites à la constitution du Conseil législatif. Mais, une fois le péril passé les ministres n'ont jamais songé à remplir l'engagement qu'ils avaient contracté par la bouche du député de Wolfe. Ce n'est pas la seule promesse qu'ils ont violée!

Il rend hommage au représentant de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater) pour le patriotisme dont il a fait preuve lorsqu'il a voté en faveur de la réduction de sa propre indemnité parlementaire. Il soutient aussi que voter en faveur de l'abolition du Conseil législatif est un précédent pour les membres de la Chambre. Il déclare que, d'après les comptes publics de la province, le Conseil législatif comporte une dépense de \$38 000; mais qu'en réalité, la dépense est d'environ \$60 000. Il ridiculise ceux qui croient qu'on a encore besoin du Conseil pour protéger la minorité protestante, car dans notre province, la majorité traite bien la minorité.

Il dit que toutes les provinces du Dominion, à l'exception du Québec et de la Nouvelle-Ecosse, ont aboli leur Chambre haute, croyant que celles-ci constituaient un luxe inutile. Lors des autres sessions tous les députés anglophones de la Chambre ont voté pour l'abolition du Conseil. Il espère qu'ils seront assez constants dans leurs décisions pour voter de la même manière à cette session-ci.

Il propose comme amendement, appuyé par le député de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guerin) que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés, par les mots suivants: "Cette Chambre est d'opinion que l'utilité d'une Chambre haute ou Conseil législatif a cessé d'exister".

Il déclare que tout député qui tient au bien-être de sa patrie devrait voter pour l'abolition du Conseil, et par le fait même, pour une diminution annuelle des dépenses de près de \$75 000.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Se lève pour parler mais il est six heures.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

Charte de Québec

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 41) amendement les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que conformément aux remarques qu'il a faites, au sujet de ce bill, la veille, il propose que la clause suivante soit insérée dans ledit bill:

"La cité de Québec pourra, après le premier juillet prochain, emprunter vingt mille piastres pour les travaux du parc public connu sous le nom de "Parc Parent" pourvu:

1° Que le conseil de ville approuve cet emprunt par un vote des deux tiers des membres de tout le conseil;

2° Que la débâcle du printemps n'ait pas détérioré les travaux déjà faits audit parc;

3° Que l'ingénieur de la cité fasse rapport qu'il est satisfait, que les glaces et l'inondation du printemps n'endommageront pas ledit parc et les ponts qui y conduisent, de manière à être, de ce chef, pour l'avenir, une source de dépenses périodiques;

4° Que les trente mille piastres déjà dépensées et lesdits vingt mille piastres ci-haut mentionnées sont suffisantes, à tous égards pour payer le coût dudit parc et des ponts qui y conduisent, et que nulle autre somme que lesdites trente mille piastres et lesdites vingt mille piastres ne serait dépensée pour ledit parc."

Adopté. Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi amendant les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

" The Montreal Cold Storage and Freezing Company"

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 62) constituant en corporation la compagnie dite "The Montreal Cold Storage and Freezing Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie des faïenceries du Canada

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 69) constituant en corporation la Compagnie des faïenceries du Canada.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.
Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi constituant en corporation la Compagnie des faïenceries du Canada".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 98) modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

Subsides

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la question, que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Croit de son devoir de dire quelques mots sur cette motion.

La forme que le représentant de Drummond (M. J.P. Cooke) a donnée à sa motion, en fait une motion de non-confiance: par conséquent la question, qui avait lieu dans les circonstances précédentes est cette fois une question du gouvernement et il sait que les députés conservateurs continueront leur loyal appui au gouvernement. Quoique un certain nombre d'entre eux puissent être, personnellement ou en principe favorables à l'amendement que l'on propose à la Constitution, voter avec le député de Drummond serait, en réalité, voter une motion qui de la part de ce député n'a pas d'autre objet que d'embarrasser le gouvernement. Mais, comme question de tactique parlementaire c'est une erreur, qui n'atteindra pas le but que se propose son auteur.

Cette motion est venue devant la Chambre cinq fois depuis quatre ans et elle a toujours été rejetée. Les libéraux qui se sont fait une règle de voter pour cette motion depuis que le Parti conservateur est au pouvoir, c'est-à-dire depuis 1891, ont pris grand soin, durant les cinq années de leur règne sous le gouvernement Mercier de ne pas proposer l'abolition du Conseil. Cela faisait partie autrefois du programme politique du Parti libéral, mais depuis 1887 cet article est disparu de leur plateforme et a été laissé à l'initiative privée des députés.

Le discours du chef de l'Opposition à Sherbrooke qui a été publié dans les journaux à sa dévotion, comme son discours programme pour les élections prochaines, ne contient pas la moindre mention de l'abolition du Conseil.

Il ne veut pas occuper le temps de la Chambre en discutant le mérite de la question.

Les députés connaissent l'opinion de la Chambre à ce sujet, et comme la motion du représentant de Drummond (M. J.P. Cooke) est de fait une motion de non confiance, elle doit être traitée comme telle.

Il ne croit pas le moment opportun pour discuter une pareille question, qu'aucun des deux partis politiques n'a inclus dans son programme, ne voulant pas en prendre la responsabilité.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'en prends la responsabilité.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Je crois que l'abolition du Conseil législatif fait partie du programme du Parti libéral.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Certainement.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le chef de l'Opposition s'y prend bien tard pour faire pareille déclaration, il a parcouru la province et n'a jamais soufflé mot de cette question. Durant son règne, le Parti libéral, au lieu d'abolir le Conseil, a nommé conseillers tous les amis qu'il a pu, de manière à s'assurer une majorité dans la Chambre haute, il sera difficile de faire croire au peuple que les libéraux aboliront le Conseil s'ils arrivent au pouvoir. L'abolition du Conseil n'est pas une question du domaine de la politique pratique. Ce corps a rendu des services importants en revisant la législation hâtive de la Chambre basse. S'il faut juger de la popularité du Conseil par le nombre de personnes qui s'offrent à en faire partie, ce corps est le plus populaire de nos institutions.

Quand il s'agit d'un amendement aussi important à la Constitution l'initiative devrait être laissée au gouvernement du jour.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Fait quelques remarques.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Se prononce contre le Conseil législatif dont l'abolition, dit-il, a toujours fait partie du programme libéral. Il n'y a pas d'après lui de nécessité pour le maintien d'une Chambre haute.

Il fut un temps, dit-il, où le Conseil législatif était utile. Il a été institué pendant la Confédération dans le but d'amortir les chocs qui auraient pu survenir entre la majorité française et la minorité anglaise. A présent, sa seule utilité est de procurer au gouvernement la chance d'échanger les sièges du Conseil contre des considérations politiques sans importance.

Il se plaint de ce que M. Morris n'ait pas été nommé au Conseil et dit qu'un Irlandais catholique aurait dû être choisi au lieu de M. Rolland.

Lorsque le gouvernement pourvoit un siège vacant au Conseil, il utilise des moyens qui vont à rencontre de la constitution et qui violent les con-

ventions qui sont entrées en vigueur à la Confédération. Il croit qu'il est temps pour la province de laisser tomber tous les rouages inutiles de la Législature. Le gouvernement essaie d'éviter la question en utilisant un subterfuge. Les députés qui ont voté en faveur de l'abolition du Conseil lors de la dernière session, devraient voter de la même manière pendant la session en cours.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Explique que M. Morris lors de son élection dans Montréal avait promis de proposer l'abolition du Conseil, ce que voyant, le député de Drummond (M. J.P. Cooke) manœuvra de manière à lui couper l'herbe sous le pied et à faire le premier cette motion.

Il déclare qu'il votera contre cette motion, parce qu'elle n'est faite que dans le but de jeter de la poudre aux yeux du public.

J'ai déjà été en faveur de l'abolition du Conseil; mais j'ai compris depuis qu'il y avait de bonnes raisons pour son maintien.

Il déclare aussi que, dans le passé, il a appuyé la motion pour l'abolition du Conseil législatif, car à ce moment-là, la motion avait été présentée de manière à laisser les députés libres d'exprimer leurs opinions, sans avoir à voter contre les principes du parti qu'ils appuyaient.

Au cours des trois dernières années, le Conseil a donné plusieurs preuves de son utilité dans le corps politique et a fait plus d'une vérification lorsque des lois trop hâtives étaient promulguées, lorsque par exemple, on a voulu assujettir les détenteurs de bons anglais ou encore lorsque certains amendements furent apportés à la charte de la ville de Montréal.

Dans la majeure partie des Etats-Unis et des autres pays gouvernée par une constitution, la nécessité d'une deuxième Chambre a été reconnue et appréciée. De plus, si le Manitoba avait son Conseil législatif, dit-il, ni cette province ni le Dominion n'auraient à se préoccuper de questions religieuses.

Il doute de la véracité de la déclaration faite par le représentant de Drummond (M. J.P. Cooke), selon laquelle l'honorable W.A. Morris aurait donné sa démission afin d'être nommé au Conseil législatif. Il ajoute que l'honorable député en question lui a dit ne pas être dans une situation lui permettant d'accepter une telle nomination.

Ce serait intéressant de savoir si le représentant de Drummond a pris la précaution de cabaler les députés en la présente circonstance, comme il l'a fait pour voir s'ils l'appuieraient, avant de décider comment il voterait sur la question de l'indemnité sessionnelle.

M. J.P. COOKE (Drummond): Déclare n'avoir jamais cabalé un député.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Il m'a cabalé moi-même. De plus, il n'a présenté sa motion que pour se faire remarquer.

M. J.P. COOKE (Drummond): Déclare que c'est complètement faux et qu'il ne lui en a jamais parlé.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Mentionne que le représentant de Montréal-Sainte-Anne a déclaré que l'honorable J.-D. Rolland, qui remplaça feu l'honorable Henry Starnes dans le Conseil, n'était pas catholique.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Contredit cette affirmation.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Dit qu'il a toujours pensé que l'honorable Rolland était catholique, et il le pense encore. Le représentant de Montréal-Sainte-Anne aimerait que le Conseil soit aboli, car les hommes qui siègent au Conseil ne sont pas les hommes qu'il voudrait y voir. Il nie catégoriquement les allusions faites à propos de l'honorable W.A. Morris; ce dernier n'a pas quitté son poste à la Chambre parce qu'il croyait être nommé au Conseil. Il déclare aussi que M. Morris serait le premier à le nier. Il est évident, ajoute-t-il, que ce dernier a piqué le député de Drummond (M. J.P. Cooke) au vif.

Il dit que la population de la province n'a pas demandé l'abolition du Conseil. Si la population de mon comté l'avait fait, dit-il, je voterais certainement selon le désir de mes électeurs.

La minorité de langue anglaise est bien traitée par la majorité. Nous ne craignons pas pour l'avenir; mais, ce qui est arrivé à Manitoba est une leçon et le Conseil législatif peut être utile à un moment donné pour toute la population. Il vient des temps où les membres de la Chambre basse peuvent être plus ou moins indécis tant sont graves les questions qui viennent devant eux.

Il fait alors allusion aux déclarations du représentant de Drummond (M. J.P. Cooke) ces soirs derniers, relativement à une réunion des conservateurs anglais au bureau de M. G. Foster, à Montréal, lors de la résignation du représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall).

Puis, il fait une déclaration à propos des prétendues raisons qui auraient poussé le représentant de Drummond à laisser son parti.

Naturellement, ce départ a irrité tous les députés anglophones de la Chambre. Le représentant de Drummond aurait déclaré que, au mois d'août 1894, les députés anglophones conservateurs se seraient plaints à l'honorable L.-O. Taillon de la politique financière du gouvernement. Mais ce n'est pas du tout ce qui s'est produit. Tout ce dont ils se plaignaient, c'est qu'il n'y avait pas un représentant anglophone au Conseil exécutif, et ils en voulaient un. La lettre est bien claire à ce sujet. D'ailleurs, il en possède une copie et en fait la lecture. Il termine en condamnant très sévèrement l'inconduite du député de Drummond, qui a divulgué des conversations privées et confidentielles dans le but de se faire du capital politique.

M. J.P. COOKE (Drummond) et DES DEPUTES DE L'OPPOSITION: Demandent que le député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson) soit rappelé à l'ordre, ces questions ne relevant pas de la motion soumise à la Chambre.

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, appuyé par le député de Joliette (M. J.-M. Tellier), que cette Chambre s'ajourne maintenant.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Ajoute que la déclaration faite dans cette requête n'est pas du tout semblable à la déclaration du représentant de Drummond. Il dément formellement la déclaration du représentant de Drummond. Il ajoute de plus que ce n'est pas juste pour la minorité anglaise qu'une déclaration aussi fausse ait été rendue publique. Il dit aussi qu'il ne répétera pas des conversations privées, car il ne tient pas à suivre l'exemple du représentant de Drummond.

Il démontre que la lettre de protestation rédigée par les députés au mois d'août 1894 ne stipulait nullement que le représentant de Montréal no 5 avait démissionné à cause des dépenses excessives du gouvernement Taillon. Cette lettre précisait simplement qu'ils (les députés) comprenaient très bien que M. Taillon et le représentant de Montréal no 5 n'étaient pas en très bons termes. La plainte critiquait aussi le fait que l'on avait accepté la démission du représentant de Montréal no 5 en tant que trésorier sans consulter les députés. Ensuite, il se lance dans une attaque contre le représentant de Drummond (M. J.P. Cooke).

M. J.P. COOKE (Drummond): Ajoute que cette dernière déclaration est vraie jusque dans les moindres détails. Il mentionne alors que, d'après les rumeurs qui circulent dans les journaux quotidiens, le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) aurait résigné comme ministre à cause des dépenses excessives du gouvernement Taillon. Il se lance ensuite dans une attaque contre le représentant d'Argenteuil (M. W.J. Simpson) et entre sur le terrain des personnalités.

Il fait appel au représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) pour savoir si cela est vrai.

DES VOIX: A l'ordre, à l'ordre.

M. L'ORATEUR: Refuse de laisser continuer le représentant de Drummond (M. J.P. Cooke).

M. J.P. COOKE (Drummond): Déclare qu'il ne faisait que répondre à l'attaque lancée par le représentant d'Argenteuil sans que l'Orateur ne l'interrompît. Par ailleurs, il aimerait bien savoir s'il existe deux règlements différents dans cette Chambre, soit un pour ce côté-ci et un deuxième pour l'autre côté.

Il accuse le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) d'être un acrobate politique.

M. L'ORATEUR: Fait remarquer que c'est le rôle de l'Orateur, de voir à maintenir l'ordre. On doit accepter ses décisions sans faire de commentaires, même si elles peuvent paraître parfois quelque peu erronées.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Rappelle à l'ordre le représentant de Drummond et lui demande de s'excuser.

M. J.P. COOKE (Drummond): Porte la même accusation contre le député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson).

M. L'ORATEUR: Interrompt pour la deuxième fois le représentant de Drummond.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Porte au représentant de Drummond le défi de le rencontrer sur n'importe quel "husting" dans la province pour discuter de ses accusations.

M. J.P. COOKE (Drummond): Répond que lorsqu'il est allé dans le comté du représentant d'Argenteuil, on lui a dit que ce dernier n'était pas là.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): C'est parce que je savais que vous veniez que je me suis éloigné de mon comté.

M. J.P. COOKE (Drummond): Déclare qu'il se soumet au règlement, même s'il ne faisait que répondre à une attaque qu'on lui avait lancée. De toute manière, il y répondra à un moment où l'Orateur ne pourra pas l'interrompre.

En ce qui a trait à la question du Conseil législatif, il accuse le représentant d'Argenteuil (M. W.J. Simpson) d'avoir changé d'opinion à ce sujet. Ainsi, il se met à démontrer qu'en 1892, le représentant d'Argenteuil avait voté pour que le Conseil soit maintenu. En 1893, il avait voté pour qu'il soit aboli; et aujourd'hui, il a encore changé d'avis. Cependant, cela ne devrait surprendre personne, car le représentant d'Argenteuil avait laissé savoir à la presse, en mars 1895, qu'il avait écrit à M. Taillon. Dans sa lettre, il mentionnait qu'il désapprouvait le gouvernement et qu'il avait l'intention de se rallier à l'Opposition. Tout cela parce que le représentant de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett) avait été nommé au Conseil exécutif à la place d'un protestant de langue anglaise. Mais, le représentant d'Argenteuil avait été le premier à appuyer le gouvernement lorsqu'une motion de non-confiance avait été introduite à ce sujet, en novembre 1895.

Il dit qu'il ne faut pas s'en étonner, étant donné qu'il avait accepté comme chef un honorable député qui avait fait exactement la même chose que lui.

Il démontre qu'en 1878 le premier ministre était en faveur de l'abolition du Conseil, alors qu'aujourd'hui, il se déclare contre l'abolition du Conseil, sans toutefois invoquer les raisons qui l'ont fait changer d'avis. Ce n'est certainement pas une conduite honorable pour un homme d'Etat.

Il soutient que le trésorier ainsi que ses collègues devraient voter en faveur de l'abolition du Conseil, parce que la province pourrait ainsi réaliser une épargne.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): A l'ordre.

M. J.P. COOKE (Drummond): Conseille au député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn) de s'acheter un Bourinot et de l'étudier à fond afin de connaître les règlements de cette Chambre. Il est bien connu que le Bourinot ne contient aucune des règles qui s'appliquent à l'Assemblée législative.

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Fait l'histoire de l'agitation soulevée durant la présente session pour amener l'abolition du Conseil législatif.

La question présentement à l'étude devant la Chambre n'est pas nouvelle. C'est une question que l'honorable député de Drummond, arrivé après les élections de 1892, avait dérobée à un autre député, l'honorable M. Morris.

Mais quel est réellement son avis sur cette question? Est-ce que le député de Drummond est honnête? Ou alors, est-ce qu'il s'aventure sur une route peu sûre? Est-ce qu'il fait cela pour le bien-être de la province ou est-ce parce qu'il ne peut s'empêcher de mettre son mot lorsque la Chambre est appelée à prendre une décision importante. N'est-ce pas un fait établi que, supposément pour appuyer le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall), il a déserté le parti conservateur et s'est jeté dans les bras de l'Opposition? Le représentant de Drummond (M. J.P. Cooke) aurait même été capable, à ce moment-là, de fuir le gouvernement provincial pour aller rejoindre son sauveur, l'honorable M. Laurier.

Le représentant de Drummond s'est fait un devoir de désapprouver l'emprunt de Paris en 1894. Là encore, il s'était excusé auprès de la Chambre. Il avait alors déclaré qu'il était un conservateur aussi loyal et aussi honnête que tous les autres conservateurs mais qu'il différait d'opinion avec le gouvernement de cette époque seulement sur la question de l'emprunt de Paris.

Il est évident que le représentant de Drummond défend une cause perdue. Lorsqu'il a accusé le député d'Argenteuil d'avoir changé d'avis sur cette même question, qu'est-ce que la population disait alors de lui? Est-ce que les électeurs du représentant d'Argenteuil lui ont déjà demandé d'abandonner son poste? Et si les électeurs l'avaient accusé d'avoir trahi leur confiance, serait-il toujours en droit de les représenter en Chambre? Si une telle accusation avait été portée sur un autre député, ce député ne pourrait plus ensuite se mêler aux affaires publiques? Pourquoi le député de Drummond n'a-t-il pas offert à la Chambre l'occasion de se prononcer définitivement sur l'abolition du Conseil législatif? Non, au lieu de cela, il a proposé sa motion sous forme d'amendement à la proposition de se former en comité des subsides.

Il aurait voté en faveur de l'abolition du Conseil comme il l'avait fait auparavant, si la motion présentée à la Chambre avait été identique à celle présentée lors des sessions précédentes. Mais il aurait fallu que cette motion fût indépendante et qu'elle ne représentât pas un vote de non-confiance envers le gouvernement. Il reproche au Parti libéral de tarder à adopter dans leur pro-

gramme l'article touchant l'abolition du Conseil législatif. Par ailleurs, il croit que les motifs qui ont poussé le représentant de Drummond à agir de la sorte ne sont pas très honnêtes. C'est la raison pour laquelle il votera contre la motion de ce même représentant.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): A l'ordre!

DES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION: Protestent et déclarent que les décisions de l'Orateur sont injustes.

DES DÉPUTÉS MINISTERIELS: Répliquent.

M. L'ORATEUR: Exprime l'espoir qu'on ne le forcera pas à la grande punition parlementaire qui consiste à nommer les députés pour assurer le maintien de l'ordre.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Je n'ai jamais accusé l'honorable député de Drummond d'être malhonnête, quel que soit mon avis à ce sujet. Ce que j'ai bel et bien dit, c'est que je croyais que les motifs qui l'avaient poussé à proposer cette motion n'étaient pas très honnêtes. J'assume l'entière responsabilité de voter contre la motion du représentant de Drummond.

Il est en faveur de l'abolition du Conseil législatif, mais il est persuadé que les électeurs du comté de Stanstead approuveraient entièrement sa ligne de conduite.

M. V. ALLARD (Berthier): Demande la permission de retirer sa motion d'ajournement.

DES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION: S'y refusent.

La question, que cette Chambre s'ajourne maintenant, est alors mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Desjardins, Gillies, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, Guerin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Parent, Pinault, Savaria, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 24.

Contre: MM. Atwater, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Poirier, Rioux, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 37.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Manifeste l'intention d'ajourner l'article de l'abolition du Conseil législatif à son programme.

Il accuse le procureur général (l'honorable L.-P. Pelletier) d'avoir voulu éviter la question de l'abolition du Conseil législatif en retirant la motion qu'avait proposée le représentant de Drummond. Le procureur a agi au nom du premier ministre qui était alors absent. Conséquemment, ce dernier est responsable pour tous ces problèmes. Si le gouvernement n'avait pas fait rayer la résolution du représentant de Drummond de l'ordre du jour des autres séances, cette question aurait été résolue bien plus tôt. Ainsi, les députés ministériels n'auraient pas changé leurs votes sans avoir de bonnes raisons de le faire.

Il parle de la conduite du premier ministre qui, en 1878, avait secondé la motion qu'il avait faite pour abolir le Conseil législatif: aujourd'hui, il est opposé à la proposition du représentant de Drummond. Que voulez-vous? Alors le premier ministre avait toute la sincérité, tout le patriotisme de la jeunesse! Il a bien changé depuis, il brûle ce qu'il a adoré.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Si le chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) dit-il, arrive au pouvoir et s'il veut mettre à exécution son désir d'abolir le conseil, il ne s'y maintiendra pas une session.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Peu importe, si, arrivé au pouvoir, je ne suis pas capable de faire triompher les principes que je préconise dans l'Opposition, je me retirerai. Depuis que je suis dans la politique, ma conduite a toujours été marquée au coin de la droiture et j'espère qu'il en sera de même jusqu'au bout.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Accuse le député de Drummond (M. J.P. Cooke) et le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) de chercher à faire du capital politique et rien de plus.

M. H. CARON (Maskinongé): Dit qu'il est pour l'abolition du Conseil mais la motion du représentant de Drummond ne peut avoir aucun effet pratique et il ne peut pas l'approuver de son vote.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Se prononce en faveur de l'abolition du Conseil législatif qu'il a représenté comme un rouage inutile et dispendieux. On nous prêche constamment, dit-il, qu'il faut faire des économies: c'est là une belle occasion, qui s'offre au gouvernement. Que n'en profite-t-il? Pourquoi n'abolit-il pas ces sinécures inutiles qui nous coûtent au-delà de \$50 000 par an?

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Est aussi en faveur de la motion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Cooke, Dechêne, Desjardins, Gillies, Girard (Rouville), Gla-

du, Gosselin, Guerin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Parent, Pinault, Shehyn, Ste-Marie, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 21.

Contre: MM. Atwater, Augé, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Bourbonnais, Carbray, Caron, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Stephens, Thellier, Tétreau, 41.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix; elle est résolue affirmativement.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice protestant d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas trois cent

trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'orphelinat Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de la maternité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de la Madeleine, (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés à Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la maternité sous les soins des soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Nazareth pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école pour les sourds-muets, asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la salle des travaux pour les sourds-muets, asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas trois cents soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au dispensaire de Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas six cents trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société bienveillante des dames, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas deux cents dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile pour les enfants protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à "The Church Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas deux cents soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société de bienfaisance des dames israélites, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas trois cents soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Providence, coin des

rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à "The Young Men's Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

232

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, ci-devant connu sous le nom d'asile Sainte-Marguerite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux petites soeurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association des soeurs de Sainte-Marguerite, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas deux cents soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à "The Western Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas sept cents quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association des veuves charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cents quarante piastres soit accordée à Sa

Majesté comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des dames protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au dispensaire de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité pour les veuves et les infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus pour les enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, pour les épileptiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association des dames chrétiennes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de la maternité sous les soins des dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins sous les soins des soeurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'oeuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité pour leur hôpital de la maternité, Trois-Rivières, pour l'année finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas deux cents

piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité de Rimouski pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital et à l'orphelinat de Sherbrooke pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital protestant de Sherbrooke pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Saint-Joseph-de-la-Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arhabaska pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la Baie-Saint-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de Fraserville pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de Saint-Jérôme pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de Saint-Antoine pour les orphe-

lins et les malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux soeurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement, savoir:

Bill (bill no 9) intitulé: "Loi concernant les subventions de la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs;

Bill (bill no 23) intitulé: "Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres après examen;

Bill (bill no 54) intitulé: "Loi érigeant l'asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte";

Et bill (bill no 64) intitulé: "Loi constituant en corporation le collège de Valleyfield.

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants auxquels il a fait certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill (bill no 15) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la Cour des commissaires.

Et bill (bill no 42) intitulé: "Loi autorisant les syndics de la paroisse Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires.

Cour des commissaires

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 15) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la cour des Commissaires".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif

au bill (bill no 42) intitulé: "Loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires."

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Documents:

Ferme modèle de Compton

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 30 novembre 1896 pour: 1. Un état des sommes payées aux syndics ou au gérant de la Ferme modèle de Compton, pour mise et maintien en opération de cette ferme, depuis sa fondation jusqu'à la date du 25 novembre courant (1896), comprenant les frais de construction, d'amélioration et les subventions annuelles;

2. Un état des sommes payées, pendant la même période, sous forme de dépenses contingentes, pour frais d'inspection de cette institution, dépenses de voyage pour son organisation ou réorganisation, frais de législation, de contrats, enregistrement d'iceux, et noms des personnes à qui ces diverses sommes ont été payées durant la même période;

3. Un état des sommes promises à ladite ferme et conditionnellement dues, en sus de ses subventions ordinaires, et les fins pour lesquelles telles promesses ont été faites, s'il en existe. (Document de la session no 46)

Compte de MM. MacMaster et MacLennan

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 30 novembre 1896 pour un état détaillé du compte de MM. MacMaster et MacLennan au sujet du montant de \$10 198.02 mentionné à la page 111 des comptes publics. (Document de la session no 47)

Ferme modèle de Compton

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 3 décembre 1896 pour un état détaillé indiquant la date des divers paiements faits à la Ferme modèle de Compton, dont la somme totale de \$6 300.00 est portée à la page 168 des comptes publics 1895-96. (Document de la session no 48)

Exportateurs de beurre

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 4 décembre 1896 pour un état détaillé indiquant: 1. Le montant payé par le gouvernement aux exportateurs de beurre, depuis le 30 juin 1895 à venir au 1er décembre 1896. 2. Le nom de ces exportateurs et le montant payé à chacun d'eux pendant ladite période. (Document de la session no 49)

Sommes payées à L.-J.-A. Marsan

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 4 décembre 1896 pour un état détaillé indiquant:

1. Pour quels services M. L.-J.-A. Marsan a reçu \$27.85, tel que mentionné à la page 132 des comptes publics de 1895-96 avec la date de tels paiements et de tels services;

2. La date de chacun des paiements de la somme de \$1 121.99, pour services et frais de voyages re conférences en différents endroits, tel que mentionné à la page 177 des comptes publics 1895-96, avec la nature des services rendus et les endroits où ils ont ainsi été rendus. (Document de la session no 50)

La séance est levée à minuit et quinze.

Séance du 17 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Tellier, la pétition de L.-G.-A. Cressé et autres de la cité de Montréal.

Rapports de comités:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter sans amendement:

Loi (bill no 56) déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements:

Loi (bill no 59) modifiant la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, constituant en corporation l'Association des comptables de Montréal;

Loi (bill no 71) amendant la charte de la ville de Saint-Louis;

Loi (bill no 78) pour régler la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse, Madame Elizabeth Olivier;

Et loi (bill no 95) autorisant l'association dite "The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation (Limited)" à faire affaires dans la province de Québec.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Loi (bill 75) constituant en corporation la "Coaticook Electric Light and Power Company";

Et loi (bill no 36) constituant en corporation la Compagnie de forces motrices de la rive nord.

Introduction de bills:

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 132) concernant les "Safe Deposits Companies".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

La Reine vs J.-B. Tessier

M. H. CARON (Maskinongé): Quel est le coût du procès: La Reine vs J.-Bte Tessier, de Louiseville?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Les comptes ne sont pas tous produits, et il est impossible de répondre à cette question avant qu'ils le soient.

Demande de documents:

Entretien des aliénés et des écoles de réforme et d'industries, comtés de Rimouski et Matane

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des comptes adressés par le gouvernement aux diverses municipalités des comtés de Rimouski et de Matane, pour entretien et pension d'aliénés, et pour les écoles de réforme et d'industrie, depuis le 1er mai 1892.

Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant la date et le montant de chaque paiement fait par les diverses municipalités situées dans les comtés de Rimouski et de Matane, pour entretien et pension d'aliénés et pour les écoles de réforme et d'industrie, depuis le 1er mai 1892 au 15 décembre 1896.

Il se plaint que l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M.F. Hackett) ne lui a pas donné une réponse exacte, car par sa réponse le représentant de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett) veut faire croire que le comté de Rimouski n'aurait payé que \$11.00. Ce qui est absolument faux. Les montants payés par les municipalités du comté de Rimouski sont de \$838. Ce qui est une énorme différence.

Au sujet des écoles de réforme et d'industrie le secrétaire provincial dit qu'il n'est rien dû et qu'il n'y a eu rien de payé. C'est encore faux. Le gouvernement a expédié des comptes pour ces réclamations pour un montant de \$111.33. En face d'une telle inexactitude, le député de Rimouski dit qu'il est forcé de faire l'avis de motion en question pour en venir à la vérité, car il est bien décidé qu'on lui rende compte de l'argent que le gouvernement a tiré du gousset des électeurs de Rimouski.

M. L'ORATEUR: Rappelle le député de Rimouski (M. A. Tessier) à l'ordre disant qu'il ne doit faire allusion à aucun débat antérieur.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Attire l'attention sur le fait que le député de Rimouski (M. A. Tessier) se plaint de ne pas avoir reçu de réponses satisfaisantes du représentant de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett) et c'est pourquoi il en fait part à la Chambre.

M. L'ORATEUR: Dit avoir le regret de rappeler à l'ordre le député de Rimouski (M. A. Tessier) après lui avoir servi plusieurs avertissements.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): J'en appelle à la Chambre de la décision de l'Orateur.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Après l'incident d'hier soir, les membres de l'Opposition

lorsqu'ils sont hors d'ordre ne devraient pas être surpris de voir l'Orateur mettre en application les règlements de la Chambre.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): J'insiste pour demander le vote de la Chambre sur la décision de l'Orateur.

M. L'ORATEUR: A l'ordre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Attire l'attention sur le fait que cette décision est déjà en appel et que l'on devrait d'abord régler cette question.

M. L'ORATEUR: Le député de Rimouski (M. A. Tessier) a la parole.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Alors, la Chambre doit-elle comprendre que vous retirez votre décision?

M. L'ORATEUR: Retire sa décision et accorde la parole au député de Rimouski (M. A. Tessier).

M. A. TESSIER (Rimouski): Déclare que l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M.F. Hackett) a mal informé la Chambre lorsqu'il a dit que les municipalités des comtés de Rimouski et Matane n'auraient payé que \$11.00 pour l'entretien des aliénés, etc., de 1892 à 1896, alors qu'il a en main des reçus du gouvernement pour une somme supérieure à \$800.00 pour ces mêmes dépenses.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Répond que le député de Rimouski (M. A. Tessier) ne doit pas se faire de soucis à ce sujet. Si son département a commis une erreur, il verra à la corriger immédiatement.

Il accuse le député de Rimouski (M. A. Tessier) d'avoir mal formulé son interprétation et qu'il aurait dû s'entendre avec lui au lieu de faire un discours.

M. A. TESSIER (Rimouski): Dit au député de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett) qu'il devra rendre compte de l'argent extorqué au peuple et qu'il ne devrait pas faire de réflexions sur l'intelligence des membres de l'Opposition car ils en ont suffisamment pour protéger les intérêts de leurs commettants contre les exactions du représentant de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett).

La proposition est adoptée.

Réorganisation des départements

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill (bill no 11) concernant la réorganisation des départements soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill prévoit l'abolition du poste de président du Conseil et la nomination de commissaires à l'Agriculture, aux Terres, Forêts et Pêcheries ainsi qu'à la Colonisation et aux Mines. Par consé-

quent, le nombre de ministres ne changerait pas. Il souligne le travail considérable qui se fait dans la réorganisation de ces départements. Le nouveau département des Terres de la couronne englobera tout ce qui concerne les pêcheries dans la province. Le département de la Colonisation est le plus important et il sera sous la direction d'un ministre en titre qui pourra ainsi consacrer plus de temps à cette cause. Il aura aussi la responsabilité des mines qui demandent aussi une attention toute particulière à cause de leur importance toujours grandissante. La seule nomination nouvelle sera celle d'un commissaire adjoint à la Colonisation et aux Mines; ce dernier sera choisi parmi les fonctionnaires actuels de ces départements. Donc la seule dépense additionnelle qu'occasionnera ce changement sera l'augmentation de salaire de ce fonctionnaire qui pourra varier entre \$2,000 et \$2,400, selon le cas. Il souhaite ne pas rencontrer d'objections à cette petite dépense additionnelle, si on calcule tous les avantages qu'on en retirera.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Désire attirer l'attention du premier ministre sur le fait que le bill, tel que rédigé, prévoit le salaire de huit ministres alors qu'actuellement on n'en compte que sept. Il ajoute que la réorganisation que l'on propose d'effectuer dans ce département n'entraînerait pas l'abolition du poste de président du Conseil exécutif. Au contraire, il voit un fardeau de plus pour le public qui devra payer l'augmentation des dépenses qu'entraînera le projet du premier ministre.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Ne voit pas comment on peut émettre pareille prétention. Il constate qu'il y a eu une erreur dans la rédaction de ce projet de loi, mais dans tous les cas, il est clair par l'ensemble de la loi, qu'il y aura le même nombre de portefeuilles qu'auparavant. Il propose l'ajournement du débat, pour faire corriger l'erreur de rédaction du projet de loi en question.

Adopté.

Subsides aux chemins de fer

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que les résolutions concernant les subsides aux chemins de fer soient maintenant lues pour la deuxième fois.

Il est d'avis que la douzième résolution proposant la conversion des subsides de terres en argent est la plus importante de toutes et que c'est la seule qui demande des explications.

Il suffit de considérer les arrêtés en conseil, soumis à la Chambre, pour comprendre la portée de chaque résolution.

La question a déjà été discutée dans le débat de l'adresse en réponse au discours du trône.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande de retarder le débat pour pouvoir obtenir des renseignements qui manquent.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Constate avec grand regret que son honorable collègue ne

semble pas satisfait des documents qui ont été produits.

Il ne pense pas qu'on puisse dire que diligence n'a pas été faite, et il n'y a plus de renseignements à donner qui puissent jeter de la lumière sur le sujet.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que si le premier ministre voulait reporter cette question jusqu'à la production d'un document supplémentaire, l'Opposition consentirait à ce que la Chambre se réunisse en comité des subsides de façon à progresser plus rapidement.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Déclare que, puisque l'Opposition semble aussi soucieuse que le gouvernement de vaquer aux affaires de la province le plus rapidement possible, il accorde son consentement à la demande exprimée par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Remercie le premier ministre (l'honorable E.J. Flynn) pour sa courtoisie.

Subsides

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. J.P. COOKE (Drummond): Rappelle les circonstances de la crise de 1893-94. Il dit que la démission du député de Saint-Antoine (M. J.S. Hall) était justifiée et que ses amis qui l'avaient appuyé à ce moment-là avaient eu raison d'agir ainsi. Le député de Drummond est d'avis que l'honorable M. Taillon qui l'avait alors remplacé au poste de trésorier provincial, n'avait apporté aucune amélioration. La situation à laquelle le représentant de Saint-Antoine s'était objecté a persisté et l'on n'a pu constater d'efforts sérieux pour maintenir les dépenses au niveau des recettes.

Il propose comme amendement, appuyé par le député de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guérin), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "Le gouvernement, par la bouche de son trésorier, énonçant, le 20 mai 1892, son programme financier, a déclaré ceci:

"Je répète, Messieurs, que nous pouvons faire encore d'honnêtes réductions dans tous les services que je viens d'indiquer".

Que, conformément à cette déclaration, le gouvernement déposa les prévisions budgétaires relatives aux dépenses en fixant le montant à \$4 370 689.84 pour l'exercice 1893-94, dont il faut déduire \$37 246.23 pour le service de l'intérêt estimé avec exagération, ce qui met la dépense prévue à \$4 333 443.61; et que le trésorier, dans son exposé budgétaire du 5 décembre 1893, à la page 13, déclara: "jusqu'ici nous sommes en

dedans des limites des prévisions, et les indications sont que nos dépenses ne dépasseront pas notre revenu et accuseront un résultat satisfaisant pour les opérations de l'année".

Qu'en avril 1894, le trésorier, le représentant de la division Saint-Antoine (M. J.S. Hall), trouvant que le gouvernement retraissait de la position prise dans son programme financier et se rejetait dans l'extravagance, mit sa démission entre les mains du premier ministre, l'honorable M. Taillon;

Que les comptes publics font voir que la dépense pour ledit exercice 1893-94, a excédé lesdites prévisions par \$219 097.09 et qu'il y a eu un déficit de \$230 202.28;

Que le gouvernement, en août 1894, promit de diminuer la dépense, et que ce déficit serait le dernier sous son administration, si l'honorable représentant de la division Saint-Antoine retirait sa démission, ce que celui-ci fit en conséquence;

Que l'honorable représentant de la division Saint-Antoine ayant démissionné de nouveau, en septembre 1894, à cause du fameux emprunt de Paris, l'honorable M. Taillon prit sa place comme trésorier, et, immédiatement, le gouvernement recommença à augmenter la dépense; et, à la fin de l'exercice 1894-95, il y avait un déficit apparent de \$162 661.66 qui était en réalité un déficit de \$262 661.66:

Qu'il y eut aussi un déficit pour l'exercice 1895-96, de \$55 673.61, nonobstant le fait que le gouvernement avait reçu un revenu additionnel d'environ \$145 000 des terres de la couronne, comparé au revenu moyen provenant de cette source;

Qu'en conséquence, la Chambre regrette que le gouvernement ait non seulement violé l'engagement pris dans son programme financier énoncé par son trésorier, en mai 1892, mais encore ait violé ses promesses et engagements donnés en 1894."

Il fait lecture d'articles parus dans le Star pour appuyer ses déclarations au sujet de la démission du représentant de Saint-Antoine (M. J.S. Hall)

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Désapprouve le représentant de Drummond (M. J.P. Cooke) d'avoir laissé entendre qu'hier soir, il (M. Simpson) aurait déclaré qu'aucune rumeur ne circulait à Montréal à l'effet que la démission de M. J.S. Hall était imputable à l'extravagance du gouvernement. Il n'a jamais parlé ainsi, mais il a déclaré que le mémoire envoyé au gouvernement de l'honorable M. Taillon par les gens de langue anglaise ne contenait rien à ce sujet. Il désire informer la Chambre que la pétition ne faisait aucune allusion aux finances de la province.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le représentant de Drummond (M. J.P. Cooke) a exprimé les vues de l'Opposition au sujet des finances, et désire savoir si le trésorier va lui répondre. Il fait remarquer à la Chambre que le silence du trésorier signifie qu'il approuve les paroles du député de Drummond.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Répond que les propos du représentant de Drummond (M. J.P. Cooke) et des autres orateurs de l'Opposition ont déjà été abordés dans le discours sur le budget. Si une question devait exiger une nouvelle réponse, elle n'a pas encore été formulée. Avant de clore le débat sur le budget, il aura l'occasion de prendre la parole.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Est-ce l'intention du gouvernement de nous répondre seulement par un vote?

DES VOIX MINISTERIELLES: C'est faux.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Mentionne que bien des critiques ont été exprimées de ce côté de la Chambre et par "le représentant de mon comté" sur le budget et qu'ils aimeraient bien obtenir des réponses.

Si le discours du représentant de Drummond contenait des erreurs, c'est le devoir du représentant de Saint-Laurent (l'honorable A.W. Atwater) de les réfuter. Il espère bien que l'honorable trésorier va se hâter de répondre aux critiques de l'Opposition.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il aura l'occasion plus tard de répondre à ces critiques.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Guerin, Lemieux, Lusier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 21.

Contre: MM. Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Cholette, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Hall, King, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 40.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Dit que le gouvernement a judicieusement encouragé l'agriculture. On ne saurait lui reprocher de faire du capital politique avec cette question; il a, par exemple, dépensé \$30,000 dans une région où il n'y a pas un seul voteur, mais où l'agriculture exigeait la protection publique.

M. J. TESSIER (Portneuf): Conteste les prétentions de l'honorable commissaire de l'Agriculture, quant à ce qui regarde son comté.

M. J.P. COOKE (Drummond): Critique la façon dont l'argent de la colonisation a été dépensé dans son comté et insiste pour savoir si on en fera un meilleur usage à l'avenir.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Déclare que le gouvernement continuera à diriger la province équitablement, comme il l'a toujours fait. La proposition est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution étant lue deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à plus tard.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à neuf heures

V. Boswell

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 72) autorisant Vesey Boswell de la cité de Québec, brasseur, à poser un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec.

Adopté.

En comité:

M. J. TESSIER (Portneuf): Demande que le comité rapporte progrès, afin de permettre au conseil de ville de prendre connaissance du projet de loi.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'on ne peut raisonnablement faire opposition à ce bill, vu que Boswell ne pourra, d'après le projet de loi, poser ses tuyaux dans les rues de la ville, sans la permission du conseil municipal.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Trouve que le projet de loi n'est pas assez clair.

UN DEPUTE: Propose, comme amendement, que l'autorisation du conseil de ville devra être

donnée par règlement et non par simple résolution.

Adopté. Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

William James Wright

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 61) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William James Wright au nombre de ses membres après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Théodule-Alfred Lemieux

M. I.A. BAKER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 55) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à recevoir Théodule-Alfred Lemieux comme l'un de ses membres après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. I.A. BAKER (Lévis): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Joseph-Herménégilde Tremblay

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 67) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Herménégilde Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Adopté.

En comité:

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): S'objecte à ce que le Parlement, par sa loi, autorise l'admission d'étudiants à la pratique de la médecine et de la chirurgie et constate malheureusement que, souvent, elle est adoptée par de grandes majorités.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

P.-Arthur Côté

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 74) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, P.-Arthur Côté au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Documents:

E. Rouillard

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 3 décembre 1896 pour un état détaillé expliquant l'item suivant:

Eugène Rouillard, services spéciaux, de septembre 1893 à juillet 1894, \$400.00, qui se trouve à la page 230 des comptes publics de 1896. (Document de la session no 51)

Chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 5 décembre 1896 demandant une copie de tous arrêtés en conseil, dépêches et correspondance touchant toute proposition par le gouvernement de Québec au gouvernement du Canada, d'acquiescer le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, de l'incorporer à l'intercolonial et de continuer la construction dudit chemin de fer, jusqu'au bassin de Gaspé. (Document de la session no 52)

Chemins de colonisation dans le comté de Bonaventure

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 14 décembre 1896 pour un état donnant l'emploi des \$6 000.00 dépensées pour chemins de colonisation dans le comté de Bonaventure, mentionnées à la page 180 des comptes publics pour 1896.

Et indiquant où et par qui ces travaux ont été faits. (Document de la session no 53)

Sommes payés à B. Normandeau

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1896, pour un état détaillé des montants payés par le gouvernement à Bédard Normandeau, depuis 1892, pour toutes causes que ce soit, avec la nature et la date de tels paiements. (Document de la session no 54)

Contrat de P. Vallière

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 14 décembre 1896 pour une copie de tous les comptes produits par M. P. Vallière, meublier de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 novembre 1895, et pour lesquels aucun prix n'était fixé dans les listes annexées au contrat du 6 juin 1894. (Document de la session no 55)

Et aussi la réponse à un ordre de cette Chambre du 14 décembre 1896 pour un état détaillé des paiements faits à M. P. Vallière, meublier de Québec, depuis le 6 novembre 1895, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, le 6 juin 1894, pour la fourniture de meubles aux palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac. (Document de la session no 56)

Compagnies de chemin de fer subventionnées

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 14 décembre 1896 demandant la production de toutes correspondances et communications quelconques des compagnies de chemins de fer subventionnées, demandant au lieutenant-gouverneur en conseil de délimiter (localiser) les terres qui devront leur être assignées, et par la suite desquelles elles auront droit à leur dernier versement de 35 cents sur leurs octrois en terres convertis en argent. (Document de la session no 57)

Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 14 décembre 1896 demandant la production du rapport de l'ingénieur mentionné dans l'arrêté en conseil du 10 juin 1896, no 203, recommandant le paiement à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord du subside en argent à elle transporté par la Compagnie des Basses-Laurentides. (Document de la session no 58)

Département des Travaux publics

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 27 novembre 1896 demandant copie de tout compte, correspondance, ordre en conseil,

etc., concernant l'item 21 du budget supplémentaire pour payer des frais judiciaires et autres dépenses, se rapportant au département des Travaux publics, etc., \$6 031.05. (Document de la session no 59)

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 34) intitulé: "Loi confirmant la vente d'un certain immeuble à Antoine Robert;"

Bill (bill no 35) intitulé: "Loi autorisant Jean-Lukin Leprohon à hypothéquer ou vendre une propriété substituée;"

Bill (bill no 37) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Montréal-Ouest;"

Et bill (bill no 43) intitulé: "Loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 41, relative au village de Verdun et étendant ses pouvoirs."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill no 46) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Charte de Westmount

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 46) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent," les amendements sont lus la première fois.

Subsides

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. V. GLADU (Yamaska): Reproche aux conservateurs d'avoir calomnié les libéraux en 1892. On accusait le gouvernement Mercier de toutes sortes d'extravagances, après avoir constitué des commissions d'enquête qui n'étaient qu'une moquerie de la justice. Si le gouvernement Mercier a augmenté la dette, d'un autre côté, il a fait servir ces dépenses au progrès de la province.

Je propose, comme amendement, appuyé par le député de L'Islet (M. F. G. - M. D e c h ê n e) .

tous les mots après "Qué", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le gouvernement conservateur a remporté les élections de 1892, en dénonçant comme excessifs et ruineux les dépenses d'administration, les emprunts et les entreprises d'intérêt public faits par le gouvernement précédent.

Qu'il n'a ainsi remporté les élections que sur ses promesses alors faites au peuple et souvent réitérées depuis lors:

1. De diminuer à tout prix les dépenses de l'administration annuelle de la province;

2. De cesser tous emprunts sur le crédit de la province;

3. De ramener par l'économie et la bonne administration, l'équilibre entre les recettes et les dépenses, et de n'imposer aucune taxe sur le peuple;

4. De ne pas augmenter la dette publique, et de s'abstenir de toutes dépenses nouvelles qui pourraient nécessiter des emprunts;

Que, en violation de ses engagements envers le peuple, le gouvernement a par son extravagance, incurie et mauvaise administration:

1. Augmenté les dépenses annuelles de l'administration depuis son accession au pouvoir, d'au-delà de \$250 000 par année;

2. Imposé sur le peuple et perçu des taxes directes arbitraires et injustement réparties pour un montant d'au-delà de deux millions de dollars et, nonobstant la perception de ces taxes et d'autres revenus additionnels considérables, soldé chaque année de son administration par des déficits qui ont augmenté d'autant la dette publique;

3. Contracté des emprunts sur le crédit de la province pour au-delà de \$7 000 000 non remboursées;

4. Augmenté la dette consolidée de sept millions de dollars, et augmenté pour un montant considérable le passif total de la province.

Que le gouvernement, par de nouveaux et dispendieux projets qu'il a énoncés, fait entrer la province encore une fois dans la voie des emprunts, contrairement à ses engagements antérieurs;

Que cette Chambre ne peut approuver cette nouvelle politique, et qu'elle refuse de prêter son concours à l'augmentation de la dette publique."

M. O. MAGNAN (Montcalm): J'ai découvert une grosse affaire, et si j'étais capable de vous la prouver je serais content. Il dit que le gouvernement actuel a dépensé beaucoup moins que le gouvernement précédent.

Il a entendu M. Mercier formuler le programme du Parti libéral dans son comté et il peut dire qu'il ne l'a pas suivi. La dette a augmenté de \$12 000 000 en quatre ans sous le gouvernement Mercier.

Mais le gouvernement actuel, lui, n'a jamais trompé le peuple. Il a considérablement diminué les dépenses, tout en travaillant, dans les limites de ses ressources, au progrès de la province.

Le gouvernement actuel a dépensé \$2 000 000 de moins que le gouvernement Mercier, si l'on compare quatre années de leur administration respective.

Aujourd'hui, l'équilibre est rétabli entre les recettes et les dépenses de l'administration financière, et le trésorier a pu annoncer cette année un surplus de \$280 000.

C'est un magnifique résultat, si l'on considère qu'il a été obtenu dans un espace de temps très restreint et que les conservateurs avaient à réparer des extravagances dont aucun gouvernement ne s'était rendu coupable jusqu'alors.

Cela l'amène à parler des taxes et à justifier le gouvernement conservateur à ce sujet: les véritables "taxeux", ce sont ceux qui ont gaspillé les deniers publics.

Il espère que le peuple comprendra ses véritables intérêts et maintiendra le Parti conservateur au timon des affaires.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Prend aussi la parole.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Gillies, Girouard, Gladu, Guerin, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 19.

Contre: MM. Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Cholette, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, King, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tellier, Tétréau, 37.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix; elle est résolue affirmativement.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation en général pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'exposition des Trois-Rivières pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une

aide pour l'amélioration des chemins ruraux pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

Réorganisation des départements

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que le bill (bill no 11) concernant la réorganisation des départements soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Travaux de la Chambre

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande s'il y aura ajournement durant le temps des fêtes.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Informe la Chambre qu'elle ne siégera pas samedi prochain; mais comme le gouvernement tient à terminer ses travaux le plus tôt possible, il entend donner un avis de motion pour ajourner la Chambre le 24 décembre et reprendre les travaux le 26. De plus, la Chambre siégera chaque jour la semaine prochaine sauf le jour de Noël.

La séance est levée à minuit.

Séance du 18 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quarante.

Rapports de comités:

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au 24 décembre courant, inclusivement.

Adopté.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter avec certains amendements:

Loi (bill no 45) pour amender et refondre la loi organique de la société "Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke";

Loi (bill no 58) revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul;

Et loi (bill no 66) amendant et refondant les lois organiques de la corporation de la cité de Saint-Henri, dite "la charte de la cité de Saint-Henri".

Votre comité a aussi examiné le bill suivant:

Loi (bill no 79) pour permettre de partager sans retard les dettes et les biens des successions Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel, et a l'honneur de faire rapport que quelques-unes des parties intéressées s'étant plaintes que leurs intérêts sont lésés par un défaut dans les avis publiés dans la *Gazette Officielle*, votre comité désire référer ledit bill à votre honorable Chambre en lui demandant de nouvelles instructions.

Votre comité désire aussi recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au 24 décembre courant, inclusivement.

Il est résolu que cette Chambre concoure dans le dernier paragraphe de ce rapport.

Code municipal

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les amendements proposés au code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 96), loi amendant le code municipal;

Bill (bill no 99), loi amendant de nouveau le code municipal;

Bill (bill no 103). loi amendant le code municipal;

Bill (bill no 105), loi amendant le code municipal;

Bill (bill no 108), loi amendant de nouveau le code municipal;

Bill (bill no 118), loi amendant l'article 716 du code municipal.

Votre comité, tout en rapportant cesdits bills, a l'honneur de les soumettre refondus en un seul, de manière qu'ils soient pris en considération par votre honorable Chambre comme un seul et même bill, sous le numéro 136 et sous le titre suivant: "Loi amendant le code municipal".

Introduction de bills:

M. J. MARION (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 136) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.A. CHICOYNE (Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 134) concernant les biens de famille en cette province.

Ce bill assimile les biens fonciers de famille aux assurances et les exempte de la saisie, des hypothèques, etc. sans le consentement de la femme du propriétaire ou des représentants légaux de celui-ci.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 135) concernant les ingénieurs civils. Ce bill constitue en corporation les ingénieurs civils.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Réorganisation des départements

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 11) concernant la réorganisation des départements.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération ultérieure des résolutions rapportées les 11, 12, 15 et 17 décembre courant du comité des subsides, lesquelles résolutions sont adoptées.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Mont-réal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Mont-réal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille neuf cent soixante et quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et prisons pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de loyers des palais de justice et prisons pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de lampes gazo-électriques des nouveaux édifices du Parlement pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses pour cave à charbon des nouveaux édifices du Parlement pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinq cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de pavage en asphalte de trottoirs et avenues des nouveaux édifices du Parlement pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses pour mur d'enceinte, nivellement, lumière électrique etc., du nouveau palais de justice et de la prison de Hull pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'un ascenseur pour le palais de justice de Québec pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses casuelles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Demande de documents:

Compagnie d'exposition agricole des Cantons de l'Est

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député d'Argenteuil (M.W.J. Simp-

son), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des documents relatifs à la Compagnie d'exposition agricole des Cantons de l'Est depuis 1892. Il explique les travaux d'intérêt public faits par cette compagnie et expose qu'elle a droit à l'appui du gouvernement et dit que ces documents démontreront que le subsidie à la compagnie doit être continué afin qu'elle remplisse le but pour lequel elle a été fondée.

Adopté.

Charte de Westmount

Les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 46) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Westmount et les actes qui l'amendent", étant lus la seconde fois;

Le premier amendement est adopté.

M. J. KING (Mégantic): Propose, appuyé par le député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson) que le second amendement ne soit pas adopté et que le bill soit amendé en retranchant la cinquième clause.

Adopté.

L'amendement du Conseil législatif est adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Follin H. Pickle

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 73) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Follin H. Pickle à l'étude du droit sans examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Coaticook Electric Light Power Company"

M. R.N. ENGLAND (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 75) constituant en corporation la "Coaticook Electric Light and Power Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R.N. ENGLAND (Brôme): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"The North Shore Power Company"

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill (bill no 36) constituant en corporation la "North Shore Power Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. T.-E. NORMAND (Trois-Rivières): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Successions P.-T. Delvecchio et E. Olivier

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 78) relatif au règlement de la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse, Madame Elisabeth Olivier.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Documents:

B. Geoffroi

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 4 novembre 1895 pour une copie des requêtes, plaintes, lettres ou correspondances échangées entre le département de l'Agriculture et divers contribuables de la paroisse du Bienheureux-Alphonse-de-Rodriguez, comté de Joliette, au sujet de l'administration de Benjamin Geoffroi, du dit lieu, comme secrétaire du cercle agricole de ladite paroisse. (Document de la session no 60)

Compagnies de chemin de fer subventionnées

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 14 décembre 1896 demandant la production de toutes correspondances et communications quelconques des compagnies de chemins de fer subventionnées, demandant au lieutenant-gouverneur en conseil de délimiter (localiser) les terres qui devront leur être assignées, et par la suite desquelles elles auront droit à leur dernier versement de 35 centins sur leurs octrois en terres convertis en argent. (Document de la session no 61)

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 22) intitulé: "Loi relative à la dette publique et à sa conversion," sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill E) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les dentistes," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Introduction de bills:

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Montcalm (M. O. Magnan) que le bill (bill E) du Conseil législatif intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les dentistes", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

La séance est levée à cinq heures quinze.

Séance du 21 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires, pour 1896, de la Société Saint-Jean-Baptiste de bienfaisance d'Aylmer, Québec. (Documents de la session no 12)

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil a passé le bill (bill no 92) intitulé: "Loi amendant la loi de la chasse de Québec," sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 31) intitulé: "Loi constituant en corporation le village de Petit-Métis";

Et bill (bill no 47) intitulé: "Loi constituant en corporation "La Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby".

Village de Petit-Métis

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 31) intitulé: "Loi constituant en corporation le village de Petit-Métis".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 47) intitulé: "Loi constituant en corporation "La Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 126) annexant certains lots des paroisses de Saint-Georges et de Saint-François, dans le comté de Beauce, à Saint-Benjamin, dans le comté de Dorchester.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Charte de Saint-Louis

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill (bill no 71) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Stadacona Water Light and Power Company"

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 76) concernant la compagnie "Stadacona Water Light and Power Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

"The Good Government Association of Montreal"

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 38) constituant en corporation "The Good Government Association of Montreal".

Adopté.

En comité:

UNE VOIX: Propose en amendement que la clause insérée par le comité des bills privés tenant chaque membre responsable individuellement pour tout jugement rendu contre l'association soit retranchée.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi constituant en corporation l'Association municipale de Montréal".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Côte-Saint-Paul

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 58) revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose

se que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 45) pour amender et refondre la loi organique de la société "Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Henri

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 66) amendant et refondant les lois organiques de la corporation de la cité de Saint-Louis, dite la charte de la cité de Saint-Henri.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, Limited"

M. V. ALLARD (Berthier): Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 95) autorisant l'association dite: "The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, Limited", à faire affaires dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. V. ALLARD (Berthier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill (bill no 80) amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements.

Adopté.

En comité:

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose comme amendement que l'article 28 du bill (bill no 80) amendant la charte de la cité de Montréal se lise comme suit:

"Considérant que la cité de Montréal devrait obtenir une aide temporaire pour faire face à ses obligations et engagements actuels, qui peuvent venir à maturité dans le cours de l'année commençant le 1er janvier 1897, tel qu'il est exposé dans la section ci-dessous.

Considérant qu'elle n'aura aucun moyen de faire face à ces obligations.

Considérant de plus que le fait de faillir à y faire face l'entraînerait à des dépenses additionnelles, à des frais litigieux et à l'accumulation des intérêts.

Considérant encore que certains travaux nécessaires sont d'exécution urgente qu'il y faudra pourvoir dans le cours de l'année 1897, comme la chose est également exposée ci-dessous.

1. La cité de Montréal est, par les présentes, autorisée à effectuer des emprunts n'excédant pas dans l'ensemble, la somme de deux cent douze mille quatre cent quarante piastres, aux fins de faire face aux obligations et engagements actuels qui suivent, encourus au-delà et au-dessus de son pouvoir d'emprunt, lesquels emprunts devront être négociés en temps utile, pour les paiements des items suivants, au fur et à mesure de leur maturité et non autrement.

1. Accompte sur le montant dû par la cité pour les améliorations du havre, pour le montant actuellement dû et pour ceux qui pourront le devenir durant l'année, ne dépassant pas en tout, \$75 000.

2. Pont re gare du chemin de fer du Pacifique Canadien, balance de l'appropriation, \$5 440.

3. Accompte sur contribution de la cité au coût de construction de la gare de l'Est du chemin de fer du Pacifique Canadien, \$50 000.

4. Charge additionnelle à la cité pour l'expropriation de la rue Sainte-Catherine en vertu de la nouvelle loi, \$45 300.

5. Montant additionnel payable par la cité en vertu d'un jugement de tribunal pour l'expropriation de la rue Lagauchetière, \$13 200.

6. Jugement de tribunal pour dommages jusqu'à date, maintenant dûs, \$20 000.

7. Contribution de la cité pour la dette de Verdun, \$3 500. Total \$212 440.

Et la cité de Montréal est, de plus, autorisée à effectuer un emprunt pour un montant additionnel, de \$375,000 qui devra être appliqué en vertu des dispositions de la présente loi, durant l'année 1897, et qui ne sera distribué et dépensé que de la manière suivante:

Comité des chemins pour trottoirs, rues et égouts, \$117 000; comité de l'aqueduc, pour réservoirs, pour tuyaux et machines, \$110 000; comité

des marchés, \$50 000; comité du feu, pour postes de pompiers, \$30 000; comité de police, pour postes de police, \$20 000; comité du parc Mont-Royal et des parcs et traverses, \$5 000; comité d'hygiène pour écurie \$7 000; comité d'hygiène, pour l'hôpital civique, \$10 000; comité de l'hôtel de ville, pour travaux sanitaires, \$10 000; comité du feu, pour le fonds de bienfaisance des pompiers, \$10 000; contribution au fonds en faveur des veuves des pompiers défunts, \$3 000; contribution à l'Association médicale britannique, \$3 000; Total, \$375 000.

2. Il ne sera, en aucun cas, permis de changer ou altérer les sommes empruntées pour les fins ci-dessus, de façon à ce que le montant non dépensé pour l'un desdits objets soit appliqué à un ou plusieurs autres.

3. Les emprunts ci-haut mentionnés ne devront être effectués qu'au moyen d'obligations temporaires, dont l'échéance ne devra pas dépasser le 1er mai 1890. Ils ne devront être effectués qu'en différents temps et seulement quand ils seront requis pour les fins ci-dessus, et après que décision aura été prise à leur sujet par un vote des deux-tiers au moins des membres de tout le conseil. Les obligations susdites ne seront valides que revêtues du certificat du contrôleur de la cité, attestant qu'elles sont faites conformément aux et pour les fins en vue desquelles l'emprunt est, en chaque cas, autorisé. Elles devront porter les signatures du maire, du greffier et du trésorier de la cité, et seront rachetables à même le fonds du revenu en d'autre manière, portant intérêt à un taux n'excédant pas quatre pour cent par an et tout emprunt non effectué conformément aux conditions précédentes et à chacune d'icelles, sera illégal, nul et sans validité.

4. Le conseil de ville n'aura pas le pouvoir de placer des emprunts temporaires ou autres, ni d'emprunter ou de dépenser pour des travaux permanents durant l'année 1897, une somme d'argent quelconque, excepté les sommes ci-dessus mentionnées, sauf temporairement, par anticipation de revenu conformément à la section 124 de la 59 Victoria, chapitre 49, et tout emprunt négocié contrairement à cette section sera illégal, nul et sans validité.

5. Nonobstant les dispositions de la loi 57 Victoria, chapitre 56, section 13, ou de toute autre loi, à ce contraire, ou des dispositions de la présente loi, la réserve spéciale ou paiement annuel de \$375 000, dans chacune des années 1896 et 1897, pour l'exécution des améliorations permanentes, est par les présentes rappelée et abrogée pour être remplacée par les dispositions de cette loi.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement, savoir:

Bill (bill no 49) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable John Molson";

Bill (bill no 32) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ena Girouard au nombre de ses membres";

Bill (bill no 33) intitulé: "Loi concernant la propriété immobilière du "Trafalgar Institute";

Bill (bill no 52) intitulé: "Loi constituant en corporation "Thomas Robertson & Company, Limited";

Bill (bill no 51) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal";

Bill (bill no 57) intitulé: "Loi dissipant tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson et des pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires, et les autorisant à vendre les biens de sa succession en bloc ou séparément";

Bill (bill no 48) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Canada Switch and Spring Company, Limited";

Bill (bill no 97) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés";

Et bill (bill no 93) intitulé: "Loi amendant la loi de pêche".

Association des comptables de Montréal

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 59) modifiant la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, constituant l'Association des comptables de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi modifiant la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, constituant en corporation l'Association des comptables de Montréal".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Arbitrage interprovincial

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Quel est le montant payé pour dépenses de l'arbitrage interprovincial, depuis le 30 juin 1896, à venir au 14 décembre courant?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): \$5 889.40

Ouvrages sur l'agriculture

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il donné ordre d'imprimer certains ouvrages

sur l'agriculture, depuis le 1er mars 1896, aux frais de la province?

Dans l'affirmative, quels sont ces ouvrages et quels en sont les auteurs?

A qui a-t-il donné ces ordres?

Quel est le coût probable de cette impression?

Quel est le coût des manuscrits, droits d'auteurs, etc.?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Non.

Protonotaires, district judiciaire d'Ottawa

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Quels sont les noms des protonotaires récemment nommés pour le district judiciaire d'Ottawa?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Cette nomination a été suspendue.

Collège de Valleyfield

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, appuyé par le député d'Arthabaska (M. J.-E. Girouard), que l'honoraire déposé pour le bill (bill no 64) constituant en corporation le collège de Valleyfield soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Charte de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, appuyé par le député de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé), que l'honoraire déposé pour le bill (bill no 40) amendant la charte de la cité de Montréal soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Demande de documents:

"Culture, fourrage et pâturage"

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance se rapportant à l'achat, à l'impression et à la distribution du livre intitulé: "Culture, fourrage et pâturage."

Adopté.

Livres de beurre exportées et primées

M. N. BERNATCHEZ (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé indiquant la quantité de livres de beurre exportées et primées par le gouvernement, depuis le 30 juin 1895 au 21 décembre 1896, par MM. Croil et McCullough, A.-A. Ayer & Cie, Préfontaine & Frères, Côté, Boivin & Cie., et A. A. Fraser; ainsi que les prix obtenus par ces messieurs pour chaque livre exportée et primée par le gouvernement.

Adopté.

Emprunt de mai 1896

M. J.S. HALL (Montréal no 5): Propose, appuyé par le député de Bagot (M. M. McDonald), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes correspondances concernant l'emprunt de mai 1896, des soumissions ou offres de cet emprunt, et pour copie de toutes acceptations et contrats faits à ce sujet.

Adopté.

Compagnie du pont Saint-François

M. J. BEDARD (Richmond): Propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. L.-E. Panetonn), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 68) demandant des privilèges plus étendus pour la Compagnie du pont Saint-François soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Successions M.-C. Roy et A. Hamel

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Montcalm (M. O. Magnan), qu'attendu que le comité des ordres permanents a le 10 décembre courant, rapporté favorablement la pétition du bill (bill no 79) intitulé: "Acte pour permettre de partager sans retard les dettes et les biens des successions Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel," ce bill soit de nouveau référé au comité des bills privés avec instruction d'en examiner le préambule et les clauses, et de faire rapport à cette Chambre.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Parle contre l'adoption de cet avis de motion parce que s'il y a quelques changements à faire à ce bill, les personnes qui sont opposées à ce projet de loi devraient être notifiées.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Parle en faveur de l'avis de motion.

La proposition est adoptée.

Demande de documents:

Avocats pratiquant à Montréal

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la liste contenant les noms des avocats pratiquant à Montréal qui ont payé la taxe sur certaines personnes depuis le 30 juin 1894.

Adopté.

Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de Montréal

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, appuyé par le député de Vaudeuil (M. H. Cholette), que, vu l'urgence, la pétition du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la

cité de Montréal, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue; et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles s'y rapportent.

Adopté.

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue:

Par M. Augé, la pétition du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Montréal.

Introduction de bills:

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 138) concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Municipalité scolaire d'Hochelaga

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Sociétés nationales de bienfaisance

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 102) concernant les sociétés nationales de bienfaisance.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Maisons d'accouchement et hospices

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill (bill no 100) concernant les maisons d'accouchement et les hospices, étant lu;

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que ledit ordre soit rescindé et que ledit bill soit renvoyé à un comité spécial composé de l'honorable M. Pelletier et de MM. Cartier, Cholette, Grenier et Lemieux pour faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Paroisse de Saint-Féréol

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 128)

concernant certains lots sur le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Loi concernant les dentistes

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill E) du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les dentistes" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Parc de la Montagne-Tremblante

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que demain cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le parc de la Montagne-Tremblante.

Adopté.

Documents:

L.-J.-A. Marsan, conférencier agricole

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 4 décembre 1896 pour un état indiquant:

Le nombre de jours durant lesquels M. L.-J.-A. Marsan a été présent à l'école d'agriculture de l'Assomption. Le nombre total de jours, avec la date, qu'il a employés à l'enseignement agricole dans ladite école. (Document de la session no 62)

Canadiens émigrés au Brésil

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 16 décembre 1896 pour une copie de tous ordres en conseil, requêtes et correspondances, relativement aux Canadiens émigrés au Brésil. (Document de la session no 63)

Gore de Newton, comté de Vaudreuil

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 20 novembre 1895, pour une copie des plans, lettres, correspondances, rapports, etc., relatifs au gore de Newton, comté de Vaudreuil. (Document de la session no 64)

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à dix heures et demie Subsides

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Soutient qu'il avait l'intention de procéder à la réorganisation des services publics. Mais comme une motion de non-confiance a été déposée sur cette question, il consent à reporter sa motion et demande que la Chambre siège en comité des subsides.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Déclare qu'il a aussi une motion de non-confiance à déposer sur les subsides.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Suggère que le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) fasse sur le champ.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose comme amendement, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre est prête à voter les subsides, mais elle regrette de constater par les documents publics que les dépenses ordinaires, depuis 1892, ont été comme suit:

1893	.....\$ 3 952 258.75
1894	.....3 876 990.83
1895	.....4 043 228.43
1896	.....4 041 221.66
Total des dépenses ordinaires	.....\$15 913 699.67
Moyenne par année	.....3 978 424.91

Que les mêmes dépenses ordinaires ont été, sous l'administration Mercier, comme suit:

1888	\$ 3 365 032.36
1889	3 543 618.64
1890	3 881 572.95
1891	4 095 520.45
Total des dépenses ordinaires	\$14 885 844.40
Moyenne par année	3 721 461.10
 Total des dépenses sous le régime actuel	 \$15 913 699.67
Total des dépenses sous le régime Mercier	14 885 844.40
 Différence en plus sous le régime actuel	 \$ 1 027 855.27

Que les dépenses totales, moins les subventions aux chemins de fer, sous le gouvernement Mercier, ont été comme suit:

1888	\$ 4 002 800.12
1889	3 944 257.04
1890	4 700 256.46
1891	4 915 715.59
Total des dépenses	\$17 563 089.21

Que, sous le régime actuel, les mêmes dépenses ont été comme suit:

1893	\$ 4 190 522.85
1894	4 267 946.07
1895	4 195 727.44
1896	4 099 707.00
Total des dépenses	\$16 753 903.36
Total des dépenses sous le régime libéral	\$17 563 089.21
Total des dépenses sous le régime conservateur	16 753 903.36
 En plus	 \$ 809 185.85

Mais il faut déduire des dépenses du régime libéral:

Montant payé sur obligations découlant des opérations de nos prédécesseurs	\$ 1 023 264.17
Règlement de la question des biens des Jésuites, vote unanime	400 000.00
	\$ 1 423 264.17

La balance en plus est de \$613 078.32 en comptant les \$400 000.00 des biens des Jésuites.

Que ces dépenses ont été faites en violation formelle des promesses ministérielles lors des élections générales dernières."

Il soutient que la méthode utilisée par le gouvernement pour la tenue des comptes publics est tout à fait contraire aux principes de comptabilité. Il affirme en outre que cette méthode est employée dans le but de montrer des profits alors qu'en réalité, le gouvernement accuse des déficits.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Fait remarquer que durant la dernière année de l'administration Mercier, une somme d'environ \$800 000. qui aurait dû être inscrite aux dépenses courantes avait plutôt été portée aux dépenses spéciales. Pour l'année financière se terminant le 30 juin 1896, après l'étude de chaque montant

dépensé par la province, l'on constatera qu'il existe réellement un surplus de plus de \$50 000. C'est un fait que le revenu de la province a augmenté au cours de cette dernière année. L'augmentation des revenus a été rendue nécessaire à cause des extravagances du gouvernement Mercier. Le gouvernement actuel respecte ses engagements et il a abrogé le plus rapidement possible la taxe qu'il avait dû imposer bien malgré lui.

Il critique ensuite la déclaration incomplète et insuffisante qu'a donnée à la Chambre le représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) sur les revenus et les dépenses. Il dit ne pas avoir en main tous les chiffres des dépenses et des revenus réels pour les périodes couvertes par la motion du représentant de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne).

D e c h è n e) s

Mais, il possède les chiffres des années financières de 1890, 1891 et 1892; et puisque le représentant de L'Islet (M. F.-G. MARCHAND) de faire des comparaisons entre les dépenses sous le régime conservateur et le régime libéral, il désire attirer l'attention sur le fait que les chiffres présentés à la Chambre comme étant les dépenses pour 1890 et 1891 comportent quelques légères omissions. Il est très facile, dit-il, d'exclure certains items et de les nommer dépenses extraordinaires, mais il faut quand même les rembourser.

Ainsi, pour l'année 1889-1890, les dépenses extraordinaires étaient de \$818 583; en 1890-91, elles étaient de \$820 254.15, et en 1891-92, de \$551 041.86. Le représentant de L'Islet (M. F.-G. MARCHAND) n'a pas inclus les chiffres que je viens de citer, et pour arriver aux faits exacts, vous devez voir les chiffres que je vais vous donner maintenant. Pour l'année financière se terminant le 30 juin 1890, le déficit était de \$1,380,569; pour l'année se terminant le 30 juin 1891, il était de \$1,444,236. De plus, une somme de \$278,520. provenant des dépôts de chemin de fer a été inscrite comme ayant été perçue alors qu'elle a été dépensée. Avec ce dernier item, le déficit aurait été de \$1,722 756. Pour l'année financière se terminant le 30 juin 1892, le déficit était de \$1742,651. Pour 1892-93, le déficit réel a diminué de \$24,828. et pour l'année dernière, si nous excluons la somme payée comme dépôts de garantie pour le chemin de fer, nous avons eu un surplus de \$212,567.78. Ces chiffres comprennent toutes les dépenses extraordinaires ainsi que les paiements sur les dépôts en fiducie que nous avons insérés avec les dépenses ordinaires, comme cela aurait dû être fait avec les chiffres utilisés dans la motion établissant la comparaison entre les deux régimes. Il ne veut pas critiquer plus longuement les chiffres soumis, mais il y reviendra en temps opportun.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande s'il est vrai qu'une somme de \$523,000. inscrite au déficit du gouvernement Mercier au cours de la dernière année de son administration avait été votée mais non dépensée.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Répond qu'une somme de \$912 183. avait été votée en 1890-91 pour des dépenses extraordinaires et qu'au cours de la même année, on avait voté une somme supplémentaire de \$115,448. ce qui faisait un total de \$1 027 631. Et, de cette somme, on avait dépensé \$820 254.15.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Nie que cette somme a été dépensée bien qu'il soit possible qu'elle ait été votée.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Pense que cette somme n'a peut-être pas servi aux fins auxquelles elle était destinée. Ainsi, on avait voté \$400 000. pour la construction de la nouvelle prison de Montréal, mais elle n'a pas été construite, quoique \$200 000 ait été dépensée sur

la somme votée à cet effet. Les messieurs de l'Opposition n'ont qu'à consulter les comptes publics pour l'année terminant le 30 juin 1891.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Cite au député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater) les paroles de son prédécesseur le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) qui déclarait en 1892 que sur une somme de \$820 254, qui était comprise parmi les dépenses de l'ancienne administration, une somme de \$523 000, n'avait cependant pas été dépensée.

Cette somme comprenait entre autres \$250,000 pour le palais de justice; \$75 000 pour une école normale à Québec, etc, qui n'ont jamais été dépensées.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que la Chambre et le public n'ont qu'à regarder les comptes publics de l'année se terminant le 30 juin 1891. Il a ces chiffres en main et demande à l'Opposition de regarder les pages 204 à 215 de ces comptes. Ces pages sont très instructives et montrent bien où est passé cet argent et l'Opposition a vraiment intérêt à les lire attentivement. Ces chiffres ont été préparés et déposés devant la Chambre sous l'administration des amis de nos honorables collègues de l'Opposition. Nous voyons que le total des dépenses s'élève à \$820 254.15 et que cette somme a été dépensée en entier. Il ne prétend pas qu'un engagement est une dépense, mais il étudie seulement les dépenses.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le gouvernement actuel perçoit annuellement \$800 000. de plus en taxes.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Répond que c'est un fait, mais que cette somme a été utilisée pour remplir les engagements laissés par l'ancienne administration, ce qui comprend les sommes perçues des compagnies de chemins de fer et dépensées par la suite. Il ajoute que dès qu'il leur a été possible de se libérer de ces engagements et de rétablir l'équilibre financier, le gouvernement avait aboli toutes les taxes spéciales qu'il avait imposées, à l'exception des droits sur les successions.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Fait la lecture dans les comptes publics de 1890-91 d'items que le gouvernement Mercier inscrivait sous la rubrique "dépenses extraordinaires" pour montrer un surplus apparent de recettes sur les dépenses courantes. La majorité de ces items, par leur nature, auraient dû être inscrits dans les dépenses ordinaires.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosse, Lalin, Laliberté, Lemieux, Marchand, Morin,

Parent, Pinault, Tessier (Portneuf), Turgeon, 16.

Contre: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Rioux, Simpson, Tétreau, 31.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix; elle est résolue affirmativement.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'un appareil de chauffage pour le palais de justice et la prison du district de Terrebonne pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'un appareil de chauffage pour le palais de justice et la prison du district de Montmagny pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'une voûte de sûreté pour le proto-notaire dans le palais de justice de Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de réparations aux murs de l'école normale Jacques-Cartier pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'une nouvelle aile à l'Ecole normale Jacques-Cartier pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Réorganisation des départements

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que le bill (bill

no 11) concernant la réorganisation des départements soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Remarque que c'est dans le service civil que le gouvernement aurait pu opérer le plus de réformes. Il avait cru que la réorganisation des départements serait dans le sens de l'économie, tandis qu'elle n'est pas faite dans ce but.

Il propose donc comme amendement, appuyé par le député de Montmagny (M. N. Bernatchez);

Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "Il soit résolu que ce bill institue un nouveau département du service civil, entraînant une augmentation considérable dans la dépense annuelle de ce service, au lieu de contribuer à la politique d'économie promise par le gouvernement, durant la dernière période électorale, et au moyen de laquelle il a obtenu l'appui de la majorité de l'électorat.

Que cette Chambre est prête à appuyer toute réorganisation des différents départements qui, sans nuire à l'efficacité du service civil, en diminuera les dépenses; mais qu'elle refuse d'adopter la législation soumise, parce qu'elle occasionnerait un surcroît de dépenses considérables, sans produire d'autres résultats que celui de donner de l'occupation à des ministres qui, d'après les déclarations de l'honorable premier ministre devant cette Chambre, n'ont pas actuellement l'occasion d'utiliser leurs talents d'administration."

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Réplique qu'il y a des réformes à introduire dans le service civil, mais cela ne peut se faire en un jour. Le bill de réorganisation des départements n'occasionnera aucune dépense additionnelle.

M. J. TESSIER (Portneuf): Est-ce une économie?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Oui, c'est une économie bien entendue, car un principe de saine autorité veut qu'on dépense utilement, afin d'augmenter les revenus.

Il indique que la principale réforme effectuée par le gouvernement consiste dans la nomination d'un ministre de la Colonisation et des Mines et l'abolition du président du Conseil. La création de ce nouveau département n'entraînera que la nomination d'un assistant-ministre; elle ne rendra nécessaire aucune autre nomination.

Il affirme que l'amendement de l'honorable chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand) n'a pas sa raison d'être et que cette mesure ne prévoit aucune augmentation des dépenses, selon les estimations votées par la Chambre.

Cette mesure n'entraînera aucune nomination, sauf celle d'un assistant-commissaire qui sera choisi parmi les fonctionnaires du service civil. De plus, ce nouveau département entraînera un plus grand développement, de nos forêts, de nos pêcheries, des mines et de la colonisation.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Tessier (Portneuf), Turgeon, 16.

Contre: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Rioux, Simpson, Spencer, Tétreau, 31.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question principale étant de nouveau proposée.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose comme amendement à la motion, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Maintenant," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et remplacés par les mots suivants: "Renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant la section 1587a. "Le commissaire a sur les cercles agricoles les droits et pouvoirs qu'il exerce sur les sociétés d'agriculture," et en la remplaçant par la section suivante: "1587a. "Les cercles agricoles seront libres d'employer le montant des souscriptions et des allocations, comme ils le jugeront à propos, dans l'intérêt du cercle et de l'agriculture, en général."

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): S'étonne de l'intérêt que portent maintenant les libéraux aux cercles agricoles. Il n'y a pas eu de plaintes au sujet des restrictions qui accompagnent les octrois accordés aux cercles agricoles.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Fait re-

marquer que la motion du député de L'Islet (M . F . - G . - M . D e c h ê n e) n'est pas dans l'ord

M. L'ORATEUR: Décide que ledit amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il est contraire à la 86e règle de cette Chambre, basée sur le statut impérial, 30 Victoria, chapitre 3, Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, sections 54 et 90, qui décrète qu'il "ne sera pas loisible à la Chambre d'adopter ou de passer un vote, une résolution, une adresse ou un bill, comportant l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public ou d'aucune taxe ou impôt, à un objet qui n'aura pas au préalable été recommandé par un message du lieutenant-gouverneur, pendant la session où ce vote, cette résolution, cette adresse ou ce bill est proposé (B. 462 à 474, 614 — M. 650)."

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): En appelle de cette décision à la Chambre.

Et appel étant fait de la décision de Monsieur l'Orateur; la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bisson, Bouffard, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Rioux, Simpson, Spencer, Tétreau, 33.

Contre: MM. Bernatchez, Caron, Dechêne, Gillies, Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Tessier (Portneuf), Turgeon, 15.

Ainsi, la décision de Monsieur l'Orateur est confirmée.

Alors la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Il est résolu que le titre soit: "Loi réorganisant les départements".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

'La séance est levée à minuit.

Séance du 22 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

Code de procédure civile

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport final du comité conjoint des deux Chambres nommé pour étudier les rapports de la commission pour la révision du code de procédure civile. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a terminé ses travaux, et qu'il recommande aux deux Chambres que le code de procédure, contenu dans le projet devant la Chambre, avec les amendements apportés par ce comité, et reproduits dans la cédule qui fait partie du présent rapport, soit adopté pendant la présente session de la Législature.

Cédule

Contenant les amendements au projet de code de procédure civile

Résolu, 1. Que l'article 1 soit amendé:

(a) En en retranchant les mots: "sauf celles relatives à la preuve," dans les troisième et quatrième lignes du dernier alinéa;

(b) En y ajoutant l'alinéa suivant:

"Les règles concernant la preuve contenues dans ce code s'appliqueront aux causes pendant lors de son entrée en vigueur."

" Résolu, 2. Que l'article 15 soit amendé en y ajoutant le paragraphe suivant après le paragraphe 3:

"3a. Des jugements à être rendus sur confession de jugement."

Résolu, 3. Que l'article 89 soit amendé en en retranchant le paragraphe 4.

Résolu, 4. Que l'article 91 soit amendé en en remplaçant les mots: "devant le tribunal de la dernière résidence commune des époux," dans les quatrième et cinquième lignes, par les mots: "devant le tribunal du dernier domicile commun des époux."

Résolu, 5. Que l'article 100 soit amendé en en retranchant les mots: "dans les détails de la preuve ni", dans la quatrième ligne.

Résolu, 6. Que, dans la version française, l'article 104 soit amendé en remplaçant le mot: "négations", dans la première ligne, par le mot: "dénégations".

Résolu, 7. Que l'article 109 soit amendé en remplaçant les mots: "Une question sur la constitutionnalité d'une loi de la province ou du Canada ne peut être soulevée devant les tribunaux civils

de première instance ou d'appel à moins que la partie qui la soulève", dans les première, deuxième et troisième lignes, par les mots: "L'inconstitutionnalité d'une loi de la province ou du Canada, ne peut être plaidée devant les tribunaux civils de première instance ou d'appel, à moins que la partie qui la plaide".

Résolu, 8. Que l'article 141 soit remplacé par le suivant:

"141. Un huissier ne peut exploiter dans les affaires où il a intérêt; ni dans celles qui concernent ses parents et alliés jusqu'au degré de cousin germain inclusivement".

Résolu, 9. Que l'article 142 soit amendé en remplaçant les mots: "cent milles", partout où ils se trouvent dans cet article, par les mots cinquante milles."

Résolu, 10. Que l'article 147 soit amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Le demandeur ne peut se pourvoir de nouveau pour la même cause d'action avant d'avoir payé les frais adjugés contre lui sur le congé-défaut."

Résolu, 11. Que l'article 163 soit amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Mais, si en produisant son exception déclaratoire, le défendeur dépose le montant réclamé, le juge, au lieu de renvoyer le dossier devant le tribunal compétent, débouter le demandeur de son action."

Résolu, 12. Que l'article 173 soit amendé en en retranchant tous les mots après le mot: "pénalité," dans la quatrième ligne.

Résolu, 13. Que l'article 284 soit amendé:

(a) En en retranchant tous les mots après le mot: "procès," dans la quatrième ligne;

(b) En y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le juge ou le protonotaire a le droit, avant l'audition des témoins, d'exiger de chaque partie un dépôt suffisant pour recouvrer le paiement des honoraires du sténographe, et d'exiger, de plus, un dépôt additionnel, s'il y a lieu."

Résolu, 14. Que l'article 294 soit amendé en insérant après le mot: "partie," dans la troisième ligne, les mots: "justifie de sa diligence et."

Résolu, 15. Que l'article 304 soit amendé en en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"La parenté, l'alliance et l'intérêt ne sont cause de reproche contre un témoin que relativement au degré de créance qu'on doit accorder à son témoignage"

Résolu, 16. Que l'article 305 soit amendé:

(a) En retranchant, dans la deuxième alinéa, tous les mots après le mot: "faveur."

(b) En en retranchant le troisième paragraphe.

Résolu, 17. Que l'article 306 soit amendé en en retranchant le premier alinéa.

Résolu, 18. Que l'article 313 soit amendé en en retranchant tous les mots après le mot: "Dieu," dans la quatrième ligne. Voir, —Note, plus bas.

Note. — Cet amendement (Résolu 18), n'a pas été adopté lorsque le bill pour la mise en vigueur du code a été passé.

Résolu, 19. Que l'article 326 soit amendé en remplaçant le mot: "trois," dans la première ligne, par le mot: "cinq."

Résolu, 20. Que l'article 329 soit remplacé par le suivant:

"329. Lorsque la partie a fini d'interroger le témoin qu'elle a produit, il est loisible à la partie adverse de la transquestionner de toutes manières sur les faits dont il a été question dans l'examen en chef, ou bien de faire constater son refus de transquestionner."

Résolu, 21. Que l'article 337 soit amendé:

(a) En insérant au commencement les mots: "A moins que le juge n'en ordonne autrement."

(b) En ajoutant à la fin du second alinéa les mots: "lesquelles font alors partie du dossier."

Résolu, 22. Que l'article 345 soit amendé en remplaçant le mot: "et", dans la deuxième ligne, par le mot: "ou."

Résolu, 23. Que l'article 346 soit amendé en remplaçant les mots: "tribunal ou le protonotaire," par les mots: "tribunal, le protonotaire ou un commissaire de la Cour supérieure".

Résolu, 24. Que l'article 534 soit amendé en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 2, les mots: "lors même qu'elle ne pourrait être témoin compétent sur contestation."

Résolu, 25. Que l'article suivant soit inséré comme article 556:

"556. La partie dont le procureur a un jugement de distraction pour ses frais pourra exécuter ce jugement en son propre nom, du consentement de son procureur, pourvu qu'il n'en résulte aucun préjudice aux droits que le débiteur peut faire valoir à rencontre du procureur.

Ce consentement du procureur doit apparaître sur le fait demandant l'émission du bref d'exécution."

Résolu, 26. Que l'article 595 soit amendé:

(a) En ajoutant à la fin du paragraphe 5 les mots: "résilié ou annulé."

(b) En ajoutant après le paragraphe 7 le suivant:

"8. Des sentences de séquestre."

Résolu, 27. Que l'article 664 soit amendé en y insérant au commencement les mots: "A moins que la saisie n'y consente."

Résolu, 28. Que l'article 689 soit amendé en remplaçant le mot "juge", dans la deuxième ligne, par les mots "le juge ou le protonotaire".

Résolu, 29. Que l'article 697 soit amendé:

(a) En ajoutant à la fin du premier alinéa, les mots: "ou aussi longtemps que le débiteur est à l'emploi du tiers-saisi."

(b) En remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"3. Le protonotaire, après avoir colloqué le premier saisissant pour ses frais, distribue au marc la livre, entre le premier saisissant et les créanciers qui se sont conformés au paragraphe précédent, la somme à diviser et fixe d'une manière sommaire sur le bref de saisie-arrêt ou sur une feuille y annexée le montant revenant à chacun des créanciers.

La même règle s'applique aux créances à

terme ou conditionnelles, pour lesquelles la saisie a été déclarée tenante, pourvu que ces créances soient antérieures à la première saisie".

Résolu, 30. Que l'article suivant soit inséré après l'article 697a:

"697a. Lorsque, en exécution d'un jugement rendu contre un associé, une saisie-arrêt est signifiée à une société commerciale dont cet associé forme partie, la société tiers-saisie, si elle ne doit pas au débiteur une somme suffisante pour couvrir le montant de la saisie-arrêt, devra en outre de ce que requis d'elle par l'article 685, déclarer qu'elle est la part du débiteur tant dans le capital que dans les profits de la société.

Cette saisie demeurera tenante tant pour les profits non encore faits que pour ceux en voie d'être faits lors de la signification.

Si, postérieurement à la déclaration, la société devient débitrice du saisi, ou si la société est dissoute, les tiers-saisis devront de suite déclarer de nouveau.

Dans le but de rendre cette saisie efficace, le juge pourra ordonner la production de tout livre, document, état, et permettre l'examen de témoins et donner tout ordre qu'il estimera nécessaire.

Si la société est en défaut d'observer les règles ci-dessus, elle devient passible des mêmes conséquences que si elle avait fait défaut de déclarer originairement.

Cette règle ne s'applique pas aux sociétés par actions, formées sous l'autorité d'une charte royale ou en vertu d'un acte de la Législature".

Résolu, 31. Que l'article 703 soit amendé en remplaçant les mots: "frais de la saisie et des annonces" par les mots: "déboursés nécessités par la saisie et les annonces."

Résolu, 32. Que la cédule "F", se rapportant à l'article 715, soit amendée en en retranchant tous les mots entre les mots: "No... Fieri facias", dans la quatorzième ligne.

Résolu, 33. Que l'article 727 soit amendé en insérant après le mot: "vente", dans la cinquième ligne, les mots: "excepté sur un ordre du juge accordé pour causes estimées suffisantes."

Résolu, 34. Que l'article 741 soit amendé en remplaçant les mots "honoraires et les frais de vente," dans les troisième et quatrième lignes, par le mot "déboursés."

Résolu, 35. Que l'article suivant soit inséré après l'article 742:

"742a. A moins que la saisie n'y consente, il n'est procédé à la vente que jusqu'à concurrence de ce qui est nécessaire pour le paiement de la créance en capital, intérêts et frais."

Résolu, 36. Que l'article 867a soit amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le curateur doit aussi dans le même délai, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le tribunal ou le juge, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, préparer un certificat de toutes ses procédures, et le déposer au greffe de la Cour supérieure avec tous les papiers et documents relatifs à sa gestion; et le dossier complet ainsi rapporté fait partie des archives de la cour".

Résolu, 37. Que l'article 883 soit amendé en insérant après le mot: "signification," dans la deuxième ligne, les mots: "notification ou connaissance acquise."

Résolu, 38. Que l'article 899 soit amendé:

(a) En remplaçant le mot: "vingt", dans la cinquième ligne, par le mot: "cinquante".

(b) En remplaçant le mot: "quarante", dans la septième ligne, par les mots: "soixante-quinze".

Résolu, 39. Que l'article 1050 soit retranché.

Résolu, 40. Que le chapitre et les articles suivants soient insérés après l'article 1051:

CHAPITRE XLII

Saisie-conservatoire

"1051a. Lorsqu'il n'y a pas d'autre remède également approprié, avantageux et efficace, le demandeur peut obtenir une saisie-conservatoire sur production d'un affidavit exposant:

1. Qu'il est fondé à recouvrer la possession d'un bien meuble qu'il a vendu à terme.

2. Qu'il est fondé à être colloqué par préférence sur le prix d'un bien meuble et qu'on en use de manière à lui faire perdre son recours.

3. Qu'il est fondé par suite de quelque disposition légale à faire mettre sous la garde de la justice un bien meuble pour assurer l'exercice de ses droits sur icelui.

"1051b. Les règles qui régissent la saisie-arrêt avant jugement sont observées dans la saisie-conservatoire, en autant qu'elles peuvent s'y appliquer."

Résolu, 41. Que la cédure Z, se rapportant à l'article 1121, soit amendée en en retranchant tous les mots après "cour," dans la treizième ligne.

Résolu, 42. Que l'article 1223 soit amendé en y ajoutant après le paragraphe 13, le suivant:

"14. Les actions contestant le siège ou demandant la déqualification des maires, des échevins, des conseillers municipaux et des commissaires d'écoles."

Résolu, 43. Que l'article 1271c soit amendé en en retranchant le numéro "57," dans la première ligne.

Résolu, 44. Que l'article 1321 soit amendé en y insérant après le mot: "interdit," dans la quatrième ligne, les mots: "ou à une substitution."

Résolu, 45. Que l'article 1324 soit amendé en y insérant, dans la troisième ligne de la version française, après les mots: "l'état," les mots: "et la valeur."

Résolu, 46. Que l'article 1337 soit amendé en y insérant, après le mot: "incapable," dans la quatrième ligne, les mots: "ou à une substitution."

Résolu, 47. Que la section et l'article suivants soient ajoutés après l'article 1340:

SECTION III

Disposition générale

"1340a. La personne chargée de la vente des biens d'un mineur ou d'un autre incapable, devra

dresser procès-verbal de ses procédures et le rapporter, ainsi que ses procédures, à la cour pour que le tout soit homologué.

"Ce procès-verbal et les procédures rapportées resteront déposés au greffe de la Cour supérieure."

Résolu, 48. Que l'article 1360 soit amendé en y insérant, après le mot: "et" dans la cinquième ligne, le mot: "tous."

Résolu, 49. Que l'article 1371 soit amendé:

(a) En remplaçant les mots: "d'un des notaires", dans la deuxième ligne du paragraphe 4, par les mots: "du notaire instrumentant";

(b) En y ajoutant, après le paragraphe 7, le suivant:

"8. La désignation des immeubles".

Résolu, 50. Que l'article 1387 soit amendé en en remplaçant les mots: "formalités requises pour la vente des meubles sur exécution", dans les troisième et quatrième lignes, par les mots: "mêmes formalités que dans les successions où il y a des mineurs."

Adopté.

Rapports de comités:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter sans amendement:

Acte (bill no 77) modifiant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter à votre honorable Chambre avec certains amendements:

Acte (bill no 63) modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 79, constituant en corporation la ville de Magog.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement à votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 16) amendant la loi concernant la vérification des testaments.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 81) amendant le code civil et les statuts refondus relativement aux privilèges des sociétés d'assurance mutuelle contre le feu, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 123) amendant la loi concernant l'assurance sur la vie par les maris et parents, et en a retranché toutes les clauses, sauf la clause 9 qui devient la seule et unique clause de ce bill.

M. J. MARION (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du

comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité, suivant l'ordre de référence de votre honorable Chambre, en date du 21 décembre courant, a examiné la pétition des commissaires d'écoles de la cité de Montréal, demandant une loi concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal, et trouve que les avis n'ont pas été publiés dans la Gazette officielle, et qu'ils ne commencent dans les journaux qu'au 21 décembre courant; mais attendu que votre honorable Chambre a suspendu toutes les règles concernant cette pétition et le bill; vu l'urgence, votre comité est convenu de rapporter ladite pétition favorablement.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter sans amendement:

Bill (bill no 98) modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

Paroisse de Saint-Féréol

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 128) concernant certains lots sur le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Safe Deposit Companies"

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 132) concernant les "Safe Deposit Companies" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'objet du bill est la garantie pour les déposants au cas où leurs propriétés seraient saisies.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

P.-V. Lavallée, copiste de manuscrits

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): M. P.-V. Lavallée, autrefois conseiller législatif, est-il à l'emploi du gouvernement?

Dans l'affirmative, quels sont ses fonctions et ses émoluments?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): M. Lavallée est employé à copier des manuscrits relatifs à l'histoire de la Nouvelle-France, c'est-à-dire le volume 7ème de la seconde série qui manque à la collection de la bibliothèque, et que le propriétaire a bien voulu nous prêter. Il a \$2.00 par jour.

Rivière Matane

M. L.-F. PINAULT (Matane): Quel est le loyer annuel payé au gouvernement pour la rivière Matane?

Quand expire le bail actuel?

Est-ce l'intention du gouvernement de laisser cette rivière libre au public après l'expiration du bail actuel?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Le loyer annuel payé au gouvernement pour la rivière Matane, est de \$125.00.

2. Le bail expirera le 31 décembre 1906.

3. Impossible de dire, aujourd'hui, ce que fera, dans 10 ans, le gouvernement qui sera alors au pouvoir.

Arpentages

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): 1. Quels sont les arpentages donnés à faire depuis le 1er juillet dernier, et pour quel montant? 2. Quelles sont les sommes actuellement dues pour arpentages? 3. A qui a été donné l'arpentage du parc de la Montagne-Tremblante, et combien doit-il coûter? 4. Un certain M. Rainboth n'a-t-il pas reçu un certain montant, comme avance, pour des travaux d'arpentages, et quel est-il?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. On ne peut répondre à cette question que sur un ordre de la Chambre. 2. On ne peut répondre à cette question que sur un ordre de la Chambre. 3. A. M. J.-O.-C. Mignault, A.T.C. Le coût de cet arpentage est limité à cinq mille piastres, (\$5 000.00). 4. Oui. Huit cents piastres (\$800.00) comme avance pour une exploration de limites à bois, dans la région de l'Ottawa supérieur.

Demande de documents:

Chemins de colonisation, lac Tremblant

M. A. GIRARD (Rouville): Propose, appuyé par le député d'Iberville (M. F. Gosselin), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous documents

relativement aux chemins de colonisation, depuis le chemin de fer jusqu'à la chute du lac Tremblant. Adopté.

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure de la résolution rapportée le 17 décembre courant du comité des subsides, laquelle avait été ajournée.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que la Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Prétend que ce subsidie aux écoles d'agriculture ne rapporte rien d'appréciable. Il attire l'attention de la Chambre sur les faits rapportés par le Herald au sujet de la ferme de Compton.

Il propose, comme amendement, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "Cette Chambre déclare:

Qu'attendu que, le 19 mars 1894, un contrat est intervenu entre la corporation du village de Compton et le gouvernement, par lequel ladite corporation s'engageait à mettre à la disposition du gouvernement ou des syndics, une ferme située dans la municipalité du village de Compton, ayant au moins 150 acres de terre, en subdivisant avec les bâtisses y construites;

Que cette ferme devait servir de ferme école, et que le gouvernement s'est engagé à payer à ladite ferme un montant de \$5 000. durant l'année 1895, et une somme annuelle de \$4 000, pendant 4 ans, à partir du premier mai 1895;

Que, pour avoir droit à cette somme annuelle de \$4 000, le nombre des élèves admis et résidant continuellement sur ladite ferme pour y recevoir l'instruction agricole, devait être au moins de 15 en tout temps de l'année;

Qu'il fut, de plus, stipulé que si le nombre moyen d'élèves durant une année était moins de 15, le gouvernement aurait droit de retenir 1/15 des \$4,000 pour chaque élève qui manquait au nombre requis;

Qu'il appert par le rapport du commissaire de l'Agriculture, pour l'année expirant le 30 juin 1894, que, dans le cours de ladite année, le nombre des élèves n'a été que de 6;

Qu'il appert, par le rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, pour l'année expirant le 30 juin 1895, ce qui suit: "Au commencement de la session actuelle, à une réunion, on a cru désirable et il a été résolu que les élèves ne soient plus admis à l'école, en attendant qu'un professeur compétent soit engagé pour en prendre soin." (Extrait du rapport des syndics de la ferme école de Compton);

Que, de fait, il n'y a eu aucun élève sur ladite ferme modèle durant l'année expirant le 30 juin 1895;

Qu'à la page 23 du rapport du commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation, expirant le 30 juin 1896, il apparaît ce qui suit: "J'ai eu trois élèves pendant tout l'hiver et quatre depuis le printemps, la maison est remplie et je n'ai pas de lit de libre".

(Signé) John Lemoine

Que, bien que ladite ferme école n'ait pas rempli les conditions du contrat intervenu entre elle et le gouvernement, le 19 mars 1894, le gouvernement n'en a pas moins payé les sommes suivantes: tel qu'il appert par une réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 30 novembre 1896. (Document de la session no 46)

"Etat des sommes payées aux syndics ou au gérant de la ferme modèle de Compton, pour mise et maintien en opération de cette ferme, depuis sa fondation jusqu'à la date du 25 novembre 1896, comprenant les frais de construction, d'amélioration et les subventions annuelles.

"Pour son soutien, l'école de Compton a reçu pendant l'année:

"1894-95	\$ 4 000.00
"1895-96	3 375.00
"1896-97	1 125.00
"Comme octrois spéciaux pour réparations ou constructions, l'école a reçu pendant l'année 1894	5 000.00
"1895-96	3 190.08
"1896-97	5 000.00
"1896-97	500.00
Total	\$22 190.08

"Etat des sommes payées, pendant la même période, sous forme de dépenses contingentes, pour frais d'inspection de cette institution, dépenses de voyage pour son organisation, frais de législation, de contrats, enregistrement d'iceux, et noms des personnes à qui ces diverses sommes ont été payées durant la même période."

"Gabriel Henry — Frais de voyage	\$ 9.20
"Le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) — Frais de voyage et ceux des syndics à l'école Compton	62.00
"G.-A. Gigault — Deux voyages à Compton	35.00
"L. Simoneau — impression et traduction du bill re ferme modèle de Compton	20.05
"S. Sylvestre — Frais de voyage	4.00
"Cates & Wells, avocats, recherches, honoraires, etc	12.60
"E.B. Worthington, notaire, pour contrats, frais de voyage, etc	55.40
"Diverses impressions — <u>Pionnier</u> et <u>Gazette officielle</u>	14.68
	\$213.62

"Un état des sommes promises à ladite ferme et conditionnellement dues, en sus des subventions ordinaires, et les fins pour lesquelles telles promesses ont été faites, s'il en existe.

"Réponse: "Pour construction d'une beurrerie avec glacière et réfrigérateur, \$2 675.00."

Que le gouvernement a, de plus, promis aux mêmes personnes pour construction d'une beurrerie avec glacière et réfrigérateur sur ladite ferme école, la somme de \$2 675.00;

Que ces sommes ont été dépensées contrairement aux engagements pris par le gouvernement, lors des élections générales dernières, aux contrats existants, et constituent un gaspillage contraire à l'intérêt bien entendu de l'agriculture dans la province."

Il dit que les libéraux ne s'opposent pas à l'instruction agricole, mais aux dépenses inutiles qui ont augmenté sensiblement depuis 1892, comme le démontrent ces documents.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Réplique que les écoles d'agriculture rendent d'éminents services. L'étude de la science de la culture ne peut que faire faire un grand pas en avant à l'agriculture dans notre pays.

Il allègue que l'encouragement d'institutions comme la ferme modèle de Compton entraîne la diffusion de principes scientifiques d'agriculture auprès des fermiers de la province et de leurs enfants.

Les professions sont encombrées maintenant, et il vaut mieux diriger le courant de l'instruction vers cette branche de la science.

Il dit que les résultats obtenus justifient l'augmentation des dépenses. Le nombre d'élèves dans les écoles d'agriculture est passé de 15 ou 18 à 80 élèves et plus.

Et avant la fin de janvier prochain il dépassera la centaine. Cela prouve que le goût de l'instruction agricole est plus répandu aujourd'hui qu'autrefois.

Nos écoles d'agriculture sont sur un excellent pied; on n'a qu'à se renseigner sur les lieux mêmes pour s'en convaincre. Il est facile de critiquer, mais critiquer n'est pas faire de la besogne.

Il y a quelques années, il aurait été dangereux d'engager les cultivateurs à envoyer leurs enfants aux écoles d'agriculture. On avait peine à trouver un nombre d'élèves suffisant pour couvrir le nombre des bourses accordées par le gouvernement. Tout au contraire aujourd'hui, les conseils de nos conférenciers agricoles sont écoutés et non seulement les bourses sont toutes prises, mais on voit grand nombre d'agriculteurs faire pour l'enseignement agricole les mêmes sacrifices qu'ils ont faits autrefois pour l'enseignement supérieur. Nous pouvons dire que bientôt il y aura 600 élèves dans nos écoles d'agriculture.

Il explique que le manque de locaux à l'école de Compton est la cause du nombre peu élevé d'élèves dans cette institution. Il affirme qu'actuellement, il y a 15 élèves à cette école.

L'école de Compton n'a pas encore produit de résultats extraordinaires, mais il faut lui donner le temps de produire ses fruits elle ne fait que de naître. Ces écoles d'agriculture n'atteignent pas tout de suite la ligne de progrès pour lequel elles sont instituées. Le progrès vient avec le temps et il se produira pour l'école d'agriculture de Compton comme pour les autres écoles.

Il croit que le gouvernement a fait beaucoup pour améliorer la qualité de l'agriculture, pour valoriser ce domaine de notre économie et pour encourager les gens à s'y engager. Le titre d'agri-

culteur est aussi honorable et digne que celui de médecin ou d'avocat.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Taquine le commissaire de l'Agriculture en faisant allusion aux "Castors".

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Déclare qu'il n'a jamais eu honte de ce nom qui est une preuve d'intelligence et d'application au travail.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Se dit convaincu que le gouvernement a trop dépensé pour ces écoles. Il dit qu'il existe un trop grand nombre d'écoles d'agriculture et que par contre, l'instruction agricole est négligée dans les écoles élémentaires de la province. Il favorise la centralisation de cette science dans une seule école d'agriculture.

M. M. McDONALD (Bagot): Appuie la politique du gouvernement qui est d'étendre la science de l'agriculture au plus grand nombre de gens possible. Cette politique donne de plus en plus d'excellents résultats. La province d'Ontario dépense plus à ce sujet que Québec, et cependant elle n'obtient pas un résultat bien supérieur.

M. A. GIRARD (Rouville): A montré combien l'Opposition serait heureuse de voter une somme plus considérable encore que celle demandée par le gouvernement pour aider à l'avancement et à l'enseignement de la science agricole dans cette province, mais que cette Opposition croit de son devoir de protester contre ces octrois donnés chaque année à l'école de Compton.

Il fait allusion aux dépenses de voyage du ministre de l'Agriculture qui sont de \$62. pour une visite à la ferme de Compton.

Le commissaire de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) a dit que cette ferme était dans un tel état qu'il a fallu dépenser pendant deux années une somme de \$22 199.00 pour l'améliorer.

Pourquoi, s'écrie le député de Rouville, avez-vous été mettre l'argent destiné à l'agriculture sur une ferme en mauvais ordre, quand vous avez tout autour de vous des fermes splendides que vous auriez pu obtenir à un prix nominal, exemple, la ferme de Brantford.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Dit qu'il a toujours cru qu'une seule école d'agriculture dans la province serait préférable. Mais comme dans le passé rétablissement d'écoles d'agriculture a été laissé à l'initiative privée, il était difficile pour le gouvernement actuel de centraliser l'enseignement agricole.

Il déclare qu'à l'époque, il s'était opposé à la ferme de Compton, mais l'expérience a démontré qu'elle est indispensable. Elle est encore à la phase expérimentale et il est trop tôt pour donner une juste appréciation de son rendement.

Les Trappistes ont réussi à améliorer un terrain inculte et on ne saurait trop vanter leur mérite.

Il fait l'éloge de M. Gigault, assistant-ministre de l'Agriculture, et dit que le représentant de Rouville (M. A. Girard), a rendu un grand service au pays en le battant dans le comté de Rouville, car il emploie maintenant exclusivement ses talents au progrès de l'agriculture en cette province.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Guerin, Lemieux, Lussier, Marchand, Parent, Pinnault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 20.

Contre: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Cartier, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tétreau, 36.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question principale étant de nouveau proposée.

M. L.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Prend la parole et propose comme amendement, appuyé par le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne) tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre regrette que les sommes votées pour les écoles d'agriculture n'aient, jusqu'ici, produit les résultats attendus et désirables".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Guerin, Lemieux, Lussier, Marchand, Parent, Pinnault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 20.

Contre: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Cartier, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tétreau, 36.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution.

M. A. TESSIER (Rimouski): Censure la conduite du gouvernement lors des dernières élections fédérales. Le gouvernement s'est servi, pour induire l'électorat à appuyer les candidats bleus, des agents destinés à la colonisation.

Dans tous les comtés l'on a vu des cabaleurs bleus, déguisés sous le nom de bienfaiteurs de la classe agricole, monter sur les "hustings" et promettre, en échange du vote des électeurs, des sommes variant de \$500 à \$1 000 pour faire des routes de colonisation, dans presque chaque paroisse.

Le gouvernement a prouvé dans cette circonstance comment il se souciait peu de la manière dont l'argent était dépensé pourvu qu'il réussît à corrompre les électeurs et se maintenir au pouvoir.

Après avoir fait appel au gouvernement pour que l'argent de colonisation soit réparti d'une manière impartiale et juste sur tous les comtés, il propose, comme amendement, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "Cette Chambre regrette de constater que les deniers votés pour la colonisation, sous l'administration actuelle, ont été distribués en différents endroits dans l'intérêt du parti au pouvoir, souvent durant des campagnes électorales, par l'entremise des candidats amis du parti au pouvoir et contrairement à l'intérêt des colons de cette province;

Que cette Chambre croit devoir attirer l'attention du gouvernement sur le fait qu'il est urgent de pourvoir aux chemins et routes dits de colonisation, dans les comtés qui n'ont pas eu, depuis 1892, la part à laquelle ils avaient droit des montants votés pour les chemins de colonisation."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Desjardins, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Guerin, Lemieux, Lussier, Marchand, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 20.

Contre: MM. Allard, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Cartier, Châteaufort, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis, England, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Tétreau, 34.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant de nouveau proposée, la résolution est adoptée.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

"Stadacona Water, Light and Power Company"

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 76) concernant la compagnie "Stadacona Water, Light and Power Company."

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession A. Prévost

UNE VOIX POUR M. J.M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Berthier (M. V. Allard), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 56) déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose comme amendement, appuyé par le député de Montréal no 2 (M. O.-M. Augé), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "vu qu'il appert, par le préambule du bill, qu'il s'agit d'une question de droit à décider avec les héritiers Prévost, et que cette question présente de sérieuses difficultés;

Vu que la question est actuellement soumise au pouvoir judiciaire dans une cause qui est encore pendante;

Vu qu'un des héritiers s'oppose à ce bill, et demande que la Législature ne le prive pas du droit de faire juger la question par les tribunaux ordinaires.

Vu qu'il n'est pas nécessaire, qu'il n'est pas même à propos que la Législature s'empare de la question, ce bill ne soit pas référé au comité général maintenant, mais dans six mois."

Il déclare ce bill dangereux puisqu'il affecte l'interprétation d'un contrat qui devrait être soumis aux tribunaux. Il empiète sur la liberté d'un citoyen de disposer de ses biens.

M. V. ALLARD (Berthier): Dit que ce bill a pour but d'économiser des frais judiciaires et de rendre justice à toute une famille.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke) et M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2):

S'opposent à ce que la Législature s'occupe de légiférer dans ces sortes d'affaires qui regardent plutôt les tribunaux.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Déclare que le principe du bill est néfaste.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Dit que rendre le partage en question définitif, c'est empêcher qu'un des co-partageants, qui a été malheureux et a perdu sa part, partage maintenant avec les autres.

Si la volonté du testateur doit être respectée, d'un autre côté, le cas présent justifie la Chambre du passer outre.

Il propose en l'absence du promoteur du bill (M. Tellier) que le bill reste devant la Chambre jusqu'à son retour.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): S'oppose à tout retard et soutient que la Chambre est prête à prendre ce bill en considération.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Rappele que l'heure accordée pour la discussion des bills privés est expirée.

M. L'ORATEUR: Décide en ce sens.

Subsides

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que la Chambre concoure dans la résolution 53, rapportée du comité des subsides, et lue deux fois le 17 décembre courant.

M. J.P. COOKE (Drummond): Dit que le gouvernement a systématiquement négligé le comté de Drummond, dans l'octroi des deniers pour chemins de colonisation, et il propose l'amendement suivant:

"Que le comté de Drummond a été négligé dans la distribution des montants votés pour les chemins de colonisation, pour les années 1895-96 et 1896-97, et comme il y a des chemins de colonisation dans ledit comté qui sont déjà commencés et qui devraient être finis, ainsi que l'ouverture d'autres chemins absolument nécessaires;"

Que cette Chambre est d'opinion que des montants devraient être votés à cette fin pour l'année 1897-98. Le comté de Drummond devrait recevoir au moins deux mille piastres.

M. L'ORATEUR: Déclare la motion hors d'ordre puisqu'un simple député ne peut présenter de motion mettant en cause l'utilisation des terres publiques.

UNE VOIX MINISTERIELLE: Essayez encore.

M. J.P. COOKE (Drummond): C'est bien ce que je croyais. Je voudrais bien savoir qui a soulevé le point d'ordre.

M. L'ORATEUR: Lit le règlement de la Chambre sur lequel il appuie sa décision.

La proposition est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 25) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal."

Et bill (bill no 65) intitulé: "Loi concernant la "Equitable Savings, Loan and Building Association,".

Aussi, le Conseil législatif a agréé l'amendement fait par cette Chambre à leurs amendements fait au bill (bill no 46) intitulé: "Loi amendement la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent".

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill no 107) intitulé: "Loi amendement la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Construction et réparation des églises

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 107) intitulé: "Loi amendement la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Parc de la Montagne-Tremblante

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour considérer une certaine résolution concernant le parc de la Montagne-Tremblante. Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de mettre à part, comme réserve forestière, pour faire partie du parc de la Montagne-Tremblante, le territoire suivant:

1. La partie non divisée du canton Joly, dans le comté d'Ottawa;

2. La partie non divisée du canton Marchand, dans le même comté;

3. Toute la partie des comtés de Montcalm et de Joliette, comprise entre la limite nord-ouest des cantons Archambault et Lussier et son prolongement au nord-est jusqu'au comté de Berthier, et la grande ligne d'exploration de la rivière du Lièvre au Saint-Maurice, moins le canton Lynch et les

parties actuellement divisées des cantons Mousseau et Nantel.

Il déclare qu'il n'existe que très peu de terres arables sur ce territoire. L'accroissement de revenus provenant des amateurs de chasse et de pêche ainsi que de ceux qui exploitent les forêts justifie l'existence de cette réserve. Le gouvernement a l'intention de créer d'autres réserves de chasse et de pêche qui seront divisées et vendues comme il l'a fait pour les réserves de bois. Le projet ressemble à celui du parc national des Laurentides.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Craint que les nouveaux revenus provenant de la chasse et de la pêche soient insuffisants. Le gouvernement aurait dû prouver à la Chambre que ces larges territoires ne pouvaient trouver d'autre utilisation rentable avant de les transformer en réserves de chasse et de pêche. Il dit que le gouvernement ne devrait pas négliger l'exploitation des forêts et la colonisation.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Répond que les droits des amateurs de chasse et de pêche n'entreront pas en conflit avec ceux des mineurs ou des bûcherons. De plus, ces réserves vont empêcher l'établissement de colons ignorants sur des terres arides où ils mèneraient une existence misérable alors qu'ils peuvent trouver ailleurs des terres cultivables.

En réponse au chef de l'Opposition (M. F.-G. Marchand), l'orateur ajoute que si l'on trouve de bonnes terres arables sur une partie quelconque d'une de ces réserves, elles seront inventoriées et vendues.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prétend qu'il n'y a pas de réserve, qu'il n'existe rien.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Déclare que, d'après l'expérience passée, ces parcs ont pour but de donner des parcs d'amusement aux amis des ministres et d'accroître les dépenses de la province en payant des gardiens, etc.

Il cite comme exemple de la mauvaise politique du gouvernement au sujet de ces parcs le parc National dont l'entretien a coûté \$3,000 à la province sans rien rapporter si ce n'est des nombreuses faveurs aux amis du gouvernement en forme de permis de chasse et de pêche.

Le transport d'un couple d'originaux sur l'Intercolonial, a coûté \$66 du Cap Saint-Ignace à Québec. Que sera-ce donc quand il faudra transporter le gibier au parc de la Montagne-Tremblante qui est beaucoup plus éloignée que le parc National?

Il proteste fortement et dit que la Chambre n'a pas assez de renseignements pour continuer plus longtemps la discussion sur ces résolutions.

M. L.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Prend la parole.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue pour la première fois.

Protection des colons

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill (bill no 104) amendant la loi concernant la protection des colons soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. l'Orateur,

En présentant cette loi qui crée le "Homestead" dans sa plus large acception, avec ses privilèges les plus étendus, j'éprouve une satisfaction, sans mélange, à constater qu'il ne peut être question, dans cette circonstance, d'intérêts politiques, d'esprit de parti.

Quoiqu'en 1890, M. Mercier ait jugé à propos de repousser les propositions que j'avais l'honneur de soumettre alors à la Chambre, j'ai remarqué avec un bien vif plaisir que l'honorable chef de l'Opposition d'aujourd'hui est revenu à d'autres sentiments sur ce sujet et, lors du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, a, lui aussi, accepté le principe du "Homestead".

On nous dira peut-être, M. l'Orateur, que nous l'avons déjà dans l'arsenal de nos lois, ce "Homestead", et que la loi de 1882 intitulée: "Un acte pour protéger les colons" est virtuellement la consécration du même principe.

J'admets ce fait, M. l'Orateur, toutefois je ferai remarquer à cette Chambre que le fonctionnement de cette loi de 1882 est tellement entravé par l'accumulation de précautions et de formalités, qu'on n'a guère réclamé le bénéfice des privilèges qu'elle accorde.

Notre ancienne loi du "Homestead" est donc pratiquement lettre morte.

Étudions maintenant la question sous toutes ses faces.

Qu'est-ce que le "Homestead"?

C'est le domicile, le foyer domestique, le domaine patrimonial rendu inviolable, en soustrayant à la saisie pour toutes dettes contractées avant la concession des terrains de la couronne et en les rendant inaliénables, inaccessibles même peut-être, durant la vie du concessionnaire primitif, celle de son conjoint et celle de leurs descendants directs.

Naturellement cette loi ne s'appliquera qu'aux terrains qui à l'avenir seront acquis de la couronne.

J'ajouterai cependant, M. l'Orateur, que je suis de ceux qui croient, que cette législation devrait être généralisée et étendue à tout propriétaire, libre de dettes hypothécaires ou chirographaires, qui, au moyen d'une déclaration au bureau d'enregistrement, se mettrait sous la protection de la loi du "Homestead". Je vois avec plaisir, que l'honorable député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), entrant dans cet ordre d'idées, a présenté un projet de loi qui sera comme le corollaire, le complément de la mesure que je présente aujourd'hui à la Chambre.

Tout en faisant des vœux sincères et ardents, pour l'adoption d'un projet de loi si désirable pour l'ouvrier et le petit propriétaire, ces classes si intéressantes et si dignes de notre sollicitude, je dois me borner à ces dispositions qui sont applicables aux concessions des terres de la couronne.

Le changement, que je propose d'apporter à notre législation, est tout simplement une transformation radicale du mode d'acquisition, de conservation et de transmission des terrains acquis de la couronne.

Toute personne qui, à l'avenir, achètera de la couronne un ou deux lots, n'excédant pas une superficie de 200 acres, qui remplira les conditions actuelles d'établissements et obtiendra la patente ou titre de propriété de son ou de ses lots, deviendra propriétaire d'un "Homestead", lequel, avec tous les objets, bestiaux, ustensiles de ménage et instruments aratoires énumérés dans le bill, sera protégé par la loi actuelle.

Voilà, M. l'Orateur, une procédure d'une efficacité, d'une simplicité incomparables. Rien non plus ne peut être plus pratique que ce mode d'acquérir, occuper, conserver et rendre inviolable et sacré un domaine de famille.

Aucun système ne pourrait plus efficacement soustraire le patrimoine foncier aux poursuites de créanciers rapaces, le défendre contre les imprévoyances et l'incurie du chef de famille, contre les marchés ruineux inconsidérément contractés.

La loi que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de cette Chambre, M. l'Orateur, a un double but qu'il est facile d'exposer en deux mots: "Assurer la permanence du foyer domestique et établir des règles de succession, qui, à la mort d'un des époux, sauvegarderont l'indépendance et l'avenir de la famille".

Il est vrai, M. l'Orateur, que nos lois protègent dans une très large mesure les biens meubles du colon, mais à peine est-il en possession de la patente de son lot, que celui-ci peut être saisi et vendu pour de vieilles dettes, contractées longtemps avant que le malheureux débiteur ait eu l'idée de se faire colon.

Et à quoi sert la protection des biens meubles du colon, quand la terre, le fond qui doit fournir les produits indispensables à l'existence, lui est enlevé?

Il n'est pas douteux, qu'un grand nombre de colons négligent de prendre la patente de leur lot, retenus uniquement par la crainte de la saisie et de la vente.

Généralement, M. l'Orateur, on ne se fait pas colon par plaisir.

Trop souvent, le plus souvent, c'est la dure nécessité qui pousse à cette extrémité, quand criblé de dettes, dans l'impossibilité d'établir le enfants, forcé de quitter la vieille paroisse natale, on va s'enfouir dans la forêt.

Si le lot une fois patenté peut être saisi et vendu par autorité, s'il n'est pas protégé, qu'arrive-t-il? Suivant l'expression si saisissante de Léon Donnat, "la famille est frappée toute entière dans son existence, les divers membres en sont jetés sur le pavé, jeunes et vieux se trouvent dans la

déconfiture de leur chef, non seulement sans ressources, mais encore sans abri, le foyer est quelquefois détruit à jamais".

Voilà ce qui arrive, quand le lot est patenté, au colon endetté avant la prise en possession de sa terre.

Mais quand le lot n'est pas patenté, le colon ne se sent pas chez lui, les jugements rendus lui pèsent lourdement, l'accablent et le tiennent dans un perpétuel état d'inquiétude voisin de la plus dure servitude. Son courage s'émousse, toute ambition, tout amour-propre, tout esprit de progrès et d'initiative l'abandonnent. Ne se sentant pas rassuré contre les coups de la fortune dans l'avenir, loin de travailler avec l'ardeur et l'entrain du propriétaire libre, indépendant, inattaquable sur son domaine, il est insouciant, il garde juste ce qui lui est indispensable pour labourer sa terre et empêcher sa famille de mourir. Il ne conserve que ces misérables objets, que la loi actuelle met hors de l'atteinte des créanciers, qui suffisent à peine pour l'empêcher de périr d'inanition, mais lui interdisent implacablement de songer même à ces grandes améliorations en bétail et machines agricoles, devenues aujourd'hui d'une nécessité absolue, pour rendre la culture rémunératrice.

Sous le régime de la loi que je soumets à la Chambre, M. l'Orateur, il ne peut même venir à l'idée d'un créancier, dont la créance remonte à une date antérieure à l'occupation du lot, de rechercher s'il y a quelque chose de saisissable chez le colon, car les recherches seraient vaines et le coût en retomberait sur leur auteur.

Le colon, se sentant absolument libre de toute inquiétude à cet égard, travaillera avec courage, énergie et confiance dans l'avenir.

Sachant que chaque coup de hache qu'il portera aux arbres de la forêt tournera à son bénéfice, assurera, même après sa mort, l'existence de sa famille et l'indépendance de ses enfants, il deviendra un homme nouveau, animé d'un zèle et d'une ardeur capables des plus grandes choses.

"Si le "Homestead" disparaissait alors, écrit un grand penseur et un grand écrivain français, laissant sans abri une veuve et des enfants mineurs, la sollicitude de la loi deviendrait sans effet. C'est au moment où le ménage étant privé de son chef, l'exemption légale deviendrait plus bienfaisante que cette exemption s'évanouirait tout-à-coup. Le sentiment qui porte un citoyen au travail et à la prévoyance, ne réside pas seulement dans l'ambition d'acquiescer, il a aussi sa source dans le désir de conserver et de transmettre. Un créateur de "Homestead" ne vise pas uniquement à posséder de son vivant un foyer insaisissable; la pensée de léguer aux siens, dans les conditions où il en jouit lui-même, est de nature à accroître l'effort qu'il fait pour la constituer."

C'est pourquoi, M. l'Orateur, nous avons inséré dans ce bill toutes les garanties indispensables à la transmission intégrale d'un conjoint décédé au survivant et de ce dernier aux descendants de père en fils, aussi longtemps que le domaine sera

occupé par les descendants directs du concessionnaire primitif.

Ces exemptions vont trop loin dit-on, elles ne sont pas justes pour les créanciers, elles sont de nature à priver le colon de la faculté d'emprunter et à diminuer le crédit si nécessaire dans les premières années de son établissement.

Je trouve, M. l'Orateur, dans une admirable étude que je citais à la Chambre en 1890, la réfutation de ces objections, bien faibles, quand on place en regard l'expérience des Etats-Unis où la loi du "Homestead" existe dans 44 Etats et où la tendance, loin d'être dans le sens de la diminution, s'accroît de jour en jour davantage vers l'augmentation des exemptions de saisie.

"On peut nous dire d'abord, écrit l'auteur cité dans la Réforme sociale d'avril 1888, que ces lois encouragent la malhonnêteté. Un homme peut emprunter avec insouciance et improbité, quand il sait qu'il a la ressource de se retirer dans son "Homestead" et de se rire de ses créanciers. Je ne nie certes pas que cela ne se fasse quelquefois, surtout dans les Etats où la valeur préservée de la saisie est très considérable et où la loi ou bien l'application de la loi contre la fraude est très relâchée. Mais on ne prouve rien contre une institution par les abus qui en résultent parfois, car c'est là le sort de ce qu'il y a de meilleur et de plus nécessaire. L'abus en question est dû plutôt à la faute des tribunaux qu'à celle de la loi elle-même, et il y a lieu de croire que parmi les gens qui empruntent, le niveau de l'honnêteté a monté plutôt que baissé par suite des lois du "Homestead". En effet, (ainsi que le consul Hayes Sadler le rapporte, p. 17) on a plus de confiance qu'auparavant dans l'honnêteté de l'emprunteur et qui-conque "montre des dispositions à trahir ses engagements, ne peut se procurer d'argent à aucun taux d'intérêt." Mais la meilleure réponse, c'est que pour un emprunteur malhonnête qu'on encourage, cinquante prêteurs sont entravés, et un obstacle puissant est imposé aux nombreuses fourberies des usuriers qui, en Angleterre et dans l'Europe occidentale peuvent faire leur proie, presque sans opposition, des membres les plus faibles de la société."

Un écrivain anglais, secrétaire de légation à Washington a écrit de son côté:

"A n'en pas douter, pour l'artisan, pour les classes laborieuses, les avantages provenant de cette législation sont très grands, et l'assentiment général de l'opinion se trouve en faveur de ces lois, comme le prouve le fait de la tendance à étendre plutôt qu'à restreindre les exemptions offertes, et toute tentative pour diminuer ou rapporter par la loi les privilèges accordés serait repoussée de tous côtés avec indignation. Les gens de peu de ressources trouvent dans ces lots un grand bienfait, puisqu'en cas de maladie ou de tout autre malheur, ils jouissent de ce sentiment de sécurité que leur domicile leur est assuré, et qu'ils ne seront pas réduits, au moment de la gêne, à un état de pauvreté abjecte. Le faible est protégé contre le fort, contre les marchands et usuriers sans scrupules qui tirent avantage de

l'ignorance et de la misère de leurs clients pour extorquer leur dernier centime. Ces lois couvrent aussi de leur protection la femme et la famille contre la folie du mari, puisque un "homestead" ne peut être vendu, hypothéqué ni abandonné par le mari sans le consentement de la femme. Il existe

indubitablement, dans les Etats, des milliers de familles qui ont été sauvées d'une ruine complète par ces humaines précautions."

Le consul Lyall, au Texas, rapporte ce qu'on dit dans cette immense Etat en faveur de la loi d'exemption: "qu'elle encourage le peuple à se marier, à être industriels, à acquérir des biens, à les augmenter; qu'elle empêche les gens qui ont été malheureux, d'être ruinés et expulsés par leurs créanciers; qu'elle empêche les pauvres veuves de tomber dans l'indigence et d'en venir à demander assistance aux contribuables, et que tout le monde sachant fort bien que la propriété foncière de chacun, (jusqu'à une certaine somme) ne peut servir de garantie, les affaires s'opèrent sur cette base et par conséquent il ne s'ensuit aucun préjudice (Ibid, p. 42)."

Après ces témoignages, dit M. Devas, je ne puis réprimer une fantaisie de mon imagination. Ces "capitalistes", ces hommes de loi, huissiers, marchands, agents d'affaires et autres mentionnés dans le rapport qui voudraient par suite de la loi ordinaire de l'économie politique toujours prévaloir, et gémissant sur les "Homestead exemption laws", me font l'effet de ces bandes de loups d'Esope, qui rôdent autour d'un bercail bien clôturé et se plaignent de la folie des brebis ainsi que de la bonté aveugle du pasteur qui les garde dans une telle sécurité."

C'est mon opinion, M. l'Orateur, et je la base sur les conditions toutes spéciales de notre pays.

il en résultera un grand état de gêne dans la liberté des contrats et des transactions basées sur les propriétés achetées de la couronne.

Mais, avec M. Vidal ancien député à la Chambre française, je demanderai: "A quoi bon stipuler en faveur de la famille et de la stabilité des foyers, l'insaisissabilité de la maison du petit cultivateur, si on le laisse libre d'aliéner cette maison? Qu'aura donc gagné la stabilité des foyers à cette entrave, plus gênante qu'efficace, résultant de l'insaisissabilité?"

Cette objection, très grave, milite, à mon avis, d'une manière décisive en faveur de l'inaccessibilité et de l'inaliénabilité du "Homestead".

Si toutefois la Chambre est d'un avis contraire je suis tout disposé à me rendre à son sentiment, pourvu cependant que l'aliénation du "Homestead" soit rendue tellement difficile, soit entourée de tant de formalités, de tant de précautions légales et judiciaires, qu'on ne songe y recourir que dans les cas d'impérieuse nécessité, d'urgence extrême.

Je viens, M. l'Orateur, d'exposer les motifs généraux, les raisons communes à tous les pays qui peuvent être invoqués pour rétablissement du "Homestead."

Il en est cependant, chez nous, M. l'Orateur, quelques-uns d'une nature spéciale qui nous font

un devoir, de rendre plus libérales qu'ailleurs, ces lois d'établissement et d'exemption du "Homestead".

Plus ceux des autres contrées, à cause du climat rigoureux, de l'éloignement et de la rareté des marchés et des grandes voies de communication, à cause aussi de la nature du sol, couvert d'une forêt, dont des travaux pénibles, autant que longs, parviennent seuls à avoir raison, nos colons ont droit à une protection toute spéciale dans leurs travaux de défrichement.

La grandeur des efforts de nos colons, l'importance de leur mission, leur héroïsme, je dirai, méritent cet encouragement, oui, cette récompense de la part de l'Etat.

Leur oeuvre est pure et noble dans son but; elle est courageuse dans son action; décisive dans ses résultats. C'est encore une fois l'oeuvre de la nation tout entière, et pourtant on la laisse entre des mains héroïques sans doute, mais faibles et débiles, les mains du défricheur canadien, le plus courageux des hommes, mais aussi, souvent, trop souvent, le plus pauvre, le plus délaissé et le plus misérable des habitants de la province.

Le colon poursuit cette oeuvre, sans bruit, sans réclame; il ne se demande guère si l'on pense à lui, là-bas, dans les villes que son travail enrichira davantage. Il compte peu sur les gouvernements: il n'a pas droit de voter aux élections. Il est là comme perdu dans la forêt, occupé aux labeurs que le riche n'oserait entreprendre, que l'homme des villes, dans presque tous les cas, ne saurait poursuivre; il est le pionnier qui ouvre la voie.

L'homme de quelques ressources pécuniaires viendra peut-être un jour recueillir à vil prix le fruit de son travail et moissonner ce que ses sueurs auront arrosé, ce que les larmes de sa femme et de ses enfants auront fécondé! Il pense à tout cela quand il est seul, le soir, sa rude journée faite. Il n'oublie même pas qu'il ne lui sera pas toujours donné, comme au semeur exilé du peuple de Dieu, de moissonner dans l'allégresse ce qu'il aura semé dans les pleurs.

Qu'importe! il reste ferme au poste, il persiste malgré tous les revers, jusqu'à ce que le sentier qu'il a frayé s'élargisse, devienne grande route, chemin public, par où d'autres hommes courageux viendront se grouper autour du vaillant pionnier. Et le moulin, et le magasin surgissent, la chapelle s'élève, bientôt suivie de l'école. Ce jour doit marquer dans l'histoire de notre développement national et la patrie peut compter dans l'exaltation d'un grand bonheur une jeune et vigoureuse recrue qui lui sera d'un précieux secours dans la poursuite de ses destinées.

Voilà l'oeuvre du colon! Et qui nous dit qu'autour de cette paroisse nouvelle ne surgiront pas, dans la suite des années, d'autres paroisses qui, se succédant les unes aux autres, se prêtant main forte mutuellement, donneront naissance au Vicariat apostolique, puis à l'Evêché, cette institution divine comportant à la fois pour nous, Franco-canadiens, grandeur politique et puissance religieuse, contre laquelle ne prévaudront jamais

certains pouvoirs humains, bruyamment activés, fastueusement soutenus, qui sont allés se briser contre les murs de la hiérarchie catholique une fois celle-ci constituée dans tout le perfectionnement de son organisme.

Cette oeuvre, on le voit, est sublime dans son modeste héroïsme et personne M. l'Orateur, ne s'étonnera si nous songeons à l'encourager, à le protéger par l'institution du "Homestead" avec les privilèges les plus étendus qui peuvent s'y rattacher.

Ils ne peuvent rien demander de plus, de notre côté nous sommes dans l'impossibilité de faire davantage pour eux, mais nous avons le droit de leur demander de se borner à être colons et de ne pas se faire marchands de bois.

Les marchands de bois et les colons n'ont aucun motif de se poser en rivaux. Ils doivent au contraire s'entraider dans leur oeuvre respective.

Le colon est par vocation, par nécessité, le destructeur de la forêt, puisque son objectif est de remplacer la forêt par des champs en culture.

Le marchand de bois, le propriétaire de concessions forestières, au contraire, a tout intérêt à la conservation de la forêt qui alimente son industrie, lui procure des bénéfices et parfois la fortune.

Il est donc de toute évidence que les deux ne peuvent opérer sur le même champ où ils se nuiraient mutuellement. Il faut donc délimiter avec soin leur champ d'action respectif, et les y tenir confinés autant que possible.

L'idéal, tant au point de vue de la liberté du colon que des résultats pratiques de l'exploitation forestière, serait donc d'établir une séparation bien tranchée, radicale, des territoires réservés à la culture d'avec ceux destinés au commerce de bois.

Cette démarcation paraît, sinon impraticable, au moins hérissée de difficultés.

Cependant, après avoir octroyé au colon tant de privilèges, tant d'avantages, le gouvernement a un devoir à remplir envers ceux qui se livrent à l'exploitation de nos richesses forestières. A eux aussi il doit une protection efficace.

Il ne faudra donc pas que la Chambre et le pays s'étonnent, si, cherchant à augmenter les revenus qu'il tire de ses bois et de ses forêts, le gouvernement bornait son action à pousser la colonisation sur les terrains seulement où la culture est praticable.

Le propriétaire de concessions forestières est fermier de la couronne, à laquelle il paie la partie la plus considérable de son revenu. Il est plus que le fermier du gouvernement. Il est son associé. Il exploite, sous la surveillance et le contrôle du gouvernement, un domaine dont celui-ci est seul propriétaire. Tous deux ont un intérêt égal à la conservation de la forêt.

Autant il est vrai, M. l'Orateur, qu'il convient que le colon soit libre sur sa terre libre, autant il est vrai que c'est un devoir impérieux pour le gouvernement de mettre à part, nos domaines forestiers, de les protéger, de les défendre avec un soin jaloux contre toute dévastation inutile, contre

tout empiètement injuste et ruineux pour nos concessionnaires forestiers, ou, ce qui est la même chose, le coffre de la province. Ontario, Manitoba, le Nord-Ouest attirent nos populations et les nous enlèvent, tandis que nous possédons d'immenses étendues de terrain sur lesquels nous pourrions les établir à l'aise.

Il est permis, sans doute, de croire, sans pécher, à l'influence providentielle de notre race dans les autres provinces et même dans les Etats-Unis, il est permis de donner à cette croyance les formes attrayantes d'un beau rêve patriotique, mais il faudrait avant tout commencer par peupler notre propre pays où nous avons encore de si vastes territoires inhabités. On songera à peupler les pays voisins plus tard, car c'est chez nous seulement que les nôtres se sentent à l'aise, se sentent libres chez eux.

Le secret de notre influence, M. l'Orateur, est là d'ailleurs: "Il ne faut pas éparpiller nos forces, mais les concentrer, les unir étroitement pour en former."

Au moyen de leur admirable législation sur les "Homestead", les Etats-Unis ont attiré sur leur territoire des millions d'étrangers et des millions de nos meilleurs canadiens.

Notre devoir, M. l'Orateur, est de les imiter, que dis-je, de les surpasser.

Oui, les surpasser, car notre route sera encore trop semée d'obstacles à surmonter pour sortir vainqueurs de cette grande lutte de nation à nation pour l'accroissement des populations.

N'avons-nous pas jusqu'aux émissaires du Brésil à combattre?

Offrons donc à nos compatriotes tous les avantages imaginables et s'ils refusent d'en bénéficier, au moins le gouvernement n'aura rien à se reprocher, il aura la conscience d'avoir fait son devoir et tout son devoir.

Je me résume, M. l'Orateur, en citant quelques fragments consacrés à l'éloge qui a été fait partout de la loi des "Homesteads" et des exemptions qui lui semblent inhérentes.

"L'acte du "Homestead" est maintenant la méthode approuvée et préférée pour acquérir le titre aux terres publiques... et c'est le produit d'un système qui avait été en vigueur pendant près de 80 ans, et aujourd'hui, depuis une centaine d'années que les Etats-Unis ont acquis la première de leurs terres publiques, le "Homestead Act" demeure comme la quintessence de la sagesse législative en rapport avec la colonisation des terres publiques.

Il protège le gouvernement, il peuple les Etats de familles, il établit les sociétés; il écarte le danger des désordres sociaux et civils en donnant la propriété du sol, par petites parties, à ses occupants.

Ce n'est pas la copie d'un système existant chez aucune autre nation, cette loi est distincte-

ment d'origine américaine et elle reste comme un monument en l'honneur de ceux qui l'ont établie."

Un célèbre avocat de Washington, très versé dans les questions de tenure des terres, M. Copp, dit: "Pour les peuples de l'Europe, où le prix élevé de la propriété foncière confère une distinction aux propriétaires du sol, il semble incroyable que les Etats-Unis abandonnent pour rien cent soixante acres (160) de terre; pourtant, c'est le cas: en se conformant à la loi du "Homestead", et en payant de légers honoraires et commissions aux officiers locaux, on obtient le titre à un quart de section de terre du gouvernement. Les ouvriers, dans d'autres pays, qui ont de la difficulté à soutenir leur famille, peuvent acquérir ici richesses, privilèges sociaux, et honneurs politiques, par une industrie intelligente et une patiente frugalité de quelques années. Tous ceux des Etats de l'Atlantique que découragent les lentes et ennuyeuses méthodes d'acquérir l'indépendance, trouveront de riches récompenses offertes aux colons de talent et d'énergie qui s'établissent sur les terres publiques: d'un autre côté, tous ceux qui ont été malheureux en affaires, et les personnes chargées de dettes peuvent, dans les Etats de l'Ouest et du Sud, recommencer une vie nouvelle, car la loi du "Homestead" déclare expressément que: "aucune terre acquise en vertu des dispositions de ce chapitre "Homestead" ne sera responsable pour aucunes dettes contractées avant l'émission de la patente pour cette terre."

La loi du "Homestead" c'est la grande charte, "magna carta", du pauvre ou du malheureux en affaire, c'est l'émancipation par le travail et la bonne conduite, du défricheur, modeste par le nom, les habitudes et l'éducation peut-être, mais grand par ses fonctions, fondateur de paroisses, de villes, de diocèses, honnête et probe dans sa vie, admirable dans ses rudes labeurs c'est l'invitation à tous les citoyens du pays, à l'ouvrier des villes surtout, mais aussi à l'habitant des vieilles paroisses chargé de dettes ou d'enfants à créer un "home", ce "sweet home" chanté avec attendrissement par les bouches anglaises, comme par les bouches françaises ici, pour redire les joies de la vie domestique mise à l'abri des rigueurs de la fortune, la fécondité du travail libre et l'inviolabilité du séjour de la famille transmis intégralement de génération en génération avec les pieux souvenirs et les vertueuses traditions qui s'y rattachent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare que ce bill soulève une question qui ne peut être considérée comme une question de parti. Il dit approuver les principes de ce bill. Il désire par contre avoir plus de temps pour en étudier les détails.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La séance est levée à onze heures et demie.

Séance du 23 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Rapports de comités:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter à votre honorable Chambre sans amendement:

Loi (bill no 138) concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter à votre honorable Chambre avec certains amendements:

Loi (bill no 70) amendement la charte de la compagnie "L'Union des abattoirs de Montréal."

Maisons d'accouchement et hospices

M. P. GRENIER (Champlain): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill (bill no 100) concernant les maisons d'accouchement et les hospices. Voici le rapport:

Votre comité a choisi P. Grenier, écuyer, pour son président et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Adopté.

Union des abattoirs de Montréal

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le député de Montréal no 3 (M. D. Parizeau), que le bill (bill no 70) amendement la charte de la compagnie "L'Union des abattoirs de Montréal", soit réimprimé aux frais des promoteurs dudit bill.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 115) relatif aux recorders.

Ce bill prévoit, qu'à l'avenir, un recorder ne pourra être démis de ses fonctions sans un ordre exprès du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 28) amendement la loi électorale.

Il dit que ce bill prévoit l'établissement de listes électorales pour certaines divisions qui le nécessitent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Salaire payé à O.-A. Robitaille

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): Pour quelle raison le salaire de O.-A. Robitaille, médecin de la prison de Québec, est-il entré pour 9 mois seulement à la page 115 des comptes publics de 1896?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le salaire du médecin de la prison de Québec est payable par trimestres et le compte du salaire pour le trimestre expiré le 30 juin 1896 n'a été produit et payé que dans le premier trimestre de l'année fiscale courante.

La Reine vs J.-B. Tessier

M. H. CARON (Maskinongé): Quel est le coût du procès La Reine vs J.-Bte Tessier de Louiseville?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le gouvernement ne pourra répondre à cette question que quand les comptes du trimestre en cours lui auront été transmis, c'est-à-dire après le 31 décembre courant.

Demande de documents:

Condamnation contre F. Bouffard

M. L.-F. PINAULT (Matane): Propose, appuyé par le député de Charlevoix (M. J. Morin), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance se rapportant à l'exécution de la condamnation prononcée contre François Bouffard, fils, de Saint-Jérôme de Matane, le 12 juin dernier, pour vente de boissons sans licence.

En proposant la motion que je fais maintenant, mon but est de faire connaître à cette Chambre et au pays la conduite injuste du gouvernement dans certains cas. Je veux faire voir avec quelle rigueur et quelle sévérité l'on traite les "libéraux" et avec quelle douceur et quel ménagement l'on protège les favoris du Parti conservateur.

M. l'Orateur, je ne crains pas d'accuser ici le gouvernement de partialité et de favoritisme dans l'administration des affaires du revenu. Il persécute indignement certains libéraux tandis qu'il protège ses créatures favorites. L'on n'obtient pas de ce département justice égale pour tout le monde. On jette en prison ces misérables rouges qui ont le malheur de commettre des infractions aux lois du revenu, tandis qu'on laisse en liberté ces bons conservateurs. Même, je dirai plus, on leur donne des contrats.

J'ai posé l'autre jour certaines questions au gouvernement; mon but était d'avoir la preuve des avancés que je fais maintenant. Le gouvernement a été quelque peu réticent, mais j'en ai obtenu suffisamment pour prouver l'accusation que je porte contre les messieurs de l'autre côté de cette Chambre.

J'ai demandé si François Bouffard, fils, de Matane, avait été condamné dans le mois de juin dernier pour vente de boisson sans licence. L'on m'a répondu que oui et que la condamnation avait été exécutée le 12 juillet. C'était une erreur que l'honorable trésorier (l'honorable A.W. Atwater) voudra bien corriger, ce n'est pas le 12 juillet, mais le 12 juin dernier que l'exécution a été prise.

Aussi Bouffard a été poursuivi dans le mois de juin, et condamné le 12 du même mois. Il a été pris le même jour, et arrêté et conduit à la prison de Rimouski le 18 juin. Les amis de ces messieurs, les conservateurs de Matane s'étant vantés de faire perdre ce vote aux libéraux à la dernière élection et grâce à la sollicitude du gouvernement, ils ont réussi. Bouffard a été envoyé en prison 5 jours avant la votation, son arrestation a coûté plus de \$20. à la province à part les frais du procès.

L'an dernier un M. Létourneau de l'extrémité de mon comté était aussi poursuivi et envoyé de suite en prison. Son arrestation a coûté au moins \$50 à \$60. à raison de son éloignement de la prison de Rimouski. Le gouvernement n'a pas craint de faire les dépenses nécessaires pour faire punir ce misérable "libéral".

Les deux messieurs dont je viens de parler avaient le tort d'être des libéraux.

Maintenant prenons d'autres cas, nous allons voir si le gouvernement a été aussi sévère. J'ai aussi posé une question à propos de Flavien Gauvreau, de Métis. J'ai demandé si ce monsieur avait payé la part afférente au gouvernement dans la condamnation prononcée contre lui le 14 octobre 1891. Remarquons bien, le 14 octobre, 1891. Il y a au-delà de 5 ans. On m'a répondu que le 31 mars dernier instruction avait été donnée d'exécuter le jugement. Est-il exécuté ce jugement? Je suis en mesure d'affirmer qu'il n'est pas exécuté, qu'il ne le sera pas, et ce monsieur ne sera pas jeté en prison. A l'heure actuelle il est à l'emploi du gouvernement.

Voici un monsieur qui a été condamné en 1891. En janvier 1892, pendant les élections on lui accorde 3 mois de délai. En 1893 une interpellation est faite, il n'a pas encore payé. En 1895 une autre interpellation est aussi faite, il n'a pas payé, mais on nous annonce que le jugement va être exécuté. En 1896 sur une autre interpellation on répond que l'ordre a été donné d'exécuter le 31 mars dernier, mais au mois de décembre le jugement n'est pas encore exécuté.

Pourquoi toutes ces lenteurs, ces délais et ces ménagements dans le cas de Gauvreau et pourquoi tant de rigueur et de célérité dans le cas de Bouffard et de Létourneau?

Ah! messieurs, la raison en est bien simple, Gauvreau est un chef conservateur de Métis, c'est lui qui aux dernières élections avait l'avantage de voiturier la précieuse personne du premier ministre, tandis que les deux autres sont des misérables libéraux qu'il faut anéantir par tous les moyens.

Bouffard est un pauvre infortuné, malade depuis nombre d'années d'une maladie incurable, complètement incapable de travailler, les jambes couvertes de plaies horribles. Cet homme, un jour, pour ne pas mendier, pour se procurer un peu de

pain, s'est permis de vendre quelques verres de boisson, de suite il est poursuivi, condamné et amené à la prison de Rimouski et là détenu pendant 3 longs mois.

Quiconque connaît ce M. Bouffard dira sans hésiter que c'était une honte, un acte de cruauté révoltante d'envoyer cet homme en prison. Des requêtes furent faites, signées par un grand nombre de citoyens, des certificats de médecin furent aussi produits, tout fut inutile, Bouffard dut faire son temps. Les amis du gouvernement s'étaient vantés de faire perdre ce vote aux libéraux et ils ont réussi. Mais ils n'ont pas craint de commettre une infamie pour arriver à leur but. C'était avec de semblables moyens et le manteau de la religion qu'on espérait emporter les dernières élections.

Le gouvernement exerce-t-il la même rigueur vis-à-vis ses fidèles amis?

Vous avez le cas de Gauvreau qui est un exemple de favoritisme révoltant. Je vais maintenant citer un autre cas bien connu de certains ministres. C'est le cas de Ed. Lapointe qui tient ouvertement et publiquement une auberge en la cité de Québec. Son restaurant n'est pas à plus de 500 pieds du Parlement. N'importe qui qui passe par le marché Montcalm peut voir son établissement avec l'enseigne ordinaire "Autorisé à vendre en détail des liqueurs enivrantes".

Lapointe n'a pas de licence depuis mai 1893. Cependant, il vend ouvertement tous les jours, tout le long de l'année, même les dimanches, car il a déjà été poursuivi par la cité pour avoir vendu le dimanche. Ce monsieur n'a pas été traîné en prison, on n'a pas employé contre lui la rigueur qu'on a mise contre Bouffard et Létourneau. Il n'a été poursuivi qu'une seule fois pendant quatre ans, quoiqu'il vende ouvertement et fasse des affaires prospères.

Ce brave M. Lapointe a l'avantage d'être un conservateur de la plus belle eau. C'est pourquoi il jouit d'une si puissante protection. Non seulement il peut vendre impunément de la boisson sans licence, mais encore il trouve le moyen d'avoir des contrats du gouvernement. On voit dans les derniers comptes publics son nom figurer pour \$875 pour le département des Travaux publics.

M. l'Orateur, je n'ai pas l'intention d'en dire plus long, mais j'espère que mes remarques seront prises en sérieuse considération par le gouvernement et qu'à l'avenir les citoyens de cette province seront traités avec une justice égale.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Nie toute responsabilité pour cette erreur qui est la faute d'un commis du département.

Il plaide l'ignorance des faits disant qu'il était novice dans le département et que les faits imputés s'étaient passés avant lui. Il dit qu'il ne connaît pas les préférences politiques de M. Bouffard et qu'il n'y a pas de favoritisme politique dans l'administration de son département. Il n'a pas eu connaissance que l'on ait demandé au gouvernement d'intervenir en faveur de Bouffard.

La justice a suivi son cours normal; M. Bouffard a été poursuivi et puni selon la loi. S'il existait des circonstances atténuantes, il aurait aimé les

connaître en temps opportun afin de rendre justice à cet homme.

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Dit que le trésorier (l'honorable A.W. Atwater) n'a pas répondu à la question. Il ajoute que la Chambre se souviendra que le trésorier de la province a admis ignorer des faits qui se produisent dans son département. Cela ne l'excuse pas d'avoir consenti à ce que le gouvernement n'exécute pas les jugements contre certains de ses partisans alors qu'il l'a fait pour des libéraux.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que cette plainte est ridicule. Elle a déjà été soumise aux tribunaux lorsque l'honorable M. Taillon a poursuivi l'Electeur; cause Taillon vs Pacaud sur une accusation semblable et l'Electeur a été condamné parce que son accusation n'était pas fondée.

Il critique le fait que l'on soulève en Chambre des questions qui ont été tranchées par les tribunaux.

D'ailleurs, ce n'est pas le temps de discuter le cas de Bouffard parce que les documents ne sont pas produits. Pour juger en connaissance de cause de l'administration du département du Trésor, la Chambre ne peut pas se baser seulement sur le plaidoyer du représentant de Matane (M. L.-E. Pinault); il lui faut absolument avoir les documents.

M. L.-F. PINAULT (Matane): Dit que l'Electeur avait été poursuivi par M. Taillon pour un article contenant deux accusations distinctes de favoritisme. Après cet article, le journal reçut une menace de poursuite de la part de l'ex-premier ministre. En réponse à cette menace un autre article plus sévère et plus violent fut publié dans lequel on répétait les mêmes accusations et en même temps on citait des cas nombreux, entre autres celui de Gauvreau dont il a été question plus haut. L'Electeur offrait la preuve de ces cas et défiait l'honorable ministre de le poursuivre.

L'action fut prise contre le journal pour le premier article seulement, on s'est bien gardé de parler du second article qui contenait des charges beaucoup plus formidables que le premier. Le journal dans sa défense a affirmé de nouveau la vérité des faits et spécialement la vérité des accusations contenues dans le second article, le demandeur a fait mettre cette partie du plaidoyer de côté alléguant que le défendeur était poursuivi seulement pour le premier article.

Voilà les faits exacts, dit le député de Matane (M. L.-F. Pinault). Quant aux deux accusations contenues dans l'article incriminé le défendeur en a prouvé une parfaitement, mais il a failli dans la preuve de l'autre.

L'action était pour \$199.99 et le défendeur n'a été condamné qu'à \$100.00 une des accusations ayant été prouvée et l'autre ne l'ayant pas été. Maintenant voilà le fameux certificat d'honnêteté que l'ex-premier ministre a obtenu des tribunaux.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Contredit l'affirmation du député de Matane (M. L.-F. Pinault) que quelqu'un se soit chargé de transporter de place en place la précieuse personne du premier ministre durant la dernière élection dans le comté de Matane.

La proposition est adoptée.

Sommes payées à H. Grenier et P. Pageau et Cie

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des comptes sur lesquels ont été payées les sommes suivantes, page 185, comptes publics de 1896:

Hector Grenier, ferronneries, etc.	\$ 906.23
P. Pageau & Cie, meubles et réparation de meubles.	409.05
P. Pageau & Cie, un garde-robe pour l'Assemblée législative.	120.00
Adopté.	

Sommes payées à des conférenciers agricoles

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des sommes suivantes, payées aux messieurs ci-après nommés, pour dépenses de voyage et services en rapport avec les conférences par eux données en différents endroits, tel que porté aux comptes publics de 1896, page 176 et 177:

O.-E. Dallaire, dépenses de voyage.	\$ 450.00
Docteur W. Grignon, dépenses de voyage.	816.88
George Moore, services, etc.	705.08
Docteur C.-J. Coulombe dépenses de voyage.	1015.09
J.-P. Nantel, dépenses de voyage.	317.99
J.-A. Marsan, dépenses de voyage.	121.99
Adopté.	

Sommes payées à A.-R. Pruneau et Cie, Côté et Faguy, Châteauevert et Cantin et B. Léonard

M. V. GLADU (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé des comptes sur lesquels ont été payées les sommes suivantes aux personnes ci-après mentionnées (Voir page 182, comptes publics de 1896).

A.-R. Pruneau & Cie, pour charbon de chauffage.	\$ 696.57
Côté & Faguy, marchandises sèches.	121.40
Châteauevert & Cantin, entretien des horloges et cloches électriques, du premier avril 1895 au trente juin 1896.	1 500.00
B. Léonard, rideaux de chassis (blinds) peinture de couvertures, etc.	135.17
Adopté.	

**Sommes payées à Madden et Ellis,
R. Borland et Co., J. M. Webster et
Co. et E. Trudel**

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Charlevoix (M. J. Morin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des comptes, sur productions desquels ont été payées les sommes suivantes, page 184 des comptes publics de 1896:

A Madden & Ellis, charbon. \$1 378.68
A R. Borland & Co., charbon. 741.03
A J.M. Webster & Co., charbon. 686.83
A Eugène Trudel, bois de chauffage _____ 314.30
Adopté.

**Sommes payées aux artisans, journaliers etc.,
et à O. Gignac et Fils**

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Charlevoix (M. J. Morin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des listes de paye des artisans, journaliers, etc., au 30 juin 1896, sur lesquelles a été payée la somme de \$16 130.58.

2. Un état détaillé du compte payé à O. Gignac & Fils, pour bois, pour réparations, etc., au montant de \$1 550.21.

Adopté.

**Cour des commissaires, Saint-Hilarion,
comté Charlevoix**

M. J. MORIN (Charlevoix): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et différentes personnes concernant l'établissement d'une cour des commissaires dans la paroisse de Saint-Hilarion, comté de Charlevoix, depuis l'année 1892.

Adopté.

Documents:

Asile Saint-Jean-de-Dieu de Longue-Pointe

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stansfeld): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 30 novembre 1896 demandant copie de tous documents, correspondances, ordre en conseil et contrats se rapportant aux arrangements faits pour la garde et l'entretien des aliénés pour l'asile de Saint-Jean-de-Dieu, à la Longue-Pointe, le ou vers le 13 juin 1895. (Document de la session no 65)

Loi concernant les dentistes

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill E) du Conseil législatif intitulé: "Loi concernant les dentistes".

Par cette loi les dentistes demandent qu'il leur soit permis d'employer comme aide des dentistes diplômés du Québec ou d'ailleurs.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Demande la permission de référer ce bill à un comité spécial pour étudier l'avis de motion qu'il a déjà présenté.

Refusée. La proposition est adoptée.

En comité:

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose comme amendement que les mots "ou d'ailleurs" soient retranchés du projet de loi.

Il prétend que la majorité des dentistes s'opposent à ce bill dont le but est de permettre à des dentistes étrangers d'exercer leur profession dans la province. Comme l'association dentaire est un organisme constitué en corporation comme le Barreau ou le Collège des médecins et des chirurgiens, il est d'avis qu'elle a le droit d'être consulté sur la question. Toute personne ne détenant pas un diplôme ne devrait pas être autorisée à pratiquer soit comme dentiste ou comme assistant, ajoute-t-il.

L'HONORABLE P.-E. LEBLANC (Laval): Se prononce en faveur de ce bill. Il soutient que la Chambre n'a pas compris clairement les motifs de ce bill. On veut simplement permettre à des dentistes étrangers d'exercer leur profession sous la surveillance personnelle des dentistes qui les emploieraient. Il ne voit aucune objection à ce bill et ne comprend pas pourquoi on refuserait à des dentistes américains de venir pratiquer ici alors que les dentistes canadiens sont autorisés à étudier aux Etats-Unis et à revenir pratiquer au Canada et même au Québec. Ces mêmes dentistes canadiens attirent leur clientèle en faisant valoir leur diplôme de l'université d'Hartford ou du Collège dentaire de Pennsylvanie ou de tout autre collège dentaire américain. Il croit que les dentistes sont très sages d'agir ainsi puisque le Collège dentaire de la province de Québec ne vaut rien. Ce collège possède un local de trois pièces où il y a deux chaises de dentistes et aucun laboratoire. On n'y donne presque jamais de cours et les professeurs sont des dentistes de Montréal. L'adoption de ce bill rendrait justice aussi bien au public qu'aux dentistes eux-mêmes, car les collèges dentaires américains communiqueraient leurs connaissances et leurs techniques acquises à l'étranger à leurs collègues canadiens.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Se déclare contre le bill et soulève plusieurs objections. Il dit que notre devise devrait être "le Canada aux Canadiens". Les Américains renvoient des infirmières canadiennes qui sont malades sous le prétexte qu'elles sont canadiennes. Alors, il ne comprend pas pourquoi le Canada devrait admettre les dentistes américains à pratiquer ici. De plus, il affirme que le Collège dentaire de la province de Québec exige certaines qualifications

des étudiants, alors que les collèges américains n'exigent pas cette mesure de protection.

L'HONORABLE P.-E. LEBLANC (Laval): Croit que les remarques du député de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guerin) sont teintées de chauvinisme.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Au contraire, elles démontrent qu'il est un bon canadien.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Défend aussi le bill.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Regrette que ce bill n'ait pas été soumis à un comité spécial qui aurait entendu les parties intéressées.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est adopté sur division (25 contre 15).

M. V. ALLARD (Berthier): Propose comme amendement, que les gradués du collège dentaire de l'université de Pennsylvanie et de Harvard soient autorisés à exercer leur profession ici, selon les conditions mentionnées dans le bill.

L'HONORABLE P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que ces deux universités étant parmi les plus réputées des Etats-Unis et des plus fréquentées par les Canadiens, il croit que ce fait devrait régler la difficulté. Il n'approuve pas le chauvinisme exprimé par le député de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guerin), bien qu'il appuie le principe jusqu'à un certain point.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3) et LA. BAKER (Lévis): Prennent la parole.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Favorise la formation de nos dentistes chez nous.

M. J.P. COOKE (Drummond): Fait quelques suggestions.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Attaque le député de Drummond et lui offre sa place s'il veut prendre la parole.

D'AUTRES DÉPUTÉS: Prennent part à la discussion.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est rejeté sur division (25 contre 20).

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

Corruption municipale et civique

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Montmorency (M. E. Bouffard), que le bill (bill no 125) concernant la corruption municipale et civique soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Code municipal

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Missisquoi (M. E.E. Spencer) que le bill (bill no 136) amendement le code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Sociétés d'assurance mutuelle contre le feu

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 81) amendement le code civil et les statuts refondus relativement aux privilèges des sociétés d'assurance mutuelle contre le feu.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Maisons d'accouchement et hospices

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), que les représentants des comtés de Montréal no 6 et Montréal no 2 (M. J. J. E. Guerin et O.-M. Augé), soient ajoutés au comité spécial chargé d'examiner le bill (bill no 100) concernant les maisons d'accouchement et les hospices.

Adopté.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à neuf heures

Charte de Montréal

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits, en comité général, au bill (bill no 80) amendement la charte de la cité de Montréal et ses amendements, lesquels amendements sont adoptés.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession A. Prévost

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, hier à la proposition que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill (bill no 56) déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Dit que les biens d'Amable Prévost et ceux de sa veuve qui avait donné sa part de communauté, étaient compris dans le partage.

C'était un partage définitif dans ses termes. Le juge Jetté en a décidé ainsi. Quant au juge Taschereau, il n'a jamais été appelé à décider la question.

Ne pas adopter le projet de loi, ce serait entraîner des pertes considérables, car il y aurait renouvellement de partage au décès de chaque grevé de substitution. Chaque grevé n'aurait aucun intérêt à faire fructifier sa part, puisque ce serait au profit de ses cohéritiers.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Prétend que la question soulevée par ce projet de loi est du ressort des tribunaux, et qu'il n'appartient pas à la législature de s'ingérer dans ces sortes d'affaires.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): S'élève avec force contre ce qu'il appelle une ingérence dans des questions qui sont exclusivement du ressort des tribunaux.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Prend aussi la parole.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bernatchez, Bourbonnais, Duplessis, Flynn, Gosselin, Hackett, Lemieux, Marion, Martineau, Morin, Panneton, Parizeau, Rioux, Spencer, Tétreau, 16.

Contre: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Bisson, Bouffard, Carbray, Caron, Cholette, Chicoyne, Cooke, Dechêne, Girard (Lac-Saint-Jean), Girouard, Greig, Grenier, Guerin, McClary, McDonald, Magnan, Nantel, Normand, Parent, Pelletier, Petit, Pinault, Poirier, Stephens, Tellier, 29.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division (39 contre 16).

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Magog

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 63) constituant en corporation la ville de Magog.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 98) modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. V. ALLARD (Berthier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 77) concernant la charte de la cité de Montréal.

Ce bill met entièrement à la charge de la ville les améliorations à la rue Notre-Dame.

Adopté.

En comité:

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que le comité lève la séance. A son avis, cette mesure est la plus imprudente jamais présentée à la Législature. Les parties qui ont profité de ces améliorations sont les mêmes qui refusent d'en partager les coûts. Et les exempter de payer leur part de ces dépenses créerait un précédent dangereux. Le gouvernement serait assailli de demandes de même nature.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Dit que le temps alloué à l'étude des bills privés est écoulé et que le comité doit ajourner.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ecoles élémentaires

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que, demain, cette Chambre se forme en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant les écoles élémentaires.

Adopté.

Chemins de fer sous séquestre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certain-

nés résolutions concernant les chemins de fer sous séquestre.

Adopté.

Association agricole des Cantons de l'Est

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que, demain, cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. H. CARON (Maskinongé): Parle longuement des fausses promesses faites aux électeurs lors des élections de 1892.

Le gouvernement avait promis de travailler dans les intérêts de la colonisation. Au lieu de considérer l'intérêt du colon, le gouvernement a voté mesquinement quelques argents qui ont été employés dans plusieurs circonstances à acheter en bloc les colons électeurs.

Il en est de même des promesses de combler les déficits, de ne pas taxer le peuple, qui ont été violées les unes après les autres.

L'on devait dépenser moins, mais si l'on compare les dépenses de l'administration Mercier au gouvernement actuel, l'on voit que pendant les quatre années du régime Mercier, y compris l'année 1892 pour laquelle il ne peut être tenu responsable, les dépenses se sont élevées à \$19 332 483.93, tandis que sous l'administration Flynn le chiffre de la dépense s'élève à \$19 956.599, ce qui représente une augmentation sur l'administration Mercier de \$624 115.07.

Il parle aussi des dépenses du service civil. On a voté un salaire pour le président du Conseil législatif, augmentant d'un seul coup les dépenses de \$3 000. M. Ouimet, superintendant de l'Instruction publique a pris sa retraite avec une pension de \$2 300. en plus d'avoir été nommé conseiller législatif. Ces exemples indiquent la manière dont le gouvernement a augmenté les dépenses.

Il propose comme amendement, appuyé par le député d'Iberville (M. F. Gosselin), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "Les ministres actuels se sont engagés, lors des dernières élections, en pratiquant la plus stricte économie, à réduire la dépense publique au niveau de la recette annuelle, de manière à mettre fin aux déficits et éviter de nouveaux emprunts;

Que les dépenses du gouvernement civil sont celles sur lesquelles ils devaient plus particulièrement effectuer des réductions importantes en

réorganisant ce service de manière à le rendre plus efficace et moins dispendieux;

Que, loin d'accomplir cette promesse, ils ont augmenté le nombre des salaires et des pensions de retraite au lieu de les diminuer, comme le fait voir l'état suivant:

"Traitements du gouvernement civil pour 1895-96.	
"Voyez comptes publics, page 5.	\$204 901.00
"Pensions de retraite (Voyez comptes publics, page 13).	41.012.00
	\$245 913.00

"Traitements du gouvernement civil 1890-91.

"Voyez comptes publics, page 5. \$202 480.00

"Pensions de retraite (Voyez comptes publics, page 15).	28 669.00	231 149.00
Augmentation de 1895-96 sur 1890-91	\$	14 764.00

Que les ministres actuels ont ainsi augmenté la dépense de 1895-96 sur 1890-91, pour salaires et pensions, pour un montant de \$14 764.00, à peine compensée par une faible diminution des dépenses casuelles de ce service.

Et qu'ils ont, en conséquence, violé à cet égard les engagements solennels qu'ils avaient pris envers l'électorat."

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que toutes les motions que l'Opposition fait ont trait à l'augmentation des dépenses; on en est rendu à la cinquième édition. Il croit qu'il serait plus pratique d'indiquer quels sont les retranchements qu'il serait possible de faire. Quoiqu'il en soit, le gouvernement n'a pas besoin de répondre à des accusations auxquelles il a déjà été répondu.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Dechêne, Girouard, Gladu, Gosselin, Lemieux, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), 14.

Contre: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Bédard, Bouffard, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 34.

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant proposée, elle est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté,

comme une aide pour la reconstruction de certains ponts détruits par les inondations du printemps de 1896, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure) et DES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION: Appuient cette proposition.

D'AUTRES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION: Parlent contre la proposition.
La proposition est adoptée.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé) pour L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

2. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la construction d'un pont sur la Grande-Rivière, Gaspé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour travaux à certains ponts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Soutient que cet appui financier habitue les gens à dépendre du gouvernement pour tout. Il trouve que c'est gaspillé de l'argent public.

M. L.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Lui reproche avec énergie son exclusivisme, et prend la défense des compagnies qui bénéficient de cette dépense.

La proposition est adoptée.

4. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille six cent vingt piastres et trois cents soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics, en général, y compris \$7 594.00 pour taxes d'eau, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 69) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie des faïenceries du Canada, sans amendement".

Aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec certains amendements pour les-
L'OPPOSITION: Appuient cette proposition.

Bill (bill no 50) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Maisonneuve."

Bill (bill no 85) intitulé: "Loi prohibant les affiches indécentes dans les rues et places publiques".

Charte de Maisonneuve

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 50) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Maisonneuve".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Placards indécents

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 85) intitulé: "Loi prohibant les affiches indécentes dans les rues et places publiques".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi concernant les dentistes

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, que l'ordre de cette Chambre d'aujourd'hui, ordonnant que le bill (bill E), du Conseil législatif, intitulé: "Loi amendant la loi concernant les dentistes", soit pris en considération demain, soit rescindé, et que ledit bill soit renvoyé à un comité spécial composé de MM. Cholette, Grenier, McDonald, Greig, Girard (Lac-Saint-Jean), Dechêne et Bouffard, avec instructions d'entendre les parties intéressées et de faire rapport à la Chambre.

Adopté.

Documents:

Destitution du docteur F. E. Devlin, Asile de Longue-Pointe

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 10 décembre 1896, demandant copie de tous papiers, arrêtés ministériels et autres documents en général, se rapportant à la destitution du docteur F. E. Devlin de la fonction de médecin de l'asile de la Longue-Pointe. (Document de la session no 66).

La séance est levée à minuit.

Séance du 24 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures cinquante.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Martineau, la pétition de J.-N. Morin, administrateur de la succession Archambault, et autres propriétaires riverains de la rue Notre-Dame, entre les rues Papineau et Frontenac, Montréal.

Rapports de comités:

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 79) pour permettre de partager, sans retard, les dettes et les biens des successions Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel, et trouve que le préambule n'a pas été prouvé.

Maisons d'accouchement et hospices

M. P. GRENIER (Champlain): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill (bill no 100) concernant les maisons d'accouchement et les hospices. Voici le rapport:

Votre comité a étudié le bill (bill no 100) concernant les maisons d'accouchements et les hospices, et sans entrer dans l'appréciation des détails, il en approuve l'idée générale, cependant comme cette loi ne pourrait pas fonctionner sans un système d'inspection et qu'il en résulterait des dépenses publiques auxquelles il devrait être pourvu, et comme un bill imposant des charges et contributions doit originer par des résolutions, dont l'initiative appartient au lieutenant-gouverneur en conseil;

Votre comité recommande l'étude du projet de loi qui lui est soumis à l'attention du gouvernement, et il formule l'espoir que le gouvernement pourra soumettre un projet de loi sur la question avant que la présente session se termine, si c'est possible.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 55) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à recevoir Théodule-Alfred Lemieux comme l'un de ses membres, après examen";

Bill (bill no 62) intitulé: "Loi constituant en

corporation la "Montreal Cold Storage and Freezing Company".

Bill (bill no 72) intitulé: "Loi autorisant Vesey Boswell, de la cité de Québec, brasseur, à poser un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec";

Bill (bill no 73) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Follin H. Pikle à l'étude du droit sans examen";

Bill (bill no 78) intitulé: "Loi pour régler la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse Madame Elizabeth Olivier".

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill no 41) intitulé: "Loi amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Charte de Québec

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 41) intitulé: "Loi amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 124) amendant la loi relative aux compagnies pour le gaz et l'eau, afin de mettre notre loi en harmonie avec celle d'Ontario quant aux droits d'emprunt.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 137) concernant la juridiction de la Cour du banc de la reine en appel et de la Cour supérieure.

Cette loi a pour but de permettre au district de Joliette de plaider en révision et en appel à Québec, afin de diminuer l'encombrement des affaires à Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 139) amendant le code municipal de façon à permettre aux conseils municipaux de taxer les personnes qui gagnent un salaire de \$400.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Sommes payées à H. O'Sullivan

M. A. TURGEON (Bellechasse): M. Henry O'Sullivan a-t-il touché quelque montant du gouvernement, depuis le 1er juillet dernier?

Dans l'affirmative, combien?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Il a été payé à M. Henry O'Sullivan, inspecteur des

arpentages; depuis le premier juillet 1896, pour comptes dus avant cette date et depuis, la somme de \$4,784.00 comme suit:

Sur inspection des cantons Labrecque, Bégin et Laterrière.	\$1,215.00
Sur inspection du canton Thorn_____	160.00
Sur inspection dans l'Ottawa supérieur.	1 458.00
Exploration, baie James.	1 338.00
Sur inspection du canton Armand ..	190.50
Sur inspection des cantons Portland et Villeneuve.	172.50
Sur inspection des cantons Juges, Garnier et Taillon.	200.00
Sur inspection dans le canton Cabano.	50.00

Cour des magistrats, comté de l'Assomption

M. V. GLADU (Yamaska): Le gouvernement a-t-il fait des arrangements pour le loyer de la bâtisse appartenant à M. Ovide Brien, dans laquelle doit être tenue la cour des magistrats, pour le comté de l'Assomption, dans la ville des Laurentides?

Dans l'affirmative, quelles sont ces conditions?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Non.

Pont sur la rivière Achigan, comté l'Assomption

M. V. GLADU (Yamaska): 1. Le gouvernement a-t-il, ci-devant, payé un montant quelconque, comme aide, pour la construction d'un certain pont en fer dans la paroisse de Saint-Roch, comté de l'Assomption, sur la rivière Achigan?

2. Dans l'affirmative, quel montant a-t-il ainsi payé et à quelle date?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Oui. 2. \$400.00, le 22 février 1895.

Sommes payées à L.-N. Dumouchel

M. H. CARON (Maskinongé): Quels sont les services notariaux pour lesquels une somme de \$151.87, a été payée à L.-N. Dumouchel, page 100 des comptes publics de 1896?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Ces services se rapportent à plusieurs affaires concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa & Occidental, la vente d'un terrain par le gouvernement à MM. Moody & Fils, le bail du château Ramsay et l'arbitrage relatif à l'ameublement des palais de justice de Montréal, Hull et Bryson.

Poursuite contre P. Lelièvre

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): M. Paul Lelièvre, de l'Anse-du-Cap, a-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence, depuis le premier janvier 1893?

Dans l'affirmative, jugement est-il intervenu? Ce jugement a-t-il été exécuté?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Non.

Poursuite contre L. Rail

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): M. Louis Rail de l'Anse-du-Cap a-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence, depuis le 1er janvier 1893?

Dans l'affirmative, jugement est-il intervenu? Ce jugement a-t-il été exécuté?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Non.

Pont sur la rivière Saint-Jean à Douglastown, Gaspé

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Y a-t-il eu des correspondances échangées avec le gouvernement Mercier et les gouvernements subséquents relatives à un subside ou octroi pour la construction d'un pont sur la rivière Saint-Jean à Douglastown, Gaspé?

Quelles ont été les conditions de cet octroi?

Les travaux pour la construction dudit pont ont-ils été commencés?

S'ils ont été arrêtés, à la demande de qui et pour quelle raison?

Les contribuables qui ont travaillé à la construction de ce pont ont-ils été indemnisés pour la perte de leur temps et pour le coût de leurs matériaux fournis, de quelle manière et quand?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Les renseignements que possède le gouvernement à ce sujet, seront fournis sur demande faite par une adresse de la Chambre à Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

Chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): 1. Le gouvernement a-t-il payé aucune somme d'argent au séquestre in re chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur? 2. Dans l'affirmative, quelle somme et à quelle époque? 3. Quelle est la balance due au séquestre? 4. Est-il payé tant par mois ou par jour?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui. 2. Deux cents piastres, le 5 septembre 1896. 3. Nous n'avons pas son compte. 4. Rien n'a été réglé à cet égard.

Pont sur la rivière des Prairies

M. O. MAGNAN (Montcalm): Est-ce l'intention du gouvernement de mettre, dans le budget supplémentaire de cette session, un octroi favorisant la construction d'un pont sur la rivière des Prairies?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): A l'étude.

Discours de l'honorable L. Beaubien

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Combien d'exemplaires du discours prononcé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) à Nicolet le 4 octobre dernier (1896) le gouvernement se propose-t-il d'acheter pour distribution, en plus de la quantité des 2000 copies reçues de M. Ayotte?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): A l'étude.

Poursuite contre J. Guay

M. J. MORIN (Charlevoix): 1. M. Joseph Guay des Eboulements, a-t-il été poursuivi pour ventes de boissons enivrantes? 2. Jugement a-t-il été rendu? 3. Quel est le montant payé au Trésor? 4. Pourquoi remise lui a-t-elle été faite, si telle remise a eu lieu?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): 1. Oui. 2. Oui. 3. Le défendeur a été requis de payer les frais, \$9.80, et \$15.00 en à-compte de l'amende. 4. Aucune remise ne lui a été accordée pour le reste de l'amende, la cause étant encore sous considération.

Parc national des Laurentides

M. L.-F. PINAULT (Matane): 1. Quel est le nombre de permis de chasse que le gouvernement a accordé pour le parc national des Laurentides depuis sa fondation? 2. Quel est le nombre de permis de pêche? 3. Quel est le montant des honoraires perçus pour ces permis jusqu'à ce jour?

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): 1. Huit (8). 2. Vingt-sept (27). 3. Trois cent soixante-quatre piastres et cinquante centins (\$364.50).

Demande de documents:

Subsides aux chemins de fer

M. N. MCDONALD (Bagot): Propose, appuyé par le député de Wolfe (M. J.A. Chicoyne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, dans les années 1892-1893 et depuis, entre le commissaire des Travaux publics et tout entrepreneur de chemin de fer relativement à des demandes de subsides, adressées à feu l'honorable M. Mercier, et par lui promis, et pour copie de toute lettre ou tout document reconnaissant telles promesses.

Adopté.

Sociétés d'assurance mutuelle contre le feu

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 81) amendement le code civil et les statuts

refondus relativement aux privilèges des sociétés d'assurance mutuelle contre le feu.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Assurance sur la vie, par les maris et parents

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 123) amendement la loi concernant l'assurance sur la vie par les maris et parents.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corruption municipale et civique

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 125) concernant la corruption municipale et civique.

En vertu de ce bill quiconque aura été convaincu de corruption en matière municipale ou civique ne sera privé de son droit de vote à l'avenir que durant l'espace de 18 mois au lieu de cinq et, deux ans, pourvu qu'il ait satisfait la justice en payant l'amende imposée.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a fait un amendement. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. V. ALLARD (Berthier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi concernant la corruption municipale et civique".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 136) amendement le code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus pour la première fois et adoptés. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Code municipal

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Propose, appuyé par le député de Laprairie (M. C. Doyon), que le bill (bill no 122) amendement l'article 582 du code municipal soit inscrit sur l'ordre du

jour, pour deuxième lecture, à la prochaine séance de la Chambre.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill B) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer d'Asbestos et de Danville," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé le-bill (bill C) intitulé: "Loi amendant le code de procédure civile," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Introduction de bills:

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M.I.A. Baker), que le bill (bill B) du Conseil législatif, intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie d'Asbestos et de Danville," soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier), que le bill (bill C) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant le code de procédure civile," soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Demande de documents:

Pont sur la rivière Saint-Jean à Douglastown, Gaspé

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose, appuyé par le député de L'Islet (M. F.-G.-M. Dechêne), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement Mercier et les gouvernements subséquents, relatives à un subside ou octroi pour la construction d'un pont sur la rivière Saint-Jean à Douglastown, Gaspé, indiquant:

1. Les conditions de cet octroi;
2. La date du commencement des travaux pour la construction dudit pont, s'ils ont été commencés;
3. Le nom des personnes qui ont demandé de discontinuer ces travaux et la raison de telle discontinuation;
4. L'indemnité qui a pu être accordée aux contribuables ayant travaillé à la construction de ce pont, pour la perte de leur temps et pour le coût de leurs matériaux fournis, et démontrant de quelle manière et à quelle date cette indemnité a été accordée;
5. Les protêts, ou lettres de protestations, qui ont pu être signifiés ou adressés par les contri-

buables des municipalités Douglas-Ouest et Gaspé Bassin, contre la discontinuation desdits travaux.

Adopté.

Documents:

Chemin du gouvernement à Sainte-Marie-Madeleine du Cap-de-la-Madeleine

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 23 novembre 1896, pour une copie de toute correspondance, contrat, etc., se rapportant au paiement d'une somme de \$2,024.00, fait à la corporation de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine du Cap-de-la-Madeleine, pour l'entretien du chemin dit: chemin du gouvernement ou chemin de Bureau, tel que mentionné à la page 210 des comptes publics de 1895-1896. (Document de la session no 67)

Services rendus et enseignement de F. Gravier

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): Présente, la réponse à un ordre de cette Chambre du 5 décembre 1896 pour un état détaillé indiquant:

1. Les services rendus par F. Gravier, fabricant de fromage de gruyère, et pour lesquels il paraît avoir reçu la somme de \$40.00, page 131 des comptes publics, 1895-96, et quand ces services ont été rendus. (Document de la session no 69)

Aussi, la réponse à un ordre de cette Chambre du 5 décembre 1896 pour un état détaillé indiquant:

1. Quel est le salaire, par mois, de Ferdinand Gravier et en paiement duquel il a reçu \$40.00, page 172 des comptes publics 1895-96?
2. Où M. Gravier a-t-il enseigné?
3. Combien de leçons a-t-il données?
4. Est-il encore employé comme professeur payé par la province et où donne-t-il ses leçons? (Document de la session no 70)

Plaintes contre P. Paquet, T. Janson et B. Normandeau

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 3 décembre 1896 demandant une copie de toute plainte portée contre la conduite de Paul Paquet, Télesphore Janson, juges de paix, et Bédard Normandeau, constable, de l'Assomption; Aussi, copie de toute enquête faite sur lesdites plaintes;

Et copie du rapport fait par ceux chargés de faire telle enquête. (Document de la session no 68)

"Culture, fourrage et pâturage"

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 21 décembre 1896 pour une copie de toute correspondance se rapportant à l'achat, à l'impression et à la distribution du livre intitulé: "Culture,

fouillage et pâturage". (Document de la session no 71)

Subsides aux chemins de fer

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 24 décembre 1896 pour une copie de toute correspondance dans les années 1892-1893 et depuis, entre le commissaire des Travaux publics et tout entrepreneur de chemin de fer relativement à des demandes de subsides, adressées à feu l'honorable M. Mercier, et par lui promis, et pour copie de toute lettre ou tout document reconnaissant telles promesses. (Document de la session no 72).

Chemins de fer sous séquestre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les chemins de fer sous séquestre. Il informe alors la Chambre que son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le commissaire des Travaux publics pourra, à la requête du séquestre nommé à un chemin de fer en vertu des dispositions de l'article 5183a des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 56 Victoria, chapitre 36, autoriser ce séquestre à payer, à même les recettes du chemin, les dépenses occasionnées par l'exploitation du chemin, par la tenue de la voie et du matériel roulant en bon état de réparation et par suite du renouvellement de toute partie du matériel roulant devenu détérioré ou hors de service; et, si ces recettes sont insuffisantes, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du commissaire des Travaux publics, d'avancer, temporairement, la somme nécessaire requise, à même le fonds consolidé du revenu de la province, la province devant avoir, pour ces avances, un privilège sur le chemin et sur son matériel roulant et d'exploitation, et pouvant en retenir le montant sur toute subvention qui peut devenir due à la compagnie qui est propriétaire de ou qui contrôle ce chemin.

Il croit qu'en siégeant jusqu'à sept heures, la Chambre pourra statuer sur cette résolution et l'Opposition pourra se faire entendre lorsque le bill sur cette question sera déposé.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que si le gouvernement pense adopter des mesures aussi importantes au dernier moment sans discussion aucune, il se trompe; si nous sommes forcés de demeurer ici jusqu'à la messe de minuit, nous le ferons.

Le temps des surprises est passé, dit-il, et

l'Opposition est bien déterminée à résister à cette honteuse tentative d'étouffer le débat. Si vous avez d'autres mesures à soumettre, poursuit le député de L'Islet, vous faites mieux de le faire de suite, car autrement, vous ne prorogerez point avant la mi-janvier.

DES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION: Demandent que la séance soit levée à six heures.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

Chemins de fer sous séquestre

La Chambre reprend le débat sur la résolution concernant les chemins de fer sous séquestre.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Explique que ces résolutions ont pour but de compléter la loi actuelle qui permet au gouvernement de faire nommer un séquestre pour exploiter un chemin mais qui ne l'autorise pas à avancer d'argent pour l'exploitation du chemin.

Ces mesures ont pour but d'assurer la circulation des trains sur les voies de chemins de fer dont la construction a coûté très cher à la province et de prévenir la détérioration de ces mêmes voies en cas de difficultés financières.

Il s'est déjà présenté plusieurs cas et il s'en présente encore aujourd'hui, certains chemins de fer ne fonctionnent pas actuellement, comme celui de la Baie-des-Chaleurs par exemple.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Il est ouvert. Quelques locomotives circulent.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Il ne l'est pas. Il est sous séquestre régulier. Aucun train régulier ne circule sans un arrêté ministériel. Il y a près de six mois que nous demandons au gouvernement fédéral de prendre une décision sur ce sujet et nous n'avons reçu aucune réponse encore à l'heure qu'il est. Et pendant tout ce temps-là on dit que c'est la faute du gouvernement si le chemin ne fonctionne pas. Jusqu'à présent, nous avons fait notre possible. Nous avons fait distribuer tout l'argent qui restait appartenant à la compagnie, nous avons fait distribuer cet argent dis-je, aux ouvriers. Nous avons écrit et nous avons fait écrire au gouvernement fédéral lui demandant de prendre le chemin, de l'exploiter, et nous n'avons eu que de simples accusés de réception.

Il y a trois semaines, j'ai déclaré officiellement devant cette Chambre que nous donnerions au gouvernement tout le temps d'agir, mais que s'il n'agissait pas, nous prendrions une décision. Nous ne voulons pas faire de surprise, mais le temps est venu, avant l'ajournement des Cham-

bres, de prendre une décision et de nous protéger. Cette loi servira aussi pour des cas analogues dans l'avenir.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Prétend qu'il n'y a aucune nécessité de ces résolutions attendu que le chemin est ouvert jusqu'à Maria.

La résolution vient trop tard dit-il, puisque le gouvernement libéral à Ottawa a maintenant la responsabilité de ce chemin et se propose de l'exploiter. La résolution devrait être retranchée, ce n'est qu'un truc politique. Le gouvernement ne s'est pas occupé de la question de la Baie-des-Chaleurs avant les dernières élections.

Le premier ministre (l'honorable E.J. Flynn) veut ainsi montrer tout l'intérêt qu'il porte au bien-être des gens de la Gaspésie. Cette résolution serait certainement bien utile aux prochaines élections pour prouver que le gouvernement de la province avait vraiment l'intention de continuer l'exploitation du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Nous avons fait une demande au gouvernement fédéral dès le mois de mai.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): C'est seulement depuis l'avènement du Parti libéral à Ottawa que le gouvernement provincial a demandé la réouverture de ce chemin de fer. Et maintenant que le gouvernement fédéral reprend l'exploitation de ce chemin de fer, le premier ministre s'efforce de critiquer les gestes louables de l'honorable M. Laurier et déploie beaucoup de zèle probablement à cause de la venue des élections. Il y a vingt-cinq ans, le premier ministre avait promis aux gens de la Baie-des-Chaleurs d'obtenir un chemin de fer. Cependant, jamais il n'a demandé à Sir John A. MacDonald ni à ses successeurs de prendre cette initiative.

Le gouvernement veut-il embarrasser le gouvernement fédéral avec cette résolution? Eh bien alors le gouvernement fédéral pourra prendre une semblable position vis-à-vis de nous et il ne résultera aucun bien pour le public.

On prétexte que cette mesure est proposée dans le but de donner une portée pratique à la nomination du séquestre. Le séquestre, il n'y en a plus besoin, puisque le chemin est ouvert.

D'un autre côté, le premier ministre a simplement demandé à M. Laurier de réouvrir le chemin de fer, en espérant que sa demande serait refusée; ce qui lui aurait fourni un bon argument pour ses discours devant les électeurs de Bonaventure et Gaspé. Quant à savoir si la nomination d'un séquestre pour le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs en 1893 par le gouvernement de la province est constitutionnelle ou non, cette question est maintenant devant la Cour suprême.

Deux juges de la Cour d'appel ont déclaré qu'elle était inconstitutionnelle.

Pourquoi le gouvernement veut-il adopter une nouvelle loi qui n'aura aucune valeur si la Cour suprême déclare la nomination d'un séquestre

inconstitutionnelle; d'un autre côté, cette nouvelle loi sera une invitation aux pauvres compagnies de chemins de fer à faire cession de leurs biens et à se mettre sous la tutelle du gouvernement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ces deux juges de la Cour d'appel ne sont pas la majorité.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Non, mais l'opinion des avocats à qui j'ai parlé de la cause, s'accorde avec la leur, et ce qui indique la crainte du gouvernement, c'est son retard à procéder.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le gouvernement a toujours été prêt à procéder. C'est la compagnie qui ne l'est pas. Au dernier terme nous avons fait motion pour faire rayer son inscription et elle a demandé un nouveau délai pour préparer son plaidoyer.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): J'ai été informé du contraire.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Alors vous avez été mal informé.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Quoi qu'il en soit, si la Cour suprême maintient l'opinion du juge Wurtelle, que vaudra cette résolution?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Est-ce que le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) prétend que le gouvernement de la province n'a rien à faire dans ces chemins de fer auxquels il a voté des subsides considérables?

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Vous pouvez les subventionner, mais vous n'avez pas juridiction sur eux.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Cette théorie est absolument contraire à celle du chef du Parti libéral, M. Mercier, dont tout le monde se rappelle encore les plaintes contre le gouvernement fédéral qui, disait-il, cherchait à s'accaparer toutes les entreprises de chemins de fer.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Je constate un fait. Je constate que cette résolution va encore plus loin que la loi de 1893.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Mais est-ce que le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) désapprouve la nomination du séquestre qui a permis d'ouvrir le chemin?

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Oui. Le chemin n'aurait pas été fermé à la circulation, si le gouvernement avait donné aux créanciers les sommes qu'il a payées à d'autres intéressés. Les créanciers et surtout les ouvriers auraient été heureux alors d'accepter 50 centins dans la piastre.

Donc si la loi de 1893 est déclarée inconstitutionnelle, ces résolutions ne seront donc d'aucune

utilité, qu'en fera-t-on? Le gouvernement la rappellera-t-elle? S'il ne la rappelle pas, nous aurons à nous protéger par la loi du désaveu. Cette loi sera désavouée par l'autorité fédérale.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Je regrette beaucoup les remarques que vient de faire le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) et surtout le ton sur lequel il les a faites.

Il rappelle que le représentant de Bonaventure a menacé le gouvernement de tous les maux du ciel et de la terre ainsi que de représailles qu'il exercerait en son nom et au nom de son parti. Il a aussi menacé le gouvernement de cette province d'obtenir le désaveu du gouvernement fédéral.

Il a fait l'histoire du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs depuis vingt ans pour récriminer, puis il nous a fait des menaces, il nous a menacés des foudres du gouvernement fédéral et du désaveu. Qu'il me permette de lui dire qu'il y a dans ses remarques autant de maladroitness que de mots. M. l'Orateur, on nous menace du désaveu du gouvernement fédéral parce que nous voulons nous protéger et protéger la population d'une partie de cette province contre les éventualités de l'avenir. Le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) se trouve en flagrante contradiction avec son ancien chef qu'il approuvait naguère avec tant d'enthousiasme. En effet, la politique de M. Mercier était absolument le contraire de celle que vient de nous annoncer le député de Bonaventure. Puis on nous menace de ne rien faire si nous ne retirons pas ces résolutions. Seconde maladroitness qui nous donne raison de croire que toutes ces protestations de dévouement à la Baie-des-Chaleurs ne sont qu'un truc destiné à être exploité contre nous plus tard. Je l'ai déjà dit et je le répète, nous sommes en faveur de l'exploitation du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs par le gouvernement fédéral. Nous avons fait cette demande au gouvernement fédéral et nous l'avons réitérée à plusieurs reprises. Telle a toujours été la politique du gouvernement depuis que je suis premier ministre, et cette politique était tellement juste que le lendemain de l'élection de Gaspé, M. Lemieux, député au fédéral, déclarait qu'il se faisait fort de faire prendre le chemin par le gouvernement fédéral. Or, le gouvernement de M. Laurier a-t-il pris le chemin? Non. On nous dit que le sifflet des locomotives se fait entendre jusqu'à Maria. Oh! il n'est pas difficile de faire voyager une locomotive durant quelques jours juste le temps des élections pour exploiter cette population contre nous, puis ensuite tout laisser retomber dans l'ancien état de choses. Je sais bien que l'on a fait faire certaines explorations sur ce chemin de fer par des personnes intéressées, il y a eu même des rapports adressés au gouvernement fédéral. Mais le gouvernement a-t-il décidé quelque chose sur ce sujet? Non.

M. l'Orateur, on ne prend pas possession d'un chemin seulement par l'entremise d'un employé subalterne; il faut un ordre en conseil. Cet ordre en conseil existe-t-il? Non, il n'existe pas. S'il existait, nous en aurions eu connaissance en vertu

des règles les plus élémentaires de l'étiquette. Le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) lui-même n'a pas affirmé qu'il existait. J'ai eu des entrevues des plus importantes avec les intéressés dans cette affaire et je me suis convaincu que cet ordre en conseil n'existait pas. Un des amis les plus influents du gouvernement fédéral a même cherché à se procurer une copie de cet ordre en conseil et il n'a pas pu le trouver. Donc cet ordre en conseil n'existe pas. Nous n'avons aucune preuve que le gouvernement fédéral prendra la chemin à sa charge et nous voulons nous protéger. Une fois la session terminée, si le chemin n'est pas exploité on dira que c'est notre faute.

Voilà ce que nous voulons prévenir et empêcher, et nous l'empêcherons par cette loi.

Je regrette de plus que le député de Bonaventure ait renouvelé à mon adresse le reproche de n'avoir rien fait pour la population de la Baie-des-Chaleurs! C'est moi qui ait fait voter le premier subside de plus d'un million en faveur de ce chemin de fer, sous le gouvernement Chapleau. Plus tard sous le gouvernement Ross, c'est encore moi qui ai dû défendre la politique des subsides aux chemins de fer, à celui-là comme aux autres, contre l'opposition du Parti libéral.

Voilà ce que j'ai fait pour la population de la Baie-des-Chaleurs. Et le Parti libéral, lui, qu'est-ce qu'il a fait pour la Baie-des-Chaleurs? Le député de Bonaventure oublie-t-il que si son parti est flétri aujourd'hui, c'est à cause du vol de \$175,000 commis par ses amis au détriment de ce chemin de fer. Si ce vol n'eut pas été perpétré aujourd'hui le chemin serait rendu à Paspébiac.

On m'accuse d'avoir leurré la population de la Baie-des-Chaleurs. Non, M. l'Orateur, je ne connais pas ce que c'est qu'un leurre. Si j'eus voulu leurrer la population de la Baie-des-Chaleurs, cela m'eut été facile. Je n'avais qu'à faire exploiter le chemin durant les élections fédérales, quitte à l'abandonner ensuite. Je n'ai pas voulu, parce que c'eut été tromper cette population.

J'ai préféré l'honnêteté à une représentation erronée des faits et je préfère donner crédit à qui le mérite, contrairement à la ligne de conduite du Parti libéral.

Le député de Bonaventure me reproche d'avoir attendu 18 mois avant de faire payer aux ouvriers les \$8 000 qui restaient dues à la compagnie. Ignore-t-il que nous avons adopté cette procédure à la demande même de la population et des Chambres de commerce de la Gaspésie?

Ce que le gouvernement a accompli, il l'a fait à la demande des gens du comté de Gaspé et le député le sait bien. Il doit aussi savoir que le gouvernement a en sa possession un nombre de pétitions demandant qu'une telle action soit entreprise. Nous n'avons pas de temps à consacrer à des discussions inutiles, et il est essentiel de prouver la bonne foi du gouvernement. Que le gouvernement fédéral exploite le chemin de fer le gouvernement du Québec applaudira, mais il ne croit pas que les autorités fédérales se proposent de le faire. Entretemps, la prorogation approche et

le gouvernement désire passer à l'action pour ce cas et pour d'autres semblables.

Il dit que le député de Bonaventure l'a invité à faire le trajet avec lui lorsque les trains fonctionneront sous la conduite du gouvernement du Dominion. Il acceptera avec plaisir cette invitation et ce jour-là il applaudira chaleureusement le gouvernement fédéral. A son tour, il invitera le député de Bonaventure à faire le trajet avec lui lorsque le gouvernement conservateur exploitera le chemin de fer.

Nous avons fait notre devoir du commencement à la fin sur cette question et nous le ferons encore à l'avenir. Nous sommes de bonne foi et nous sommes décidés à nous protéger contre ceux qui seraient tentés de ne l'être point. Que le gouvernement fédéral prenne le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs et notre résolution restera sans effet quant au chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs. Mais s'il n'agit pas nous agirons.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Fait voir que le gouvernement voulait par ces résolutions arriver à un but politique; celui de s'emparer de tous les chemins de fer qui deviendraient en banqueroute et de les exploiter lui-même. C'est une chose condamnable à tous égards. Comment, poursuivait-il, le gouvernement après avoir voté des subsides d'une façon inconsiderée pour ces chemins de fer, voudrait les exploiter lui-même? C'est une charge énorme dont personne ne peut prévoir les conséquences. C'est un fait connu du public qu'il y a dans le moment quatre ou cinq chemins de fer dans la province qui sont à la veille d'être mis sous séquestre. Or, par ces résolutions le gouvernement veut être autorisé à en prendre le contrôle: c'est une erreur. Une fois qu'il aura assumé cette responsabilité, comment pourra-t-il s'en débarrasser?

L'exploitation des chemins de fer par l'Etat a toujours été reconnue comme une chose désastreuse; n'avons-nous pas chez-nous l'exemple de chemin de fer du Nord? Une fois ce principe admis, reconnu par le gouvernement, les populations ici demanderont d'exploiter ces chemins de fer, que ce soit à perte ou autrement et il faudra céder aux exigences politiques du moment.

En Europe, poursuit le député de L'Islet, les gouvernements ont en général le contrôle des chemins de fer, avec cette circonstance aggravante qu'ici le gouvernement n'aura le contrôle que des chemins en faillite!

C'est une nouvelle phase dans laquelle les conservateurs veulent entrer au sujet de leur politique des chemins de fer inaugurée en 1874. N'oublions pas que cette politique a eu pour effet d'accumuler une dette de \$24 000 000 sur une dette totale de \$33 000 000. Qui peut nous dire quelles sont les dépenses que cela va entraîner? Il trouvera dans l'obligation d'exploiter six ou sept chemins de fer. Lorsqu'il s'agit de compagnies impuissantes, pauvres, les populations sont satisfaites de peu, plutôt que de les voir arrêter le trafic. Du moment que ce sera l'Etat qui aura assu-

mé l'obligation d'exploiter ces chemins de fer, ce sera bien différent; les populations se montreront plus exigeantes et les dépenses seront incalculables.

Et le plus ridicule dans cette transaction, c'est que l'argent gaspillé pour l'exploitation de ces lignes, sans le consentement des détenteurs d'obligations des prêteurs, des gens qui ont fourni l'argent pour la construction du chemin, pour l'achat du matériel roulant, sera remboursé au gouvernement à la vente du chemin de fer. Et ce paiement devra être effectué avant que tous ceux qui ont fourni cet argent puissent être remboursés d'un seul centin.

Les dépenses encourues devront être payées avant les créances privilégiées sur le chemin de fer, le matériel roulant et tout actif de la compagnie en faillite. Ces gens qui ont construit la voie, qui ont acheté des bons, de bonne foi, seront privés de leurs garanties à cause de cette loi stupide. Ils vont payer à cause d'un gouvernement en mal de popularité qui exploite, pour des raisons politiques, un chemin de fer à leurs dépens.

Cette loi dit-il constitue un affront. Elle ruinera le crédit du gouvernement qui aura l'audace de l'adopter.

Le jour où le gouvernement s'emparera de ces chemins de fer, quelle sera la conséquence pour les créanciers? En vertu de la loi, la couronne a un privilège qui prime toutes les autres créances, même les hypothèques qui auront été consultées antérieurement. Il en sera tout de même pour les porteurs de bons qui seront payés au marc la livre, après la couronne. Quelle sera la conséquence de cela? C'est que les compagnies de chemins de fer ne pourront plus vendre leurs bons, les acheteurs sachant à quels périls ils s'exposent.

Nous voyons bien, continue le député de L'Islet, que les hommes qui gouvernent cette province appartiennent au même parti, à la même clique qui est responsable de la vente du chemin de fer de la rive nord et du régime Sénécal.

Le député de L'Islet continue en disant que le premier ministre a couvert la Gaspésie de ponts.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Mais vous dites toujours que je n'ai rien fait pour mon comté.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): C'est depuis que vous êtes premier ministre.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Je crois qu'un premier ministre a toujours plus d'influence qu'un simple député ou qu'un simple ministre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Constate que la simple proposition de cette loi sera un événement pour le gouvernement. Cela se comprend.

Il déclare que la presse libérale a annoncé avec beaucoup d'éclat que les deux messieurs Lemieux, celui de Gaspé et celui de Bonaventure, avaient réussi à faire prendre le chemin par le gouvernement fédéral. Puis on a dit que cette nouvelle

était prématurée. Il est facile de comprendre que cette proposition d'exploiter le chemin dérange peut-être un peu leur plan.

Le gouvernement du Dominion n'a pas de politique dans ce domaine, mais aimerait bien gagner l'appui des électeurs de Bonaventure et de Gaspé et les soustraire à l'influence du gouvernement provincial.

Le député de L'Islet nous dit que nous ne devons pas exploiter le chemin avec l'argent public. Mais si le gouvernement fédéral prend le chemin il l'exploitera avec l'argent public. Va-t-il condamner chez nous ce qu'il est prêt à approuver à Ottawa?

Les autorités fédérales ont agi très cavalièrement envers les autorités provinciales dans cette affaire, ignorant pratiquement leur correspondance à ce sujet. Cette manière de procéder est tout à fait contraire à celle de notre ministère qui a toujours agi avec courtoisie dans ses rapports avec les autres gouvernements. Cependant, même si notre gouvernement a demandé la permission d'exploiter le chemin de fer, il n'a l'intention de le faire que si le gouvernement fédéral ne le fait pas; son seul but est de bien servir la population de ce district.

Quant au chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs nous avons devant nous des rapports qui constatent que le chemin paye plus que ses dépenses en été et qu'il peut être exploité sans pertes aucunes pour la province. De plus en exploitant ce chemin nous travaillerons et dans l'intérêt des porteurs de débentures et dans l'intérêt de la population de la Baie-des-Chaleurs. On nous dit que si la loi de 1893 est désavouée cette résolution tombera. Eh bien, si les tribunaux déclarent que nous n'avons pas le droit de nommer le séquestre, la question sera décidée et on ne pourra plus l'exploiter contre nous.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé), L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester), M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure) et M. J. TESSIER (Portneuf): Prennent tour à tour la parole.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Approuve les résolutions parce que le gouvernement veut par là protéger et faire fructifier une entreprise dans laquelle la province a placé déjà beaucoup d'argent.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue pour la première fois.

Association agricole des Cantons de l'Est

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris

connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose:

Attendu que l'Association agricole des Cantons de l'Est s'est assurée la possession permanente de terrains dans la cité de Sherbrooke, pour des fins d'exposition et qu'elle a dépensé au-delà de cinquante mille piastres pour obtenir lesdits terrains, les préparer et y ériger des édifices; attendu qu'elle a, depuis douze ans, tenu chaque année, dans ladite cité de Sherbrooke, des expositions agricoles et industrielles par lesquelles elle a considérablement contribué au développement et au progrès de l'agriculture et de l'industrie laitière dans la province; et attendu qu'elle a prouvé qu'il lui sera impossible de tenir d'autres expositions à l'avenir, sans l'assistance du gouvernement, et qu'il est en conséquence à propos d'encourager ladite association au moyen d'une subvention permanente pour un certain nombre d'années.

Que pour les cinq ans qui vont suivre, il sera payé à l'Association agricole des Cantons de l'Est, à même le fonds consolidé du revenu, la somme de cinq mille piastres, chacune des années où elle tiendra une exposition, laquelle somme sera payable immédiatement après la tenue de l'exposition.

Il fait remarquer que les directeurs de l'Association ont déclaré que si le gouvernement leur garantissait l'octroi d'une subvention annuelle pour cinq ans, cela les placerait dans une bien meilleure position. Il croit que présentement la dette de l'Association s'élève à environ \$15 000, et cette dernière demande au gouvernement de lui garantir une subvention annuelle de \$5 000, pour une période de cinq ans. Le commissaire de l'Agriculture fait remarquer que l'exposition de Sherbrooke est très appréciée. Il a eu l'occasion de visiter à plusieurs reprises cette exposition et il reconnaît qu'elle rend de grands services à la province. Les Cantons de l'Est ont fait beaucoup pour l'agriculture, et il est d'avis que la demande des directeurs de l'Association agricole de Sherbrooke est justifiée et nécessaire pour que cette association continue son oeuvre.

Le comité fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Vérification des testaments

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 16) concernant la vérification des testaments.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lots des paroisses de Saint-Georges et de Saint-François, comté Dorchester

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 126) annexant certains lots des paroisses de Saint-Georges et de Saint-François, dans le comté de Dorchester, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code du notariat

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill (bill no 110) amendement le code du notariat soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 28 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures cinquante.

Introduction de bills:

M. V. ALLARD (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 140) permettant aux parties d'être témoins dans leur propre cause.
Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 141) amendement la loi 39 Victoria, chapitre 41.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 142) concernant la nomination des Conseils de la Reine.

Cette loi est le résultat d'une correspondance entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec, dans le but de régler les difficultés qui surgissent chaque fois qu'il se fait une nomination de ce genre.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 111) validant certains actes de transports d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191a des statuts refondus et ses amendements.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Charte de Montréal

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 77) modifiant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE P.-E. LEBLANC (Laval): Propose que ce bill, qui après de longues discussions, a reçu l'approbation du comité des bills privés, sans amendement, devrait maintenant recevoir la sanction de la Chambre.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): S'oppose aux amendements que la cité de Montréal demande à sa charte et propose que le comité se lève.

Il soutient que si le présent bill est adopté, la ville de Montréal se verra imposer un nouveau fardeau de \$192,000.

Ce bill ouvre la porte aux abus au sujet des expropriations, d'autres rues demanderont aussi de ne pas payer leur part des dépenses.

L'HONORABLE P.-E. LEBLANC (Laval): Ce bill a reçu l'approbation du comité des bills privés

après une étude sérieuse et ne mérite pas d'être traité à la légère par la Chambre comme le propose le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens).

Il estime que l'adoption du projet de loi en question ne peut que profiter à la ville de Montréal.

Les propriétaires riverains de la rue Notre-Dame est, de la rue Lacroix à l'avenue Papineau, qui présentent ce projet de loi demandent que le coût de l'expropriation faite pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, entre la rue Lacroix et l'avenue Papineau, soit payé par la cité de Montréal.

L'élargissement de cette rue, que la Législature de Québec a autorisé, leur a nui disent les propriétaires, et il appartient en conséquence à la même Législature de remédier au mal, dont elle est par là même responsable. L'orateur cite des chiffres pour démontrer combien la valeur de la propriété dans la rue Notre-Dame a diminué par suite des travaux qui ont été faits dans d'autres parties de la ville.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Appuie la proposition de lever le comité et s'oppose à ce que la Législature impose de nouvelles obligations de l'ordre de \$200 000. à la ville de Montréal. Cela créerait aussi un précédent dangereux. Ceux que cette mesure intéresse ont fait remarquer que les tunnels des rues Berri et Brock, la garde de l'Est ainsi que d'autres améliorations entravent la circulation sur la rue Notre-Dame et de ce fait, diminuent les avantages que procure l'élargissement de cette rue. Ces mêmes parties profiteront plus tard des avantages provenant de ces améliorations, et n'ont aucun motif pour demander l'indemnité.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Exprime des regrets de ne pouvoir s'accorder cette fois avec le représentant de Laval (l'honorable P.-E. LeBlanc). La Chambre ne peut être tenue responsable des dommages que certains citoyens ont subis par suite des travaux qu'elle a autorisés dans le passé.

Il déclare avoir déjà voté contre la clause du bill de Montréal concernant un emprunt de deux millions. Il ne peut donc logiquement voter pour la présente clause qui constitue un nouveau fardeau pour la ville de Montréal, en lui faisant débours \$200 000. pour quelques propriétés sur la rue Notre-Dame est.

L'HONORABLE P.-E. LEBLANC (Laval): Revient à la charge et répète avec plus de force les arguments qu'il a donnés.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Parle contre la motion du député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) et annonce son intention de proposer un amendement au bill.

La proposition est rejetée.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose comme amendement que:

"La ville de Montréal rembourse aux propriétaires riverains de la rue Notre-Dame, de la rue Papineau à la rue Frontenac, les montants qu'ils ont payés respectivement pour l'expropriation faite en 1893 pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, plus l'intérêt, à compter de la date où le rôle d'évaluation a été établi pour défrayer les coûts des expropriations mentionnées dans la première clause."

M. LE PRESIDENT: Déclare la motion hors d'ordre.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Propose que: "Les propriétaires de la rue Sainte-Marie soient traités de la même façon que ceux de la rue Notre-Dame, c'est-à-dire que les frais pour l'élargissement de la rue Notre-Dame soient à la charge de la ville de Montréal."

M. L'ORATEUR: Suspend la motion pour s'assurer si les avis donnés dans la Gazette officielle couvrent cet amendement.

Compagnie Union des abattoirs de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 70) amendement la charte de la Compagnie Union des abattoirs de Montréal.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Soulève un point d'ordre.

M. L'ORATEUR: Ce point d'ordre ne peut être maintenu.

En comité:

M. V. ALLARD (Berthier): Propose comme amendement que les clauses première et deuxième soient biffées.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose que le comité se lève.

Cette dernière proposition est rejetée.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures quarante-cinq

Compagnie Union des abattoirs de Montréal

La Chambre reprend le débat en comité général sur le bill (bill no 70) amendement la charte de la Compagnie Union des abattoirs de Montréal.

En comité:

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Défend le bill.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que le comité se lève.

Cette dernière proposition est rejetée.

La discussion se poursuit.

Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Charte de Montréal

M. L'ORATEUR: Déclare que la motion du représentant de Montréal no 1 (M. F. Martineau) est hors d'ordre.

La question principale étant alors de nouveau proposée, que le bill (bill no 77) modifiant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose comme amendement et, appuyé par le député de Rimouski (M. A. Tessier), que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. J.P. COOKE (Drummond): S'objecte de nouveau à l'imposition d'une dépense de près de \$200 000. à la ville de Montréal et répète que cette mesure créerait un précédent dangereux. Il souligne que les pouvoirs d'emprunts de la ville de Montréal ont été soumis à une restriction par la Législature et que le gouvernement ne devrait pas augmenter les obligations de la ville.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Atwater, Beaubien, Cooke, Gladu, Hackett, Marchand, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Tetreau, 11.

Contre: MM. Allard, Bédard, Bouffard, Bourbonnais, Caron, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Duplessis, Girard (Rouville), Girouard, Gosselin, Grenier, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Morin, Nantel, Normand, Panneton, Parent, Parizeau, Petit, Pinault, Poirier, Rioux, Savaria, Turgeon, 33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie d'Asbestos et de Danville

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill B) du Conseil législatif intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie d'Asbestos et de Danville" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Interpellations:**A. Archambault, secrétaire des commissaires des licences**

M. L-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): 1. Est-il à la connaissance du gouvernement que le secrétaire des commissaires des licences à Montréal, M. Alex. Archambault, se fait payer, sur chaque transport de licence, une somme de dix-huit piastres, en disant que cette somme est pour M. Romulus Laurendeau, avocat de Montréal? 2. M. Alex. Archambault a-t-il été autorisé par le trésorier provincial, à se faire payer cette somme de dix-huit piastres?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): 1 et 2. Non.

Asile Saint-Jean-de-Dieu, Longue-Pointe

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il fait des arrangements avec les propriétaires de l'asile Saint-Jean-de-Dieu à la Longue-Pointe depuis le 1er novembre 1896? Se propose-t-il de soumettre à la Chambre, à la présente session, une mesure réglant cette question pendante depuis juin 1895?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Les résolutions qui ont été distribuées font connaître la politique du gouvernement à ce sujet.

Demande de documents:**Licence de manufacture et de commerce, taxes directes, taxe sur les successions**

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, appuyé par le député de Rouville (M. A. Girard), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant, par comté, le montant collecté des sources suivantes, depuis le 1er juillet 1892 jusqu'au 1er décembre 1896:

1. Licence de manufacture et de commerce;
2. Taxes directes sur certaines personnes;
3. Taxe sur les successions.

Il donne quelques explications sur les informations demandées.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Fait remarquer à la Chambre que les rensei-

gnements demandés se trouvent dans les comptes publics.

DES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION: Insistent.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Fait remarquer que la production du document demandé exigerait beaucoup de travail et entraînerait des dépenses.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Se plaint de cet état de choses et il ne peut comprendre comment avec une armée de clercs le gouvernement ne puisse produire les documents demandés.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que malgré l'intelligence et le travail ardu de ses employés il ne pourra fournir ce document.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que si les renseignements ne sont pas déposés avant le Jour de l'An, les membres de l'Opposition verront à faire travailler la Chambre jusqu'à ce que ce document soit déposé devant cette Chambre.

Le gouvernement ne peut s'attendre à ce que l'Opposition lui fasse son ouvrage. Le trésorier avouera que son département est joliment administré.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Supplie le député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) de ne pas effrayer le peuple.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prend la parole.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Prend la parole.

La proposition est adoptée.

Frais de voyages de G.-A. Gigault

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), qu'il soit mis devant cette Chambre copie d'une lettre du comptable du département de l'Agriculture, adressée à l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien), en date du 23 décembre 1896, se rapportant aux frais de voyages faits à la ferme de Compton par M. G.-A. Gigault.

Adopté.

Municipalité scolaire d'Hochelaga

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 138) concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme

M. B. BEAUCHAMP (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Bagot (M. M. McDonald), que l'honoraire déposé pour le bill (bill no 42) autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à faire un emprunt n'excédant pas soixante mille piastres, pour la construction d'une église, sacristie et dépendances, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Municipalité scolaire d'Hochelaga

M. O.-M. AUGÉ (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. F. Martineau), que l'honoraire déposé pour le bill (bill no 138) concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression; vu que ce bill a été rendu nécessaire par l'omission de passer, en temps utile, l'ordre en conseil requis par la loi, etc.

Adopté.

Demande de documents:

Chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le député de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie:

1. De toutes les pétitions, résolutions et lettres adressées de la Gaspésie au gouvernement de Québec, ou à aucun de ses membres, demandant que le gouvernement donne suite et effet, en ce qui concerne le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, à la loi 56 Victoria, chapitre 36, permettant la nomination d'un séquestre à un chemin de fer non en opération.

2. De toutes pétitions, résolutions et lettres adressées au gouvernement, ou à aucun de ses membres, priant d'exploiter ou faire exploiter le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, ou de prendre les mesures nécessaires à cette fin.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 94) intitulé: "Loi amendant la loi 59 Victoria, chapitre 34, concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle", sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill no 84) intitulé: "Loi pour abolir la continuation de communauté créant l'usufruit légal en certains cas, et amendant à cet effet les articles 1323 à 1337 du code civil, inclusivement", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Continuation de communauté

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 84) intitulé: "Loi pour abolir la continuation de communauté créant l'usufruit légal en certains cas, et amendant à cet effet les articles 1323 et 1337, du code civil, inclusivement".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Code municipal

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre procède à la considération ultérieure du bill (bill no 136) amendant le code municipal, tel qu'amendé en comité général.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose comme amendement, appuyé par le député de Maskinongé (M. H. Caron), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre pour y remettre la clause 2 qui se lit comme suit:

"L'article 65a dudit code, tel qu'il se lit à l'article 6042 des statuts refondus, est amendée en ajoutant après le mot: "plan" dans la quatorzième ligne, les mots: "préparé par un arpenteur provincial et"

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix; elle est résolue affirmativement.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Canton de Granby, comté de Shefford

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill (bill no 127) détachant une partie du canton de Granby, dans le comté de Shefford, et l'annexant à la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford, dans le comté de Rouville, pour toutes fins, étant lu;

M. A. GIRARD (Rouville): Propose que ledit ordre soit rescindé et que comme ce bill tombe sous l'opération de la section 80 de l'Acte de

l'Amérique britannique du Nord, 1867, qu'il soit référé à un comité composé des députés des districts électoraux désignés dans la cédule deux dudit acte, savoir:

David Gillies, Pontiac
Nérée Tétreau, Ottawa,
W.J. Simpson, Argenteuil,
G.W. Stephens, Huntingdon,
E.E. Spencer, Missisquoi,
R.N. England, Brôme,
L.-E. Panneton, Sherbrooke,
A.-F. Savaria, Shefford
Honorable M.F. Hackett, Stanstead
C. McClary, Compton
J.-A. Chicoyne, Wolfe
G. Bédard, Richmond
James King, Mégantic
Adopté.

Biens de famille

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 134) concernant les biens de famille soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Par cette loi toute famille peut constituer en biens de famille tout immeuble dont elle est propriétaire, et qui ne dépasse pas deux cents acres en superficie et \$2 000 en valeur au moment de sa constitution, en se conformant à certaines formalités.

Après l'accomplissement des formalités requises, le bien de famille ainsi que les fruits et revenus qu'il produit, sont insaisissables sauf pour la créance du bailleur de fonds, celle de celui qui a travaillé à l'immeuble ou y a fait des améliorations ainsi que pour les taxes municipales et scolaires et pour les hypothèques qui affectaient l'immeuble au moment de la constitution en bien de famille.

Toute constitution d'un bien de famille faite en fraude des créanciers du propriétaire au moment de la constitution est annulable à la poursuite d'un intéressé. Le propriétaire d'un bien de famille peut le vendre, l'hypothéquer ou renoncer à son insaisissabilité. Toutefois, s'il est marié, il lui faut le consentement notarié de son conjoint, et si ce dernier est mort et qu'il reste des enfants mineurs au propriétaire le consentement du conseil de famille homologué par la Cour supérieure du district où est situé le bien de famille ou par un juge de ce tribunal.

Il expose les avantages de son projet de loi et cite des exemples dans les différents pays qui en ont appliqué le principe auparavant.

Ce bill est une modification du bill du "Homestead" déjà présenté en Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ne prétend pas que le bill soit mauvais, mais à cause de l'importance de cette question, il dit de ne pas être prêt à voter la seconde lecture.

Il croit qu'il convient de référer ce projet de loi au comité de législation. Il est destiné à opérer un changement radical dans les relations commercia-

les, et il faut en conséquence que les députés, qui n'ont pas eu le loisir d'étudier cette question à fond comme le représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), se donnent l'occasion de le faire. Il ne croit pas que des affaires d'une telle importance doivent être poussées de la sorte.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Est d'accord avec le procureur général (l'honorable L.-P. Pelletier) et propose que le bill soit référé à un comité de législation pour une étude plus approfondie.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Répond que le principe de ce bill étant le même que celui de la loi du gouvernement sur cette question, il ne voit pas qu'on puisse avoir des objections.

Il prétend que le projet de loi mérite la considération de la Chambre. Il n'est pas subversif de l'ordre public. Toute personne qui se serait constitué un patrimoine, aurait encore cependant le droit de l'aliéner, de l'hypothéquer, avec le consentement des intéressés. Ce qui est bon pour le colon doit l'être pour tout autre cultivateur. Il est prêt à consentir à ce que son projet de loi soit soumis à un comité spécial.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Trouve que la question soulevée dans ce bill est trop importante dans ses effets certains pour que la Chambre l'adopte sans avoir eu le temps de l'étudier sérieusement.

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Approuve le principe du projet de loi en question précisément parce qu'il est identique à celui de la loi du "Homestead".

Il y aurait peut-être certains amendements à faire. Il faudrait que cette législation n'eût aucun effet rétroactif. Le projet de loi pourrait être référé à un comité spécial.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Ne voit pas d'objection à ce que le bill soit référé à un comité spécial; il suggère que l'on procède à la deuxième lecture sur division et que ce bill soit référé immédiatement à ce comité spécial.

La proposition est adoptée sur division et le bill est renvoyé à un comité spécial composé de l'honorable G.-A. Nanté et de MM. L.-E. Panneton, W.J. Simpson, N. Tétreau, E.-H. Bisson et J.-A. Chicoyne, avec instructions d'en étudier le principe et les clauses, et de faire rapport à cette Chambre.

Code municipal

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 122) amendement l'article 582 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Code de procédure civile

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill C) du Conseil

législatif intitulé: "Loi amendant le code de procédure civile" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke) et G.W. STEPHENS (Huntingdon): Appuient le bill.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): S'oppose au bill.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): S'oppose au bill et souhaite qu'une mesure aussi archaïque ne passe pas. Il s'oppose à ce qu'on enlève aux invalides et aux enfants leur maison et leur argent. Il arrive à des personnes autres que les propriétaires de ne pas percevoir leurs honoraires ou leurs frais et il ne voit pas pourquoi ces derniers, en plus de jeter les gens dans la rue, auraient aussi le droit de leur réclamer de l'argent.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Prend la parole.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Soutient que le motif de ce bill est tout à fait l'opposé de ce que prétend l'honorable secrétaire provincial. Il est d'avis que ce bill protégera davantage le pauvre locataire que le propriétaire, puisqu'il le libérera du paiement de son loyer s'il quitte les lieux dans les limites permises.

La proposition est adoptée sur division et le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

En comité:

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Parle contre le bill. Il propose que le comité se lève et rapporte progrès.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que demain et après demain, cette Chambre ait trois séances distinctes par jour. La première, le matin; la seconde, depuis 3 heures jusqu'à 6 heures p.m.; et la troisième, depuis 8 heures jusqu'à l'ajournement; et qu'à chacune de ces séances, les ordres du gouvernement aient la priorité.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Est-ce que l'honorable premier ministre espère clore la session le jour de l'An?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Oui.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le gouvernement actuellement ne fait que commencer la session car il vient de mettre devant la députation

de très importantes mesures, l'asile de Saint-Jean-de-Dieu, les subsides de chemins de fer, la loi électorale. Il croit que le gouvernement devrait attendre en janvier.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il ne fera que mettre devant la Chambre une mesure qui vient devant la Chambre à toutes les sessions et que si la Chambre ne peut ajourner pour le premier de l'An, elle ajournera pour le jour des Rois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ajoute que le gouvernement amène à la onzième heure une foule de mesures qui n'ont pas été prévues et qui n'ont pas paru dans le discours du trône. L'Opposition est bien résolue d'empêcher toute législation à la vapeur.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Approuve le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand). Il soutient qu'il serait préférable que le comité des comptes publics tienne quelques séances avant la prorogation. C'est pourquoi, il s'objecte à ce que des séances de la Chambre aient lieu le matin. Il croit impossible de proroger la session avant le Jour de l'An.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Remarque que les apparences sont souvent trompeuses. Il ajoute que l'item à l'ordre du jour a déjà fait l'objet d'une bonne discussion et pourrait être adopté rapidement.

Il offre un compromis. Il propose, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) tout en prenant les dispositions nécessaires pour permettre quelques séances du comité des comptes publics,

"Qu'à partir de mardi, le 29 décembre courant, inclusivement, cette Chambre ait deux séances distinctes par jour, la première, depuis 3 heures jusqu'à 6 heures p.m., et la seconde, depuis 8 heures jusqu'à l'ajournement, et que les ordres du gouvernement aient la préséance à chacune de ces séances."

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Désire savoir si les mesures que le gouvernement désire

soumettre devant les Chambres sont actuellement dans l'ordre du jour.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Il peut se faire qu'il y ait une mesure concernant l'exposition de Montréal. Il n'en connaît pas d'autres.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Exprime le voeu que si la Chambre siégeait samedi prochain la prorogation pourrait avoir lieu le huit janvier.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): A son avis, la Chambre sera toujours en session le 15 janvier, et l'Opposition n'aura même pas terminé la discussion sur les résolutions du gouvernement.

Asile de Longue-Pointe

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater), qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'asile de la Longue-Pointe.

Adopté.

Tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine.

Adopté.

Sténographes de la Cour supérieure

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les sténographes de la Cour supérieure.

Adopté.

La séance est levée à minuit quarante.

Séance du 29 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant cette Chambre l'état des affaires, pour l'année 1896, de l'hospice des soeurs de la Charité de Rimouski. (Documents de la session no 12)

Loi concernant les dentistes

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill (bill E) du Conseil législatif, intitulé: "Loi amendant la loi concernant les dentistes! Voici le rapport:

Votre comité a choisi J. Girard, écuyer, comme son président, et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Votre comité a aussi entendu les parties intéressées et a examiné le bill suivant:

Bill (bill E) du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les dentistes", et a l'honneur de le rapporter à votre honorable Chambre avec un amendement.

Ci-annexé un résumé des raisons données par les parties intéressées.

Adopté.

Compagnies pour le gaz et l'eau

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 124) amendant la loi relative aux compagnies pour le gaz et l'eau soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sténographes de la Cour supérieure

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier certaines résolutions concernant les sténographes de la Cour supérieure. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris con-

naissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre. Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer, dans chaque district judiciaire, le nombre de sténographes qu'il juge nécessaire pour prendre les témoignages et les autres procédures qui doivent être prises par le moyen de la sténographie dans les causes mues devant la Cour supérieure et la Cour de circuit appealable, et pour remplir les autres devoirs qui leur seront assignés par la loi, ou de temps à autre, par le procureur général.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra assigner à chaque sténographe le traitement annuel qu'il estimera convenable.

Adopté.

3. Que, si la dépêche des affaires le requiert dans un district, ou si un ou plusieurs des sténographes fixés dans un district sont incapables pour une cause quelconque d'y remplir leurs devoirs, le procureur général pourra y envoyer un ou plusieurs des sténographes d'un autre district, qui y agiront de même que s'ils étaient nommés pour le district où leurs services seront requis.

Que, sur l'ordre du juge, le sténographe fixé dans un district devra agir dans les circuits qui se trouvent dans les limites de ce district.

Que les dépenses de voyages, encourues par les sténographes dans les cas de cette résolution, seront payées en la manière déterminée par le procureur général.

Adopté.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire modifier et remplacer un tarif d'honoraires pour la prise des témoignages et autres procédures par la sténographie, ainsi que pour leur transcription, et faire toutes règles nécessaires pour assurer le paiement et la perception de ces honoraires, et que, sauf lorsqu'il s'agit d'un sténographe qui ne reçoit pas de traitement, ces honoraires appartiendront à la couronne.

Adopté.

5. Que les traitements des sténographes, et les dépenses contingentes afférentes au service créé par la loi à être basés sur les présentes résolutions, seront payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill

(bill no 19) concernant les sténographes de la Cour supérieure.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Cour de magistrat de district

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que le bill (bill no 112) amendant la loi concernant la Cour de magistrat de district soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill a pour but de permettre à un magistrat de district d'en remplacer un autre sans proclamation.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Recorders

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 115) concernant les recorders soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure de la province de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 24) concernant le code de procédure de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour du banc de la reine en appel et Cour supérieure

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Joliette (M. J.-M. Tellier), que le bill (bill no 137) concernant la juridiction de la Cour du banc de la reine en appel et de la Cour supérieure, relative au Barreau de la province soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Subsides aux chemins de fer

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer, rapportées du comité général lundi le 14 décembre courant soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. l'Orateur,

Pour bien comprendre la question qu'il s'agit de discuter, il suffit aux honorables membres de cette Chambre de lire les documents que nous avons soumis il y a déjà plusieurs jours. Ils y verront, je crois, qu'elle présente peu de difficultés. Ces documents comprennent des arrêtés du conseil promettant aux compagnies de proposer à la Chambre une législation touchant certains détails qu'il faut régulariser et touchant la conversion en argent de la partie du subside en terres qui leur est encore due. Par conséquent la politique du gouvernement est tout indiquée dans ces arrêtés du conseil, et la teneur générale des résolutions que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre ne fait que confirmer l'action du gouvernement sur ce sujet.

L'on a cru, peut-être, que ces résolutions proposaient d'accorder de nouveaux subsides aux chemins de fer. C'est une erreur. Sauf un seul cas de peu d'importance que j'indiquerai dans le cours de mes remarques, il n'y a pas un subside nouveau; tout ce que nous nous proposons, c'est de tenir les engagements pris par la province, à différentes dates, depuis qu'elle a adopté la politique des chemins de fer.

Cette question est surtout une question de bonne foi publique, d'honneur et de maintien du crédit de la province. Et comme il s'agit d'engagements pris par les deux partis au nom de la province, je compte sur l'appui, non seulement de ceux qui nous ont toujours honorés de leur confiance dans cette Chambre, mais je compte même sur l'appui de nos adversaires.

M. l'Orateur, j'aborde cette question avec la plus grande confiance. Je désire l'expliquer dans tous ses détails et j'invite la discussion loyale. Le gouvernement ne craint pas la discussion. Au contraire, je suis persuadé qu'une discussion loyale et complète convaincra tous les membres de cette Chambre et les hommes bien pensants dans la province, que notre politique est juste, raisonnable et avantageuse, aussi bien pour la province elle-même que pour les nombreuses compagnies de chemins de fer intéressées.

Douze résolutions sont soumises à la considération de cette Chambre. Je passerai rapidement sur les onze premières, qui demandent peu d'explications, pour m'arrêter surtout à la douzième qui contient la disposition principale de la loi que nous vous demandons d'adopter.

La première résolution propose de transférer une partie du subside accordé à la Compagnie du chemin de fer d'Orford à la municipalité du village de Stanstead Plain, pour l'aider à construire une ligne d'embranchement de chemin de fer de deux milles et trois quarts de longueur, destinée à relier ce village au terminus du chemin de fer de la vallée de la Massawippi. Ce transfert sera sujet aux conditions indiquées dans la résolution, c'est-à-dire qu'il ne pourra se faire que lorsque la ligne d'embranchement, ainsi que les gares, voies d'évitement et dépendances, seront complétées à la satisfaction de l'ingénieur de la branche des chemins de fer du département des Travaux publics, ce qui ne devra pas avoir lieu plus tard que le 30 juin 1897. Cette résolution est destinée à sanctionner une décision prise par le gouvernement de M. Taillon.

La seconde résolution accorde une extension de délai à certaines compagnies pour terminer leurs travaux. Il suffit de lire les noms des compagnies auxquelles nous accordons ce délai pour se convaincre qu'il y a là une cause suffisante d'intérêt public pour motiver notre action. Ces compagnies sont les suivantes: le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, le chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, le chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de la Gatineau, le chemin de fer de la Montagne d'Orford, le chemin de fer de la vallée est du Richelieu et le chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean pour sa ligne depuis Chicoutimi jusqu'à Saint-Alphonse. Pour toutes ces compagnies, le délai dans lequel elles pourront terminer leurs travaux est prolongé jusqu'au 31 décembre 1898.

Quant à ce dernier chemin de fer, tous les travaux sont terminés, excepté pour la partie projetée entre Chicoutimi et Saint-Alphonse. Le désir général de la population de l'endroit semble être que la compagnie continue sa voie jusqu'à Saint-Alphonse, et nous avons cru devoir lui donner le temps nécessaire.

Les voies ferrées que je viens d'énumérer, M. l'Orateur, sont encore incomplètes, et l'intérêt public autant que l'intérêt des compagnies demande qu'elles soient terminées. Prenez, par exemple, le cas du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs. Vous avez là une population considérable qui est

encore privée des avantages d'une voie ferrée, savoir une partie du comté de Bonaventure et tout du comté de Gaspé. Ce délai ne sera pas nécessaire si le gouvernement fédéral prend possession de ce chemin et l'incorpore à l'intercolonial en vue de son extension jusqu'au bassin de Gaspé; mais jusqu'à présent nous n'avons aucune preuve certaine ou officielle qu'il le fera, et comme nous ne pouvons pas légiférer sur des probabilités mais sur des faits existants, nous accordons un délai pour cette compagnie aussi.

On pourra peut-être répéter l'objection qu'en prolongeant ces délais, nous faisons revivre des subsides qui sont périmés. Je répondrai qu'en cela nous ne faisons que suivre de nombreux précédents créés dans l'intérêt public. Une compagnie peut n'avoir pas réussi à terminer son entreprise sans pour cela manquer de bonne foi. Dans ce cas, s'il est démontré que l'intérêt public exige la continuation des travaux, nous ne pouvons pas raisonnablement refuser, surtout lorsque l'action du gouvernement n'entraîne aucune obligation nouvelle pour la province, d'accorder cette extension de délai. Tous les gouvernements, depuis que la politique des chemins de fer a été inaugurée dans cette province, ont, à différentes reprises, accordé des extensions de délai. D'ailleurs, nous ne faisons que suivre la voie qui nous a été tracée il y a à peine un an par cette Chambre même. Le 20 décembre 1895, lorsqu'il s'est agi d'adopter la loi concernant les chemins de fer, le député de Saint-Hyacinthe (M. A.-P. Cartier) a proposé, appuyé par le député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), et cette Chambre a résolu: "Que tout en consentant à la troisième lecture de ce bill, cette Chambre espère que le gouvernement prendra les moyens de protéger par une extension de délai les compagnies sérieuses qui ont donné des preuves de leur bonne volonté en dépensant des sommes considérables pour la continuation de leurs chemins de fer et qui sont certainement en état de compléter leurs entreprises dans un délai raisonnable."

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de justifier davantage notre action sur ce point. Tout le monde admettra qu'il est de l'intérêt public que des chemins comme ceux de la Baie-des-Chaleurs et de la vallée de la Gatineau soient terminés, afin de mettre ces régions importantes de notre province en communication avec les grands centres commerciaux, et il faut reconnaître de la même manière l'importance des autres compagnies mentionnées.

Par la troisième résolution, nous proposons de venir en aide à une compagnie intéressante, celle du chemin de fer de colonisation de Montfort, pour lui permettre de continuer sa voie sur une distance de douze milles jusqu'à Arundel. Cette compagnie fait une oeuvre vraiment nationale. Elle s'occupe de recueillir, à Montréal, les enfants errants ou vagabonds, qui n'ont pour ainsi dire d'autre demeure que la rue, et elle travaille ensuite à en faire de bons citoyens. Elle les dirige vers l'orphelinat de Montfort, où ils sont convertis en agriculteurs. Je suis sûr que tout le monde

admettra qu'une oeuvre comme celle-là mérite d'être aidée. Plusieurs personnes nous ont représenté que cette compagnie, contrairement à beaucoup d'autres, a construit son chemin presque entièrement à même des ressources privées et sans beaucoup d'aide du gouvernement. Mais, à l'heure qu'il est, la compagnie ayant épuisé presque toutes ses ressources, ne peut davantage si nous ne l'aidons pas. Or, comme son oeuvre est surtout agricole, nous proposons de lui accorder un subside de \$5 000 par année pendant douze ans, à partir du 1er juillet 1897, payable moitié à même l'argent voté pour l'agriculture et moitié à même l'argent voté pour la colonisation. C'est le seul subside nouveau que nous demandons à la Chambre, et je crois que c'est une heureuse exception que le pays approuve.

La quatrième résolution mettra fin à un doute qui existait quant à l'interprétation du statut 58 Victoria, au sujet du subside de vingt mille piastres accordé à la Compagnie de chemin de fer de la jonction de Pontiac au Pacifique pour compléter la dernière section du soixantième au soixante-dixième mille jusqu'à Waltham, près de Black River, dans le comté de Pontiac. Dans ce cas-ci, la compagnie avait fait commencer ses travaux avant la sanction de la loi, et il s'agissait de savoir si nous avions le droit de payer dans les circonstances. Il y avait deux opinions: l'une disait que nous ne pouvions payer, et l'autre que nous pouvions payer. Il semblait que nous pouvions payer puisque, en définitive, les travaux avaient été faits et approuvés par l'officier du gouvernement. Il y a aussi des précédents dans ce sens créés par le gouvernement Mercier. A tout événement, nous mettons cette résolution afin de dissiper le doute qui peut exister.

La cinquième résolution prolonge jusqu'au 1er juillet 1898 le délai dans lequel les travaux sur le chemin de fer de jonction de Pontiac au Pacifique doivent être terminés.

La résolution sixième n'ajoute rien aux obligations de la province. La loi 58 Victoria, chapitre 2, section 1, paragraphe 3, accordait un subside de soixante mille piastres à la Compagnie de jonction de Pontiac au Pacifique pour acheter l'embranchement du Pacifique Canadien, de Hull à Aylmer, à certaines conditions. Or, la compagnie n'a pas pu acheter cet embranchement qui est aujourd'hui la propriété du chemin de fer électrique d'Ottawa et Hull. Nous proposons tout simplement de mettre ce subside de \$60 000 à la disposition de la même compagnie pour lui permettre de continuer la construction de sa voie de Aylmer à Hull, si elle ne peut faire l'acquisition de cette ligne.

Par la septième résolution, nous proposons d'autoriser le reploiement d'un subside déjà voté au chemin de fer le Grand-Nord, autrement appelé le Parry Sound, qui est si populaire à Québec. La loi 58 Victoria chapitre 2, section 4, accordait à cette compagnie un subside de \$100 000 pris à même les renonciations consenties par les compagnies de Montmorency et Charlevoix et de la vallée de la Gatineau. Nous autorisons maintenant la compagnie à appliquer la moitié de ce subside à

la construction de deux ponts, l'un sur la rivière Shawinigan, et l'autre sur la rivière L'Assomption.

La huitième résolution autorise le lieutenant-gouverneur à payer d'une manière différente, ou plutôt pour une étendue de chemin différente, le subside de \$87 750 transporté par la Compagnie des Basses-Laurentides en faveur de cette même compagnie du Grand-Nord. Ce subside devait s'appliquer à la construction de 13 milles de chemin; mais après nous avoir démontré les difficultés de construction de cette partie de sa voie et le coût excessif de viaducs qu'elle est obligée de construire sur ce parcours, la compagnie nous a demandé d'appliquer ce subside à la construction de dix milles seulement de sa voie, savoir, du 10ième au 20ième mille, à l'ouest de la jonction de Saint-Tite. Nous avons jugé qu'il était dans l'intérêt public d'accéder à cette demande.

Dans la neuvième résolution il s'agit encore du Grand-Nord et d'un transport de subside fait à cette compagnie par la Compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides. Par acte, en date du 20 septembre 1893, cette dernière compagnie a transporté au chemin du Grand-Nord son subside de cinq mille acres de terre par mille sur un parcours de trente-trois milles qui lui avait été accordé en vertu du paragraphe k de la section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 88. Il s'est présenté quelque doute sur la question de savoir si la conversion de ce subside avait été régulièrement faite et si nous pouvions payer à la compagnie du Grand-Nord, une somme de \$35 000 pour ces travaux déjà faits, et le reste de ce subside aux termes de la loi. Cette résolution a pour but de dissiper tout doute quant à la validité de la conversion et au droit de payer.

La dixième résolution est de même nature que la cinquième. Nous proposons de déclarer que le délai dans lequel les travaux sur les chemins de fer des Basses-Laurentides et du Grand-Nord, actuellement le chemin de fer du Grand-Nord, devront être complétés, sera prolongé jusqu'au 1er juillet 1898.

La onzième résolution ne devrait présenter aucune difficulté. Par la loi 59 Victoria, chapitre 4, le gouvernement Taillon a cru devoir venir au secours de certaines personnes ayant des réclamations privilégiées contre une compagnie de chemin de fer dont elles n'avaient pu se faire payer, en réglant ces réclamations. Après avoir examiné la réclamation de M. Geo. Bail de Nicolet, nous en sommes venus à la conclusion qu'elle était analogue à celles dont je viens de parler, et nous proposons de payer à M. Bail \$2,424.27 en règlement de sa réclamation privilégiée contre le chemin de fer le Grand Oriental; cette somme devant être prise à même la balance du subside ci-devant voté pour cette compagnie.

Enfin, M. l'Orateur, voici la douzième résolution, celle qui fera le sujet de ce débat. Comme je le disais en commençant elle contient la principale disposition de ce projet de législation.

Nous disons par cette résolution:

"En règlement des réclamations de certaines compagnies de chemins de fer qui ont déclaré

accepter soixante-dix centins par acre au lieu des subsides en terres à elles accordés, de laquelle somme trente-cinq centins devaient être payés à l'époque où le subside devenait dû et la balance quand les terrains assignés à ces compagnies auraient été vendus et payés, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, à la place des derniers trente-cinq centins, une somme qui pourra être déterminée entre lesdites compagnies et le commissaire des travaux publics, mais qui ne devra pas excéder la moitié de cette somme de trente-cinq centins par acre, aux compagnies qui ont déjà déclaré leur intention d'accepter un règlement à un taux réduit et à celles qui le déclareront dans les trente jours qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi, le tout sujet aux dispositions de la loi en ce qui regarde l'achèvement et l'équipement de ces chemins de fer et à toutes autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut juger à propos d'imposer."

En deux mots, voici ce dont il s'agit:

A différentes reprises cette Chambre a voté des subsides en terres à certaines compagnies pour venir en aide à la construction des chemins de fer en cette province. D'après les lois autorisant la concession de ces subsides, le prix de ces terres était fixé à 70 centins l'acre; la moitié de ces 70 centins, c'est-à-dire 35 centins, était payable à mesure que les compagnies remplissaient les obligations imposées par la loi; l'autre moitié, les derniers 35 centins, est payable après la localisation, la vente et le paiement du prix de ces terres. Ce sont ces derniers 35 centins que le gouvernement désire régler et nous demandons à la Chambre l'autorisation de les convertir à un prix réduit, le tout comme le dit la douzième résolution, sujet aux dispositions de la loi en ce qui regarde l'achèvement et l'équipement de ces chemins de fer et à toutes autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut juger à propos d'imposer.

J'attire l'attention de la Chambre sur ces derniers mots; ils ont été insérés avec intention et ils se rattachent à une question intéressante. Nous avons été avertis que certaines compagnies doivent encore des sommes considérables aux ouvriers qui ont travaillé pour elles et aux personnes qui leur ont fourni des matériaux. Ces personnes nous ont demandé de protéger leurs intérêts. Nous croyons que leur demande est juste. Dans la plupart des cas, ce sont de pauvres gens ou de petits entrepreneurs qui ne peuvent subir ces pertes sans souffrir, et nous croyons qu'il est de notre devoir de leur venir en aide autant que cela est possible. Nous nous réservons ce pouvoir et nous l'exercerons avec toute la prudence nécessaire en pareil cas. Il y a des compagnies qui ont transporté partie de leurs droits à des tiers, et nous croyons que le gouvernement ne doit pas permettre que ces droits soient lésés.

La question ainsi posée, je désire attirer l'attention de la Chambre sur les statuts en vertu desquels les compagnies ont obtenu les subsides qu'il s'agit maintenant de régler. Le premier est celui de 1882 dont je porte une large part de

responsabilité, car j'étais alors commissaire des Terres dans le gouvernement Chapeau.

Que dit ce statut, quant aux subsides en terres votés aux compagnies? Il dit ceci:

"Les choix des terrains à être ainsi donnés en subsides sera laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil qui devra, autant que possible, les fixer sur le parcours ou dans le voisinage de chaque ligne respectivement, en blocs alternatifs de pas plus de deux milles carrés ou de quatre milles en superficie; sujet aux conditions suivantes" (Section 2, chapitre 23. 45 Victoria 1882).

Ainsi, qu'on le remarque bien: le choix des terrains est laissé au lieutenant-gouverneur en conseil; mais il n'est pas dit qu'il lui sera loisible de les fixer n'importe où; au contraire, il est dit expressément qu'il devra, autant que possible, les fixer sur le parcours ou dans le voisinage de chaque ligne respectivement.

La loi contient aussi d'autres clauses relatives aux réserves des marchands de bois et quant au prix auquel ces terres devront être vendues, c'est-à-dire \$1 l'acre. Voilà pour le statut de 1882. Examinons maintenant celui de 1886. J'ai le plaisir de dire que j'en suis encore responsable en grande partie, car j'étais alors commissaire des chemins de fer, et c'est sur moi que retombait la responsabilité de défendre cette politique devant la Chambre et devant la province.

Le statut de 1886, chapitre 77, section 2, dit:

"Le choix des terrains à donner ainsi en subsides, sera laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil qui devra, autant que possible, les localiser le long de chaque ligne respectivement ou dans leur voisinage, et en blocs alternatifs de pas plus de deux milles carrés ou quatre milles en superficie, au temps et de la manière ci-après prescrits."

Cette loi est donc à peu près dans les mêmes termes que celle de 1882. Elle indique aussi le délai dans lequel les compagnies devront faire application pour bénéficier de ce subside. Le chapitre 76, du même statut, indique les conditions auxquelles le lieutenant-gouverneur en conseil pourra convertir en argent le subside voté par le statut de 1882, à savoir:

Section 1. "Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra convertir, en tout ou en partie, tout subside en terres auquel une compagnie peut avoir droit en vertu du statut 45 Victoria, chapitre 23, ou en vertu de tout acte passé dans la présente session de la Législature, en un subside en argent, en payant une somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre au temps où ledit subside deviendra dû, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre quand les terrains assignés à cette compagnie auront été vendus et payés, conformément aux règles et règlements du département des Terres de la couronne, et sujet aux conditions propres à assurer la construction du chemin auquel ledit subside s'appliquera, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir, pourvu que les compagnies ayant droit à un subside en terres aient déclaré, dans le délai des deux

ans qui suivra la passation du présent acte, leur option en faveur de ladite conversion dudit subside, par une résolution de leurs bureaux de directeurs régulièrement communiquée au gouvernement par l'intermédiaire du commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics".

Telle est la loi adoptée en 1886, sous l'administration Ross. Voyons le statut de 1888 chapitre 91, 51-52 Victoria sous M. Mercier. La clause 14 de ce statut déclare que:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut en tout ou en partie, convertir toute subvention en terres à laquelle une compagnie peut avoir droit en vertu du présent acte, en une subvention en argent, en payant une somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, au temps où ladite subvention deviendra due, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, quand les terres assignées à cette compagnie en vertu de cet acte, auront été vendues et payées conformément aux règles et règlements du département des Terres de la couronne, et sujet aux conditions propres à assurer la construction du chemin auquel ladite subvention s'appliquera, que le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir; pourvu que la compagnie ayant droit à la subvention en terre en vertu du présent acte, ait déclaré, dans le délai des deux ans qui suivront la passation de cette loi, son option en faveur de ladite subvention par une résolution de son bureau de directeurs régulièrement communiquée au gouvernement par l'intermédiaire du commissaire des Travaux publics".

Ce sont à peu près toujours les mêmes termes. On remarquera que le prix des terres ainsi accordées aux compagnies de chemins de fer est fixé à 70 centins l'acre.

Arrivons à 1890. C'était le temps où l'on faisait des largesses en fait de subsides aux chemins de fer. Nos adversaires étaient au pouvoir, et, bien que l'écho de leurs dénonciations contre nous à propos de notre politique de chemins de fer résonnât encore aux oreilles de la population de cette province, ils ne craignaient pas de s'engager dans la voie de subventions nouvelles et même d'aller beaucoup plus loin que nous. Après avoir accordé de nombreux octrois, la loi de 1890 (chapitre 88, 54 Victoria) disait, par la clause 7:

"Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire revivre les dispositions contenues dans la clause 14e de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, en faveur des compagnies de chemins de fer auxquelles des subventions en terre sont par les présentes accordées".

Or, M. l'Orateur, la clause 14 de la 51-52 Victoria, c'est celle que je vous citais tout à l'heure et qui donne au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de convertir les subsides en terre en un subside en argent, payable trente-cinq centins lorsque les travaux sont terminés et trente-cinq centins lorsque les terres sont localisées, vendues et payées.

Enfin, à la session de 1893, cette Chambre (chapitre 3, 56 Victoria), autorisait le lieutenant-gouverneur en conseil à transporter certains sub-

sides d'une compagnie à une autre pour les fins d'intérêt public, et, en même temps, elle ajoutait par la clause 5 l'autorisation au lieutenant-gouverneur en conseil de faire revivre la section 14 du chapitre 91 de la 51-52 Victoria, le chapitre 102 de la 53 Victoria, et la section 7 de la 54 Victoria, chapitre 88. De sorte que, au fond, nous pouvons dire que la même loi s'applique à tous les subsides accordés aux compagnies de chemins de fer dans notre province, depuis 1882.

Nous voilà donc fixés sur les dispositions de la loi. Il importe maintenant de connaître les faits. Quel est le nombre d'acres à convertir? Je dois dire ici, M. l'Orateur, que j'ai puisé mes chiffres aux sources officielles. Je sais qu'il existe déjà des statistiques sur cette question, mais je n'ai pas voulu m'y fier. Mon expérience, lorsque je siégeais de l'autre côté de la Chambre, m'a démontré qu'il n'était pas toujours sage de s'en rapporter aux chiffres donnés à tel ou tel point de vue, et j'ai voulu éviter toute erreur. Les statuts ont été compulsés année par année, et les chiffres officiels en ont été extraits de manière à donner toutes les garanties possibles d'exactitude.

Quel est le nombre d'acres auxquels cette législation s'appliquera?

Nous avons comme subsides existants 9,415,194 acres, ce qui représente une étendue de terre de 14,711 milles carrés. Sur ce total, il y a de gagnés 7,012,259 acres, laissant 2,402,935 acres qui ne sont pas encore gagnés et qui peuvent ne l'être jamais. Le total des subsides en terre gagnés et non gagnés représente en argent, à 35 centins de l'acre, un chiffre de \$3 295 317.95. Sur cette somme, il y a actuellement payable \$2 454 290.91, en ce sens que les travaux sont déjà faits; ce qui laisse \$841 027.04 pour les subsides non encore gagnés. Voilà l'état de chose en face duquel nous nous trouvons.

Mais avant d'aller plus loin, laissez-moi établir les responsabilités d'un chacun et rendre à César ce qui est à César. Je veux montrer à cette Chambre et au public quelle est la part qui revient au gouvernement Mercier et quelle est la part qui revient aux gouvernements antérieurs dans l'octroi de ces subsides. Puisant toujours mes chiffres aux sources officielles, dans les statuts que je citerai plus tard, je trouve que le gouvernement Mercier a accordé pour 8,144,000 acres positivement de nouvelles subventions, et a fait revivre ou a revoté pour 1,514,000 acres, ce qui forme un grand total de 9,658,000 acres que l'on trouve dans les lois adoptées sous ce gouvernement. Quant aux 9,415,194 acres dont il s'agit aujourd'hui la part du gouvernement Mercier, et des gouvernements antérieurs est comme suit:

Pour les 7,012,259 acres pour lesquels les travaux sont faits, et pour lesquels il y aura lieu d'effectuer un règlement si ce projet de loi est adopté:	
Gouvernement Mercier.	4,654,299 acres
Gouvernements antérieurs.	2,357,960 acres
Total	7,012,259 acres
Pour les 2,402,935 acres pour lesquels les tra-	

vaux ne sont pas faits et qui ne sont pas par conséquent gagnés:

Administration Mercier. 602,935 acres
Administrations antérieures. 1,800,000 acres
Total. 2,402,935 acres

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Est-ce que le premier ministre veut dire par là que les gouvernements antérieurs n'ont pas accordé d'autres subsides?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Mais non, puisque je prends la peine de dire que ce sont les subsides que nous avons à régler aujourd'hui. Nous n'avons pas à nous occuper actuellement des subsides autres que ceux qu'il nous faut régler immédiatement.

Donc, M. l'Orateur, la très grande partie des octrois en terres que les compagnies nous mettent en demeure de localiser ou de régler maintenant, moyennant un prix réduit, nous a été léguée par l'administration précédente.

Pour vous montrer maintenant combien nombreux et importants sont les intérêts affectés par la législation que nous avons l'honneur de soumettre à cette Chambre, je vais vous donner une liste des compagnies pour lesquelles ces subsides ont été votés, avec les comtés qu'elles traversent, le nombre d'acres accordés, les sommes qu'ils représentent à 35 cents, en distinguant entre ce qui peut être considéré comme gagné et non encore gagné au point de vue de ce projet de loi.

Noms des chemins de fer et comtés parcourus	Subventions actuellement dues	Subventions non encore dues	Subventions actuellement dues réduites en argent	Subventions non encore dues réduites en argent
Baie des Chaleurs	Acres	Acres	2ième 35	2ième 35
(Bonaventure et Gaspé)	800,000	1,800,000	280,000.00	630,000.00
Grand-Nord et Basses-Laurentides (Québec, Portneuf, Champlain, Saint- Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Montcalm, Terrebonne et Argenteuil)	832,134	210,265	291,246.96	73,593.00
Comté Drummond (Saint-Hyacinthe, Drummond et Arthabaska)	270,000		94,300.00	
Jonction de Beauharnois (Châteauguay et Beauharnois)	95,650		33,477.50	
Hereford (Compton)	140,000		49,000.00	
Colonisation du Lac Temiscamingue (Pontiac)	224,400		78,540.00	
L'Assomption (Assomption)	10,500		3,675.60	
Lotbinière et Mégantic (Mégantic et Lotbinière)	250,000		87,500.00	
Montréal et Lac Maskinongé (Joliette et Berthier)	65,000		22,750.00	
Montréal et Occidental (Terrebonne, Argenteuil, Ottawa)	350,000		122,500.00	
Colonisation de Montfort (Terrebonne, Argenteuil)	207,975	2,025	72,791.00	700.00
Colonisation d'Ottawa (d'Ottawa)	208,000		72,800.00	
Pontiac et Renfrew (Pontiac)	50,000		17,500.00	
Québec Central (Beauce, Mégantic et Compton)	117,000		40,950.00	
Québec et Lac-Saint-Jean (Québec, Portneuf, Chicoutimi, Lac-Saint-Jean)	1,328,553	55,000	464,995.95	10,250.00
Québec, Montmorency et Charlevoix (Québec et Montmorency)	120,000		42,000.00	
Temiscouata				

(Témiscouata)	690,000	.....	241,500.00	
Comtés-Unis				
(Herville, Rouville, Saint-Hyacinthe et Richelieu)	593,042	5,358	207,565.00	1,875.00
Vaudreuil et Prescott				
(Vaudreuil)	300,600	.....	105,000.00	
Ottawa et Vallée de la Gatineau				
(Ottawa et Pontiac)	360,000	92,857	126,000.00	32,500.00
Vallée est du Richelieu				
(Iberville et Missisquoi) .....	.....	237,428	.....	83,100.00
Total	7,012,259	2,402,935	2,454,290.91	841,627.04

(*) Suivant ordre en conseil no 237, du 23 avril 1894, voir 54 Victoria, chapitre 88 par js.

Je crois, M. l'Orateur, que cette énumération suffit pour donner une idée des intérêts en jeu. Presque tous les comtés de la province sont intéressés à ce que les compagnies, aidées par l'exécution des garanties données, continuent leurs travaux et donnent à ces régions les facilités de communications et de transport qu'elles ont le droit d'avoir.

La Chambre connaît les lois qui accordent les subsides en question aux compagnies de chemins de fer; elle connaît également les faits, c'est-à-dire le nombre d'acres à localiser, ce qu'ils représentent en argent, la part de chaque parti dans l'octroi de ces subsides. Il est temps de se demander quelles sont les obligations du gouvernement.

En accordant ces subsides, le gouvernement s'est engagé envers les compagnies à leur payer d'abord 35 centins aussitôt que les travaux seraient terminés, puis à faire localiser les terres, à les vendre et à leur remettre la balance de trente-cinq centins par acre aussitôt que ces terres seraient payées. Voilà son obligation. S'en est-il acquitté? Non, M. l'Orateur. Pour une raison ou pour une autre le gouvernement de la province n'a jamais rempli cette obligation. Elle nous reste aujourd'hui comme au premier jour. Devons-nous l'éviter encore une fois? Devons-nous rester les bras croisés et continuer cette politique d'atermoiements qui a été suivie dans le passé? Je ne le crois pas M. l'Orateur, je l'ai dit ailleurs et je le répète ici: nous avons la prétention d'être un gouvernement d'action, nous ne voulons pas remettre au lendemain ce qui peut se faire aujourd'hui, si nous avons pris une décision. Nous avons envisagé la position en face; nous avons étudié les intérêts en jeu au point de vue de la province, de son développement, de son progrès, de sa situation financière; nous avons pesé les intérêts affectés, les conséquences qui pourraient résulter d'un nouveau retard, et nous avons pris la décision que nous demandons à cette Chambre de ratifier. Pour cela nous n'avons pas eu besoin d'étendre le sens de la loi; nous l'avons pris tel qu'il est. Nous avons constaté l'obligation du gouvernement de localiser les terres qui ont été octroyées aux compagnies. Nous avons constaté également que, jusqu'à ce jour, cette obligation n'a pas été remplie et nous avons été forcés de reconnaître que les compagnies ont le droit correspondant de nous obliger à leur indiquer d'emplacement de la propriété sur laquelle elles ont une quasi-hypothèque de trente-cinq centins par acre.

Mais il y a plus que cela. Des compagnies qui ont obtenu ces subsides en terres ont transporté aux capitalistes cette garantie des seconds trente-cinq centins auxquels elles ont droit afin d'obtenir l'argent nécessaire pour continuer leurs travaux. Et aujourd'hui elles ne peuvent plus emprunter tant qu'elles n'auront pas remboursé cette garantie. Les banques et les capitalistes leur ont prêté sur cette garantie. Je sais que dans le cas du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean, ce subside a été transporté à M. Ross, pour la partie du chemin jusqu'à Chicoutimi, et à M. Hanson et

un autre pour l'autre partie et que dans le cas du chemin de fer Montréal et Lac-Maskinongé, cette garantie a été transportée à un Français. On dira peut-être que ces créanciers connaissent les conditions de cette garantie. Oui, mais il ne faut pas oublier que le gouvernement, mis en demeure de fixer l'emplacement des terres, a toujours retardé et qu'aujourd'hui cette obligation qui donne de la valeur à ces garanties, est encore sans exécution.

Il y a plus encore. Des ouvriers qui ont donné leur travail pendant des mois attendent après l'argent qui leur est dû; de petits entrepreneurs qui ont fourni des matériaux pour la construction de ces voies ferrées sont dans le même cas. Tous ces gens-là, M. l'Orateur, ont le droit de venir nous dire: donnez une valeur aux garanties que vous avez votées aux compagnies; tous ces gens-là ont droit de nous montrer les statuts de 1882, 1886-88-90 et 93 et de nous dire: vous avez promis de localiser les terres, de les vendre et d'en remettre le prix aux compagnies de chemins de fer, rachez votre promesse, maintenant.

Enfin, plusieurs de ces compagnies périssent parce qu'elles ne sont pas capables de réaliser la garantie que nous leur avons donnée au nom de la province. Dira-t-on que c'est bien leur faute, qu'elles auraient dû demander au gouvernement la localisation de ces terres. Je l'ai déjà dit, elles ont fait cette demande à plusieurs reprises; vous n'avez qu'à parcourir les documents soumis à cette Chambre pour vous en convaincre. Et voici dans quels termes elles nous ont formulé cette demande le printemps dernier. A une réunion des représentants des compagnies intéressées tenue à Montréal le 14 avril 1896, il a été proposé par M. W. Wainwright appuyé par M. J.N. Greenshields, C. R. et décidé unanimement d'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil un mémoire établissant les droits des compagnies quant à ces subsides. La requête se lit comme suit:

A son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil.

"La requête de la Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc, représentant le chemin de fer de la jonction de Beauharnois, et agissant ici par l'entremise de William Wainwright; la Compagnie du chemin de fer du Canadien Pacifique, représentant la Compagnie du chemin de fer du Lac Temiscamingue, la Compagnie du chemin de fer de Vaudreuil et Prescott, et la Compagnie du chemin de fer Montréal et Ottawa, agissant ici par R.T. Heneker; la Compagnie du chemin de fer de Drummond et la Compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, représentées par M. J.N. Greenshields. C. R.; la Compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa et la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix, représentées par M. H.J. Beemer; la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la Gatineau représentée par M. W.D. Harris; la Compagnie du chemin de fer de Montréal et Occidental, représentée par J.-D. Rolland; la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, la Compagnie du chemin de fer de L'Assomption et Saint-Gabriel

représentées par M. C.N. Armstrong; la Compagnie du chemin de fer le Grand-Nord, représentée par M. S. Lonergan; la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, représentée par M. J.G. Scott; la Compagnie du chemin de fer de la vallée du Richelieu, représentée par M. L.F. Morison; la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis, représentée par Charles-D. Vaze; la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, représentée par M. Alphonse Leclaire; la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montford représentée par M. E. Sénécal; la Compagnie du chemin de fer Saint-André et Lachute, représentée par J. Beatty, agissant par M. J. White; et la Compagnie du chemin de fer de Ottawa et Gatineau, représentée par Hanson Bros; soumet respectueusement:

Que, d'après l'acte 45 Victoria, chapitre 23, certains subsides ont été accordés à vos requérants, lesquels subsides ont été modifiés et convertis par les actes 49-50 Victoria, chapitre 75 et 56 Victoria, chapitre 3.

Qu'en vertu des actes précédents de la Législature de la province de Québec qui ont été acceptés par vos requérants, vos requérants ont maintenant droit à ce que sur les terres de la province de Québec, il leur soit alloué les lots particuliers à même la vente desquels doit être payée la balance de subside due aux dites compagnies.

Que lesdits statuts pouvoient de plus à ce que lesdites terres soient choisies le long de chaque ligne ou de leur voisinage respectif en blocs alternatifs de pas plus de deux milles carrés ou quatre milles en superficie, et vos requérants demandent spécialement que cette condition soit observée dans la localisation de ces terres.

C'est pourquoi vos requérants prient Votre Honneur en Conseil de procéder, d'après les termes et dispositions desdits actes, à localiser ou indiquer autrement à vos requérants respectivement, les terres particulières dont la vente doit servir à payer les subsides dus aux compagnies en vertu desdits actes.

Et vos requérants ne cesseront de prier.
De la part des requérants".

(Signé) "J.-D. Rolland", président
(Signé) "W.J. White", Secrétaire

Montréal, 15 avril 1896".

Il ne peut y avoir de doute maintenant que les compagnies nous ont régulièrement mis en demeure de remplir notre part des engagements pris en vertu des statuts que j'ai cités plus haut.

Ici, M. l'Orateur, vous me permettrez d'ouvrir une parenthèse pour dire un mot au sujet de certaines localisations qui ont déjà été faites. Il s'agit des compagnies du Lac-Saint-Jean et du Montréal et Lac-Maskinongé. Une espèce de localisation de terres ainsi votées comme subsides a été faite pour ces deux compagnies, pour la première par le gouvernement Ross, et pour la seconde par le gouvernement Mercier. La question se présente de savoir si cette localisation était

régulière. Je ne suis pas prêt à me prononcer sur ce sujet pour le moment. Dans tous les cas, la Compagnie de Québec et Lac-Saint-Jean a requis le gouvernement de lui rembourser le prix des terres vendues depuis cette date. J'étais alors commissaire des Terres de la couronne et j'ai pu me rendre compte dans le temps des difficultés que présentait cette question. En remboursant nous devions payer 35 centins l'acre. Or, nous vendions ces terres 20 centins l'acre aux colons, et dans plusieurs cas nous étions même obligés, après un certain temps, de faire des remises aux colons. Vous voyez le résultat: nous perdions immédiatement 15 centins par acre, plus l'intérêt et les remises à faire aux colons. Devions-nous augmenter le prix des terres jusqu'à concurrence du montant que nous devions payer? Alors nous entravions aussitôt la colonisation. D'un autre côté, en ne vendant que 20 centins l'acre ce que nous devions payer 35 centins, nous nous engageons dans une voie peu rassurante pour les finances de la province. La situation est encore la même aujourd'hui. Dans le Lac-Saint-Jean, la Gaspésie et d'autres endroits de la province, le prix des terres pour les fins de colonisation est de 20 centins l'acre. Dans la région du chemin de Montréal et Lac-Maskinongé c'est à peu près la même chose; les terres s'y vendent trente centins l'acre.

Voilà une petite digression nécessaire pour vous montrer l'inconvénient qu'il y a de localiser les terres pour les vendre ensuite beaucoup moins que nous sommes tenus de les payer aux compagnies qui y ont un droit indéniable.

J'ai démontré les droits des compagnies aux terres en question. J'ai démontré également les obligations de la province envers les compagnies. Quelles sont maintenant les objections à l'application de la loi, telle qu'elle existe actuellement? Elles sont sérieuses, M. l'Orateur, et quand je les aurai examinées avec la Chambre, je crois que celle-ci arrivera à la même conclusion que nous, à savoir: que ces objections sont insurmontables.

Je veux examiner ces objections à la lumière du passé et à l'aide de l'expérience que j'ai acquise pendant que j'étais commissaire des Terres. Parlant d'après cette expérience, je crois qu'il est impossible de mettre la loi actuelle à exécution sans rencontrer les plus grandes difficultés. D'abord, quel serait le coût des arpentages? J'attire ici tout spécialement l'attention de la Chambre et du public sur les chiffres que je vais donner. J'ai fait faire les calculs par les officiers les plus compétents du département, M. Taché, l'assistant-commissaire des Terres, et M. Gauvin, surintendant des arpentages. Le moindre prix serait de 12 1/2 cents l'acre, et en y comprenant tous les travaux qui s'y rattachent, ce prix serait de 17 cents l'acre.

A 17 centins de l'acre, 9,415,194 acres donnent un coût total de \$1 600 582.98, et à 12 1/2 centins de l'acre, qui est l'évaluation la plus basse des officiers du gouvernement, le coût de l'arpentage seul des terres auxquelles les compagnies ont droit serait de \$1 176 899.25. Déduisons de cela, si vous voulez, le prix d'arpentages des

850,000 acres de la Compagnie du chemin de fer du Lac-Saint-Jean et des 65,000 acres de la Compagnie du chemin de fer de Montréal et Lac-Maskinongé, soit un total de 915,000 acres qui, à 17 centins l'acre, donnent un total de \$155,550, et, à 12 1/2 centins, \$114,375. Il reste encore, M. l'Orateur, un million en chiffres ronds, représentant la somme que la province serait obligée de déboursier pour localiser les terres auxquelles les compagnies ont droit. Mais on dit: il n'y a pas besoin d'arpenter, puisque les terres sont fixées par blocs alternatifs de deux, milles carrés. Cet argument n'est pas sérieux. Devons-nous interpréter la loi de façon à la rendre illusoire! La loi dit clairement que les seconds 35 centins seront payables aux compagnies au fur et à mesure que les terres seront localisées et vendues. Or, pour les localiser et les vendre, il faut nécessairement déterminer l'endroit où elles se trouvent, c'est-à-dire les arpenter. Puis l'on ajoute: pourquoi ne pas vendre les terres déjà arpentées? Cela ne serait pas plus avantageux pour la province. Nous ne pourrions pas vendre ces terres à un prix assez élevé et il faudrait aussi les faire arpenter de nouveau pour une bonne partie. C'est un fait reconnu que nous sommes obligés de faire reprendre des arpentages déjà faits dans plusieurs parties de la province. Tous les jours nous recevons des demandes à cet effet, et dans plusieurs cas, nous sommes obligés de reconnaître que ces demandes sont raisonnables. De sorte qu'il n'y a aucun avantage à chercher de ce côté-là et nous nous trouvons en face de l'obligation de localiser les terres votées comme subsides aux compagnies, de les vendre et de payer à ces compagnies les 35 centins par acre qui leur reviennent, ou bien de régler avec elles moyennant un prix raisonnable.

Je vous ai dit combien la localisation coûterait en frais d'arpentage seulement. Les calculs officiels portent à un million et demi le coût des arpentages. Je veux être large dans cette discussion et je suis prêt à faire à cette fin la part de l'exagération. Je suis même prêt à admettre, pour l'argument, que le coût de l'arpentage ne serait en tout que d'un demi-million. Prenant cette somme comme admise, je dis, M. l'Orateur, que nous avons encore un argument péremptoire pour ne pas adopter cette politique. Car il ne faut pas considérer seulement le prix de l'arpentage de ces terres, il y a aussi des frais de perception qu'il faudra encore déduire du prix de vente, et enfin la diminution dans les revenus des bois et forêts, qui découlera de cette vente de terres. Les subsides en question comportent une superficie totale de 9,415,194 acres, égale à 14,711 milles carrés. A 35 centins de l'acre, la vente de ces terres représenterait \$3,295,317.90. Déduisons de cette somme le coût de localisation à 17 centins l'acre: \$1 600 582.98 et les frais de perception; \$329,531, ou un total de \$1,930,113.98, il ne nous resterait que \$1 365 203.92 pour rencontrer cette somme de \$3,295,317.99 que nous serions tenus de payer aux compagnies immédiatement après la vente de ces terres. C'est-à-dire, M. l'Orateur, que la province, par cette transaction, serait en déficit de

\$1,930,113.98. Et même en admettant les chiffres plus réduits pour le coût de ces arpentages, disons même comme je le disais, il y a un instant, à titre d'argument \$500 000, il y aurait encore un déficit considérable.

Ensuite, il est très important de ne pas oublier que par la vente de ces terres, l'on aura à se départir, un jour ou l'autre, du revenu de l'affermage des coupes de bois auquel elles sont maintenant assujetties.

"Les ventes dont il s'agit, dit l'assistant commissaire, étant comme toutes celles faites aux conditions d'établissement et de colonisation, les terrains qu'elles renfermeront seront retraits, petit à petit, des permis de coupes de bois, et lorsque la superficie totale en sera concédée, le revenu provenant des bois et forêts, en le plaçant aux chiffres atteints ces dernières années, sera diminué par cela même d'environ un tiers: les 14,711 milles carrés représentant l'étendue du subside, égalant d'assez près le tiers de la superficie totale aujourd'hui sous licence."

Sont-ce là toutes les raisons qui s'opposent à cette politique de localiser les terres dues aux compagnies? Non, M. l'Orateur, il en est une autre à mes yeux plus grave et plus puissante que nous ne pourrions mettre de côté sans manquer à notre programme et à la logique. Je veux parler de la colonisation.

Depuis que nous sommes au pouvoir, le but principal de nos efforts a été de faire disparaître tous les obstacles à la colonisation, d'encourager cette oeuvre éminemment nationale par tous les moyens à notre disposition. Pour cela, nous n'avons rien épargné. Nous avons répandu l'instruction agricole à profusion: nous avons fondé des écoles spéciales; nous avons encouragé toutes les conventions ayant pour but d'honorer les travaux des champs. Ces efforts, je suis heureux de le reconnaître, ont été appréciés. La colonisation a fait des progrès et elle donne les plus belles espérances pour l'avenir. Il y a quelques jours à peine, mon honorable collègue, le commissaire des Terres de la couronne, a soumis à cette Chambre, au nom du gouvernement, la loi du "Homestead" qui amende celle adoptée sur ma proposition en 1882, et qui rend le colon plus maître chez lui, et roi dans son domaine. Or, M. l'Orateur, quel serait l'effet de la localisation et de la vente des terres en question sur la colonisation? Je pose la question, vous répondrez quand je vous aurai soumis mes remarques sur ce point. Pour que cette vente rapporte à la province les trente-cinq centins que la loi l'oblige de payer aux compagnies, il nous faut vendre ces terres au moins soixante centins l'acre.

De plus, pour certaines parties de ces subsides, ceux par exemple qui ont été votés par le statut de 1882, la loi fixe le prix de vente de ces terres à une piastre l'acre. Pouvons-nous vendre ces terres une piastre ou seulement soixante centins l'acre quand nous les vendons 30 et même 20 centins ailleurs? Le résultat serait d'arrêter immédiatement le mouvement de la colonisation qui se fait actuellement dans notre province. Le gouver-

nement peut-il faire cela? Nous venons d'octroyer de nouveaux avantages aux colons. Peut-il lui retirer de la main gauche ce qu'il lui donne de la main droite? Tout le monde en ce moment parle de colonisation dans notre province. Les uns s'occupent du repatriement des Canadiens émigrés aux États-Unis; les autres travaillent à diriger vers la forêt l'excédant des populations des villes. Et pour faciliter ces mouvements patriotiques on fait appel au gouvernement; on lui demande des réductions dans le prix des terres; on lui demande même des concessions gratuites. Nous n'hésitons pas à les accorder lorsqu'elles nous paraissent justes et avantageuses pour l'avenir de la province. Dans ces conditions, le moment serait-il bien choisi pour augmenter le prix des terres dans la province? Poser la question, c'est la résoudre.

Maintenant, M. l'Orateur, ai-je besoin de demander le concours de nos adversaires sur une question aussi importante? Je ne le crois pas. Je pense qu'ils sont comme nous convaincus que le gouvernement a adopté une politique honnête, juste et avantageuse pour la province. Mais s'ils hésitaient à nous appuyer, je leur demanderais de relire avec moi ce qu'un de leurs chefs, le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) disait en 1887, dans son discours sur le budget, pages 35, 36 et 37. C'est la confirmation la plus éloquente de la politique du gouvernement. Je demande à la Chambre de suivre attentivement les paroles du député de Québec-Est (M. J. Shehyn), et je prie le public impartial de les méditer sérieusement:

"Les deux montants, disait-il alors, qui viennent ensuite dans le tableau et forment \$1,518,428.50, représentent des obligations résultant des lois que nous avons passées à la dernière session pour convertir en argent les subsides de terrains accordés aux compagnies de chemins de fer en 1882. Le montant total des subsides dont la conversion est autorisée par la loi de 1886 est de \$3,588,550.00, en prenant les terres à 70 centins l'acre, tel que fixé par la loi.

Comme on peut le voir en consultant l'état numéro 4, je ne fais entrer dans le passif énuméré dans cet état que la moitié des sommes que représente en argent cette conversion de subsides, déduction faite des \$245,846.50 déjà payées à compte, et je laisse dans la catégorie des obligations douteuses la somme de \$1,794,275.00 représentée par les 35 centins l'acre que nous aurons à payer aux compagnies, lors de la vente des terres spécialement affectées à ces subsides. Je ne parle pas non plus des subsides en argent que cette loi accorde à certaines compagnies.

De prime abord, on est porté à croire que la vente de ces terres fournira un appoint considérable pour amortir la dette résultant de la législation qui nous occupe; mais en examinant un peu ce que rapportera la vente de ces terrains et ce qu'elle nous fera perdre sur le revenu des bois et forêts, on arrive bien vite à la conclusion qu'il n'en est rien.

D'après les renseignements fournis par M. Moreau, secrétaire des affaires de chemins de fer, les subsides en question forment un total dû de

5,126,500 acres de terre, ou une étendue de 8,610 milles en superficie. Que rapportera la vente de ces terres? Le statut en fixe le prix à 70 centins l'acre, pour établir la quotité des sommes payables aux différentes compagnies; mais il est évident que nous ne pouvons pas vendre à ce prix. Du 30 juin 1867 au 30 juin 1886, il a été vendu 2,633,892 acres de terres de la couronne et le prix de ces ventes forme un total de \$1 046 490.90, ce qui fait une moyenne de 39.7 centins l'acre. A ce prix, les 5,126,500 acres compris dans les subsides convertibles en argent représentent \$2 035 220.50. Mais pour livrer ces terres aux acquéreurs, il faut les arpenter, ce qui coûte environ 17 centins l'acre, en prenant la moyenne du coût de ces travaux, tels qu'exécutés par le département des Terres de 1867 à 1886. Pour 5,426,500 acres, à 17 centins l'acre les frais d'arpentage forment une somme de \$371 505.00. Il faut naturellement retrancher cette somme du produit brut de la vente des terres, qui se trouve ainsi réduit au chiffre net de \$1 163 715.50.

Il est une autre considération qu'il ne faut pas perdre de vue. En vendant ces terres pour les livrer à la colonisation, vous les enlevez à l'exploitation de l'industrie forestière et vous diminuez d'autant les recettes provenant des bois et forêts. En calculant d'après les données fournies par le rapport du Commissaire des Terres pour 1886, c'est \$91 984.90 de revenu annuel que vous enlevez au Trésor. Capitalisé à 5%, ce revenu représente un principal de \$1 839 988.00. C'est-à-dire que la vente de ces terres, qui rapportera net, déduction faite des frais d'arpentage, seulement \$1 163 715.50, nous fera perdre un revenu annuel représentant un capital de \$1 839 088.00, de sorte qu'au lieu de nous fournir les moyens d'acquitter les obligations résultant de la législation de la dernière session, ces ventes nous occasionneront une perte en capital de \$675,372.50, ou la différence entre ce que nous perdrons sur le revenu du bois et ce que nous retirerons net de la vente des terres.

Ceci suppose la vente des terres faite immédiatement. Mais il faudra tente ans pour vendre ces terres, si les ventes s'effectuent dans la même proportion que depuis la Confédération. En dix-neuf ans, du 1er juillet 1867 au 30 juin 1886, nous n'avons pu vendre que 2,633,893 acres de terres de la couronne: pour vendre dans la même proportion annuelle les 5,126,500 acres compris dans les subsides de chemins de fer, il faudra trente-sept ans, ce qui fera une moyenne d'environ 239,554 acres par année. A 70 centins l'acre, moins les 17 centins pour les arpentages, ces ventes rapporteront \$84 033.62. L'intérêt sur \$1 794 375 que représentent les premiers 35 centins, forme pour chaque année, à 5%, une somme de \$89 713.75, de sorte que en supposant, contre toute probabilité, que nous trouvions à vendre ces terres 70 centins l'acre comptant, le produit net de ces ventes ne rapporterait pas encore le montant requis chaque année pour couvrir l'intérêt sur la moitié des sommes accordées et ne laisserait rien pour racheter la capital.

Enfin, il est bien connu qu'il est impossible de retirer une partie considérable du prix de la vente des terres de la couronne: je crois qu'il n'est pas exagéré de dire que pour compter sûrement, il faut défalquer au moins 30% du prix nominal, ce qui fait qu'en pratique, nous ne pouvons certainement pas compter sur plus de \$67 236.90 provenant de la vente des terres, pour acquitter les \$89 713.75 d'intérêts à servir sur les \$1 794 275.00 de subsides payées aux compagnies pour les premiers 35 centins, ce qui laisse pour chaque année un découvert de \$22 486.35. Du reste, ces sommes seraient payées de suite aux compagnies à compte des derniers 35 centins, puisqu'en vertu de la loi, elles ont droit de toucher cet argent du moment que les terres sont vendues."

M. l'Orateur, je ne commente pas ces paroles, je les livre à la méditation de la Chambre et du public. Il y a dans ces lignes que je viens de citer la confirmation la plus éclatante de la politique que nous demandons à la Chambre d'approuver. En deux mots, le député de Québec-Est (M. M. Shehyn) déclarait alors que la politique de la localisation des terres signifiait une perte nette de près de la moitié dans le prix de revient et une perte de revenu dans les recettes du département des Terres pour l'avenir.

Immédiatement après les obstacles qui s'opposent à la localisation, il y a lieu de consulter les avantages qui doivent découler du règlement que

nous nous proposons de faire. La base de l'arrangement est celle-ci: le gouvernement paiera le moins cher possible, mais dans tous les cas, il ne paiera pas plus de 17 1/2 centins par acre, soit la moitié de ce que nous serions obligés de payer après avoir arpenté et vendu les terres. Calculons ce que cet arrangement représente au total.

A 35 centins l'acre, prix que la loi accorde aux compagnies, nous devons à celles-ci, pour 9,415,194 acres de terre, la somme de \$3 295 127.90. Cependant, M. l'Orateur, cette somme ne représente pas fidèlement ce que nous sommes appelés à payer actuellement. Ces 3,295,127.90 ne sont pas toutes gagnées; sur ce total, il y a, calculant le prix des terres à 35 centins, \$841 027.95 qui ne le sont pas encore et qui ne le seront pas d'ici à longtemps probablement. Ces \$841 027.95 sont donc à déduire du montant total, et, en les déduisant, il ne reste plus que \$2 454 290.65 qui sont payables immédiatement. Voilà ce que nous devons, en payant 35 centins de l'acre, aux compagnies. Mais si vous acceptez l'arrangement que nous discutons, cette somme se trouve réduite de moitié et nous n'avons plus à payer que \$1 227 145.32 1/2 laissant de côté les \$420 513.62 ou moitié des \$841 027.25 qui ne sont pas encore gagnées. Repartie au point de vue de la responsabilité des partis, cette somme de \$1 227 145.32 1/2 figure comme suit:

Pour le gouvernement Mercier soit 4,654,299 acres	\$814 502.32 1/2
Pour les gouvernements antérieurs soit 2,357,960 acres	\$412 643.00
Total	\$1 227 145.32 1/2
Si à cela, l'on ajoute la partie non gagnée, en calculant toujours à 17 1/2 cts, la part du gouvernement Mercier serait soit 602,935 acres	\$ 105 513.62 1/2
Et celle des gouvernements antérieurs, soit 1,800,000 acres	\$ 315 000.00
Total	\$ 420 513.62 1/2

Par cet arrangement, nous rayons du passif de la province une obligation de plus de trois millions de piastres qui y figure depuis plusieurs années. Vous me direz peut-être que cette dette n'est qu'éventuelle ou conditionnelle; oui, mais elle n'en constitue pas moins une dette et une espèce d'hypothèque sur le domaine national.

Puis nous n'avons pas l'inconvénient qui résulte de l'arpentage, de la perception du prix de vente ainsi que de la perte du revenu dans l'exploitation des bois et forêts. Voilà un argument qui mérite l'attention de cette Chambre.

Je parlais, il y a quelques instants des inconvénients qui résulteraient de la localisation des terres au point de vue de la colonisation. Il ne faut pas oublier non plus ceux que produirait une diminution considérable dans le revenu des bois et forêts. Située comme elle l'est et occupant la position qu'elle occupe dans la Confédération, la province de Québec compte en grande partie sur ce revenu pour rencontrer ses obligations. Ce revenu compromis, on peut dire qu'il ne lui resterait plus que la taxe directe pour faire honneur à une grande partie de ses engagements. Si

vous étudiez le revenu du département des Terres depuis plusieurs années vous verrez que la très grande partie provient des bois et forêts. L'an dernier, sur un million quarante cinq mille trois cent dix piastres (\$1 045 310) qu'il a contribuées au Trésor provincial, plus de 900 mille piastres viennent des bois et forêts.

Il y a encore une autre considération qui milite en faveur de ce règlement. Par le fait même nous venons au secours des compagnies. Elles ont compté sur cette garantie, nous ne faisons qu'accomplir un acte de justice à leur égard. Cette législation, du reste, leur sera avantageuse à plusieurs points de vue. Leur crédit se raffermira, les travaux pourront être continués et tous ces chemins, aujourd'hui inachevés, pourront se terminer, ce qui donnera du travail et ajoutera à la prospérité dans une grande partie de la province.

Sur une question comme celle-là, M. l'Orateur, il est toujours bon de connaître l'opinion de nos adversaires. A ce propos, lorsque nous étions dans l'Opposition, je me demandais quel était le but des libéraux en faisant un Hansard comme celui que l'on appelle le Hansard Matenlant; c'était

un compte-rendu en grande partie "ex-parte" ou d'un seul côté des délibérations de cette Chambre. Il semble qu'il n'y avait de place que pour le gouvernement et ses partisans. Nous, pauvres députés siégeant dans les froides régions de l'Opposition, nous avions beau faire notre possible, défendre courageusement les intérêts de la province c'est à peine si l'on nous accordait quelques lignes pour dire que nous avions parlé. Aujourd'hui, M. l'Orateur, curieux retour des choses, ce Hansard sert à justifier notre politique et à confondre l'attitude de nos adversaires. J'ouvre ce Hansard à la page 520, et je vois que l'honorable M. Mercier, parlant sur la question de l'emprunt de 10 millions, confirmait en les reproduisant les paroles suivantes dans un discours antérieur: le 27 décembre 1890.

"Nos adversaires, quand ils étaient au pouvoir, ont décrété que les compagnies de chemins de fer auraient droit à 35 cents pour chaque arpent de terre à elles accordé, et cela quand ces terres seraient vendues et payées. C'est au moins trois millions de piastres d'obligations qui nous restent à acquitter de ce chef."

L'intention qu'avait M. Mercier de considérer ces subsides comme une obligation de la province est-elle assez évidente? Le chef du Parti libéral a du reste laissé voir, je crois, par ses actes et son attitude générale touchant cette question de même que par ces paroles, sa politique sur ce sujet, et sa politique était de convertir ces subsides en argent.

Comme preuve des intentions de M. Mercier je puis m'appuyer sur une déclaration d'un homme qui a eu avec lui des rapports fréquents et qui peut parler en connaissance de cause. Voici une lettre qui parle par elle-même, je la traduis, elle est écrite en anglais:

Montréal, 1896.

(Au sujet des deuxièmes 35 centins des subsides en terres).

"Honorable E.J. Flynn,

Premier ministre,

"Cher Monsieur,

Au sujet du subside ci-dessus, je dois vous dire que l'un des plus forts arguments en faveur des résolutions du gouvernement concernant des subsides, sont les déclarations de feu l'honorable M. Mercier, alors premier ministre de la province, qui étaient comme suit: "Je considère que la réclamation des compagnies de chemins de fer de la province pour le deuxième trente-cinq centins de subsides en terres comporte virtuellement une première hypothèque sur le domaine de la couronne et conséquemment qu'on ne peut la laisser subsister. Ce sera ma politique à une date rapprochée de disposer de cette réclamation par un règlement en argent."

La déclaration ci-dessus m'a été faite plus d'une fois par feu l'ancien premier ministre, et je suis sûr qu'il a fait la même déclaration à d'autres hommes intéressés dans les chemins de fer, parce que c'était alors le sujet de la conversation parmi les intéressés. Ces déclarations de feu l'ancien premier ministre donnèrent immédiatement une va-

leur additionnelle à cette réclamation et elle devint bientôt une garantie de valeur sur le transfert de laquelle nous pûmes obtenir des avances considérables des banques et des capitalistes pour nous permettre de continuer nos entreprises.

En espérant que vous trouverez dans les déclarations ci-dessus une preuve additionnelle de la justice de la réclamation des compagnies de chemins de fer,

Je demeure,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) H.J. Beemer
Président

Q.M. & C.R.'y Coy.

P. P. J. Ry Coy.

O. & G. Ry Coy."

M. J.P. COOKE (Drummond): Le premier ministre sait-il que M. Beemer a essayé de faire signer cette lettre par d'autres officiers de compagnies de chemin de fer à Montréal et que ceux-ci ont refusé?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Je ne connais pas ce qui se passe à Montréal, mais ce que je sais c'est que l'on m'assure que cette lettre peut être au besoin corroborée par plusieurs autres personnes dignes de foi. Il sait que la lettre fait partie de documents de feu M. Mercier provenant de son département.

M. l'Orateur, je n'ai pas cité l'opinion du député de Québec-Est (M. J. Shehyn), l'opinion de M. Mercier, et cette lettre de M. Beemer, parce que je crois qu'il est nécessaire d'appuyer notre politique sur celle de nos adversaires. Je prétends humblement que notre politique se justifie par elle-même, qu'elle repose sur un principe juste et qu'elle est également avantageuse et aux compagnies intéressées, et au public et à la province. Mais je trouve dans ces discours et ces opinions de nos adversaires une surabondance de témoignages en notre faveur, et j'aime à les rappeler à la mémoire de nos amis de la gauche, au cas où ils seraient tentés de les oublier et de condamner aujourd'hui ce qu'ils approuveraient hier.

Ceux qui s'intéressent aux finances de la province se demanderont sans doute quelle est la responsabilité que nous contractons par ce projet de règlement? Nous avons pensé à cela, M. l'Orateur, et nous savons parfaitement à quoi nous en tenir.

Supposons que nous soyons appelés à payer 17 1/2 centins de l'acre; cela n'est pas encore décidé, mais dans tous les cas le gouvernement ne se propose pas de donner plus que ce chiffre. Sept millions douze mille deux cent cinquante-neuf acres sont actuellement gagnés et dus. A 17 1/2 centins de l'acre, cela donne un total de \$1,227 145.32 1/2. Je suppose que nous payons 4% d'intérêt sur cette somme, le service annuel sera de \$49 085.81. Mais nous croyons que nous pouvons avoir le montant nécessaire à 3%, ce qui réduirait l'intérêt annuel à \$36 814.35. Voilà pour ce qui est actuellement dû par la province. Suppo-

sons encore qu'à cette somme nous soyons obligés d'ajouter dans un avenir plus ou moins éloigné le règlement des subsides non encore gagnés par les compagnies, c'est-à-dire 2,402,935 acres. A 17 1/2 centins, cela ferait en argent la somme de \$120 513.62 1/2 à 4%, l'intérêt serait de \$16 820.54, et à 3% \$12 615.40. Le total des subsides gagnés et non gagnés, convertis à 17 1/2 centins, nécessiterait donc un intérêt annuel, à 3%, de \$49 429.75. Mais si, comme on le prétend, le gouvernement fédéral prend le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs comme tronçon de l'Intercolonial, alors, même avec le règlement des subsides non encore gagnés, le chiffre du capital et de l'intérêt ne serait pas beaucoup augmenté, car cette compagnie figure pour près des trois quarts dans les subsides qui restent à gagner, savoir pour 1,800,000 acres sur un total de 2,402,935. De sorte que l'intérêt, à trois pour cent, que la province aura à payer pour la partie gagnée, ne sera que \$36 814.35, et, tout considéré il y a lieu de croire que le total de l'intérêt ne dépassera pas \$40 000, en ajoutant ce que la province pourra avoir à payer pour les subsides non gagnés. Y a-t-il là de quoi s'alarmer pour l'équilibre de notre budget? Non, M. l'Orateur; au point de vue des finances de la province, ce projet est beaucoup plus favorable que celui de la localisation des terres.

Que représente cette somme répartie sur chaque tête de la population? Le recensement de 1891 porte à 1,488,535 âmes la population de la province de Québec, soit aujourd'hui 1,500,000 au moins. Divisant cette somme de \$1 227 145.32 1/2 qui représente les subsides en terres actuellement gagnés et convertis à 17 1/2 centins de l'acre, nous arrivons à 82 centins, ou, plus exactement, 81 3/4 centins pour chaque habitant de cette province. Le même calcul pour le service de l'intérêt annuel, c'est-à-dire \$36 814.35 nous donne le chiffre minime, pour ne pas dire insignifiant, de 2 1/3 centins pour chaque tête de la population. Ajoutons à cela, si vous voulez, afin d'être plus exact et de couvrir toutes les éventualités de l'avenir, la somme de \$420 513.52 qui représente les subventions en terres, votées mais non encore gagnées, et qui pourraient devenir dues plus tard. Ce chiffre représente 28 centins par tête de la population. A 3%, l'intérêt sur cette somme serait de \$12 615.40 ou un peu moins d'un centin, c'est-à-dire 5/6 de un centin par tête de notre population. Donc pour le service de l'intérêt chaque tête de la population aurait à payer la somme énorme de 3 1/6 centins en tout.

Voulez-vous savoir encore ce que cette obligation représente au point de vue de la propriété imposable de la province?

La propriété imposable dans la province est évaluée à \$406 271 694.00. Reparti sur cette propriété le paiement des subsides actuellement gagnés, savoir \$1 227 145.32 1/2, représente 3/10 de un pour cent, c'est-à-dire près de 30 1/4 centins par 100 piastres. L'intérêt à \$36 814.35 par année ne représente que 7/8 de un pour cent sur cette valeur totale, c'est-à-dire 7/8 de centin par 100 piastres. Ajoutons, toujours pour rencontrer

toutes les éventualités, les \$420 513.52 de subsides non gagnés, ce chiffre ne représente qu'un peu plus de 1/10 de 1 pour 100, soit environ 10 1/3 centins par 100 piastres de notre propriété imposable, et l'intérêt de 3% sur cette somme, soit \$12 615.40, représente un peu moins de 1 3/100 de 1 pour 100, c'est-à-dire un peu moins de 1/3 de centin par 100 piastres. Ce qui nous donnerait pour l'intérêt les chiffres minimes, ou plutôt infinitésimaux, de 7/800 de 1 pour 100, et 1/300 de 1 pour 100.

Telle est, envisagée à tous les points de vue, au point de vue des finances de la province, de la population et de la valeur immobilière, l'obligation que nous contractons. Il peut vous paraître puéril, M. l'Orateur, d'entrer dans tous ces détails et d'avoir recours à autant de chiffres. J'ai voulu suivre l'exemple que nous a donné M. le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) lorsqu'il s'est agi de faire voter par cette Chambre l'emprunt de 10 millions en 1890. Je me rappelle alors à quel jeu de chiffres se livrait le trésorier libéral pour combattre l'objection du Parti conservateur qui signalait le fardeau qu'il était sur le point d'imposer aux contribuables de cette province. Dix millions d'un coup, c'était un chiffre considérable, cela ne s'était jamais vu encore dans cette enceinte parlementaire; aussi le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) prenait-il le moyen de dissiper toutes les craintes et de prévenir toutes les anxiétés populaires. C'est en vain que nos amis disaient: notre dette est déjà considérable, vous l'avez augmentée de trois millions et demi par un emprunt régulier ou proprement dit, sans parler de ces autres engagements, depuis que vous êtes au pouvoir, il est imprudent d'y ajouter encore dix millions quand votre déficit va croissant chaque année, que vos recettes diminuent et que vos dépenses augmentent dans une proportion alarmante. Le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) se levait alors muni de calculs pour essayer de nous rassurer. Qu'est-ce que nous devons après tout, disait-il avec l'assurance d'un financier dont les affaires sont dans un état des plus prospères. Et alors, il entrait dans ce raisonnement dont je veux vous donner un exemple, non pas tant pour justifier notre politique que pour vous démontrer l'impossibilité dans laquelle il se trouve avec ses amis, de s'opposer aujourd'hui à cette mesure. Je trouve ces paroles dans le Hansard Malenfant, volume de 1890, page 650 et 507, Hansard qui a été fait dans un but de glorification pour nos adversaires et qui est aujourd'hui à la fois leur condamnation et notre justification.

"En comparant la valeur de la propriété foncière, lors de la Confédération, avec ce qu'elle est aujourd'hui, disait le député de Québec-Est, il est facile de constater si nos adversaires sont dans le vrai lorsqu'ils déclarent sérieusement que notre dette est hors de proportion avec nos ressources. En prenant les années de 1867 et 1881 pour point de comparaison nous constatons le résultat que voici. La propriété rurale en 1881 accuse sur 1867, une augmentation de \$75 510 594, et la propriété urbaine une augmentation de \$27 994 300.00, soit

un total de \$103 504 894.00 en plus value en faveur de 1881. Si de 1867 à 1881 les propriétés rurales et urbaines ont augmenté en valeur d'une somme de \$103 504 894, à quel montant peut-on porter ce chiffre en 1890? En prenant pour base l'augmentation de 1867 à 1881, en se servant de la même proportion, ce qui n'est pas exagéré, l'on atteint, en 1890, le chiffre de \$344 693 696.00.

En déduisant la valeur de la propriété rurale et urbaine en 1867, soit \$174 978 174.00, l'augmentation de 1867 à 1890 se trouve conséquemment de \$169 716 522.00.

Telle est donc aujourd'hui, approximativement, la valeur totale de la propriété foncière dans la province de Québec. La totalité de notre dette nette étant, ce jour, de \$22 000 000 en chiffres ronds, l'intérêt à 5%, sur ce montant est de \$1 100 000 ce qui, sur \$344 693 696, valeur de la propriété, représenté en pourcentage de 1/3 de un pour cent. Les \$10 000 000 d'emprunt qui sont compris dans ces \$22 000 000 de cette dette nette, à 4%, exigeront un service d'intérêts additionnels de \$400 000, qui se trouve inclus dans les 1,100,000 d'intérêt. Or ces \$400 000, comparées à la valeur de la propriété foncière, représentent un pourcentage de 11% d'un par cent seulement. Ainsi \$22.000 000 de dette nette équivalent à 6 3/4 81% sur le total de la propriété foncière actuelle, \$1 100 000 d'intérêt, 1/2 de un pour cent, et \$400,000, 11% d'un par cent. Or quel est celui qui osera prétendre que 11% de un par cent est une charge trop lourde pour la province, qui, après tout, est la seule obligation additionnelle que nous imposons par l'emprunt de dix millions? Une telle prétention serait ridicule aux yeux des gens qui s'y connaissent en ces matières.

En examinant ces états, il est facile de voir jusqu'à quel point sont peu fondées les accusations de nos adversaires. Il ne faut pas oublier que lorsque notre dette sera remboursable sa proportion avec la valeur de la propriété foncière aura notablement changé, attendu que la valeur de cette dernière aura probablement quadruplé et même quintuplé. Nos titres, à leur échéance, pourront, en toute probabilité, être remplacés par de nouveaux titres à un taux d'intérêt bien inférieur à celui d'aujourd'hui. La province aura alors, si elle le juge à propos, la faculté d'étendre les délais du remboursement de manière à ce que le fardeau en soit aussi léger que possible.

Nos adversaires ont donc tort de crier à la ruine, à la banqueroute, en présence d'un tableau qui indique que la dette nette, en regard de la propriété foncière, n'est que de 6 3/4 81%, dans le cas seulement d'un remboursement immédiat du capital par une répartition; mais telle n'est pas la situation dans le moment, car tout ce que nous avons à considérer c'est le service des intérêts du total de la dette nette qui ne représente qu'un tiers de un pour cent, en y comprenant les \$400 000, d'intérêt à payer lorsque ces dix millions seront dépensés.

Quel est l'homme, tant soit peu versé en ces matières, qui osera dire qu'une dette nette, représentant un pourcentage de 6 3/4 81% sur la valeur

de la propriété foncière d'un pays, soit une source de danger au point de vue financier, ou en d'autres mots, de prétendre qu'un service d'intérêts représentant un tiers de un pour cent de la valeur de cette propriété indique un état alarmant, surtout lorsque ce n'est pas le capital que nous sommes appelés à payer mais seulement à pourvoir aux intérêts."

Vous avez là l'opinion du trésorier de l'administration précédente, que nous pouvions envisager de nouvelles obligations sans crainte en 1890. Et pourtant, quelle était alors la position financière de la province? Beaucoup moins rassurante qu'aujourd'hui. Nos dépenses augmentaient, notre revenu était insuffisant, l'équilibre était rompu, nous étions en déficit de un million et plus. Cependant le député de Québec-Est (M. Shehyn) nous déclarait qu'il n'y avait rien à craindre, et que nous ne devions pas hésiter à ajouter dix millions au passif de la province. Et bien, si nous pouvions nous permettre cela en 1890, alors que nous étions en déficit, et que nos dépenses augmentaient toujours, si alors, M. l'Orateur, 10 millions de capital et 400 mille piastres d'intérêt ne devaient pas nous effrayer, à fortiori ne devons-nous pas nous alarmer aujourd'hui d'un capital, disons d'un million et demi et d'un intérêt soit de \$40 000, nos finances étant améliorées, nos dépenses ayant diminué et nos revenus ayant augmenté. J'ai hâte d'entendre nos adversaires. Peuvent-ils condamner aujourd'hui ce qu'ils approuvaient hier dans une mesure beaucoup plus large? Ils sont liés d'avance à notre politique. Ils auraient fait plus que nous si l'occasion s'était présentée. Assurément ils ne nous reprocheront pas de sauver à la province près de la moitié de l'obligation que nous devons rembourser au complet, sans l'arrangement que nous proposons. D'autant plus qu'aujourd'hui les atermoiements ne sont plus possibles, qu'il nous faut agir et que nous choisissons le moyen le plus pratique et le plus avantageux à toutes les parties intéressées.

Je comprends qu'il ne suffit pas de justifier notre conduite par les raisons de nos adversaires. Nous avons un passé, nous avons des traditions que nous devons suivre. Souvent nos adversaires nous ont jeté le gant, nous accusant d'être seuls responsables de cette politique des chemins de fer dans la province. J'ai le droit de leur dire dans le langage d'un avocat: je lie contestation avec vous. Voici notre dossier, soumettez le vôtre; nous allons les comparer afin d'établir la responsabilité de chacun devant l'histoire. C'est peut-être le meilleur moyen de dissiper tout doute, s'il en reste, sur la justice de la question qui nous occupe.

Cette province de Québec a payé jusqu'à présent pour subsides aux chemins de fer la somme de \$24 508 627.30. De fait, la très grande partie de notre dette se compose de subsides votés à cette fin. Sur cette somme, le chemin de fer du Nord figure pour un chiffre de \$13 917 341.05, soit une moyenne de \$39 082.41 par mille sur une longueur de 356,87/100 milles. L'aide accordée aux autres chemins de fer représente un chiffre de \$10 561 286.25, pour 1896, 82/100 milles de che-

mins, ou une moyenne de \$6 216.83 par mille. 614,95/100 milles ont été construits sans aide de notre part, ce qui porte à 2670, 64/100 le nombre de milles de chemins de fer construits dans cette province depuis la Confédération. Le gouvernement fédéral a aussi payé pour la construction des chemins de fer dans notre province jusqu'au 30

juin 1895, \$9 393 550 97. Enfin, les municipalités ont contribué jusqu'au 30 juin 1895, pour une somme de \$2 082 144.62.

Le gouvernement de la province d'Ontario a payé pour subventions aux chemins de fer \$6 747 178.24, et les municipalités \$10 264 183.37 ou un total de \$17 011 361.61, le tout jusqu'au 30 juin dernier.

Comparons maintenant les sommes dépensées par les deux gouvernements pour les mêmes fins:

Gouvernement de Québec	\$24 508 627.30
Gouvernement d'Ontario	\$ 6 747 178.21

soit une somme de \$17 761 449.08 que le gouvernement de Québec a dépensé de plus que celui d'Ontario pour la construction des chemins de fer. Le fait est que, de toutes les provinces, c'est celle de Québec qui a eu la politique la plus prononcée en matière de chemins de fer. Il semblerait que l'on ait toujours jugé que c'était pour nous un devoir impérieux de développer nos ressources et d'améliorer nos moyens de communications. Le peuple l'a compris et a toujours approuvé ceux qui ont dirigé cette politique avec prudence et sagesse, et je ne doute pas qu'il nous approuve encore à l'avenir.

Dans la comparaison que je viens de faire entre Ontario et Québec, vous avez dû remarquer la différence qui existe entre le système d'aide public des deux provinces. Ici, c'est le gouvernement qui fait tout ou à peu près, tandis que dans Ontario les municipalités portent la plus grande partie du fardeau. C'est ce qui explique le chiffre de notre dette en autant que les chemins de fer sont concernés.

J'arrive aux responsabilités de chaque parti dans le vote des subsides aux chemins de fer, ou, en d'autres termes, dans la création de la dette pour la construction des voies ferrées. C'est ici que l'intérêt augmente et que l'uniformité de la politique conservatrice apparaît dans toute son évidence.

Les subventions en terres accordées aux chemins de fer par les gouvernements qui ont précédé celui de M. Mercier forment un total de 5,829,000 acres
 Ce qui représente, à 70 centins l'acre \$4 080 300.00
 Ce qui représente, à 35 centins l'acre 2 040 150.00
 Ce qui représente, à 17 1/2 centins l'acre 1 020 075.00

Les subventions en argent ont été de \$4,193,160.99.

A la date du 31 janvier 1887, quand le gouvernement Mercier a commencé à administrer les affaires de la province, il y avait, comme subventions en terres autorisées par la Législature:

Premier 35 cents, balance de subventions converties: 3,098,082 acres, soit, à 35 cents \$1 084 328.70.

Deuxième 35 cents, 3,800,500 acres, soit, à 35 cents, \$1 330 175.00.

Non converties: 1,298,000 acres.

Comme subventions en argent existant au 31 janvier 1887: \$579,732.25.

Voici maintenant les subsides tant en terres qu'en argent qui ont été votés sous le gouvernement Mercier:

Subsides en terres

Session de 1888 (51-52 Vict., chap. 91)	2,515,006 acres
1 ^{re} session de 1890 (53 Vict., chap. 101)	100,000 acres
2 ^{ème} session de 1890 (54 Vict., chap. 88)	5,529,000 acres
Total	8,144,000 acres

Plus les subsides suivants dont la source remonte aux administrations précédentes que M. Mercier a ressuscités ou revotés.

51-52 Vict., chap. 91	810,000 acres
53 Vict., chap. 101	508,000 acres
54 Vict., chap. 88	196,000 acres

Formant un total de 1,514,000 acres

Ajoutez ce chiffre aux subsides en terres nouveaux, votés sous le gouvernement Mercier, et vous avez:

Subsides nouveaux	8,144,000 acres
Subsides ressuscités ou revotés	1,514,000 acres

Grand total de subsides en terres 9,658,000 acres

A 70 centins l'acre ces subsides en terres représentent:

Pour le gouvernement Mercier

8,144,000 acres 70 cents	\$5 700 800.00
Plus 1,514,000 acres ressuscités ou revotés à 70 cents	1 059 800.00
Formant un total de	\$6 760 600.00

Subsides en argent

Session de 1888 (51-52 Vict., chap. 91)	\$1 589 882.00
1ère session de 1890 (53 Vict., chap. 101)	48 000.00
2ème session de 1890 (54 Vict., chap. 88)	2 141 050.00
Total	\$3 778 932.00

Subsides en argent des gouvernements précédents revotés à la session de 1888, (51-52 Vict., chap. 91)	18 000.00
--	-----------

Total des subventions en argent	\$3 796 932.00
---------------------------------------	----------------

Récapitulons maintenant:

Subsides nouveaux en terres	\$5 700 800.00
Subsides en terres ressuscités ou revotés	1 059 800.00
Subsides nouveaux en argent	3 778 932.00
Subsides en argent provenant des administrations antérieures et revotés	18 000.00
Grand Total	\$10 557 532.00

Si l'on calcule les terres à 35 centins et à 17 1/2 cents, nous arrivons aux chiffres suivants comme subsides absolument nouveaux accordés par le gouvernement Mercier savoir:

8,144,000 acres à 35 cents	\$2 850 400.00
8,144,000 acres à 17 1/2 cents	1 425 200.00
Total en terres	\$4 275 600.00
Subsides en argent	3 778 932.00

Ce qui forme un grand total de nouveaux subsides de\$8 054 532.00

Le gouvernement DeBoucherville a été assermenté le 21 décembre 1891. Nous pouvons prendre comme date le 31 décembre, de même que nous avons pris comme date de l'avènement du gouvernement Mercier le 31 janvier 1887.

A la date donc du 31 décembre 1891, nous trouvons l'état de chose suivant, tant pour les subsides en terres que pour les subsides en argent.

Subsides en terres, total, 13,293,500 acres, lesquels se décomposent en subventions en terres converties en argent, non converties et caduques, savoir:

Subventions converties en argent, total	8,528,260 acres
Subventions non converties en argent	4,728,000 acres
Subventions caduques	37,240 acres
Total	13,293,500 acres

Subventions en argent non périmées le 31 décembre 1891\$3 165 410.99

Si nous réduisons en argent les subventions en terres converties en argent, à la date du 31 décembre 1891, nous avons les chiffres suivants:

Balance des 1ers 35 cents, 3,171,402 acres	1 249 990.70
	\$4 415 401.60

Je citerai ici les paroles que M. Mercier a prononcées devant cette Chambre à l'appui des résolutions que son gouvernement avait soumises accordant des subventions à différents chemins de fer. Voir Hansard Malenfant p. 489. Je les cite à titre d'aveux et sans garantir la parfaite exactitude de ses chiffres.

Voici ce qu'il disait:

"Je n'admettrai pas qu'il est effrayant, mais je veux vous le donner dans toute sa brutalité. Nous vous demandons comme subsides en argent de nouveau pour \$2 496 770, et nous vous demandons des subsides en terre pour 6,435,000 acres, qui à 35 cents, font \$2 252 250, moins 1,132,000 acres qui, à 35 cents, font \$396 200, ces dernières étant comprises dans les anciens subsides, soit périmés que nous faisons revivre, soit encore existants, mais que nous retranchons des subsides en terre que nous accordons, ce qui fait un total de \$4 352 820. Il faut déduire de ce montant encore \$25 720 d'argent que nous votons en second lieu, qui constituaient déjà une dette de la province; et 84,000 acres de terre qui sont retranchées du subside périmé du chemin de fer de Montfort que nous n'accordons pas, que nous ne faisons pas revivre, parce que nous accordons 10,000 acres de terre à ce chemin de fer par mille.

Voilà conséquemment une obligation de 4 1/4 millions nouvelle que nous vous demandons. Je sais, M. l'Orateur, que c'est énorme. J'aurais voulu que le chiffre fut moins élevé, mais aurait-il été sage de reculer, dans les circonstances? Je ne le crois pas. Nous croyons que la province de Québec est lancée dans une voie de progrès tel qu'il serait imprudent de l'arrêter".

Nos adversaires politiques ne pourront récuser celui qui a prononcé ces paroles, et ils devront les trouver assez éloquentes, pour ne pas dire compromettantes, pour leur cause.

Depuis cette date, par le statut 57 Victoria, chapitre 5 1894, les subventions en terres ont été déclarées périmées à la date du 1er novembre 1893 pour. . . . 3,308,503 acres
Etat de choses existant à la date du 28 décembre 1896:

Subventions en terres non périmées. 9,415,194 acres
Si l'on ajoute à ce chiffre les renonciations et les subventions caduques, savoir. 573,574 acres
On arrive au chiffre total existant à la date du 31 décembre 1891, à une différence de. 3,771 acres

Différence qu'il importe peu d'expliquer. Quant aux subventions en argent non périmées à la date du 28 décembre 1896, elles s'élèvent à la somme de \$464 296.86. Si nous réduisons en argent les subventions en terres converties en argent, à la date du 28 décembre 1896, nous arrivons au résultat suivant:

Balance, premiers 35 cents, 809,910 acres, ou \$283 468.50, deuxième 35 cents, 9,415,194 acres ou \$3 295 317.90.

Il résulte de ce qui suit que la position a été améliorée depuis le 31 décembre 1891 à venir jusqu'au 28 décembre 1896 de la même manière suivante:

Subsides en argent: le 28 décembre 1896: \$464 296.86 au lieu de \$3 165 410.99 à la date du 31 décembre 1891, différence ou réduction de \$2 701 114.13 pour les subventions en argent.

Quant aux subventions en terres, au lieu d'une balance des premiers 35 cents pour \$1 249 990.70 à la date du 31 décembre 1891, nous avons à la date du 28 décembre 1896, \$283 468.50, ce qui fait une différence en moins de \$966 522.20.

A la Compagnie du Grand-Nord.	\$ 500.00
A la Compagnie du Québec, Montmorency et Charlevoix.	14 383.56
A la Compagnie de la Rive Sud.	49 000.00
Formant un total de.	\$63 893.56

qui couvre exactement la différence entre les chiffres donnés par l'honorable trésorier et ceux que j'ai donnés. A la page 29 de son discours, le trésorier dit aussi que le total des subventions en terre non périmées au sujet desquelles les compagnies ont déclaré leur option pour une commission en argent est de 9,251,468 acres; mais si l'on ajoute les 165,000 acres pour lesquels la conversion doit être validée par une clause de ces résolutions, comme je l'ai fait, l'on arrive au même chiffre que celui que j'ai donné ou à peu près.

Une remarque semblable peut être faite pour le chiffre donné par mon honorable collègue pour les subsides de terres, balance due sur les pre-

Quant au deuxième 35 cents, j'ai déjà donné des chiffres tant pour la date du 31 décembre 1891 que pour celle du 28 décembre 1896.

Voilà ce que nous avons trouvé en arrivant au pouvoir à la fin de décembre 1891, et voilà ce qui reste de ces obligations à la date du 28 décembre courant.

Permettez que j'ouvre ici une parenthèse pour expliquer une différence apparente entre le discours budgétaire de l'honorable trésorier et mes remarques en réponse à ce que disait le député de L'Islet (M. F. - G. - M. D e c h è n e) cet après-midi. L'explication est bien simple. Tout le monde sait que l'exposé budgétaire ne couvre que l'année financière, c'est-à-dire du 1er juillet au 30 juin, tandis que mes remarques comprennent la période depuis le 30 juin dernier. Ainsi, lorsque, à la page 26 de son exposé budgétaire, mon honorable collègue dit qu'il reste encore une somme de \$528 180.42 à payer pour subventions en argent aux chemins de fer, autorisées mais non encore dues, il parle de ce qui était dû au 30 juin dernier. Mais depuis les sommes suivantes sont devenues dues et ont été payées, savoir:

premiers 35 cents, savoir \$226 427.72 à la date du 30 juin dernier (page 26 de son discours), tandis que le chiffre que je donne est \$283 468.50 à la date du 28 décembre courant. J'y inclus, (moins \$709.17 qu'il faut déduire comme suit, pour avances d'explorations sur le chemin de fer Lotbinière et Mégantic \$149.17, et pour millage en moins Comtés-Unis, \$560.00) les \$57 750.00 qu'il mentionne comme représentant les premiers 35 cents pour les 165,000 acres dont la conversion, comme je l'ai déjà dit il y a un instant, doit être validée.

Relativement aux renonciations des subsides, il est bon, je crois, de donner un mot d'explication touchant la législation de 1895, 58 Victoria, chap-

tre 2, qui a sanctionné certaines renonciations et le transfert de certains subsides, notamment en ce qui concerne le chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix.

Voici ce que nous constatons:

Renonciations pour \$632,800.00 pour subsides en argent, et si on y ajoute les subsides en terres à 35 cents, le total des renonciations est de \$926,200.00. Le transfert sanctionné est de \$575,320.00 il reste un profit net ou un gain de \$350,880.

J'oubliais d'ajouter au tableau des subsides votés sous le gouvernement Mercier un autre tableau non moins intéressant: celui des promesses faites par M. Mercier pour une somme considérable. Ainsi, nous avons devant la Chambre, dans les documents produits, documents no 72, des lettres dont les originaux sont déposés au département des Travaux publics signées de la main de M. Mercier, et reconnaissant qu'il a fait des promesses à divers chemins de fer, dans lesquels M. Beemer se trouve intéressé, pour un montant de \$572,920.00. J'ai ici à la main tous les détails avec indications des chemins et des montants qu'il a promis dans chaque cas. On trouvera la preuve de mes avancés en référant aux documents en question. Le chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix en particulier y figure pour un montant bien au-delà des \$100,000 mentionnées en l'acte de 1885 que je viens de citer, et qui a donné lieu déjà à certains commentaires bien injustes à l'égard du gouvernement conservateur.

Les chiffres que je viens de donner, M. l'Orateur, pour indiquer la part de responsabilité de chaque gouvernement, peuvent être un peu fastidieux, mais il n'en sont pas moins nécessaires et même éloquentes. Je les laisserai maintenant de côté pour analyser d'une manière générale la politique des diverses administrations de cette province relativement aux chemins de fer.

C'est l'administration De Boucherville qui a inauguré cette politique. Cette politique a été large et bienfaisante pour la province. Puis est venu le gouvernement Chapleau qui a continué les mêmes traditions. Le gouvernement Ross lui a succédé, et en thèse générale, il n'a rien ajouté aux obligations de la province. Je faisais partie de cette administration et je me rappelle que nous disions alors qu'il était impossible pour la province de s'engager dans de nouvelles entreprises considérables.

Voici comment je définissais notre politique en 1886; on trouvera mes paroles à la page 1413 du Hansard Desjardins: "la politique du gouvernement n'est pas d'augmenter les obligations de la province, mais de développer ses ressources en donnant effet à une législation antérieure, de remplir fidèlement les engagements de la province, tels qu'ils sont dans les statuts depuis quelques années. Plusieurs demandes de subventions pour de nouveaux chemins de fer ont été faites au gouvernement, mais tout en admettant l'importance de ces projets nous avons cru que nous ne pouvions pas à présent commencer à accorder de

nouveaux subsides." L'on sait que je soumettais alors à la Chambre, la loi autorisant la conversion des subsides en terres.

Voilà quel a été le dernier acte du gouvernement Ross. Nous sommes tombés du pouvoir et le gouvernement Mercier a été appelé à la direction des affaires de la province. Je ne veux pas récriminer, mais je suis obligé de dire que non seulement la politique financière en général de ce gouvernement a été extravagante mais que sa politique de chemin de fer en particulier a été audacieuse, étant donné notre état financier à cette date et les déclarations antérieures des chefs de ce parti. Nous avions cru en 1886 que la position financière de la province nous imposait le devoir de nous en tenir au respect seul des engagements pris et pour cette simple mesure de justice, on nous avait accusés d'extravagance. Nous nous attendions donc que nos adversaires répudieraient notre politique; mais loin de la répudier, ils l'ont accaparée par les lois de 1888 et 1890 qui nous ont imposé de nouvelles obligations. Dans mon discours de 1886, j'exprimais aussi l'espoir que la province pourrait, en vendant ces terres, s'indemniser des sacrifices qu'elle faisait pour respecter ses engagements mais la dissolution survenue peu après, avec le résultat connu de tous, a empêché la continuité de cette politique. La position s'est trouvée modifiée, et notre espoir n'a pas pu se réaliser. Le gouvernement Mercier qui a eu à s'occuper de la question en est venu à la conclusion que la chose n'était pas possible, et vous avez vu avec quelle éloquence le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) démontrait cette impossibilité. Eh bien, si alors, lorsqu'il ne s'agissait que de 5 millions d'acres, cette politique était impraticable, je crois que l'on admettra sans peine qu'elle est encore plus impraticable aujourd'hui qu'il s'agit de 9 millions d'acres.

Il propose alors, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que le débat soit ajourné.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 11) intitulé: "Loi réorganisant les départements";

Bill (bill no 45) intitulé: "Loi amendant et refondant la loi organique de la "Société Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke";

Bill (bill no 59) intitulé: "Loi modifiant la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, constituant en corporation l'Association des comptables de Montréal";

Bill (bill no 61) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William James Wright au nombre de ses membres après examen";

Bill (bill no 67) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Herménégilde Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie";

Bill (bill no 74) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, P.-Arthur Côté au nombre de ses membres";

Bill (bill no 95) intitulé: "Loi autorisant l'association dite "The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, Limited," à faire affaires dans la province de Québec";

Bill (bill no 128) intitulé: "Loi concernant certains lots sur le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol";

Et bill (bill no 132) intitulé: "Loi concernant les sociétés dites "Safe Deposit Companies";

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 36) intitulé: "Loi constituant en corporation la "North Shore Power Company";

Et bill (bill no 102) intitulé: "Loi concernant les sociétés nationales de bienfaisance".

"North Shore Power Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 36) intitulé: "Loi constituant en corporation la "North Shore Power Company".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Sociétés nationales de bienfaisance

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 102) intitulé: "Loi concernant les sociétés nationales de bienfaisance".

Les amendements sont lus la première fois.

Introduction de bills:

M. V. ALLARD (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 146) amendant la loi des licences de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Subsides aux chemins de fer

La Chambre reprend le débat ajourné concernant les subsides aux chemins de fer.

L'HONORABLE E.-J. FLYNN (Gaspé):

Le gouvernement actuel a adopté une politi-

que qu'il ne craint pas d'exposer et de justifier. C'est une politique honnête, juste et avantageuse dans les circonstances. Elle ne comporte aucun engagement nouveau, au contraire, elle allège des engagements antérieurs. Cette politique est en harmonie avec le passé et les traditions du Parti conservateur; elle se résume en ceci: prudence mais justice et respect des engagements contractés au nom de la province. Cette politique, je l'ai écrite de ma main, dans mon discours du 6 septembre 1896, à Saint-Jean-Port-Joli, et je la rappelle à cette Chambre et au public. Je disais alors: "La politique des chemins de fer qui a pu être critiquée bien des fois mais qui a toujours eu pour effet de doter notre province de magnifiques voies de communication et de favoriser le développement de notre pays, ne peut pas être mise complètement de côté. Car une politique absolument stationnaire aurait pour effet d'arrêter notre province dans la voie du progrès. D'ailleurs, une politique stationnaire signifierait la répudiation des engagements des lois existantes, il faut donc distinguer entre une politique qui reconnaît ses engagements et celle qui ouvrirait la porte toute grande à de nouvelles subventions. Il est évident que la province qui a déjà fait d'énormes sacrifices pour les entreprises de voies ferrées et qui apprécie toute l'importance d'une politique sage dans les circonstances, demande de nous que nous marchions sous ce rapport dans une voie sûre et prudente et que nous ne fassions rien qui puisse nuire au crédit public."

La législation actuelle ne change rien à ce programme. Nous ne répudions aucun engagement, nous faisons honneur à nos obligations comme des hommes qui veulent mériter le respect de tous ceux qui ont affaire à eux, nous respectons la parole donnée. Mais nous comprenons aussi que pour le moment nous ne pouvons aller au-delà et, toujours fidèles à nos déclarations, nous n'aurons pas ouvert la porte toute grande à de nouveaux subsides.

Nous croyons cependant que les circonstances peuvent devenir telles dans un avenir prochain, que, sans surcharger le crédit de la province, nous pourrions, par de nouveaux transports de subsides qui ne seront pas gagnés par les compagnies auxquelles ils sont affectés, venir au secours de celles qui en auront besoin pour donner à certaines parties de la province qui n'en jouissent pas encore, les avantages de communications par voies ferrées. Des demandes nouvelles nous arrivent de tous côtés, soit pour subsides nouveaux, soit pour transports de subsides déjà votés. Presque toutes ces demandes sont importantes et appuyées de très fortes raisons. Pour le moment, nous sommes liés par les circonstances, mais si ces circonstances se modifient plus tard, nous pourrions étudier la question de savoir si nous devons autoriser un transport en faveur de certaines compagnies, par exemple pour la construction ou la continuation d'un chemin de fer sur la rive sud du Saint-Laurent, lequel devra, entre Montréal et Lévis, traverser grand nombre de paroisses qui n'ont pas encore de communications par chemin

de fer. Je ne me prononce pas d'une façon définitive sur cette question pour le moment, mais je puis bien reconnaître l'importance de ces projets dont on parle depuis si longtemps.

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Ecoutez! Ecoutez!

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): J'admets même la nécessité de ces voies ferrées. Je ne veux faire aucune récrimination sur le passé, mais je ne puis m'empêcher d'exprimer mon étonnement que ces différentes régions soient encore sans chemin de fer, quand d'autres parties de la province beaucoup moins vieilles sont déjà pourvues de ces avantages. Il y a là des besoins réels, je n'en dis pas plus pour le moment.

Voilà notre programme, tout notre programme. Il est clair, il est net, il embrasse tous les intérêts sans en compromettre aucun. Nous nous en tiendrons à ce programme, M. l'Orateur. Que l'on dise, si l'on veut, qu'il diffère de celui des gouvernements De Boucherville et Taillon. Nous restons à peu près dans les mêmes grandes lignes de cette politique, tout ce que nous faisons de nouveau c'est de lui donner le développement que les circonstances nous permettent. Le programme du Parti conservateur n'a jamais été de rétrograder. Nous avons fait halte quelque fois, mais jamais nous n'avons reculé. Telle a été la politique des gouvernements De Boucherville et Taillon. Alors, il fallait avant tout remettre les choses en ordre, régler les nombreuses difficultés qui se présentaient chaque jour. La situation était grave et nous avons compris que notre premier devoir était de débayer le terrain, de remettre chaque chose à sa place afin de voir ce que nous pouvions faire à l'avenir. En ce qui regarde les chemins de fer, la politique de ces deux gouvernements a donc été une politique dans un sens stationnaire mais non rétrograde. Aujourd'hui, les circonstances sont changées. Une administration prudente, économe et toute d'affaire a rétabli l'équilibre dans notre budget, pour l'année 1896, et nous croyons que nous devons donner un peu plus de développement à la politique des chemins de fer: nous croyons qu'il faut respecter les engagements pris dans le passé et qu'à l'avenir notre politique devra être sage prudente et subordonnée à la nécessité de sauvegarder le crédit public.

M. l'Orateur je n'ai pas besoin de justifier notre attitude par celle de nos adversaires sur la même question, je n'ai pas besoin de défendre notre politique par celle du Parti libéral. Mais si je voulais tirer profit de tous les arguments des membres de la gauche lorsqu'ils étaient au pouvoir, si je voulais me servir de cet arsenal, qu'il me serait facile de prévenir toutes leurs objections par la simple lecture de leurs discours.

PLUSIEURS VOIX: Lisez, Lisez.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Je ne lirai pas tout, ce serait perdre inutilement le temps de

la Chambre, je donnerai seulement l'opinion du député de Québec-Est (M. J. Shehyn) qu'elle me paraît être la plus concluante et que c'est aussi celle dont nos adversaires se prévalent le plus souvent encore aujourd'hui. Que la Chambre écoute donc attentivement, que l'Opposition surtout m'accorde un moment d'attention. La parole du député de Québec-Est (M. J. Shehyn) va revivre aussi éloquente que lorsqu'elle tombait de ses lèvres pour la première fois en 1890 et vous allez l'entendre proclamer à cette Chambre et au pays la nécessité de la politique des chemins de fer. Le député de Québec-Est (M. J. Shehyn), alors trésorier de l'administration Mercier nous demandait un emprunt de dix millions. La situation financière de la province était très embarrassée, le déficit était de un million et plus, qu'importe, le député de Québec-Est (M. J. Shehyn) demandait toujours, et de sa voix éloquente il disait:

"M. l'Orateur, après avoir établi que notre dette flottante est en grande partie attribuable à la politique des chemins de fer, le gouvernement a-t-il raison de continuer cette politique inaugurée par nos prédécesseurs? Pour ma part, M. l'Orateur, j'avoue que je suis en faveur de cette politique, étant convaincu que dans un pays comme le nôtre, avec d'immenses régions à coloniser, elle seule peut faire fructifier les immenses richesses de notre sol, qui, sans chemins de fer, demeureraient improductives.

Il n'y a pas de doute, du reste, que les voies ferrées sont les seuls grands moyens de colonisation vraiment pratiques: c'est par elles que les points les plus éloignés d'un pays deviennent accessibles et peuvent être mis en rapport avec les cours d'eau et les ports maritimes. Les voies ferrées sont devenues les grands facteurs de la distribution des produits d'une nation et ont pour effet d'unir plus efficacement le producteur et le consommateur. Depuis quelques années des lignes de chemin de fer se sont prolongées sur notre continent jusque dans ses parties les plus éloignées et ont ouvert au commerce et à la colonisation de grandes étendues de terres fertiles qui jadis étaient considérées comme inaccessibles. C'est un fait généralement admis que les chemins de fer sont les seules grandes voies de communication, non seulement dans notre hémisphère, mais aussi dans toutes les autres parties du monde civilisé. Depuis l'ère des voies ferrées dans notre pays, nous ne sommes plus obligés, comme autrefois, de compter seulement sur les communications par eau pour atteindre les grands centres de distribution.

Les résultats de cette politique sont évidents, à preuve le progrès qu'a fait la colonisation dans les parties les plus lointaines de notre territoire et les facilités avec lesquelles les produits destinés à l'exportation atteignent les points d'expédition. En réalité les voies ferrées sont devenues de plus en plus importantes, non seulement comme grandes voies de distribution pour le trafic local, mais aussi comme facteurs du commerce de transport. Où en serait le commerce dans la province de Québec sans les grandes lignes telles que ('Intercolonial, le

Grand Tronc et le Pacifique, et les autres qui les alimentent, convergeant toutes vers les différents ports de mer canadiens et américains?

Il ne faut pas perdre de vue que, dans la Confédération canadienne, toutes les provinces luttent les unes contre les autres afin d'arriver le plus rapidement possible au développement complet de leurs ressources. La province de Québec ne saurait rester en arrière: si elle demeurait inerte, elle serait inévitablement distancée par les autres provinces. Il faut lutter non seulement avec l'Ontario, mais aussi avec l'immense système de voies ferrées aux États-Unis, dont les ramifications s'étendent dans toutes les directions où il existe un trafic quelconque. L'Ouest est donc pour nous un concurrent redoutable. Pour conserver notre propre trafic, il faut de toute nécessité être en état de soutenir vigoureusement la concurrence des autres provinces. Il faut suivre une politique dont la devise doit être le progrès de la province. Il faut de toute nécessité suivre la voie qui nous est tracée par les provinces sœurs, sans quoi nous serons réduits à un isolement fatal. Les voies ferrées sont donc pour nous un des plus puissants moyens d'assurer le succès de la colonisation dans notre pays. On me dira peut-être que ces entreprises devraient être laissées à l'initiative individuelle. Je n'hésite pas à déclarer que je suis entièrement convaincu que l'initiative privée laissée à ses propres ressources eût été impuissante à mener à bonne fin des entreprises aussi considérables.

A part les avantages que la province devra retirer de cette politique de chemins de fer, il y a une autre considération qui a bien aussi son importance. La construction de ces voies ferrées attire une somme considérable de capitaux étrangers, attendu que la subvention accordée pour chaque mille ne représente qu'une faible partie du coût total. Ce sont les capitalistes d'outre mer qui fournissent la différence.

Une fois que toutes ces lignes subventionnées seront construites nous aurons un nouveau réseau qui sera un facteur important à ajouter à notre système de voies ferrées. Chaque mille de ce réseau, lorsqu'il sera complètement parachevé et fourni de tout le matériel d'exploration, coûtera au moins \$30 000. La construction de ces nouvelles lignes subventionnées exigera une dépense énorme en regard de laquelle nous n'aurons contribué que pour la somme de \$7 298 567.83. Les dix millions que nous demandons à emprunter sont destinés pour la plus large part à couvrir les subventions accordées pour la construction de ces voies ferrées, et la balance sera employée à d'autres constructions d'une grande importance.

Ces sommes énormes dépensées dans la province vont contribuer largement au développement de notre commerce et de nos industries, et donneront de l'emploi à des milliers d'ouvriers. Tous ces travaux ne peuvent qu'ajouter à la valeur de la propriété nationale, car il ne faut pas perdre de vue que toutes ces voies ferrées restent à la province, quels qu'en soient les propriétaires, et que les 1/2 du capital requis pour ces grands

travaux seront fournis par des capitalistes européens. C'est déjà une grande compensation pour les sacrifices que nous nous imposons pour assurer le succès de ces entreprises."

Ces paroles doivent, ce me semble disposer de toutes les objections de nos adversaires contre la législation du gouvernement actuel. Ils ne contestent pas que les compagnies ont droit à ces subsides en terre; ils ne contestent pas non plus que la loi convertit ces subsides en terre en subsides en argent, avec l'obligation par la province de faire localiser ces terres, de les vendre et de payer aux compagnies la balance des trente cinq centins qui leur est encore due; ils ne peuvent pas contester que les compagnies ont demandé au gouvernement de faire cette localisation et que le gouvernement a toujours retardé de la faire: à quoi s'opposeraient-ils donc? Au projet de règlement actuel? Mais j'ai démontré l'impossibilité et même le désavantage de la localisation et afin de leur enlever tout doute, j'ai cité l'opinion du député de Québec-Est (M. J. Shehyn), un de leurs chefs, leur oracle en fait de questions financières, celui-là même qu'ils suivent encore aujourd'hui; opinion entièrement hostile à la politique de localisation, pour des raisons qui corroborent celles que j'ai déjà données. Leur objection sur ce point ne peut donc tenir s'ils désirent être pris au sérieux par le public.

Il reste le côté financier de cette politique. En bien, M. l'Orateur, ici encore je ne puis croire que nos adversaires vont se contredire aussi catégoriquement qu'ils le feraient en votant contre ces résolutions, sous prétexte que la situation financière de la province ne permet pas de faire ce règlement.

Quelle est la position en 1890? Nos revenus diminuaient, nos dépenses augmentaient, nous avions un déficit de plus d'un million. Et malgré cela, M. l'Orateur, nos adversaires déclaraient par leur vote que cette situation permettait d'ajouter encore dix millions à notre passif en y comprenant plusieurs millions de subsides nouveaux.

Et aujourd'hui que nous avons rétabli l'équilibre, que les dépenses sont considérablement diminuées, que les revenus augmentent et que nous avons un surplus, sans compter les perspectives d'une amélioration encore plus sensible par le projet de conversion de la dette, aujourd'hui dis-je, nos adversaires craindraient de surcharger le crédit de la province en votant cette loi que ne demande qu'une bien faible somme comparative-ment à ce qu'ils votaient en 1890. J'ose espérer qu'ils ne se déjugeront pas ainsi à quelques années d'intervalle seulement. Je comprends qu'en 1890, étant donné la situation financière de la province, ils auraient pu se prévaloir de cette raison pour justifier une opposition à la législation du gouvernement Mercier. Mais actuellement cette raison n'existe plus et nos adversaires ne peuvent pas rejeter une politique qu'ils ont approuvée en 1890 dans des conditions beaucoup plus défavorables. C'est la politique de nos adversaires que nous liquidons, puisque la plus grande partie des subsides payables et dus actuellement ont été ou

votés ou convertis par eux lorsqu'ils étaient au pouvoir.

J'ai tenu à expliquer cette politique à tous ses points de vue et dans tous ses détails. L'importance de la question demandait un exposé complet, et si j'ai été un peu long, la Chambre me pardonnera, je l'espère. J'ai voulu démontrer les sacrifices que la province s'est imposés pour donner à notre population les avantages de communications rapides que demandent les besoins de notre époque. Il était important aussi pour l'étude et la division du sujet qui nous occupe, de signaler les obligations contractées par la province envers les compagnies de chemins de fer auxquelles les subsides ont été accordés aux conditions énumérées dans les différentes lois de cette Législature.

Et pour donner à chacun son dû, pour établir clairement et parfaitement les responsabilités de chaque parti, d'abord dans l'octroi de ces subsides, puis ensuite dans leur conversion en argent. J'ai démontré encore que la politique du Parti conservateur avait été la prudence et la modération, tandis que la politique du Parti libéral a été l'extravagance poussée jusqu'à ses extrêmes limites. De fait des statistiques que j'ai citées, il ressort avec la plus grande évidence que les subsides que nous sommes appelés à régler aujourd'hui proviennent en grande partie de l'administration Mercier. Quoi qu'il en soit, il est un fait constaté aussi, c'est qu'il nous faut absolument régler cette question, l'honneur de la province est engagé. Il ne s'agit pas tant de savoir par quel parti ces engagements ont été pris, il suffit de constater qu'ils sont réels, et qu'ils nous obligent de prendre action. Nous faisons aujourd'hui ce que nous avons fait en 1892. Nous avons dit alors que nous rachèterions le crédit de la province et que nous réhabiliterions son honneur compromis. Nous avons tenu parole: notre oeuvre depuis cinq ans est là pour le démontrer.

Aujourd'hui nous nous trouvons en face d'une question qui demande de la prudence, de la fermeté et du courage. Elle est arrivée à un point où sa solution ne peut être retardée, au risque de compromettre de graves intérêts. Nous comprenons notre devoir et nous en acceptons toute la responsabilité. Convaincus que notre politique est juste pour le public et avantageuse pour la province, nous la soumettons à cette Chambre avec l'espoir qu'elle rencontrera son approbation et la certitude que le vote donné ici pour appuyer l'action du gouvernement recevra l'approbation généreuse et patriotique de l'électorat tout entier. Cette politique est libérale et conservatrice: libérale en ce qu'elle permet aux compagnies intéressées de remplir leurs engagements et par là même de continuer leurs entreprises qui seront une source de bienfaits nouveaux pour la population; conservatrice en ce qu'elle conserve le bon nom de cette province et qu'elle protège les intérêts bien compris.

Par cette politique nous assurons le progrès et le développement de grandes régions de cette province qui n'attendent que le parachèvement

des voies ferrées pour s'ouvrir à la colonisation, au commerce et à l'industrie. Nous venons au secours des compagnies qui pourront payer leurs créanciers, et, en même temps, nous venons au secours des banques dont le crédit sera raffermi par la rentrée des fonds qu'elles ont avancés aux compagnies; nous assurons à des milliers d'ouvriers et de fournisseurs la juste rétribution de leur travail. En un mot nous travaillons à la prospérité générale dont dépend le bonheur de notre peuple.

M. V. GLADU (Yamaska): M. l'Orateur, nous sommes appelés à sanctionner de notre vote des résolutions accordant pour quelques cent mille dollars d'aide en terres et en argent à un certain nombre de compagnies de chemins de fer désignées dans ces résolutions.

Vraiment le gouvernement a entrepris de faire tressauter la Chambre, elle passe de surprise en surprise.

Il y a à peine quelques mois, l'honorable M. Taillon, alors premier ministre et trésorier, déclarait, comme programme de son gouvernement qu'il avait décidé de ne plus accorder de subsides de chemins de fer en aucune façon quelconque.

Aujourd'hui, l'honorable premier ministre, son trésorier, nous arrive avec des subsides de chemins de fer à pleines mains.

Mon but n'est pas précisément d'indiquer le plus ou le moins d'à-propos d'accorder telle ou telle subvention à telle ou telle compagnie de chemin de fer mentionnée dans les résolutions, mais la province a bien le droit de se demander par qui et sur quels principes nous sommes gouvernés.

Le gouvernement ressemble beaucoup à ces marchands ambulants qui vendent sur échantillons aux naïfs une sorte de belles et bonnes marchandises moyennant billets et autres valeurs; on ne revoit plus le premier vendeur; un autre que lui vient livrer une marchandise inférieure à celle qui a été exhibée et vendue, et enfin un troisième vient plus tard collecter de la victime le montant dont elle a été flouée.

C'est ainsi que nous avons eu successivement, depuis 1892, trois trésoriers, dont le premier, celui qui a été devant le peuple, avait une politique, le deuxième en avait une autre, et le troisième en a une qui détruit celle des deux premiers.

Nous avons eu aussi successivement trois premiers ministres qui se sont appliqués tour à tour à défaire l'oeuvre de leurs prédécesseurs, quand ils ne détruisaient pas leur propre politique. Lorsque le peuple reprochera à ces messieurs d'avoir tenu une politique différente de celle qu'ils avaient aux élections, les hommes de 1892 qui ont fait les promesses seront introuvables.

Il n'y aura que des figures nouvelles. Ces nouveaux venus répudieront sans doute les promesses de leurs prédécesseurs, comme le gouvernement d'aujourd'hui paraît vouloir répudier la politique de l'honorable M. Taillon sur les subsides de chemins de fer.

Cette instabilité dans la politique de ces messieurs nous indique bien où est le défaut de la

cuirasse; ils n'ont aucun principe de gouvernement arrêté, et se servent d'expédients suivant les exigences de l'opportunisme, auquel ils ont évidemment voué leur sort.

Mais puisque le gouvernement a mis de côté la politique de M. Taillon, puisqu'il a décidé d'accorder des subsides de chemins de fer, dont quelques-uns sont d'une importance assez douteuse, pourquoi le gouvernement a-t-il laissé de côté et mis en oubli les demandes qui lui ont été faites d'accorder des subsides à une ligne de chemin de fer bien plus importante que celles-là? Je veux parler de la ligne de chemin de fer longeant la rive sud du Saint-Laurent, de Sorel à Lévis.

Cette ligne de chemin de fer traverse les comtés de Richelieu, de Yamaska, de Nicolet, de Lotbinière et de Lévis.

Il y a six milles de chemin construits entre Yamaska et Saint-François-du-Lac; entre Nicolet et Saint-Grégoire, le pont sur la rivière Nicolet est en partie fait, certains travaux entre Renèveille et Nicolet sont ébauchés; et la compagnie "Great Eastern" a reçu des divers gouvernements provinciaux, pour ces travaux, \$92,317.73 en subsides.

Cette compagnie pour une raison ou pour une autre, n'a pas continué ses travaux; mais, depuis trois ans, nous avons incorporé une autre compagnie celle du chemin de fer de la Rive Sud, composée de feu l'honorable Tourville, et MM. H. Beauchemin, Fortier, Wilson et autres riches actionnaires.

Cette compagnie est prête à construire le chemin de fer en question de Sorel à Lévis, 105 milles si le gouvernement veut lui accorder une subvention de quatre mille piastres par mille, et de \$70,000 pour la construction des trois ponts sur les rivières Yamaska, Saint-François et Nicolet.

Les riches et importantes paroisses de Yamaska, Saint-François, Saint-David, Saint-Pie, Saint-Thomas de Pierreville, Notre-Dame, Saint-Elphège, LaBaie, Saint-Zéphirin, dans le comté d'Yamaska, et toutes les autres paroisses le long du fleuve, jusqu'à Lévis, à l'exception de Nicolet, Sainte-Angèle et Saint-Jean-Deschaillons, sont privées de toutes communications par chemin de fer; ce sont des plus anciennes paroisses de la province, elles ont fourni largement leur part dans les subventions payées pour construire les 1,327 milles de chemin de fer subventionnés par le gouvernement, ainsi que dans le coût du chemin de fer du Nord; les habitants de ces localités n'ont-ils pas un droit absolu et incontestable d'obtenir du gouvernement l'aide requise pour bâtir leur ligne de chemin de fer?

Cette aide, je la réclame du gouvernement, non pas comme une faveur, mais comme un acte de justice.

La Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud, et le public intéressé ont fait la demande de subsides, pour la construction de ce chemin de fer. La compagnie est solvable et parfaitement en état de garantir au gouvernement la construction et le maintien de cette ligne de chemin de fer, et je regrette d'avoir à constater que le gouvernement commet une injustice en accordant des subsides à certaines compagnies mentionnées dans les réso-

lutions maintenant soumises, et en n'en accordant pas pour la construction du chemin de fer de la Rive Sud du Saint-Laurent et autres entreprises d'une égale importance qui peuvent le requérir.

La province a payé \$10,497,402.69 à 45 autres compagnies pour 1,327 milles de chemins de fer construits, c'est-à-dire \$7,900 par mille construit.

La demande de la compagnie du chemin de fer de la Rive Sud est de presque moitié moins que ce que les autres lignes de chemins de fer ont eu. Le gouvernement ne peut, lorsqu'il accorde des subsides en faveur d'autres chemins de fer, invoquer aucune bonne raison, de ne pas accorder en faveur de ce chemin de fer de la Rive Sud, le subside requis pour sa construction immédiate.

L'attitude contradictoire et partielle du gouvernement sur le tout ne nous laisse pas d'autre alternative que de demander à la Chambre de le censurer.

Il condamne le projet de conversion qui, s'il se concrétisait, ferait perdre aux compagnies de chemins de fer tout leur intérêt qui consiste en ce moment à encourager les colons à s'établir sur les terres, dans le but de recevoir la balance de leurs subsides. Il fait remarquer qu'actuellement, les compagnies de chemins de fer constituent les meilleurs agents de colonisation du gouvernement car elles travaillent pour la colonisation de la province et le développement de ses ressources. Si vous voulez voir les compagnies se désintéresser de l'achat des terres de la couronne par les colons, vous n'avez qu'à leur payer à l'avance des droits qui ne seront peut-être pas échus avant de nombreuses années.

Il propose, comme amendement, appuyé par le député de Québec-Est (M. J. Shehyn), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: Il soit résolu:

"Que l'honorable M. Taillon, alors premier ministre et trésorier de la province, a, dans son discours budgétaire du 26 novembre 1895, à la page 31, énoncé en termes non équivoques la politique du gouvernement et du Parti conservateur, par les paroles suivantes:

"Que faudra-t-il en outre pour avoir un budget en équilibre?

Il faudra:

Ne pas entreprendre, sans nécessité urgente, des travaux publics dont le coût ne pourrait être payé par le revenu ordinaire;

Ne pas accorder de nouvelles subventions aux entreprises de chemins de fer;

Ne pas faire revivre des subventions devenues caduques, et refuser, autant que l'intérêt public bien entendu le permettra, de transporter d'une entreprise à une autre les subvention déjà votées;

La politique que le gouvernement se voit forcé de suivre ne signifie pas seulement qu'il devra éviter d'augmenter la dette publique et la réduire chaque fois que l'occasion s'en présentera, mais elle signifie de plus qu'il faudra continuer de pratiquer partout la plus stricte économie".

Que les résolutions maintenant soumises contiennent l'autorisation au lieutenant-gouverneur en conseil, d'accorder à des entreprises de che-

mins de fer de nouvelles subventions, ainsi que de faire revivre des subventions devenues caduques et de mettre à exécution des transports de subventions d'une entreprise de chemin de fer à une autre;

Que ces résolutions constituent une déviation de la politique énoncée ci-haut;

Qu'elles entraînent la dépense de sommes considérables et l'augmentation de la dette publique, et que, par le changement dans sa politique sur les chemins de fer, le gouvernement accorde de l'aide à certaines lignes de chemin de fer de peu d'importance, au détriment d'autres lignes d'une utilité reconnue destinées à desservir des régions importantes actuellement privées de toutes communications par voie ferrée".

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, comme sous-amendement, appuyé par le député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), que les mots "Il soit résolu:

Que l'honorable M. Taillon, alors premier ministre et trésorier de la province, a, dans son discours budgétaire du 26 novembre 1895, à la page 31, énoncé en termes non équivoques la politique du gouvernement et du Parti conservateur, par les paroles suivantes:

"Que faudra-t-il en outre pour avoir un budget en équilibre?

Il faudra:

Ne pas entreprendre, sans nécessité urgente, des travaux publics dont le coût ne pourrait être payé par le revenu ordinaire;

Ne pas accorder de nouvelles subventions aux entreprises de chemins de fer;

Ne pas faire revivre des subventions devenues caduques, et refuser, autant que l'intérêt public bien entendu le permettra, de transporter d'une entreprise à une autre les subventions déjà votées;

La politique que le gouvernement se voit forcé de suivre ne signifie pas seulement qu'il devra éviter d'augmenter la dette publique et la réduire chaque fois que l'occasion s'en présentera, mais elle signifie de plus qu'il faudra continuer de pratiquer partout la plus stricte économie.

Que les résolutions maintenant soumises contiennent l'autorisation au lieutenant-gouverneur en conseil, d'accorder à des entreprises de chemins de fer de nouvelles subventions ainsi que de faire revivre des subventions devenues caduques et de mettre à exécution des transports de subventions d'une entreprise de chemin de fer à une autre;

Que ces résolutions constituent une déviation de la politique énoncée ci-haut;

Qu'elles entraînent la dépense de sommes considérables et l'augmentation de la dette publique, et que, par ce changement dans sa politique sur les chemins de fer, le gouvernement accorde de l'aide à certaines lignes de chemin de fer de peu d'importance, au détriment d'autres lignes d'une utilité reconnue destinées à desservir des régions importantes actuellement privées de toutes communications par voie ferrée, "soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots

suivants: "en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre désire faire honneur aux engagements légitimes de la province, notamment, en ce qui regarde les octrois en terre convertis en argent et qui s'élèvent, pour le gouvernement Mercier, à 8,068,000 acres, et pour les gouvernements précédents à 1,347,194 acres".

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Montre, avec des chiffres à l'appui, que le gouvernement n'a pas établi de politique. Les statuts stipulent que 35 centins l'acre est le prix des subventions de terres aux chemins de fer. Pourquoi ces compagnies devraient-elles accepter seulement 50 centins au dollar?, soit 17 1/2 centins par acre de terre? Pourquoi le gouvernement ne donne-t-il pas les terres aux colons, au lieu de donner l'argent aux chemins de fer qui ont déjà reçu trop de subventions qui ne rapportent rien au gouvernement? Les gens que le compromis de subsides en terres intéresse, savent ce qu'ils font. Le gouvernement commet un outrage en leur venant en aide aujourd'hui et en prenant des arrangements pour leur donner \$4 000 000. Certaines compagnies intéressées ont déjà reçu des subsides du gouvernement provincial aussi élevés que \$20 000. du mille, et sont actuellement sur le point de faire faillite. Même si le gouvernement leur donne de l'argent, elles ne seront plus en affaires très longtemps. D'un autre côté, en faisant une comparaison entre cette province et les Etats-Unis, ces compagnies constateraient que la dette du Québec est beaucoup plus élevée que celle de n'importe quel état américain. Ainsi, New York et la Pennsylvanie n'en ont pas. Que le premier ministre impose une taxe de un pour cent sur les immeubles municipaux et ruraux, et la dette provinciale disparaîtra rapidement. Il termine son discours en faisant remarquer que l'ex-premier ministre, M. Taillon, ainsi que lui-même, n'avaient jamais appuyé l'octroi de subsides en terres ou en argent à de nouvelles compagnies de chemins de fer. Il

déclare enfin que le gouvernement actuel, qui a critiqué violemment la politique de M. Mercier concernant les subsides fait exactement le même jeu. Il ajoute que même si le gouvernement se propose de donner seulement \$4 000 000. cette année, avant longtemps, ce subside atteindra dix millions. Le gouvernement se verra alors dans l'obligation d'emprunter plus que les trois millions prévus.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Dit qu'il ne veut pas imposer à la Chambre un discours, vu l'heure tardive. Il veut simplement faire quelques commentaires sur les propos du député de Huntingdon. Ce dernier ainsi que d'autres députés ont accusé le Parti conservateur d'avoir eu des paroles violentes pour dénoncer la politique du gouvernement Mercier sur les chemins de fer. Cela n'est pas le cas. Nous avons déclaré que le gouvernement Mercier avait agi imprudemment et témérement et qu'il avait ajouté un lourd fardeau à la province dans sa courte période de quatre ans, sans tenir compte de sa situation

financière. Nous avons dit que cette attitude était un contraste frappant avec les politiques sages et prudentes des gouvernements conservateurs précédents. Au cours de vingt années de pouvoir, les conservateurs ont accumulé une dette de dix millions alors que sous le régime Mercier cette dette a augmenté de plus de douze millions de dollars. Nous avons dénoncé et nous dénonçons encore l'administration malsaine, imprudente et insouciante des finances de la province par ce gouvernement. Cependant, la Chambre reconnaît à l'unanimité les engagements de la province et sa responsabilité morale et légale à cet égard. Le gouvernement n'offre pas de compromis; mais plusieurs compagnies de chemins de fer qui se trouvent dans une situation précaire, préféreraient recevoir 17 1/2 cents l'acre en ce moment plutôt que 35 cents l'acre dans quelques années. Le gouvernement, en accédant à leur demande, pose un geste patriotique qui, en plus de profiter aux chemins de fer et aux régions où passent les lignes, assurera une réduction considérable de la dette de la province.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Dit que son devoir l'oblige à condamner les résolutions concernant les subsides aux chemins de fer.

M. l'Orateur, l'honorable député de Québec-Ouest défend la position de son parti en spéculant sur la politique qu'aurait adoptée feu l'honorable M. Mercier. Il est pour le moins étrange d'entendre aujourd'hui l'honorable député de Québec-Ouest utiliser, pour défendre sa cause des arguments qu'il considérerait très dangereux pour la province, il y a quelques années. Ne serait-il pas plus sage de s'en tenir à la politique établie par l'ex-premier ministre, l'honorable M. Taillon, à savoir que la province n'accorderait plus de subsides aux chemins de fer. C'était le thème de son grand discours qui a été publié et répandu, à la dernière élection partielle, lorsque j'ai eu l'honneur d'être élu à la Chambre. L'honorable député dit aussi que les compagnies de chemins de fer sont en grande difficulté et qu'elles seraient prêtes à accepter cinquante sous au dollar. Je crois que nous devrions nous entendre pour cette somme. Mais, M. l'Orateur, n'est-ce pas la position qu'adopterait toute personne intelligente en constatant qu'elle ne pourra prendre possession de cette somme avant soixante-quinze ans?

Maintenant, j'aimerais demander au gouvernement la raison de ce vif intérêt à l'endroit des entrepreneurs de chemins de fer? Ces personnes étaient sans doute, bien averties lorsqu'elles ont accepté un engagement avec le gouvernement. Elles savaient quelle compensation elles obtiendraient pour les terres. N'est-il pas normal que les compagnies de chemins de fer nous aident pour la colonisation, alors que nous leur avons cédé ces terres? Et aujourd'hui on nous demande, même avant que la construction de ces chemins soit terminée, d'en arriver à une entente avec ces compagnies et de les dégager de toute obligation dans le règlement de nos terres. Les messieurs du

gouvernement peuvent s'attaquer aux chiffres comme il leur plaira. Mais, je ne peux comprendre comment nous allons gagner quelque chose par la conversion d'une dette nominale de trois millions en une dette réelle d'un million et demi de dollars. Quatre pour cent d'intérêt sur un million et demi de dollars représente \$60,000. annuellement. Si nous additionnons le revenu de la province provenant de la vente des terres publiques au cours des dix dernières années, nous arrivons à une moyenne de \$60,000. par année. Par conséquent, nous concluons que nous pouvons continuer à céder nos forêts, ce qui nous permet d'obtenir juste assez d'argent pour l'intérêt que nous devons payer pour cette dette qui, aujourd'hui, ne porte pas d'intérêt, mais est simplement une dette nominale qui, laissée ainsi, ne pourra jamais être perçue. Les rapports sur les ventes des terres publiques de la dernière année indiquent qu'elles se sont élevées à 125,000 acres. Nous pouvons calculer qu'il faudra soixante-quinze ans pour disposer de 9,415,114 acres. Mais, comme les chemins de fer doivent recevoir chaque deuxième lot, ou section, cela prendra au moins cent cinquante ans pour disposer de la totalité de ces terres. Pour les fins de la discussion, disons soixante-quinze ans. Avec les années, les obligations du gouvernement diminueront, et il en restera moins. Maintenant, l'intérêt annuel de \$60,000. multiplié par 75, le nombre d'années requis pour disposer des terres, donne une somme de \$4,500,000. Si nous ajoutons à cette somme, \$1,500,000. que nous proposons de payer aux compagnies, nous constatons que nous devons payer \$6,000,000. pour rembourser une dette de \$3,000,000. qu'en réalité, nous ne devons pas et qu'à mon avis, nous ne devons jamais.

Le premier ministre nous dit que si nous cédonc les terres aux compagnies, l'arpentage coûtera un million de dollars. Cette opinion, messieurs, vaut ce qu'elle vaut. Pourquoi ne pas donner les terres par vastes lots? Il n'est pas nécessaire de les diviser en lotissements de villes pour les donner aux compagnies. Elles pourront le faire elles-mêmes, si elles le désirent. Le premier ministre insiste beaucoup sur les avantages de cette transaction qui sont aussi décevants et erronés que toutes les autres raisons qu'il a invoquées dans son discours. Il insiste sur plusieurs points: le changement d'une dette de trois millions en une dette d'un million et demi et l'élimination des travaux d'arpentage pour le gouvernement. Mais, si nous distribuons ces terres aux colons, ne devons-nous pas faire exécuter l'arpentage? Où est donc l'économie? Puis, le premier ministre ajoute que nous devrions faire cette concession pour permettre à la compagnie de terminer ses travaux et de payer ses employés. A mon avis, s'il nous faut mettre des gants blancs pour transiger avec ces compagnies, il vaut mieux reprendre au plus tôt les chemins de fer et les administrer nous-mêmes.

Enfin, nous avons le spectacle émouvant du premier ministre utilisant comme argument, en vue de l'adoption de cette loi, le fait que l'un des

principaux détenteurs d'obligations déclare que cette politique est la même que celle de feu l'honorable Mercier. Si nous ne connaissions pas les intérêts de M. Beemer dans cette affaire, nous comprendrions le premier ministre d'utiliser la lettre de M. Beemer pour faire valoir les intentions de l'ancien gouvernement. Mais, dans les circonstances nous sommes en mesure de constater dans quel dilemme se trouve ce pauvre homme (le premier ministre) lorsqu'il tente de s'excuser. M. l'Orateur, je vous dis que cette politique n'était pas celle de M. Mercier. La politique actuelle en est une de prodigalité et de concussion dans lesquels ce gouvernement excelle; nous en avons la preuve dans la législation préparée cette session par la Chambre, soit la conversion de la dette de la province. Un gouvernement ne devrait préconiser une telle politique qu'à sa sixième session, lorsqu'il sent qu'il a déjà perdu la confiance du peuple ou lorsqu'il sait ne plus véhiculer les sentiments des hommes bien pensants.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Cartier, Châteaufort, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Pettit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 39.

Contre: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Guerin, Gosselin, Laliberté, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 20.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Et la question originale, ainsi amendée, étant proposée. Et un débat s'en suivant.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. N. Bernatchez), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Parc de la Montagne Tremblante

L'ordre du jour pour la deuxième lecture d'une certaine résolution concernant le parc de la Montagne-Tremblante, rapporté du comité général de la Chambre, le 22 décembre courant, étant lu;

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est lue pour la deuxième fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 131) amendant la loi concernant le parc de la Montagne-Tremblante.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Parc de la Montagne Tremblante

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 17) amendant le code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Remercie la Chambre du concours qu'elle lui a donné.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Félicite le gouvernement sur l'adoption de cette loi.

Statuts refondus

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 18) amendant la loi amendant les statuts refondus soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Documents:

Ecoles d'agriculture

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 14 décembre 1896 pour un état détaillé indiquant:

1. Combien a été dépensé pour la propagande du recrutement des élèves pour les écoles d'agriculture du 30 juin 1895 au 30 juin 1896.
2. Combien a été dépensé pour les mêmes fins du 30 juin 1896 au 1er décembre courant, et à quel ces différentes sommes ont été payées.
3. Combien d'élèves ont été recrutés.
4. Combien ont été inscrits à chaque école.
5. Combien de temps chacun de ces élèves est-il resté à ces écoles. (Document de la session no 73)

Avocats pratiquant à Montréal

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 21 décembre 1896 pour la production d'une liste contenant les noms des avocats pratiquant à Montréal, qui ont payé la taxe sur certaines personnes depuis le 30 juin 1894. (Document de la session no 74)

Chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 28 décembre 1896 pour une copie:

1. De toutes pétitions, résolutions et lettres adressées de la Gaspésie au gouvernement de Québec, ou à aucun de ses membres, demandant que le gouvernement donne suite et effet en ce qui concerne le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, à la loi 56 Victoria, chapitre 36, permettant la nomination d'un séquestre à un chemin de fer non en opération.

2. De toutes pétitions, résolutions et lettres adressées au gouvernement ou à aucun de ses membres, priant d'exploiter ou faire exploiter le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, ou de prendre les mesures nécessaires à cette fin. (Document de la session no 75)

Compagnie Union des abattoirs de Montréal

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le bill (bill no 70) amendement la charte de la Compagnie dite "l'Union des Abattoirs de Montréal," étant lu;

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré.

Adopté.

La séance est levée à une heure a.m.

Séance du 30 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par l'honorable M. Beaubien, la pétition des soeurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Nicolet.

Rapports de comités:

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill B) du Conseil législatif intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer d'Asbestos et de Danville", et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

Biens de famille

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill (bill no 134) concernant les biens de famille. Voici le rapport:

Votre comité a choisi le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. NANTÉL) pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à quatre membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. V. ALLARD (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 133) étendant la juridiction de la Cour supérieure de Joliette.

L'objet de ce bill est de donner à la Cour supérieure de Joliette juridiction concurrente avec celle de Sorel sur les paroisses de Saint-Gabriel de Brandon, de Saint-Damien et sur le nord du comté de Berthier.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Compagnie d'exposition de Montréal

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que, à sa prochaine séance, cette Chambre se forme en comité pour considérer certaines résolutions concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.

Adopté.

Subsides aux chemins de fer

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée hier, que les résolutions rapportées du comité général lundi le 14 courant,

concernant les subsides aux chemins de fer, soient maintenant lues la deuxième fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Regrette que, vu l'extinction de voix dont il souffre depuis quelque temps, il ne peut parler sur les subsides des chemins de fer.

M. J.P. COOKE (Drummond): Le premier ministre a prononcé un discours éloquent et étoffé dans lequel il donne son appui aux résolutions déposées devant la Chambre concernant les subsides aux chemins de fer. Nous avons pu apprécier toute son habileté et ses talents de plaideur, mais je regrette qu'il ait consacré ses énergies à défendre les compagnies de chemin de fer plutôt que la province. Avec beaucoup d'ingéniosité, l'honorable premier ministre a tenté d'éclipser la question en cause, soit la remise en vigueur des subsides aux chemins de fer qu'on avait laissé tomber. Il a aussi évité de parler de l'entente proposée aux compagnies pour le second 35 centins l'acre qui leur sera payé quand les terrains convertis en subsides auront été vendus. Il a laissé entendre que ces questions n'affecteraient aucunement la politique du gouvernement. Cette politique n'a été inventée que pour faire un cadeau aux compagnies. Dans les quelques remarques que je me propose de faire, j'entends me limiter à cette importante question et discuter des avantages ou des désavantages que retirerait la province de cette législation à l'étude.

Je veux tout d'abord dire que ce côté de la Chambre entend bien respecter et assumer tous les engagements que la province a contractés envers les compagnies de chemins de fer. Cependant nous ne croyons pas que le fait de nous engager dans de nouvelles et coûteuses obligations envers ces compagnies réglerait celles qui existent déjà. Le premier ministre a inauguré son discours en disant que le gouvernement et l'Opposition s'accorderaient sur la ligne de conduite à adopter au sujet de la remise en vigueur des subsides aux chemins de fer. Puis, il a lu une résolution de cette Chambre, passée à la dernière session, favorisant la poursuite des subsides accordés "bona fide" aux compagnies de chemins de fer. Il faut cependant souligner que cette résolution a été adoptée sur division, de sorte que l'Opposition n'est pas liée par cette résolution et qu'au contraire, elle s'y est opposée.

Puis, le premier ministre s'attribue la responsabilité de l'entente de 1886 par laquelle les chemins de fer acceptaient 70 centins l'acre au lieu d'un dollar. Il (M. J.P. Cooke) déclare qu'il n'y a pas lieu de se glorifier de ce fait.

Cependant, le premier ministre a négligé d'informer cette Chambre de la ligne de conduite du gouvernement telle qu'énoncée par le trésorier, l'honorable M. Taillon, dans son discours sur le budget le 26 novembre 1895. Je vais donc vous renseigner pour que la Chambre et le pays tout entier puissent constater l'écart entre les politiques du gouvernement en 1895 et 1896. Voici textuellement les propos tenus par M. Taillon: "Première-

ment, nous ne devons pas entreprendre de travaux gigantesques, dont les coûts ne pourraient être prélevés sur les recettes ordinaires sans une urgente nécessité. Nous ne devons pas accorder de nouveaux subsides aux compagnies de chemins de fer. Nous ne devons pas remettre en vigueur les subsides que nous avons abandonnés, et nous devons refuser, en autant que les intérêts du public le permettent bien entendu, le transfert de subsides déjà votés d'une compagnie à une autre".

Cette ligne de conduite que le gouvernement se voit dans l'obligation de suivre signifie non seulement que nous ne devons pas augmenter la dette publique mais au contraire la réduire chaque fois que l'occasion se présente. Nous devons aussi pratiquer l'économie la plus rigide possible. Afin de suivre cette ligne de conduite, il vous faudrait être en mesure d'affirmer que le peuple accepterait d'être taxé pour aider des entreprises ou pour couvrir des dépenses qui ne sont pas absolument nécessaires. Qui oserait faire une telle déclaration? En le faisant, le gouvernement condamnerait à l'avance sa politique actuelle. Je dis le gouvernement parce que, vous le savez, tout le gouvernement actuel est identique au précédent, sauf que mon ami l'honorable député du comté de Saint-Laurent a remplacé l'honorable M. Taillon au poste de trésorier. Et je ne puis croire que quelqu'un oserait tenir mon ami responsable du fait que le gouvernement a répudié totalement une ligne de conduite clairement définie. A mon avis, ce sont les mêmes influences qui ont contraint M. Taillon à effectuer l'emprunt de Paris à ce taux désastreux et qui l'ont ensuite obligé à abandonner son poste de premier ministre. Ce dernier ne pouvait rejeter la ligne de conduite de son gouvernement, comme je viens de l'indiquer, ni augmenter la dette publique et les charges annuelles de la province, ni adopter la ligne de conduite aujourd'hui préconisée par le premier ministre et ses collègues dans les résolutions qui sont devant cette Chambre.

Il fait ensuite certaines remarques personnelles au sujet de l'honorable trésorier de la province et de l'honorable secrétaire de la province. Il s'adresse au député de Stanstead (l'honorable M. F. Hackett) en lui donnant le titre de trésorier. Réalisant son erreur, il essaie de réparer cet impair en disant que le secrétaire est probablement plus populaire à ce titre que le trésorier, le député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater), ne le serait jamais dans cette fonction.

Ne vous paraît-il pas étrange que le gouvernement doive répondre à la question qu'il avait lui-même énoncée en novembre 1895 et qu'il ose faire la déclaration à l'effet "que le peuple consentirait à être taxé pour aider des entreprises et pour couvrir des dépenses qui ne sont pas absolument nécessaires?" Lorsque nous voyons la condition désastreuse de nos finances et le déficit d'environ \$670 000. de la présente année financière, nous devons condamner énergiquement la répudiation de la ligne de conduite du gouvernement en vigueur ainsi que l'augmentation de la dette

publique et des charges annuelles d'intérêt. Ces dernières représenteraient des frais supplémentaires annuels de \$66 000. qui ne peuvent trouver de justification, car pour faire face à ces nouvelles obligations, nous devons avoir recours à d'autres emprunts sur lesquels nous devons payer l'intérêt.

Le gouvernement prétend qu'il est dans l'intérêt de la province de remettre en vigueur les subsides aux chemins de fer, tel que mentionné dans les résolutions. Comment pouvons-nous avoir confiance en de telles déclarations, alors qu'en novembre 1895, le même gouvernement affirmait que les intérêts de la province exigeaient de ne plus accorder de subsides? Examinons sérieusement cette proposition contenue dans la dernière résolution qui autorise le gouvernement à fixer une entente avec les compagnies de chemins de fer pour le second 35 centins l'acre qui doit leur être payé en vertu de la conversion de subsides en terres en subsides en argent. Dans cette résolution, la conversion consent aux compagnies 35 centins l'acre en argent comptant dès la fin de la construction des chemins de fer, et 35 centins lors de la vente des terrains assignés aux compagnies, de sorte que la province n'a pas à déboursier un centin jusqu'à ce que ces terres soient vendues. Et le produit de cette vente servira à rembourser les compagnies de chemins de fer jusqu'à concurrence de 35 centins l'acre. Les ventes de toutes les terres de la couronne atteignent environ \$60 000. par année et si les 9,416,468 acres de terres sur lesquels les compagnies ont droit à 35 centins lors de leur vente devaient épuiser nos réserves de terres, nous paierions quand même des frais d'intérêts plus élevés que le montant obtenu annuellement par la vente des mêmes terres; et lorsque nos bons donnés en garantie, deviendraient échus, nous aurions à payer la somme de \$1 647 881. Quelle magnifique transaction! nous aurions à payer plus d'intérêts que le produit de la vente de nos terres! En fait, l'excédent en intérêts serait tellement élevé que si cette somme était investie annuellement, elle suffirait à effacer complètement nos obligations aux compagnies de chemins de fer. Laissez-moi vous expliquer plus clairement. Si, au lieu de payer annuellement en intérêts \$65 000. sur les bons que nous devons émettre pour payer les compagnies de chemins de fer, nous devons payer seulement la somme perçue par la vente de nos terres, et si nous investissons annuellement la différence entre cette somme et le \$65 000. il arriverait que dans 40 ans, durée pour laquelle, je présume, le gouvernement entend émettre ces bons, nous aurions en main une somme plus que suffisante pour rembourser totalement le solde dû aux compagnies de chemins de fer. Par conséquent, nous n'aurions pas à cette époque à payer la somme de \$1,647,881. Ce qui revient à dire que la province perd la jolie somme de \$1 647 881.

Mais, vous admettez que la distribution de ces 9,416,468 acres n'épuisera pas les terres de la couronne.

Le gouvernement, pour justifier sa position dit

que l'arpentage de ces terres, dans le but de les distribuer serait très coûteux; à ce sujet, le Mont-real Star a publié la lettre d'un illuminé, qui sous un nom de plume, affirme qu'il en coûtera \$800 000. pour l'exécution de ce travail. Mais notre trésorier, pour sa part, renchérit ces prévisions, et dans son discours sur le budget, il parle d'un million de dollars. Si c'est la conception de l'honorable trésorier sur la façon de dépenser l'argent de la province, je dis sincèrement: "Que le ciel vienne en aide à notre pauvre province" si ce dernier continue à administrer nos finances.

Cependant, je ne partage pas les idées extravagantes de l'honorable trésorier sur le coût de ces arpentages. Je pense que la somme de \$50000. suffirait amplement à couvrir les frais d'arpentage qui se ferait par territoires assez étendus, dans le but d'indiquer aux compagnies de chemins de fer quelles sont les terres sur lesquelles elles possèdent des droits. Il se peut que l'honorable trésorier, dans son estimation des coûts, pense à arpenter ces terres en lots de 200 acres; même là, la somme d'un million de dollars est exagérée; mais on ne procédera pas de cette façon. L'honorable premier ministre dit que l'arpentage de ces terres permettra de les diviser en lots avant de les vendre. Je lui ai répondu en disant: que l'entente avec les compagnies se réalise ou non, il était quand même nécessaire d'arpenter ces terres avant de les vendre. Je ne crois pas que l'on soutienne, si nous parvenons à une entente, que le gouvernement de la province cessera la vente de ces terres. Par conséquent, il est injuste et malhonnête de prétendre que la province économisera le coût de l'arpentage de ces terres, si l'entente était conclue avec les compagnies de chemins de fer.

Il est permis de dire que, si le gouvernement devait distribuer ces terres, les différentes compagnies de chemins de fer seraient aussi intéressées à les vendre, et cela en moins de quelques années. Par conséquent, la province paierait 100 cents au dollar au lieu de 50 cents. M. l'Orateur, je crois que si la conversion de ces terres a pour effet de hâter leur vente et d'accélérer la colonisation, ce gouvernement cause un tort irréparable à la province, en empêchant la colonisation. Car s'il existe une priorité pour la province, c'est bien de promouvoir la colonisation de nos terres. M. l'Orateur, il n'a jamais été établi que le second 35 centins puisse être une obligation directe pour la province, et il n'a jamais été inclus dans nos obligations par les différents gouvernements. Cette obligation est contingente et comme elle ne porte pas intérêt, la meilleure façon de régler cette affaire est d'assigner les différents lots de terres aux compagnies de chemins de fer et de leur payer leur dû lorsque les terres seront vendues en vertu des dispositions de la législation présente. Vu l'état actuel de nos finances, je ne puis accepter que le placement s'effectue en argent comptant. Je suis d'avis qu'un règlement de 20 centins au dollar serait assez libéral, car il ne faut pas oublier que certaines de ces terres ne seront pas vendues avant une centaine d'années.

Il se prononce contre l'octroi par la province de subsides aux chemins de fer puisque le gouvernement fédéral leur a déjà accordé \$3 200. du mille. Puis, il s'écrie au désastre pour la province.

L'honorable M. Mercier avait préconisé l'octroi de ces subsides et il est peu fréquent que le gouvernement glorifie ses actions. Par contre ajoute le représentant de Drummond (M. J.P. Cooke), il est arrivé souvent au gouvernement de salir sa mémoire.

Il affirme que tous les arguments invoqués par le premier ministre nécessitent une défense particulière; et il lui plaît de les décrire ainsi et les condamne pour cette raison précise.

L'honorable trésorier de la province n'a pas été en mesure de prendre la parole sur ce sujet et de prouver que cette mesure vise les intérêts de la province. Il se soucie beaucoup du fait que le premier ministre et non le trésorier provincial ait pris la responsabilité de cette mesure et il critique le fait que ce dernier laisse trop souvent au premier ministre le soin de vaquer aux affaires financières de la province.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prend la parole.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Répond au député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) que le gouvernement a l'intention de ne répondre à aucun autre discours de l'Opposition, à moins d'en voir la nécessité.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Reproche au gouvernement d'avoir peur de répondre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que le gouvernement ne tient pas à perdre du temps précieux pour réfuter des arguments auxquels on a déjà répondu.

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Attaque la politique générale du gouvernement dans le domaine des chemins de fer. Il défend la politique du gouvernement Mercier dans le même domaine.

Il propose, appuyé par le député de Belle-chasse (M. A. Turgeon), que le débat soit ajourné. Adopté.

Canton de Granby, comté de Shefford

L'HONORABLE M. F. HACKETT (Stanstead): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill (bill no 127) détachant une partie du canton de Granby, dans le comté de Shefford, et l'annexant à la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford, dans le comté de Rouville, pour toutes les fins. Voici le rapport:

Les soussignés, formant la majorité des membres représentant les divisions ou districts électoraux d'Argenteuil, Brôme, Compton, Huntingdon, Mégantic, Missisquoi, Ottawa, Pontiac, Richmond, Shefford, Sherbrooke, Stanstead et Wolfe, énumérés dans la seconde cédule et l'article 80 de l'Acte

de l'Amérique britannique du Nord, 1867, auxquels le bill ci-dessus a été référé, ont l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé.

J. Simpson	Député du comté Argenteuil.
R.N. England,	Député du comté Brôme
Charles McClary,	Député du comté Compton.
G.W. Stephens,	Député du comté Huntingdon.
James King,	Député du comté Mégantic.
E.E. Spencer,	Député du comté Missisquoi.
A. Tétreau,	Député du comté Ottawa.
David Gillies,	Député du comté Pontiac.
J. Bédard,	Député du comté Richmond.
A.-F. Savaria,	Député du comté Shefford.
L.-E. Panneton,	Député du comté Sherbrooke
M.F. Hackett,	Député du comté Stanstead.
J.-A. Chicoyne,	Député du comté Wolfe.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures quarante-cinq

Compagnie d'Asbestos et de Danville

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill B) du Conseil législatif, intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie d'Asbestos et de Danville".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ledit bill sans amendement.

Documents:

J. Gariépy, registraire

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 5 décembre 1895, pour une copie de toute requête et correspondance se rapportant à l'annulation de la commission de Joseph Gariépy, registraire de la seconde division d'enregistrement du comté de Charlevoix. (Document de la session no 76)

Actions intentées par le percepteur du revenu à Montréal

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 9 décembre 1896, pour une copie des actions intentées par le percepteur du revenu de la province, à Montréal, pour violation de la loi des licences, contre:

William Coleman, rue Craig, Montréal.
 Angélique Dorion, 47, rue Richard-son, Montréal.
 Nellie Connors, 1 et 3, rue McCord, Montréal.
 David Bond, 186, rue Bleury, Montréal.
 Thomas Me Brearty, 69, rue Inspecteur, Montréal.
 William Kearney, rue Université, Montréal.
 Aussi, un état indiquant si les condamnations ont été suspendues, pourquoi et sur les instructions de qui;

Indiquant aussi, quel est le montant des amendes imposées dans chaque cause, si elle a été payée dans chaque cas, et dans la négative, pourquoi. (Document de la session no 77)

Livres de beurre exportées et primées

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 21 décembre 1896, pour un état détaillé indiquant la quantité de livres de beurre exportées et primées par le gouvernement, depuis le 30 juin 1895 au 21 décembre 1896, par MM. Croil et McCulloch, A.A. Ayer & Cie, Préfontaine & Frères, Côté, Boivin & Cie, et A.A. Fraser; ainsi que les prix obtenus par ces messieurs pour chaque livre exportée et primée par le gouvernement. (Document de la session no 78)

J.-O. Martineau

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1896, pour la production du compte en détail expliquant les items suivants, des comptes publics de 1896, page 231:

J.-O. Martineau: travail extra, vente de la branche est, \$117.00.

J.-O. Martineau: frais de voyage, inspection des agences de Gaspé et Bonaventure, \$447.00. (Document de la session no 79)

Cour des commissaires, Saint-Hilarion, comté Charlevoix

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 décembre 1896, pour une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et différentes personnes concernant l'établissement d'une cour des commissaires dans la paroisse de Saint-Hilarion, comté de Charlevoix, depuis l'année 1892. (Document de la session no 80)

Entretien et pension des aliénés

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 30 novembre 1896, pour un état détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés et les montants dus, par les diverses municipalités de la province, pour entretien et pension d'aliénés, dans les asiles subventionnés par la province, depuis le 1er mai 1892 jusqu'au 25 novembre 1896. (Document de la session no 81)

Subsides aux chemins de fer

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée hier, comportant que les résolutions rapportées du comité de toute la Chambre, lundi, le 14 décembre courant, concernant les subsides aux chemins de fer, soient maintenant lues la deuxième fois;

Et la question étant de nouveau proposée, que lesdites résolutions soient maintenant lues la deuxième fois.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Prétend que les créanciers des compagnies ne sont aucunement intéressées dans cette conversion parce qu'elles savaient en acceptant les subsides en terre comme garantie que ces terres ne pouvaient être payées qu'après avoir été vendues. Il considère la loi actuelle comme un danger pour le crédit de la province. Il blâme le subside accordé au chemin de fer de Montfort parce que ce subside est pris sur l'argent de la colonisation.

Il accuse le gouvernement de tromper la Chambre au sujet du montant d'acres à convertir. Pendant que les documents disent qu'il n'y a que 7 millions à convertir, le premier ministre prétend qu'il y en a 9 millions.

Il attire l'attention sur certaines contradictions entre les chiffres du premier ministre et du trésorier. Ce que le premier ministre a affirmé a été dit à différentes dates.

Il propose comme amendement, appuyé par le député de Bellechase (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "Par l'acte 49-50 Victoria, chapitre 76, section I, il fut décrété: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra convertir, en tout ou en partie, tout subside en terres auquel une compagnie peut avoir droit en vertu du statut 45 Victoria, chapitre 23, ou en vertu de tout acte passé dans la présente session de la Législature, en un subside en argent, en payant une somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, au temps où ledit subside deviendra dû, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, quand les terrains assignés à cette compagnie auront été vendus et payés, conformément aux règles et règlements du département des Terres de la couronne, et sujet aux conditions propres à assurer la construction du chemin auquel ledit subside s'appliquera.

Qu'à la page 29 du discours sur le budget prononcé par l'honorable trésorier à l'Assemblée législative de la province de Québec, le 9 décembre courant, on lit ce qui suit:

"Le montant total des subventions en terres non périmées est aujourd'hui de 9,251,468 acres, au sujet desquelles les compagnies ont déclaré leur option pour une conversion en argent, et 165,000 qui peuvent être converties. Sur ce montant, 4,529,460 acres furent accordées avant 1887, et 4,514,008 entre 1887 et 1892.

J'ai indiqué déjà quelle est la balance sur les premiers 35 centins qui restent à payer.

Les seconds 35 centins formeraient pour les subsides déjà convertis. \$3 238 013.95
Et pour ce qui reste, dont la conversion est possible. 57 750.00

\$3 295 763.95

Qu'en vertu de la section 3 de l'acte 49-50 Victoria, chapitre 76, les compagnies de chemins de fer n'ayant fait l'option voulue par la loi et un ordre en conseil ayant été passé en vertu de la section 1ère suscitée, tout terrain destiné à toute compagnie et dont la conversion a été autorisée a été réuni au domaine de la couronne d'une manière aussi complète et aussi efficace que s'il n'eût jamais été accordé de subsides en terres.

Que, d'après ladite loi, ladite somme de \$3 295 763.95 ne deviendra due qu'au fur et à mesure que nous aurons collecté l'argent pour la payer.

Que si la douzième résolution est adoptée, elle aura pour effet d'autoriser le gouvernement à changer cette dette à terme et conditionnelle, en une dette immédiatement exigible pour un montant qui pourra s'élever à au-delà d'un million et demi de piastres.

Qu'en conséquence, lesdites résolutions soient de nouveau référées au comité général de cette Chambre, avec instructions de les amender en en retranchant la douzième résolution.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il n' a rien de nouveau dans le discours du représentant de l'Islet (M . F . - G . - M .)
cepté la découverte d'une prétendue erreur entre le trésorier et lui. Or il n'y a pas erreur.

Toute la différence est dans le fait que le trésorier a pris les chiffres jusqu'au 30 juin tandis que ceux qu'il a cités comprennent les subsides dus jusqu'à aujourd'hui.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Prend aussi la parole.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Guerin, Laliberté, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 17.

Contre: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Tellier, 34.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question principale étant de nouveau proposée,

M. J. MORIN (Charlevoix): Les délais pour continuer le chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix jusqu'à la Malbaie devraient être continués au 31 décembre 1898. Il propose, comme amendement, appuyé par le député de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "Référées de nouveau au comité général de la Chambre, avec instructions de les amender en ajoutant à la deuxième résolution les mots suivants:

"Mais la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix n'aura droit à ce délai que si elle fournit au lieutenant-gouverneur en conseil des garanties satisfaisantes de compléter son chemin jusqu'à la Malbaie, dans un délai raisonnable".

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Prétend que la motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle change les conditions auxquelles le lieutenant-gouverneur a donné sa sanction.

M. L'ORATEUR: Décide que ledit amendement est contraire à la 86e règle de cette Chambre basée sur le statut impérial, 80 Victoria, chapitre 3, Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, sections 54 et 90, qui décrète qu'il "ne sera pas loisible à la Chambre d'adopter ou de passer un vote, une résolution, une adresse ou un bill, comportant l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public, ou d'aucune taxe ou impôt à un objet qui n'aura pas au préalable été recommandé par un message du lieutenant-gouverneur, pendant la session où ce vote, cette résolution, cette adresse ou ce bill est proposé (B. 462 à 474, 488, 614 — M. 650)".

Si l'amendement était adopté, il changerait l'un des objets pour lesquels Son Honneur le lieutenant-gouverneur a recommandé ces résolutions à la considération de la Chambre; conséquemment, cet amendement n'est pas dans l'ordre.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Fait appel de la décision de M. l'Orateur.

La Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tellier, 31.

Contre: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Cooke, Dechêne, Gillies, Girouard, Gladu, Guerin,

Laliberté, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que la seconde lecture de ses résolutions concernant les subsides aux chemins de fer soit adoptée sur division.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Proteste.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Paneton, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tellier, 31.

Contre: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Cooke, Dechène, Gillies, Girouard, Gladu, Guerin, Laliberté, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 16.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Lesdites résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 23) concernant les subsides aux chemins de fer.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Essaie de convaincre l'Opposition que l'adoption de son bill devrait se faire sans autre discussion.

M. F.G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare au premier ministre que demain l'Opposition aura quelques remarques à faire sur cette question et qu'elle tentera d'introduire d'autres motions de non-confiance que l'Orateur ne déclarera pas hors d'ordre, espère-t-il.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement, savoir:

Bill (bill no 16) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la vérification des testaments";

Bill (bill no 71) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis"

Bill (bill no 110) intitulé: "Loi amendant le code du notariat";

Et bill (bill no 126) intitulé: "Loi annexant certains lots des paroisses de Saint-Georges et de Saint-François, dans le comté de Beauce, à Saint-Benjamin, dans le comté de Dorchester".

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 75) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Coaticook Electric Light and Power Company";

Et bill (bill no 76) intitulé: "Loi concernant la compagnie dite "The Stadacona Water, Light and Power Company".

"Coaticook Electric Light and Power Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 75) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Coaticook Electric Light and Power Company".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

"The Stadacona Water, Light and Power Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 76) intitulé: "Loi concernant la Compagnie dite "The Stadacona Water, Light and Power Company".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Députés-protonotaires, députés-shérifs et députés-régistrateurs

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que le bill (bill no 7) amendant la loi concernant la nomination des députés-protonotaires, des députés-shérifs et des députés-régistrateurs soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Attire l'attention de la Chambre sur ce petit stratagème du représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier). Ce dernier tente d'enlever aux shérifs, protonotaires et régistrateurs le privilège de nommer eux-mêmes leurs représentants. Cette mesure lui permettrait de nommer à ces postes des amis, ce qui pourrait engendrer un sérieux conflit entre le patron et son représentant.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

UNE VOIX: Propose que le bill n'affecte pas les districts de Montréal et Québec.

La proposition est adoptée.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sténographes de la Cour supérieure

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 19) concernant les sténographes de la Cour supérieure soit maintenant lu pour la deuxième fois. Il permet à la Chambre de demander la somme de \$100,000 pour la Cour supérieure de Montréal et de prélever lui-même les frais de sténographie.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Protection des colons

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 104) concernant la protection des colons.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a fait des amendements. La Chambre pro-

cède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi modifiant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des "Homesteads".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose l'ajournement de la Chambre en témoignage de respect à la mémoire de l'archevêque Fabre de Montréal, dont le décès vient d'être annoncé.

La proposition est adoptée.

Cour de circuit de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 26) amendant la loi concernant la cour de circuit à Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à dix heures a.m., ce jour 31 décembre courant.

Il annonce aussi qu'il proposera sous peu une motion pour que la Chambre siège trois fois par jour à partir de lundi jusqu'au jour de la prorogation qui aura lieu vraisemblablement le 10 janvier.

La motion est adoptée.

La séance est levée à minuit et demie.

Séance du 31 décembre 1896

Sous la présidence de l'honorable P.-E. Leblanc

La séance s'ouvre à dix heures et demie.

Introduction de bills:

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la perm.; un d'introduire un bill (bill no 145) concernant le pourcentage sur les honoraires de certains officiers publics.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), qu'à partir de mardi, inclusivement, le 5 janvier 1897, cette Chambre ait trois séances par jour: la première, depuis 11 heures a.m. jusqu'à 1 heure p.m.; la deuxième, depuis 3 heures p.m. jusqu'à 6 heures p.m., et la troisième depuis 8 heures p.m. jusqu'à l'ajournement; et que les ordres du gouvernement aient la priorité à chacune de ces séances.

Adopté.

Subsides aux chemins de fer

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 23) amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant les subsides aux chemins de fer soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. J. MORIN (Charlevoix): Propose, comme amendement, appuyé par le député de Lotbinière (M. E.-H. Laliberté), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre avec instructions de l'amender en ajoutant à la section 2e dudit bill, la clause suivante: "Toutefois le chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix sera tenu aux mêmes obligations que si l'acte 58 Victoria, chapitre 2, section 1, sous-section 1 et 2 n'eut pas été passée".

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Fait objection que cet amendement ne peut-être proposé.

M. L'ORATEUR: Décide que ledit amendement n'est pas dans l'ordre.

M. J. MORIN (Charlevoix): En appelle à la décision de l'Orateur.

La Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Châteauvert, Chicoyne, Desjardins, Duplessis, Flynn, Lacouture, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panneton, Pelletier, Poirier, Rioux, Simpson, Spencer, Tellier, 23.

Contre: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Cooke, Dechène, Gladu, Guérin, Marchand, Morin, Pinault, Stephens, Turgeon, 11.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est confirmée.

Alors, la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins de fer sous séquestre

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions, rapportées du comité de toute la Chambre, jeudi le 24 décembre courant, concernant les chemins de fer sous séquestre, étant lu;

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater), que lesdites résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de L'Islet (M . F . - G . - M . D e c h é n e) , que tous les après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "il soit résolu:

Que la législation soumise par cette résolution exposerait la province à se trouver chargée, non seulement de la mise en opération de tous les chemins de fer subventionnés dont les compagnies deviendraient incapables de les exploiter, mais aussi, dans bien des cas, de la répartition et du maintien en bon état de la voie et du matériel roulant devenu détérioré ou hors de service, occasionnant ainsi des déboursés considérables aux dépens du trésor public, sans le contrôle de la Législature.

Que, de plus, tout en enlevant l'administration et l'exploitation de tous ces chemins à l'entreprise individuelle pour en charger l'Etat, cette législation autoriserait une grave injustice envers les créanciers des compagnies intéressées, par le privilège qu'elle accorde au gouvernement sur les chemins et le matériel et par le droit qu'elle lui confère de retenir le montant de ses avances et déboursés en déduction des subventions sur la garantie desquelles les obligations de ces compagnies pourront avoir été négociées".

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le gouvernement fait là une entreprise ruineuse pour la province.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Se lève pour dénoncer le danger d'une telle résolution. Il

démontre que le gouvernement désire exploiter tous les chemins de fer en banqueroute. C'est un fait notoire, qu'à l'exception de trois ou quatre compagnies de chemins de fer dans la province, les autres sont toutes dans une situation financière assez précaire. A compter du jour de l'adoption de cette loi, nos compagnies de chemins de fer ne pourront obtenir un seul sou pour leurs obligations en Europe; leur crédit ainsi que les garanties sur les chemins de fer seront annulés. De plus, cette loi rendra impossible la construction de toute voie ferrée dans cette province.

Sans parler de l'Intercolonial en ce pays, il est universellement reconnu que les chemins de fer exploités par l'Etat ne paient pas du tout.

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, comme sous-amendement, appuyé par le député de Joliette (M. J.-M. Tellier), que tous les mots: "il est résolu:

Que la législation soumise par cette résolution exposerait la province, à se trouver chargée, non seulement de la mise en opération de tous les chemins de fer subventionnés dont les compagnies deviendraient incapables de les exploiter, mais aussi, dans bien des cas, de la réparation et du maintien en bon état de la voie et du matériel roulant devenu détérioré ou hors du service, occasionnant ainsi des déboursés considérables aux dépens du Trésor public sans le contrôle de la Législature.

Que, de plus, tout en enlevant l'administration et l'exploitation de tous ces chemins à l'entreprise individuelle pour en charger l'Etat, cette législation autoriserait une grave injustice envers les créanciers des compagnies intéressées, par le privilège qu'elle accorde au gouvernement sur les chemins et le matériel et par le droit qu'elle lui confère de retenir le montant de ses avances et déboursés en déduction des subventions sur la garantie desquelles les obligations de ces compagnies pourront avoir été négociées," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots: "en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre a confiance que cette mesure aura l'effet de protéger tous les droits du public, ceux des créanciers intéressés et ceux des localités que les divers chemins de fer traversent".

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bouffard, Cartier, Châteauvert, Chicoyne, Duplessis, England, Flynn, Hackett, Lacouture, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panneton, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tellier, 26.

Contre: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Cooke, Dechêne, Desjardins, Gillies, Gladu, Guerin, Laliberté, Marchand, Morin, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 14.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La résolution est lue pour la deuxième fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 12) concernant les chemins de fer sous séquestre.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Chemins de fer sous séquestre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 36, relativement aux chemins de fer sous séquestre".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 98) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic";

Bill (bill no 112) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la Cour de magistrat de district";

Bill (bill no 115) intitulé: "Loi relative aux recorders";

Bill (bill no 131) intitulé: "Loi concernant le parc de la Montagne-Tremblante";

Et bill (bill no 125) intitulé: "Loi concernant la corruption municipale et civique".

Interpellations:

Révocation du docteur Devlin

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): 1. Le gouvernement expliquera-t-il pourquoi les documents relatifs à la révocation du docteur Devlin ne sont pas présentés, quand des documents demandés plus récemment ont été fournis?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de ne fournir les documents relatifs à la révocation du docteur Devlin qu'après la prorogation?

3. Le gouvernement possède-t-il quelque plainte écrite du docteur Villeneuve, surintendant de l'asile de la Longue-Pointe, au sujet de cette affaire; et, s'il en a, quelle est la date de ce document?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): En consultant les procès-verbaux, il est facile de constater que les documents ont été mis devant la Chambre le 23 décembre courant.

L. VonKoenig, employé du département d'Agriculture et de Colonisation

M. A. TURGEON (Bellechasse): M. Léonce Von Koenig est-il ou a-t-il été à l'emploi du gouvernement depuis le 1er novembre dernier? Dans l'affirmative, depuis quand? Quel est son salaire?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): M. Von Koenig, employé au département de l'Agriculture et de la Colonisation, du 3 décembre au 21 décembre inclusivement: 14 jours à \$2.50-\$35.00;

Aussi, employé, pendant quelques jours, à l'Assemblée législative comme sténographe et clavographe.

A.-R. Angers, ex-lieutenant-gouverneur

M. F. GOSSELIN (Iberville): Combien M. A.-R. Angers, ex-lieutenant-gouverneur, a-t-il reçu pour frais de voyage, retenue, etc., pour quelque cause que ce soit, depuis le 1er juin dernier? Combien a-t-il demandé pour les mêmes causes? Combien lui est-il encore dû, pour quelque cause que ce soit?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Mont-réal no 4): L'honorable M. Angers, comme la Chambre en a déjà été informée, a reçu la somme de mille dollars pour dépenses en rapport avec sa comparution; devant le comité judiciaire du Conseil prive, pour plaider au nom de la province, la cause du traité Robinson au sujet des annuités payables aux sauvages.

M. Angers n'a pas encore présenté de compte pour ses services professionnels.

C.-H.-D. Maze, employé sessionnel

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): M.C.-H.-D. Maze, président de la Compagnie de chemin de fer des Comtés-Unis, est-il employé sessionnel? Dans l'affirmative, quel est son salaire à la journée?

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Non.

Colporteurs

M. A. GIRARD (Rouville): Le gouvernement a-t-il pris en considération les nombreuses requêtes à lui adressées, relativement aux colporteurs, durant l'année 1895? Dans l'affirmative, qu'entend-il faire à ce propos?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Mont-réal no 4): Un projet de loi a été présenté à la Chambre à ce sujet, par l'honorable député de Berthier (M. Victor Allard).

Enquête au sujet de la mort de E. Payeur

M. E.-H. LALIBERTE (Lotbinière): Est-il à la connaissance du gouvernement que le 10 septembre dernier, ou vers cette date, le coroner du district de Québec a tenu une enquête à Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, au sujet de la mort, par empoisonnement, d'Edmond Payeur, enfant de Thomas Payeur?

Le gouvernement sait-il que les jurés ont rendu un verdict d'homicide contre M. le docteur Philippe Dubé, de la paroisse de Saint-Sylvestre?

Le gouvernement est-il informé que ce docteur Dubé a été arrêté, conduit à Québec et qu'il a plaidé coupable après enquête? La sentence a-t-elle été exécutée? Dans la négative, pourquoi?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le docteur Dubé a plaidé coupable, mais la sentence n'a pas encore été prononcée.

Régistrateur et cour de commissaires, comté de Charlevoix

M. J. MORIN (Charlevoix): Le gouvernement a-t-il des raisons à donner pour expliquer pourquoi les documents concernant la révocation de la commission nommant Jos. Gariépy, registrateur de la 2e division du comté de Charlevoix, dont la production a été votée par la Chambre le 12 décembre 1895, n'ont pas encore été déposés? Pourquoi ceux concernant l'établissement d'une cour de commissaires à Saint-Hilarion, comté de Charlevoix, n'ont pas non plus été encore déposés?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): En consultant les procès-verbaux, il est facile de constater que ces documents ont été déposés sur le bureau de la Chambre.

Coroners, pour le district d'Arthabaska

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il nommé un ou des coroners pour le district d'Arthabaska? Dans l'affirmative, quels sont leurs noms et où résident-ils?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Oui: Les docteurs Belleau et Brassard. Le premier réside à Arthabaska, et le second à Stanfold.

Discours de l'honorable L. Beaubien

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): A quel ou quels établissements d'imprimerie a été confiée l'impression du discours de l'honorable commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable L. Beaubien): prononcé le 4 octobre dernier, à Nicolet, et que le gouvernement se propose d'acheter, en sus de la quantité déjà fournie par M. Ayotte, des Trois-Rivières.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): A l'imprimerie de Sénécal & Cie, et à "The Gazette Printing Co.", de Montréal.

Saint-Colomban, comté Deux-Montagnes

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Le gouvernement se propose-t-il d'accorder une certaine somme à la municipalité de Saint-Colomban, dans le comté des Deux-Montagnes, pour certaines fins? Dans l'affirmative, quelle somme et pour quelles fins?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Non.

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il autorisé la dépense d'une certaine somme dans la paroisse de Saint-Colomban, comté des Deux-Montagnes, pour certaines fins? Dans l'affirmative, quand et pour quelles fins?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Oui.
2. Le 16 octobre 1896 des instructions ont été données pour dévier la côte dite "Montagne de Saint-Colomban".

Poursuite contre T. Paré

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): 1. M. Théodore Paré, de Sainte-Anne de Beaupré, hôtelier, a-t-il été poursuivi pour vente de boisson sans licence, depuis le mois de janvier 1892? Dans l'affirmative, jugement a-t-il été rendu contre lui et ce jugement a-t-il été exécuté?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Oui.

Poursuite contre J. Levy-Janelle

M. L.-F. PINAULT (Matane): 1. Le ou vers le 17 novembre dernier une action a-t-elle été intentée contre Joseph Levy-Janelle, marchand, de Saint-Sylvere, comté de Nicolet, pour vente de boisson sans licence? 2. Si les procédures ont été discontinuées, pourquoi? 3. A la demande de qui?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): 1. Oui. 2. Oui, la liqueur vendue était du vin du pays que le défenseur avait fait lui-même, ou acheté pour son propre usage, et dont il a vendu un gallon à un ami qui le lui avait demandé. L'offense n'était pas grave, et le défenseur n'était pas dans l'habitude de violer la loi. 3. A la demande du curé de la paroisse de Saint-Sylvere.

Charte de Sainte-Cunégonde

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le député de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), que l'honoraire déposé pour le bill (bill no 51) amendement la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, soit remis,

moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a l'éducation pour objet.
Adopté.

Successions M.-C. Roy, et A. Hamel

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. L. Lacouture), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 79) permettant de partager sans retard les dettes et les biens des successions Marie-Cécile Roy et Abraham Hamel, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce projet de loi a été rejeté.
Adopté.

Commission des chemins à barrières de Montréal

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le député de Québec-Ouest (M. F. Carbray);

Attendu qu'il appert, par le rapport de la commission des chemins à barrières de Montréal, de l'année finissant le 31 décembre 1895, soumis à cette Chambre, que les opérations financières de la commission se sont soldées en un surplus considérable, il soit résolu:

Que, dans l'intérêt de la population de Montréal et des environs, et surtout de la classe des cultivateurs, cette Chambre est d'opinion que le taux de péage des diverses barrières de la commission devrait être diminué en conséquence.

Adopté.

L'Union des abattoirs de Montréal

M. D. PARIZEAU (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. F. Martineau), que l'honoraire déposé pour le bill (bill no 70) amendement la charte de la Compagnie l'Union des abattoirs de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et l'impression, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Richmond (M. J. Bédard), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 45) amendement la charte de l'"Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke", soit remis, moins les frais de traduction, vu que cette société en est une de bienfaisance.

Adopté.

Loi des licences de Québec

UNE VOIX: Propose que le nom du député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater) soit

substitué à celui du comté de Berthier (M. V. Allard), comme promoteur du bill (bill no 146) amendant la loi des licences de Québec.

Adopté à l'unanimité.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a fait un amendement. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Parties témoins dans leur propre cause

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 140) à l'effet de permettre aux parties d'être témoins dans leur propre cause soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. V. ALLARD (Berthier): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. V. ALLARD (Berthier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sociétés nationales de bienfaisance

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 102) intitulé: "Loi concernant les sociétés nationales de bienfaisance".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Actes de transports d'immeubles

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 111) validant certains actes de transports d'immeubles, sujets aux droits imposés par l'article 1191a des statuts refondus et ses amendements soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Séparation du comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour considérer certaines résolutions, concernant la séparation du comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à nommer un registraire pour la division d'enregistrement d'Hochelaga, et un autre pour la division d'enregistrement de Jacques-Cartier, quand lesdits comtés auront été séparés en vertu du bill fondé sur les présentes résolutions.

Adopté.

2. Que la division d'enregistrement d'Hochelaga, appartiendra à la première classe des divisions d'enregistrement, et celle de Jacques-Cartier, à la deuxième classe, et que leurs registraires respectifs toucheront les traitements assignés auxdites classes par la cédula D de la loi 57 Victoria, chapitre 41.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à accorder au registraire de Québec, la somme de trois mille piastres, et au registraire d'Hochelaga, trois mille cinq cents piastres pour être affectées aux traitements des députés-registraires et autres employés nécessaires.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

Code municipal

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 122) amendant l'article 582 du code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Palais de justice de Hull

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le député d'Argenteuil (M. W.J. Simpson), que cette Chambre se forme, maintenant, en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le palais de justice de Hull, et que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles s'y rapportent. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

Attendu que, par les sections 1 et 2 de la loi 49-50 Victoria, chapitre 6, intitulé: "Acte pour changer le chef-lieu du district judiciaire d'Ottawa", il a été décrété que, quand un palais de justice et une prison auraient été construits d'une manière satisfaisante pour toutes les fins de l'administration de la justice, aux frais de la municipalité de la cité de Hull, le chef-lieu du district d'Ottawa pourrait être transféré du village d'Aylmer à la cité de Hull;

Attendu que le coût total de la construction desdits palais de justice et prison s'est élevé jusqu'à présent à \$83 624.68, dont ladite municipalité a payé \$15 000 et le gouvernement de la province \$14 000, laissant une balance de \$54 624.68, dont ladite municipalité est responsable;

Attendu qu'en plus dudit montant, le gouvernement a payé, jusqu'à présent, pour l'ameublement desdits palais de justice et prison, la somme de \$11 880.84;

Attendu que certaines obligations ont été émises pour construire le palais de justice d'Aylmer, en vertu des actes 12 Victoria, chapitre 112, et 18 Victoria, chapitre 164, pour la somme de \$19 764.97, portant intérêt de huit pour cent par an; et \$2,000 portant intérêt de six pour cent par an, l'intérêt et le capital de ces obligations devant être payés à même un fonds constitué, en vertu dudit acte 12 Victoria, chapitre 112, pour l'imposition d'une taxe sur les procédures judiciaires du district d'Ottawa;

Attendu qu'il reste dû, sur ces obligations, une balance s'élevant en capital et intérêt, au 30 juin 1896, à \$17 976.14, dont ledit fonds est encore responsable, et au paiement de laquelle le produit de la taxe imposée doit, en vertu de la loi, être employé;

Attendu que ladite municipalité a représenté que le coût desdits palais de justice et prison fut

évalué primitivement, d'après les plans fournis par le gouvernement, à \$37,500; que les travaux ont été entrepris pour ce prix; que lorsque ladite municipalité eut dépensé \$20,000 sur ces travaux, les plans furent condamnés par les inspecteurs des prisons, et que ladite municipalité consentit à certains changements proposés, croyant qu'ils ne coûteraient pas plus qu'une somme additionnelle de \$10,000, mais que le coût des extras et des dommages, fut, par décision d'arbitres, fixé à la somme de \$33,000;

Attendu que ladite municipalité a demandé au gouvernement de la province de venir à son aide en garantissant les obligations qu'elle se propose d'émettre pour payer ladite somme de \$54,624.68, due par ladite municipalité pour la construction desdits palais de justice et prison, et pour payer la balance due sur les obligations émises en vertu des actes 12 Victoria, chapitre 112, et 18 Victoria, chapitre 164, s'élevant à \$17,976.14, soit un total de \$72,500.82, et qu'elle a demandé, pour payer la balance due sur ces dites obligations, que la taxe imposée en vertu de l'acte 12 Victoria, chapitre 112, continue à être payable sur les procédures judiciaires faites dans le district d'Ottawa, mais qu'elle devra être affectée au paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement des obligations que ladite municipalité se propose d'émettre;

Et attendu qu'il est à propos d'accorder l'aide demandée par ladite municipalité;

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra garantir le paiement du capital et de l'intérêt des obligations de la municipalité de la cité de Hull pour un montant suffisant pour produire ladite somme de \$72,500.82; que ces obligations devront être pour le nombre d'années et porteront le taux d'intérêt qui seront approuvés; qu'un fonds d'amortissement annuel devra être aussi créé pour racheter lesdites obligations pendant la durée de leur existence, et que ladite municipalité sera tenue de payer lesdits intérêts et de pourvoir au fonds d'amortissement.

Adopté.

2. Que, sur le produit desdites obligations, \$17,976.14 seront payées au trésorier de la province pour racheter les obligations émises en vertu des actes 12 Victoria, chapitre 112, et 18 Victoria, chapitre 164, et que le reste du produit sera employé au paiement de la somme de \$54,624.68, mentionnée dans le préambule de ces résolutions et due par ladite municipalité pour la construction desdits palais de justice et prison.

Adopté.

3. Qu'après le rachat des obligations émises en vertu des actes 12 Victoria, chapitre 112, et 18 Victoria, chapitre 164, la taxe imposée par ledit acte 12 Victoria, chapitre 112, continuera d'être payable dans le district d'Ottawa jusqu'à ce qu'elle soit abrogée par le lieutenant-gouverneur en conseil, et que le montant en provenant sera payé, chaque année, par le trésorier de la province à ladite municipalité, sur remise à lui faite des coupons de l'intérêt garanti et des obligations échues et payées pendant l'année, jusqu'à ce que les obligations émises en vertu de la loi qui sera

basée sur ces résolutions soient entièrement payées, en capital et intérêt, ce montant devant être employé par ladite municipalité au paiement de l'intérêt et du fonds d'amortissement desdites obligations.

Adopté.

4. Que, dans le cas de défaut de paiement desdits intérêts et fonds d'amortissement par ladite municipalité, à leur échéance, le montant que la corporation sera ainsi en défaut de payer sera prélevé par le shérif du district d'Ottawa, sur les contribuables de la cité de Hull, au moyen d'une cotisation répartie également sur leurs immeubles imposables conformément au rôle d'évaluation alors en vigueur, et que le shérif aura, pour percevoir et exiger cette cotisation et les frais de perception, tous les pouvoirs qui lui sont accordés par le code municipal pour l'exécution des jugements rendus contre les corporations municipales.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle le soit jusqu'à lundi, le 4 janvier prochain, à trois heures de l'après-midi.

La séance est levée à une heure p.m.

Séance du 4 janvier 1897

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à quatre heures.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de l'Hôtel-Dieu-Saint-Vallier de Chicoutimi pour l'année 1895-96. (Documents de la session no 12)

Association agricole des Cantons de l'Est

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est.

Adopté.

En comité:

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Déclare que la résolution du représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) est inconstitutionnelle. L'Opposition, dit-il, ne peut accepter voir le gouvernement s'engager à verser pour une période de cinq ans, \$25,000. des fonds publics sans dire à la Chambre où ira cet argent.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Répond que des gouvernements précédents avaient eu, pendant dix-huit ans, un contrat avec la Compagnie de l'exposition de Montréal. Ce précédent devrait suffire pour justifier l'administration actuelle d'accorder \$25,000. à une association du même genre à Sherbrooke.

M. A. GIRARD (Rouville): Critique la déclaration du commissaire à l'Agriculture. Il rappelle au commissaire sa transaction du haras. Il dénonce les pots de vin accordés par l'ancienne administration de la Compagnie de l'exposition de Montréal. Il dit que le gouvernement cherche à les imiter et que c'est une mauvaise affaire.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Explique que la somme annuelle de \$5,000. servira à apporter des améliorations aux terrains et aux édifices.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Attire l'attention de la Chambre sur le précédent que créera le gouvernement en accordant un octroi à une compagnie privée. Les résolutions, dit-il, n'indiquent pas que l'Association agricole des Cantons de l'Est soit obligée de tenir une exposition annuelle au cours des cinq prochaines années. Cependant, l'association recevra \$5,000. annuellement, et une fois les subventions épuisées, l'association pourra disparaître. Tout comme le haras national, cette association a la chance de s'enrichir à même les fonds publics et cela, sans rendre service à la province.

M. J.P. COOKE (Drummond): Reconnaît l'importance de l'exposition de Sherbrooke. Cependant, il dit que par cette nouvelle tactique, le gouvernement reconnaît sa prochaine défaite devant l'électorat. Avant de quitter le pouvoir, les ministres veulent compléter leurs dossiers, et en liant ainsi la province pour les cinq prochaines années, ils obligent le futur gouvernement à partager la responsabilité de cette injustice. Si MM. Taillon et Casgrain étaient encore membres du gouvernement, un tel débat ne se serait jamais déroulé dans cette Chambre. A son avis, le gouvernement devrait octroyer une subvention pour une année seulement.

M. J. TESSIER (Portneuf): Condamne le principe que l'on veut consacrer par ces résolutions.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Constate que l'opinion des libéraux en ce qui a trait à l'agriculture est très partagée. De plus, il ne comprend pas pourquoi les libéraux, qui ont déjà donné leur appui à cette association, refusent aujourd'hui de lui venir en aide. Cette exposition reçoit des visiteurs du Québec, de l'Ontario et même des Etats-Unis qui sont unanimes à déclarer qu'elle est l'exposition la plus intéressante tenue dans la province.

Il loue le désintéressement des promoteurs de l'exposition et exprime sa confiance en l'Association agricole des Cantons de l'Est qui, dit-il, a toujours fait du bon travail dans le passé et est digne de recevoir l'assistance du gouvernement. L'exposition de Sherbrooke a fait plus de bien pour l'agriculture que toute autre exposition dans la province. Cette association a besoin d'argent pour encourager l'industrie laitière, l'élevage du bétail, etc. et c'est pour cette raison que le gouvernement tient à lui donner une subvention.

Il démontre que pour être utiles ces résolutions doivent couvrir une période de cinq ans au moins.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que les déclarations du représentant de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett) et celles du représentant de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton) sont contradictoires. Ce dernier a déclaré que l'argent servirait à ériger des édifices, etc. Si l'honorable ministre de l'Agriculture voulait spécifier l'usage de cet argent, il se dit prêt à appuyer les résolutions.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Suggeste d'ajouter la clause suivante à ses résolutions: "Que le programme de l'exhibition annuelle sera soumis à l'approbation du commissaire de l'Agriculture".

Il propose:

Attendu que l'Association agricole des Cantons de l'Est s'est assurée la possession permanente de terrains, dans la cité de Sherbrooke, pour des fins d'exposition, et qu'elle a dépensé au-delà de cinq mille piastres pour obtenir lesdits terrains, les préparer et y ériger des édifices;

Attendu qu'elle a, depuis douze ans, tenu chaque année, dans ladite cité de Sherbrooke, des

expositions agricoles et industrielles par lesquelles elle a considérablement contribué au développement et au progrès de l'agriculture et de l'industrie laitière dans la province;

Et attendu qu'elle a prouvé qu'il lui sera impossible de tenir d'autres expositions à l'avenir, sans l'assistance du gouvernement, et qu'il est en conséquence à propos d'encourager ladite association au moyen d'une subvention permanente, pour un terme de cinq années.

1. Que, pour les cinq années qui vont suivre, il sera payé à l'Association agricole des Cantons de l'Est, à même le fonds consolidé du revenu, la somme de cinq mille piastres, chacune des années où elle tiendra une exposition, laquelle somme sera payable immédiatement après la tenue de l'exposition.

Adopté.

2. Que le programme de l'exhibition annuelle sera soumis à l'approbation du commissaire de l'Agriculture.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

Sous-chefs de certains départements publics

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le député de Stanstead (l'honorable M.F. Hackett) que, à sa prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les sous-chefs de certains départements publics.

Adopté.

Asile de Longue-Pointe

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'asile de la Longue-Pointe. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Déclare que ces résolutions ont pour objet le renouvellement du contrat d'une durée de 20 ans passés en 1875 pour l'entretien de l'asile. L'honorable député fait un appel en faveur de ceux qui sont privés d'intelligence. Il insiste sur le fait que l'intelligence devrait être la plus grande richesse du Canada. Il fait ensuite l'historique des asiles d'aliénés.

Il énumère les phases par lesquelles a passé la science de traiter les maladies mentales, avant d'arriver au degré de perfection qu'elle a atteint aujourd'hui.

Il dit que le gouvernement veut donner la même attention à l'asile de Longue-Pointe qu'aux autres asiles de la province. Il rappelle que c'est en 1873 que l'asile de Longue-Pointe fut confié aux soins des soeurs de la Charité. En 1875, la Chambre confiait la garde et le soin des aliénés pour vingt ans.

Les soeurs ont rempli leur contrat avec tout le soin et le dévouement possible sans recevoir un centime de plus que les \$100 par tête qui leur étaient accordées en vertu du contrat.

En 1892, le gouvernement venait en aide à l'asile protestant de Verdun, en garantissant l'emprunt effectué par les syndics de cet asile; et en 1893, l'asile de Beauport recevait aussi de l'aide. En 1895, la subvention à l'asile de Verdun était augmentée. Les soeurs de la Providence n'ont jamais eu rien de semblable.

Le contrat original de Longue-Pointe prévoyait une somme de \$100. par patient. En 1890, le feu détruisit cette institution et il a fallu trouver un abri pour les pauvres malades jusqu'à ce que la construction de nouveaux pavillons fut terminée. Ces nouvelles constructions coûtèrent \$300 000. En 1894 et 1895, les pavillons furent grandement endommagés par la crue des eaux du Saint-Laurent et en 1896, les inondations achevèrent leur ruine. Ils constituent aujourd'hui un grave danger.

L'inondation a dû montrer que les pavillons ne pouvaient être considérés comme permanents et qu'il fallait un autre édifice pour servir d'asile.

Le gouvernement entreprit alors de longues négociations avec les religieuses à propos du renouvellement du contrat pour arriver à une entente entre les deux parties en décembre. Dans une lettre en date du 28 septembre 1896, les religieuses décriaient pour la première fois au gouvernement la situation et les conditions lamentables de l'asile. Elles se déclarent prêtes à continuer leur oeuvre de charité, pourvu que cela ne soit pas au détriment de leur communauté.

Les religieuses alléguent l'urgence de la reconstruction de nouveaux édifices; les édifices actuels tombant en ruines et n'étant pas adéquats. Si des réparations majeures ne sont pas entreprises immédiatement, ils ne tiendront pas plus de deux ou trois ans, selon l'opinion d'experts. En plus, des locaux plus vastes et plus confortables sont nécessaires.

Dans cette lettre, les soeurs déclarent que pas un seul asile, soit en Amérique, soit en Angleterre, ne reçoit les patients à un prix aussi minime que \$100 par année.

Elles citent d'autres asiles de la province et d'autres pays qui reçoivent annuellement de \$125. à \$510. par malade. C'est aux Etats-Unis que l'on paie les montants les plus élevés. En Angleterre, l'entretien des aliénés coûte jusqu'à \$500. par tête.

Les religieuses mentionnent ensuite que la construction de nouveaux édifices entraînerait un déboursé annuel de \$40 000. en intérêts. Elles ajoutent qu'elles accomplissent leur travail dans un but charitable et non dans le but de faire des profits. Mais, elles insistent sur la nécessité d'aug-

menter à \$130. l'allocation par tête en alléguant que les nouvelles méthodes de traitement, le nombre additionnel de gardiens requis pour donner une attention plus personnelle à chaque malade justifient cette dépense additionnelle. Autrement, on ne s'occupait pas d'autre chose que de leur donner à manger, de les vêtir et de leur donner un abri.

Il fait une récapitulation de ces arguments et insiste sur leur légitimité. Le gouvernement a reçu plus tard une seconde lettre des religieuses traitant des mêmes problèmes.

Le gouvernement ne voit pas la nécessité d'accorder une somme plus élevée par tête pour les malades de Longue-Pointe que pour ceux de Beauport.

Il n'a pas cru devoir donner plus que \$100 par tête pour l'entretien des patients, mais à cause du feu, des inondations et des constructions nouvelles, le gouvernement se dit prêt à leur accorder une augmentation pour quelques années ou encore à garantir l'intérêt d'un emprunt pour les nouveaux édifices. Au cours de ces mêmes négociations, le gouvernement a envoyé un de ses ingénieurs faire une enquête sur les lieux et ce dernier indique dans son rapport que l'asile est vraiment dans un état avancé de dégradation; les charpentes sont devenues dangereuses, les portes sont brisées, la toiture coule, etc. L'ingénieur mentionne dans son rapport un plan soumis par les religieuses. Le plan prévoit la construction des édifices sur un plateau de 20 à 30 pieds plus élevé que l'emplacement actuel. L'ingénieur mentionne certains changements à apporter à ces plans pour réduire le coût de la construction sans nuire à la qualité des nouveaux édifices.

Il propose que le débat soit ajourné.

Adopté. Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Asile de Longue-Pointe

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'asile de Longue-Pointe.

En comité:

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): J'ai déposé devant vous la correspondance entre le gouvernement et les religieuses, vous indiquant les demandes de ces dernières ainsi que les questions posées par le gouvernement. J'ai aussi déposé le rapport de l'architecte ou ingénieur qui corrobore en tous points le rapport des religieuses en ce qui a trait à la nécessité de commencer sur

le champ la construction des édifices; et maintenant, au risque d'ennuyer la Chambre, je dois implorer son indulgence. Il lit alors la réponse des religieuses et ajoute que le gouvernement a invité ces dernières à venir les rencontrer. Nous les avons reçues, mais nous n'avons pu conclure d'entente. Leurs demandes sont raisonnables mais nous ne pouvons y consentir vu l'état actuel de nos finances. Nous avons fait encore plus. J'ai obtenu une copie du rapport annuel du "State Board of Lunacy and Charity of Massachusetts", signé par John D. Wills ainsi que d'autres rapports semblables de l'Etat de New York. L'honorable ministre fait la lecture de ces documents qui indiquent que le coût de l'entretien des aliénés est beaucoup plus élevé dans ces institutions que dans celles de la province. Quelle position le gouvernement devra-t-il adopter?

Il faut absolument reconstruire l'asile dans un endroit où il ne sera pas atteint par les inondations. Ces nouveaux édifices coûteront au moins 1 million et il faudra cinq ans pour les compléter. Le gouvernement se propose de garantir un emprunt de \$500 000, pourvu que l'intérêt ne dépasse pas 4 pour cent d'intérêt et dont il se remboursera à même le prix payé pour l'entretien des aliénés. Comme hypothèque le gouvernement exige que les bâtisses soient assurées pour la moitié de leur valeur et que la police lui soit remise en garantie.

Nous nous engageons à payer aux religieuses, pour contribuer à la reconstruction des édifices, une somme additionnelle de quatorze piastres par année pour chacun des malades pendant huit ans; une somme de douze piastres par année pour chacun desdits malades pendant les huit années qui suivront les huit années ci-haut mentionnées; et une somme de dix piastres par année pour chacun desdits malades pour une période de neuf années qui suivra les seize années ci-haut mentionnées. Le contrat est assez explicite. Nous conservons le contrôle médical. Je crois avoir prouvé la nécessité d'agir promptement. Je crois avoir prouvé aussi que le gouvernement a assumé ses responsabilités dans cette affaire et a agi avec rapidité. En ce qui concerne les religieuses, elles ont rempli leur contrat avec tout le soin et le dévouement possible. Le grand incendie de 1895 a été pour elles une dure épreuve. Elles ont vu à la construction de pavillons temporaires, qui ne furent pas érigés sur des fondations durables, au coût de \$300 000. et subéquemment, lesdits édifices furent grandement endommagés par les inondations. Elles ne sont pas en mesure de renouveler leur contrat sans procéder à la construction de nouveaux pavillons, car pour le moment, les locaux peuvent abriter seulement les patients privés. Les religieuses ne peuvent pas reconstruire sans l'aide du gouvernement. Si l'on regarde les rapports des autres institutions, nous ne déboursions pas trop d'argent pour les religieuses. Et en dernier lieu, si nous ne parvenons pas à une entente avec elles, nous allons retrouver nos malades dans la rue avant longtemps. Nous payons \$116. annuellement par tête à l'asile protestant de Verdun. J'espère avoir prouvé à la Chambre, par mes propos, que la mesure propo-

sée constitue une bonne affaire pour la province.

Il propose:

Attendu que, de 1867 à 1873, époque où tout était à créer dans l'organisation nouvelle résultant de l'Acte de la Confédération, les aliénés appartenant à la partie ouest de la province n'ont pas reçu tous les soins et toute l'attention nécessaire et n'ont pas été logés dans un hospice convenable;

Attendu qu'en 1873, le pouvoir public, soucieux de ses obligations et de sa responsabilité en cette matière, demanda aux soeurs de Charité de la Providence de se charger de la garde et du coin desdits aliénés, ce à quoi elles consentirent;

Attendu qu'en 1875, un contrat pour vingt années fut en conséquence passé, que ce contrat est maintenant expiré depuis plus d'un an, qu'il n'a pas été renouvelé et qu'il se continue tacitement depuis son expiration;

Attendu que, pour remplir ce contrat, lesdites soeurs ont construit à la Longue-Pointe, près de Montréal, un hospice qui, avec ses dépendances, leur a coûté au-delà d'un million de piastres;

Attendu qu'en 1890, cinq années avant l'expiration de leur dit contrat, un incendie détruisit ledit hospice et tout son ameublement, que cet hospice n'était assuré que pour \$200 000, et que cette somme était intégralement due aux créanciers qui avaient fourni l'argent pour construire;

Attendu que, par suite dudit incendie, douze cents aliénés se trouvaient sans abri, et qu'il n'y avait aucun endroit convenable pour les loger comme ils doivent l'être;

Attendu que lesdites soeurs se mirent alors à l'oeuvre sans délai, et qu'elles construisirent en toute hâte, au coût d'environ \$300 000, des pavillons destinés à remplacer les édifices détruits, mais que ces pavillons, vu l'urgence, ne furent pas mis sur des fondations durables, et qu'ils ne furent pas construits comme s'ils étaient destinés à être permanents;

Attendu qu'il devient urgent de remplacer ces pavillons par des édifices permanents, et de les placer à un endroit où ils ne seront pas exposés, comme maintenant, aux inondations du fleuve Saint-Laurent;

Attendu, qu'après avoir fait faire des études et le travail nécessaires, lesdites soeurs représentent que les constructions nouvelles leur coûteront plus d'un million et demi de piastres, qu'elles sont déjà considérablement endettées par suite de tout ce que ci-haut relaté, qu'il leur est impossible de prendre, aux mêmes conditions, un nouveau contrat qui rendrait nécessaire le commencement immédiat desdites constructions nouvelles, et qu'elles ont demandé cent trente piastres par malade à l'avenir au lieu de cent piastres par année qu'elles reçoivent maintenant;

Attendu que le gouvernement est en négociation depuis longtemps avec lesdites soeurs à ce sujet, et qu'il n'a pas encore été possible d'arriver à une entente;

Attendu que la province a fait des sacrifices considérables pour contribuer à l'érection et au maintien d'un hôpital protestant pour les aliénés;

Attendu que la province a fourni originairement le terrain nécessaire (la ferme Leduc), pour

la construction dudit hôpital, et que cette ferme ayant été ensuite considérée impropre à cette fin, a été vendue, et que le produit de la vente a servi à l'achat d'une propriété plus convenable;

Attendu que la province a prêté, de temps à autre, différentes sommes pour aider à ladite construction, et qu'en 1892 ces sommes s'élevaient à \$50,000;

Attendu, qu'à cette date, un statut a été passé (55-56 Victoria, chapitre 39), autorisant le gouvernement à garantir le capital et l'intérêt d'un emprunt de \$150,000 à un taux d'intérêt réduit;

Attendu que, plus tard en 1895, par le chapitre 5 de la loi 59 Victoria, la province a consenti:

1. à garantir audit hôpital protestant des aliénés le remboursement du capital et de l'intérêt d'une autre somme de trente-cinq mille piastres formant en tout cent quatre-vingt-cinq mille piastres; 2. A payer, à même le fonds consolidé du revenu, pendant trois ans, l'intérêt à quatre et demi pour cent sur les premiers cent cinquante mille piastres; 3. A payer, en outre, l'intérêt au même taux, pendant trois ans, sur lesdites trente-cinq mille piastres additionnelles, lorsque les obligations seraient émises à cette fin;

Attendu aussi que, tandis que la province ne paie depuis longtemps que cent piastres par année, par tête, pour les aliénés à la Longue-Pointe, ledit hôpital protestant pour les aliénés reçoit seize piastres de plus par malade, par année, en outre des garanties et du paiement d'intérêt ci-haut mentionnés;

Attendu qu'il y a lieu d'espérer qu'une entente est possible entre le gouvernement et lesdites soeurs, au sujet d'un projet de contrat pour la garde et le maintien desdits aliénés, lequel serait dans le genre de celui qui est contenu dans la cédule qui suit les présentes résolutions;

Attendu que, si lesdites soeurs ne reconstruisent pas tel que ci-après pourvu, il convient à tout événement de faire avec elles un contrat temporaire;

Attendu qu'il est dans l'intérêt public d'aider dans une certaine mesure à la reconstruction dudit asile;

I. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à conclure avec la communauté des soeurs de Charité de la Providence, un contrat dont la teneur sera celle du projet de contrat contenu dans la cédule des présentes résolutions;

Adopté.

II. Que si lesdites soeurs signent ce contrat, et s'engagent à commencer sans délai à reconstruire l'asile des aliénés de Saint-Jean-de-Dieu, maintenant situé à la Longue-Pointe, à une distance suffisante du fleuve Saint-Laurent pour qu'il ne soit pas exposé aux inondations du printemps; à en continuer la reconstruction sans interruption de manière qu'elle soit terminée dans cinq années, et à faire les constructions nouvelles pour cet objet suivant des plans approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ces constructions, ainsi que les dépendances et le terrain sur lequel elles seront élevées devant coûter un million de piastres au moins; le lieutenant-gouverneur en conseil pourra:

1. Garantir pour un nombre d'années dont il sera convenu le paiement du capital d'un emprunt de cinq cent mille piastres fait par lesdites soeurs, et de l'intérêt sur cet emprunt à un taux n'excédant pas quatre pour cent par année, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, pour telles constructions nouvelles; pourvu:

(a) Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie soit déduite du montant annuellement dû auxdites soeurs en vertu du contrat dont le projet est contenu dans la cédule de ces résolutions;

(b) Que lesdites soeurs consentent en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il paiera en vertu de cette garantie, une hypothèque à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil sur lesdites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèveront, et;

(c) Que lesdites soeurs assurent lesdites constructions pour au moins la moitié de leur valeur, et transportent les polices constatant cette assurance au gouvernement ou aux prêteurs:

2. S'engager à payer auxdites soeurs, tant pour contribuer progressivement à diminuer le fardeau des intérêts sur l'emprunt susdit, que pour leur permettre de commencer à éteindre une partie du capital de leur dette au moyen d'un fonds d'amortissement:

(a) Une somme additionnelle de quatorze piastres par année pour chacun des malades visés par le contrat contenu dans la cédule des présentes résolutions, pendant huit ans à compter du 1er juillet 1898;

(b) Une somme de douze piastres par année pour chacun desdits malades pendant les huit années qui suivront les huit années ci-haut mentionnées;

(c) Et une somme de dix piastres par année pour chacun desdits malades, pour toute la période inexpirée de leur contrat de vingt-cinq années, qui suivra les seize années ci-haut mentionnées.

Adopté.

III. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à faire tout ce qui sera nécessaire pour donner effet à la loi basée sur ces résolutions, et à apporter toutes les modifications de forme et de détail aux conventions projetées, pour faciliter une entente suivant l'esprit d'icelles.

Adopté.

IV. Que si une entente basée sur les résolutions précédentes est impossible, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de signer le projet de contrat contenu dans la cédule des présentes résolutions, mais avec une clause additionnelle portant que lesdites soeurs pourront, en donnant un avis de dix-huit mois, mettre fin audit contrat.

Adopté.

CEDULE

L'an mil huit cent quatre-vingt-..., le.... jour de... ont comparu devant le notaire public pour la

province de Québec, résidant en la cité de....
soussigné.

Sa Majesté, la reine Victoria, représentée au présent acte par l'honorable M.F. Hackett, de Québec, secrétaire de la province, et membre du Conseil exécutif du gouvernement de Sa Majesté, dans la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu d'un ordre en conseil en date du.... approuvé le.... dont copie est annexée aux présentes.....

..... d'une part;
La communauté des soeurs de la Charité de la Providence, ci-après désignée comme suit: Les soeurs de la Providence, dûment incorporées, représentées à cet acte par les révérendes dames supérieure générale dudit asile de la Providence, et dépositaire et trésorière de ladite corporation, toutes deux spécialement autorisées à l'effet des présentes, en vertu d'une résolution du conseil de ladite communauté, en date du... et dont copie est annexée aux présentes,
..... d'autre part;

Lesquelles parties ont fait entre elles conventions suivantes, savoir:

I.——Lesdites soeurs de la Providence, représentées comme susdit, s'engagent et s'obligent, pour le terme et espace de vingt-cinq années, qui commenceront à courir du premier janvier mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, à recevoir et loger, tel que ci-après détaillé, les aliénés de l'un et de l'autre sexe qui leur seront confiés par ledit gouvernement de Sa Majesté dans cette province de Québec, de les nourrir, vêtir, entretenir, chauffer et éclairer convenablement et leur donner tous les soins qui leur seront nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et de leur fournir les soins médicaux que leur état exigera, tel qu'expliqué ci-dessous.

II.——La nourriture et le vêtement que devront recevoir lesdits aliénés, ainsi que les lits et literies qui devront leur être fournis, seront au moins tels que mentionnés dans la cédule "A" annexée au présent contrat et signée par les parties en présence du notaire.

III.——Ledit gouvernement de Sa Majesté s'engage par les présentes à mettre sous la garde des soeurs de la Providence des aliénés comme ci-dessus au nombre de pas moins d'un mille, y compris ceux qui y sont maintenant, en vertu d'un contrat passé à Québec le trente juillet mil huit cent soixante-quinze, devant maître J.-B. Oelage, notaire, lequel est remplacé à toutes fins que de droit, par le présent contrat.

IV.——Ledit gouvernement de Sa Majesté paiera auxdites soeurs de la Providence, au bureau du trésorier de la province de Québec, une somme de cent piastres par année et par tête pour chaque malade, et ce, par versements mensuels, le dernier jour de chaque mois, dont le premier versement se fera pro tanto, le trente-et-un janvier prochain.

V.——Lesdites soeurs de la Providence s'engagent pour ladite somme de cent piastres payable par année et par tête, à prendre pendant toute la durée du présent contrat, les mêmes soins

desdits patients et à leur procurer au moins le même confort, les mêmes amusements et récréations et la même sollicitude que maintenant; en un mot, à les traiter en tous points au moins aussi bien qu'ils le sont maintenant, et en outre, à améliorer la tenue générale de leur asile à mesure que la science et l'expérience feront connaître les améliorations qu'il convient d'apporter au traitement des aliénés.

VI.——Lesdites soeurs de la Providence auront le droit d'avoir des médecins de leur choix dans ledit asile pour donner le traitement aux malades et elles les paieront elles-mêmes. Le traitement médical qui sera donné par ces médecins sera cependant sous la surveillance, le droit de visite et d'inspection et sujet à l'approbation d'autres médecins nommés par le gouvernement.

Mais si, dans l'opinion des médecins du gouvernement, il est opportun, en vue de la guérison de tel ou tels malades, de changer le traitement médical ordinaire en un traitement qui entraîne des frais plus extraordinaires ou le régime alimentaire mentionné dans la cédule A, ce traitement ou ce régime alimentaire seront changés, en conséquence, pourvu qu'il soit émis à cette fin des ordres par le secrétaire de la province, mais toute dépense additionnelle qui résultera du fait que ce traitement ou régime aura été ainsi changé sera supporté par la province, en sus de la somme de cent piastres à être payée pour tel ou tels patients en vertu du présent contrat.

VII.——Lesdits médecins du gouvernement auront seuls le contrôle de l'admission et de la sortie temporaire ou définitive des malades; ils auront aussi le droit de permettre ou d'ordonner les visites que les malades peuvent recevoir de leurs parents et amis.

VIII.——Il y aura dans l'institution un personnel suffisant, tant religieux que laïque, pour que le nombre des gardiens ou gardiennes soit en moyenne de un gardien ou gardienne par huit malades.

IX.——Les gardiens laïques devront remplir leurs devoirs de manière à ce que les médecins du gouvernement n'aient pas lieu de s'en plaindre.

X.——Les vêtements des patients devront être suivant les différentes saisons, de manière à ce que tous ceux qui peuvent sortir, sortent tous les jours, autant que possible.

XI.——Le travail des malades devra être généralisé comme moyen de guérison.

XII.——Lesdites soeurs prêteront leur concours aux médecins du gouvernement et aux visiteurs et inspecteurs des asiles de manière à faciliter leur oeuvre et l'exécution de leurs devoirs.

XIII.——La ventilation de l'établissement devra être telle qu'aucune odeur désagréable n'existe en permanence dans l'asile et ses dépendances.

XIV.——Il sera payé auxdites soeurs de la Providence un montant n'excédant pas celui qu'elles paient maintenant et qu'elles auront à débours pour le chapelain, lequel consacrera exclusivement son ministère à l'asile.

XV.——Le défaut de rem^{plir} toutes ou

quelques-unes des conditions du présent contrat sera une cause d'annulation d'icelui.

XVI.——Les personnes ainsi confiées aux soins et à la garde des soeurs de la Providence seront transportées à et libérées de l'asile aux frais du gouvernement de la province de Québec ou des parties intéressées sauf le recours du gouvernement contre les personnes, corporations ou municipalités qui y sont tenues d'après la loi.

XVII.——Mais il est convenu que si, après leur arrivée à l'asile, ces personnes viennent à s'échapper ou à s'éloigner de l'asile, lesdites soeurs seront tenues à leurs propres frais de faire toutes les diligences et perquisitions nécessaires pour les trouver et les ramener audit asile.

XVIII.——Toutes et chaque fois qu'une personne ainsi confiée auxdites soeurs s'échappera et s'éloignera de l'asile, lesdites soeurs de la Providence devront immédiatement donner au secrétaire provincial un avis dans lequel elles mentionneront le nom de la personne qui aura

ainsi quitté ledit asile, la date de son départ et celle de son retour.

XIX.——Dans le cas de décès d'aucune des personnes confiées auxdites soeurs, ces dernières devront encore en donner un avis au secrétaire de la province, donnant le nom de la personne décédée et la date de son décès, et, pour l'inhumation et autres frais funéraires de chaque telle personne, le gouvernement paiera aux dites soeurs, lors du paiement mensuel qui suivra le décès, une somme additionnelle de trois piastres et dix centins.

XX.——Lesdites soeurs de la Providence n'auront pas droit de transporter ou de faire exécuter par d'autres le présent contrat sans le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil.

XXI.——Pour ce qui n'est pas mentionné dans le présent contrat, les parties s'en rapportent à la loi de la province de Québec sur les asiles d'aliénés et les aliénés.

CÉDULE A

Règlement concernant la nourriture et les rations des hommes et des femmes

	Onces
Pain de blé, par jour.	20
Patates, carottes, navets et autres légumes.	20
Viande: boeuf, mouton ou lard, de première qualité:	
Pour les malades ordinaires.	6
Pour les malades qui peuvent travailler ou pour ceux qui sont tranquilles.	8
La même quantité de poisson, par jour, si on le désire.	2
Beurre, par jour.	2
	Chopines
Soupe à la viande ou aux légumes, par jour.	2
Thé et café, avec lait.	11/2
Et les assaisonnements nécessaires.	

La préparation de la nourriture sera variée, et il y aura au moins trois repas par jour pour chaque malade et une variété dans la nourriture, autant que possible, chaque jour, avec aussi des fruits ou du dessert une fois par jour.

Habillement pour les hommes.

	Par année
Chemises	4
Chemises de dessous en flanelle	2
Chemises de dessous en coton	2
Bas de laine	3 paires
Chaussons de coton	3 paires
Souliers	3 paires
Pantalons d'été	2 paires
Pantalons d'hiver	2 paires
Pour les malades qui détériorent leurs habillements	
Pantalons d'été	4 paires
Pantalons d'hiver	4 paires
Bretelles	1 paire
Caleçons de coton	2 paires
Caleçons de laine	2
Cravates d'été	2
Cravates d'hiver	2
Habits d'été	2
Habits d'hiver	2
Vestes d'été	2
Vestes d'hiver	2
Chapeau d'été	1
Casque d'hiver	1
Mouchoirs de poche	3

Pour les femmes.

	Par année.
Chemises	4
Chemises de dessous en flanelle	2
Chemises de dessous en coton	2
Chaussons de laine	3 paires
Chaussons de coton	3 paires
Jarretières	1 paire
Souliers	3 paires
Jupons d'été	2
Jupons d'hiver	2
Robes de coton pour été	2
Robes de laine pour hiver	2
Châles d'été	2
Châles d'hiver	2
Tabliers	4
Bonnets de jour	3
Bonnets de nuit	3
Mouchoirs	3
Chapeau d'été	1
Chapeau d'hiver	1
Caleçons d'été	2 paires
Caleçons d'hiver	2 paires

Literie

Lit de fer, matelas en laine, matelas en crin ou matelas en laine et crin, matelas en paille, oreiller en laine et oreiller en crin, taies d'oreillers, au moins deux par lit, draps de lit, au moins quatre par lit, couvertes de laine, au moins quatre pour chaque lit, une couverture piquée, une chaise, un vase de nuit, des lits spéciaux pour les malades négligents et épileptiques."

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit abonder dans le même sens que le secrétaire de la pro-

vince (l'honorable M.F. Hackett) pour exclure toute partisanerie de cette importante discussion. Cependant, son devoir l'oblige à blâmer le gouvernement pour le retard d'un apporté au renouvellement de cet important contrat. Comment un gouvernement qui a perdu la confiance du peuple peut-il engager le crédit de la province pour une longue période de 25 ans? Il regrette aussi que le gouvernement n'ait pas encore réussi à conclure une entente finale et que de ce fait, il oblige la Chambre à ratifier à l'avance une entente at; sujet

de laquelle, au dire de l'honorable secrétaire de la province, les parties contractantes ne sont pas encore d'accord. Par conséquent, le gouvernement est lié par des obligations que les propriétaires de l'asile ne sont pas tenus de respecter et qui pourraient obliger la province à se soumettre à des conditions désavantageuses, pour ne pas laisser les patients sans abri. Cette résolution engage le gouvernement à payer une somme annuelle indéterminée qui est supérieure au taux régulier, pour l'entretien de l'asile. Cette somme servira à rembourser un emprunt de \$500,000 dont le capital est garanti par le gouvernement, et ce dernier paiera l'intérêt. Il approfondira cette question lors de d'autres débats sur cette mesure.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Est aussi opposé au projet.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Ne croit pas que le prix suggéré par tête soit exorbitant. Mais il s'objecte à un contrat d'une durée de 25 ans, s'il ne contient pas de dispositions attribuant au gouvernement le droit de prendre charge de l'asile en n'importe quel temps, comme cela existe aux Etats-Unis.

M favorise la nomination d'un médecin par le gouvernement plutôt que par les religieuses.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement, savoir:

Bill (bill no17) intitulé: "Loi amendant le code civil".

Et bill (bill no 18) intitulé: "Loi amendant les statuts refondus".

Tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose: Attendu qu'en vertu des lois 58 Victoria, chapitre 45, et 59 Victoria, chapitre 38, les occupants de terres aux Iles-de-la-Madeleine ont été autorisés

à racheter leurs immeubles, et qu'il est à propos de les aider à faire ce rachat.

1. Que chaque fois qu'un occupant de terres aux Iles-de-la-Madeleine se prévaudra des dispositions de la loi 58 Victoria, chapitre 45, et de ses amendements, concernant la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine, le trésorier de la province devra payer, à même le fonds consolidé du revenu, un tiers de la somme payable pour le rachat du capital de la rente constituée créée par ladite loi.

Adopté.

2. Qu'il sera loisible au trésorier de la province de rembourser, à tout occupant de terres auxdites îles, qui s'est déjà prévalu des dispositions de ladite loi, un tiers du capital de la rente constituée qu'il a payé en affectant le rachat de cette rente.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que lesdites résolutions soit maintenant lues pour la deuxième fois.

Il ne doute pas que le représentant de L'Islet (M. F. - G. - M. D e c h ê n e) qui veut être candidat Iles-de-la-Madeleine souhaite que le gouvernement entreprenne de faire encore plus que ce que proposent les résolutions.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Déclare que les ministres ont choisi une bonne journée pour étaler toutes leurs mesures scandaleuses de la session. Mais il ajouta que l'Opposition est sur ses gardes et qu'elle luttera de toutes ses forces contre les mesures néfastes du gouvernement.

Les électeurs de ce comté ne peuvent que très difficilement se procurer l'argent nécessaire pour devenir propriétaire de leurs terres, ils ne peuvent acheter qu'à la condition de paiements par versements et le gouvernement propose par sa mesure de les obliger à payer d'un seul coup le montant de la propriété achetée.

Je propose, comme amendement, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), que tous les mots suivants soient ajoutés à la question "tout en consentant avec plaisir à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir demander d'être autorisé à payer la moitié de la somme payable pour le rachat du capital de la rente constituée créée par les lois 58 Victoria, chapitre 45 et 59 Victoria, chapitre 38".

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Parle aussi contre les résolutions.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Remarque que, à ce compte-là, il vaut autant obliger le gouvernement de racheter toutes les hypothèques à la province.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'alors que le député d'Huntingdon (M. G.W.

Stephens) s'objecte à ce que le gouvernement dépense entre \$10 000 et \$12 000 pour aider les pauvres gens des Iles-de-la-Madeleine, le représentant de L'Islet (M. F. - G. - M. D e c h è T e s s i e r (Portneuf)), le gouvernement dépenser trois fois cette somme. Le gouvernement propose de payer le tiers de \$38 000. Le représentant de L'Islet suggère dans son amendement que le gouvernement paie le tout. C'est une proposition remarquable de la part d'un membre de l'Opposition qui n'a cessé de déclarer pendant toute la session, dans ses motions de non-confiance, etc. que la province connaît un déficit considérable. Comment le représentant de L'Islet peut-il concilier son amendement avec ces déclarations et ces motions? Quant au député de Huntingdon (M. G.W. Stephens) qui s'opposait à ce que nous payons une somme quelconque, il semble qu'il devra voter soit pour la proposition du gouvernement qui est de payer un tiers de \$38 000. ou voter comme le député de L'Islet pour que le gouvernement paie cette somme en entier.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare qu'il votera contre les deux propositions.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Croit que tous les députés de l'Opposition, s'ils étaient logiques avec eux-mêmes, devraient voter ainsi. Il ajoute que la proposition du représentant de L'Islet constitue une preuve de l'excellente situation financière du gouvernement. Sinon, ce dernier ne demanderait pas au gouvernement de payer la totalité de cette somme au lieu de seulement le tiers de \$38 000.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Berthier (M. V. Allard), que les mots: "tout en consentant avec plaisir à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir demander d'être autorisé à payer la moitié de la somme payable pour le rachat du capital de la rente constituée créée par les lois 58 Victoria, chapitre 45, et 59 Victoria, chapitre 38", soit retranchés, et remplacés par les suivants: "en votant pour la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre est heureuse de constater que le gouvernement vient au secours de la population des Iles-de-la-Madeleine en proposant une mesure qui sera de nature à contribuer au rachat de leurs rentes et à les rendre propriétaires, sans redevances ou rentes".

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Carbray, Cartier, Châteauevert, Cholette, Doyon, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 31.

Contre: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Cooke, Dechêne, Gladu, Laliberté, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 14.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix; il est résolu affirmativement.

Et la question originale, ainsi amendée, étant proposée, que lesdites résolutions soient maintenant lues la seconde fois;

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose, comme amendement, appuyé par le député de L'Islet (M. F. - G. - M. D e c h è T e s s i e r (Portneuf)), que les mots soient ajoutés à la fin de la question: "tout en consentant avec plaisir à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir introduire une résolution autorisant les occupants des terres aux Iles-de-la-Madeleine de payer, par versements d'un vingtième de la somme totale, le montant payable pour le rachat de la rente constituée, créée par les lois 58 Victoria, chapitre 45, et 59 Victoria, chapitre 38".

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Propose, comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Laprairie (M. C. Doyon), que les mots: "tout en consentant avec plaisir à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir introduire une résolution autorisant les occupants des terres aux Iles-de-la-Madeleine de payer par versements d'un vingtième de la somme totale, le montant payable pour le rachat de la rente constituée, créée par les lois 58 Victoria, chapitre 38", soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "en votant pour la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre déclare qu'elle sera heureuse de modifier les conditions du rachat des rentes, à annuités ou autrement, lorsque les intéressés en feront la demande régulièrement par pétition à cette Chambre, ou par l'entremise de leur député".

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Carbray, Cartier, Châteauevert, Cholette, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 33.

Contre: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Laliberté, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 15,

Aussi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors, la question originale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Introduction de bills:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 20) concernant la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose

que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, comme amendement, appuyé par le représentant de Montmagny (M. N. Bernatchez), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "cette Chambre constate, par le tableau C, contenu dans le discours budgétaire prononcé le 9 décembre dernier par l'honorable trésorier:

1. Que les recettes annuelles ordinaires de cette province, pour les différentes années écoulées depuis 1890-91, se comparent comme suit:

Recettes ordinaires de 1892-93	\$4 384 654
Recettes ordinaires de 1890-91	3 457 144
Augmentation de 1892-93 sur 1890-91	927 510
Recettes ordinaires de 1893-94	4 258 728
Recettes ordinaires de 1890-91	3 457 144
Augmentation de 1893-94 sur 1890-91	801 584
Recettes ordinaires de 1894-95	4 221 687
Recettes ordinaires de 1890-91	3 457 144
Augmentation de 1894-95 sur 1890-91	764 543
Recettes ordinaires de 1895-96	4 327 910
Recettes ordinaires de 1890-91	3 457 144
Augmentation de 1895-96 sur 1890-91	\$ 870 766

Récapitulation

Excédant de la recette de 1892-93 sur celle de 1890-91	\$ 927 510
Excédant de la recette de 1893-94 sur celle de 1890-91	801 584
Excédant de la recette de 1894-95 sur celle de 1890-91	764 543
Excédant de la recette de 1895-96 sur celle de 1890-91	870 766
Total de l'augmentation des recettes pour les 4 ans	\$ 3 364 403
Moyenne de cette augmentation par année	\$ 841 100

2. Que, depuis le 17 décembre 1891, la dette consolidée de cette province s'est accrue dans les proportions suivantes:

17 déc. 1891 (Discours budgétaire du 20 mai 1892, tableau 8)	\$25 209 873
30 juin 1892 (Discours budgétaire du 31 janv. 1893, page 18)	25 175 320
30 juin 1893 (Discours budgétaire du 5 déc. 1893, page 16)	25 104 266
30 juin 1894 (Discours budgétaire du 21 déc. 1894, page 16)	28 196 574
30 juin 1895 (Discours budgétaire du 26 nov. 1895, page 18)	29 345 402
30 juin 1896 (Discours budgétaire du 9 déc. 1896, page 24)	31 211 282

Ce qui indique une augmentation de la dette consolidée, depuis le 17 décembre 1891
au 30 juin 1896, de\$ 6 001 409

A laquelle il faut ajouter le montant des obligations émises, depuis le 30 juin dernier,
sur l'emprunt de mai 1896, non compris dans l'état ci-dessus 1 070 667

Portant le total actuel de l'augmentation de la dette consolidée à\$ 7 072 076
depuis le 17 décembre 1891.

Que l'excédant du passif sur l'actif au 30 juin,
1896, se compare comme suit avec celui du 30
juin 1891:

Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1896, dé-
duction faite des subsides des chemins de fer
déclarés périmés par l'acte 57 Victoria, chapitre 5\$22 156 346

Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1891
d'après l'état no 7 du discours budgétaire du 20 mai 1892\$22 442 324

Dont il faut déduire les subsides déclarés périmés
par la 57 Victoria, chapitre 5\$2 018 769

Les subsides qui auraient été périmés en vertu de
l'acte 54 Victoria, chapitre 88, ss. 6 et 8,
sans la législation subséquente de la 56 Vic-
toria, chapitre 3 et de la 58 Victoria, chapi-
tre 2 dont les ministres actuels sont responsables 517 142

Et les dépenses spéciales impliquées au passif de
1890-91 pour travaux non exécutés d'après le
tableau 4 du discours budgétaire du 20 mai 1892 523 971 3 059 882 19 382 442

Augmentation réelle de 1896 sur 1891\$ 2 773 904

Que, dans son discours budgétaire prononcé le 28 mai 1892, page 39, l'honorable trésorier de la province, parlant au nom et sous la responsabilité du gouvernement dont il était membre, fit la déclaration suivante:

"Il n'y a qu'une seule voie à suivre, c'est d'équilibrer réellement nos recettes et nos dépenses, et d'éviter de nouvelles obligations... Cela signifie augmenter les taxes. Mon prédécesseur surmontait toutes ces difficultés en faisant des emprunts et en se servant de fonds en fidéicomis; mais il faut s'arrêter pour la seule raison que la province ne peut plus recourir à d'autres emprunts".

Que, par cette déclaration, le gouvernement s'engageait solennellement envers la Législature à rétablir l'équilibre financier au moyen de surcroît de revenu annuel créé par les nouveaux impôts et sans augmenter le passif de la province ni de la dette consolidée;

Qu'ainsi il appert, par les chiffres officiels produits ci-dessus, que l'augmentation des recettes annuelles provenant de ces nouveaux impôts et des diverses autres sources du revenu depuis que les gouvernements de Boucherville, Taillon, Flynn administrent les affaires de cette province a été en moyenne de \$841 100 par année, et que cette augmentation représente pour les quatre dernières années, une somme totale de \$3 464 403.

Que ce surcroît du revenu était plus que suffisant, avec une administration économique et prudente, pour rétablir notre équilibre financier sans qu'il fût nécessaire de recourir aux emprunts.

Que, loin de limiter ses dépenses annuelles, ordinaires et extraordinaires au niveau de la recette annuelle, ainsi augmentée, comme il s'y était engagé envers cette Législature, par la voix de son trésorier, le gouvernement a maintenu sa dépense à un chiffre qui s'est soldé par des déficits annuels

s'élevant, pour les quatre dernières années, à la somme totale de \$473 364 tel qu'établi par l'état B du discours budgétaire du 9 décembre 1896.

Qu'ainsi notre cabinet provincial a entièrement failli à la mission qu'il s'était imposée; qu'il a trompé cette Législature en l'induisant à voter les nouveaux impôts avec l'entente qu'ils suffiraient au rétablissement de l'équilibre entre les recettes et les dépenses, sans avoir recours aux emprunts, et qu'il a gravement compromis la situation financière de cette province au lieu de l'améliorer".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bisson, Bourbonnais, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Laliberté, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 14.

Contre: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Cartier, Châteauvert, Chollette, Chicoyne, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 33.

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, elle est résolu affirmativement.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent, en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, statuts refondus de la province de Québec, article 2744, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'hygiène, statuts refondus de la province de Québec, Titre 7, chapitre 3, section 1, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose de nouveau que l'Orateur quitte le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le député de Beauharnois (M. E.-H. Bisson), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

"Attendu qu'il appert, par une réponse de l'honorable premier ministre le 9 décembre dernier à la question: "Quel montant le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) a-t-il reçu du gouvernement, ou du trésor public, depuis qu'il a cessé de faire partie du gouvernement, à tous autres titres que celui de membre de l'Assemblée législative;"

A laquelle question, l'honorable premier ministre a répondu: "\$12 796.28 pour services et frais se rapportant à l'arbitrage entre la Puissance et les provinces d'Ontario et de Québec, ainsi qu'entre les deux provinces"; et attendu que, d'après la loi relative à l'indépendance de la Législature, nulle personne tenant une fonction, une commission ou un emploi permanent ou temporaire relevant de la couronne en cette province et à laquelle est attaché un traitement annuel, une allocation ou comportant émoluments ou profits d'un montant quelconque, accordés par la couronne ne sera membre du Conseil législatif ou de l'Assemblée législative;

Que le représentant de Montréal no 5 a reçu du trésorier de la province \$12 796.28; que de tels paiements pour services professionnels sont contraires aux meilleurs intérêts du gouvernement parlementaire, sont faits en violation de toutes les règles gouvernant la conduite des membres de la Chambre, et sont contraires à l'esprit ainsi qu'à l'intention de notre loi; et que cette Chambre voit avec alarme et regret cet écart des vrais principes du gouvernement parlementaire.

Qu'il est vrai qu'une loi d'indemnité a été promulguée, concernant le cas du représentant de Montréal no 5, le 12 janvier 1895;

Mais que la continuation de cette exception faite à la loi concernant l'indépendance de la Législature, est de nature à établir un précédent dangereux.

Et que cette Chambre voit avec regret la continuation d'une pratique si subversive des meilleurs intérêts du gouvernement parlementaire".

Il fait un discours reprenant les arguments contenus dans sa motion. Il traite de la gravité du précédent créé par le gouvernement.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) a été rémunéré pour des tâches qui concernaient au plus haut degré les intérêts de la province. Ce travail impliquait des sommes d'argent considérables, des centaines de milliers de dollars, non seulement pour le présent mais pour l'avenir et ces questions nécessitaient une étude longue et minutieuse.

Je sais que ce monsieur, lorsqu'il était trésorier de la province, consacra beaucoup de temps à cet arbitrage pour lequel il ne reçut aucun honoraire. Lorsqu'il quitta le poste de trésorier, le gouvernement décida de retenir ses services qui étaient vraiment indispensables dans cette cause. Parlant en qualité d'avocat, et je sais que chaque avocat présent dans cette Chambre est de mon avis, il aurait été impossible pour un avocat d'accepter une telle cause et de la maîtriser dans ses moindres détails, et de consacrer une année complète ou plus à l'étude approfondie de ce problème. Par conséquent, M. l'Orateur, je crois que l'ex-premier ministre a agi avec sagesse, dans les meilleurs intérêts de la province, en concluant une entente avec le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) pour retenir ses services dans cette cause. Depuis la nomination de M. Girouard à la magistrature, cette cause d'arbitrage a été confiée entièrement au représentant de Montréal no 5.

Il a accompli un excellent travail et je veux demander aux députés de se rappeler qu'avant la signature du contrat entre le gouvernement du temps et le représentant de Montréal no 5, on avait demandé à la Chambre de sanctionner ce contrat. La Chambre avait accordé chaleureusement sa sanction qui est enregistrée dans les statuts. Maintenant, M. l'Orateur, en ce qui concerne la qualité de ces services, la portée véritable de ce travail, je crois que l'honorable représentant de Huntingdon n'a qu'à feuilleter les archives ayant trait à l'arbitrage pour comprendre que même si cette somme payée à l'avocat de la province semble élevée, elle l'est relativement peu, si on examine le volume de travail professionnel accompli. Je suis prêt à déposer devant cette Chambre une déclaration indiquant le nombre de séances, le nombre d'appels, le volume de travail accompli. De plus, j'invite tous les députés à venir à mon bureau voir l'épaisseur du dossier contenant les pièces et notes de cette procédure pour qu'ils puissent avoir une idée de l'ampleur du travail. Nos adversaires dans ce litige, la province d'Ontario et le Dominion du Canada sont représentés devant cette commission par le meilleur avocat qui soit. Je puis affirmer ici que les dépenses de la province d'Ontario dans cette cause ont été beaucoup plus élevées que celles de la province de Québec, et je ne crois pas que nous puissions critiquer les honoraires professionnels payés si nous sommes satisfaits du travail de notre avocat.

Cette motion s'inscrit comme un vote de confiance envers le gouvernement. Je suis d'avis, M. l'Orateur, que nous ne méritons pas la censure de la Chambre, mais plutôt sa chaleureuse approbation, puisque nous avons tout simplement mis

en application une loi de cette Chambre adoptée à la session de 1894.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que cet amendement n'a pas sa raison d'être, parce que le gouvernement n'a fait que donner suite à une loi adoptée par la Législature en 1894 et qui permettrait de requérir les services du représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall), comme avocat, quoiqu'il fut député. La seule chose qu'on pourrait faire ce serait de demander d'abroger cette loi. En effet, le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) a rendu les services pour lesquels il a été payé.

Il était opportun de recourir aux services du représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall), parce que celui-ci avait étudié la cause d'arbitrage dont il s'agissait depuis longtemps.

Un autre avocat aurait dû travailler pendant au moins six mois pour se mettre au courant de la question. Le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) a rendu de grands services au gouvernement.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Parle dans le même sens. Il déclare que le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) a rendu de grands services dans cette cause.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Prouve que la motion de censure du député de Huntingdon (M. G.W. Stephens), était justifiable dans les circonstances, il établit que les sommes payées au représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) sont vraiment exorbitantes.

Pendant deux années seulement le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) bien que député, retirait de la province pour services professionnels une somme de \$12.796.28 à peu près le double de ce que rapporte le bureau d'avocat le plus recherché. Dans la cause Shortis, il prétend que les honoraires étaient excessifs.

Il cite la fameuse cause Mingan pour montrer que le gouvernement est inconséquent avec sa politique d'autrefois en prétendant que le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) ne pouvait pas être remplacé comme avocat dans cette cause d'arbitrage. Il critique la coutume de changer d'avocats dans une cause de la province lorsque survient un changement de gouvernement.

Il dit que la Chambre, en adoptant la loi à laquelle le premier ministre a fait allusion, croyait qu'elle n'aurait pas un caractère permanent.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bisson, Bourbonnais, Cartier, Dechêne, Girard (Rouville), Gladu, Gosselin, La-liberté, Lemieux, McDonald, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 17.

Contre: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Châteauvert, Cholette,

Chicoyne, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Poirier, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 29.

Ainsi, l'amendement est résolu négativement. Alors, la motion principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin, y compris \$500 pour inspection; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. La résolution est lue deux fois et adoptée.

Palais de justice de Hull

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture de résolutions rapportées le 31 décembre dernier, du comité général concernant le palais de justice de Hull, lesdites résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 144) concernant le palais de justice de Hull.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Palais de justice de Hull

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi concernant le palais de justice de Hull".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour du banc de la reine, en appel et Cour supérieure

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill (bill no 137) concernant la juridiction de la cour du banc de la reine en appel et de la Cour supérieure.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour de circuit à Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 26) concernant la cour de circuit à Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Interpellations:

Chemin de fer de Montréal et Sorel

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Le gouvernement a-t-il institué une ou des actions pour recouvrer une partie de la subvention de \$112 000 payée au chemin de fer de Montréal et Sorel, et où en est l'action actuellement?

Quel est le montant réclamé par le gouvernement?

Quels sont les défendeurs dans l'action?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Les instructions ont été envoyées à ce sujet à MM. Beaudin, Cardinal et Loranger, mais vu certaines difficultés quant au mode de procédure, difficultés qui sont encore à l'étude, il n'a rien été fait depuis.

Le gouvernement s'occupera de nouveau de cette question après la session.

Enquêtes du coroner, district d'Arthabaska

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il nommé un médecin expert et spécial, pour le district d'Arthabaska, pour suivre les enquêtes du coroner? Dans l'affirmative, quel est ce médecin? Qu'elle est sa résidence? Combien a-t-il reçu, depuis sa nomination du gouvernement?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Non. Les coroners du district d'Arthabaska ont reçu des instructions générales que le gouvernement est prêt à mettre devant cette Chambre si la demande en est faite.

Enquête sur le corps de L. Samson

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet). Une enquête a-t-elle été tenue sur le corps de Louis Samson de

Thetford-Mines le 22 décembre courant? 2. Dans l'affirmative, combien le gouvernement a-t-il payé ou se propose-t-il de payer au coroner et au médecin expert employés à ladite enquête?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Oui. 2. Le compte est arrivé aujourd'hui et n'a pas encore été examiné.

H. Dorion, tailleur de pierre

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): 1. M. Honoré Dorion, tailleur de pierre de Québec, a-t-il fourni une certaine quantité de voyages de terre au gouvernement depuis le 1er janvier 1894? 2. Dans l'affirmative, quelle quantité de terre devait contenir chaque voyage? 3. Combien de voyages a-t-il fournis, à quel prix et quelle quantité de terre a-t-il fournie?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui, en 1896. 2. 18 minots par voyage. 3. 1614 voyages à 20 centins par voyage, chaque voyage contenant 18 minots.

L. Robitaille, charretier

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): 1. M. Louis Robitaille, charretier de Québec, a-t-il fourni une certaine quantité de voyages de terre au gouvernement depuis le 1er janvier 1894? 2. Dans l'affirmative, combien de voyages, à quel prix? 3. Oui l'a recommandé? 4. Quelle quantité de terre devait contenir chaque voyage? 5. Quelle quantité de terre a-t-il fournie?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): 1. Oui, en 1895 et en 1896. 2. 1505 voyages, dont 499 à 25 cts, fournis en 1895, et 1006 voyages à 20 cts fournis en 1896. 3. Personne, en particulier. 4. 18 minots par voyage. 5. 1505 voyages, contenant 18 minots chacun.

Contrat avec P. Vallière

M. J.P. COOKE (Drummond): Quel est le montant total payé à M. Philippe Vallière de Québec, en vertu du contrat du 6 juin 1894, pour la fourniture des meubles aux palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, à venir au 31 décembre dernier?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): \$37 038.76.

Discours de l'honorable L. Beaubien

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Le gouvernement a-t-il reçu un certain nombre d'exemplaires du discours du représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), prononcé à Nicolet le 4 octobre 1896, à part les 2,000 copies reçues de M. Ayotte & Cie? Dans l'affirmative, combien et quand?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Jusqu'à présent la Compagnie d'imprimerie de la Montreal Gazette a dû transmettre au département 10,000 exemplaires de ce discours en anglais; la quantité n'a pas encore été vérifiée.

Jusqu'à présent la maison E. Senécal & Fils a dû transmettre 25,000 exemplaires en français du même discours. La quantité n'est pas encore vérifiée.

Refonte du code de procédure civile

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): 1. Quel est le montant total de la dépense occasionnée, jusqu'à ce jour, par la refonte du code de procédure civile? 2. Quelles sont les sommes payées jusqu'à cette date, sur ce montant, aux différentes personnes employées à ce travail, respectivement? 3. Comment sont réparties les autres dépenses encourues pour le même objet?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Les comptes publics soumis à la Chambre contiennent une grande partie des renseignements demandés dans cette question.

Pour compléter les renseignements demandés, il faudrait un état long et détaillé que le gouvernement est disposé à mettre devant la Chambre sur demande à cette fin.

"North Shore Power Company"

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Missisquoi (M. E.E. Spencer), que l'honoraire additionnel de \$300.00, payé pour le bill (bill no 36) constituant en corporation la "North Shore Power Company", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que suivant le paragraphe 3 de la 58e règle de cette Chambre, ledit bill a été déposé entre les mains du greffier, le 6 novembre, plus de huit jours avant l'ouverture de la session, et que le retard dans la présentation de la pétition, déposée à la séance du 30 novembre dernier, a été causé par le délai de la transmission de la pétition expédiée de Sherbrooke le 17 novembre et reçue par le moteur, à Trois-Rivières, seulement le 28 novembre.

Adopté.

"The Stadacona Water, Light and Power Company"

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. J. Bédard), que l'honoraire additionnel de \$300.00 payé pour le bill (bill no 76) concernant la Compagnie dite: "The Stadacona Water, Light and Power Company", en outre de l'honoraire régulier de \$200.00 soit remis à ladite compagnie, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ledit bill a été envoyé, avec la pétition, dans les délais voulus, au greffier de l'Assemblée législative, mais n'a pas été reçu dans lesdits délais.

Adopté.

"Coaticook Electric Light and Power Company"

M. R.N. ENGLAND (Brôme): Propose, appuyé par le député de Missisquoi (M. E.E. Spencer), que la somme additionnelle exigée lors de la produc-

tion du bill (bill no 75) constituant en corporation la "Coaticook Electric Light and Power Company," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Demande de documents:

Subventions aux chemins de fer

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant le nombre d'acres de terre accordées comme subventions à différents chemins de fer non encore dues ou gagnées, mais autorisées par la loi, en sus du chiffre de 7,012,259 acres, mentionnées dans la réponse déjà produite comme représentant les subsides en terres actuellement dus, (Document no 40 de cette session); lequel état devant indiquer aussi les compagnies pour lesquelles ces subventions en terres non dues ont été votées.

Adopté.

Refonte du code de procédure civile

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant: 1. le montant total de la dépense occasionnée, jusqu'à ce jour, par le refonte du code de procédure civile;

2. Les sommes payées jusqu'à cette date, sur ce montant aux différentes personnes employées à ce travail, respectivement;

3. Comment sont réparties les autres dépenses encourues pour le même objet.

Adopté.

La séance est levée à minuit et demie.

Séance du 5 janvier 1897

Sous la présidence de l'honorable P.-E. Leblanc

La séance s'ouvre à onze heures et demie.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires, pour l'année 1896, de l'hôpital Saint-Jérôme et de l'institution "Montreal Ladies Benevolent Society". (Documents de la session no 12)

Biens de famille

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill (bill no 134) concernant les biens de famille. Voici le rapport:

Votre comité a fait un sérieux examen du bill, et il en reconnaît toute l'importance au point de vue des intérêts sociaux et économiques de nos populations.

Votre comité constate, néanmoins, que cette Chambre se trouve en présence d'une réforme assez grave dans les rapports entre créanciers et débiteurs et, à la suggestion de l'auteur du bill, il conclut à ce que sa considération ultérieure soit laissée au prochain Parlement, tout en espérant que, dans l'intervalle, cette mesure sera discutée dans la presse et ailleurs de manière à ce que l'opinion publique soit mieux renseignée sur ses avantages et ses inconvénients.

Introduction de bills:

M. J. MARION (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 147) pour encourager l'éducation technique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Documents:

Sommes payées à A.-P. Pruneau et Cie, Côté et Faguy, Châteaufort et Cantin et B. Léonard

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 décembre 1896, pour un état détaillé des comptes sur lesquels ont été payés les sommes suivantes, aux personnes ci-après mentionnées. (Voir page 183, comptes publics de 1896):

A.-R. Pruneau & Cie, pour charbon de chauffage	\$ 696.57
Côté & Faguy, marchandises sèches	121.40
Châteauvert & Cantin, entretien des horloges et cloches électriques, du premier avril 1895 au trente juin 1896	1 500.00
B. Léonard, rideaux de châssis (blinds), peinture de couvertures, etc.	1 135.17
(Document de la session no 82)	

Sommes payées à H. Grenier et P. Pageau et Cie

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 décembre 1896, pour un état détaillé des comptes sur lesquels ont été payées les sommes suivantes, page 185, comptes publics de 1896:

Hector Grenier, ferronneries, etc.	\$ 906.23
P. Pageau & Cie, meubles et réparation de meubles	409.05
P. Pageau & Cie, un garde-robe pour l'Assemblée législative	120.00
(Document de la session no 83)	

Sommes payées à Madden et Ellis, R. Borland et Co., J.M. Webster et Co. et E. Trudel

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 décembre 1896, pour un état détaillé des comptes, sur production desquels ont été payées les sommes suivantes, page 184 des comptes publics de 1896:

A. Madden & Ellis, charbon	\$1 378.68
A.R. Borland & Co., charbon	741.03
A J.M. Webster & Co., charbon	686.83
A Eugène Trudel, bois de chauffage	314.30
(Document de la session no 84)	

Sommes payées aux artisans, journaliers, etc. et à O. Gignac et Fils

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 décembre 1896, pour une copie des listes de paye des artisans, journaliers, etc., au 30 juin 1896, sur lesquels a été payée la somme de \$16 130.58.

2. Un état détaillé du compte payé à O. Gignac & Fils, pour bois, pour réparations, etc., au montant de \$1 550.21. (Document de la session no 85)

Association agricole des Cantons de l'Est

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est, rapportées du comité général de la Chambre, lundi le 4 janvier courant, étant lu;

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que lesdites résolutions soient maintenant lues pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 114) concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Compagnie d'exposition de Montréal

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour examiner certaines résolutions concernant la Compagnie d'exposition de Montréal. Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Donne des explications sur l'entente conclue entre le gouvernement et la Compagnie d'exposition de Montréal. L'entente stipule que le gouvernement s'engage à déboursier la somme de \$13 000. chaque fois que la compagnie tiendra une exposition à Montréal. C'est le seul mode de règlement que l'on puisse offrir.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare qu'il n'y a rien à comprendre dans les résolutions concernant la Compagnie d'exposition de Montréal. La compagnie est sur le point de suspendre ses activités et désire obtenir un règlement avec le gouvernement. Nous devons nous en tenir à la première entente. Pour quelle raison devrions-nous embrouiller ces transactions, ajoutant ainsi un nouveau fardeau à la province? Celle-ci devra acheter les terrains d'exposition et payer cinq fois

leur valeur réelle et elle ne récupérera qu'une somme minime des terrains actuels. Tout le monde sait que cette compagnie d'exposition privée n'est pas florissante et ne peut tenir une exposition sans un déficit de \$15 000. Et nous voyons le gouvernement lui offrir l'occasion de se retirer avec un magnifique bonus de \$91 000. des fonds publics.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que dans les circonstances, le nouveau contrat qui attend de recevoir la sanction de la Chambre est la meilleure solution. De cette façon la compagnie pourra se retirer, ce qui permettra au gouvernement de vendre les terrains pour obtenir le remboursement de \$25 800 qui était la valeur établie des bâtisses lorsque la compagnie prit possession des lieux.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Donne quelques explications et propose:

1. Que le contrat contenu dans l'appendice de la présente résolution, passé entre le gouvernement et la Compagnie d'exposition de Montréal, le 10 juillet 1896, soit approuvé et ratifié.

Adopté.

2. Que, néanmoins, si la compagnie y consent, Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, de résilier le contrat fait entre les mêmes parties le 6 mai 1895, en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 5, et de mettre fin à toutes les conventions intervenues depuis, aux conditions suivantes:

(a) La compagnie gardera le montant des assurances, savoir \$34 000, qu'elle a retiré à la suite de l'incendie pendant l'été de 1896;

(b) Il sera procédé à un arbitrage pour l'évaluation des bâtiments, conformément audit contrat du 6 mai 1895, mais le gouvernement ne sera, en aucun cas, tenu de payer pour ces bâtiments, à la suite dudit arbitrage, une somme excédant \$60 000;

(c) Le gouvernement sera, pour l'avenir, déchargé de l'obligation de payer aucune somme à la compagnie pour la tenue d'une exposition;

(d) Le gouvernement pourra payer, jusqu'à concurrence de \$60 000, le montant fixé par l'arbitrage, le ou avant le 1er août 1897, mais le paiement n'aura lieu qu'après déduction des \$25 000 lui revenant, pour la valeur des bâtiments qui existaient lorsque la compagnie est entrée en possession des terrains;

(e) Le montant qui est ainsi payable à la compagnie, après ladite déduction, sera pris à même le produit de la vente des terrains de l'exposition; mais si cette vente n'a pas eu lieu audit 1er août, ou si, à cette date, le gouvernement n'a pas retiré sur le produit de ladite vente le montant nécessaire pour payer la somme revenant à la compagnie, le gouvernement paiera l'intérêt à 4% pour toute la période qui s'écoulera entre le 1er août 1897 et le 1er janvier 1898, et ultérieurement à 6% jusqu'à paiement;

(f) La compagnie n'aura aucune réclamation directe ou indirecte contre le gouvernement pour quelque cause que ce soit, sauf pour le montant lui

revenant à raison dudit arbitrage, et pour la somme de \$13,000 mentionnée dans le contrat ratifié par la première de ces résolutions, à raison de la tenue de l'exposition de 1896.

Adopté.

APPENDICE

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize, le dixième jour de juillet;

Devant maître Léonard-Ovide Hétu, soussigné, résidant et pratiquant en la cité de Montréal, province de Québec;

Ont comparu:

La Compagnie d'exposition de Montréal, corps politique incorporé par l'acte de la Législature de la province de Québec, 53 Victoria, chapitre 96, ayant son principal siège d'affaires en la cité de Montréal et représentée par M. Samuel Cottingham Stevenson, de ladite cité de Montréal, le gérant de ladite compagnie d'exposition, dûment autorisé à l'effet des présentes par une résolution adoptée par le bureau de direction de ladite compagnie à sa séance du 3 juillet courant, tel qu'il appert par une copie dûment certifiée de ladite résolution demeurée annexée aux présentes, après avoir été signée par les parties et le notaire soussigné ne varietur,

De première part.

Et l'honorable Louis Beaubien, résidant à Outremont, dans le comté d'Hochelaga, commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation pour la province de Québec, agissant pour et au nom du gouvernement de cette province en vertu d'un arrêté ou ordre en conseil en date du treize de juin dernier, approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de cette province, le vingt de juin dernier, et S. Sylvestre, secrétaire du département de l'Agriculture et de la Colonisation, résidant à Québec, duquel arrêté ou ordre en conseil une copie dûment certifiée est demeurée annexée aux présentes pour en former partie et y référer au besoin,

De deuxième part.

Lesquels ont exposé que, dans le but de prévoir tous malentendus possibles entre ladite Compagnie d'exposition de Montréal et le gouvernement, et définir exactement les obligations de ce dernier à l'avenir à l'égard de ladite compagnie, il est opportun de modifier, suivant les termes de l'ordre en conseil, numéro 207, du 13 juin 1896, dont copie est ci-annexée, le contrat intervenu entre lesdites parties comparantes, le 6 mai 1895, devant maître L.-O. Hétu, notaire, à Montréal, comme suit, savoir:

1. Le gouvernement remettra à ladite compagnie quinze mille piastres en paiement de toutes pertes subies par la compagnie, par suite de la tenue d'une exposition en 1895;

2. Moyennant cette somme de quinze mille piastres, la compagnie s'oblige de passer sous dix-huit mois, avec le gouvernement de la province de Québec, si ce dernier l'exige, un contrat contenant les conventions suivantes, savoir:

(a) Le gouvernement s'oblige, chaque année qu'une exposition sera tenue pendant les années qui restent à courir sur les dix-huit années mentionnées dans le contrat précité, du six mai 1895, reçu devant L.-O. Hétu, N.P., de payer à ladite compagnie, à titre d'allocation, une somme de treize mille piastres pour chaque telle année de la tenue d'une telle exposition, et telle somme sera payable après la tenue de chaque exposition; mais le gouvernement ne paiera à ladite compagnie aucune indemnité ou allocation pour l'année pendant laquelle sera tenue, à Montréal, l'exposition internationale projetée.

(b) Le gouvernement renonce, à l'avenir, au privilège qu'avait le commissaire de l'Agriculture d'indiquer la manière dont deux mille piastres, sur les douze mille piastres données en prix seraient employées.

(c) La compagnie sera obligée, chaque année, de faire rapport de ses opérations.

(d) En considération des prémisses, la compagnie renonce aux bénéfices à elle accordés par la section 2, paragraphe 5 de la loi 58 Victoria, chapitre 5, intitulée: "Loi concernant la Compagnie d'exposition de Montréal", mais telle loi restera en force sauf les modifications suscitées.

(e) Le présent arrangement, pour avoir force et effet, devra être ratifié par la Législature.

Toutes les clauses du contrat suscité, du 6 mai 1895, non spécialement amendées ou révoquées par les présentes, continueront d'avoir force et effet, et aussi avec la convention expresse que le gouvernement ne sera tenu de payer que la somme de treize mille piastres (\$13 000) pour chaque exposition qui pourrait être tenue pendant les dix-huit mois stipulés pour la mise à exécution des présentes conventions.

Dont acte

Fait et passé à Montréal, à la date en premier lieu mentionnée, sous le numéro treize mille six cent vingt-quatre des minutes du notaire soussigné.

Et après lecture faite, lesdits S.C. Stevenson, l'honorable L. Beaubien et S. Sylvestre, es qualifiés, ont signé avec le notaire.

(Signé) Louis Beaubien,

Commissaire de l'Agriculture
et de la Colonisation;
S. Sylvestre,

Secrétaire du département de l'Agriculture
et de la Colonisation;

(Signé); S.C. Stevenson,
L.-O. Hétu, N.P.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en l'étude du notaire soussigné.

L.-O. Hétu, N.P.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux

résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 13) concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Compagnie d'exposition de Montréal

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Asile de la Longue-Pointe

L'ordre du jour pour la deuxième lecture des résolutions rapportées, lundi le 4 janvier courant, du comité général de la Chambre, concernant l'asile de la Longue-Pointe, étant lu;

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le député de Montréal no 4 (l'honorable A.W. Atwater), que lesdites résolutions soient maintenant lues pour la deuxième fois.

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, comme amendement, appuyé par le député de Yamaska (M. V. Gladu), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant satisfaite de confier aux soeurs de la Providence le soin et l'entretien des aliénés de la partie ouest de la province, constate que le contrat pour la garde et l'entretien des aliénés à l'asile de la Longue-Pointe est expiré au mois de juin 1895, et qu'elle rejette que le gouvernement, au lieu de soumettre ses projets de renouvellement de contrat à la session qui a commencé en novembre 1895, et même au commencement de la présente session, vienne si tard dans les derniers jours de la dernière session d'un Parlement qui va bientôt expirer, proposer de conclure à la hâte de nouveaux arrangements qui vont mettre à la charge de la province de nouvelles obligations au montant d'au-delà de quatre cent mille dollars".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Guérin, Lemieux,

Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 20.

Contre: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Carbray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Doyon, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Petit, Poirier, Rioux, Savaria, Ste-Marie, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 36.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question principale étant de nouveau proposée,

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Croit que si le projet du gouvernement concernant l'asile de Longue-Pointe se concrétise, il aura un effet rétrograde si l'on regarde le chemin parcouru au cours des dernières années. Et avec le progrès accompli dans le domaine médical au cours de la dernière décennie, on peut s'attendre à de nouvelles améliorations dans le traitement des maladies psychiatriques dans un avenir prochain. Or, le projet actuel lie la province au même système pour les vingt-cinq prochaines années.

Le gouvernement a fait préparer des rapports onéreux qu'il se doit d'étudier minutieusement. Ces rapports traitent des soins des aliénés dans cette province et dans celle d'Ontario. Il examine en détail toute cette question et rend un hommage chaleureux aux communautés religieuses de la province pour leur dévouement inlassable. Cependant, il soutient que l'entretien des aliénés est une obligation de l'Etat qui devrait en assumer la responsabilité et ne pas la déléguer à aucune communauté aussi admirable et dévouée puisse-t-elle être!

Les soeurs ne donnent pas aux malades les habits qu'il conviendrait de donner.

Il propose, appuyé par le député de Yamaska (M. V. Gladu), que le débat soit ajourné.

Adopté.

A une heure p.m. la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures

Documents:

Sommes payées à P. Bacon

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 22 novembre 1895, pour un état détaillé de toutes les sommes payées à M. Pierre Bacon, et aux avocats dans la cause de Bacon vs le gouvernement, et de tous frais relatifs à la susdite cause. (Document de la session no 86)

Subventions aux chemins de fer

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 4 janvier 1897, pour la production d'un état indiquant le nombre d'acres de terre comme subventions à différents chemins de fer non encore dues ou gagnées, mais autorisées par la loi, en sus du chiffre de 7,012,259 acres, mentionnés dans la réponse déjà produite, comme représentant des subsides en terres actuellement dus (Document no 40 de cette session); lequel état devant indiquer aussi les compagnies pour lesquelles ces subventions en terres non dues ont été votées. (Document de la session no 87)

Asile de la Longue-Pointe

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, aujourd'hui, que les résolutions, concernant l'asile de la Longue-Pointe, rapportées du comité général le 4 janvier courant, soient maintenant lues la seconde fois;

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Je désire me faire entendre, non dans un but politique, mais plutôt pour prendre la défense de nos concitoyens les plus démunis, ceux qui sont privés de raison. Lorsqu'on soulève une question de cet ordre, où la liberté de l'individu est susceptible d'être menacée, je crois que tout bon Canadien a le devoir de donner son opinion. Lorsque l'on parle des aliénés, je me demande pourquoi ne traite-t-on pas cette partie infortunée de notre population de la même manière que l'on traite ceux qui souffrent d'autres maladies? Bien sûr, il faut considérer le fait qu'étant privés de raison, ces êtres nécessitent une surveillance accrue. Mais, cela n'implique pas nécessairement qu'une personne victime de cette maladie doit être enfermée pour toujours dans un asile et être privée de communication avec le monde extérieur.

Malheureusement, les personnes qui ont préparé les résolutions que nous étudions en ce moment devaient penser le contraire. Cependant, nous avons devant nous le rapport de la commission nommée en 1887 pour étudier les moyens de traiter ce grave problème. Cette étude peut nous éclairer sur l'administration de l'asile de Longue-Pointe. Nous constatons, à la lecture de ce rapport, qu'à l'époque, l'asile était déjà surpeuplé, et que l'espace alloué à chaque patient était insuffisant, quoique l'environnement était sain. Nous constatons aussi que les cellules destinées aux patients réfractaires manquaient d'éclairage, et elles en manquent toujours. Elles étaient conçues dans le but de déprimer les malades et de les faire souffrir. Ce rapport indique aussi que les gardiens n'ont reçu aucune directive sur la façon d'agir avec les patients. Pourtant, cela contribuerait à l'efficacité des traitements que ces malades reçoivent. Nous remarquons que le traitement médical dispensé encore aujourd'hui ne s'accorde pas

avec les différentes lois adoptées régissant le traitement des aliénés. Malgré les efforts déployés par la profession médicale pour instaurer des bases solides, toutes les lois sont complètement ignorées et les traitements sont sous l'entière responsabilité de la communauté à qui le contrat a été accordé. Les médecins du gouvernement sont chargés seulement de l'admission et du congé des patients, situation qui existe depuis longtemps d'ailleurs et qui continuera dans l'avenir. Et nous n'avons aucune garantie que les améliorations suggérées par les médecins seront mises en application, pas plus que dans le passé. Jusqu'à aujourd'hui, il a été impossible d'effectuer des changements, à cause du contrat en vigueur. Et maintenant que nous avons l'occasion d'établir dans cette institution les soins médicaux appropriés, on veut introduire une loi destinée à conserver les mêmes conditions que dans le passé.

Nous remarquons dans ce même rapport que dans le passé les patients sont toujours demeurés enfermés tout l'hiver au lieu de sortir prendre l'air. De plus, ils pourraient vaquer à de saines occupations qui contribueraient à leur développement physique et leur procureraient des distractions.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Ils ont la permission d'aller dehors en hiver.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Le meilleur argument que je puisse apporter pour démontrer que le gouvernement n'a pas l'intention de permettre aux malades de prendre l'air ou de leur donner un peu de liberté de mouvement est de jeter un coup d'oeil sur la liste de vêtements que possède chaque patient pour se protéger de nos hivers rigoureux. Je demande à l'honorable secrétaire comment se fait-il que l'on ne fournisse pas à ces patients des manteaux d'hiver, des gants chauds ou des mitaines s'ils ont le droit de sortir? Aussi, pourquoi n'ont-ils pas de couvre-chaussures? D'après la liste de vêtements qu'on leur fournit, il est évident qu'on les considère comme des oiseaux en cage et non comme des personnes qui peuvent respirer l'air frais et pur de notre hiver canadien. Ce bill stipule que la communauté doit fournir les traitements médicaux. Or, la profession médicale reconnaît qu'une institution de ce genre devrait avoir un médecin pour chaque groupe de 200 patients. Quelles seront les conséquences si cette responsabilité est laissée entre les mains de personnes dont l'intérêt est de n'autoriser que les dépenses absolument essentielles?

Vous constatez que les mêmes vieilles habitudes qui ont prévalu jusqu'à aujourd'hui demeureront. Nous verrons 1200 patients sous les soins de deux médecins, ce qui est inconcevable si nous voulons voir les patients recevoir des soins adéquats.

Faire travailler les patients des asiles d'aliénés par le système de l'affermage est révolu partout dans notre civilisation. Allons-nous donner notre accord à un contrat permettant de le perpétuer pour les vingt-cinq prochaines années? Je vous soumets ici des résolutions adoptées par l'asso-

ciation médico-chirurgicale de Montréal, le 1er novembre 1886, soit il y a plus de dix ans. Ces résolutions qui, à l'époque, reçurent la sympathie de la presse à la grandeur de la province, condamnent ce système. Mais, à cette époque, le contrat était en vigueur et le gouvernement ne pouvait intervenir d'aucune façon; mais aujourd'hui, nous n'avons pas cette excuse. Si nous devons adopter une législation au nom de ces malades, c'est le temps de le faire. Cependant, si tel n'est pas le cas, nous n'avons qu'à laisser passer cette législation telle que projetée.

Je désire attirer l'attention du gouvernement sur la façon dont s'effectue la visite médicale par les médecins du gouvernement. Ces derniers n'ont aucun contrôle sur les traitements, et lorsqu'ils viennent faire leur visite quotidienne, ils doivent attendre que ceux qui sont en charge soient prêts à les recevoir. Pour que cette visite soit valable, il faudrait permettre aux inspecteurs de visiter l'institution au moment qu'ils jugent opportun, et non seulement lorsqu'il convient aux propriétaires de les recevoir. Ce bill, qui est devant la Chambre, les autorise à vérifier les traitements médicaux, mais ils n'ont aucune chance d'exercer leurs pouvoirs. En vertu de ce bill, nous devons affecter la somme de un demi-million de dollars à la construction de nouveaux pavillons pour cet asile. Est-ce bien ce que l'on doit faire? Est-ce que ces messieurs du gouvernement agiraient ainsi s'il s'agissait de leur argent personnel? Où sont les devis de ces édifices? Comment seront-ils construits? Construera-t-on des petites villes ou des pavillons ou un grand édifice semblable à celui qui a brûlé il y a quelques années? Les membres du gouvernement ne sont pas plus renseignés sur ces détails que les députés de l'Opposition.

Je désire adresser aux membres de cette Chambre un appel à leurs sentiments humanitaires. Cette question est trop grave pour la placer au rang de la politique partisane; nous serons appelés un jour à rendre compte de cette responsabilité qui nous incombe. Certains députés du gouvernement cherchent à détourner l'attention de la Chambre du débat réel, en disant que je suis trop sévère pour les religieuses. Mais on me connaît assez pour savoir que cette intervention ne me troublera pas. Nous ne critiquons pas les religieuses. Nous critiquons le contrat que l'on nous propose, et que le gouvernement est prêt à endosser en connaissant bien sa responsabilité. Ce contrat permettra au monde entier de constater jusqu'à quel point la province de Québec est rétrograde en ce qui concerne le traitement des aliénés. Comme soeurs de la Charité, ces religieuses ont ma sympathie pleine et entière. Mais, si elles acceptent de passer un contrat avec un gouvernement malhonnête, leur statut de religieuses n'est pas une raison pour ne pas en discuter sur une base d'affaires. Les aliénés, s'ils doivent être enfermés, devraient être gardés et soignés par des hommes. La première personne à me faire cette observation est le regretté Père Dowd, homme qui avait à coeur le bien-être de ses ouailles, plus que n'importe qui. Je supplie la Chambre de

ne pas passer ce bill. Je lance un appel au nom de la charité chrétienne, je vous demande de poser un geste humanitaire; je lance un appel au nom de la noble profession médicale dont j'ai l'insigne honneur d'être membre; et finalement, je lance un appel dans les intérêts d'une saine administration gouvernementale qui est complètement ignorée dans la mesure suggérée. On dira que je méprise les communautés religieuses, ce qui n'est pas le cas; et l'on dira que j'ai dénigré les soeurs de la Charité, ce qui est également faux.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Conscience tourmentée.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Il n'est pas étonnant que l'honorable député ait la conscience tourmentée après avoir comploté une telle mesure.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Sa conception est bien meilleure que la présentation qu'on vient d'entendre. Il ajoute que si le député de Montréal no 6 avait entendu hier soir les explications qu'il a données et avait pris connaissance de la correspondance déposée en Chambre, il n'aurait pas tenu les mêmes propos. Il fait remarquer que ce matin, ce même médecin a lancé toutes sortes d'accusations aux religieuses. Celui-ci n'a pas raison d'accuser les soeurs d'épargner sur les habits des malades.

Ensuite, le député de Montréal no 6 a tenté de s'en sortir en disant que les religieuses étaient de vrais anges; de plus, il a déclaré que ce bill octroyait la surveillance médicale à la province, mais non le contrôle médical. S'il avait lu l'article sept, il aurait vu que le gouvernement obtient la responsabilité de ces deux tâches. Quant à son affirmation que les femmes sont incapables à prendre soin des aliénés, les autorités des plus compétentes ont affirmé le contraire, y compris le docteur Henry Mandsley, professeur de jurisprudence médicale, à Londres. La prétention à l'effet que le gouvernement devrait construire et administrer les asiles est absurde, car le coût de l'administration des asiles sous le contrôle gouvernemental est trois à quatre fois plus élevé que pour les asiles dirigés par les religieuses.

Il démontre par une comparaison avec les autres pays comme en France, que le système de l'affermage était le meilleur et le moins coûteux. Le contrôle médical, avec le projet du gouvernement reste complet et absolu.

Le représentant de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guérin) a eu le malheur de ne pas être présent lorsque son chef, l'honorable chef de l'Opposition, a approuvé entièrement la politique du gouvernement au sujet de l'asile de la Longue-Pointe.

Il nie les affirmations du député de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guérin) à l'effet que les aliénés soient traités avec négligence. Il fait ensuite remarquer l'efficacité d'une voix douce, du toucher délicat de la femme dévouée pour calmer l'agitation des pauvres malades comparativement au traitement plus brusque, quoique bien intentionné, d'un infirmier qui reçoit un salaire pour son travail.

Il nie aussi que ces malades ne sortent jamais prendre l'air et dit qu'ils ont même eu l'occasion de faire une promenade sur le Saint-Laurent, un événement qui a été accueilli très favorablement dans les journaux et revues médicales aux Etats-Unis et en Europe. L'honorable député nie aussi que ce contrat ait été préparé à la hâte et fait remarquer que les religieuses ne l'ont pas encore approuvé.

Il dit que c'est le meilleur contrat que le gouvernement puisse adopter.

N'est-ce pas le devoir du gouvernement de donner refuge aux infortunés et de les aider, plus particulièrement lorsqu'ils le demandent et qu'en plus, nous pouvons leur accorder à un prix raisonnable.

Il affirme que le traitement des aliénés dans la province de Québec, était supérieur à celui de toutes les autres provinces.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Lesdites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 129) concernant l'asile de la Longue-Pointe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Asile de Longue-Pointe

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour de circuit à Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 26) concernant la cour de circuit à Québec.

Adopté.

En comité:

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Il s'oppose aux clauses trois et quatre. Il prétend que ce projet de loi s'attaque à un état de chose qui a donné satisfaction jusqu'à présent.

Il soutient qu'il n'en voit pas la nécessité. Il dit que les tribunaux ne sont pas débordés et que les causes présentées sont entendues au cours du même terme. De plus, cela prend à peine un mois pour obtenir le jugement. Au nom du Barreau, dont il est le bâtonnier, il proteste contre cette mesure.

Le député de Bonaventure montre toute l'injustice qu'il y a dans la clause 2. Le riche, dit-il, peut avoir ses causes jugées par un juge compétent pendant que le pauvre homme devra, si ce bill passe, mettre sa cause entre les mains d'un individu qui n'a pour le recommander que sa couleur politique. Songez au mal qu'une telle loi fera parmi le peuple.

L'orateur cite les paroles de Son Honneur le juge Chauveau, dont il fait l'éloge, qui refuse de siéger en des causes au-dessous de cinquante piastres.

Quant à M. Angers, songerait-on à lui confier une charge de juge lorsqu'il est établi qu'il a dû quitter un des meilleurs bureaux de la ville pour accepter une charge de \$1 200 à \$1 300 par année seulement.

Il faut bien laisser de côté l'amitié personnelle lorsqu'il s'agit de l'intérêt du peuple et voir si nos officiers sont compétents.

Le représentant de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) déclare qu'à l'exception de quelques cas isolés, les magistrats de district de la province ont contribué plus que toute autre personne à jeter le discrédit sur cette loi. Il demande au représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier) de retirer son bill.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'on a fait autant de bruit sur ce projet de loi que s'il s'agissait de l'avenir du pays.

Il reproche au représentant de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) de l'accuser d'avoir, par des moyens politiques, obtenu que le Barreau se prononce majoritairement en faveur de ce bill. Ceci n'est absolument pas le cas, dit-il, et cette accusation est de très mauvais goût venant de la personne qui a été la première à introduire la politique dans les affaires du Barreau. Ce monsieur, à titre de bâtonnier, a convoqué des assemblées du Barreau et du Conseil du Barreau, pour tenter de les convaincre de se prononcer contre cette mesure et il n'a pas réussi. Il s'est trouvé en minorité de 1 à 2.

Il a fait campagne auprès de ses amis libéraux contre le bill. Cette attitude suivait la ligne de conduite adoptée par le Barreau au cours des deux dernières années, éliminant du Conseil certains avocats qui avaient des tendances conservatrices. C'est ainsi que dans le cas de M. le magistrat Angers on cherche à mettre en doute la compétence de ce magistrat parce qu'il porte le nom d'un homme, qui, depuis quatre ans, a été persécuté à outrance. L'honorable procureur général s'en prend encore au représentant de Bonaventure pour avoir essayé de diminuer le prestige des magistrats de district aux yeux du public, déclarant qu'il regrette beaucoup ce geste à cause des conséquences néfastes qu'il entraîne. Il cite les noms de MM. Désilets de Trois-Rivières, Vallée, D'Auteuil, Loupret et plusieurs autres dont il loue les connaissances et l'honnêteté. Il ajoute que les juges de tous les tribunaux favorisent ces mesures, mais que le représentant de Bonaventure avait tenté de convaincre le juge en chef de la Cour

supérieure de se prononcer contre le bill alléguant que si certaines tâches étaient supprimées, le gouvernement leur en confierait d'autres plus ardues. Le représentant de Bonaventure a rapporté en Chambre une conversation privée qu'il a eue avec l'honorable juge Chauveau pour ensuite accabler d'injures son collègue l'honorable juge Angers.

Ce bill vise à placer le district de Québec sur un pied d'égalité avec le reste de la province. Il n'étend même pas les pouvoirs autant que la loi le fait pour Montréal où les causes de \$100. et moins sont entendues par les magistrats de district. L'Opposition ne s'opposait pas à un bill de cette nature pour le district de Montréal. Au contraire, on l'a applaudi et le député de Rouville (M. A. Girard) l'avait même appuyé publiquement.

La cour des Commissaires, tenue par des hommes qui n'ont jamais étudié la loi, a juridiction dans les causes de moins de \$25; est-ce, qu'un magistrat de district ne peut pas juger les causes de \$25 à \$50 aussi bien que ces commissaires les causes de moins de \$25.

Cette loi aura pour effet de rendre l'administration de la justice plus efficace; elle permettra aussi aux juges de la cour supérieure de Québec d'aider les juges de la cour supérieure de Montréal qui ont beaucoup d'ouvrage.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Nie formellement les accusations portées contre lui par le procureur général. Il se défend d'avoir mêlé la politique aux élections du Barreau.

M dit que les cours des commissaires mettent de l'animation dans les paroisses où elles siègent. Répondant à l'opinion exprimée par le procureur général à l'effet que Sir Oliver Mowat et le gouvernement du Dominion ne désavoueraient pas le bill, même s'il leur demandait de le faire, le représentant de Bonaventure dit qu'il ne sera pas nécessaire de se rendre jusqu'à M. Mowat. Le lieutenant-gouverneur se verra dans l'obligation de refuser de signer cette loi, puisqu'il faisait partie du même gouvernement que Sir John Thompson lorsque ce dernier était ministre de la Justice et qu'il désavoua une mesure semblable présentée par l'honorable M. Mercier.

Il dit qu'il suivra cette loi même auprès du lieutenant-gouverneur avec "in factum". Si Sir Adolphe Chapleau approuvait cette mesure, il le présenterait aux autorités fédérales.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): On menace de s'adresser au chef de l'Exécutif pour faire désavouer la loi; c'est assez drôle, puisque ce dernier ne ferait alors que suivre l'avis de ses aviseurs constitutionnels.

Il est étrange qu'on puisse dire, comme le représentant de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux) que ces magistrats de district, sont des partisans politiques plutôt que les juges de plus haute juridiction.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement, savoir:

Bill (bill no 63) intitulé: "Loi modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 79, constituant en corporation la ville de Magog."

Bill (bill no 66) intitulé: "Loi amendant et refondant les lois organiques de la cité de Saint-Henri."

Et bill (bill no 138) intitulé: "Loi concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal."

Cour de circuit à Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 26) concernant la cour de circuit à Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a fait un amendement. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose comme amendement, appuyé par le député d'Iberville (M. F. Gosselin), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'amender en ajoutant les mots suivants à la clause 6: "et après ratification par la majorité d'une assemblée du "Barreau de Québec."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Lemieux, Marchand, Morin, Shehyn, Stephens. Tessier (Portneuf), Turgeon, 15.

Contre: MM. Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture.

McClary, Magnan, Marion, Martineau, Normand, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Tétreau, 29.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que le bill (bill no 28) amendement la loi électorale de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill est nécessaire par suite des abus qu'ont entraînés les votes des colons à Montréal. Les listes électorales de Québec, Trois-Rivières ne sont pas mieux tenues. La situation est devenue intolérable.

La loi met la confection des listes électorales dans les cités de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières, à la charge de trois réviseurs choisis respectivement pour chacune d'elles.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare que ce bill va à rencontre de l'esprit du système gouvernant la province. Il s'attaque aux principes du bill disant qu'il constitue une insulte aux droits des municipalités.

Il porte atteinte aux droits du suffrage populaire en le restreignant et le principe en est dangereux.

Ce bill, qui a pour objet d'enlever aux municipalités la confection de la liste des électeurs pour la faire réviser par des employés dépendant absolument du gouvernement, n'a été présenté que dans le seul but de favoriser un parti politique et non pour réparer un tort ou combler une lacune existante.

Il désire protester par son vote contre cette mesure en proposant comme amendement, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon) que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui, attendu qu'en plaçant la revision des listes électorales entre les mains des employés du gouvernement (clauses 8 et 9) et en restreignant indûment le cens électoral (clauses 24 et 25) il porte une grave atteinte à l'exercice équitable du suffrage populaire", soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. A. TURGEON (Bellechasse): A son avis, il est tout à fait normal que l'Opposition s'oppose aux principes du bill, mais dit qu'il ne sert à rien de s'y objecter. Il comprend qu'une entente a été conclue à l'effet que si la motion du chef de l'Opposition était défaite, le gouvernement se contenterait de nommer un seul réviseur au lieu de trois dans les villes.

M. J.P. COOKE (Drummond): Accuse le gouvernement de renoncer aux principes énoncés par

l'honorable M. Casgrain à la dernière session et qui avaient reçu un accueil favorable dans la presse et dans les rangs du gouvernement.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Ne juge pas ce bill nécessaire. Les listes sont déjà prêtes et de plus, leur préparation doit être laissée à des gens neutres.

Il dit que le procureur général n'a pas le droit de se prononcer et de proposer en Chambre de telles mesures au nom des électeurs de Montréal. Le bill du procureur général n'est qu'une hypocrisie et une machination du gouvernement pour obtenir une nouvelle liste de voteurs favorables dans les villes de Montréal, Trois-Rivières et Québec.

M. J. TESSIER (Portneuf) et M. L.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Combattent aussi le principe du bill.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Prend la parole.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 18

Contre: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Bédard, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Tellier, Tétreau, 35.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, elle est adoptée sur division.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions relatives audit bill. Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose:

1. Que les réviseurs à être nommés en vertu du bill (bill no 28) soumis à cette Chambre et intitulé: "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895", soient payés comme suit, pour chaque année pour laquelle il y aura une révision:

Pour Montréal, \$200.00, chacun; pour Québec, \$150.00, chacun; pour Trois-Rivières, \$100.00, chacun.

Une moitié de cette somme sera payée par la province à même le fonds consolidé du revenu, et l'autre moitié, par les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières, respectivement;

Adopté.

2. Que les frais d'annonce dans les journaux seront payés de la même manière et dans les mêmes proportions;

Adopté.

3. Que ledit bill (bill no 28), pourra être amendé en comité général conformément aux présentes résolutions.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé trois résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Joliette (M. J.-M. Tellier), que la Chambre se forme en comité général sur le bill (bill no 28) amendant la loi électorale de Québec.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Défend rigoureusement son projet de loi. Il dit qu'il ne devrait pas donner lieu à discussion; les circonstances le rendent nécessaire; par suite du mauvais état, spécialement à Montréal, des listes municipales et des abus qu'ont entraînés les votes des colons.

Il dit que les objections du chef de l'Opposition ne tiennent pas, car à Montréal, il n'y a pas de loi électorale en vigueur.

A Montréal, il n'y a pas une seule liste électorale en force, de l'avis de l'avocat de la corporation et d'autres avocats éminents. Par conséquent, il ne pouvait y avoir d'élection, et le bill actuel est d'urgente nécessité.

Le chef de l'Opposition a reproché au gouvernement d'enlever à des conseils municipaux la confection des listes électorales. Quant à ce qui regarde Montréal, le reproche n'a pas sa raison d'être pour le moins, puisqu'il n'y a pas de listes électorales.

A Montréal, les listes sont faites par des commissaires nommés par le conseil municipal: Est-ce qu'il ne convient pas mieux de donner au gouvernement le pouvoir de les faire faire par ses officiers? Ce serait d'autant plus juste, qu'on y a mis plusieurs mille noms de voteurs qui n'avaient aucune qualification.

Le conseil de ville de Québec s'est rendu indigne de faire les listes électorales. Il a mis les noms de tous les libéraux et rejeté tous le noms des conservateurs qu'on lui proposait sans prendre en considération leur qualification.

Pour rejeter les noms des conservateurs on a prétendu que M. Mérette qui les présentait, n'était

pas électeur. Mais pour cela, on avait bien eu soin auparavant de rayer le nom de M. Mérette, quoi qu'il fut réellement qualifié: il gagnait plus de \$300 par année. Et après avoir ainsi rejeté en bloc les noms des conservateurs, on se vantait d'avoir gagné à l'avance les élections.

Si un conseil municipal conservateur avait agi de la sorte, ce serait une clameur générale.

On a dit que cette législation allait régler un procès intenté au sujet de l'affaire Mérette. Il déclare que le bill n'entraverait aucunement les causes pendantes devant les tribunaux. A Trois-Rivières, on a commis, à l'égard des conservateurs, la même injustice qu'à Québec.

La présente mesure n'a d'autre but que de modifier un état de choses devenu intolérable, et afin de permettre aux citoyens de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal, d'avoir à leur disposition, aux prochaines élections, des listes électorales honnêtes et faites régulièrement.

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Nie que le conseil de ville de Québec ait fait acte de partisanerie dans la confection des listes. Il parle de l'affaire Mérette.

Le conseil en cette affaire n'a fait que juger la cause suivant les faits établis devant lui sous serment par les témoins mêmes du représentant de Québec-Comté (M. V. Châteaufort).

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Comté): Appuie les propos du procureur général à propos des noms rejetés par le conseil de ville de Québec et déclare que M. Mérette est un homme respectable quoique pauvre, et il gagne plus de \$300 par année à son service.

M.M. J.P. COOKE (Drummond), L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères) et F.-G.-M. DECHENE (L'Islet): Prennent aussi la parole.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande au procureur général quelles concessions le gouvernement était disposé à faire sur cette mesure.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose de retirer la première clause de la deuxième section qui se lit comme suit: "Le lieutenant-gouverneur en conseil nommera pour chacune des cités de Montréal, Québec et Trois-Rivières trois personnes choisies parmi les juges des sessions, les magistrats des cours de district, les protonotaires, les greffiers de la couronne, les greffiers de la cour de circuit, les shérifs et les registraires ou leurs assistants résidant dans la ville pour laquelle ils sont nommés pour constituer un bureau de révision appelé "Bureau des réviseurs de la cité de (insérer le nom de la cité)". Les personnes ainsi nommées comme réviseurs prêteront serment, devant un juge de la Cour supérieure, de bien et fidèlement remplir les devoirs de leur charge et resteront en office jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par le lieutenant-gouverneur en conseil". Il propose de remplacer cette clause par une autre qui se lit comme suit: "Il y aura

pour chacune des cités de Montréal, Québec et Trois-Rivières, un bureau de révision appelé: "Bureau des réviseurs de la cité de (insérer le nom de la cité)". Ce bureau sera composé de trois personnes choisies et nommées comme suit: "Le conseil de ville de chacune desdites cités nommera, dans les vingt jours de la sanction de la présente loi, un desdits réviseurs, lequel devra être soit le recorder, ou un avocat ou un notaire de huit années de pratique au moins n'ayant jamais été candidat à une élection fédérale, provinciale ou municipale. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un desdits réviseurs, lequel devra être choisi parmi les avocats ou notaires répondant aux mêmes exigences que dans le premier cas. Le troisième réviseur sera également nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais il devra être choisi parmi les magistrats de district, les protonotaires de la Cour supérieure ou les greffiers de la couronne ou des appels. Ces trois réviseurs ne pourront voter pendant qu'ils resteront en office. Les réviseurs recevront chacun une indemnité de \$200. pour Montréal, de \$150. pour Québec et de \$100. pour Trois-Rivières, pour chaque année où il y aura une révision. Une moitié de cette indemnité sera payable par la province à même le fonds consolidé du revenu, et l'autre moitié, par lesdites cités de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières respectivement'.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Refuse d'accepter.

Il voit dans cette mesure une tactique du gouvernement pour s'approprier le contrôle de la révision des listes des voteurs. Cette politique, dit-il, est très dangereuse et le procureur général devrait consentir à ce que le troisième réviseur soit un juge de la Cour supérieure.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Suggère que, si la proposition du chef de l'Opposition ne recevait pas l'approbation générale, la Chambre de commerce devrait avoir le droit de nommer un des réviseurs. Ce que le procureur général suggère, c'est que le gouvernement nomme ses propres juges; et parmi les trois réviseurs, deux sont des créatures du gouvernement. De cette façon, la clause demeure presque inchangée.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit avoir essayé de convaincre la Chambre que la nouvelle clause qu'il a rédigée pour remplacer la clause originale, avait reçu l'approbation du député de Bellechasse (M. A. Turgeon).

M. A. TURGEON (Bellechasse): Dit qu'il existe un malentendu à propos du paragraphe concernant la nomination du troisième réviseur. Il avait compris que le procureur général rédigerait ce paragraphe de façon à ce que le troisième réviseur soit un juge de la Cour supérieure; néanmoins, ajoute le député, l'Opposition ne se trouve aucunement liée par mon approbation et conséquemment, le procureur général n'a pas le droit de dire que l'Opposition approuve la nouvelle clause.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le débat soit ajourné.

Adopté. Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Documents:

Corporation de la cité de Québec

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 6 novembre 1895, demandant copie de la correspondance, rapports ou ordres en conseil se rapportant aux procédures du gouvernement contre la corporation de la cité de Québec, en recouvrement de certaines sommes qui lui sont dues, et indiquant:

1. Les sommes réclamées; 2. Le résultat final de ces procédures; 3. Le nom du procureur du gouvernement dans ces causes et les honoraires payés pour ses services; 4. La somme qui lui est encore due. (Document de la session no 18)

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 80) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Cité de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 80) intitulé: "Loi amendant la Charte de la cité de Montréal et ses amendements;"

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle le soit jusqu'à jeudi, le 7 janvier courant, à onze heures de l'avant-midi.

Adopté.

La séance est levée à minuit.

Séance du 7 janvier 1897

Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc

La séance s'ouvre à onze heures et demie.

L'incendie du couvent de Roberval

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Demande au gouvernement de venir en aide aux incendiés de Roberval.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déplore qu'un incendie ait détruit le couvent de Roberval et que sept religieuses y aient perdu la vie. Il donne un avis de motion pour introduire un bill stipulant que les dortoirs de telles institutions soient aménagés au second étage de façon que les personnes puissent fuir rapidement en cas d'incendie, ce qui éviterait de telles catastrophes.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Regrette qu'une aussi terrible catastrophe ait éprouvé les religieuses du couvent de Roberval, qui font autant de bien dans la région du Lac-Saint-Jean. Quant à la suggestion du représentant de Huntingdon (M. G.W. Stephens), il faudrait donner avis de motion, avant que la Chambre s'en occupe.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Demande si c'est l'intention du gouvernement de venir en aide aux religieuses si éprouvées de Roberval.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il ne connaît pas encore les faits d'une manière exacte, et qu'en conséquence il ne peut répondre à la question du représentant de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux). Dans tous les cas, le représentant du Lac-Saint-Jean (M. J. Girard) a déjà fait au procureur général une demande d'aide aux religieuses de Roberval, demande qui sera prise en considération.

Il dit que lorsque le gouvernement connaîtra tous les détails de l'accident, cette question sera soumise à la Chambre et le gouvernement assumera ses devoirs.

Les écoles élémentaires

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les écoles élémentaires. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

M. l'Orateur, il peut paraître étrange qu'une législation aussi importante n'arrive qu'à la veille de la prorogation. Je ferai remarquer cependant que ces résolutions sont inscrites sur les ordres du jour depuis le 23 décembre dernier et qu'elles ont alors été distribuées aux honorables membres de cette Chambre. Puis cette mesure a été annoncée dans le discours du trône, et j'en avais même

donné une idée générale dans les discours que j'ai eu l'honneur de prononcer à différents endroits de cette province. Elle a été discutée aussi d'une façon incidente au cours du débat sur l'adresse, et plus dernièrement dans le discours du budget, mon honorable collègue le trésorier y a fait allusion. Si la discussion de ce projet de loi n'a pas été demandée plus tôt, c'est parce que, en qualité de chef du gouvernement, ayant été chargé de plusieurs mesures importantes, j'ai dû les proposer chacune à leur tour et ensuite donner à mes honorables collègues le temps de présenter les leurs.

Mais si cette mesure vient tard, M. l'Orateur employant le langage dont se servent quelquefois les Anglais, je puis dire en ceci: "The last but not the least". Non, ce n'est pas la moindre. De toutes les mesures que le gouvernement a présentées durant cette session, je le dis en toute sincérité, c'est à celle-ci que je tiens le plus. Je la considère comme la première question, comme la plus importante question qui soit sous la juridiction des provinces. L'éducation, M. l'Orateur, est-il un plus grand bienfait pour l'homme, et pour un pays. Aussi, ce n'est pas sans raison que nous l'avons inscrite en tête de notre programme, et je déclare sans hésiter, c'est de tout notre programme la partie la plus chère au cœur du gouvernement.

L'on pourra peut-être dire que cette mesure n'est pas la plus complète possible. Elle n'est peut-être pas complète, en effet, mais elle renferme une idée, elle contient un principe auquel nous tenons plus qu'à tout autre chose: l'encouragement à donner à l'éducation dans notre province. Quelle est la teneur générale de ces résolutions? En deux mots, voici: Nous proposons de distraire de l'immense domaine de la province, une étendue d'un million cinq cent mille acres que nous consacrons à la création d'un fonds capital qui, à 4 pour cent d'intérêt, devra rapporter \$60 000 par année. Et d'ici à ce que ce fonds produise \$60 000 de revenu annuel nous demandons pour le trésorier, l'autorisation de payer une somme annuelle de \$50 000 destinée à encourager l'éducation. Aussitôt que cette réserve produira la somme voulue, l'obligation du trésorier cessera, mais il devra combler le déficit chaque fois que ledit fonds ne rapportera pas \$60 000, et il lui sera permis de se rembourser à même le revenu dudit fonds chaque fois que ce revenu dépassera la somme de \$60 000.

J'aborderai dans un instant le sujet principal de ces résolutions, celui de l'encouragement à l'éducation. Pour le moment j'exprime l'espoir que la Chambre, sans distinction de partis, ne verra pas d'un mauvais oeil notre projet de distraire du domaine de la couronne une certaine étendue de terre, 1,500,000 acres, dans le but de venir en aide à l'éducation.

Par la décision récente qui fixe les limites de la frontière nord de la province de Québec, le domaine de la couronne couvre aujourd'hui une étendue de 200 millions d'acres de terres.

Je crois qu'il n'est que raisonnable de prendre à même cet immense domaine une certaine étendue

(1,500,000 acres) dont les revenus devront servir à développer le plus riche capital que nous ayons, l'intelligence du peuple de cette province.

Nous ne pouvons pas faire de notre territoire un usage plus utile et plus fructueux que celui-là. Jusqu'à présent, M. l'Orateur, les ressources que nous avons consacrées à aider l'éducation ont été insuffisantes, et elles le sont encore. Tout le monde admet cela, mais un état des sommes payées jusqu'à aujourd'hui, le démontrera davantage.

En 1896, nous avons payé pour encouragement à l'éducation \$392 760. Dans le budget de 1896-97, nous avons demandé \$394 760, à cela, il faut ajouter \$25 000 que mon honorable collègue le commissaire de l'Agriculture (l'honorable L. Beaubien) demande pour les écoles d'agriculture, ce qui fait un total de \$419 760. C'est une amélioration, mais cette somme est encore insuffisante pour atteindre le but que nous proposons. Et voilà pourquoi nous venons vous demander d'ajouter \$50 000 ce qui portera à \$469 760, le budget général de l'éducation en ce qui concerne le gouvernement.

M. l'Orateur, la position se trouvera améliorée considérablement. Laissez-moi vous dire cependant que si j'éprouve un regret, c'est de ne pas pouvoir faire encore plus pour cette cause sacrée de l'éducation. Oui, M. l'Orateur, j'aurais désiré pouvoir demander à cette Chambre non pas \$50 000 mais \$100 000 pour l'éducation. Mais j'espère que le jour viendra et que ce jour n'est pas loin, où le gouvernement sera en position de demander cette somme additionnelle de \$50 000 pour aider davantage à la diffusion de l'éducation, ou plutôt \$40 000, car lorsque le fonds des terres rapportera \$60 000, il ne nous restera plus que \$40 000 à nous procurer pour porter la somme que j'aurais désiré demander immédiatement, au total de \$100,000.

Maintenant, à quelles fins emploierons-nous la somme que nous demandons. La troisième résolution l'indique clairement:

"Le revenu dudit fonds sera employé, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil, par le surintendant de l'Instruction publique, à développer l'instruction élémentaire, dans les municipalités pauvres, à aider les écoles dont sont appelées à bénéficier les classes ouvrières dans les cités et les villes, à améliorer la condition des instituteurs des écoles élémentaires et des écoles modèles, à fournir gratuitement des livres de classe, et, généralement, à répandre, d'une manière plus efficace l'instruction élémentaire dans toute la province, le tout dans la mesure qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner, et conformément aux règlements qu'il pourra juger à propos de faire."

J'aborderai tour à tour ces différents sujets, afin d'indiquer, sinon dans ses détails, au moins dans ses grandes lignes quelle sera la politique du gouvernement sur cette question.

Au premier rang de ceux qui devront être encouragés, nous plaçons les instituteurs et les institutrices. Et c'est aussi la première question qui

se présente dans la discussion de ces résolutions. Car si les instituteurs et institutrices n'ont pas besoin d'être encouragés, cette loi n'a pas sa raison d'être. Pour ma part, je crois que poser cette question c'est la résoudre. Tout le monde admet que nos instituteurs et nos institutrices ne sont pas suffisamment rémunérés. Il n'y a qu'à jeter un coup d'oeil sur les rapports du surintendant de l'Instruction publique pour se convaincre que le personnel laïque enseignant ne reçoit pas une rémunération en rapport avec l'importance de ses fonctions. Je vais donner quelques statistiques pour appuyer mon argument, mais en les donnant je fais la distinction entre les écoles catholiques et les écoles protestantes; et parmi les écoles catholiques je fais aussi la distinction entre les écoles élémentaires et les écoles modèles, ou les écoles sous la direction des syndics.

Pour les écoles élémentaires, la moyenne des salaires des instituteurs est de \$213.00 et la moyenne des salaires des institutrices est de \$104. Pour les écoles modèles, la moyenne des salaires des instituteurs est de \$491.00 et la moyenne des institutrices, est de \$130.

Voyons maintenant les salaires payés aux instituteurs protestants. Dans les écoles élémentaires protestantes, les instituteurs sont payés en moyenne \$600.00 et les institutrices \$182.00. Dans les écoles modèles protestantes, les instituteurs sont payés \$835.00 et les institutrices \$302.00.

Comme on le voit la différence entre les salaires payés aux instituteurs catholiques et les salaires payés aux institutrices catholiques est considérable.

Prise dans son ensemble, sans distinction de croyance, la moyenne des salaires payés aux instituteurs dans la province de Québec, est de \$149.70. Je constate avec plaisir que cette moyenne tend à augmenter. Elle n'était auparavant que de \$142.70 soit une augmentation de \$7. Ce n'est pas grand chose si vous voulez, mais c'est un commencement dans la bonne voie, et je souhaite que l'exemple donné par la province ait pour résultat d'encourager les municipalités à rivaliser avec nous.

Dans l'Ontario, les instituteurs sont plus favorisés. La moyenne des salaires payés aux instituteurs dans les écoles modèles est de \$421 et aux institutrices de \$300. La différence est encore considérable, comme vous le voyez. J'ai pensé que l'on serait peut-être curieux de savoir quel est le nombre des instituteurs dans la province de Québec, et j'ai fait recueillir des statistiques à cette fin. Il y a dans la province de Québec 5,504 instituteurs et institutrices laïques brevetés et 686 non brevetés, soit un total de 6,190 personnes qui enseignent dans nos écoles modèles et élémentaires. Ajoutez à cela 325 instituteurs laïques dans les collèges, etc., 3,465 professeurs religieux, enseignant dans les collèges et les couvents, et vous arrivez à un grand total de 9,980 personnes qui représentent notre corps enseignant dans la province.

Il s'agit maintenant de savoir par quel moyen le gouvernement viendra en aide aux instituteurs et aux institutrices.

Voici ce qui nous a été proposé par le surintendant de l'Instruction publique et MM. les inspecteurs:

"Afin de stimuler le zèle des membres laïques du corps enseignant, une gratification pourrait être offerte à ceux qui seraient reconnus comme ayant rempli leurs devoirs avec le plus d'intelligence et de zèle.

Disons que le montant qui serait affecté à ces gratifications représenterait \$2.50 par école sous contrôle des commissaires et des syndics catholiques et protestants, ce qui donnerait une somme d'environ \$14 000 pour toutes les écoles de la province.

Cette somme pourrait être répartie comme suit:

1e cinq pour cent (1 sur 20) des instituteurs ou institutrices les mieux notés recevraient une gratification de \$30;

2e cinq pour cent (1 sur 20) des instituteurs ou institutrices venant ensuite auraient une gratification de \$20.

Ces gratifications seraient accordées aux maîtres et aux maîtresses diplômés qui auraient enseigné toutes les matières du programme d'études approuvé, qui se seraient conformés fidèlement aux règlements des comités du Conseil de l'Instruction publique et qui auraient obtenu les meilleurs résultats, et ce, sans tenir compte du degré de l'école ni de la classe du diplôme du titulaire.

Exemple: Disons qu'un inspecteur ait 165 écoles sous son contrôle, ce qui donnerait, à \$2.50 par école, une somme de \$412.50 à distribuer aux instituteurs et aux institutrices de son district d'inspection. Comme il y a huit fois vingt écoles, il donnera d'abord des gratifications de \$30 aux huit instituteurs ou institutrices les plus méritants, soit \$240, et des gratifications de \$20 aux huit instituteurs ou institutrices qui, après ceux-là, auront le mieux rempli leurs devoirs, soit \$160.

Ces seize gratifications représentent, en conséquence, une somme de 400 piastres. Les \$12.50 restant sur la somme de \$412.50 produite par les \$2.50 par école attribuées à ces gratifications, pourraient être alors ajoutées à la gratification de l'instituteur ou de l'institutrice le plus méritant de tout le district d'inspection.

Ainsi, un instituteur ou une institutrice diplômé sur dix se trouverait récompensé de son zèle pour l'enseignement."

L'on croit que c'est le meilleur moyen de provoquer l'émulation et d'arriver le plus rapidement à la perfection si désirable dans l'enseignement. En accordant une gratification à tout le monde on s'exposerait à encourager ceux qui ne le méritent pas, ce qui serait une injustice envers ceux qui le méritent. Dans tous les cas, une chose est bien certaine, c'est qu'une somme de 14,000 piastres sera consacrée à venir en aide aux instituteurs et surtout aux institutrices. Je dis aux institutrices, car la presque totalité de notre corps enseignant se compose d'institutrices. Les institutrices catholiques sont au nombre de 4,130 et les institutrices protestantes, de 1,032, soit un total d'un peu plus de 5,000.

De sorte que l'Opposition ne pourra pas nous accuser de faire de la corruption et de vouloir acheter des votes en proposant d'accorder ce bonus. Il n'y a guère d'instituteurs dans notre province. Cela paraît étrange, mais l'explication est facile: le salaire qu'on leur paye ne leur permet pas de s'établir à moins de faire voeu perpétuel de célibat. Un instituteur dans la province de Québec ne peut figurer convenablement dans le monde. Nous viendrons surtout en aide aux femmes et aux jeunes filles qui se consacrent à la cause si noble de l'éducation. Nous viendrons en aide à la partie la plus intéressante de notre population, et comme cette Chambre se compose de membres qui sont tous galants, j'ai la confiance que notre projet sera accepté avec faveur et même avec enthousiasme.

Ce point établit clairement l'objet du gouvernement en proposant cette loi: venir en aide à l'éducation et à ceux qui se livrent à l'enseignement.

Deuxièmement, nous proposons de venir en aide aux municipalités pauvres. Dix mille piastres sont déjà affectées à cette fin. Le surintendant de l'Instruction publique, dans son rapport, se plaint que cette somme est insuffisante et il demande qu'elle soit doublée. Je crois qu'il a raison et que cette somme devrait être doublée, et même triplée si la chose était possible, actuellement. De tout temps, l'on n'a cessé de représenter aux diverses administrations dont j'ai été membre, la nécessité de venir en aide aux municipalités pauvres au sujet de l'éducation et je crois que cette demande est juste et de nature à favoriser le résultat que nous désirons obtenir. Dix mille piastres seront donc probablement ajoutées au montant déjà consacré pour venir en aide à ces municipalités.

Il restera une balance de 24,000 sur les \$50 000 ou \$60 000 devant provenir du fonds des terres affectées aux écoles. L'intention est d'appliquer cet argent à encourager l'éducation parmi les classes ouvrières. Nous avons déjà des écoles du soir qui sont établies en différents endroits de la province. Cette année, nous avons augmenté l'aide aux écoles du soir. Une somme de \$2 500 a été accordée à l'école installée au Monument National à Montréal pour lui permettre de donner des cours spéciaux et plus complets sur toutes les branches techniques qui peuvent développer les connaissances ouvrières. Il y a encore quelques choses à faire dans ce sens et nous verrons à ce que rien ne soit négligé sous ce rapport.

Ensuite vient la question des livres de classe. Cette question est très intéressante et on la discute depuis assez longtemps dans la province. Il y a beaucoup d'endroits pauvres où l'achat des livres de classes, surtout pour les familles nombreuses qui sont la grande majorité partout, est une dépense trop lourde pour le mince budget des parents. Il faudra trouver le moyen de fournir les livres dans ces municipalités ou encore d'en procurer l'usage aux enfants fréquentant ces écoles. Ce sera notre politique. On a demandé que cela s'applique à toute la province. Notre budget ne nous le permet pas. Dans ce cas ce n'est pas 50,000 piastres, ce n'est pas 100,000 piastres, qui

suffiraient. Il faudrait un crédit beaucoup plus considérable que nous ne pouvons pas demander. A cette question se rattache celle de l'uniformité des livres. Il n'y a pas de doute que la diversité des livres a en pratique nécessité souvent des dépenses additionnelles assez considérables, mais la tendance actuelle est de simplifier l'enseignement et nous croyons que l'action du surintendant, sur ce sujet, suffira à l'application du système le plus propre à rencontrer les besoins généraux de l'enseignement et les vues de notre population. Notre but n'est pas d'enlever des privilèges qui existent déjà et dont l'exercice a toujours été entouré de la plus grande prudence et de la plus grande sagesse.

M. l'Orateur, j'appuie surtout sur la position des instituteurs et des institutrices dans notre province. J'attache la plus grande importance à ce sujet. Le professeur est tout dans l'école. On peut dire: tel professeur, tel élève. Si vous n'avez pas un bon professeur, un professeur dévoué, aimant sa profession, en comprenant la responsabilité et les résultats, vous n'aurez que des élèves médiocres. Même si ces élèves ont du talent, si le professeur ne possède pas toutes les qualités voulues, le résultat sera maigre. Les élèves pourront peut-être avoir un succès momentané, mais sortis de l'école, règle générale, ils ne réussiront pas d'une façon permanente. Au contraire un professeur peut changer la nature la plus ingrate en un homme utile pour la société. Il en est de la nature intelligente comme de la nature matérielle: de même que celle-ci se transforme sous l'action du travail de l'homme, de même aussi la nature intelligente peut être changée et transformée sous l'action du professeur. M. l'Orateur, les paroles que je vais citer sont bien connues et elles sont vraies: "Dieu est l'ouvrier le plus puissant, le plus habile, le plus nécessaire de l'éducation". Eh bien, moi je dis: "Après Dieu le professeur est l'ouvrier le plus puissant, le plus habile et le plus nécessaire à l'éducation". Sans de bons professeurs nous ne pouvons pas réussir.

J'attache donc la plus grande importance à ce sujet. Et j'exprime de nouveau mon regret de ne pouvoir faire davantage pour nos instituteurs et nos institutrices. Mais ici, M. l'Orateur, il me sera bien permis de faire un pas de plus dans l'énoncé de la politique du gouvernement et de dire que dans un avenir aussi rapproché que possible nous espérons pouvoir compléter ce que nous faisons aujourd'hui. Aussitôt que nos ressources financières nous le permettront nous désirons aider encore davantage l'éducation afin que la province de Québec, que nous aimons tant, n'ait rien à envier aux provinces qui l'environnent, et même aux autres pays. C'est notre désir le plus ardent, parce que nous considérons cette question comme la première et la plus importante pour le bonheur de notre population.

J'ajouterai, en passant, un mot sur l'enseignement technique. Nous avons déjà encouragé cet enseignement en donnant \$2 500 pour les cours du Monument National ce qui porte à \$12,500 notre subvention à cette école, \$3 000 par

année au Conseil des arts et manufactures, et 25 000 piastres cette année pour les écoles d'agriculture. On nous demande aussi de venir en aide à l'Ecole polytechnique de Montréal et l'on nous dit que cette école ne peut occuper plus longtemps la bâtisse qui lui sert actuellement de local. Nous répondons aux besoins les plus urgents et nous verrons ce qu'il y a à faire à ce sujet pour le plus grand bien général.

Maintenant, M. l'Orateur, comment cet argent sera-t-il distribué? Je réponds sans hésiter que nous répartirons cet argent équitablement. Nous n'oublions pas qu'il y a ici une population catholique et une population protestante et nous croyons qu'elles peuvent se fier au gouvernement de cette province. Justice sera accordée à chacune d'elles.

Mais l'on nous dira peut-être: répondez-vous à l'attente du public par cette loi? N'y a-t-il pas d'autres réformes à faire et ne parcourez-vous pas des sentiers déjà battus? Eh bien, il est aussi bon que nous nous entendions tout de suite sur ce sujet.

Devons-nous, M. l'Orateur, toucher au système ou au principe même de notre éducation? Nous ne touchons pas au principe de notre éducation, et nous n'y touchons pas, parce que nous croyons que ce principe est bon. Notre mission n'est pas de briser et de détruire, notre mission est d'édifier. Mais acceptant ce système comme bon en lui-même, nous voulons l'aider, nous voulons le favoriser, nous voulons l'encourager, nous voulons le développer, nous voulons le perfectionner. Voilà notre but véritable. Dans notre marche vers ce but, M. l'Orateur, nous rencontrons trois opinions. L'une dit que tout est bien, que tout est bon et qu'il n'y a rien à faire; l'autre prétend que tout est mal et qu'il n'y a de remède possible que dans l'abolition du système actuel. Entre ces deux opinions diamétralement opposées se place la troisième qui accepte le fait accompli mais qui reconnaît la nécessité de suppléer à ce qui manque et qui demande un plus grand développement, une plus grande perfection. Acceptons cette dernière comme plus près de la vérité. M. l'Orateur, loin de moi la pensée de vouloir toucher à des questions brûlantes qui font le sujet des controverses ici et à l'étranger. Mais je sens qu'il est de mon devoir de dire que sur ce sol si fécond pour le bien de la province de Québec, il n'y a pas de place pour l'école sans Dieu. Cette idée de l'école sans enseignement religieux ne peut être acceptée ni au point de vue catholique ni au point de vue protestant. Et je suis heureux de ce que jusqu'ici, catholiques et protestants admettent le principe de l'enseignement religieux dans l'école. Cela n'est que juste d'ailleurs. Le principe est inadmissible, non seulement au point de vue des catholiques, mais aussi au point de vue des protestants, car le christianisme qui est le fondement de nos lois et de nos instituteurs en général, est reconnu par tous.

Accepter l'idée contraire serait briser avec les règles d'harmonie qui composent la nature de l'homme. Et l'éducation ne peut être complète

sans répondre à cette harmonie de la nature humaine. Elle doit être intellectuelle, morale et physique: intellectuelle pour répondre à son intelligence, morale pour parler à son âme et physique, pour répondre aux besoins de son corps en suivant les lois de l'hygiène et tout ce qui s'y rattache. Voilà quelle doit être l'éducation pour développer chez lui les facultés que la Providence lui a données. Avec cette éducation nous sommes sûrs de faire des hommes véritables.

Nous comprenons que l'Etat et la famille ont un rôle à jouer dans l'enseignement et nous acceptons cette parole d'un illustre légiste: "l'Etat assiste la famille et ne la supplante pas". Ce sont là des principes connus, respectés et aimés dans notre province, et ils continueront de l'être encore à l'avenir.

Toutes ces paroles feront sans doute le sujet d'un débat dans la presse, et elles donneront probablement lieu de revenir sur les discussions déjà commencées depuis quelque temps.

Eh bien, M. l'Orateur, sans vouloir faire allusion à ce qui a été dit dans le public à ce sujet, je prendrai la permission de dire que, généralement, quand on traite ces questions, on ne se soucie pas assez de rendre justice à ceux qui sont chargés de diriger l'éducation dans notre province. Et comme en définitive, on jette la responsabilité de tout ce qui arrive sur le gouvernement, je prendrai la liberté d'en dire un mot. Et je crois, M. l'Orateur, que ce défaut provient de ce que l'on envisage ces questions avec trop de parti pris. Ce n'est pas le moyen de rendre justice à qui justice est due. L'on ne regarde qu'un seul côté de la médaille, l'on ne cherche que les points faibles, et quand on les a trouvés, on s'empresse de le crier bien haut. Ce n'est pas ainsi que je comprends le devoir d'un Canadien, d'un patriote, et pour descendre dans une arène encore plus rétrécie, je dirai que je ne comprends pas ainsi le devoir d'un citoyen. C'est là l'oeuvre d'un homme toujours disposé à voir tout en noir. Jugées à ce point de vue, M. l'Orateur, bien peu de choses trouveraient grâce devant la critique. J'aime mieux me laisser guider par la bonne foi, j'aime mieux voir les deux côtés de la médaille. Si vous êtes animés de ces dispositions, je le dis sans crainte: étudiez notre système d'éducation tel qu'il existe et, à côté de quelques défauts, vous y trouverez d'immenses avantages et de nombreux bienfaits dont la population de notre province recueille déjà les fruits. Oui, M. l'Orateur, notre système d'éducation a produit infiniment de bien.

Les statistiques que l'on a citées pour établir le contraire ou au moins pour diminuer les résultats obtenus, ne nous rendent pas justice. En supposant que les chiffres donnés soient exacts, je dis qu'ils ne nous rendent pas justice, parce qu'ils ne tiennent pas compte des circonstances de temps, de lieux, de moeurs; d'institutions et aussi des conditions financières de notre population.

Différences de temps. A vrai dire, M. l'Orateur, notre système d'éducation ne date que de 50 ans. Est-il juste de dire que dans ce court espace de

temps, nous n'avons pas fait de progrès. Ceux qui discutent cette question sont obligés d'admettre qu'il y a eu des progrès importants. Depuis 10 ans surtout l'éducation s'est répandue beaucoup dans notre province. Mais l'on dit que le progrès n'a pas été le même partout, et que dans certains endroits la condition intellectuelle de notre peuple ne s'est aucunement améliorée. Eh bien, c'est ici que l'on devait tenir compte des différences de lieu. La province de Québec couvre une immense étendue de terrain comprenant des régions considérables où la population est très éparse, comme sur la Côte Nord, dans la Gaspésie, dans la vallée de la Gatineau, dans le Nord de Montréal dans la région du Saint-Maurice. Pour la population de ces régions l'accès aux écoles est une chose importante à considérer. Il est impossible d'exiger d'elle que ses enfants fréquentent l'école aussi assidûment que dans les autres endroits où l'accès est plus facile. Bien souvent les enfants ont plusieurs milles à faire pour se rendre aux classes. Dans la saison d'été cela se comprend, et cependant, il faut admettre que c'est une distance encore assez considérable à parcourir pour les plus jeunes. Mais dans la saison rigoureuse de l'hiver, peut-on exiger de ces enfants une assiduité aussi fidèle que pour leurs camarades mieux favorisés sous ce rapport?

On compare souvent Québec à l'Ontario pour en tirer des conclusions défavorables à notre province. Dans l'Ontario on compte 24 villes ayant une population plus de 5 000 âmes, tandis que Québec n'a que 11 villes dont la population dépasse 5 000 âmes.

Vous voyez immédiatement la différence qui pourrait exister dans l'assistance aux écoles. Car il va de soi que là où la population est plus importante, les écoles sont plus nombreuses et par conséquent plus à la portée de tous les enfants. Dans les onze villes de la province de Québec il y a une population de 308 224 âmes tandis que les 24 villes de la province d'Ontario comptent une population de 486 163 âmes ou une différence en plus pour Ontario de 177 919 âmes. Il ne serait donc pas étonnant de voir l'assistance plus nombreuse et plus assidue aux écoles de la province soeur qu'aux écoles de la province de Québec. Ici, nos enfants ont souvent plusieurs milles à parcourir, comme je le disais, il y a un instant, et leur manque d'assiduité en certains cas s'explique par la force des circonstances. Eh bien, M. l'Orateur, malgré le désavantage, je ne crains pas de faire la comparaison avec Ontario.

Prenons d'abord la province de Québec. Il y a dans notre province 328 420 enfants de 5 à 16 ans et le total des élèves inscrits aux écoles, est de 303 619. Or, savez-vous quelle est la moyenne de l'assistance dans nos écoles? La moyenne est de 230 419 ou de 76 pour cent.

L'Ontario maintenant. Et pour que l'on ne m'accuse pas de partialité à l'égard de la province de Québec, je puise mes renseignements pour la province soeur dans le rapport du ministre de l'Éducation pour Ontario, page 16. Il y a dans la province d'Ontario 593 840 enfants de 5 à 21 ans; c'est la base des statistiques scolaires d'Ontario.

De ce nombre, 480 979 figurent pour les écoles publiques et le total des élèves inscrits est de 483 203. Calculez maintenant et vous trouverez que l'assistance moyenne dans Ontario n'est que 268 334, ou de cinquante-six pour cent; soit vingt pour cent moindre que dans la province de Québec. Ces chiffres que je viens de donner pour la province d'Ontario ne comprennent pas les élèves des High Schools, au nombre de 25 523, dont l'assistance moyenne n'est que de 14 463, et les élèves des écoles normales, au nombre de 1 178, mais ces chiffres ne changent en rien le pourcentage de 56 que j'ai donné tout à l'heure. Ces statistiques se passent de commentaires, elles démontrent éloquentement que malgré les difficultés qu'ils ont à surmonter nos pauvres enfants rivalisent de zèle avec ceux des autres provinces pour suivre leurs classes.

Si l'on veut plus de détails encore, M. l'Orateur, je comparerai l'assistance aux écoles protestantes et aux écoles catholiques dans notre propre province. La moyenne de l'assistance aux écoles élémentaires catholiques est de 71 pour cent et celle des écoles protestantes est de 74 pour cent. Pour les écoles modèles catholiques nous sommes à la tête avec une assistance moyenne de 83 pour cent et les protestants figurent pour une moyenne de 79 pour cent. Je ne mentionne pas ces faits pour exciter la jalousie, mais simplement pour donner à chacun ce qui lui est dû. D'ailleurs, il ne peut-être ici question de jalousie puisque, si d'un côté l'on nous dépasse de quelques points dans les écoles élémentaires, nous sommes en avant d'eux de quelques points dans les écoles modèles. On peut dire que sur ce point nous nous entretouchons. La jalousie n'est pas à craindre, il n'y a plutôt qu'une louable émulation dans la plus noble et la plus sacrée des causes. Ces chiffres nous font honneur, et je n'hésite pas à dire qu'ils peuvent subir avantageusement la comparaison avec ceux des autres pays. J'ai tenu à faire cette comparaison afin de démontrer comment l'on est souvent injuste en n'étudiant une question qu'à un seul point de vue. Dans ces chiffres et ces comparaisons nous avons la preuve que sous le rapport de l'assiduité aux écoles, nous avons fait des progrès sensibles.

Je désire aussi attirer l'attention de la Chambre sur un autre point, en passant. On nous dit que la province d'Ontario fait plus que la province de Québec pour l'éducation, et l'on base cet argument sur le montant d'argent donné à cette fin par le gouvernement et les municipalités, comparés à ce que donnent le gouvernement et les municipalités dans la province de Québec. Cela n'est pas juste, et voilà où l'on oublie de tenir compte de la différence des mœurs et des institutions.

Le gouvernement et les municipalités de la province de Québec dépensent moins pour l'éducation que la province d'Ontario, mais ici, nous avons les communautés religieuses qui suppléent à l'action du gouvernement.

Nous avons les couvents et les collèges qui donnent l'éducation à un prix très modique, et dans certains cas, presque gratuitement. Si nous

n'avions pas ces institutions pour nous aider dans une très large mesure, nous serions obligés de faire comme dans l'Ontario. C'est-à-dire que la province et les municipalités devraient augmenter leur budget de l'éducation. Mais c'est manquer de justice à l'égard de ces institutions que d'oublier les services éminents qu'elles rendent à notre population dans la sphère de l'enseignement, et pour ma part, je croirais manquer à mon devoir si je ne leur en exprimais pas ici, au nom du gouvernement, la reconnaissance la plus complète pour tout ce qu'elles ont fait dans ce sens. Sans leur généreux concours et leur dévouement inaltérable, nous serions obligés de donner le triple de ce que nous donnons aujourd'hui pour l'éducation.

Prenant tous ces faits en considération, M. l'Orateur, peut-on dire qu'il n'y a pas de progrès dans la province de Québec. Je ne discute pas en ce moment le système actuel, je parle seulement des résultats qu'il a donnés. Et, je le répète, peut-on dire qu'il n'y a pas de progrès dans la province de Québec? Non. Il y a progrès. Je l'ai constaté moi-même dans mes voyages à travers la province, et le surintendant le constate lui aussi dans son rapport. Lisez la page 16 de ce volume et vous verrez qu'il y a progrès dans le nombre des élèves, dans le pourcentage de l'assistance, dans l'augmentation des traitements, dans le nombre des instituteurs brevetés.

Il n'y a plus que 686 instituteurs qui ne sont pas brevetés. Il y a progrès aussi dans une autre direction. Je constate avec plaisir que dans plusieurs maisons d'éducation de cette province et même dans plusieurs écoles, l'on ajoute au programme des études, l'enseignement des travaux manuels qui sont d'une si grande utilité domestique. Il mettra nos enfants en état de comprendre davantage la nécessité du travail bien ordonné et bien exécuté.

J'arrive maintenant à la partie la plus agréable de ma tâche. C'est un devoir pour moi, et ce devoir m'est doux, de dire un mot d'éloge à l'adresse de tous ceux qui s'occupent d'éducation dans notre province.

Il est également injuste de refuser tout mérite à ceux qui se sont occupés officiellement de l'éducation. Notre système d'enseignement n'est établi sur une base définitive que depuis 50 ans et durant l'espace de temps qui nous sépare de cette époque ceux qui ont été chargés de remplir des fonctions officielles se rattachant à l'éducation, ont rendu des services inappréciables. Le docteur Meilleur, plus tard, M. Chauveau, ancien premier ministre de cette province, et M. Ouimet qui occupe maintenant un siège dans une autre Chambre, ont tour à tour présidé avec la plus grande dignité aux fonctions de surintendant de l'Instruction publique dans cette province. Je ne mentionne pas les noms de ceux qui sont disparus pour ne pas m'exposer à blesser la modestie de ceux qui exercent actuellement ces hautes fonctions en dehors du monde officiel, il y a aussi tous ceux qui se consacrent à l'enseignement supérieur. Notre enseignement supérieur, notre enseignement classique est égal à celui des autres

parties de la Puissance, j'oserais dire même que l'éducation classique et universitaire en notre province est supérieure sous plusieurs rapports à celle des autres provinces du Canada. Conséquemment, notre province a produit des hommes qui nous font honneur sur tous les théâtres où la Providence les appelle, et ils feraient honneur à n'importe quel peuple étranger. Soyons-en fiers.

Reconnaissance donc à ces maisons d'enseignement, à ces professeurs si dévoués qui dépensent leur vie sans rémunération aucune dans l'oeuvre toujours admirable de la formation de la jeunesse.

En dehors de cet enseignement supérieur, dans une sphère plus humble mais bien importante aussi, nous avons nos instituteurs et nos institutrices qui pour une maigre pitance de \$100, \$150 ou \$200 par année, consacrent leur vie à la tâche si difficile de l'enseignement. Leur mission est humble mais elle est noble aussi; leur rôle n'a rien de l'éclat qui en couronne quelquefois celui du haut enseignement, mais il est grand tout de même. C'est à ces pauvres maîtres et maîtresses d'écoles que nos populations doivent de connaître les premiers rudiments de l'instruction qui leur permettent de développer, d'enrichir et d'agrandir le cercle de leurs connaissances. Le temps est arrivé de reconnaître davantage le travail, les efforts et les sacrifices de cette classe importante de notre société dont le rôle n'est pas assez apprécié. Comment, M. l'Orateur, nous donnons \$500 à \$600 à un commis ordinaire dans une banque ou une maison de commerce, nous payons \$400 par année au plus humble de nos messagers pour un travail purement matériel, et quelle est la responsabilité de ces employés à côté de celle des instituteurs ou institutrices?

L'instituteur ou l'institutrice doit non seulement ouvrir et orner l'intelligence de l'enfant, mais il doit encore et surtout concourir dans la mission du père et de la mère afin que l'enfant retrouve au foyer de l'instruction les mêmes enseignements et les mêmes exemples qui doivent servir de base à sa vie pour être plus tard un bon et honnête citoyen.

L'instituteur et l'institutrice méritent donc tout notre respect, toute notre reconnaissance, toute notre admiration. Mais je manquerais encore à mon devoir de premier ministre, si en parlant de l'éducation, j'oubliais de rendre un hommage public à tous ces religieux et religieuses qui passent leur vie à donner à nos enfants le pain béni de l'éducation, sans autre espoir de récompense ici bas, que la satisfaction d'avoir rendu service à la société et d'avoir contribué à l'honneur de la patrie. Jamais je n'ai rencontré dans les rues de nos grandes villes où sur les chemins de nos villages ces humbles religieux et religieuses, escortés d'une procession d'enfants confiés à leurs soins délicats, sans me sentir pénétré d'une profonde émotion et d'une grande admiration pour leur vie pleine de dévouement, de sollicitude et de grands exemples.

Allez où vous voudrez dans notre bonne province de Québec et vous rencontrerez partout ces

ouvriers de l'intelligence occupés à instruire notre jeunesse, la société de demain. Vous verrez les humbles filles de la Sagesse, les soeurs de la Charité, les frères Saint-Viateur, les soeurs de la Providence, les soeurs de la Congrégation, les frères de la Doctrine chrétienne, les soeurs de Jésus-Marie etc., et enfin ici dans cette cité de Québec, son berceau, comment pourrais-je oublier cette grande et sainte maison, si souvent éprouvée, mais toujours courageuse et dévouée, je veux parler des Ursulines. Hier, M. l'Orateur, nous avions le chagrin d'apprendre l'épreuve nouvelle qui venait de les frapper à Roberval où elles ont perdu tout ce qu'elles avaient et plusieurs d'entre elles, la vie même. L'émotion a été grande lorsque la nouvelle de cette catastrophe a été annoncée ici et la sympathie a été profonde et générale. Je veux y joindre publiquement celle du gouvernement de cette province. Si ce témoignage peut être un adoucissement à leur malheur, qu'elles l'acceptent avec notre admiration pour le courage dont elles font preuve encore dans cette pénible circonstance.

J'aurais cru manquer à mon devoir, si en proposant à la Chambre d'adopter les résolutions que nous lui avons soumises, je n'avais pas en même temps démontré les progrès déjà accomplis, malgré la difficulté de la tâche et si je n'avais pas également rendu ce témoignage de reconnaissance à tous ceux qui ont pris part à l'enseignement dans notre province. J'espère qu'à l'avenir on sera plus juste pour notre système d'éducation, imparfait peut-être dans son application mais certainement bon dans son principe. Soyons donc assez francs pour reconnaître ce qui est bon, même quand nous trouvons quelque défaut à côté du bien accompli. C'est l'attitude que nous prenons pour notre part.

Nous nous trouvons en face d'un grand arbre déjà profondément enraciné dans notre sol, poussant des rameaux vigoureux dont le feuillage commence à verdier. Pourquoi déraciner cet arbre dont les fruits sont bons et qui peut donner davantage? Nous ne voulons pas le déraciner, M. l'Orateur, mais nous lui apportons un suc nouveau, et désormais ses racines plongeant encore plus profondément dans le sol y puiseront un regain de vie, qui s'épandant dans tous ces rameaux les rendront plus forts et plus puissants, et ses feuilles croîtront, elles verdieront complètement, et les fruits mieux protégés acquerront eux aussi plus de force, plus de richesse, plus de maturité, qui les feront rechercher davantage par notre population.

La jeunesse surtout viendra y cueillir l'instruction, car c'est pour elle que nous travaillons. Nous savons que les enfants d'aujourd'hui seront les hommes de demain, les pères et mères de demain, les citoyens de l'avenir. Et nous voulons que la société de demain soit forte, vigoureuse et bien armée pour le combat qu'elle aura à livrer elle aussi dans le champ du travail où toutes les classes de la société sont appelées à lutter.

Pour cela il faut former la jeunesse à la vie qui l'attend plus tard en lui inculquant les connaissances utiles et indispensables aux différents états qu'elle embrassera. Et que notre but soit moins de

faire des hommes savants que des hommes de bien, des hommes de devoir. Apprenons-leur à aimer bien leur prochain et la patrie.

Il propose, appuyé par le député de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), que le débat soit ajourné.

A une heure la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures quarante

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant;

Le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 24) intitulé: "Loi concernant le code de procédure civile de la province de Québec";

Bill (bill no 56) intitulé: "Loi déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost";

Bill (bill no 58) intitulé: "Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul";

Bill (bill no 136) intitulé: "Loi amendant le code municipal";

Et bill (bill no 144) intitulé: "Loi concernant le palais de justice de Hull".

Palais de justice de Hull

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 144) intitulé: "Loi concernant le palais de justice de Hull".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Code municipal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 136) intitulé: "Loi amendant le code municipal".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession A. Prévost

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 56) intitulé: "Loi déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost."

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Code de procédure civile

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil légis-

latif au bill (bill no 24) intitulé: "Loi concernant le code de procédure civile de la province de Québec".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Côte-Saint-Paul

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 58) intitulé: "Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Écoles élémentaires

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée aujourd'hui que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les écoles élémentaires.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): N'est pas en état, à quelques heures d'intervalle, de répondre au discours élaboré et très bien fait du premier ministre, quoique ces résolutions aient été mentionnées dans le discours du trône, car il a donné des statistiques qu'il ne peut discuter si tôt.

Si les statistiques données par le premier ministre sont exactes, l'éducation a atteint un haut degré d'efficacité dans la province de Québec, et il est heureux de le constater.

Il offre ses félicitations au gouvernement pour cette mesure qui, dit-il, est un pas dans la bonne direction.

Il croit cependant que cette mesure n'est pas aussi complète qu'il l'aurait souhaité.

Je crois que nous devons nous occuper avant tout de la réforme de l'instruction primaire dans cette province. Il y a déjà longtemps que la nécessité de cette réforme se fait sentir, et tout ce que je regrette, c'est que le gouvernement ait attendu jusqu'à cette époque tardive pour s'en occuper.

L'honorable premier ministre nous informe que son intention est d'augmenter l'octroi destiné aux écoles communes, au moyen d'un fonds spécial qui sera constitué par la vente de quinze cent mille acres de terres colonisables qu'il doit réserver spécialement pour cet objet; et il prétend que, lorsque toute cette réserve sera vendue, le prix de vente, placé à intérêt, produira un revenu annuel de soixante mille piastres. Mais il nous informe en même temps qu'en attendant que cette opération aussi prolongée que compliquée s'accomplisse, le gouvernement ajoutera à l'octroi des écoles communes, une somme de cinquante mille piastres par année.

Il eut mieux valu dire tout de suite que cette dernière alternative représentait l'intention réelle du gouvernement, et que la première ne s'accomplira jamais. Il suffit de l'analyser quelque peu pour s'en convaincre.

Outre le long délai qui devra s'écouler avant

que cette immense étendue de quinze cent mille acres de nos terres publiques soit vendue et que le produit en soit totalement perçu et placé de manière à produire un revenu régulier, il y a cet autre inconvénient que l'honorable premier ministre n'a pas envisagé: c'est que la somme totale que produira cette vente, lorsqu'elle aura été complètement affectée, ne représentera pas le capital requis pour former ce revenu annuel de soixante mille piastres qu'il prétend en retirer.

Il suffit d'un calcul bien simple pour s'en convaincre.

Les terrains colonisables qui seront compris dans cette réserve se vendent au prix de trente centins de l'acre; ce qui représente un capital de quatre cent cinquante mille piastres, produisant au taux de quatre par cent, indiqué dans les résolutions soumises à cette Chambre, un intérêt annuel de dix-huit mille piastres. C'est donc dix-huit mille piastres seulement et non soixante mille que le gouvernement pourra retirer chaque année de cette réserve ainsi capitalisée, lorsqu'après un délai indéfini, la vente en sera totalement effectuée. C'est dire que son calcul n'est pas sérieux; d'autant moins sérieux, que les dépenses autorisées par la sixième résolution occasionneraient encore une forte réduction de ce fonds, déjà insuffisant, comme je viens de le démontrer.

Pourquoi ne pas nous déclarer immédiatement que son unique intention est de mettre à effet sa seconde alternative; c'est-à-dire d'augmenter purement et simplement l'octroi annuel aux écoles communes de cinquante mille piastres. Sur ce point je coïnciderai parfaitement avec lui, et l'Opposition se joindra volontiers au gouvernement pour aviser au moyen d'employer cette somme le plus efficacement possible à l'avancement de l'enseignement primaire dans notre province.

C'est là une de ces questions qui doivent être considérées par toute la députation, sans esprit de parti. C'est ce que nous sommes disposés à faire, en avisant avec le gouvernement aux moyens d'arriver au résultat désiré.

Je constate avec plaisir que l'honorable premier ministre, dans l'exposition qu'il vient de faire de la question, a paru vouloir la placer sur ce terrain de neutralité patriotique; c'est pourquoi je ne comprends pas bien la nécessité qu'il a paru éprouver, avant d'envisager le côté pratique de son sujet, de faire des déclarations de principes parfaitement inutiles à mon avis.

Nous n'avons pas besoin d'offrir à notre population des assurances au point de vue de la direction morale qui doit être donnée à nos écoles publiques; toutes les garanties requises sont consignées dans nos lois, et elles y resteront. Les consciences peuvent demeurer parfaitement à l'aise à cet égard. Que ce soit le gouvernement actuel, ou le parti que j'ai l'honneur de diriger qui soit chargé à l'avenir, de l'administration des affaires de cette province, les mêmes garanties seront respectées. Les antécédents de l'honorable premier ministre, comme les miens, devraient être assez connus à cet égard, et s'il était nécessaire,

pour rassurer le public, que je fisse, moi aussi, une déclaration de principes comme mon honorable préopinant a cru devoir en faire une, je n'hésiterais pas à la donner de la manière la plus positive et la plus claire possible.

Nous sommes, de ce côté-ci de la Chambre, d'une seule opinion pour réprouver les écoles sans Dieu. Nous possédons l'enseignement moral et religieux dans nos écoles, et nous le conserverons.

L'éducation de la jeunesse doit être, comme vient de la dire l'honorable premier ministre, physique, morale et intellectuelle tout à la fois; il faut que le cœur de l'enfant soit cultivé en même temps que son intelligence, et qu'il s'imprègne simultanément, dans le cours de ses études, des principes de moralité chrétienne, et des connaissances pratiques, afin de devenir plus tard un excellent et utile citoyen. Qu'il soit donc bien compris, une fois pour toutes, que l'enseignement religieux sera respecté et maintenu dans nos écoles. Mais à côté de cet enseignement, il y a celui des notions et des choses usuelles; c'est, selon moi, cette partie du système qui est défectueuse et qui demande une réforme sérieuse, afin que notre jeunesse puisse acquérir toute la compétence voulue pour la placer au niveau de la jeunesse de nos provinces soeurs, et la mettre en position d'entreprendre avec elle les luttes de la vie. C'est à cet unique point de vue que nous devons envisager, dans cette discussion, les réformes à opérer. Nous sommes tous d'accord sur leur nécessité nous devons rechercher les meilleurs moyens de les réaliser.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Est-ce assez d'une demi-heure par jour?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Voilà déjà l'esprit de parti qu'on veut introduire dans la discussion.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Cela ne répond pas à ma question.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Et je n'y répondrai pas, car je veux limiter mes remarques à l'état de choses que nous constatons en notre province et aux moyens de l'améliorer.

Ce qui manque surtout à notre enseignement primaire, c'est la méthode. Sans aucun doute, nos instituteurs et nos institutrices sont insuffisamment rétribués, et nous devons, en augmentant l'octroi scolaire, voir à ce que cette augmentation profite à ceux d'entre eux qui le méritent, par un surcroît de rémunération qui puisse les encourager à poursuivre avec énergie la carrière difficile qu'ils ont entreprise. Il en est de cette carrière comme de toutes les autres, elle requiert des connaissances spéciales, et pour les obtenir il faut qu'un instituteur, avant de se mettre à l'oeuvre, subisse un stage, pendant lequel il pourra se familiariser suffisamment avec les notions rudimentaires de la science pédagogique, pour s'acquitter efficacement de ses devoirs. Cette préparation lui est nécessaire com-

me elle est nécessaire à l'homme de profession, et même à l'artisan. On ne devient pas avocat, médecin, ou notaire sans s'y être préparé par une cléricature, comme on ne devient pas charpentier, maçon ou forgeron sans avoir passé par l'apprentissage. La profession de l'enseignement, la plus importante peut-être puisqu'elle est chargée de l'éducation morale et intellectuelle des jeunes générations, moins que les autres n'est exempte de ces études préliminaires. Malheureusement, elles font presque entièrement défaut chez la plupart de nos instituteurs, et surtout chez nos institutrices dans les écoles publiques. Bien souvent une jeune fille, après quelques années de pensionnat à l'âge de dix-sept ou dix-huit ans, sans posséder les moindres notions pédagogiques, est chargée d'enseigner à une nombreuse classe d'élèves dont quelques-uns lui sont à peine inférieurs en âge; il s'ensuit une absence complète de discipline et un enseignement défectueux, sans méthode, qui ne produit que des résultats déplorablement insuffisants, lorsqu'ils ne sont pas complètement nuls.

Voilà la grande lacune qu'il nous faut combler (et c'est une réforme urgente qui s'impose), en nous servant, en attendant mieux, des matériaux que nous avons sous la main.

Inutile d'espérer qu'il soit possible d'imprégner du jour au lendemain, les quelque six mille instituteurs et institutrices qui dirigent actuellement nos écoles publiques, d'une méthode bien complète; mais nous pourrions au moins utiliser ce nouvel octroi en le faisant servir à leur inculquer les notions élémentaires de la science pédagogique, indispensables à la bonne conduite et au succès d'une école. On m'a suggéré pour cet objet un procédé très simple et peu dispendieux dont je propose au gouvernement de faire l'essai.

Nos inspecteurs d'écoles sont maintenant tenus de faire deux visites par année à toutes les écoles de leur circonscription, l'une au début et l'autre à la fin de l'année scolaire. La première n'est pas indispensable, et pourrait être utilement remplacée par deux ou trois jours de conférences que l'inspecteur donnerait à tous les instituteurs et institutrices de chacune de ses municipalités, en les réunissant à cet effet, dans la localité la plus centrale de chaque comté compris dans sa circonscription. Dans ces conférences, l'inspecteur traiterait uniquement et sommairement de la méthode d'enseignement la plus pratique, et il en terminerait le cours par un examen où il pourrait constater le degré de mérite de chacun de ses instituteurs et institutrices, au point de vue de l'assistance régulière et de l'application des notions pédagogiques qu'il se sera efforcé de leur inculquer, et il leur distribuerait des certificats en conséquence. Cet enseignement sommaire serait fait sous le contrôle du Conseil de l'instruction publique, conformément au programme et aux instructions émis par ce conseil. Sur la foi de ces certificats, des primes représentées par un bonus ajouté au salaire, seraient accordées à ceux des maîtres et maîtresses diplômés qui auraient le mieux profité de ces leçons, en les mettant

efficacement en pratique dans le cours de chaque année scolaire, et qui auraient enseigné avec le plus de succès toutes les matières du programme d'étude approuvé. Au moyen de ce procédé peu dispendieux, le personnel du corps enseignant acquièrerait, dès une première année, quelques notions indispensables de pédagogie qu'il appliquerait dans le cours de cette année; il y aurait là un certain progrès qui s'accomplirait spontanément sur toute l'étendue de la province; mais ce progrès s'accroîtrait graduellement et sûrement dans l'école, à la suite de chacune des séries de conférences à laquelle aurait pu assister l'instituteur dans le cours de sa carrière; et nul doute qu'après quelques années d'un entraînement de ce genre, régulièrement suivi, tous les instituteurs et institutrices sérieusement voués à leur vocation, qui auraient profité de cette occasion de se rendre compétents, finiraient par placer leurs écoles sur un pied d'efficacité satisfaisant. Et ils seraient encouragés dans cet utile travail par l'appas des primes offertes aux plus méritants, sous la forme d'une augmentation sensible de leur salaire annuel.

Au sujet des examens et conférences pédagogiques, les inspecteurs d'écoles sont souvent très ignorants; ils sont les causes du mal qui existe dans notre système d'instruction primaire. Il faudrait quelques changements en ce sens, et si on parvenait à améliorer cette partie du service on aurait au moins la certitude que les octrois demandés par le premier ministre seront dépensés judicieusement.

Ce n'est pas un système complet que je propose; mais il offre, en attendant mieux, le moyen d'initier promptement tous ceux qui voudront en profiter, aux notions élémentaires de la science pédagogique, indispensables à la bonne tenue d'une école. Ce serait déjà une amélioration considérable sur l'état de choses existant, dont la présente génération profiterait en attendant des progrès plus complets. Et je n'ai aucun doute que le succès qu'elle obtiendrait dans nos écoles communes serait une source de satisfaction propre à surmonter, jusqu'à un certain degré, le découragement ou l'indifférence d'un grand nombre de parents qui, aujourd'hui, négligent de contraindre leurs enfants à l'assistance régulière, sous le prétexte, trop souvent fondé, qu'ils n'apprennent rien et qu'ils perdent leur temps à l'école.

Grâce à cette regrettable impression, généralement répandue, nos écoles primaires, trop peu fréquentées, restent souvent dans des conditions d'infériorité regrettables; ce qui fait qu'une bien forte proportion de l'intelligente et industrielle jeunesse de nos villes et de nos campagnes est privée de l'instruction pratique, essentielle à son avancement et à ses succès dans la carrière qu'elle adopte.

Le devoir impérieux qui nous est imposé, comme législateurs, est donc de pourvoir efficacement au relèvement de l'enseignement primaire, en lui fournissant les ressources requises, et en le plaçant, par la modicité des sacrifices individuels,

à la portée des moins fortunés. C'est dire que les subventions législatives affectées aux écoles communes doivent être augmentées autant que le permettra notre condition financière, et que, d'un autre côté, les dépenses essentielles imposées aux familles pour l'instruction de leurs enfants, doivent être réduites au plus bas chiffre.

Pour ce dernier objet, il paraît urgent que, sous la direction du Conseil de l'instruction publique, une série, uniforme autant que possible, des livres de classe soit adoptée et fournie aux élèves dans toutes les municipalités scolaires, afin qu'en passant d'une école à une autre, ils ne subissent, par leur déplacement fréquent, surtout dans les grands centres industriels, la nécessité dispendieuse de se pourvoir à neuf.

Cette simple réforme est désirable, non seulement au point de vue de l'économie dans l'enseignement de la jeunesse appartenant aux classes ouvrières, mais aussi comme moyen d'obtenir l'uniformité des matières enseignées dans toutes les écoles de la province.

Ces quelques suggestions me sont inspirées par le désir sincère de faciliter au gouvernement la tâche qui lui incombe, celle de placer l'instruction publique sur un pied de complète efficacité. Et je suis en position de lui donner l'assurance que tout ce qu'il entreprendra d'utile en ce sens, recevra, de la part du Parti libéral, le plus cordial appui.

Et s'il nous est donné dans un avenir prochain, de présider aux destinées de cette province, nous entendons nous dévouer tout spécialement au développement de l'instruction primaire.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Aimerais que le système d'éducation dans la province relève entièrement du gouvernement. Il ajoute que la province devrait avoir un ministre de l'Education. Il critique l'administration actuelle des écoles. Si l'instruction élémentaire nécessite des subsides supplémentaires, ils devraient être accordés au mérite. Le simple fait d'augmenter les crédits ne corrigera pas les défauts du système. Le gouvernement devrait fixer à \$300 le salaire minimum annuel des instituteurs des écoles élémentaires et rendre obligatoire le paiement de cette somme aux professeurs compétents diplômés de l'école normale. Les professeurs sont les membres les plus utiles et les plus importants de la société et à ce titre doivent être les fonctionnaires les mieux rémunérés. Ceci étant accompli, on cessera de diviser les districts scolaires. Les territoires qui ont été réduits devraient être agrandis pour permettre l'augmentation de salaire des professeurs. Un instituteur devrait recevoir un salaire suffisant. Les bâtisses devraient aussi recevoir notre attention. Plusieurs écoles sont trop étroites; l'ameublement et la ventilation ne sont pas adéquats. C'est vraiment une honte de voir des enfants obligés de s'asseoir sur des bancs qui n'ont pas de dossiers. Le gouvernement actuel se vante des progrès accomplis, mais il ne suggère aucune réforme et le vieux système inefficace va demeurer. L'action entreprise par le gouvernement ne donnera pas de bons résultats à moins

que des réformes radicales au système accompagnent l'augmentation des subventions.

Lorsque nous proposons certaines réformes à apporter dans l'administration, on nous accuse de vouloir ruiner la province avec nos idées progressives ou révolutionnaires. Si notre système d'éducation n'est pas d'un niveau aussi élevé que celui des autres provinces, la Législature doit être blâmée.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Mon intervention devant cette Chambre n'a pas besoin de justification pour nous inciter tous à admettre l'importance d'un système adéquat de l'instruction publique, non seulement pour chaque particulier, mais pour la communauté dans laquelle il évolue, pour l'Etat et aussi pour la nation. Mais puisque l'obligation et la responsabilité de fournir l'éducation au peuple n'incombent plus uniquement aux parents ou aux professeurs, mais reviennent aussi à l'Etat, c'est le rôle de ce dernier et aussi du député responsable du département de l'Instruction publique, le rôle de mes collègues et le mien, de mettre tout en oeuvre pour offrir à la prochaine génération le meilleur système d'éducation possible correspondant à notre revenu et à nos ressources. C'est la raison pour laquelle l'administration actuelle, après avoir réussi à équilibrer les dépenses et les recettes, s'est attaquée à cette autre grande question, celle de l'instruction publique. La décision du chef du gouvernement, annoncée presque immédiatement après la formation de son cabinet, de vouloir donner la priorité à l'éducation a été plus appréciée que bien d'autres déclarations du premier ministre.

De toutes les parties de la province affluent des opinions sérieuses favorisant une réforme de l'éducation. Ces opinions ne proviennent pas uniquement des partisans du gouvernement actuel; ainsi la presse libérale autant que la presse conservatrice appuie le mouvement. C'est très bien ainsi et le gouvernement comme le public approuvent cette initiative. Les questions d'éducation doivent demeurer en dehors de la politique. La Chambre entière doit collaborer au perfectionnement de notre système d'éducation. Même si le gouvernement en assume la responsabilité, les deux groupes politiques de cette Chambre ainsi que chaque député doivent suggérer des améliorations pour aider cette grande et noble cause. J'ai déjà dit que la presse des deux partis politiques admettait la nécessité d'une action gouvernementale dans ce domaine. La presse libérale a déjà signalé à l'attention du public les supposées déficiences du système actuel et nous avons malheureusement constaté qu'elle n'offrait pas de solutions pour y remédier. D'autre part, le gouvernement a procédé à une étude sérieuse de la situation depuis qu'il est au pouvoir et a analysé les besoins des écoles et des professeurs. Avant de parler des changements que le gouvernement désire apporter à notre système d'instruction publique, je dois déclarer que nous n'avons nulle raison d'avoir honte de l'origine de notre système d'éducation dans la province. Cette his-

toire s'identifie largement à l'histoire de la nation. Avant 1760, il n'existait aucun système d'écoles publiques au Canada et le gouvernement n'accordait pas de subsides pour venir en aide à l'éducation. Cependant, sous le régime français, des travaux très intéressants ont été accomplis dans ce domaine, plus particulièrement par les membres des communautés religieuses venus s'établir en Nouvelle-France comme missionnaires auprès des tribus indiennes. Les Récollets, les Jésuites, les Ursulines avaient établi leur maison-mère à Québec, tandis que les dames de la Congrégation ainsi que les Sulpiciens avaient choisi Montréal. Les Ursulines et les dames de la Congrégation se dévouaient à l'éducation des filles et les autres communautés voyaient à l'éducation des garçons. C'est de cette façon que fut instauré le système scolaire, séparé selon le sexe, qui est la caractéristique principale des écoles catholiques romaines dans la province à l'heure actuelle. Pour leur venir en aide, ces communautés recevaient de temps à autre des subsides en terres du roi de France ainsi que des dons de particuliers. Je ne veux pas ennuyer la Chambre avec l'historique des débuts et de l'évolution de l'éducation sous le régime français dans la province de Québec. Au départ, ces communautés voulaient enseigner aux jeunes indiens, mais elles acceptèrent aussi de fournir l'enseignement aux enfants des colons. L'histoire de quelques-unes de ces institutions, comme celle du couvent des Ursulines à Trois-Rivières et de sa maison-mère et celle du premier collège des Jésuites à Québec est très liée à l'histoire de la Nouvelle-France. Je ne veux pas m'attarder sur ce sujet ni sur les actes héroïques des découvreurs de l'Ouest canadien et le martyr de ces saints hommes dont certains furent jadis professeurs au collège des Jésuites.

Le fruit de leur travail dure encore et le Canada honorera toujours leur mémoire avec grand respect. Parlant du vieux collège des Jésuites, il ne faut pas oublier le petit Séminaire de Québec, fondé par monseigneur de Laval en 1668 et qui pendant plusieurs années fut l'école préparatoire au collège. Permettez-moi aussi de nommer la Congrégation de Notre-Dame de Montréal fondée en 1653 par Marguerite Bourgeoys pour s'occuper de l'éducation des jeunes filles. Le travail des dames de la Congrégation s'est étendu tellement rapidement que bientôt elles ne suffirent plus à la tâche. En 1888, elles organisèrent une classe d'enseignement pour former des professeurs qui à leur tour transmirent leurs connaissances aux jeunes filles. Ce fait est très important, car il marque la fondation de la première école normale dans la province. C'est aussi une remarque qui se veut objective pour les jeunes qui, dès qu'ils quittent les bancs d'écoles, se considèrent dument qualifiés pour devenir professeurs, même s'ils n'ont reçu aucune formation dans ce sens. Vous est-il déjà venu à l'esprit, vous, messieurs les députés qu'il y a deux cents ans, ce que nous considérons une époque très reculée, les gens organisaient leur vie d'une façon bien différente. En 1836, il fut décidé d'ouvrir des écoles normales

dans la province et on demanda aux Ursulines de Québec et de Trois-Rivières d'ouvrir des classes pour la formation des maîtres pour ces écoles normales. Les trois premières écoles normales, toujours existantes, ouvrirent leurs portes en 1857 et la direction du département des jeunes filles de l'Ecole normale Laval fut confiée aux Ursulines de Québec. Savez-vous que les ententes établies à cette époque avec ces religieuses subsistent toujours? A la fin du siècle dernier et au début du 20e d'autres écoles furent établies un peu partout dans la province. Dans les villages les plus importants, la direction des écoles catholiques romaines était confiée au curé. La Société d'éducation de Québec qui était sous la présidence de Joseph-T. Perrault ainsi que la "British and Canadian School Society" apportèrent une contribution louable à l'éducation en venant en aide aux écoles de Québec et de Montréal et des environs. Les "United Empire Loyalists" ouvrirent une école dans chacun de leurs établissements au Canada et les immigrants des îles britanniques construisirent de leurs seuls efforts, plusieurs écoles dans leurs cantons et assumèrent eux-mêmes les frais d'instruction de leurs enfants. Je ne m'attarderai pas à vous parler de la période de la "Royal Institution", une sorte de comité d'Etat à l'éducation, ni de l'établissement des "Royal Grammar Schools" de Montréal et de Québec, ni des collèges classiques de Nicolet, Saint-Hyacinthe, Sainte-Thérèse, Chambly, Sainte-Anne et l'Assomption. J'arrive donc à l'année 1829 qui vit naître le premier système d'écoles publiques dans la province. C'est en 1829 que fut adoptée la première loi des écoles élémentaires publiques de la province de Québec. Cette loi prévoyait l'élection de cinq administrateurs dans chaque province ou canton pour administrer les écoles de chaque paroisse ou canton. Ils recevaient un octroi ne dépassant pas 50 livres sterling pour la construction de chaque école. Ils devaient faire un rapport à la Législature. On donnait aussi un octroi annuel de 20 livres sterling à chaque professeur ainsi qu'un octroi de dix shellings à chaque élève jusqu'à une limite de cinquante. Le système fonctionnait sur une base temporaire et volontaire. La taxe scolaire sur la propriété n'existait pas.

Lorsque les gens désiraient avoir une école, ils devaient fournir l'édifice et payer les frais scolaires de leurs enfants. Le gouvernement payait le salaire des professeurs. Il n'y avait pas d'inspecteurs rémunérés, ni de surintendant à l'éducation et ils n'existaient pas de surveillance efficace des écoles. Le clergé et les administrateurs du comté exerçaient la surveillance. Un certificat des administrateurs locaux et du député du comté à l'effet que toutes les exigences avaient été respectées était nécessaire pour obtenir le paiement des octrois. Même s'il y avait bien des lacunes dans les écoles dans les années 1829-32 ainsi que dans les lois qui les régissaient, on construisit plus de 1500 écoles élémentaires dans les districts ruraux de la province de Québec. Le rapport très complet sur l'éducation dans la province, rédigé sous la direction de Lord Durham en 1838, ainsi que la publi-

cation en 1841 d'une importante série de lettres par Charles Mondelet concernant un système d'écoles publiques dans la province entraînèrent l'adoption de la Loi de 1841 qui prévoyait un fonds commun pour les écoles, la nomination d'un surintendant, l'élection de commissions scolaires, la mise sur pied d'écoles séparées pour la minorité et un système de taxation obligatoire pour l'entretien des écoles. Cette loi modifiée en 1846 et amendée en 1849 ressemblait beaucoup à la loi actuelle sur les écoles de la province. Cette loi entraîna des progrès remarquables dans le domaine de l'éducation au Québec. Depuis la Confédération, plusieurs amendements ont été apportés aux lois régissant les écoles. Le principal amendement fut celui de la séparation de notre système d'éducation en deux sections autonomes, une catholique et l'autre protestante, ainsi que l'attribution à la section protestante du Conseil de l'instruction publique de la surveillance de toutes les écoles protestantes. Toutefois, le comité protestant avait la liberté de choisir tous les administrateurs d'écoles pour les institutions protestantes. La minorité protestante reçut l'assurance qu'aucune nomination ne serait faite sans le consentement de ce groupe. Je suis d'avis que la minorité québécoise est satisfaite de son statut actuel en ce qui touche l'éducation. Dernièrement, on a vu les efforts accomplis pour instaurer un système semblable d'écoles séparées en faveur de la minorité d'une autre province. Ces démarches avaient été confiées aux autorités les plus éminentes dans le domaine de l'éducation soit Sir William Dawson, ancien directeur de McGill et le docteur Henneker, le chancelier du "Bishop's College" de Lennoxville. Je n'hésite pas à affirmer qu'il est difficile de formuler des critiques sur nos institutions d'enseignement supérieur! Elles sont sur un pied d'égalité avec les meilleures qui existent. Les professionnels diplômés de l'université Laval, de McGill et du Bishop's College de Lennoxville occupent aujourd'hui des postes de commande dans le monde civilisé. Les hommes d'affaires qui ont le mieux réussi au Canada et aux Etats-Unis ont reçu leur formation dans les collèges de Montréal et Québec. Toutes les personnes qui s'intéressent à la cause de l'éducation apprécient la générosité de nos citoyens fortunés à l'égard de nos maisons d'enseignement qui leur ont inculqué l'amour de la philosophie, de la science, après avoir reçu une instruction élémentaire complète. Le gouvernement désire attirer l'attention de la Chambre sur ce sujet, l'instruction élémentaire, car c'est là que nous disons concentrer nos efforts. Ainsi s'exprimait l'éloquent M. Chancey Depew l'autre jour à New York. Il disait que l'Etat devait mettre l'accent sur l'éducation élémentaire, et il en est de même pour nous. C'est le niveau d'instruction qui laisse le plus à désirer, qui est l'objet de critiques sévères, malgré les progrès accomplis. En général, les lacunes qu'on a signalées ne dépendent pas du système. Elles sont plutôt dues à des circonstances indépendantes de notre volonté, telles que l'éparpillement de la population dans nos campagnes et la pauvreté de certains colons dans nos

municipalités rurales. Le gouvernement croit qu'il est de son devoir de venir en aide à cette catégorie de citoyens le plus rapidement possible, après avoir rétabli l'équilibre financier dans la province, et cette mesure sera bénéfique. L'orateur continue en disant que le gouvernement a fourni des efforts pour améliorer le système d'instruction publique dans la province, et qu'il n'est pas aussi mauvais qu'on le laisse supposer. Il cite alors des statistiques du surintendant de l'Instruction publique pour 1895-96: Nombre total d'écoles, 5 903; nombre total d'élèves, 303 619; assistance moyenne d'élèves par école, 51; assistance des élèves pour toutes les écoles, 230 419 ou de 76 pour cent; nombre d'enfants entre 5 et 16 ans dans la province, 328 420; nombre d'enfants entre 5 et 16 ans qui vont à l'école, 289 979 ou 88.29 pour cent. Nombre total de professeurs et d'instituteurs et institutrices laïques, 2 465; grand total du nombre de professeurs, instituteurs et institutrices, 9 980. Nombre de professeurs, hommes et femmes sans brevet:

En 1893-94.	1 080
En 1894-95.	899
En 1895-96.	686

Diminution en deux ans. 394

Cette diminution est due aux règlements sévères du conseil de l'Instruction publique. Ils stipulent que les personnes sans diplôme qui sollicitent la permission d'enseigner s'engagent, par une promesse écrite, à subir un examen pour l'obtention d'un certificat à la prochaine réunion du conseil des examinateurs du district. Moyenne des salaires des enseignants, hommes et femmes:

En 1895-96.	\$149.70
En 1894-95.	<u>142.65</u>
Augmentation en 1895-96.	\$ 7.05
Les dépenses pour le fonds de retraite se sont élevées à \$37 809.32 et les entrées à	\$31 185.69
Déficit pour l'année.	\$ 6 623.46
Le capital de ce fonds de retraite est de	\$182 352.38.

Cette somme a été confiée au trésorier de la province et porte un intérêt de 5 pour cent.

Les statistiques suivantes montrent le progrès accompli dans le domaine de l'éducation, au cours des années 1867-1868, 1887-88 et 1895-96, respectivement:

Nombre d'écoles, 3 907; 5 322; 5 903. Nombre d'étudiants, 212 837; 259 131; 303 619. Instituteurs et institutrices, laïques et religieux, 4 536; 8,172; 9 980. Sommes payées par les contribuables, \$1313 149; \$2 022.898; \$2 407,633. Sommes payées par le gouvernement, \$256 672; \$362 220; \$392 760. Somme totale des dépenses pour les institutions publiques en 1895-96, \$2 800 393. L'honorable ministre parle ensuite de certains détails de cette mesure que le premier ministre avait déjà expliqués et plaide la cause des municipalités dépourvues qui désirent une aide accrue; il aborde aussi la question des manuels scolaires dont le gouvernement se préoccupe beaucoup.

Il est important de diminuer le coût des livres pour les parents. Le gouvernement espère atteindre ce but en adoptant une politique uniforme. Ainsi, il verra à distribuer gratuitement les livres aux écoles pauvres dans différentes régions de la province. Le gouvernement a aussi l'intention d'étendre le système actuel d'écoles normales et l'orateur insiste sur la nécessité d'embaucher des professeurs dûment qualifiés. Cette politique aiderait le gouvernement à mettre à exécution une autre mesure importante, soit l'augmentation de salaire des instituteurs. Le gouvernement, avec la collaboration d'experts dans le domaine de l'instruction publique, procède à une étude comparative des systèmes d'éducation de l'Ontario et des Etats-Unis et étudie les réformes à effectuer dans l'éducation. Il termine son discours en insistant sur la nécessité et les avantages d'un système national adéquat de l'instruction publique.

M. J.P. COOKE (Drummond): Prend aussi la parole.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire mettre à part et d'approprier, pour les fins des écoles élémentaires, un million cinq cent mille acres des terres publiques, dont il sera disposé en la manière, à tel prix et aux conditions qui pourront être fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

2. Que les deniers provenant de la vente ou de l'aliénation d'une partie quelconque desdites terres seront placés et appliqués aux fins de créer un capital qui soit suffisant, à quatre pour cent d'intérêt, pour produire, chaque année, une somme nette de soixante mille piastres; que ce capital et le revenu en provenant constitueront le fonds des écoles élémentaires, et que le capital dudit fonds sera placé en obligations ou rentes inscrites de la Puissance ou de la province.

Adopté.

3. Que le revenu dudit fonds sera employé, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil, par le surintendant de l'Instruction publique, à développer l'instruction élémentaire, dans les municipalités pauvres, à aider les écoles dont sont appelées à bénéficier les classes ouvrières dans la cités et les villes, à améliorer la condition des instituteurs des écoles élémentaires et des écoles modèles, à fournir gratuitement des livres de classe, et, généralement, à répandre d'une manière plus efficace l'instruction élémentaire dans toute la province, le tout dans la mesure qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner, et conformément aux règlements qu'il pourra juger à propos de faire.

Adopté.

4. Que, pour les fins mentionnées dans la résolution précédente, jusqu'à ce que ledit fonds des écoles élémentaires produise un revenu

annuel net de soixante mille piastres, il sera accordé chaque année à Sa Majesté, une somme de cinquante mille piastres, à prendre sur le fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

5. Qu'aussitôt qu'un revenu annuel net de soixante mille piastres sera produit par le fonds permanent, ladite allocation faite à même le fonds consolidé du revenu cessera; mais si, dans une année ultérieure quelconque, le revenu provenant dudit fonds permanent, pour une raison quelconque, n'atteint pas la somme annuelle de soixante mille piastres, le trésorier de la province devra payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises, de temps à autre, pour couvrir le déficit; mais ces sommes devront être remboursées à même le surplus du revenu dudit fonds, chaque année que ce revenu excédera ladite somme de soixante mille piastres.

Adopté.

6. Que tous les frais d'administration et de vente des terres mises à part, ainsi qu'il est mentionné dans la première de ces résolutions, seront payés à même les deniers en provenant, avant d'employer les sommes ainsi obtenues pour les écoles élémentaires.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures quarante-cinq

Messages du Conseil législatif:

M. l'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 7) intitulé: "Loi concernant la nomination des députés protonotaires, des députés-shérifs et des députés-régistrateurs";

Bill (bill no 12) intitulé: "Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 36, relativement aux chemins de fer sous séquestre";

Bill (bill no 19) intitulé: "Loi concernant les sténographes de la Cour supérieure";

Bill (bill no 20) intitulé: "Loi amendant la loi relative à la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine";

Bill (bill no 104) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des "Homesteads";

Bill (bill no 111) intitulé: "Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des statuts refondus et ses amendements";

Bill (bill no 13) intitulé: "Loi amendant la Compagnie d'exposition de Montréal";

Bill (bill no 23) intitulé: "Loi concernant les subsides aux chemins de fer";

Bill (bill no 129) intitulé: "Loi concernant l'asile de la Longue-Pointe";

Bill (bill no 124) intitulé: "Loi amendant la loi relative aux compagnies pour le gaz et l'eau";

Et bill (bill no 137) intitulé: "Loi concernant la juridiction de la Cour du banc de la reine en appel, et de la Cour supérieure".

Ecoles élémentaires

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions rapportées aujourd'hui du comité de toute la Chambre concernant les écoles élémentaires étant lu;

Les résolutions sont adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 14) concernant les écoles élémentaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Ecoles élémentaires

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité de subsides.

M. J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Je propose une motion qui sans doute sera rejetée par la majorité des députés de cette Chambre. Néanmoins cette motion aurait pour effet, si elle était mise en application, d'améliorer le fonctionnement du service public dans la province.

Tous les députés savent qu'au début de cette session j'ai demandé la présentation de tous les documents concernant le congédiement du docteur Devlin de l'asile de Longue-Pointe. Maintenant que la session tire à sa fin, M. l'Orateur, on dépose les documents. Mais, en y jetant un coup d'oeil, il est facile de constater la raison de ce délai prolongé. D'abord, aucun de ces documents ne démontre l'incapacité du docteur Devlin à continuer d'exercer les fonctions qu'il a occupées les neuf dernières années. En réalité, il n'existe aucun document écrit antérieur à la date de son renvoi en avril de l'année dernière. Les documents dépo-

sés sont tous récents, et je dirais même qu'ils ont été fabriqués pour l'occasion. Il y a une lettre du docteur Villeneuve, en date du 9 novembre dernier dans laquelle il offre de prêter ses services au gouvernement pour le sortir de cette impasse. Le docteur Villeneuve, dans sa lettre, laisse entendre que même si dans le passé, il n'a jamais porté plainte, il est prêt, plus ou moins contre son gré, à assumer une part de responsabilité dans cette affaire. Le surintendant doit se trouver dans une situation désagréable, lui qui a affirmé souvent ne rien connaître de cette affaire et n'avoir jamais été consulté.

Le second document est une lettre des religieuses qui ont charge de l'asile. Dans leur lettre, les religieuses versent un baume sur les sentiments blessés de l'honorable secrétaire provincial en disant toute l'estime qu'elles lui portent et en précisant que le représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett) a l'habitude de visiter l'asile au même moment que le surintendant. Maintenant, si les médecins nommés par le gouvernement doivent tout simplement jouer le rôle d'inspecteurs, quel est l'avantage d'une visite conjointe après avoir prévenu les religieuses de leur visite? Je soutiens que cette façon de procéder va à l'encontre des intérêts des pensionnaires de l'asile et de ceux de la province. Les médecins-inspecteurs ont le droit de visiter librement l'asile lorsqu'ils le jugent opportun; ils devraient avoir accès en ces lieux lorsqu'ils le désirent et les propriétaires devraient leur faciliter la tâche, pour être en mesure de constater de quelle façon la province est traitée. C'est la raison pour laquelle ils ont été nommés à ce poste, et pour exécuter leur travail consciencieusement, ils doivent faire leur inspection séparément, et ensuite, se réunir pour comparer leurs observations.

Cette lettre a été décrite par les religieuses pour jeter de la poudre aux yeux des députés de la Chambre. On veut laisser croire que les religieuses ont eu à se plaindre du docteur Devlin; mais au moment de son congédiement, j'ai interrogé les religieuses qui ont affirmé n'avoir jamais été consultées à ce sujet. Elles disent n'avoir aucune plainte à formuler et elles ajoutent que le docteur Devlin est un homme assidu et consciencieux.

Profitant de leurs bons sentiments à l'égard du docteur Devlin, j'ai obtenu de la révérende mère une lettre que je vais vous lire. Dans cette lettre, la religieuse affirme n'avoir jamais eu à voir directement ou indirectement au congédiement du docteur Devlin; donc, si elle n'a jamais été mêlée même directement, elle ne peut avoir porté plainte. La date inscrite sur cette lettre indique aussi que l'autre lettre déposée par le gouvernement ce soir a été obtenue simplement dans le but de fabriquer une cause, ce qui n'aurait pu se faire sans cette preuve de dernière minute.

Il fait l'éloge du docteur Devlin et dit qu'il prenait peu de vacances lorsqu'il travaillait à l'asile. Il prenait de huit à dix jours en été, soit une semaine sur les trois semaines auxquelles il avait droit. Il fait alors allusion à une lettre à ce propos adressée au représentant de Montréal no 4 (l'hon-

norable A.W. Atwater) par des membres du clergé catholique de Montréal.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Déclare qu'il n'a jamais entendu parler de cette lettre.

M. J.J. E. GUERIN (Montréal no 4): Pour en arriver aux faits réels, le docteur Devlin et sa famille sont de vieille souche libérale. M. Charles Devlin député du comté d'Ottawa a participé activement à la dernière élection au Québec; il se peut qu'on ait voulu le punir en s'attaquant à son cousin le docteur Devlin. Maintenant, si les vainqueurs doivent occuper les postes et si c'est l'attitude que se propose d'adopter le gouvernement, aussi bien nous le faire savoir le plus tôt possible. Si nous devons adopter le système américain et révoquer les gens en place à chaque changement du gouvernement, nous devrions le savoir maintenant. Les députés au pouvoir ne sont pas entourés de gens stupides. J'espère qu'ils ne s'imaginent pas diriger la province éternellement; maintenant qu'ils sont au pouvoir, le plus tôt ils se prononceront, mieux ce sera. Par conséquent, je propose comme amendement, appuyé par le député de Maskinongé (M. H. Caron), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "Cette Chambre est d'opinion qu'il n'est pas de l'intérêt de la province, que les employés publics, nommés par ordre en conseil et à titre permanent, soient révoqués sans plaintes ou preuve écrite".

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stantead): Explique que ce cas a été l'objet de longues discussions en Chambre et que l'on comprend que le député de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guérin) tente de se créer du capital politique en se servant du congédiement du docteur Devlin. Pour lui, il ne peut être question de politique dans cette affaire, puisque le docteur Devlin n'en a jamais fait. Le docteur Devlin a été démis de ses fonctions tout simplement parce qu'il ne peut les exercer adéquatement et qu'il a manqué à ses devoirs envers les malades de l'asile. Toute personne attachée à une institution de ce genre qui ne visite pas ses malades et contre qui le surintendant médical et les religieuses ont porté plainte devrait certainement être congédiée.

Le représentant de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guérin) a exigé la déposition de tous les documents. Ils ont tous été déposés, et malgré cela, l'honorable député a insinué qu'ils ne l'ont pas été. Le député de Stanstead ajoute qu'ils ont tous été déposés, à l'exception d'une lettre personnelle du docteur Hingston. Il parle du rapport du surintendant médical à l'effet que le docteur Devlin ne lui est d'aucun secours et que pour une raison que lui seul connaît, il n'existe aucune communication entre le docteur et lui-même au sujet de l'asile. Il ne critique d'aucune façon les qualifications professionnelles du docteur Devlin qui n'ont rien à voir dans cette affaire. Qu'importe au gouverne-

ment, aux religieuses en charge de l'institution, au surintendant médical ainsi qu'aux pauvres malades si le docteur Devlin ne visite pas l'asile ou s'il ne met pas à profit ses qualifications tant louées par le représentant de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guerin)? Par conséquent, le gouvernement ne se sent nullement impliqué par l'amendement proposé par le représentant de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guerin). Puisse ce dernier dormir en paix! Qu'importe le parti politique qu'appuie un fonctionnaire public; s'il ne remplit pas adéquatement ses fonctions, il doit être congédié. Le gouvernement a pris position suite aux plaintes verbales formulées par les religieuses à son prédécesseur le représentant de Dorchester (l'honorable L.-P. Pelletier), et suite à la lettre du surintendant médical, le docteur Villeneuve. Il fait ensuite la lecture de la lettre suivante:

Longue-Pointe, le 9 novembre 1896.

L'honorable secrétaire de la province,
Québec.

Honorable Monsieur,

En réponse aux informations que vous m'avez demandées au sujet du docteur Devlin, et que j'avais déjà données verbalement à votre prédécesseur, l'honorable M. Pelletier, j'ai l'honneur de vous faire les quelques remarques suivantes sur la manière dont Monsieur le docteur Devlin a rempli ses fonctions à l'asile Saint-Jean-de-Dieu.

Je désire vous dire d'abord que je n'ai jamais fait de rapport contre le docteur Devlin, me contentant toujours de répondre aux demandes qui m'étaient faites à ce sujet et par délicatesse pour un confrère. Je réponds aujourd'hui à votre lettre parce qu'elle m'est adressée par le ministre dont je relève. Je ne puis parler en connaissance de cause que depuis le moment où j'ai commencé à exercer les fonctions de surintendant médical, comme suppléant, c'est-à-dire, depuis le mois de décembre 1894 jusqu'à la révocation de M. le docteur Devlin qui a suivi de quelques jours la révocation de M. le docteur Devlin qui a suivi de quelques jours ma nomination comme surintendant médical par ordre en conseil. Je dois vous dire que je n'ai aucune aide de M. le docteur Devlin, ce monsieur n'ayant pas jugé à propos, pour des raisons que je ne connais pas, de se mettre en rapport suivi avec moi. Je n'ai eu que très rarement occasion de le voir et de le rencontrer à l'asile.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le ministre, votre obéissant serviteur,
(signé)

Geo. Villeneuve,

Surintendant médical.

Il lit aussi un extrait d'une lettre de la révérende mère Madeleine-du-Sacré-Coeur, supérieure de l'asile Saint-Jean-de-Dieu, datée du 16 novembre 1896: — "Il y a quelques mois, savoir lorsque le docteur Devlin était assistant du docteur Villeneuve, il ne venait, il est vrai que rarement, mais il venait généralement lorsque le docteur Villeneuve était parti ou absent. Et nous avions à recommencer les visites lorsque souvent elles venaient de

finir." Il insiste sur le fait que le représentant de Montréal no 6 (M. J.J.E. Guerin) est plus responsable que le gouvernement du tort causé à la réputation du docteur Devlin, puisque c'est lui qui a fait éclat de la révocation du docteur Devlin.

M. J.P. COOKE (Drummond): Appuie l'amendement et prend la défense du docteur Devlin qui, à son avis, est plus compétent que son successeur en aliénation mentale. Il attribue aussi son congédiement à la politique et soutient ne voir aucun motif pour ce renvoi dans la correspondance déposée en Chambre.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Guerin, Lemieux, Lussier, Marchand, Parent, Stephens, Turgeon, 16.

Contre: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bouffard, Bourbonnais, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, King, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 37.

Ainsi, l'amendement est résolu négativement. Alors, la motion principale étant proposée.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Attire l'attention de la Chambre sur la catastrophe de Roberval, et demande au gouvernement de venir en aide aux Ursulines de Roberval dont le couvent vient d'être détruit par le feu.

En apprenant cette nouvelle de bonne heure le matin, il s'est mis en communication pour se rendre compte de l'étendue du désastre. Tout a été détruit, à l'exception de l'aménagement de l'école ménagère.

Sept religieuses ont perdu la vie dans ce désastre. Il désire profiter de l'occasion pour rectifier l'opinion erronée qui circule à l'effet que les pertes de vie étaient dues aux issues de secours inadéquates. Il explique que les chambres des religieuses étaient situées à l'autre extrémité de l'édifice où se trouvait la chapelle et qu'elles avaient dû perdre la vie en tentant de sauver leurs biens. Les pertes totales s'élèvent à \$60 000.

Le couvent avait coûté \$35 000, et l'ameublement environ \$12 000. Il n'y avait que \$13 000 d'assurances affectées à un égal montant de dette contractée lors de la construction du couvent.

Il n'est pas besoin d'attirer l'attention de la Chambre sur le mérite des religieuses du couvent de Roberval. Tout le monde connaît le bien qu'elles répandaient dans la région du Lac-Saint-Jean.

On a fait courir le bruit que les religieuses, que le feu a épargné, devaient revenir à Québec. Mais les dévouées religieuses ne sont pas décou-

ragées, bien qu'elles soient aujourd'hui aussi pauvres que lorsqu'elles arrivèrent à Roberval en 1881, puisque l'assurance ne couvre que leurs dettes. Il n'est pas question pour le moment que les religieuses quittent Roberval. Elles reprendront leurs classes à l'hôtel Du Tremblay jusqu'à ce que d'autres arrangements soient pris. Ce n'est cependant qu'un logement temporaire, et il faudrait songer à reconstruire un autre édifice. Il est plus que probable que les murs serviront encore, mais il est évident que les frais seront malgré tout très considérables.

Il croit pouvoir compter sur les bonnes dispositions du gouvernement, de ses collègues, même de l'Opposition, pour obtenir des secours pour les religieuses de Roberval. Comme député du comté du Lac-Saint-Jean, il doit s'occuper tout particulièrement à remédier à ce malheur.

L'école ménagère a été fondée avec l'argent public et dans l'intérêt public et tout le monde y a vu une oeuvre superbe. L'incendie a détruit ce qui avait été fait au prix de grands sacrifices. Il semble que le gouvernement pourrait prendre sur lui de reconstruire cette école. Quant au couvent, le gouvernement pourrait-il aider à sa reconstruction?

Il espère que le gouvernement les aidera à reconstruire le couvent dont les murs tiennent encore. Il cite le cas de l'université de Toronto qui a reçu l'aide du gouvernement de l'Ontario après qu'un incendie ait détruit ses édifices.

La reconstruction du couvent, c'est un sujet délicat. Il croit qu'il serait opportun d'aider cette oeuvre de l'instruction dans cette région, surtout lorsque le gouvernement donne de nouveaux octrois à l'éducation. On pourrait peut-être fournir des secours aux religieuses à même cet octroi.

Il remercie les citoyens protestants et catholiques du Québec qui ont offert leurs sympathies aux religieuses éprouvées. Il compte sur le gouvernement pour réparer le désastre de Roberval.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Dit qu'il a été témoin de l'oeuvre accomplie par l'école de Roberval, qui était devenue comme la maison-mère de toute une organisation d'instruction ménagère que le gouvernement veut répandre par toute la province.

Il se rappelle le jour où il est allé constater le bien que les religieuses faisaient au point de vue de l'éducation agricole.

Le succès remporté par les soeurs de Roberval a été tel que les juges du Mérite agricole ont cru à propos de décerner une médaille d'or à la supérieure du couvent, représentant toute cette institution.

Il ne veut pas parler des conséquences de cet incendie, mais il tient à souligner les bienfaits de cette institution, non seulement dans cette région mais dans toute la province. Il reconnaît le dévouement des religieuses et le bon exemple que donnait cette institution qu'il espère voir reconstruire.

Le gouvernement et la Chambre seront certainement d'accord pour faire tout en leur possible pour aider cette institution à sortir de ses cendres.

Si le lieutenant-gouverneur était ici, je ne peux dire dans quelle mesure le gouvernement viendra en aide aux soeurs, mais le gouvernement serait prêt à soumettre à la Chambre des résolutions pour arriver à cette fin.

Le gouvernement fera tout ce qu'il lui est possible pour aider les religieuses à continuer leur oeuvre. Le gouvernement au pouvoir reconnaît les grandes qualités de cette institution.

L'oeuvre de Roberval a été appréciée par tous ceux qui ont eu l'occasion de la juger et de partout on nous demande de répandre dans tous les comtés l'éducation ménagère, qui aide à donner aux cultivateurs des femmes qui seront à la tête du mouvement progressif qu'on constate par toute la province.

Tous sont prêts à collaborer, dit-il, et il supplie la Chambre d'apporter de l'aide aux religieuses afin qu'elles puissent avoir le courage de reprendre leur oeuvre d'éducation auprès de notre peuple.

Le gouvernement sera à côté des soeurs pour les aider à reconstruire l'école modèle et continuer leur grande oeuvre de l'éducation agricole, et je puis dire que je parle en ce moment au nom du gouvernement.

La motion principale est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre, par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage, par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose comme amendement, appuyé par le député de Bellechase (M. A. Turgeon), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "Cette Chambre est prête à voter les subsides mais elle regrette de constater:

Que, le 4 octobre dernier (1896), l'honorable représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), commissaire de l'Agriculture, a prononcé à Nico-

let, dans une réunion politique, devant ses électeurs auxquels il rendait compte de son mandat, un discours destiné à promouvoir les intérêts de sa candidature aux élections générales prochaines;

Que, sans l'autorisation de la Chambre, le gouvernement a fait imprimer 2 000 exemplaires de ce discours aux frais de la province;

Que, de plus, il appert par les procès-verbaux de la Chambre, (page 193), que le gouvernement a répondu à une question posée par un député, comme suit: "Interpellation:

"Le gouvernement a-t-il acheté ou se propose-t-il d'acheter, pour distribution ou autres fins de publicité, un certain nombre d'exemplaires du discours de l'honorable représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien) prononcé à Nicolet, le 4 octobre dernier?

"Dans l'affirmative, combien d'exemplaires et quel prix les a-t-il payés ou se propose-t-il de les payer?

"Réponse par l'honorable représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), — Le gouvernement se propose d'en acheter un certain nombre pour distribution en sus de la quantité reçue de M. Ayotte, le nombre et le coût ne sont pas encore établis."

Qu'il appert, de plus, par les procès-verbaux de la Chambre (page 356), ce qui suit: "Interpellation:

"Le gouvernement a-t-il reçu un certain nombre d'exemplaires du discours de l'honorable représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), prononcé à Nicolet, le 4 octobre 1896, à part les 2 000 copies reçues de M. Ayotte & Cie?

"Dans l'affirmative, combien et quand?

"Réponse par l'honorable représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), — Jusqu'à présent la Compagnie d'imprimerie de la Montréal Gazette a dû transmettre au département 10 000 exemplaires de ce discours en anglais; la quantité n'a pas encore été vérifiée.

"Jusqu'à présent la maison E. Senécal & Fils a dû transmettre 25 000 exemplaires en français du même discours. La quantité n'est pas encore vérifiée."

Qu'ainsi il appert que le gouvernement fait imprimer et distribuer sa littérature électorale aux frais de la province;

Que cette conduite est contraire aux intérêts de la province et constitue un scandale que la Chambre réproouve et condamne."

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Répond qu'il a agi conformément aux précédents. Sous le régime antérieur, tous les discours libéraux, destinés à faire de la littérature électorale, étaient imprimés aux dépens de la province. Le discours dont il s'agit est tout simplement un exposé de l'oeuvre accomplie pour assurer le progrès agricole de la province et n'est pas un discours politique.

M. A. GIRARD (Rouville): Prend la parole en réponse au député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien).

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Desjardins, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 21.

Contre: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bouffard, Cartier, Châteaubert, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pellerier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 34.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix, elle est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour dépenses générales devant être divisées par le lieutenant-gouverneur en conseil entre deux nouveaux départements devant être créés dans le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. L.-A.-A.-E. LUSSIER (Verchères): Propose, comme amendement, appuyé par le député d'Iberville (M. F. Gosselin), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté; mais elle regrette de constater (par le document no 47 de la présente session: "Etat détaillé du paiement de la somme de \$10 198.02 à MM. MacMaster et MacLennan, avocats page III des comptes publics de 1895-96) qu'une somme de plus de dix mille piastres a été payée pour une seule cause, savoir: le procès de Valentine Shortis; que cette somme de dix mille piastres a été payée comme suit:

Pour honoraires, pour tous services autres que ceux en rapport avec la commission en Irlande	\$ 7 500.00
Déboursés autres que ceux en rapport avec la commission en Irlande	802.93
Honoraires et retenue en rapport avec la commission en Irlande	2 550.00
Déboursés en rapport avec la commission en Irlande	845.09
Total	\$11 698.02
Retrancher	1 500.00
Approuvé pour le montant de	\$10 198.02

Que cette somme est exorbitante et que le paiement, qui en a été fait constitue un gaspillage et un favoritisme que la Chambre ne peut approuver."

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que la somme payée est exorbitante. Elle dépasse les bornes du bon sens.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que cela ne s'est pas passé sous son administration.

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Croit que le gouvernement devrait mettre un terme à ces extravagances envers ses amis.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Soutient que le montant n'était pas trop élevé et que beaucoup d'avocats reçoivent des salaires beaucoup plus élevés.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Abonde dans le même sens.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que le premier ministre a trouvé la somme exorbitante et, comme Hérode (sic), il s'en lave les mains et il préfère laisser sortir l'ex-procureur général du cabinet avec cette charge sur les épaules. L'ami de cœur de l'honorable trésorier de la province, M. MacMaster, a retiré \$10 198. pour quarante jours d'ouvrage soit \$250. par jour, vraiment c'est trop fort même pour un ami de ministre.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): S'objecte à la forme de rédaction de l'amendement du représentant de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lusier). Elle pourrait nuire à M. MacMaster.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que l'amendement est sans faute, qu'il a été fait d'après les documents officiels, et s'il est nuisible à M. MacMaster ce n'est certainement pas la faute de l'Opposition. Le gouvernement aurait dû être plus modéré en accordant le salaire de cet avocat.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Gillies, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Stephens, Tessier (Port-neuf), Turgeon, 20.

Contre: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Bouffard, Châteauvert, Cholette, Chicoyne,

Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 33.

Ainsi, l'amendement est résolu négativement. Alors, la motion principale étant mise aux voix, elle est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la pêche et de la chasse, par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les comptes courants du département des Terres de la couronne pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la protection des forêts, par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication de cartes, brochures et du guide du colon, par le département des Terres de la couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres et licences, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de

nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose comme amendement, appuyé par le député de L'Islet (M. F. - G. - M. D e c h ê n e), "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "La loi autorisant l'emprunt des dix millions (54 Victoria, chapitre 2), énumérait les obligations pour lesquelles il était effectué";

Que, parmi ces obligations, se trouvaient comprises les sommes suivantes:

(J) Dépenses spéciales prévues pour 1891-92 \$838,555.00.

(K) Subventions en argent et en terres \$4,400 320.00.

Que, sur les dépenses spéciales, le gouvernement n'a payé que \$314 583.35, soit une différence de \$523 971.65 sur la somme prévue;

Que sur les subventions en argent et en terres la somme de \$2 008 769.22 est devenue périmée, tel qu'il appert par les procès-verbaux de cette session, page 146;

Que les obligations de la province se trouvaient ainsi réduites de \$2 542 740.87; et que le gouvernement pouvait diminuer, pour autant, le montant de l'emprunt;

Que, nonobstant cette diminution, le gouvernement a emprunté la balance entière des dix millions; sous ces circonstances, cette Chambre croit de son devoir de reprocher sévèrement au gouvernement la violation de ses promesses."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Le-

mieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 19.

Contre: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bouffard, Cartier, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tétreau, 34.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix; elle est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles du soir pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. V. GLADU (Yamaska): Propose comme amendement, appuyé par le député de Portneuf (M. J. Tessier), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "Cette Chambre constate:

Que le gouvernement a, par la perception des taxes directes et d'autres revenus additionnels, encaissé depuis 4 ans, en sus des revenus ordinaires de la province, une somme de	\$3 364 403.00
Que, nonobstant ces revenus additionnels considérables ajoutés aux revenus ordinaires, le gouvernement s'est trouvé en déficit pour ces quatre années, d'une somme de	473 364.00
Que, par les documents publics déjà cités devant cette Chambre, il appert, comme résultat de l'administration du gouvernement, durant ces quatre années, que les revenus additionnels, ci-dessus mentionnés, provenant des taxes et autres sources, ont été dépensés, et que de plus, l'excédent du passif sur l'actif de la province, de 1891 à 1896, a été augmenté de	2 773 904.00
Que le gouvernement n'a pris aucune mesure pour diminuer les dépenses de l'administration qui, au contraire, ont été augmentées, annuellement, durant les quatre dernières années, de	256 963.00

Qu'il y a un déficit, pour l'année courante, entre les recettes et la dépense totale, à l'exclusion des subsides de chemins de fer, au montant de \$592,622.42, lequel s'établit comme suit:

Dépenses

Dépenses au budget de 1896-97, moins le paiement des subsides de chemins de fer	\$4 235 159.20
Dépenses votées au budget supplémentaire de 1897 et mandats spéciaux	225 162.64
Total des dépenses	\$4 460 321.84

Recettes

Recettes prévues pour 1896-97, voir discours budgétaire du 5 décembre 1895, page 14	\$4 107 699.42
A déduire sur \$954 000, revenu prévu des Terres de la couronne, pour ramener ce revenu à son chiffre normal	\$100 000.00
A déduire, aussi, sur le revenu prévu de \$200 000 pour taxes sur transport d'immeubles, l'honorable trésorier actuel ayant déclaré qu'à cause de l'abolition de ces taxes, le revenu ne sera cette année que de \$60 000	\$140 000.00 \$240 000.00 \$3 867 699.42
Déficit.....	\$ 592 622.42

Que le gouvernement a fait voter, durant la présente session, diverses mesures entraînant la dépense de sommes considérables, entre autres:

1. L'autorisation de payer aux compagnies de chemins de fer en règlement de leur réclamation pour 35 cts. de l'acre sur leurs subsides en terres \$1 600 000.00.

2. Subsides nouveaux ravisés et transférés à diverses compagnies de chemins de fer, \$300 000.00

3. L'autorisation de payer pour aider la reconstruction de l'asile de la Longue-Pointe, sous forme d'augmentation du coût d'entretien des aliénés à cet asile, \$400 000.00.

4. L'autorisation de payer pour l'éducation, une somme additionnelle annuelle de \$50 000.00.

Que le gouvernement a mis à la charge de la province ces divers montants, qui vont augmenter les charges annuelles de l'administration d'au-delà de cent mille dollars, et la dette publique de plus de deux millions de dollars, sans adopter en même temps les mesures d'économie, de retranchement et de prévoyance nécessaires pour faire face à ce surcroît de dépenses et d'augmentation de la dette.

Que, par là, le gouvernement fait preuve d'une insouciance pour les droits et les intérêts du peuple et d'une maladministration qui compromettent gravement le bon gouvernement de cette province."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 19.

Contre: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beau-

champ, Bouffard, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tétreau, 34.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, elle est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité de subsides.

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, comme amendement, appuyé par le député de Yamaska (M. V. Gladu), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

"cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle constate, avec surprise que, par les comptes publics de 1896, page 183, il appert que la somme de \$1 500.00 a été dépensée depuis le 1er avril 1895 au 30 juin 1896 pour l'entretien des pendules et pour les sonneries électriques, et que, de plus, il apparaît à la page 185 desdits comptes publics qu'une autre somme de \$66.00 a été dépensée pour pendules, thermomètres, réparations d'indicateurs, nouvelle sonnerie électrique, etc.;

Que ces dépenses sont exagérées et extravagantes;

Que cette Chambre exprime l'espoir qu'une telle dépense ne se renouvelera plus à l'avenir;

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Tessier (Portneuf), Turgeon, 18.

Contre: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bouffard, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tétreau, 34.

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix; elle est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour la publication des rapports judiciaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Signale à la Chambre le fait que l'ex-procureur général a fait annoncer la vente d'un immeuble dans sept jour-

naux différents aux dépens du défendeur contrairement à la loi qui veut que la vente soit publiée dans la Gazette officielle et dans deux autres journaux. Quelques shérifs ont fait remarquer l'illégalité d'une telle action au procureur qui leur a enjoint de faire tel qu'il l'ordonnait. Deux juges ont condamné cette irrégularité par laquelle des milliers de dollars ont été payés à des journaux amis et cependant le gouvernement n'a encore rien fait pour réprimer ces abus.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Prend la défense de l'ex-procureur général et donne quelques explications à ce sujet.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prend la parole.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Prend la parole.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Prend la parole.

M. J.P. COOKE (Drummond): Ajoute que M. Casgrain a agi au sujet de ces annonces après avoir subi une certaine pression de la part de ses collègues.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Propose, comme amendement, appuyé par le député de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "Cette Chambre regrette l'ingérence et l'immixtion du gouvernement dans les affaires judiciaires dans un but de favoritisme et de partisanerie politique, qui est toujours préjudiciable à la bonne administration de la justice, et de nature à amoindrir le respect dû aux tribunaux et à ses officiers;

Que, par l'article 650b du code de procédure civile, le législateur a sagement et clairement édicté que le shérif doit faire publier dans, au moins un numéro d'un journal, le plus rapproché de la localité où est situé l'immeuble sous saisie, un avis énumérant brièvement les détails de la vente;

Que, jusqu'à la date ci-après mentionnée, tous les juges et les shérifs de cette province se sont conformés aux dispositions de cette loi, et l'ont toujours interprétée comme ne donnant le droit et pouvoir à ces derniers de faire publier cet avis de vente que dans un journal français et un journal anglais de la localité la plus rapprochée, où se trouvait l'immeuble saisi, indiquée par la partie saisissante;

Qu'aucune contestation ne s'est jamais élevée à ce sujet;

Que, contrairement à cette loi et usage et aussi aux déclarations et représentations formelles des shérifs, le procureur général et les officiers de son département ont, sans raison ni aucune justification, donné ordre et enjoint particulièrement aux shérifs d'Arthabaska, de Saint-Jean,

Montréal et Québec, de publier cet avis dans d'autres journaux que ceux indiqués et choisis par les parties, et aussi dans un plus grand nombre de journaux que celui indiqué et pourvu par l'article 650b;

Que tels ordres ont été donnés au shérif de Montréal de publier ces avis dans pas moins de sept journaux différents, savoir: La Minerve, The Gazette et aux dates suivantes ci-après indiquées, pour les journaux ci-après mentionnés: le 16 octobre 1895, dans le Trader Review; le 13 janvier 1896, dans le Journal of Commerce; le 16 avril 1896 dans le Prix courant; le 7 août 1896 dans le Shareholder;

Que ces publications extravagantes d'avis de vente d'immeubles dans au moins sept journaux différents, constituent une infraction flagrante et injustifiable à la loi, et n'ont été faites que dans le but apparent de donner un patronage indu à une certaine presse, et ce, au détriment des créanciers et du malheureux débiteur saisi;

Que, dans certains cas, les frais d'annonces d'un petit lopin de terre vendu \$150.00 se sont élevés à \$41.00.

Que, depuis le 16 octobre 1895 jusqu'au 24 novembre 1896, dans le district de Montréal seulement, un montant considérable, savoir: une somme d'au-delà de \$3,500 de plus que celle qui aurait été payable si l'on s'était conformé à l'article 650b, a été payée pour frais d'annonces judiciaires, au grand préjudice du public, et qu'aucun procédé n'a été adopté par le gouvernement pour restituer à qui de droit ce qui serait considéré dans le cours ordinaire des affaires, entre bons citoyens, comme une spoliation du bien d'autrui."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Girard (Rouville), Girouard, Gladu, Gosselin, Laliberté, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Stephens, Tessier (Portneuf), Turgeon, 19.

Contre: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beau champ, Bouffard, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Greig, Grenier, Hackett, Lacouture, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tétreau, 33.

Ainsi, l'amendement est résolu négativement. Alors, la motion principale étant mise aux voix, elle est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la loi des établissements indus-

triels de Québec (57 Victoria, chapitre 30), autrefois "Loi des manufactures de Québec", pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des traitements et aux dépenses contingentes des registraires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 26) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la cour de circuit à Québec," sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 38) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Municipal Association of Montreal";

Et bill (bill no 146) intitulé: "Loi amendant la loi des licences de Québec".

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill (bill G) intitulé: "Loi concernant le libelle par les journaux," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Loi des licences de Québec

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 146) intitulé: "Loi amendant la loi des licences de Québec."

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

The Municipal Association of Montreal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 38) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Municipal Association of Montreal".

Les amendements sont lus pour la première fois.

Introduction de bills:

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, appuyé par le député de Yamaska (M. V. Gladu), que le bill (bill G) du Conseil législatif intitulé: "Loi concernant le libelle par les journaux", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Documents:**Annonces de ventes d'immeubles saisis**

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1896, pour une copie de toutes lettres et instructions, par et de la part du procureur général au shérif de Montréal, le requérant de faire publier, dans les journaux, les annonces de ventes d'immeubles saisis, et indiquant ces journaux. (Document de la session no 88).

La séance est levée à deux heures(a.m).

Séance du 8 janvier 1897**Sous la présidence de l'honorable P.-E. LeBlanc****La séance s'ouvre à midi.****Association municipale de Montréal**

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 38) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association municipale de Montréal".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Introduction de bills:

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 148) amendement l'article 2024 des statuts révisés de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Séparation du comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier pour les fins municipales

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions, rapportées du comité de toute la Chambre, jeudi le 31 décembre courant, concernant la séparation du comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier pour les fins municipales, étant lu;

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que lesdites résolutions soient maintenant lues pour la deuxième fois.

Adopté.

Séparation du comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier pour les fins d'enregistrement

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que le bill (bill no 2) séparant le comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier pour les fins d'enregistrement soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait objection que ce bill n'est pas dans l'ordre, étant de sa nature un bill privé, suivant la 51e règle de cette Chambre; et qu'en conséquence avis aurait dû en être donné dans les journaux. Il s'oppose à ce projet de loi qu'il trouve inopportun.

Il soutient que ce bill ne devrait pas passer en deuxième lecture, ces comtés n'étant pas représentés à l'Assemblée. Il cite plusieurs cas où des mesures semblables ont été déclarées hors d'ordre devant la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il y a des raisons très concluantes pour

opérer cette division. Cette division d'enregistrement des comtés unis de Jacques-Cartier et d'Hochelaga est celle de toutes les autres divisions d'enregistrement de la province qui a le plus d'ouvrage à expédier. La séparation en question a donc sa raison d'être, au point de vue de l'efficacité de ce service public. Il affirme que le bureau d'enregistrement de ces deux comtés unis est débordé de travail d'où la nécessité de passer ce bill.

Il propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Documents:

Sommes payées à L.-O. Beaubien

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 2 décembre 1896, pour un état détaillé expliquant l'item suivant, page 243, comptes publics, en 1896: "L.-O. Beaubien, services professionnels, re perception d'arrérages de loyer \$648.00" (Document de la session no 89)

Subvention aux écoles d'agriculture et ménagères

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 3 décembre 1896, pour un état détaillé indiquant l'emploi, par les écoles d'agriculture d'Oka, l'Assomption, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, de Compton, et par l'école ménagère de la ferme des Ursulines de Roberval, de la subvention annuelle qui leur a été payée pour l'année 1895-96;

2. Les noms et qualités des personnes qui ont touché une part de ces subventions;
3. Les noms des professeurs;
4. Leur salaire. (Document de la session no 90)

Frais de voyages de G.-A. Gigault

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 28 décembre 1896, pour copie d'une lettre du comptable du département de l'Agriculture adressée à l'honorable ministre de l'Agriculture et de la Colonisation (l'honorable L. Beaubien), en date du 23 décembre 1896, se rapportant aux frais de voyages faits à la ferme de Compton, par M. G.-A. Gigault. (Document de la session no 91)

A une heure, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures et demie

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires, pour l'année 1896, des institutions suivantes, savoir:

L'Hôtel-Dieu-du-Sacré-Coeur de Jésus, de Québec, et "The Church of England Female Orphan Asylum". (Documents de la session no 12)

Séparation du comté d'Hochelaga du comté Jacques-Cartier pour fins d'enregistrement

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée aujourd'hui, que le bill (bill no 2) séparant le comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement soit maintenant lu la seconde fois, et sur l'objection faite par l'honorable chef de l'Opposition, que ce bill n'est pas dans l'ordre, étant de sa nature un bill privé, suivant la 51^e règle de cette Chambre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Continue le débat sur la question d'ordre qu'il avait soulevée auparavant.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Dit que les citoyens de ces deux comtés semblent satisfaits de la situation.

UNE VOIX: Demande à l'Orateur (l'honorable P.-E. LeBlanc) de reprendre son fauteuil pour rendre sa décision sur le point d'ordre.

M. J.P. COOKE (Drummond): Se lève alors pour continuer le débat.

(M. l'Orateur revient en Chambre et voyant que le débat se poursuit ne regagne pas son siège occupé temporairement par le député de Montcalm, M. O. Magnan).

M. G.W. STEPHENS (Huntingdon): Devant la situation proteste déclarant que M. l'Orateur a insulté l'Opposition et le député de Drummond (M. J.P. Cooke). C'est une injure et une injustice que l'on oserait pas commettre dans tout autre pays anglais. Je proteste contre cette conduite.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Démontre la nature ridicule du débat de l'Opposition et prend la défense de l'Orateur.

M. J.P. COOKE (Drummond): Je ne m'attendais pas à recevoir du président de cette Chambre, et je ne m'attendais pas non plus à recevoir un "fair play" auquel les membres des Communes auraient droit d'espérer.

(M. l'Orateur étant de retour)

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande à M. l'Orateur de rendre sa décision sur le point d'ordre soulevé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand).

DES VOIX DE LA DROITE: A l'ordre, à l'ordre.

M. L'ORATEUR: A l'ordre. Il cite Bourinot sur la question d'ordre soulevée par le chef de l'Opposition, à savoir qu'un avis aurait dû être donné avant l'introduction des résolutions. Il décide contre la question d'ordre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): En appelle à la Chambre de la décision de l'Orateur.

La Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Beaubien, Beauchamp, Bouffard, Carbray, Cartier, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Greig, Grenier, Hackett, King, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tétreau, 35.

Contre: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Gillies, Gosselin, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est confirmée.

M. J.P. COOKE (Drummond): Se lève pour parler sur les résolutions.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Demande la suspension du débat puisqu'il est l'heure de passer à d'autres sujets.

M. J.P. COOKE (Drummond): Y consent.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose comme amendement, appuyé par le député de Québec-Est (M. J. Shehyn), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots: "Cette Chambre constate par des états officiels émanés du bureau du Trésor, que MM. J.J. Foster et L. Beaudin, avocats, de Montréal, chargés des poursuites dans ce district pour recouvrement des taxes directes sur certaines personnes et pour les licences des commerçants et manufacturiers, ont écrit, pour cet objet, aux contribuables retardataires 5155 lettres d'avocat pour lesquelles ils ont été payés, non par les débiteurs, mais par le gouvernement, d'une somme de \$8 375.20;

Que, malgré que ces lettres aient été envoyées et cette dépense encourue antérieurement au mois de février 1894, le gouvernement n'en a jamais reçu ni réclamé le remboursement des débiteurs qui n'ont eu à payer que les frais ordinaires dans chaque poursuite, déduction faite du prix desdites lettres;

Qu'en conséquence, le gouvernement est coupable d'avoir laissé perdre par la province cette somme de \$8 375.20 pour satisfaire l'exorbitante réclamation des susdits avocats, ses partisans politiques, aux dépens du trésor public;

Que lesdits messieurs Foster et Beaudin ont, en outre, reçu du gouvernement pour frais encourus dans lesdites poursuites, une somme de \$4 538.20, formant un total de \$12 913.40, et qu'ils ont en outre produit contre le gouvernement des comptes au montant de \$4 697.30 encore pendante.

Que cette énorme et inutile dépense est un abus scandaleux que cette Chambre condamne."

M. J.P. COOKE (Drummond): Blâme le gouvernement soi-disant sauveur du peuple, soi-disant sage et économique, d'avoir gaspillé l'argent des contribuables en payant \$8 375.20 pour faire écrire des lettres seulement.

Les \$12 913 payées à MM. Foster et Beaudin sont un autre exemple du favoritisme du gouvernement protecteur. Il se prononce en faveur de l'amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que les faits que mentionne la motion se sont passés il y a trois ans. On avait donné instruction aux percepteurs du revenu, entre autres à M. Lamb, de collecter le revenu.

C'est sur les instructions de M. Lamb, que les lettres en question ont été écrites hors la connaissance du représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall), alors trésorier, que cette question regardait spécialement.

Il admet qu'il y a eu trop de lettres d'avocat d'envoyées, mais le représentant de Montréal no 5 (M. J.S. Hall) n'en est pas responsable, car aussitôt qu'il a eu connaissance de la chose, il a donné instruction à M. Lamb de ne plus faire écrire de lettres par les avocats, mais de le faire lui-même.

Le compte qui a été produit pour ces lettres était beaucoup plus élevé que ce qui a été payé, mais il fallait bien payer pour des lettres qui avaient été envoyées, la responsabilité du gouvernement était engagée quoique hors sa connaissance.

M. L.-A.-A.-E.-E. LUSSIER (Verchères): Parle aussi sur le sujet.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Caron, Cooke, Dechêne, Gosselin, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 17.

Contre: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Carbray, Châteauvert, Cholette, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, King, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau.

Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux. Savaria. Simpson, Spencer, 33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix; elle est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de traitement et frais de voyage d'un employé spécial, Côte Nord du Saint-Laurent, (ordre en conseil, no 51, du 31 janvier 1896); pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'Association provinciale de tir, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que l'Orateur quitte maintenant le Sentence arbitrale du 9 mars 1895:

Montant réclamé.	Montant accordé.
Montréal, L.R., 1689/94 — \$39 408.54..L.R., 590/95 —	\$36 058.54
Hull, L.R., 1643/94 — 16 487.95..L.R., 590/95 —	16 115.95
Bryson, L.R., 1647/94 — 3 849.40..L.R., 590/95 —	3 506.40
	<hr/> \$55 680.89

Sentence arbitrale du 6 juin 1895:

Montant réclamé.	Montant accordé.
Montréal, L.R., 584/95 — \$26 928.55..L.R., 871/95 —	\$15 414.75
Hull, L.R., 585/95 — 2 506.00..L.R., 871/95 —	2 314.00
Bryson, L.R., 586/95 — 870.70..L.R., 871/95 —	676.70
	<hr/> 18 405.45
Montant total accordé	\$74 086.34

Qu'il appert, de plus, par le document no 55, de la présente session, en réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 décembre 1896, pour une copie de tous les comptes produits par M. P. Vallière, meublier, de Québec, en rapport

fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose, comme amendement, appuyé par le député de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater que, le 4 janvier courant, le représentant de Drummond (M. J.P. Cooke) fit l'interpellation suivante: "Quel est le montant total payé à M. Philippe Vallière, de Québec, en vertu du contrat du 6 juin 1894, pour la fourniture des meubles aux palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, à venir au 31 décembre dernier?"

Qu'à cette interpellation le gouvernement, par l'honorable premier ministre, a répondu ce qui suit: "\$37 038.75, (page 356 des procès-verbaux)";

Qu'il appert par le document no 67 de la dernière session, en réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 6 novembre 1895, pour un état des paiements faits à M. Philippe Vallière, meublier, de Québec, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, commissaire par intérim des Travaux publics, le 6 juin 1894, depuis ladite date pour la fourniture des palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac;

Aussi, quant au paiement des pupitres des juges et autres meubles, dont le prix n'est pas spécifié dans les listes annexées audit contrat, ce qui suit:

Réponse à un ordre de la Chambre du 6 novembre 1895:

Règlement au 7 octobre 1895:

avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 novembre 1895, et pour lesquels aucun prix n'était fixé dans les listes annexées au contrat du 6 juin 1894, ce qui suit:

Règlement. — Sentence arbitrale no 3 du 19 mars 1896

Montréal: montant accordé — Sentence du 19 mars 1896	\$19 752.42
Proportion d'assurances, etc.	2 225.80
	<hr/>
	\$21 978.22
Hull do do	794.50
Bryson do do	179.70
	<hr/>
	\$22 952.42

Québec, le 22 juillet 1896.

(Signé), W.-G. Pétry,
Comptable.

Que le montant total ainsi payé en vertu du contrat du 6 juin 1894, à M. Philippe Vallière est de \$97,038.76;

Qu'ainsi la réponse donnée par le gouvernement paraît n'être pas conforme aux frais ni aux documents produits devant cette Chambre.

Que cette Chambre ne peut s'empêcher de regretter que le gouvernement n'ait pas cru devoir donner une réponse satisfaisante et correcte à la question qui lui était posée, et que la réponse donnée soit de nature à induire la Chambre et le pays en erreur."

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer l'injustice de cette motion. Plusieurs fois par session les libéraux se lancent en attaques contre M. Vallière, oubliant que, sur les \$97 000, en question, il en a souscrit \$50.000 au fonds d'élection du Parti libéral en 1891. C'est de l'ingratitude envers un bienfaiteur. Quant à la réponse donnée à la Chambre par le gouvernement, elle était l'expression exacte de la vérité. On demandait combien il a été payé à M. Vallière en vertu de son contrat du 4 juin 1894. La réponse a été \$37 000. En effet, la balance c'est-à-dire \$60 000 lui a été payée avant le 4 juin 1894, par le gouvernement Mercier.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Soutient que l'amendement est basé sur les documents publics.

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit qu'au lieu de blâmer le gouvernement à ce sujet, l'Opposition devrait plutôt le féliciter, parce qu'il a agi, dans toute cette affaire, en administrateur économe.

Il explique de nouveau qu'il n'a été payé que \$37 000 à M. Vallière par le gouvernement actuel. La balance lui a été payée par le gouvernement Mercier. D'après le témoignage sous serment de l'architecte, Maurice Perreault, le contrat de M. Vallière pour le palais de justice de Montréal seul monte à \$125 000, et M. Vallière l'estimait à \$175 000 pour les trois palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac. Le coût de l'ameublement serait monté à \$300 000. Au lieu de cela, le gouvernement actuel a fait meubler ces trois palais de justice pour \$97 000 dont \$60 000 avaient été payés par l'administration Mercier. Les meubles étaient conformes aux plans et devis et ils ont été acceptés par des hommes compétents.

Les meubles qui ont été fournis peuvent n'être pas des objets de luxe, mais toujours est-il, qu'ils sont bons, et qu'ils ont été acceptés comme tels par des experts.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Gosselin, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), 16.

Contre: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Carbray, Châteauvert, Cholle, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, King, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, 32.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix; elle est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la part de la province de Québec à l'entretien de l'Institut impérial de Londres pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose comme amendement, appuyé par le député d'Iberville (M. F. Gosselin), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "cette

Chambre est prête à voter les subsides, mais attendu que les dépenses de réparations et d'entretien de Spencer Wood, depuis 1867, se sont élevés aux montants suivants:

1867-68	.....\$	0 000.00
1868-69	.....	0 000.00
1869-70	.....	0 672.88
1870-71	.....	3 184.30
1871-72	.....	2 428.88
1872-73	.....	6 492.30
1873-74	.....	28 894.50
1874-75	.....	8 476.75
1875-76	.....	7 853.00
1876-77	.....	7 753.11
1877-78	.....	8 721.74
1878-79	.....	7 349.74
1879-80	.....	12 311.89
1880-81	.....	13 245.87
1881-82	.....	23 824.74
1882-83	.....	23 780.24
1883-84	.....	15 950.00
1884-85	.....	10 129.07
1885-86	.....	8 109.96
1886-87	.....	6 737.32
1887-88	.....	7 758.67
1888-89	.....	6 114.22
1889-90	.....	9 010.92
1890-91	.....	8 204.35
1891-92	.....	8 208.37
1892-93	.....	8 851.31
1893-94	.....	13 919.66
1894-95	.....	8 416.00
1895-96	.....	7 919.16

\$275 318.95

Cette Chambre est d'avis que, vu l'état des finances de cette province, il est nécessaire de cesser de faire des dépenses de réparations, d'entretien et d'améliorations à Spencer Wood, et d'en remettre la possession au propriétaire à l'expiration du terme d'office de celui qui l'occupe maintenant.

Que cette Chambre compte sur le patriotisme éclairé et le désintéressement des personnes nommées au poste honorable et largement rétribué de lieutenant-gouverneur, pour l'aider à réaliser cette économie considérable."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Caron, Cooke, Dechêne, Gosselin, Lemieux, Lussier, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), 16.

Contre: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Carbray, Châteauvert, Cholle, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, King, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau.

Nantel, Normand, Panneton, Parizeau, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, 32.

Ainsi l'amendement est résolu négativement. Alors, la motion principale étant mise aux voix; elle est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvention à l'Institut McKay, retraite Belmont, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Monument National, Montréal, aide à cette entreprise dirigée par "l'Association Saint-Jean-Baptiste" de cette cité (constituée en corporation par la loi 51-52 Victoria, chapitre 65, telle qu'amendée par la loi 55-56 Victoria, chapitre 35). 1er paiement sur 5 paiements égaux, sujets aux conditions de l'ordre en conseil no 187 du 29 mai 1896, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le chemin maritime de la rive sud, Gaspé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé trois résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Comité conjoint des impressions de la Législature

L'HONORABLE G.-A. NANTEL (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), son président, et recommande que le quorum en soit réduit à cinq membres.

Votre comité a aussi examiné, avec soin, tous les documents mis devant la Chambre, et recommande l'impression des suivants, savoir:

No 9. Réponse à une adresse, copie de tous ordres en conseil et de la correspondance concernant les frontières nord et nord-est de la province de Québec.

No 20. Réponse à un ordre de la Chambre, pour une copie de la déposition donnée par Joseph-Israël Tarte, écuyer, en cour de police, à Montréal, en octobre 1896, à l'enquête préliminaire tenue dans la cause de Tarte vs Grenier.

No 21. Réponse à une adresse, copie de tous documents se rapportant à l'établissement de et aux subventions accordées à la Ferme modèle de l'école d'agriculture de Compton.

No 25. Réponse à une adresse, copie de tous arrêtés en conseil, correspondance et documents quelconques relatifs aux négociations intervenues entre le gouvernement et les différentes compagnies de chemin de fer subventionnées, pour le paiement, à ces compagnies, au comptant, des derniers 35 centins à échoir sur leurs subventions en terres, converties en argent.

Nos 29 et 32. Réponses à une adresse, copie de tous arrêtés en conseil et documents quelconques relatifs aux négociations ou démarches intervenues entre les différentes compagnies de chemins de fer subventionnées et le gouvernement, à l'égard de l'octroi de nouveaux subsides à ces compagnies, etc., etc.

No 33. Réponse à un ordre, état indiquant: La date d'émission; la date de maturité; le taux d'intérêt; le prix de vente; les frais de chaque emprunt; la somme nette réalisée de chaque emprunt effectué depuis le 1er mai 1874.

No 34. Réponse à un ordre, état des sommes dues au 30 juin, chaque année, depuis 1886 à 1896 inclusivement, sur la dette consolidée; sur les emprunts temporaires et dépôts; sur la balance de subventions en argent aux chemins de fer, etc., etc.

No 40. Réponse à un ordre, état de toutes les subventions périmées en terres et en argent, pour les premiers comme pour les seconds 35 centins par acre, à partir du premier jour de novembre 1893 au 1er décembre 1898, aussi, un état du nombre d'acres actuellement dues aux chemins de fer, en vertu de la subvention de 35 centins par acre.

No 47. Réponse à un ordre, état détaillé du compte de MM. MacMaster et MacLennan au sujet du montant de \$10 198.02 mentionné à la page 111 des comptes publics.

No 55. Réponse à un ordre, copie de tous les comptes publics par M. P. Vallière, meublier, de Québec, en rapport avec son contrat pour la fourniture des meubles pour les palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac, depuis le 6 novembre 1895.

No 56. Réponse à un ordre, état détaillé des paiements faits à M. P. Vallière, meublier, de Québec, depuis le 6 novembre 1895, en vertu du contrat passé entre lui et l'honorable L.-O. Taillon, le 6 juin 1894, pour la fourniture de meubles aux palais de justice de Montréal, Hull et Pontiac.

No 57. Réponse à une adresse, copie de toutes correspondance et communications quelconques des compagnies de chemins de fer subventionnées, demandant au lieutenant-gouverneur en conseil de délimiter (localiser) les terres qui devront leur être assignées, et par la suite desquelles elles auront droit à leur dernier versement de 35 centins sur leurs octrois en terres converties en argent.

No 72. Réponse à un ordre, copie de toute correspondance, dans les années 1892, 1893 et

depuis, entre le commissaire des Travaux publics et tout entrepreneur de chemin de fer relativement à des demandes de subsides, adressées à feu l'honorable M. Mercier, et par lui promis, et pour copie de toute lettre ou tout document reconnaissant telles promesses.

No 87. Réponse à un ordre, état indiquant le nombre d'acres de terre comme subventions à différents chemins de fer non encore dues ou gagnées, mais autorisées par la loi, en sus du chiffre de 7 012 259 acres, mentionnées dans la réponse déjà produite, comme représentant les subsides en terres actuellement dus (document no 40 de cette session); lequel état devant indiquer aussi les compagnies pour lesquelles ces subventions en terres non dues ont été votées.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à neuf heures quarante-cinq

Rapports de comités:

M. V. CHÂTEAUVERT (Québec-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité, pendant ses séances, a fait comparaître devant lui le contrôleur du revenu provincial et l'a interrogé au sujet des dépenses relatives à son département. Son témoignage a été sténographié et les notes, ainsi recueillies, ainsi que copies des comptes produits, ont été aussi remises aux archives du comité.

L'assistant-commissaire des Travaux publics et l'auditeur de la province ont également produits des documents relatifs à leurs départements. Ces pièces, ainsi que les détails des dépenses sessionnelles de 1887 à 1896, ont été remises aux archives.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 14) intitulé: "Loi concernant les écoles élémentaires", sans amendement.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. J.P. COOKE (Drummond): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Bona-

venture (M. F.-X. Lemieux), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "cette Chambre est prête à voter les subsides, mais elle regrette de constater:

Que, le 22 avril 1891, à Québec, L.-J. Riopel, directeur-gérant de la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, et L.-A. Robitaille, secrétaire-trésorier de ladite compagnie firent et signèrent le document suivant: "Nous certifions que ce montant de \$298 943.62 est dû à C. N. Armstrong, conformément au terme de son contrat avec la compagnie."

Que, le 28 avril 1891, C. N. Armstrong fit et signa à Québec le document suivant: "Reçu de J.-C. Langelier, sous-régistrare, province de Québec, la somme de \$175 000.00 en entier règlement du présent compte (savoir le compte ci-haut)."

Que, sur et à même ladite somme, Ernest Pacaud, de Québec, a reçu un montant de \$100 000.00, et C. N. Armstrong, L.-J. Riopel et L.-A. Robitaille la balance de \$75 000.00:

Que le gouvernement a poursuivi Ernest Pacaud, et a persisté à prendre jugement contre lui pour le forcer à rembourser ladite somme de \$100 000.00;

Que, le 21 mai 1892, les interpellations suivantes ont été faites:

"Par le représentant de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier), est-ce l'intention du gouvernement de poursuivre C.N. Armstrong en recouvrement de la somme à lui payée in re chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs?"

"Réponse par l'honorable M. Casgrain, — Cette question est sous considération.

"Par le représentant de Verchères (M. L.-A.-A.-E.-E. Lussier), Est-ce l'intention du gouvernement de poursuivre L.-A. Robitaille et L.-J. Riopel, en recouvrement des sommes à eux payées, par M. Armstrong, à même les deniers, provenant des subsides accordés à la Compagnie de la Baie-des-Chaleurs.

"Réponse par l'honorable M. Casgrain, — Cette question est sous considération."

Que bien que l'attention du gouvernement ait été attiré par le fait, il a refusé et négligé de poursuivre lesdits L.-J. Riopel, L.-A. Robitaille et C.N. Armstrong, et de procéder à prendre jugement contre eux en remboursement de la somme de \$75 000 qu'ils ont ainsi touchée.

Que, sans le certificat susmentionné, en date du 21 avril 1891, signé par lesdits L.-J. Riopel et L.-A. Robitaille, ladite somme de \$175 000.00 ne serait pas sortie du trésor public.

Que, si ledit certificat est faux, lesdits C.N. Armstrong, L.-J. Riopel et L.-A. Robitaille en sont entièrement les seuls responsables, et qu'ils auraient dû être appelés à rembourser la dite somme de \$75 000.00.

Qu'en négligeant de procéder contre eux, le gouvernement a manqué à son devoir pour protéger ses amis politiques;

Que cette Chambre condamne ce retard, et espère que le gouvernement agira sans délai."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Cham-

bre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bernatchez, Bisson, Bourbonnais. Caron. Cooke, Dechêne, Gosselin. Lemieux, Marchand, Morin, Pinault, Shehyn, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 16.

Contre: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien. Beauchamp, Carbray, Châteauevert, Cholette, Chicoyne, Doyon, Duplessis. England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean). Grenier, King, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Normand, Panne-ton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria. Simpson, Spencer, Tellier. 31.

Ainsi il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant proposée; elle est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face à la réclamation de Brunelle & Frère et Legg, pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental; pour l'année financière finissant le 30 juin 1898.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

La Chambre en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées, le 23 décembre courant du comité des subsides, lesquelles résolutions sont adoptées.

Voies et moyens

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$187 318.42 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,199,088.68 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-huit

soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 60) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1897 et le 30 juin 1898 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Octroi aux dames Ursulines de Roberval

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le député de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que cette Chambre se forme maintenant en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant un octroi aux révérendes dames Ursulines de Roberval. Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose:

Attendu que les révérendes dames Ursulines de Roberval ont établi, à Roberval, une école ménagère qui peut être considérée comme la maison-mère des établissements où l'économie domestique est enseignée à la population des campagnes;

Attendu que, par leur pratique agricole intelligente, lesdites dames ont remporté la médaille d'or lors du concours du Mérite agricole dans la région;

Attendu qu'un incendie désastreux, dans lequel sept membres de la communauté ont péri, a consumé leur dit établissement, y compris l'édifice consacré à cette école;

Attendu qu'il est de l'intérêt public que l'édifice destiné à cette école soit reconstruit sans délai;

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, à même le fonds consolidé du revenu de la province, aux Ursulines de Roberval, une somme de cinq mille piastres pour leur aider à construire un ou des édifices destinés à servir d'école ménagère, à la place de l'édifice détruit.

Adopté.

2. Qu'en faisant cet octroi, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra prescrire les conditions jugées nécessaires pour assurer la reconstruction de l'édifice consacré à l'école ménagère, ainsi que le maintien de cette école.

Adopté.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare qu'il est heureux d'apprendre cette proposition.

Il dit qu'il approuve ces résolutions.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 149) concernant un octroi aux révérendes dames Ursulines de Roberval.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Octroi aux Ursulines de Roberval

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Division d'enregistrement, comté d'Ottawa

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill (bill no 91) concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa, étant lu;

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que, vu l'urgence, la 52e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill et qu'il soit maintenant lu une deuxième fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait objection que l'urgence ne peut être invoquée dans le présent cas. Il dit qu'il se voit encore vis-à-vis des mêmes difficultés qui ce matin ont occupé une bonne partie de la Chambre au sujet de la séparation des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que ce bill est présenté à la demande des citoyens du comté d'Ottawa. Je suis prêt à de-

mander la suspension de la règle 51 afin de faciliter le débat.

M. L'ORATEUR: Décide qu'en vertu de la 69^e règle de la Chambre, la question d'urgence peut être proposée.

Et la question d'urgence étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Châteauvert, Chicoyne, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tellier, Tétreau, 28.

Contre: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Dechêne, Desjardins, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 13.

Ainsi, elle est résolue affirmativement et le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Régistrateurs et organisation des bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que le bill (bill no 5) amendement la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Association agricole des Cantons de l'Est

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Gaspé (l'honorable E.J. Flynn), que le bill (bill no 114) amendement la loi concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Séparation du comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier pour fins d'enregistrement

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill (bill no 2) séparant le comté d'Hochelaga du comté de Jacques-Cartier, pour les fins d'enregistrement, étant lu;

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré.

Adopté.

Régistrateurs et organisation des bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que l'ordre de ce jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le bill (bill no 5) amendement la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement soit rescindé et que le bill soit retiré.

Adopté.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour considérer certaines résolutions relatives aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, lorsqu'il nomme des registrateurs conjoints, dans une des divisions visées par la loi 57 Victoria, chapitre 41, accorder à chacun des conjoints un traitement n'excédant pas le montant fixé par la Cédule "D" de ladite loi, pour la classe qui lui est assignée.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à accorder au registrateur de Québec, la somme de trois mille piastres, et au registrateur d'Hochelaga et Jacques-Cartier, cinq mille piastres pour être affectées aux traitements des députés-registrateurs et autres employés nécessaires.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 150) amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Régistrateurs et bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Châteauvert, Chicoyne, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Hackett, King, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panneton, Parizeau, Pelletier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Teller, 28.

Contre: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Dechêne, Desjardins, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, 12.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi amendant la loi concernant les registrateurs et l'organisation des bureaux d'enregistrement".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Savane Saint-Dominique, comté Saint-Hyacinthe

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Est-ce l'intention du gouvernement de reprendre les travaux de creusage de la savane Saint-Dominique, dans le comté de Saint-Hyacinthe?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le gouvernement ayant appris que le chemin de fer Saint-Laurent et Lac-Champlain vendu au South-Eastern et exploité par le Pacifique, est un obstacle à l'écoulement des eaux qui inondent une grande partie du terrain, se propose d'envoyer son ingénieur pour faire un examen des lieux afin de voir s'il y aurait un moyen moins dispendieux et plus effectif d'égoutter ce terrain que celui suivi par l'administration, en 1891.

Assèchement de la rivière des Hurons

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement a-t-il l'intention de poursuivre les travaux d'assèchement de la rivière des Hurons, tels que continués au mois d'août 1896?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Le gouvernement est disposé à continuer les travaux d'assèchement de la rivière des Hurons aussitôt que le procès-verbal concernant cette rivière sera promulgué.

Mort de Elie Chouinard, garde-forestier

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Est-il à la connaissance du gouvernement que Elie Chouinard, garde-forestier, de l'agence Granville, dans le district de Montmagny, est mort dans le cours de décembre dernier? Dans l'affirmative, son remplaçant a-t-il été nommé et s'il ne l'a pas été, quand le gouvernement se propose-t-il de le nommer?

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Oui. Aussitôt que possible.

Somme payée à J. B. Lambkin

M. F. GOSSELIN (Iberville): Le gouvernement a-t-il payé, pour quelque fin que ce soit, une somme quelconque à J.B. Lambkin, de Québec, depuis le 1er janvier 1895? Dans l'affirmative, quelle somme, quand et pourquoi?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): \$200.00 le 23 novembre 1896, pour services rendus en rapport avec l'immigration.

Violation de la loi des licences par Gauthier

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): 1. Le gouvernement a-t-il été informé qu'un nommé Gauthier, de Saint-Jérôme, a été arrêté, le 29 de septembre dernier, pour vente illégale de boissons enivrantes sans licence? 2. Dans l'affirmative, des instructions ont-elles été données par le gouvernement pour son arrestation?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): 1. Oui. 2. Non.

Discours de l'honorable L. Beaubien

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. Le gouvernement a-t-il fait imprimer, publier ou a-t-il acheté, ou fait acheter, au compte de la province, un certain nombre d'exemplaires d'un discours de l'honorable représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), prononcé à l'inauguration de l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, le 11 mars 1893? 2. Dans l'affirmative, combien d'exemplaires? 3. Quel montant a été payé pour ces fins?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Oui. 2.3 000 exemplaires. 3. \$60.00.

Arbitrage Ontario-Canada-Québec

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Comment le gouvernement de la province d'Ontario a-t-il payé en honoraires d'avocats et frais jusqu'au 1er décembre dernier, à propos de l'arbitrage entre cette province et le gouvernement du Canada et la province de Québec.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que cette question représente une action scandaleuse de la part du gouvernement. Il ajoute que le représentant de Québec-Centre sert d'outil dans ce cas. Le gouvernement, ajoute-t-il, peut ou ne peut pas nous donner la vraie réponse.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): La question est bien dans l'ordre.

M. L'ORATEUR: Décide qu'en vertu de la 29e règle de cette Chambre, l'interpellation peut être faite.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Cartier, Châteauevert, Chicoyne, Desjardins, Doyon, Duplessis, Englund, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Hackett, King, McClary, McDonald, Magnan, Marion, Martineau, Nantel, Panne-ton, Parizeau, Pelletier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, 29.

Contre: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Dechêne, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneur), Tessier (Rimouski), Turgeon, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est confirmée.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Le montant payé par le gouvernement de la province d'Ontario pour dépenses relatives à l'arbitrage entre cette province, le gouvernement du Canada et la province de Québec, jusqu'au 31 décembre 1895, d'après les comptes publics de cette province, était de \$41 345.79.

Les comptes publics de cette province pour 1896 ne sont pas encore publiés, mais si la dépense de l'an dernier a été la même qu'en 1895, le montant total dépensé par Ontario sera d'au-delà de \$37 000.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Soulève de nouveau une question d'ordre et soutient que cette réponse est, en réalité, une discussion sur des faits que la Chambre ne peut pas contrôler.

M. L'ORATEUR: Décide que la seconde partie

de la réponse est hors d'ordre et doit être retranchée.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Explique que les règlements de la Chambre ne prévoient pas une telle décision et demande que cette réponse soit retranchée.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Prend aussi la parole.

La décision de M. l'Orateur est adoptée sur division.

Réception d'une valise ou "satchel" par les députés

M. J. MORIN (Charlevoix): Les députés ont-ils, depuis 1892, reçu une valise ou "satchel" contenant une certaine quantité de papeterie, à l'ouverture de chaque session? Dans l'affirmative, quelle en est la valeur?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Non.

Pont sur la rivière Macaza canton Labelle

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Quelles sont les personnes employées par le docteur J.-A. Bigonnesse, dans les travaux surveillés par lui, au pont sur la rivière Macaza, dans le canton Labelle, durant l'année 1895?

Combien de jours ont-elles été employées?

Quel était leur salaire par jour?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet):

Wilfrid Paquet	6	jours avec cheval à	\$1.50
Joseph Paquet	6	jours avec cheval à	1.50
Wilfrid Paquet, fils . . .	6	jours avec cheval à	1.50
Jules Lacasse	3	jours avec cheval à	1.50
Sinaï Paquet	2	jours avec cheval à	1.50
S. Millejours	1 1/2	jour seul à	1.00

Compagnie du chemin de fer Richelieu Drummond et Arthabaska

M. J.P. COOKE (Drummond): Le gouvernement a-t-il pris quelque mesure au sujet de l'établissement d'un service sur la ligne de la Compagnie du chemin de fer Richelieu, Drummond et Arthabaska, actuellement contrôlée par la Compagnie du chemin de fer Montréal et Atlantique, tel que requis par les pétitions présentées par les habitants de Saint-Germain de Grantham et de West-Wickham? Dans l'affirmative, quelle mesure a-t-il prise? Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre une mesure quelconque et quand?

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Avant de prendre aucune initiative dans cette affaire, le gouvernement attend des informations additionnelles qu'il a demandées et qu'il compte recevoir sous peu.

Poursuite contre le docteur Dumont

M. A. GIRARD (Rouville): 1. Le docteur Dumont, de Gentilly, a-t-il été poursuivi pour amende, à Trois-Rivières? 2. Dans l'affirmative, a-t-il été condamné? 3. Dans la négative, qui a payé les frais de cette poursuite? 4. Quel est le montant des frais payés?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): 1. Un M. A.-E. Dumont, Gentilly, a été poursuivi. 2. L'action a été déboutée. 3. Les frais ont été payés par la couronne. 4. \$55.56.

Nomination de l'officier du revenu N. Latraverse

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): 1. M. Napoléon Latraverse, de Sorel, hôtelier, est-il à l'emploi du gouvernement? 2. Dans l'affirmative, depuis quand? 3. Quel est son emploi? 4. Quel est son salaire?

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): 1. Oui. 2. Depuis le 28 octobre 1896. 3. Nommé officier du revenu pour le district de Richelieu. 4. Son traitement est de \$200.00 par an, payé par le percepteur du revenu de ce district.

E.-A. Barnard, secrétaire et rédacteur

M. F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): 1. M. E.-A. Barnard, de l'Ange-Gardien, est-il à l'emploi du gouvernement? 2. Dans l'affirmative, quel est son emploi? 3. Quel est son salaire?

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): 1. Oui. 2. Secrétaire du Conseil d'agriculture et rédacteur du Journal d'agriculture. 3. \$2 000.00 par année.

Demande de documents:

Prison et palais de justice de Montréal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le député de Bonaventure (M. F.-X. Lemieux), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des lettres envoyées, instructions données, etc., par le gouvernement à des commissaires pour tenir enquête et faire rapport sur l'administration ou toute autre matière de la prison et du palais de justice, à Montréal.

Adopté.

Affaire Edy de Clarenceville

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. C.-A. Desjardins), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous documents qui peuvent être soumis maintenant, sans nuire à l'action de la justice, en rapport avec l'affaire Edy, de Clarenceville.

Adopté.

Dettes dues par le gouvernement le 16 décembre 1891

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le député de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état démontrant:

1. Toutes les dettes non payées dues par le gouvernement le 16 décembre 1891;

2. Toutes celles desdites dettes qui ont été payées depuis ladite date;

3. Toutes celles dont le paiement a été refusé depuis.

Adopté.

Fonds d'emprunt municipal

M. M. McDONALD (Bagot): Propose, appuyé par le député de Québec-Ouest (M. F. Carbray), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état démontrant:

1. Quelles sont les remises qui ont été faites à même le fonds d'emprunt municipal, depuis le mois de janvier 1887 au 16 décembre 1891.

2. Quelles sont les remises du même genre qui ont été faites, depuis le 16 décembre 1891.

Adopté.

Construction d'un pont de chemin de fer sur le fleuve Saint-Laurent

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, appuyé par le député de Matane (M. L.-F. Pinault), qu'il soit résolu: que la construction d'un pont de chemin de fer sur le fleuve Saint-Laurent, à Québec, est d'une importance vitale pour les intérêts de la province, et que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette province contribuer, dans la mesure de ses ressources, au succès de cette grande entreprise.

Il fait ressortir le grand avantage que Québec retirerait du pont projeté; cette construction révolutionnerait le commerce de la ville. Le port de cette dernière verrait par là renaître son ancienne prospérité.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le gouvernement a déjà déclaré qu'il était favorable à ce projet. Il réitère cette déclaration, et avec cette différence qu'il a eu le temps d'étudier la question. C'est l'intention du gouvernement de contribuer à la construction du pont dans la mesure de ses forces.

Cependant rien ne nécessite une action immédiate de la part du gouvernement, puisque la compagnie du pont n'a pas encore obtenu les subventions qu'elle s'attend d'avoir de la cité de Québec et du gouvernement fédéral.

Il est étrange que le député de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent), qui est en même temps maire de Québec, vienne demander une expression d'opinion de la part du gouvernement avant d'en avoir lui-même obtenu une du conseil de ville dont il est le chef.

Le gouvernement a eu deux projets semblables auparavant, le pont du "Grand Tronc" et celui de Longueuil. En ce qui concerne le pont de Québec, sa décision est catégorique. Il déclare que le gouvernement paiera sa part dès que le gouvernement fédéral et la ville de Québec auront versé leur contribution.

La loi passée sous le dernier gouvernement libéral, était illusoire, et le gouvernement actuel est prêt à faire mieux et à favoriser la construction du pont.

Il a ajouté que quelle que soit l'aide demandée, son gouvernement sera prêt, en temps opportun, à contribuer au succès d'une entreprise destinée à donner au commerce de la cité et du district de Québec de si grands développements.

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Se dit étonné des remarques du premier ministre, puisque le bill de la ville de Québec autorisant l'octroi de \$30 000. pour la construction de ce pont a déjà été adopté par la Chambre.

M. V. CHATEAUVERT (Québec-Centre): Dit qu'il s'est occupé d'une manière particulière de la question de construire un pont sur le fleuve à Québec. Il a toujours favorisé ardemment ce projet, et est heureux de constater que la déclaration du premier ministre fait bien augurer de la réussite.

Il propose, comme amendement, appuyé par le député de Québec-Ouest (M. F. Carbray), que tous les mots après "Que", dans la motion principale soient rayés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

"Cette Chambre désire la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, devant Québec, et elle espère que le gouvernement aidera à cette entreprise d'une manière efficace lorsque les compagnies de chemins de fer intéressées, la cité de Québec et le gouvernement du Canada auront décidé de contribuer à cette grande oeuvre autant qu'ils devraient le faire, et que cette Chambre est heureuse de constater que l'honorable premier ministre vient de faire des déclarations très satisfaisantes à ce sujet, dans le sens de la présente motion."

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur) et L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Prennent part au débat sur cet amendement.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que le représentant de Saint-Sauveur (M. S.-N. Parent) ne doit pas trouver mal que le gouvernement s'engage à aider la construction du pont à Québec que si le gouvernement fédéral et le conseil de ville de Québec font leur part.

La déclaration ministérielle n'est pas un subterfuge; elle énonce une prétention bien raisonnable.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Prend aussi la parole.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit que le gouvernement de la province de Québec doit se montrer aussi exigeant que le gouvernement fédéral. Lorsque M. Laurier est venu à Québec et que ses amis lui ont donné un banquet, il leur a dit ceci: qu'une compagnie sérieuse se forme et nous l'aiderons. Le gouvernement de Québec doit exiger, lui aussi, qu'une compagnie sérieuse se forme avec le concours des gouvernements fédéral, municipal et local; ce projet est impraticable autrement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Allard, Atwater, Baker, Beaubien, Beauchamp, Carbray, Châteauvert, Chicoyne, Doyon, Duplessis, England, Flynn, Girard (Lac-Saint-Jean), Grenier, Hackett, King, McDonald, Marion, Martineau, Nantei, Panneton, Parizeau, Pelletier, Poirier, Rioux, Savaria, Simpson, Spencer, Tellier, 29.

Contre: MM. Bernatchez, Bourbonnais, Dechêne, Lemieux, Marchand, Morin, Parent, Pinault, Stephens, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Turgeon, 12.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix, elle est adoptée.

Demande de documents:

Lot no 21B, canton Métalick, comté Matane

M. L.-F. PINAULT (Matane): Propose, appuyé par le député de Rimouski (M. A. Tessier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance, rapports, documents, etc., se rapportant au lot no 21 B, canton Métalick, comté de Matane.

Adopté.

Arbitrage Ontario-Canada-Québec

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. V. Allard), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état donnant la nature et la durée des services pour lesquels la province a payé des dépenses et frais judiciaires à propos de l'arbitrage entre cette province et le gouvernement du Canada et la province d'Ontario, ainsi que le nombre des séances des commissaires de la commission d'arbitrage et le nombre des appels interjetés.

Adopté.

Pont de la rivière Macaza, comté de Terrebonne

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie

du rôle de paie, etc., pour les travaux faits au pont de la rivière Macaza, dans le comté de Terrebonne, durant l'année 1895.

Aussi, copie de tout rapport, rôle de paie de J.-A. Bigonnesse, écuyer, se rapportant à tels travaux.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que l'honoraire additionnel de \$300.00 payé pour le bill (bill no 98) modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, soit remis.

Adopté sur division.

Joseph-Ena Girouard

M. A.-P. CARTIER (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton), que l'honoraire déposé pour le bill (bill no 32) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ena Girouard au nombre de ses membres soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté sur division.

Loi électorale

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 28) amendement la loi électorale.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose d'enlever la troisième clause du bill et de la substituer par une clause selon laquelle, dans les cités de Montréal, Québec et Trois-Rivières, les listes électorales seront préparées par trois commissaires. L'un d'eux sera nommé par le conseil municipal et devra être le recorder ou un avocat ou notaire ayant huit années de pratique et n'ayant pas été candidat depuis au moins dix ans, dans une élection fédérale, provinciale et municipale.

Un second commissaire sera choisi par le gouvernement dans la même catégorie de personnes, et le troisième, également nommé par le gouvernement, sera choisi parmi les magistrats de district ou de police, les greffiers de la couronne ou de la Cour d'appel.

Une autre disposition décrète que pour avoir droit de vote sur son salaire, ce doit être un salaire régulier de \$300.00.

Adopté.

M. S.-N. PARENT (Saint-Sauveur) et autres: Prennent la parole.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il y a fait des amendements. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Absence des députés à l'Assemblée législative

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le député de L'Islet (M. F.-G. Dechêne), que la réduction de cinq piastres par jour, mentionnée à l'article 149 des statuts refondus de la province de Québec, ne sera pas faite pour huit jours dans le cas de députés de l'Assemblée législative, qui n'auront pas assisté aux séances de la Chambre ou de ses comités, pendant ce nombre de jours; et cet ordre ne vaudra que pour la présente session.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que, lorsque cette Chambre s'ajournera cette nuit, elle le soit jusqu'à onze heures a.m., aujourd'hui.

Adopté.

La séance est levée à trois heures et demie (a.m.).

Séance du 9 janvier 1897

Sous la présidence de l'honorable P-E LeBlanc

La séance s'ouvre à onze heures quarante-cinq.

Subsides

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 60) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1897 et le 30 juin 1898 et pour d'autres fins du service public soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill C) du Conseil législatif, intitulé: "Loi amendant le code de procédure civile."

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Acte 39 Victoria, chapitre 41

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 141) amendant l'acte 39 Victoria, chapitre 41, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Education technique

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 147) pour en-

courager l'éducation technique soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. MARION (L'Assomption): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi concernant les dentistes

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill E) du Conseil législatif, intitulé: "Loi amendant la loi concernant les dentistes".

Adopté.

M. L'ORATEUR: Appelle le représentant de Québec-Ouest (M. Félix Carbray) au fauteuil.

En comité:

M. A. TURGEON (Bellechasse): Propose comme amendement, d'empêcher les dentistes américains de pratiquer comme assistants dans les bureaux de dentistes de la province.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Appuie l'amendement par un discours.

L'HONORABLE P.-E. LEBLANC (Laval): S'en prend au commissaire de l'Agriculture. Il reproche au ministre de la carotte l'importation scandaleuse d'échalons poussifs à des favoris à la charge du gouvernement.

M. LE PRESIDENT: Déclare la motion adoptée.

L'HONORABLE P.-E. LEBLANC (Laval): Les députés ont mal compris la question. Il insiste pour que le vote soit pris de nouveau.

M. LE PRESIDENT: Décide en faveur du député de Laval (l'honorable P.-E. LeBlanc). Il déclare que les députés qui venaient de voter n'avaient pas compris la question. Il ordonne que l'on prenne de nouveau le vote.

DES VOIX: Protestent contre cette procédure.

M. LE PRESIDENT: Persiste dans son opinion.

UNE VOIX: Fait appel à M. l'Orateur de la décision du président du comité et propose que le vote en comité sur l'amendement proposé audit bill soit renouvelé vu l'erreur constatée en comptant les votes en premier lieu.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'une motion faite par le député de Bellechasse (M. A. Turgeon), à l'effet d'amender ledit bill ayant été déclarée adoptée par le président du comité et appel étant fait à M. l'Orateur de la décision du président dudit comité: "que le vote en comité, sur l'amendement proposé audit bill soit renouvelé, vu l'erreur constatée en comptant les votes en premier lieu."

M. L'ORATEUR: Maintient la décision du président.

La Chambre se reforme en comité général.

En comité:

L'HONORABLE P.-E. LEBLANC (Laval): Défend le bill de même que d'autres bills.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): S'y oppose.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

Comité conjoint des impressions de la Législature

L'HONORABLE G.-A. NANTÉL (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a examiné avec soin tous les documents mis devant la Chambre, et recommande l'impression des suivants, savoir:

No 46. Réponse à un ordre, état des sommes payées aux syndics ou au gérant de la Ferme modèle de Compton, pour mise et maintien en opération de cette ferme, depuis sa fondation jusqu'à la date du 25 novembre 1896, comprenant les frais de construction, d'amélioration et les subventions annuelles, etc., etc.

No 52. Réponse à une adresse, copie de tous arrêtés en conseil, dépêches et correspondance touchant toute proposition par le gouvernement de Québec au gouvernement du Canada d'acquiescer le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, de l'incorporer à l'Intercolonial et de continuer la construction dudit chemin de fer jusqu'au bassin de Gaspé.

No 61. Réponse à une adresse, copie de toutes correspondance et communications quelconques des compagnies de chemins de fer subventionnées, demandant au lieutenant-gouverneur en conseil de délimiter (localiser) les terres qui devront leur être assignées, et par la suite desquelles elles auront droit à leur dernier ver-

sement de 35 centins sur leurs octrois en terres convertis en argent.

No 65. Réponse à une adresse, copie de tous documents, correspondance, ordre en conseil et contrats se rapportant aux arrangements faits pour la garde et l'entretien des aliénés pour l'asile de Saint-Jean-de-Dieu, à la Longue-Pointe, le ou vers le 13 juin 1895.

No 75. Réponse à un ordre, copie de toutes pétitions, résolutions et lettres adressées de la Gaspésie au gouvernement de Québec, ou à aucun de ses membres, demandant que le gouvernement donne suite et effet, en ce qui concerne le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, à la loi 56 Victoria, chapitre 36, permettant la nomination d'un séquestre à un chemin de fer non en opération, etc., etc.

No 81. Réponse à un ordre, état détaillé indiquant, comté par comté, les montants payés et les montants dus, par les diverses municipalités de la province, pour entretien et pension d'aliénés, dans les asiles subventionnées par la province, depuis le 1er mai 1892 jusqu'au 25 novembre 1896.

Adopté.

Libelle par les journaux

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill G) du Conseil législatif intitulé: "Loi concernant le libelle par les journaux" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. C. DOYON (Laprairie): S'y oppose vivement.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Asile des aliénés de Québec

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable G.-A. Nantel), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 54) érigeant l'asile des aliénés de Québec et ses dépendances, en paroisse, soit remis, vu qu'il s'agit d'une communauté qui accomplit une oeuvre de charité.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que lorsque la Chambre s'ajournera, elle le soit jusqu'à trois heures p.m., aujourd'hui.

Adopté.

A deux heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures

Documents:

Frontière nord et nord-est de la province

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée

législative du 23 novembre 1896, demandant la production de tous les arrêtés en conseil et toute la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui du Canada, relativement à la frontière nord et nord-est de la province de Québec. (Document de la session no 95)

Libelle par les journaux

M. J. TESSIER (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill G) du Conseil législatif intitulé: "Loi concernant le libelle par les journaux".

M. C. DOYON (Laprairie): Prétend que ce projet de loi est trop important pour être discuté par un tiers de la députation.

Il ne veut pas se prononcer sur le mérite de ce bill. Tout de même, si les éditeurs de journaux étaient plus dignes, ce serait parfait, seulement on en fait souvent une affaire d'exploitation commerciale. Il doit dire cependant qu'il y a de nombreuses exceptions.

Quand on a publié un article injurieux ou libelleux contre un homme public, il ne peut dire si une rétraction répare le préjudice causé. Les journaux ne devraient pas avoir plus le droit d'injurier quelqu'un que tout citoyen. Il ne voit pas de raison de protéger les propriétaires de journaux plus que d'autres citoyens.

Encore une fois, il croit que la question est trop importante pour être décidée par une faible partie de la députation, et en conséquence il propose que le projet de loi ne soit lu que dans six mois.

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Dit être en faveur du bill. Il dit qu'avec la loi présentement en vigueur, les journaux ne bénéficient pas de la protection à laquelle ils ont droit. Il en connaît certaines qui ont été victimes de chantage, de menaces de poursuites qui les auraient ruinés, malgré leur prospérité. Les hommes publics ne doivent pas craindre les critiques si elles sont honnêtes. Ce bill à l'étude leur offre une protection suffisante contre les critiques malhonnêtes. Il croit que dans l'ensemble, la presse de la province est dirigée avec modération et mérite d'être protégée dans son travail ardu et difficile.

L'HONORABLE E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que l'Assemblée avait adopté dans le passé un bill semblable, mais que le Conseil législatif avait refusé de le sanctionner. Cette fois, le bill vient de la Chambre haute.

Ce projet de loi ne nous est arrivé du Conseil législatif qu'à trois heures ce matin. Doit-on l'adopter? Il peut y avoir doute sur la valeur intrinsèque de ce projet de loi, mais il est certain qu'il faut protéger les journalistes. Un projet de loi du même genre a déjà subi toutes les phases de discussion, et celui-ci doit être la même chose.

La question est de savoir si la Chambre incomplète comme elle l'est doit l'adopter.

Quant à lui il n'y a pas objection, c'est dans tous les cas une mesure libre, au sujet de laquelle le gouvernement n'entend pas dicter de conduite.

Il sympathise beaucoup avec les représentants des journaux, et pour cette raison, il voudrait que le projet de loi en question fut parfait. Quoiqu'il ait des doutes sur la perfection de ce projet de loi, le temps manque pour rendre ce bill convenable avant la prorogation des Chambres, il veut cependant accorder le bénéfice du doute en sa faveur.

Cette question de la protection des journaux présente deux aspects: on doit la considérer au point de vue de ceux qui sont attaqués et au point de vue de l'obligation dans laquelle sont les journaux de renseigner le public. Quoi qu'il en soit, on protège certaines personnes parce qu'elles occupent des positions exceptionnelles, et la presse est dans ce cas.

Encore une fois, il ne soulève pas d'objection à ce projet de loi.

M. F. MARTINEAU (Montréal no 1): Serait disposé à voter pour l'adoption de ce projet de loi, mais vu la fin de la session et le peu de députés présents, il vaudrait peut-être mieux d'attendre à la prochaine session.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit que ce projet de loi intéresse tout le monde à un haut degré et qu'en conséquence il ne devrait être décidé que par la députation au complet.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Montréal no 4): Se prononce en faveur de la mesure, parce qu'il faut protéger les journalistes contre les actions vexatoires. La presse rend service à notre population.

Il déclare que la presse de cette province devrait recevoir le même traitement que la presse en Grande-Bretagne, en Ontario et dans les autres provinces. Il dit savoir que dans plusieurs cas où on a intenté des actions en libelle contre certains journaux, les actions ont été rejetées, mais les propriétaires de ces journaux ont dû acquitter les frais, sous prétexte que les demandeurs n'étaient pas en mesure de le faire. Il croit que c'est juste et il approuve le principe de ce bill et espère qu'il sera adopté à cette session, puisqu'il prévient des actions vexatoires à l'avenir.

M. C. DOYON (Laprairie): Revient encore à la charge. Il s'attaque surtout aux reporters qu'il n'aime pas.

L'HONORABLE L-P. PELLETIER (Dorchester): Se déclare complètement en faveur du principe du projet de loi. Mais d'après les clauses 5 et 6, les journaux ont droit de tout publier, mais doivent se retracter, c'est-à-dire qu'on peut publier telle chose, mais qu'on doit être obligé de le retracter le lendemain. Ces clauses sont tout à fait drôles, car si les journaux ont droit de dire telle chose, il

n'y a pas de libelle, et s'ils n'en ont pas le droit, la conclusion est facile à tirer. Une telle législation ne peut passer devant un Parlement sérieux.

Il ne veut pas imposer à la presse la position ridicule dans laquelle la placerait une semblable loi.

A tout événement, c'est son intention de rédiger une loi sur le libelle aussi complète que possible et de la soumettre à l'approbation de la Législature, à une prochaine session.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Prétend que la presse doit être soumise aux mêmes règles que tous les citoyens. Il ne voit pas pourquoi on prescrirait l'adoption de ce bill maintenant.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Croit que s'il y a lieu à faire des modifications au projet de loi, on pourrait l'examiner en comité.

M. J. TESSIER (Portneuf): Prend la parole.

M. F.-X. LEMIEUX (Bonaventure): Prend aussi la parole.

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Prend la parole.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Se prononce en faveur du bill et ne comprend pas pourquoi il ne peut être adopté au cours de cette session.

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet), M. R.N. ENGLAND (Brôme), M. J. BEDARD (Richmond): Sont d'accord à l'étude du bill en comité.

M. F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet), M. LA. BAKER (Lévis), M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Ne sont pas d'accord.

La proposition est adoptée sur division.

En comité:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose en amendement que la clause 3 qui a pour effet d'obliger ceux qui poursuivent un journal, à fournir un cautionnement pour frais jusqu'au montant de \$50 dans certains cas soit retranchée.

L'amendement est adopté sur division (9 contre 8).

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose en amendement que la clause 4 soit retranchée. Voici la clause:

Dans une action pour libelle publié dans un journal, le demandeur n'aura droit qu'à des dommages réels, s'il est établi par la preuve que le libelle a été publié de bonne foi, et sans négligence grossière, que la publication n'en a été faite que par mépris ou fausse interprétation des faits, et qu'il en a été fait une "rétraction" complète et loyale, après la réception d'un avis écrit ou verbal à cet effet, du demandeur ou d'une personne agissant pour lui.

Cette "rétraction" doit être insérée dans un endroit et en caractère aussi apparents que l'article qui constitue le libelle, et doit être publiée dans les trois jours qui suivent la réception de l'avis, s'il s'agit d'un journal quotidien, ou dans le prochain numéro s'il s'agit d'un journal hebdomadaire.

S'il s'agit d'un candidat à une fonction publique le bénéfice de la présente section ne pourra être invoqué que si la "rétraction" a été publiée comme article de fond, d'une manière ostensible, au moins cinq jours avant l'élection, et pourvu toujours que les autres conditions ci-dessus exigées se rencontrent.

L'amendement est rejeté sur division (10 contre 9).

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose en amendement que la clause 5 soit retranchée. Voici la clause:

La clause 5 comporte le privilège pour le compte rendu d'une assemblée publique, du moment qu'il serait exact et dans l'intérêt public, mais le bénéfice du privilège n'aurait pu être invoqué qu'après une rétraction complète et loyale des faits constituant le libelle.

L'amendement est adopté sur division (9 contre 7).

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose en amendement que la clause 6 accordant le même privilège que celui de la clause 5 pour le compte-rendu des procédures d'une cour de justice, aux mêmes conditions, soit retranchée.

L'amendement est adopté sur division (10 contre 9).

UNE VOIX: Propose que la clause 7 soit retranchée.

L'amendement est adopté sur division.

Le comité étudie la clause 8 qui se lit comme suit:

Dans une action pour libelle publié dans un journal, le défendeur aura droit à une mitigation de dommages, s'il est établi que le demandeur a déjà recouvré des dommages pour la publication d'un libelle ou de libelles ayant le même effet et la même portée que celui pour lequel l'action a été intentée.

Adopté.

UNE VOIX: Propose en amendement que la clause 9 qui aurait pour effet de réunir en une seule et même cause plusieurs actions intentées par le même demandeur contre plusieurs défendeurs pour des articles constituant virtuellement le même libelle soit retranchée.

L'amendement est adopté sur division.

Résolutions à rapporter:

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus pour la première fois et adoptés.

M. C. DOYON (Laprairie): Exige que le bill ne passe pas une nouvelle étape sans que tous les

délais de la procédure soient observées. Il propose la seconde lecture à la prochaine séance.

M. J. TESSIER (Portneuf): Reproche au député de Laprairie (M. C. Doyon) de se moquer de la presse. Il est injuste d'agir ainsi envers qui que ce soit.

M. C. DOYON (Laprairie): S'empare et parle contre le député de Portneuf (M. J. Tessier).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Reproche au député de Laprairie son manque de savoir vivre.

M. J. TESSIER (Portneuf): Dit qu'il ne s'est pas levé pour répondre aux paroles blessantes du député de Laprairie parce qu'il n'était pas sensé en être touché.

M. L'ORATEUR: Dit qu'il suffit qu'un seul membre de la Chambre demande la lecture d'un bill à une séance subséquente pour retarder le bill jusqu'à telle séance. C'est la règle.

M. C. DOYON (Laprairie): Propose que le bill soit remis devant la Chambre dans six mois.
Adopté sur division.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement, savoir:

Bill (bill no 91) intitulé: "Loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa".

Bill (bill no 114) intitulé: "Loi concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est";

Bill (bill no 150) intitulé: "Loi amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement";

Bill (bill no 28) intitulé: "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895";

Bill (bill no 141) intitulé: "Loi amendant la loi 39 Victoria, chapitre 41";

Bill (bill no 147) intitulé: "Loi pour encourager l'instruction technique";

Bill (bill no 149) intitulé: "Loi concernant un octroi aux Ursulines de Roberval";

Bill (bill no 140) intitulé: "Loi amendant le code de procédure civile";

Et bill (bill no 60) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1897 et le 30 juin 1898, et pour d'autres fins du service public."

Interpellations:

Mort de A. Boucher, registrateur

M. C.-A. DESJARDINS (Kamouraska): Le gouvernement a-t-il été informé de la mort de M.

Adéland Boucher, registrateur du comté de Kamouraska?

2. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il de lui nommer un remplaçant?

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester):

1. Oui. 2. Bientôt.

Théodule-Alfred Lemieux

M. I.-A. BAKER (Lévis): Propose, appuyé par le député d'Argenteuil (M.W.J. Simpson), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 55) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à recevoir Théodule-Alfred Lemieux, comme l'un de ses membres après examen soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

L'HONORABLE A.W. ATWATER (Mont-réal no 4): Déclare que c'est enfantin, car si la Chambre accepte de rembourser les honoraires dans ce cas, elle devra aussi le faire pour les autres à l'avenir. Il se dit en faveur de la révocation des procédures de la veille dans cette affaire.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Baker, Bédard, Bouffard, Bourbonnais, Carbray, Dechêne, Desjardins, Doyon, Lemieux, Marchand, Tessier (Portneuf), 11.

Contre: MM. Atwater, Beaubien, England, Hackett, Pelletier, Shehyn, Simpson, Spencer, 8.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Follin H. Pickle

M. E.E. SPENCER (Missisquoi): Propose, appuyé par le représentant de Brôme (M. R.N. England), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 73) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Follin H. Pickle à l'étude du droit sans examen soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Elzéar Drolet

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, appuyé par le député de Québec-Ouest (M. F. Carbray), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 33) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres, après examen soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Demande de documents:

Tarte vs Grenier

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le député de Bonaventure (M. F.-X.

Lernieux), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du plaidoyer produit par W.-G. Grenier, dans une cause de Tarte vs Grenier, devant la cour du banc de la reine à Montréal.

Adopté.

Joseph-Herménégilde Tremblay

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 67) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Herménégilde Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

William James Wright

M. W.J. SIMPSON (Argenteuil): Propose, appuyé par le député de Missisquoi (M. E.E. Spencer), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 61) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William James Wright au nombre de ses membres après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Charte de Montréal

M. V. ALLARD (Berthier): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 77) amendement l'acte 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal, soit remis moins les frais de traduction et d'impression vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Documents:

Affaire Edy de Clarenceville

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 8 janvier 1897, pour copie de tous documents qui peuvent être soumis, maintenant, sans nuire à l'action de la justice, en rapport avec l'affaire Edy de Clarenceville. (Document de la session no 92)

Fonds d'emprunt municipal

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre du 8 janvier 1897 pour un état démontrant:

1. Quelles sont les remises qui ont été faites à même le fonds d'emprunt municipal, depuis le mois de janvier 1887 au 10 décembre 1891. Quelles sont les remises du même genre qui ont été faites depuis le 16 décembre 1891. (Document de la session no 93)

Dettes dues par le gouvernement le 16 décembre 1891

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre en date du 8 janvier 1897 pour un état démontrant:

1. Toutes les dettes non payées dues par le gouvernement le 16 décembre 1891. 2. Toutes celles desdites dettes qui ont été payées depuis ladite date. 3. Toutes celles dont le paiement a été refusé depuis. (Document de la session no 94)

Arbitrage Ontario-Canada-Québec

L'HONORABLE M.F. HACKETT (Stanstead): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 8 janvier 1897, pour un état donnant la nature et la durée des services pour lesquels la province a payé des dépenses et des frais judiciaires, à propos de l'arbitrage entre cette province et le gouvernement du Canada et la province d'Ontario, ainsi que le nombre des séances des commissaires de la commission d'arbitrage et le nombre des appels interjetés. (Document de la session no 96)

Documents de la session

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que les documents suivants soient imprimés comme documents de la session:

No 93. Réponse à un ordre de cette Chambre, du 8 janvier 1897, pour un état démontrant:

1. Quelles sont les remises qui ont été faites à même le fonds d'emprunt municipal, depuis le mois de janvier 1887 au 10 décembre 1891.

2. Quelles sont les remises du même genre qui ont été faites depuis le 16 décembre 1891.

No 94. Réponse à un ordre de cette Chambre, du 8 janvier 1897, pour un état démontrant:

1. Toutes les dettes non payées dues par le gouvernement le 16 décembre 1891.

2. Toutes celles desdites dettes qui ont été payées depuis la dite date.

3. Toutes celles dont le paiement a été refusé depuis.

Adopté.

Amélioration des routes

L'HONORABLE L. BEAUBIEN (Nicolet): Fait connaître à la Chambre que le gouvernement, dans le but de contribuer à l'amélioration des routes, a décidé d'aider à l'achat des machines nécessaires à cette fin. Quand un conseil de comté se sera procuré un concasseur à pierre ou une machine à faire les chemins ou les deux, approuvés par le département de l'Agriculture, et après que ces machines auront été en opération continu, durant une saison, le gouvernement paiera la moitié du coût de ces machines.

Le concasseur, constitué par une machine à vapeur et un mécanisme pour broyer la pierre à l'usage du "macadeur", vaut \$1 200.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Nicolet (l'honorable L. Beaubien), que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle le soit jusqu'à huit heures p.m., aujourd'hui.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à neuf heures

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

Au Conseil législatif:

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer d'Asbestos et de Danville.

Loi amendement le code de procédure civile.

Loi modifiant la loi concernant les dentistes.

Loi annexant au comté de Dorchester, pour toutes fins, cette partie de la paroisse de Saint-Maxime, maintenant dans le comté de Beauce.

Loi concernant la nomination des députés-protonotaires, des députés-shérifs et des députés-régistrateurs.

Loi accordant une indemnité à dame Georges-Etienne Rioux.

Loi concernant les subventions de la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Loi abrogeant la loi imposant les droits sur les transports d'immeubles.

Loi réorganisant les départements.

Loi amendement la loi 56 Victoria, chapitre 36, relativement aux chemins de fer sous séquestre.

Loi concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.

Loi concernant les écoles élémentaires.

Loi amendement la loi concernant la Cour des commissaires.

Loi amendement la loi concernant la vérification des testaments.

Loi amendement le code civil.

Loi amendement les statuts refondus.

Loi concernant les sténographes de la Cour supérieure.

Loi amendement la loi relative à la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine.

Loi protégeant les juges de paix et autres contre les actions vexatoires.

Loi relative à la dette publique et à sa conversion.

Loi concernant les subsides aux chemins de fer.

Loi concernant le code de procédure civile de la province de Québec.

Loi modifiant la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal.

Loi amendement la loi concernant la cour de circuit de Québec.

Loi modifiant la loi relative aux séances de la Cour supérieure.

Loi amendement la loi électorale de Québec, 1895.

Loi amendement la loi relative aux honoraires des constables.

Loi constituant en corporation le village de Petit-Métis.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Ena Girouard au nombre de ses membres.

Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Elzéar Drolet au nombre de ses membres, après examen.

Loi confirmant la vente d'un certain immeuble à Antoine Robert.

Loi autorisant Jean Lukin-Leprohon à hypothéquer ou vendre une propriété substituée.

Loi constituant en corporation la Compagnie de forces motrices de la rive nord.

Loi constituant en corporation la ville de Montréal-ouest.

Loi constituant en corporation l'Association municipale de Montréal.

Loi concernant la succession de feu William Frederick Kay.

Loi amendement les lois qui concernent la corporation de la cité de Québec.

Loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme à emprunter une somme n'excédant pas soixante mille piastres pour la construction d'une église, sacristie et accessoires.

Loi amendement la loi 40 Victoria, chapitre 41, relative au village de Verdun, et pour étendre ses pouvoirs.

Loi amendement et refondant la loi organique de la société "Union Saint-Joseph des artisans de Sherbrooke".

Loi amendement la charte de la ville de Westmount et les lois qui l'amendent.

Loi constituant en corporation "La Compagnie du chemin de fer de la cité de Saint-Hyacinthe et de Granby."

Loi constituant en corporation "The Canada Switch and Spring Company Limited".

Loi concernant la succession de feu l'honorable John Molson.

Loi amendement la charte de la ville de Maison-neuve.

Loi amendement la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

Loi constituant en corporation Thomas Robertson & Compagnie, à responsabilité limitée.

Loi concernant la propriété immobilière du "Trafalgar Institute".

Loi érigeant l'asile des aliénés de Québec et ses dépendances en paroisse distincte.

Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à recevoir Théodule-Alfred Lemieux, comme l'un de ses membres, après examen.

Loi déclarant final et définitif le partage des biens de la succession de feu Amable Prévost.

Loi pour dissiper tout doute sur la validité du testament de feu John Bryson, et des pouvoirs de ses exécuteurs testamentaires, pour les autoriser à vendre les biens de sa succession en bloc ou séparément, et à emprunter, jusqu'à concurrence de dix mille dollars, pour administrer ladite succession.

Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de la Côte-Saint-Paul.

Loi modifiant la loi 43-44 Victoria, chapitre 88, constituant en corporation l'Association des comptables de Montréal.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William James Wright au nombre de ses membres, après examen.

Loi constituant en corporation la Compagnie dite: "The Montreal Cold Storage and Freezing Company".

Loi modifiant la loi 53 Victoria, chapitre 79, constituant en corporation la ville de Magog.

Loi constituant en corporation le collège de Valleyfield.

Loi concernant la "Equitable Savings, Loan and Building Association".

Loi amendant et refondant les lois organiques de la cité de Saint-Henri.

Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph-Herménégilde Tremblay à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Loi constituant en corporation "La Compagnie des faïenceries du Canada".

Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

Loi autorisant Vesey Boswell, de la cité de Québec, brasseur, à poser un tuyau de conduite d'eau dans certaines rues de la cité de Québec.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Follin H. Pickle à l'étude du droit, sans examen.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, P.-Arthur Côté au nombre de ses membres.

Loi constituant en corporation "The Coaticook Electric Light and Power Company".

Loi concernant la Compagnie dite "The Stadacona Water, Light and Power Company".

Loi pour régler la liquidation de la succession de Pierre-Thomas Delvecchio et celle de son épouse, Madame Elizabeth Olivier.

Loi amendant la charte de la cité de Montréal et ses amendements.

Loi pour abolir la continuation de communauté, créant l'usufruit légal, en certains cas, et

amendant à cet effet les articles 1323 à 1337 du code civil, inclusivement.

Loi prohibant les affiches indécentes dans les rues et places publiques.

Loi concernant la division d'enregistrement du comté d'Ottawa.

Loi amendant la loi de la chasse de Québec.

Loi amendant la loi de la pêche.

Loi amendant la loi 59 Victoria, chapitre 34, concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle.

Loi autorisant l'association dite "The Trustees, Executors and Securities Insurance Corporation, Limited", à faire affaires dans la province de Québec.

Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

Loi modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

Loi concernant les sociétés nationales de bienfaisance.

Loi modifiant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des "Homesteads".

Loi amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.

Loi amendant le code du notariat.

Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des statuts refondus et ses amendements.

Loi amendant la loi concernant la Cour de magistrat de district.

Loi concernant l'Association agricole des Cantons de l'Est.

Loi relative aux recorders.

Loi amendant la loi relative aux compagnies pour le gaz et l'eau.

Loi concernant la corruption municipale et civique.

Loi annexant certains lots des paroisses de Saint-Georges et de Saint-François, dans le comté de Beauce, à Saint-Benjamin, dans le comté de Dorchester.

Loi concernant certains lots sur le cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol.

Loi concernant l'asile de la Longue-Pointe.

Loi concernant le parc de la Montagne Tremblante.

Loi concernant les sociétés dites "Safe Deposits Companies".

Loi amendant le code municipal.

Loi concernant la juridiction de la cour du banc de la reine en appel et de la Cour supérieure.

Loi concernant l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga, pour les fins scolaires, à la cité de Montréal.

Loi amendant le code de procédure civile.

Loi amendant la loi 39 Victoria, chapitre 41.

Loi concernant le palais de justice de Hull.

Loi amendant la loi des licences de Québec.

Loi pour encourager l'instruction technique.

Loi concernant un octroi aux Ursulines de Roberval.

Loi amendant la loi relative aux registrateurs et à l'organisation des bureaux d'enregistrement.

Discours de l'Orateur de l'Assemblée législative:

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, comme suit:

"Qu'il plaise à Votre Honneur,

"Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1897 et le 30 juin 1898 et pour d'autres fins du service public", lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner".

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill".

Discours du lieutenant-gouverneur:

Après quoi, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous félicite sur la manière dont vous avez rempli vos devoirs de législateurs pendant toute cette laborieuse session.

Parmi les lois que vous avez discutées et auxquelles je viens de donner ma sanction, au nom de Sa Majesté la reine, il en est dont l'importance mérite d'être particulièrement signalée, telles que la loi pour abolir les taxes sur les transferts d'immeubles et les lois concernant la conversion de la dette de la province, la réorganisation des départements publics, les "homesteads", les subventions aux compagnies

de chemins de fer, le code de procédure civile, et l'éducation.

J'ai suivi vos délibérations avec intérêt, par les procès-verbaux des Chambres et les rapports de mes aviseurs. J'y ai vu une preuve nouvelle de ce fait important: que les hommes publics de notre province possèdent l'habileté et la science constitutionnelle nécessaires pour tirer profit des ressources précieuses qu'offre au bien et à la paix de l'Etat, le fonctionnement de nos institutions représentatives.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie, au nom de Sa Gracieuse Majesté, des sommes que vous avez votées pour le service public. Je verrai à ce qu'elles soient dépensées avec discernement, pour le plus grand bien de la province, et selon la loi.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En venant clore cette dernière session du huitième Parlement de la Législature de Québec, je prie Dieu qu'il daigne éclairer le peuple de cette province dans l'exercice de ses prérogatives constitutionnelles et dans tous les actes d'où dépendent le bonheur et l'avenir de nos familles et de la patrie. Je vous remercie du zèle et de l'assiduité dont vous avez fait preuve pendant cette session, et je fais des vœux pour la paix, la prospérité et le bien-être de toutes vos familles.

Orateur du Conseil législatif:

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif s'exprime ainsi:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'à mercredi, le dix-septième jour de février prochain, pour être, ici, tenue; et cette Législature est, en conséquence, prorogée à mercredi, le dix-septième jour de février prochain.